ÉDOUARD SAYOUS

PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE BESANÇON, MEMBRE DE L'ACADÉMIE HONGROISE

HISTOIRE GÉNÉRALE DES HONGROIS

(OUVRAGE COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE FRANÇAISE)

SECONDE ÉDITION

REVISÉE PAR

ANDRÉ E. SAYOUS ET J. DOLENECZ

ORNÉE DE 27 PLANCHES HORS TEXTE ET DE 253 ILLUSTRATIONS DANS LE TEXTE

BUDAPEST.

»ATHENAEUM« SOC. ANON.

IMPRIMERIE ET MAISON D'ÉDITION

54, KEREPESI-UT, 54

PARIS.

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

ANC. LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1900

A SON EXCELLENCE

JULES DE WLASSICS

MINISTRE DES CULTES ET DE L' INSTRUCTION PUBLIQUE DU ROYAUME DE HONGRIE

HOMMAGE RESPECTUEUX.

HISTOIRE GÉNÉRALE

DES

HONGROIS

HISTOIRE GÉNÉRALE
DES HONGROIS

LIVRE PREMIER

LES ORIGINES ET L'ÉPOQUE PAÏENNE

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DU PEUPLE MAGYAR AU POINT DE VUE HISTORIQUE



Guerrier magyar de l'époque de l'occupation du pays.

Avant d'introduire le peuple Magyar dans la plaine hongroise, dans le pays qui était destiné à lui offrir un séjour permanent et une patrie séculaire, l'historien doit rechercher la demeure primitive de cette nation, la suivre dans ses déplacements primitifs, et se rendre compte de la place qui lui appartient dans le tableau des races et des langues humaines. Ces études sur les origines, toujours difficiles, toujours périlleuses, ouvrent peut-être un chemin plus épineux encore et plus incertain lorsqu'il s'agit des Hongrois, que de tout autre peuple habitant l'Europe. Au lieu d'un rameau sorti de la grande souche indo-européenne, au lieu d'une parenté de type et de langage qui permette de remonter sans interruption jusqu'à ce tronc puissant, nous ne pouvons saisir qu'une branche bien vivace, il est vrai, pleine de sève malgré

toutes ses blessures, mais qui n'est arrivée là où elle est aujourd'hui qu'à travers un labyrinthe de feuillage touffu et de lianes entrelacées.

Nous serons donc amené à serrer de près nos documents et nos renseignements de toutes sortes, à discuter des opinions souvent contradictoires, pour en dégager une conclusion lorsque la lumière se sera suffisamment faite. Nous devrons d'abord, en réunissant les premières données historiques, prendre les Hongrois à leur point de départ sans les quitter jusqu'au pied des Karpathes. Ensuite, dans le deuxième chapitre, nous appellerons à notre aide, sans écarter les renseignements historiques ni même légendaires, les vocabulaires et les grammaires des tribus venues de l'Asie pour arriver à une solution ethnographique.

Avant tout, il est indispensable d'expliquer ces deux mots, très anciens tous les deux, *Magyar* et *Hongrois.* Le premier est le plus difficile. Au moyen âge on le faisait dériver de Magog, fils de Japhet; ou de Magor, fils de Nemrod, ce qui permettrait de ne pas se séparer de la tradition biblique. La forme employée par les chroniqueurs était *Moger,* tandis que l'arabe Ibn-Dasta, dans son »Livre du Trésor« écrivait Madschgar, et Maçoudi, Bedjgar. C'est donc un mot fort ancien, et reconnaissable sous des formes variées.

La science moderne lui a attribué diverses origines. Suivant une étymologie qu'Amédée Thierry a cru pouvoir adopter, mais qui est rejetée aujourd'hui par la plupart des savants du pays, une tribu, celle des *Megers,* aurait donné son nom au peuple tout entier. D'après Klaproth le nom des Baskirs ou Bachgird fournirait la clé de l'énigme; mais c'est là une opération étymologique un peu forcée, qui doit compter parmi les erreurs de ce grand esprit. Enfin, l'opinion la plus vraisemblable rapproche le mot Magyar du vogoul Ma-Kär, homme de la terre, indigène ou enfant de la terre.

Il nous est impossible d'exprimer un jugement formel sur cette question controversée. Le mot de Hongrois est moins embarrassant. Éliminons d'abord trois explications répandues au moyen âge: il ne vient ni de l'allemand *ungeborene* (non indigène), ni du latin *angaria,* chariot, ni du château de *Hungu* près des Karpathes, car il est antérieur à la conquête de la Dacie et aux invasions en Allemagne. Nous le retrouvons au contraire sur les flancs de l'Oural septentrional et jusque sur les côtes de l'Océan glacial. Là se trouvent non-seulement le pays ougrien signalé au seizième siècle par l'ambassadeur Herberstein, la montagne ougrienne, la rivière Jougra, mais encore le peuple Jougra signalé déjà dans cette région par Nestor au onzième siècle, et dont le nom est évidemment le même que le grec *Ougroi* et que le français *Hongrois.*

Ce rapprochement nous en dit beaucoup sur l'origine même du peuple, et nous sommes fondé à placer dans cette même région de l'Oural septentrional son point de départ et son époque antéhistorique. Les premiers documents nous montrent les Hongrois vivant de leur chasse un

peu au sud de cette contrée, près du Volga et des sources du Jaik : tel dut être leur séjour vers les sixième et septième siècles, d'après le grec Théophylacte, et le latin Jornandes.

Quant aux chroniqueurs nationaux, il ne faut rien leur demander sur cette époque, à cause d'une préoccupation dont nous parlerons plus loin. Ces premières données, vagues et insuffisantes par elles-mêmes, sont corroborées par le rapport des voyageurs qui, au treizième siècle, ont trouvé depuis le moyen Volga jusqu'au delà de l'Oural, une grande Hongrie habitée par des peuplades suivant eux parentes des Hongrois. Dans ce premier séjour, les Magyars avaient pour voisins divers peuples Finnois et Turcs : les Bulgares, ou du moins ceux d'entre eux qui n'avaient pas émigré du côté du Danube, les Baskirs, les Khazars et bientôt les Petchénègues.

Toutes ces tribus, si nombreuses qu'elles pussent être, menaient de toute nécessité une vie nomade. Ne labourant pas le sol, habituées à compter pour leur nourriture sur les poissons du fleuve, sur le lait et la viande de leurs immenses troupeaux qui paissaient les hautes herbes de la steppe, elles ne pouvaient échapper à la famine, lorsque la rivière commençait à s'épuiser, lorsque la steppe était rasée, qu'en transportant plus loin, vers le sud, leurs tentes légères et leurs chariots. De là une extrême mobilité dans la résidence et dans les frontières de ces tribus.

De là aussi un état politique et social particulier, comportant une grande liberté avec une stricte obéissance militaire ; car ces migrations continuelles produisaient des chocs nombreux et inévitables, et se transformaient, suivant l'attrait du pillage et la rencontre des obstacles, en longues et capricieuses invasions. De là enfin, la naissance et la destruction également rapides de vastes empires, que le génie d'un chef créait pour quelques années par l'adhésion ou la soumission de nombreuses tribus, et qui se dissolvaient après sa mort.

Un des empires formés de cette manière qui ont eu non pas le plus d'éclat, mais le plus de durée et le plus de mérite politique, a été celui des Khazars, et l'une des invasions les plus sauvages a été celle des Petchénègues. Les uns comme les autres ont agi par leurs mouvements sur les Magyars, et les ont déterminés à changer deux fois de séjour, à s'établir d'abord en Lébédie, plus tard dans l'Etel-Köz. Le pays de Lébédie est probablement la région comprise entre le Don, le Dniéper et la mer Noire ; c'est de ce côté que les Hongrois, pressés de toutes parts, se dirigèrent dans le cours du neuvième siècle, traversant les déserts en longues caravanes, descendant le cours des fleuves sur des troncs d'arbres creusés, et des outres disposées en forme de bateaux.

La Lébédie est la première station des Hongrois sur laquelle nous possédions des renseignements historiques et légendaires un peu nombreux. Le mot même de Lébédie, d'après le savant empereur Constantin Porphyrogénète, ne serait autre que celui du premier chef ou voïvode, Lébédias,

simple chef militaire, car les tribus étaient réellement indépendantes les unes des autres en temps ordinaire.

Les chroniqueurs du moyen âge indiquent un autre nom, celui d'Elöd, fils du fabuleux Ugek, mais la chronique hongroise croit reconnaître dans Előd et dans Lébed deux formes altérées du même nom. Ce chef suprême était plus ou moins dépendant de son puissant voisin le chagan des Khazars, dont l'empire, alors à son apogée, s'étendait des Karpathes au Volga. Il le suivait dans toutes ses guerres, sans que rien laissât supposer une sujétion humiliante.

Le chef hongrois, s'étant signalé par sa bravoure et par la loyauté de son alliance, reçut en mariage, comme un don du chagan, une noble fille khazare; mais cette union resta stérile.

Le séjour dans la région du Tanaïs ne fut pas de longue durée. Les Petchénègues se livrèrent à une brusque et furieuse attaque, menaçante même pour les Khazars, et qui chassa devant eux les tribus hongroises. Balayées en quelque sorte par cette tempête, elles ne peuvent pas même entreprendre d'un commun accord une même émigration. Elles se séparent pour jamais en deux troupes fort inégales: la moins nombreuse se dirige vers le sud-est, du côté de la Perse, nous dit l'empereur byzantin, pour s'arrêter, soit en Perse même, soit sur les bords de l'Euphrate, soit même à moitié chemin dans la région montagneuse du Caucase. La plus nombreuse, la seule qui ait marqué dans l'histoire et la seule dont nous ayons à nous occuper, exécute, sous le commandement de Lébédias, une nouvelle étape du côté de l'ouest, et s'arrête dans le pays que Constantin appelle *Atel-Kusu*.

Il est essentiel de déterminer le sens de ce mot bizarre et la situation géographique de la troisième résidence des Magyars. Remarquons d'abord que le texte byzantin contient en lui-même des éléments d'interprétation: il nous apprend que cet Atel-Kusu est devenu, au milieu du dixième siècle, le pays des Petchénègues, et que ce nom provient des fleuves qui arrosent la contrée. Aussi les critiques se sont-ils livrés à de nombreuses hypothèses sur les fleuves que Constantin aura voulu désigner. Au siècle dernier Deguignes commet une confusion grossière entre l'Atel-Kusu et la Transylvanie.

Pray, sans expliquer nettement le Kusu, croit reconnaître dans Etel, l'Aluta, affluent du Danube, arrosant la Valachie actuelle. Deux interprétations plus sérieuses, et recommandées par la haute compétence de leurs auteurs comme orientalistes, sont celles de Klaproth et de Hammer: le premier traduit Atel par rivière, et Kusu par le Boug; le second traduit Etel par le Volga, et Kusu par le Dniéper.

Toutes ces explications ont le tort, non seulement de s'entre-détruire, mais de ne pas tenir compte du texte de Constantin, lequel, après avoir dit que la contrée en question doit son nom aux rivières qui la traversent, énumère ces rivières, le Baruch, le Koubos, le Trullos, le Brutos, le Sere-

tos, sans plus parler d'Atel ni de Kusu: l'Atel et le Kusu ne sont donc pas les noms de ces deux rivières; ils ne peuvent donc avoir qu'un sens général. Cette observation à elle seule nous ferait pleinement admettre l'affirmation de Jerney: d'après ce savant hongrois, souvent trop hardi, mais très perspicace, *Atel, Atil,* signifie bien rivière comme le voulait Klaproth, et si ce mot désigne plus particulièrement le Volga, c'est qu'il est le fleuve par excellence pour les peuples ouralo-finnois. Quant à Kusu, il faut l'expliquer par le hongrois *Köz*, entre, de telle sorte qu'*Atel-Kusu* ou *Etel-Köz*, se traduit par l'Entre-Rivière, la Mésopotamie, expression qui semble très naturelle lorsqu'on jette les yeux sur une carte de la Russie méridionale.

La seule objection spécieuse que l'on puisse nous opposer est celle-ci: comment se fait-il que nous trouvions une syllabe magyare actuelle dans un écrit byzantin du dixième siècle? Nous répondrons que la langue magyare a fort peu changé, comme nous le prouverons au deuxième chapitre, et que les documents les plus anciens que nous possédions sur la Hongrie, en latin ou en grec, sont remplis de mots empruntés à cette langue. Nous pouvons donc maintenir que l'Atel-Kusu est le *pays des rivières,* le pays du Pruth et du Sereth, probablement aussi du Dniester, du Boug et du Dniéper.

L'établissement des Magyars dans l'Etel-Köz ne paraît pas les avoir dégagés de l'alliance khazare, et le chagan semble avoir exercé une pression sur eux pour qu'ils élussent un véritable prince exerçant une autorité permanente: le jeune Árpád, fils de Zalmouts, désigné par Lébédias lui-même, aurait été élevé sur le bouclier.

Telle est du moins la version de Constantin Porphyrogénète, qui, dans cette partie de son récit, a probablement supprimé bien des évènements et trop rapproché des époques différentes; car, après avoir signalé une nouvelle invasion des Petchénègues, il introduit brusquement les Turcs (c'est-à-dire les Hongrois) dans leur patrie définitive.

Les chroniques nationales, remplies de légendes, mais d'accord sur quelques points essentiels avec les sources vraiment historiques, nous en racontent bien plus long. L'insignifiant Zalmouts de Constantin devient le noble Álmos, le digne précurseur des grands princes. Sa naissance a quelque chose de merveilleux: sa mère, un peu avant de le mettre au jour, avait aperçu un vautour qui se réfugiait dans son sein et un fleuve resplendissant qui se répandait au loin sur la terre.

Or, *álom,* étant le mot magyar qui signifie songe, Álmos était »l'enfant du songe«, à moins que, comme se plaît à le supposer le notaire anonyme du roi Béla, son nom ne vienne d'*almus,* bienfaisant, car il était destiné à faire souche de pieux rois, et quoiqu'il fût païen, le Saint-Esprit l'aidait dans ses entreprises.

On va jusqu'à donner son portrait, sans doute d'après les vieilles chansons des bardes: un beau mais sombre visage, de grands yeux noirs, une taille longue et fine, de fortes mains, de longs doigts; beaucoup de

piété, de bienveillance, de générosité, de sagesse et de bravoure. Voilà bien des qualités attribuées au prince à moitié fabuleux qui a régné le premier, ou dont le fils a régné le premier, sur les Magyars encore établis dans l'Etel-Köz.

La nature de ce principat, qu'il s'agisse d'Álmos ou d'Árpád, nous est révélée et par Constantin et par les chroniqueurs. Ce n'est point une royauté ni même une direction centrale et unique; c'est comme la présidence militaire d'une confédération de tribus, lesquelles conservent leurs chefs indépendants. D'ailleurs à côté de ce prince que les Grecs nomment *αρχηγος*, les Hongrois *vezér*, les écrivains latins *dux* ou *princeps*, existent d'autres pouvoirs fédéraux, celui du *gylas* et celui du *kar-kan*, l'un et l'autre d'une nature judiciaire. Le gylas était probablement l'assemblée du peuple (aujourd'hui *gyülés)*.

Le kar-kan d'après une explication qui remonte au treizième siècle, et qui semble appuyée sur une bonne étymologie, serait le »juge du dommage«. Quoi qu'il en soit, l'autorité du prince rencontrait une double barrière dans des magistratures où l'on a pu voir l'origine des futures diètes et des futurs palatins du royaume de Hongrie. Une autre barrière était la loi, notion puissante que l'écrivain impérial attribue à tous ces peuples sous le nom slave de *zakon*.

Il y avait donc, dès le séjour de l'Etel-Köz et sans doute plus anciennement, le germe d'une Constitution magyare.

La tradition populaire, peut-être aussi des souvenirs sérieux et authentiques, entourent ce berceau de la Constitution nationale de scènes dramatiques et imposantes. Les chefs des sept tribus, après l'élection du prince, lui auraient juré fidélité, à lui et à ses descendants, et tous, debout autour d'un vase dans lequel ils venaient de faire jaillir quelques gouttes de leur sang, auraient voué à la destruction quiconque oserait enfreindre ce serment formidable. De son côté, le chef suprême s'engageait à respecter les biens et les droits des autres chefs, à ne pas les exclure de ses conseils, et se soumettait à l'exil et à la proscription s'il violait sa parole.

Les sept tribus primitives énumérées par Constantin, portaient les noms suivants: Nyek, Meger, Kurtigyarmat, Tarjan, Jenő, Kar, Kaz. Faut-il voir là une liste de chefs de tribu, ou plutôt une suite de noms communs susceptibles d'être traduits? *Kar* signifiant bras en hongrois, et *Kez* signifiant main, on peut être tenté de chercher des explications analogues pour le reste, quitte à tomber dans la fantaisie: ni Dankovsky, ni Jerney, n'ont échappé à cet écueil. Dans le système de Jerney, chacun de ces mots désignerait une partie d'une armée en marche, centre, avantgarde, aile, etc. Disons plutôt avec M. Szabó que ce sont là des noms de personnes, appliqués ensuite à toute une population.

Une huitième tribu vint faire corps avec la nation magyare, à la suite d'une guerre civile chez les Khazars: les vaincus, qui prirent le nom de Kabars, quittèrent leur pays, et furent reçus dans l'Etel-Köz sur

un pied d'égalité. Peu après l'arrivée de ce renfort, un peuple aussi nombreux et aussi brave ne put manquer d'attirer l'attention des politiques de Byzance, toujours habiles à saisir au vol les alliances utiles, et à corriger par les merveilleuses ressources de leur diplomatie, leur irrémédiable décadence militaire.

L'éternelle guerre bulgare avait recommencé sous le roi Siméon, qui, pour venger le commerce bulgare gêné à Constantinople et interdit à Thessalonique, ravageait la Macédoine; l'empereur Léon VI, qui était monté sur le trône en 886, ayant subi quelques défaites, et renonçant à lutter avec ses seules forces, envoya des ambassadeurs négocier une alliance avec Árpád. Cet incident de la politique orientale détermina la grande carrière historique des Magyars.

Ils traversèrent la Roumanie actuelle et franchirent le Danube: les Bulgares, qui venaient de détruire l'armée impériale, se trouvèrent attaqués à leur tour. On ne connaît pas exactement les évènements de cette guerre: les cavaliers hongrois, commandés par Levente, fils d'Árpád, ont probablement remporté plusieurs victoires et repris une partie du butin conquis en Macédoine. Ensuite, ils retournèrent dans leur pays, soit qu'ils aient fini par subir une défaite, soit que les négociations du prince bulgare avec la Cour impériale leur eussent ôté tout motif de continuer la lutte. D'ailleurs une attaque de leurs vieux ennemis les Petchénègues les rappela dans l'Etel-Köz: c'était une vengeance du prince bulgare qui avait fait alliance avec ce peuple grossier et féroce. Ils trouvèrent leurs familles dispersées, dépouillées de tout, leurs campements dévastés, le sol désormais inhabitable.

Il fallait donc quitter l'Etel-Köz. La seule direction possible était celle du Nord-Ouest, et ils marchèrent de ce côté où ils devaient rencontrer, soit comme alliés, soit comme ennemis, de nouveaux peuples slaves, les Russes de Kiew et les Galliciens, et de plus, suivant une tradition contestable, les Cumans, peuple de race turque. Une aussi énorme migration que celle des Magyars devait laisser des traces, non seulement dans leurs propres chroniques, mais dans les souvenirs des Russes.

En effet Nestor nous parle, dans un passage malheureusement peu clair, des »Ougres qui s'approchèrent des rives du Dniéper, et campèrent avec leurs chariots non loin de Kiew; nomades comme les Polowces (les Cumans), et venus de l'Orient, ils déclarèrent la guerre aux habitants de ces contrées«.

Voici maintenant le récit du Notaire Anonyme, beaucoup plus explicite, plus légendaire malheureusement.

Les princes russes, trop faibles pour résister dans les murs de Kiew, appellent à leur secours les sept chefs cumans avec d'innombrables cavaliers. Avant la bataille le duc magyar adresse un discours en règle à ses soldats.

»Ne soyez pas effrayés en voyant cette multitude de Ruthènes et de Cumans: la force n'est pas dans le nombre, mais dans le courage. Ne savez-vous qu'un seul lion met en fuite de nombreux cerfs, comme dit un

philosophe? Qui peut résister aux guerriers de la Scythie: n'ont-ils pas vaincu Darius, roi des Perses?«

Il leur parle ensuite de Cyrus, d'Alexandre et d'Olympias. Transportés, comme il était naturel, par cette savante éloquence, les Hongrois sont entièrement vainqueurs, et font voler à coup de glaive les têtes rondes des Cumans semblables à des citrouilles.

Les princes russes, assiégés dans Kiew, voyant apporter des échelles pour l'assaut et n'espérant plus aucun secours, demandent la paix. Ils l'obtiennent moyennant un tribut de dix mille marcs, plus un présent consistant en mille chevaux, avec leurs selles et leurs brides ornées à la manière russe, en quarante chameaux de transport, en quarante jeunes esclaves et en fourrures d'hermine; en outre les principales familles devaient fournir des otages. Les Russes, désirant se débarrasser de ces hôtes incommodes, les engagent à conquérir, au delà des montagnes, le pays d'Attila. Quant aux chefs cumans appelés par les Russes, ils se jettent aux pieds du duc Magyar, jurant de l'accompagner partout et d'obéir à sa postérité; un bon nombre de Russes suivent leur exemple.

La Lodomérie et la Gallicie sont bientôt traversées, passage onéreux pour ces deux pays: le duc de Lodomérie doit donner, avec ses propres fils pour otages, de grandes sommes d'or et d'argent, des chevaux, des chameaux et des boeufs; le duc de Gallicie est contraint à des présents analogues, et de plus il doit se présenter pieds nus devant le conquérant et lui fournir trois mille paysans armés de pioches et de haches pour ouvrir une route à travers les forêts des Karpathes, jusque dans le pays appelé depuis royaume de Hongrie.

Malgré les détails puérils qui encombrent cette narration, nous n'hésitons pas à lui attribuer, dans son ensemble, une certaine valeur historique. Elle est d'accord avec l'itinéraire sommairement tracé par le russe Nestor; elle est conforme à la situation de l'Europe orientale dans les dernières années du neuvième siècle; elle est d'ailleurs puisée aux sources primitives, si l'on peut accorder ce titre à des traditions orales transmises par des poètes.

La partie évidemment fausse du récit est celle qui concerne l'annexion des sept tribus cumanes: les Cumans n'apparaissent dans l'histoire de Hongrie que beaucoup plus tard. Sans doute ils ont pu, à la rigueur, malgré le silence des Byzantins sur leur compte, être à portée de secourir Kiew contre les Magyars; dans ce cas, un certain nombre d'entre eux ont pu se mêler aux vainqueurs, mais l'incorporation de la masse des tribus cumanes à l'armée d'Árpád est inadmissible, et il est probable que l'Anonyme aura, par une confusion facile à comprendre, raconté cette annexion imaginaire en lieu et place de la réelle annexion des Kabars, sur laquelle il reste muet.

La nation armée des Magyars n'en était pas moins en 894 une immense et redoutable agglomération au moment d'envahir, pour une conquête définitive, le pays d'Attila.

CHAPITRE DEUXIÈME.

LES ORIGINES DU PEUPLE MAGYAR AU POINT DE VUE DE LA RACE ET DE LA LANGUE.

Nous abordons maintenant la question ethnographique, sur laquelle nous pourrons arriver, en ce qui concerne les Magyars, à des affirmations précises. La recherche de la parenté de nos héros nous amènera aussi à nous occuper en passant de plus d'un peuple frère, destiné à jouer un rôle tôt ou tard dans leur histoire de dix siècles.

D'abord quelle était l'opinion des Hongrois eux-mêmes sur leur origine ? Aucun document contemporain ne peut nous renseigner à cet égard ; mais depuis le douzième siècle nous trouvons une tradition bien établie, et cette tradition, par les récits poétiques que les chroniqueurs n'ont fait que recueillir et contrôler, peut remonter jusqu'aux échos mêmes de la conquête.

Le peuple d'Árpád ne serait autre que le peuple d'Attila. Álmos descendrait d'Attila, et Attila de Magog : si les tribus d'Álmos ont choisi la Pannonie pour leur nouvelle patrie, c'est par droit d'héritage plus que par droit de conquête ; l'ombre du fléau de Dieu plane sur tout ce récit, elle ne cesse de guider ses prétendus petits-fils. Au treizième siècle, Kézai divise ses *Gesta Hungarorum* en deux livres : l'arrivée, qui est celle d'Attila, le retour, qui est celui d'Árpád.

Au quinzième siècle, Thuróczy adopte une division semblable, et emploie les mots de Huns et de Hongrois comme absolument synonymes. C'était un axiome établi pour longtemps, et qui, consacré par le nom d'*Attila* donné au costume national, faisait partie intégrante du patriotisme.

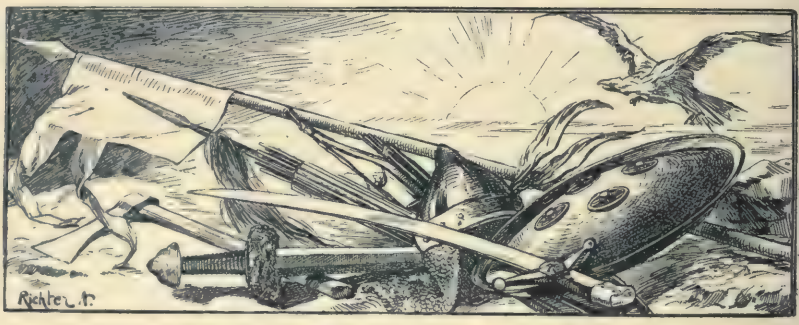
Dans les montagnes de la Transylvanie existe, depuis une époque qu'il est impossible de préciser, la race fière et vigoureuse des *Székely*. Or, cette population affirme avec une foi indomptable qu'elle descend des Huns d'Attila, et d'autre part il est certain qu'elle parle depuis très longtemps le magyar comme sa langue maternelle. Malheureusement tout semble prouver qu'elle descend en réalité d'une tribu magyare arrivée dans ces montagnes quelques années avant la grande conquète.

Nous croyons que si l'on peut établir une chaîne traditionnelle entre l'invasion d'Attila et celle d'Árpád, c'est par l'intermédiaire des Avares plutôt que des Székely, en ce sens du moins que la migration des Huns,

celle des Avares, celle des Hongrois, sont trois résultats dus à des mouvements analogues de peuples de même race.

Il est vrai que nous ne sommes pas beaucoup plus avancés: de quelle race en effet s'agit-il? A quelle grande division du genre humain se rattache le peuple d'Attila? Nous croyons que la multitude armée qui, au cinquième siècle, se jeta sur les deux empires romains, comprenait des représentants de tous les peuples appartenant à la grande race tartare, qu'il y avait des Mongols, des Turcs, des Finnois, mais que cette grande invasion est avant tout une invasion finnoise.

Seulement il faut se rappeler que la science ethnographique est toute moderne, et que les Hongrois ont pu encore au dernier siècle, même au commencement de celui-ci, s'intituler avec orgueil les fils d'Attila, sans attacher à cette expression une signification précise quant à leur origine. Il est donc temps, après avoir constaté cette opinion persistante des Magyars, et après l'avoir adoptée dans certaines limites, de serrer la question



Armes hongroises du X-e siècle.

de plus près, de l'examiner non plus dans les opinions populaires et préconçues, mais en elle-même, avec l'aide de la philologie.

Nous ne disons pas de l'anthropologie, science trop étrangère à notre compétence, et d'ailleurs récente. Cependant, quelques observations sur les Magyars au point de vue physique trouveront ici leur place. Il n'est guère de peuple dont la beauté soit plus célèbre, ni qui mérite mieux cette réputation. Mais ce n'est pas une renommée ancienne, elle est postérieure à la conquète; il a fallu de nombreuses unions avec des étrangers ou avec les autres populations du royaume, malgré les préjugés de races: alors s'est dessiné peu à peu ce type qui, tout en restant fortement original, est devenu européen avec un reflet d'Asie, et qui, une fois déterminé, une fois cristallisé pour ainsi dire, il y a déjà plusieurs siècles, a résisté à toutes les influences, et en cas d'alliance est presque toujours resté le plus fort. Mais il est facile d'y retrouver, sous les changements favorables apportés par les siècles, plusieurs traits bien connus de la race oural-altaïque, par exemple, une certaine disposition des yeux et des pommettes, avec beaucoup

de variété d'ailleurs, mais sans que cette variété détruise l'unité du type national, et son caractère oural-altaïque, bien moins accusé sans doute que dans les premiers temps.

L'examen de la langue magyare nous permettra d'arriver à la même affirmation, avec plus de précision, avec des nuançes mieux marquées, et de déterminer non seulement la grande souche, mais la branche, mais le rameau ethnographique auquel appartiennent les Magyars. Toutefois, avant d'aborder cet examen, il faut répondre à deux objections fort graves, si elles n'étaient immédiatement résolues.

Le peuple conquérant du neuvième siècle parlait-il bien la langue magyare, et même en admettant cela, parlait-il bien la langue aujourd'hui répandue sur les bords du Danube et de la Theiss, avec les simples modifications qu'introduit partout l'action des siècles? Nous répondrons à la fois à ces deux questions.

C'est une grande erreur de croire, comme on le fait généralement, que la langue hongroise a reçu un développement tout moderne et en quelque sorte artificiel: volontiers on la ferait commencer à Petőfi et à Kossuth. Or, non seulement la Hongrie était en pleine possession d'une littérature nationale dès le seizième siècle, mais la culture latine qui a été en effet dominante et jalouse pendant le moyen âge, n'a pas si bien recouvert la langue primitive qu'il soit impossible de la reconstituer.

Lorsque nous lisons l'Anonyme, qui est le plus ancien chroniqueur national, nous recontrons à chaque instant des mots étranges qui doivent arrêter le lecteur, mais qui ne l'arrêtent pas longtemps, car l'auteur ne manque pas d'expliquer en latin chacun de ces mots; or, c'est toujours du hongrois parfaitement reconnaissable, beaucoup plus reconnaissable que bien des mots français de la même époque.

Nous en avons déjà cité quelques exemples, en voici d'autres: *hetu* sept (aujourd'hui *hét), zerelmes* aimable (aujourd'hui *szerelmes), aldumas* sacrifice (aujourd'hui *áldomás), ogmand* espion (aujourd'hui *okmány).* Il est rare de trouver une langue qui ait aussi peu changé.

Au lieu des chroniqueurs, prenons les actes officiels, les chartes, les diplômes, et les mots magyars se rencontreront, non plus par douzaines, mais par centaines. Jerney a eu la patience de les recueillir et en les joignant à ceux que contiennent et l'Anonyme et d'autres documents dont il sera parlé tout à l'heure, mais en s'arrêtant scrupuleusement à l'année 1300, date de l'extinction des Árpád, il a pu former un lexique qui n'a pas moins de trois cent vingt colonnes.

Il serait facile d'écrire plusieurs pages en ne se servant guère que de mots magyars primitifs.

Nous possédons mieux que cela encore, non plus des mots isolés, mais des textes complets, qui nous fournissent par conséquent des renseignements sur la grammaire aussi bien que sur le vocabulaire. Un manus-

crit latin du douzième siècle renferme une oraison funèbre, accompagnée d'une prière, le tout en langue vulgaire. Il suffira d'en citer deux phrases en regard de ces mêmes phrases telles qu'on les écrirait aujourd'hui pour que les personnes les plus étrangères à cette branche de la philologie constatent une ressemblance presque complète : *Latiatuc szoemtoekkel mik vagymok* (voyez de vos yeux ce que nous sommes), aujourd'hui *látjátok szemetekkel mik vagyunk.* — *Kinek testet ez nopun toemetjoek* (de qui l'on enterre le corps aujourd'hui), dans le langage actuel *kinek testét e napon temetjük.* Non seulement les mots sont les mêmes à part quelques différences d'orthographe, mais le système grammatical n'a point changé. Le savant historien de la littérature nationale, M. Toldy, a pu résumer en quelques pages le petit nombre de variations que la langue a subies et qui se bornent à sept ou huit types principaux.

Nous pouvons donc étudier la langue magyare avec une confiance absolue dans son antiquité, nous pourrions presque dire dans son immutabilité.

Des deux éléments constitutifs d'une langue, la grammaire et le vocabulaire, le premier offre le critérium le plus sûr lorsqu'on veut faire servir l'étude de cette langue à l'étude du peuple qui la parle et de ses origines. En effet, le vocabulaire s'enrichit d'éléments étrangers, d'importations qui peuvent le tripler et le quadrupler, surtout lorsque la nation quitte sa manière de vivre primitive et emprunte aux races qui l'entourent des mots capables d'exprimer ses nouvelles idées et ses nouveaux besoins. Mais la grammaire, la manière d'exprimer les relations entre les mots et entre les choses, est un organisme vivant, bien qu'immatériel, qui ne fait qu'un pour ainsi dire avec le tempérament et le caractère national ; là aussi les importations sont possibles, mais elles conservent quelque chose d'adventice et de mal incorporé qui les trahit, et d'ailleurs elles ne peuvent guère porter atteinte aux principes essentiels.

Ce que nous venons de dire s'applique tout particulièrement à la langue que nous étudions. Elle renferme un très grand nombre de mots qu'elle n'a point portés dans son sein, qu'elle s'est appropriés les uns très anciennement, les autres dans les temps modernes ou même de nos jours, surtout des mots slaves, germaniques ou latins ; nous aurons à les distinguer du vrai fond primitif, et à étudier de près celui-ci.

La grammaire n'offre point cette bigarrure : sans doute elle a pu être altérée par quelques innovations dues aux langues indo-européennes, mais dans son ensemble elle diffère profondément des grammaires aryennes beaucoup moins des grammaires sémitiques, et elle prend positivement rang parmi les grammaires oural-altaïques.

Il suffira d'indiquer trois grands principes :

1. L'idée de possession, que toute la race indo-européenne rend par une partie spéciale du discours (mon, ton, son etc.) est exprimée par des

suffixes s'incorporant, ou plus exactement s'agglutinant au substantif. Ainsi *fa* voulant dire arbre, *fám* voudra dire mon arbre, *fád* ton arbre, *fája* son arbre. Pour marquer le pluriel, une lettre vient s'intercaler entre le substantif et le suffixe possessif: *fáim* mes arbres, *fáid* tes arbres, etc. Le mot ainsi formé se décline: *fáimnak* de mes arbres, *fáidnak* de tes arbres, etc.

2. Nos prépositions se rendent presque toujours par des postpositions suffixes, qui s'agglutinent également au substantif: *fáig* jusqu'à l'arbre, *fában* dans l'arbre, *fáért* à cause de l'arbre. Ces postpositions peuvent se combiner avec les suffixes possessifs: *fáidban* dans tes arbres.

3. Dans la conjugaison des verbes, plusieurs idées que nous rendons par des mots distincts ou par des auxiliaires, s'expriment par une syllabe qui vient s'intercaler entre le radical et la désinence: *adunk* nous donnons, *adatunk* nous faisons donner, *adhatunk* nous pouvons donner, etc.

Ces trois principes, dont l'application revient à chaque instant, révèlent tous les trois le même système, l'agglutination, système intermédiaire entre les langues monosyllabiques, telles que le chinois d'une part, et d'autre part les langues synthétiques telles que le grec ou l'allemand. Les grammaires sémitiques s'en rapprochent assez pour que l'on ait pu, en Hongrie même, dans de savants travaux, faire remarquer cette ressemblance, mais personne ne soutiendrait le sémitisme du Magyar. La grammaire magyare a tous les caractères d'une grammaire touranienne, cela n'est pas contestable et n'est plus contesté.

Prenons la grammaire mongole, nous y trouverons les mêmes caractères essentiels.

Il n'y a pas besoin d'être très avancé dans l'étude de la langue turque pour que la ressemblance avec la grammaire magyare saute aux yeux, particulièrement pour les verbes.

Mais ce n'est pas seulement à la grande souche touranienne (Mongols, Mandchoux, Turcs, Ouralo-Finnois), c'est plus particulièrement à la branche ouralo-finnoise que se rattache la grammaire magyare. L'idiome le plus important de cette branche, après celui qui fait l'objet de notre travail, est le finlandais; nous y trouvons une attraction phonétique qui s'exerce suivant la règle que voici.

Lorsque le radical contient une voyelle forte, telle que *a* ou *o*, le suffixe prend aussi la voyelle forte: *kato* toit, *katolla* dans le toit; lorsque le radical contient une voyelle faible, telle que *ä* ou *ö* (ae ou oe), le suffixe prend aussi la voyelle faible: *pöytä* table, *pöytässä* dans la table. Eh bien l'attraction phonétique s'exerce juste de la même manière en magyar: *fában* dans l'arbre, *kézben* dans la main.

Enfin la branche ouralo-finnoise elle-même se devise en quatre rameaux: 1. Finnois de la Baltique, 2. Permiens, 3. Bulgares, 4. Ougriens.

Auquel de ces groupes les analogies grammaticales nous autorisent-elles à rapporter plus particulièrement le magyar ? Au quatrième groupe qui contient trois peuples, les obscurs Vogouls et Ostiaks et les illustres Hongrois. La grammaire vogoule, objet des recherches de Reguly et de Hunfalvy, présente des ressemblances singulières, notamment dans certains détails de la conjugaison.

Donc nous pouvons classer le magyar, quant à la grammaire, dans le vaste genre touranien, dans l'espèce finnoise, dans la variété ougrienne.

Passons au vocabulaire.

Rien n'est plus connu que l'influence de l'arabe et du persan sur le turc ottoman. Les conquérants, en quittant leur vie simple et patriarcale pour former un vaste empire, ont dû emprunter une foule de mots indo-européens et sémitiques, qu'ils ont ajoutés à leur vieux fonds touranien. Il en est de même des conquérants de la grande plaine du Danube, mis en rapport de voisinage, d'hostilité ou d'alliance avec les Slovaques, les Allemands, les Italiens et les Roumains : ils se sont approprié, tantôt sans changement considérable, tantôt en leur donnant une tournure et une harmonie toutes magyares, un grand nombre de mots slaves, germaniques ou latins.

Examinons d'abord ces mots de provenance étrangère.

La liste la plus considérable de beaucoup est celle des mots slaves. Il est vrai que la passion ethnographique, si vive dans l'Europe orientale, s'est mise de la partie, et que M. Miklosich est plus disposé que les philologues hongrois à constater des mots slaves dans le magyar. Toutefois, le nombre des mots slaves magyarisés, s'il ne s'élève pas tout à fait à dix-neuf cents, comme on l'a dit, reste encore plus considérable que le nombre des mots vraiment nationaux. Sans insister sur des chiffres d'autant plus discutables que les mots dérivés permettent de les augmenter arbitrairement, voyons quelles sont les idées, quels sont les objets et les besoins exprimés par des mots slaves.

La plupart ont trait à l'économie rurale, à l'agriculture, au mobilier, aux vêtements, à la nourriture, le tout dans un état de civilisation sédentaire déjà assez avancé, ou bien au commerce et à l'industrie très simples encore l'un et l'autre. Les catégories qui viennent ensuite sont relatives aux lois, à la religion, à la politique. Par exemple, cette nation, justement renommée pour son attachement à la royauté et à la liberté, rend ces deux idées *(király, szabad)* par deux mots slaves.

Il y a aussi beaucoup de mots allemands, grecs, italiens, qui répondent en général aux besoins d'une civilisation assez avancée, et qui attestent une influence plus moderne. Mais les mots essentiels, ceux qui expriment des notions primordiales, et qui forment le noyau de tout langage humain, sont communs au magyar et à d'autres langues finnoises, quelquefois à toute cette branche.

Nous allons indiquer ceux dont l'importance est visible et dont le caractère finnois est le plus certain :

1. Les noms de nombre, *un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, cent.*

2. Les verbes indiquant, soit l'existence ou la mort *(vivre, être, mourir),* soit le mouvement *(aller, laisser, envoyer, nager),* soit les fonctions des sens ou de la vie animale *(voir, entendre, cracher, manger, boire, dormir),* soit les relations sociales ou divers modes d'action *(parler, mesurer, lier, faire, demander, écrire, laver, craindre, prendre, savoir),* soit enfin les verbes impersonnels *(falloir, pleuvoir).*

3. Les substantifs, que nous diviserons en neuf catégories :

a) Les éléments, les saisons, l'atmosphère : *eau, terre, souffle* et *âme nuage, tourmente, glace, feu, froid, chaud, soleil, aurore, nuit, soir, hiver, printemps, été, automne, lac, marais, ile, montagne.*

b) Les minéraux : *pierre, sel, argent, fer.*

c) Les végétaux : *arbre, écorce, feuille, racine.*

d) Les parties du corps humain : *sang, tête, oeil, oreille, langue, dent, coeur, joue, foie, bile, main, moelle, graisse.*

e) Les animaux : *poisson, boeuf, cheval, chien, serpent, cygne, lièvre, corne, plume.*

f) La parenté : *père, fils, beau-père, gendre, frère, mère, fille, bru.*

g) Les armes et les instruments : *flèche, arc, couteau, fil.*

h) Les habitations : *maison* (ou plutôt *tente), nid, toit, ville.*

i) Quelques mots abstraits : *nom, travail, moitié.*

4. Les adjectifs les plus nécessaires (avec les adverbes correspondants) : *long, plein, léger, nouveau, inférieur, nombreux, bon, bas, lent, sombre, amer, rond.*

Cette liste incomplète, mais formée uniquement de mots importants, et incontestablement finnois, est on ne peut plus caractéristique : c'est bien le langage, à la fois suffisant et borné, d'une société nomade, et nomade dans les régions septentrionales. En effet, dans les objets que nous venons d'indiquer, quels sont ceux qui offrent le plus haut degré de ressemblance ou même d'identité dans toutes langues finnoises y compris le hongrois ? La glace et le feu, c'est-à-dire l'ennemi et le sauveur dans les froides plaines du Nord ; l'eau des lacs et des fleuves ; la nuit, le soir, l'hiver si long et si pénible ; le poisson, nourriture que les fleuves donnent en abondance ; la graisse, la moelle, le sang, éléments essentiels de la vie humaine ; l'écorce et la feuille qui servent à la construction des demeures primitives ; l'arc, la flèche, le couteau, sans lesquels la chasse est impossible. On voit à quel point ce lexique confirme les plus anciennes données historiques sur le premier séjour des Hongrois.

L'étude du vocabulaire conduit au même résultat que celle de la grammaire : le hongrois est une langue ouralo-finnoise.

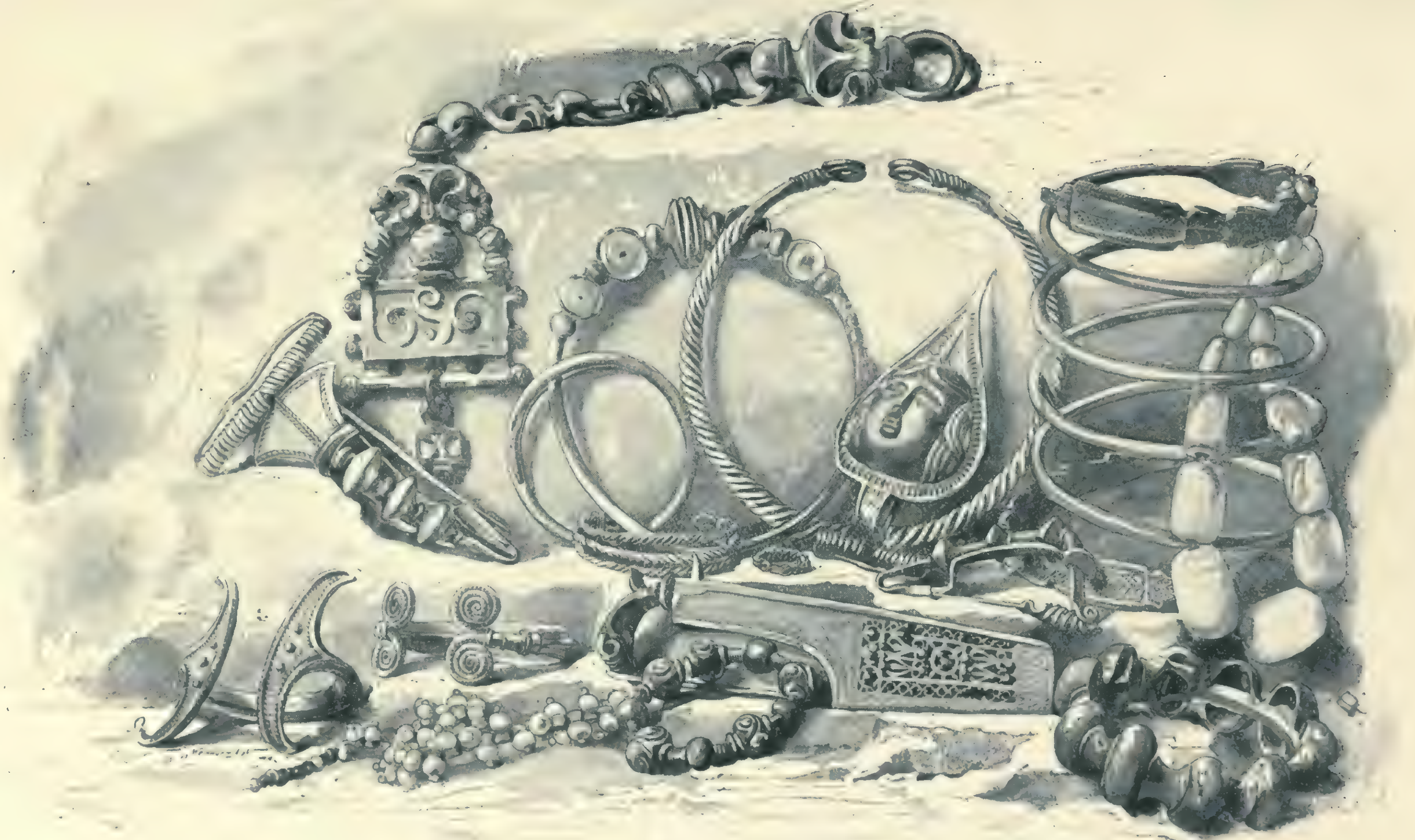
La conclusion de cet exposé est tellement simple et évidente qu'il semble qu'elle ait dû être tirée depuis longtemps. Mais la science toute moderne qu'on appelle la philologie comparée n'a pas de branche plus récente que celle des langues oural-altaïques et surtout finnoises. Il ne paraissait pas naturel de chercher au noble peuple magyar des parentés si obscures et si lointaines.

Lors même que la science eût tracé lentement sa voie, l'amour-propre national, qui se faisait de son origine orientale un tableau brillant et flatteur, a longtemps continué à renier des frères aussi déplaisants que les peuples de la Kama et de l'Obi.

Malgré les premières indications de Ricard au treizième siècle sur la »Grande-Hongrie« du Volga, pays où l'on parlait une langue compréhensible pour les Magyars, celles d'Herberstein au seizième siècle et les rapprochements déjà établis par les savants du siècle dernier, on peut dire que l'affirmation scientifique de cette parenté commence avec Gyarmathi; et depuis Klaproth jusqu'à MM. Donner, Hunfalvy et Budenz, une suite non interrompue de travaux établit avec la force irrésistible des faits que les Magyars sont d'origine ouralo-finnoise, ou plutôt c'est une vérité que, d'accord avec la science allemande contemporaine, on peut supposer démontrée.

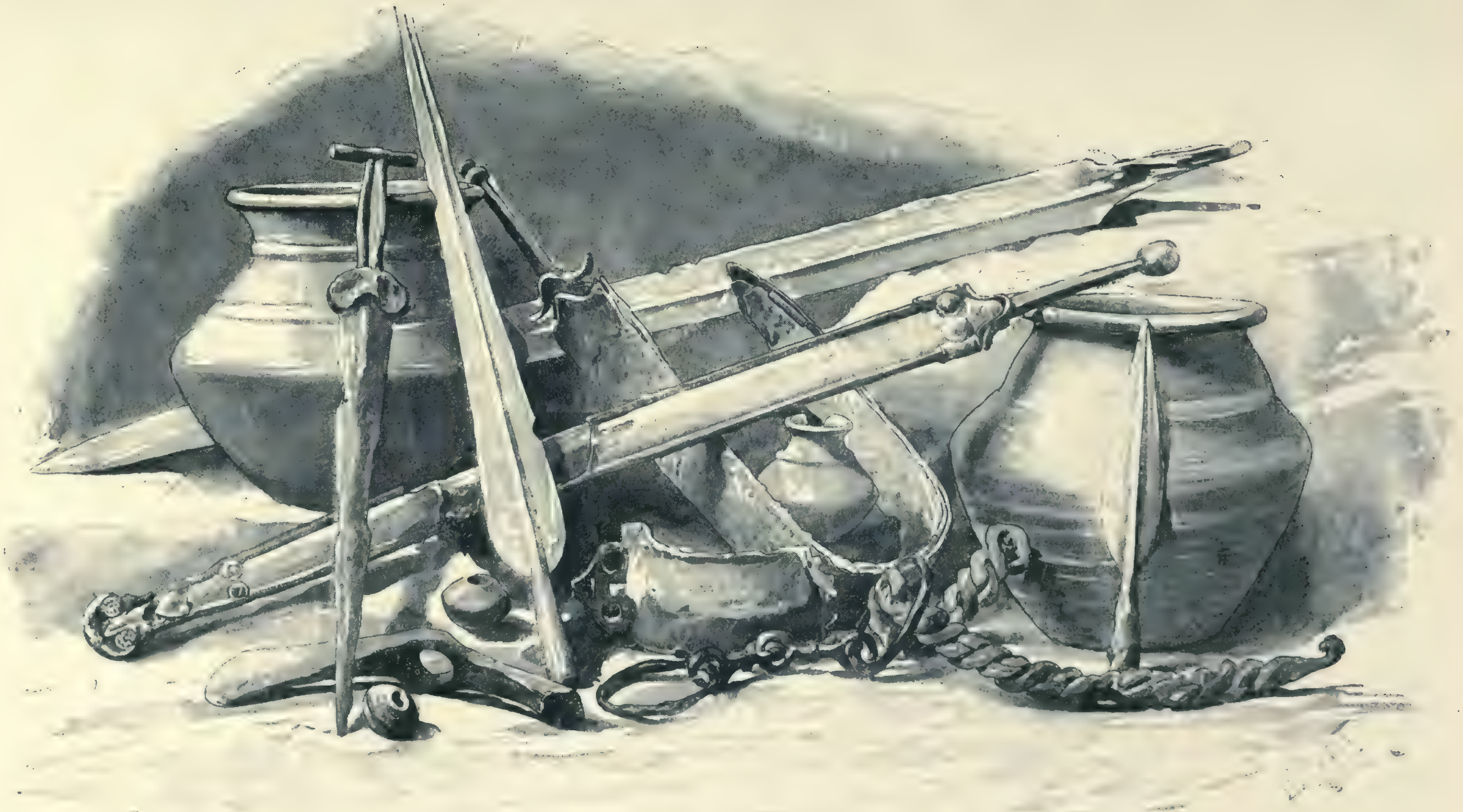
Néanmoins, depuis un siècle que Gyarmathi a publié son ouvrage, on pourrait enregistrer une suite de protestations dont la plus vive a été écrite en français par un homme mort trop jeune pour la gloire de la France et de la Hongrie, Auguste de Gérando. Tous ses efforts sont restés inutiles contre les faits, et il est probable que, s'il avait connu les recherches poursuivies depuis trente ans, son opinion se serait modifiée. Cependant de nos jours encore plusieurs historiens politiques ou littéraires de la Hongrie continuent d'écarter l'origine finnoise comme une hypothèse désagréable.

D'ailleurs, rien de plus vague et de plus discordant que les solutions que l'on a proposées au lieu de celle-là. On veut tantôt que les Magyars soient des Indo-Européens, proches parents des Persans, tantôt que ce soient des Turcs ou des Mongols; il semble d'autres fois qu'ils aient dû tomber du ciel, car on ne les rattache avec précision à aucune race existante. Quelquefois on cherche toutes les étymologies qui peuvent expliquer le hongrois par le latin ou le grec; d'autres fois on reconnaît qu'il y a des éléments finnois dans la langue, mais qu'ils sont adventices. Or nous avons constaté tout à l'heure que l'étude de la grammaire est aussi probante que celle du vocabulaire, et jamais on n'a vu une grammaire importée d'un seul bloc d'une famille de langues dans une autre. Quant à soutenir que la langue peut être absolument ougro-finnoise sans que le peuple le soit, c'est une hypothèse peu vraisemblable et surtout absolument gratuite.



BIJOUX CELTIQUES, (MUSÉE NATIONAL HONGROIS.)

Impr. Athenaeum



ARMES CELTIQUES (MUSÉE NATIONAL HONGROIS).

Impr. Athenaeum.

Mais il ne suffit pas de déterminer les relations plus ou moins proches, plus ou moins lointaines, des Hongrois avec les peuples qui existent aujourd'hui ; nous devons chercher parmi les peuples, disparus ou absorbés depuis, qui figurent dans l'histoire du milieu du Moyen Age, quels sont ceux qui par leur langue et leur race avaient une affinité plus ou moins grande avec nos héros.

Le vieux peuple de Sumir ou d'Accad est trop éloigné de notre cadre chronologique ; mais les Khazars et les Bulgares, les Cumans et les Petchénègues y rentrent directement.

M. Vivien de Saint-Martin a fort bien démontré que les Khazars étaient des Finnois ; leur ancienne manière de vivre était celle des peuples nomades ; leur activité était grande, leur intelligence était vive, comme le montrent et leur aptitude à recevoir les idées, les religions et les langues étrangères, et les rapports commerciaux qu'ils entretinrent avec leurs voisins. Quant à leur langue, nous n'en connaissons qu'un mot de deux syllabes *sarkel*, signifiant ville blanche d'après Constantin, et ayant le même sens chez les Vogouls.

Nous savons d'ailleurs que les Khazars établis en Hongrie sous le nom de Kabars conservèrent leur langue tout en parlant l'autre »langue des Hongrois« c'est-à-dire le vrai magyar. On a pu supposer sans invraisemblance que cet idiome des Kabars n'était autre que le dialecte appelé assez improprement dialecte palocz, qui est encore parlé dans quatre comitats du Nord.

Les anciens Bulgares, difficiles à reconnaître aujourd'hui sous l'élément slave qui les a peu à peu absorbés, étaient certainement aussi des Finnois ; toutes les analogies historiques le prouvent, comme aussi cette grande Bulgarie du Volga qui existe encore, comme plusieurs mots finnois, presque magyars, conservés même dans le bulgare actuel.

Les Cumans et les Petchénègues, deux tribus barbares qui se ressemblaient beaucoup, et qui sont venues dans des circonstances à peu près semblables s'établir en Hongrie, n'étaient pas des Finnois, mais des Turcs. Tous les arguments que l'on a invoqués pour les rattacher aux Hongrois viennent se briser contre les faits historiques et surtout contre la connaissance suffisante que l'on a de la langue cumane.

Le dernier vieillard qui l'ait parlée est mort il y a plus d'un siècle, mais l'oraison dominicale, conservée dans cet idiome et publiée par Klaproth, a fait constater par Neumann, par Hammer, par M. d'Avezac, malgré les efforts de Jerney, que le cuman n'était séparé du turc ottoman et surtout du turc oriental que par une simple différence de dialectes.

Nous avons terminé cette étude ethnographique : les Hongrois ont-ils lieu d'en être affligés ? Quel motif auraient-ils pour cela ? N'est-il pas plus beau d'être arrivé dans le monde civilisé avec une vive et fruste intelligence, une vie primitive et vigoureuse, et le simple germe de fortes insti-

tutions, en un mot de s'être fait une noble place dans le monde par une série de progrès, que d'y être tombé comme un aérolithe, ayant de prime abord toutes les qualités et tous les talents?

Au lieu de n'avoir que la peine de parler, de chanter ou d'écrire dans une langue toute faite et accomplie, n'est-il pas plus beau d'avoir peu à peu orné, enrichi un idiome primitif qui est devenu très-propre à exprimer les idées et les besoins de la civilisation et de la science modernes, tout en restant admirable d'originalité et de poésie?

CHAPITRE TROISIÈME.

LE SOL HONGROIS AVANT ET PENDANT LES CONQUÊTES D'ARPÁD.

La Hongrie est un beau et riche pays, à la fois varié et uniforme, pays de montagnes, pays de collines, pays de plaines surtout, cercles concentriques dont le noyau est la vaste étendue de l'*Alföld.* »Sur cette plaine, unie comme la mer, je me sens chez moi. Mon âme, semblable à l'aigle envolé de son aire, peut en embrasser l'infini . . . Tu es magnifique à mes yeux, Alföld! c'est là que je suis entré dans la vie; là aussi un jour le linceuil doit m'envelopper; là aussi s'élèvera mon tertre funéraire.« Ainsi chante le poète national.

Et pourtant la forêt de Bakony et les Karpathes, qui avec leurs contre-forts dessinent presque les trois quarts des frontières, ne manquent ni de grandeur pittoresque, ni de célébrité historique. Soit que le voyageur s'engage à la suite des guerriers d'Árpád dans les défilés de la Latorcza; soit qu'il traverse l'épais massif du Tatra, contrée souvent comparée aux plus belles régions des Alpes; soit qu'il remonte le cours du Danube et franchisse les portes de fer de Trajan, un fleuve large comme un lac qui serpente au milieu de forêts abruptes; soit enfin que descendant ce fleuve puissant, il aperçoive entre Vienne et Presbourg les débris poétiques de Theben, colline chauve sur laquelle grimpe une prodigieuse guirlande de murailles et de tours, il éprouvera les sentiments qu'éveillent dans les âmes le spectacle des grandes choses de la nature et le souvenir des grandes entreprises de l'humanité.

Mais la vrai patrie du Magyar, c'est l'Alföld. C'est là que sous Árpád devait s'établir compacte la population conquérante; c'est là surtout que, dans la suite des siècles, son histoire devait s'accomplir; c'est là

qu'elle vit presque tout entière encore aujourd'hui. Si elle a abandonné aux autres races habitant le royaume la plus grande partie des régions montagneuses et des frontières, ce n'est pas seulement à cause de cette loi historique dont il faut tenir grand compte, qui nous montre les pays de plaines toujours plus faciles à conquérir et les populations vaincues trouvant un asile inexpugnable dans les montagnes; c'est aussi parce que ces cavaliers des vastes plateaux, ces enfants de la steppe, retrouvaient sur les bords du Danube et de la Theiss les libres espaces qui convenaient à leurs habitudes nomades et à l'élan fugueux de leurs chevaux.

Différentes par leur aspect physique et par leur histoire, les deux zones le sont aussi au point de vue de la nature du sol et de ses produits. Les montagnes ont des forêts, des troupeaux, des pâturages; elles



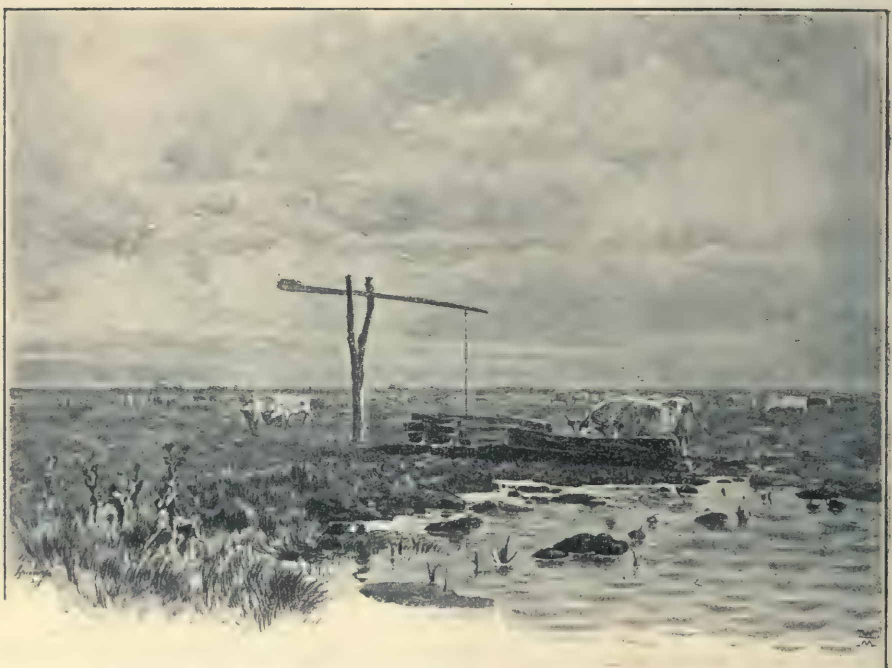
Ruines du château de Dévény à la frontière austro-hongroise.

sont, du moins toute une région des Karpathes, de formation granitique ou de formation volcanique; elles renferment de grandes richesses minérales, des eaux thermales, du sel gemme, des métaux variés, précieux ou utiles. Les collines, qui forment à leur pied une zone intermédiaire, sont propres à la culture des arbres fruitiers et ont des vignobles devenus célèbres.

L'Alföld est de formation récente: la masse quaternaire est tellement profonde qu'à certains endroits on a creusé le sol à cinq cents pieds de profondeur sans pénétrer au dessous. Le Danube et quelques autres cours d'eau ont formé de grandes îles qu'ils entourent de leurs bras compliqués, et que la force permanente de leurs eaux modifie tous les jours. Ils enlèvent et charrient, pour les déposer plus loin, de grandes quantités de terre et de sable.

Les nombreuses rivières qui descendent des montagnes apportent depuis des siècles, et continuent de déposer de riches couches de terre végétale : aussi n'y a-t-il pas en Europe de région agricole qui donne de plus merveilleuses moissons. D'autre part, la pente tout à fait minime des cours d'eau élargis à travers la plaine permet une lente infiltration, bien nécessaire dans une contrée dépourvue de bois et où la sécheresse est souvent extrême.

En effet, le sol ne présentant aucune sommité capable d'arrêter les nuages, ils se trouvent attirés en quelque sorte par les montagnes lointaines, et l'Alföld peut être grillé du soleil comme un désert africain.



Alföld.

Il est donc exposé à deux fléaux contraires et capables d'anéantir les plus belles promesses de récolte : au printemps l'inondation produite par la fonte des neiges sur les hauteurs, en été la sécheresse intense et prolongée. Aussi a-t-on pu dire que la Hongrie était, comme l'Egypte du songe de Pharaon, un pays de vaches grasses et de vaches maigres. C'est un climat en tout excessif, et malgré le voisinage de l'Adriatique et de la mer Noire, un climat absolument continental : ressemblance de plus avec les grands espaces de la Russie actuelle, d'où arrivaient les Magyars.

Vers la fin du neuvième siècle, avant les conquêtes d'Árpád, des Roumains, des Slaves et des Finnois occupaient cette contrée. On sait que



L'AMPHITHÉATRE DE SARMIZÉGÉTHUSE EN TRANSYLVANIE

Impr. Athenaeum

l'empire Romain avait pris possession de la Pannonie dès les règnes d'Auguste et de Tibère, et qu'un siècle plus tard Trajan conquit le pays des Daces, peuple Thrace au milieu duquel se touvaient sans doute de nombreux Celtes. Plusieurs villes s'élevèrent dans la Pannonie, et dans la Dacie des légions vinrent camper, des colonies métallurgiques et agricoles vinrent s'établir.

La plus grande partie de la Hongrie actuelle étant ainsi devenue romaine, il n'est pas étonnant que le musée national de Pesth possède assez d'ustensiles romains pour que l'une des salles rappelle Pompéi, et assez d'inscriptions latines pour avoir donné lieu à d'importantes publications épigraphiques.

Mais, après tant d'invasions, quatre siècles après la chute de l'empire d'Occident, six siècles après l'abandon de la Dacie par Aurélien, y avait-il encore de notables éléments latins dans la population du pays qui allait devenir la Hongrie ?



Statuette en invoire de Bacchus provenant de Savarie. (Szombathely.)
(Dans le Musée National de Budapest.)

La plupart des écrivains roumains soutiennent la perpétuité du romanisme dans leur pays. Est-il possible, demandent-ils, que tout un peuple civilisé ait émigré du jour au lendemain ? D'ailleurs Priscus nous apprend qu'il se trouvait dans le camp d'Attila des hommes parlant la langue ausonienne ; l'Anonyme mentionne positivement les *Blachi*, les Valaques, parmi les habitants de l'ancienne Dacie. Le russe Nestor parle positivement de *Wlachowe;* le même nom se trouve dans la légende pannonienne de l'apôtre Methodius.

Les Byzantins du onzième siècle, Anne Comnène entre autres, parlent des Daces, qui ne peuvent être que des Roumains. Devant ces nombreux témoignages, n'a-t-on pas le droit d'affirmer qu'une grande partie de la Hongrie et de la Transylvanie est restée latine ?

M. Roesler, dans un savant ouvrage, n'hésite pas à répondre néga-



Épée de Charlemagne dans la cathédrale d'Aix-la-Chapelle.

tivement. Les textes latins prouvent, selon lui, qu'au signal d'Aurélien, désespérant de conserver cette province lointaine, tous les colons ont franchi le Danube. Comment d'ailleurs supposer qu'abandonnés par les légions, ils aient préféré une vie misérable dans les montagnes à la vie civilisée qui leur était offerte au delà du fleuve? De plus, s'il était resté une population roumaine, nous en trouverions quelque trace dans l'histoire des siècles suivants: or, en est-il question au temps des Avares? Les voyons-nous, lors de la conquête de Charlemagne, se réclamer de leur puissant voisin, de leur protecteur naturel, le nouveau César d'Occident? Pourquoi donc le roi Geysa II aurait-il eu besoin d'appeler des Saxons et des Flamands à fonder des colonies?

Les témoignages ont été mal compris: l'Anonyme ne mérite aucune confiance; les Ausoniens de Priscus sont des habitants de la frontière qui avaient appris le latin; les Wlachowe de Nestor sont les Francs de l'Empire germanique, ceux de la légende de Méthodius sont des Welches, des colons italiens; les Daces d'Anne Comnène ne sont autres que des Hongrois. La population roumaine que nous voyons aujourd'hui date du treizième siècle: c'est alors qu'après bien des mélanges elle repassa le Danube pour s'établir définitivement au nord de ce fleuve, laissant dans la région de l'Hémus une colonie considérable qui existe encore.

L'habile argumentation de M. Roesler n'est pas absolument convaincante. Ces émigrations de peuples devenus laboureurs et civilisés sont rares, et jamais on n'en aurait vu d'aussi complète.

Mais ce qui est certain, c'est que les Roumains n'avaient pas fondé un véritable État. Les Slaves, surtout ceux du nord-ouest, avaient une bien plus grande importance politique, et ils ont exercé par la suite l'influence la plus décisive sur l'établissement social des Magyars.

La nation morave jetait les bases d'une puissante confédération de peuples slaves, rivale de l'Allemagne: de telle sorte que les pénibles campagnes de Charlemagne contre les Avares ne semblaient avoir abouti qu'à remplacer ce peuple déjà en décadence par de jeunes redoutables ennemis de l'Empire.

Dès lors éclatait l'antagonisme persistant de ces deux grandes familles indo-européennes, les Slaves et les Germains.

En effet, sous la terrible épée de Charlemagne les Avares avaient succombé, les Slaves de l'Elbe avaient succombé; les

Slaves moraves avaient plié. Ils s'étaient soumis, non seulement au baptême, mais à la suprématie ecclésiastique de la nation conquérante, ce qui pouvait devenir au Moyen Age une forme douloureuse de la sujétion politique: ils relevaient du puissant diocèse de Passau.

Mais dans cette situation inférieure facilement acceptée, les Moraves recueillaient leurs forces, et lorsque se fit sentir la décadence carolingienne, ils étaient prêts à en profiter. Mojmir, et après lui son neveu Rastiz, furent reconnus par leur nation princes indépendants, et ne reculèrent pas devant une lutte contre Louis le Germanique, lequel fut vaincu. La Moravie commença dès lors son existence d'État libre. En même temps, et comme par une conséquence naturelle, elle rompit ses liens de vassalité ecclésiastique à l'égard du clergé allemand.

Deux énergiques propagateurs de la religion chrétienne, Cyrille, et surtout Méthode, entreprirent, sérieusement la conversion jusque-là superficielle du pays, et Méthode devint le premier archevêque d'Olmütz. Accusé d'hérésie par les prélats allemands, obligé de faire deux voyages à Rome, il eut gain de cause auprès du pape Nicolas I, et la Moravie n'eut plus d'ordres à recevoir ni de Passau ni de Salzbourg. C'est en vain que les Allemands reprirent un moment l'avantage et firent Rastiz prisonnier: en 871 Swatopluk commença son règne glorieux.

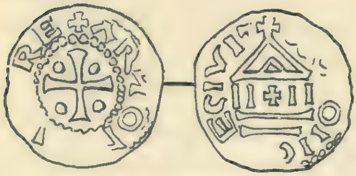
Dès lors les Moraves, non contents de leur indépendance, reculèrent tous les jours les bornes de son empire ou de leur suprématie. Au nord, des peuples frères, les Tchèques, les Sorabes, reconnaissaient le prince de la Grande-Moravie pour leur chef suprême; au sud les limites de la Grande-Moravie atteignaient jusqu'à la Theiss et jusqu'à la Drave. Une politique habile et une armée toujours prête soutenaient cette éclatante prospérité: des alliances conclues à propos avec Byzance, avec les Bulgares, même avec certains princes allemands, semblaient garantir Swatopluk contre un retour de fortune; et surtout après la déposition de Charles le Gros, dans la faiblesse universelle produite par le second démembrement de l'ampire Eustrasien, seul en Europe le prince morave apparaissait puissant, redouté, obéi.

Le système social et politique de ce grand pays n'était pourtant pas celui d'une monarchie centralisée; c'était au contraire le régime primitif de toutes les nations slaves, le groupement en communauté de familles et de tribus. Là, comme en Croatie, comme en Bohême, la famille au lieu d'être, ainsi que dans le droit romain, sous la forte main du père, formait une association qui possédait collectivement le sol, et dont le chef n'était qu'une sorte d'administrateur, reconnu et délégué par tous: véritable noyau de gouvernement populaire qui fait comprendre non-seulement l'expression de Procope (ils vivent en démocratie), mais les affirmations d'autres écrivains byzantins sur l'esprit d'indépendance locale qui est au fond des sentiments politiques de cette race.

Un certain nombre de familles se groupaient en joupanies : institution slave importante dans l'histoire des Hongrois. Le joupan, chef du canton ou de la joupa, exerçait un pouvoir analogue à celui du chef de la famille, mais supérieur : il commandait les guerriers, dirigeait la défense des lieux fortifiés, rendait la justice, administrait les terres de la communauté ; mais, dans tous les actes de quelque importance, il devait être assisté du conseil des chefs des familles, lesquelles conservaient une grande somme de liberté.

Au dessus de la joupa, le lien politique était faible et mal déterminé ; l'autorité du prince, quand il y avait un prince, dépendait presque uniquement de ses succès ou de ses qualités personnelles : grande avec Swatopluk, elle tomba dans la dernière nullité une fois partagée entre ses fils. Nous voyons bien des Diètes dans l'histoire, ou plutôt dans la légende poétique, mais nous ne savons rien de positif sur ces assemblées.

L'originalité des institutions slaves n'est pas là, elle est dans les deux degrés de la communauté, la famille et la joupanie. L'état social des Magyars, n'étant pas inconciliable avec celui des Moraves, a pu lui faire des emprunts sérieux, notamment pour l'organisation des comitats, dont le nom révèle une origine slave.



Médaille de l'empereur Arnulf.

Les peuples de cette famille avaient donc tous les mêmes institutions sociales ; et cette similitude, entre les mains ambitieuses de Swatopluk, devenait chaque jour davantage un lien politique, le lien d'une grande confédération.

L'Allemagne était menacée d'avoir, sur son immense frontière orientale, de la Baltique à l'Adriatique, un empire slave plus jeune, plus vigoureux que la Germanie elle-même. On conçoit donc très bien cette inquiétude du carolingien Arnulf, qui le portait à chercher le plus d'alliés possible contre la Moravie.

Dans son propre royaume il trouvait pour auxiliaires, même à cette époque d'anarchie, deux passions profondes, la haine nationale des Allemands contre les Slaves, et la colère du haut clergé allemand, frappé dans sa suprématie ecclésiastique. Mais il lui fallait aussi des alliés capables de faire diversion sur le flanc oriental de la Moravie : ce furent les Bulgares d'abord, ce furent ensuite les Magyars.

Déjà en 892, avant la mort de Swatopluk, des Hongrois en guerre avec les Slaves, et cernés par eux dans une position dangereuse, avaient dû leur salut aux Allemands d'Arnulf. Mais rien n'est plus obscur que ces guerres hongro-moraves : nous n'en savons bien ni les dates, ni le nombre, ni les détails. Nous ignorons les négociations qui ont dû les

accompagner, et nous n'avons aucune preuve positive d'une alliance entre Arnulf et Árpád lors de cette première incursion, l'une des causes de la conquête magyare ; si bien que de savants historiens allemands protestent contre le concert de malédictions qui déjà, au dixième siècle, poursuivait la mémoire d'Arnulf, l'introducteur de ces sauvages voisins. Ils peuvent dire que l'intervention de 892 n'implique pas nécessairement un traité entre Arnulf et Árpád ; qu'il s'agit peut-être d'une troupe de pillards auxiliaires, combattant à ses risques et périls. Mais il est plus probable que les deux armées ennemies des Moraves les combattaient d'un commun accord.

Dans l'intervalle des deux invasions, Swatopluk mourut (894), diversement jugé par ses contemporains, comme il devait l'être par la postérité ; objet d'admiration pour les Slaves patriotes, objet d'aversion pour les écrivains germaniques.

La Grande-Moravie, partagée suivant une malheureuse coutume entre Mojmir II et ses deux frères, s'affaiblit par une suite de démembrements partiels, en attendant le coup de mort. Les Bohèmes se séparèrent, puis les Sorabes : on peut dire que la Slavie se livrait d'elle-même aux conquérants étrangers.

Nous n'avons plus à nous occuper que de l'élément finnois ou finno-slave, qui dominait dans la plus grande partie de la Hongrie centrale et orientale. Les Bulgares, si puissants au sud du Danube, possédaient aussi la région comprise entre le Danube et les Karpathes du nord, tantôt seuls, tantôt mélangés avec les Roumains. Deux petits royaumes, celui de Gelu en Transylvanie, celui de Glad entre l'Aluta et la Theiss, semblent avoir été surtout valaques ; mais le royaume de Zalán au pied des Karpathes du nord, et le royaume de Ménmarót sur les bords du Szamos et du Maros étaient deux royaumes bulgares, ce dernier contenant aussi une population khazare.

Les Avares n'ayant certainement pas disparu après la conquête carolingienne, les restes de ce peuple devaient se trouver associés aux Bulgares de Zalán, aux Bulgaro-Khazars de Ménmarót, peut-être aux Bulgaro-Valaques de Glad.

Ces diverses populations étaient finnoises, ou plutôt finno-slaves. Les Bulgares sont un exemple célèbre d'assimilation ethnographique : ce n'est pas seulement leur langue, c'est leur nation elle-même qui s'était slavisée peu à peu. Leurs apôtres avaient été ceux des Slaves, leurs institutions n'étaient pas sans rapport avec celles des Moraves, car même dans la vraie Bulgarie, au sud du Danube, on trouvait une sorte d'aristocratie indépendante, plutôt patriarcale que féodale.

Les Bulgares imitaient aussi Byzance, leur mortelle ennemie, quoiqu'ils appartinssent alors à l'Église d'Occident, et Siméon s'entourait d'une vraie cour impériale. On peut dire que ces conquérants n'avaient rien qui leur fût propre, ni dans leurs moeurs, ni dans leurs institutions : ils n'ont

donc pu exercer sur les Magyars aucune influence comparable à celle des Slaves ou des Roumains.

Nous avons laissé l'armée ou plutôt le peuple d'Árpád dans les défilés des Karpathes, à la veille de sa conquête. Dans toute l'histoire des invasions barbares, on trouverait peu d'exemples d'une aussi grande migration. Deux cent seize mille hommes en âge de porter les armes, ce qui supposerait une population totale de près d'un million, tels sont les chiffres adoptés par la tradition nationale, et l'on ajoute que cette multitude mit trois mois à traverser les Karpathes.



Les Magyars dans leur pays d'origine.
(Image tirée de la Chronique illustrée dite Chronique de Vienne.)

On ne doit s'étonner ni de cette lenteur, ni de ce nombre immense, lorsqu'on songe d'une part à tous les chariots, à tous les ustensiles, à tout le butin que traînait après elle cette population mouvante, d'autre part au fréquent déplacement des masses oural-altaïques : d'ailleurs les Hongrois, pour s'établir en masse compacte et durable dans la plaine du Danube, ont dû être très nombreux dès leur arrivée.

Le mot de multitude serait d'ailleurs mal choisi, car il donnerait l'idée d'une marche confuse et désordonnée. Or, cette nation était conduite avec une exacte et savante discipline admirée par un illustre connaisseur byzantin. Ces corps vigoureux, habitués à toutes les privations du désert, ne succombaient ni au froid, ni à la chaleur, ni à la faim, ni à la soif. Durs au mal, aucune tâche ne leur semblait impossible, aucun ordre ne leur coûtait à exécuter : ils ne tremblaient que devant leurs chefs, auxquels ils reconnaissaient dans la guerre un pouvoir sans limite, et dont ils acceptaient sans murmurer les punitions les plus humiliantes. Actifs et silencieux, ils ne perdaient pas leur temps à de vaines disputes.

Toutes les armes leur étaient bonnes, l'épée, l'arc, la lance ; car ils savaient lutter à cheval et à pied ; mais, cavaliers bien plus que fantassins, ils préféraient combattre sur leurs montures petites, rapides, infatigables, constamment exercées dans l'intervalle des campagnes ; et les flèches étaient

leurs armes favorites, car ils en avaient pris l'habitude dans leurs grandes chasses de la steppe, et lorsque le cavalier magyar bandait son arc de corne, on pouvait prédire qu'une nouvelle victime allait succomber.

Dans leur ordre de bataille, ils étaient divisés en troupes de mille hommes chacune, également prêtes à se rapprocher pour former une seule masse ou à fondre sur l'ennemi, en escadrons mobiles, de tous les côtés à la fois.

Une nuée de flèches, lancées d'une seule bordée, préludait à l'attaque furieuse, irrésistible, et souvent une fuite simulée achevait, par une folle confiance, la déroute de l'ennemi.

A l'admiration que causèrent, en Orient comme en Occident, la vaillance, la discipline, l'habileté des Magyars, la terreur, l'horreur même se joignaient. Le type ougro-finnois, qui avait déjà frappé les imaginations plusieurs fois depuis quatre siècles, reparaissait dans toute son énergie primitive.

La vie nomade, qui donne aux femmes les habitudes peu différentes de celles des hommes et à l'éducation des enfants une sorte de vigueur barbare; les repas de viande presque crue, les cheveux coupés ras, les vêtements de peaux de bêtes, le cri de guerre aigu et sinistre, augmentaient encore cette impression d'effroi.

Vinrent ensuite les maux de la conquête et les expéditions rapides en Bulgarie, en Allemagne, en Italie, en France, et un concert de malédictions, mêlées d'une épouvante superstitieuse, s'éleva de toutes parts contre ces natures »à la fois bestiales et rusées,« contre ces »meurtriers d'enfants et de vieilles femmes,« ces »incendiaires ayant soif de sang.« Pourtant les Byzantins insistent beaucoup moins que les Occidentaux sur la cruauté des Hongrois.

Ils se bornent à signaler leurs pillages, et il est bien possible que ces ravages célèbres n'aient pas été très-différents de ceux qui furent commis dans toutes les invasions barbares.

Avec leurs qualités militaires et la terreur qu'ils inspirèrent bientôt, les nouveaux-venus avaient une grande supériorité sur les états divisés, affaiblis, de l'ancienne Dacie et de l'ancienne Pannonie, et leur triomphe ne devait pas se faire attendre. Les princes menacés étaient loin de songer à une ligue défensive; ils furent attaqués séparément, négocièrent ou se défendirent avec égoïsme, et succombèrent l'un après l'autre, en un petit nombre d'années.

Lorsque la nation magyare déboucha lentement sur la vallée de la Latorcza (894), le premier État menacé fut celui de Zalán. Les Slaves de cette région ne se soucièrent point, non plus que les Valaques, de s'exposer à une lutte inégale pour leur souverain bulgare: le bassin du Danube était déjà la terre classique des rivalités de race. Les soldats d'Árpád, loin d'être mal reçus par la population, en obtinrent aisément tout ce qui leur

était nécessaire, et surpris de tant de facilité après les fatigues de leurs longs voyages, ils arrivèrent jusqu'auprès d'Ugocsa : dans cette forteresse, ils célébrèrent par des sacrifices et par une fête de quatre jours l'heureux début de leur conquête.

Le chef de ce district nommé Laborcz, un Bulgare sans doute, ayant voulu se dérober par la fuite à leurs exigences, fut atteint et pendu sur les bords d'une rivière qui a gardé son nom. Un château, qui s'était défendu, fut pris, démantelé, et ses défenseurs chargés de chaînes.

Zalán, qui voyait une partie de ses sujets abandonner sa cause, et les autres effrayés de ces premiers exemples, ne pouvait songer à une résistance sérieuse. Toutefois il ne crut pas devoir laisser percer trop de découragement, et ses ambassadeurs vinrent tenir un assez ferme langage au camp des envahisseurs : leur maître défendait au duc Árpád de passer le Bodrog, sous peine de se voir attaquer par les Bulgares alliés aux Grecs. Árpád répondit sans se fâcher qu'il se contenterait du pays limité par les montagnes et la rivière Sajó, et il envoya trois de ses lieutenants auprès de Zalán pour conclure avec lui cet arrangement. Ils étaients chargés en outre d'offrir de grands présents au prince bulgare : des chevaux blancs, des chameaux, de jeunes garçons cumans, de jeunes filles russes, des vêtements dorés et des fourrures d'hermine. En échange de si belles offrandes, il ne demandait que deux bouteilles de l'eau du Danube et un peu d'herbe de la bruyère d'Alpar, afin de les comparer aux herbes de la Scythie et à l'eau du Tanaïs.

Libre de toute inquiétude du côté de Zalán, qui n'avait aperçu aucune perfidie dans ce singulier échange, Árpád transporta son camp plus au sud, dans le pays de Szerencs et de Tokay. De là, pour déterminer et garantir la frontière du nord, il envoya Bors, fils de Böngör, qui à la tête de ses Kabars longea les rives du Sajó, bâtit une ville qui reçut le nom de Borsod, continua jusqu'au sommet du Tatra et revint avec de nombreux ôtages : les limites de la Hongrie et de la Pologne étaient dès lors fixées, et les Russes venus avec les Hongrois s'établissaient au pied des Karpathes.

Deux autres chefs, Usud et Veluk, furent chargés de traverser la Theiss et d'aller trouver à Bihar l'autre prince bulgare Ménmarót ; ils lui demandèrent de céder les bords du Szamos. Ménmarót se montra disposé à traiter Árpád comme un hôte, mais il refusa de lui abandonner aucun territoire, et il blâma publiquement la faiblesse de Zalán. Il ne montra pourtant pas une plus grande vaillance ; car on ne voit pas qu'il ait rien fait pour arrèter l'invasion dans ses domaines, lorsqu'ils furent attaqués par les deux corps d'armée de Thas et de Szabolcs. Thas arriva sur le Szamos et bâtit la forteresse de Sárvár ; Szabolcs remarqua dans la région de la Theiss une bonne position militaire, et y bâtit la forteresse qui a gardé son nom.

Quelques soldats étaient laissés dans ces remparts improvisés, et les populations voisines, après avoir aidé à la construction, devaient contribuer à la défense. Les guerriers de Ménmarót éssayèrent de préserver Szathmár, mais Thas et Szabolcs réunis s'en emparèrent.

Restait la Transylvanie proprement dite, le pays au delà de la grande forêt de Nyr, le pays habité par les descendants d'Attila, mais surtout par des Valaques et des Bulgares. Tuhutum, avec son fils Horca, fut chargé de cette conquête, qui s'annonça d'abord comme une simple promenade à cheval: ils n'avaient que la peine de désigner les bornes de l'Empire magyar, et les habitants fermaient ces défilés avec des pierres et des troncs d'arbre.

Des espions servaient d'éclaireurs à l'armée: ils revinrent disant que, dans le royaume de Gelu, se trouvaient de l'or et du sel, et que ces richesses étaient mal défendues par des habitants lâches et peu armés. Tuhutum envoya demander permission de livrer bataille, et Árpád y consentit après avoir délibéré avec son conseil. Gelu fut vaincu, et tué dans sa fuite. Les habitants de toute race jurèrent fidélité au conquérant, dans un lieu qui a retenu le nom de »lieu du serment *(esküllő)*«: telle fut l'origine d'une principauté à la fois distincte et partie intégrante de la Hongrie.

Lorsqu'on regarde la carte un peu attentivement, on ne peut s'empêcher d'admirer le plan stratégique de cette conquête; et toutefois ce plan est assez simple est assez naturel pour qu'on ne puisse pas l'attribuer aux fantaisies tardives du chroniqueur. La position centrale choisie par Árpád allait permettre, après de grandes réjouissances motivées par les succès de Szabolcs et de Tuhutum, des expéditions, non plus au nord et à l'est, mais à l'ouest et au midi. Zalán, ayant conscience de sa faiblesse, céda encore une partie de son territoire jusqu'à la rivière Zagyva, et bientôt l'armée hongroise atteignit les frontières de la Grande-Moravie, affaiblie par les querelles des fils de Swatopluk.

Ici recommencent de grandes obscurités: chose difficile à croire, nous ne savons ni quand ni comment s'est écroulé l'Empire morave. Sa chute n'a produit aucun écho et n'a laissé aucune trace. Quelques rares indications d'annales ou de chroniques dont les auteurs étaient éloignés de ce grand désastre par la distance ou par le temps; quelques récits tardifs et suspects, voilà toutes les sources auxquelles nous pouvons puiser.

Il en résulte que la destruction finale de la puissance fondée par Swatopluk est rapportée par les uns à l'année 896, par les autres à 906. Bien que la seconde date, beaucoup plus probable, nous conduise tout à la fin de la vie d'Árpád, nous allons entreprendre dès maintenant cette partie un peu conjecturale de notre récit.

Les princes moraves ont-ils reçu quelque ambassade?

Swatopluk aurait vu venir avec plaisir Kusid, fils de Kund, et le voyant remplir une bouteille d'eau du Danube et prendre un peu d'herbe

et de terre, se serait écrié: Ce sont là des hôtes, des cultivateurs. Mais Árpád, quelques jours plus tard, aurait versé l'eau dans la corne dont il se servait pour boire, et appelé sur ce symbole de la conquête la bénédiction divine.

Un beau cheval blanc, avec une selle d'Arabie et un frein doré, aurait été envoyé à Swatopluk, toujours plus enchanté de pareils hôtes: il ne savait pas que le cheval, la selle et le frein payaient la terre, l'eau et l'herbe du pays. Cette anecdote, plus qu'invraisemblable, puisée sans doute aux mêmes sources poétiques que le récit de l'ambassade de Zalán, ne nous renseigne pas sérieusement sur les préliminaires de la guerre.

Les guerriers magyars étaient sous la conduite de Zuard, de Cadusa et de Huba, qui envahirent le pays de Gömör et de Nógrád. Les habitants ne leur opposaient aucune résistance, ils donnaient des ôtages et recevaient en échange divers présents. Sur les bords du Gran les difficultés commencèrent, et la marche en avant fut pour quelque temps arrêtée. Une partie de l'armée s'établit sur divers points de la rive pour construire, avec l'aide des habitants, des fortifications de pierre ou de bois, destinées à contenir les incursions des Polonais et des Tchèques.

Entre le Gran et le Waag, un chef slave nommé Zobor, le seul dont le nom ne soit pas tombé dans l'oubli, résista vaillamment, mais il fut vaincu, et pendu sur une montagne qu'on appelle encore aujourd'hui le mont Zobor.

Toutes les défenses disposées par les Moraves sur les bords du Waag furent également emportées. C'est probablement dans ces régions montagneuses que la lutte se prolongea, non sans quelque retour de fortune pour les Moraves, car nous voyons qu'ils furent vainqueurs en 902 d'une partie de l'armée hongroise.

C'est la dernière lueur qui nous guide au milieu de ces ténèbres historiques. Nous ne savons pas comment, dans les années qui suivirent, la Moravie perdit toute existence nationale et fut partagée entre les Hongrois, les Allemands et les Bohêmes: »Le pays, comme son prince, a dit un patriote slave, s'évanouit parmi les peuples de l'Europe; les villes et les forteresses si fières ne sont plus, et sur la désolation universelle règne un silence profond.«

Cependant Zalán et Ménmarót conservaient une partie de leurs États; mais dans des conditions tellement précaires et en face de telles exigences que la patience leur échappa. Le dernier effort de Zalán ne manqua pas de grandeur. Sur les bruyères d'Alpár, au milieu de l'Alföld, eut lieu la bataille décisive. La nuit qui précéda, aucun des deux princes ne voulut dormir: ils attendaient le jour, tenant par la bride leur cheval tout harnaché.

Lehel, fils de Thas, donna le signal de l'attaque en soufflant dans son cor de chasse; Bulcs, héros sanguinaire, portait le drapeau national.

Presque tous les Bulgares périrent sous les coups des Magyars ou dans les eaux de la Theiss. Zalán s'enfuit jusque dans Belgrade, où il implora le secours de Siméon : en avant de cette ville admirablement située au confluent du Danube et de la Save, rien ne résistait plus.

La conquête était désormais assez avancée pour qu'on pût songer à l'organiser. Non loin du champ de bataille et de la ville actuelle de Szegedin fut tenue une grande assemblée, composée de chefs de tribu, de chefs de famille, de nombreux hommes libres. Les terres furent partagées ; l'établissement des tribus, leurs conditions de dépendance ou d'indépendance relative furent mieux réglées ; on fixa une peine pour chaque genre de



La Porte d'Or de Byzance.

délit ; et l'espace où campa cette première Diète hongroise a reçu le nom de Lande de l'Organisation.

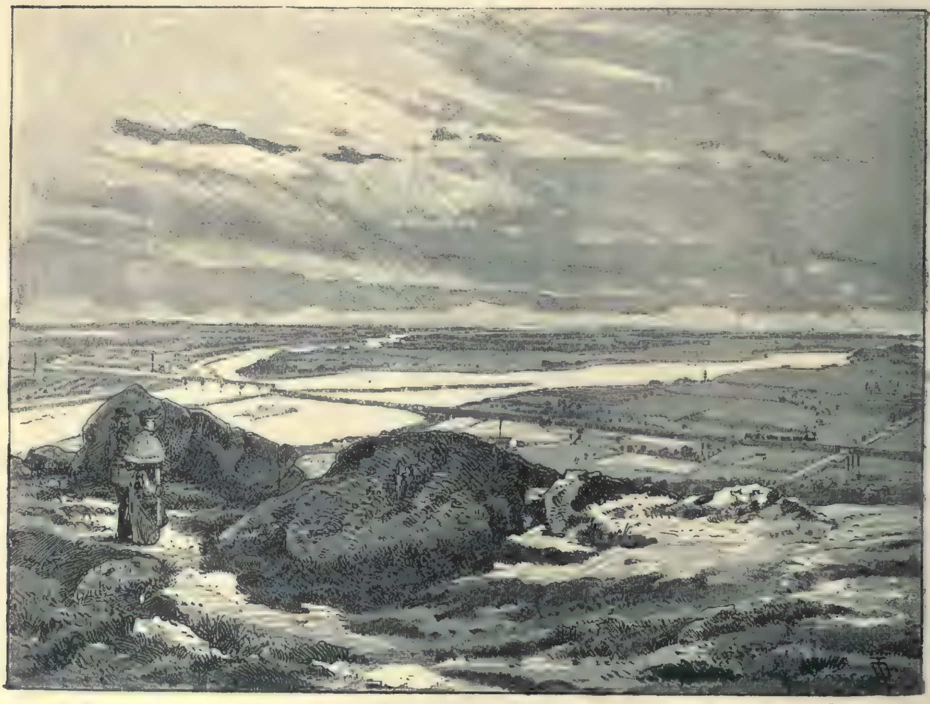
Il fallait poursuivre Zalán et le priver de toute alliance : Lehel, Bulcs et Botond parurent devant Belgrade et franchirent le Danube. Que se passa-t-il dans cette campagne ?

Les Magyars, d'après leurs traditions, auraient contraint Siméon à abandonner la cause de Zalán, à donner son propre fils en otage, à payer tribut, et ils auraient pu remonter la vallée de la Save jusqu'à la Croatie conquise une première fois.

C'est peut-être à cette expédition qu'il faudrait rapporter la fabuleuse légende des exploits de Botond : ce chef, arrivé devant Constantinople, aurait

d'un coup de sa doloire pratiqué dans la porte d'or un trou assez large pour donner passage à un enfant de cinq ans.

Les Slaves au contraire parlent d'une défaite infligée aux Hongrois par les Bulgares, et les Allemands confirment cette donnée, tout en avouant que les chrétiens, d'abord vaincus, n'ont fini par rester les maîtres du terrain qu'avec des pertes énormes. On sait mieux ce qui se passa du côte de la Temes : Glad, vaincu par Zuard et Kadosa, fut obligé de se soumettre, et la Hongrie atteignit sa longue frontière naturelle des Karpathes.



L'île Csepel près Budapest.
(Dessin original de Théodore Dörre.)

C'était dès lors sur l'occident que devaient peser tous les efforts d'Árpád. Il chercha une position centrale et facile à défendre, d'où il pût envoyer ses ordres ou diriger lui-même son armée. Il choisit l'île de Czepel, arrosée par les deux bras du Danube, non loin de l'ancien camp d'Attila et de la moderne ville de Pesth.

Dans cette île ducale, protégée par le fleuve contre toute aggression, de nombreux ouvriers élevèrent en peu de temps un palais barbare, avec des demeures pour les principaux chefs, pour les sept princes des tribus. Les chevaux laissés en liberté broutaient les grandes herbes de l'île, et se reposaient de leurs voyages précipités.

C'est au nord de cette résidence, mais sur la rive droite du fleuve, que la tradition plaçait le camp d'Attila. Un conseil des chefs décida que l'on commencerait de ce côté la conquête de la Pannonie. Árpád franchit le Danube et établit son camp près des sources d'eau chaude déjà célèbres, qui ont contribué à la fondation et à l'accroissement de la ville de Bude. D'après le chroniqueur anonyme qui retombe ici dans la légende, les guerriers magyars auraient admiré les restes splendides du palais du roi des Huns; ils y auraient même célébré de grandes fêtes, rangés devant des tables inépuisables, au son des lyres, des flûtes et des chants des jongleurs.

Les chefs étaient servis dans des vases d'or, les simples guerriers dans des vases d'argent; car Dieu leur donnait toutes choses, et les habitants du pays s'empressaient de leur apporter leurs trésors. Maître d'avance de toutes les terres, Árpád les distribuait à ses fidèles. Pour que rien ne manquât à ces réjouissances, des tournois à la lance et au bouclier se renouvelaient chaque jour, pendant que les jeunes gens s'exerçaient à lancer des flèches.

Le plan stratégique de la conquête nous ramène à l'histoire sérieuse. On y reconnaît la même science militaire, les mêmes combinaisons heureuses et simples qu'admiraient les tacticiens de Byzance. Un corps d'armée, conduit par Ete et Bojta, suivit les bords du Danube jusqu'à la Drave et même au delà; un autre, sous les ordres d'Usub, longea la forêt de Bakony et marcha sur Weszprim pour conquérir le pays en deçà du lac Fertő (Neusiedl).

L'armée principale, commandée par Árpád, remonta la vallée du Raab et s'établit sur la montagne appelée depuis Mont-Saint-Martin, l'un des sanctuaires de la Hongrie chrétienne.

Toutes ces expéditions réussirent; et pour couronner cette série de succès, Ménmarót vaincu par la troupe d'Usub, jointe aux Székely venus à la rencontre de leurs frères, accorda son unique héritière à Zoltán, fils d'Árpád. La Hongrie avait dès lors ses limites définitives, celles que les succès ou les revers pourront modifier, mais auxquelles elle reviendra toujours.

Il est temps d'envisager la portée de ce grand fait et sa place dans l'histoire de l'Europe; car voilà plus d'un millier d'années qu'il s'est accompli, et les conséquences en durent encore: ce n'était pas la simple immigration d'un nouveau peuple finnois destiné à disparaître comme les Huns et les Avares, ou à être absorbé comme les Bulgares par la population vaincue.

Les qualités intellectuelles des Magyars, élite des races altaïques, leur vigueur physique, leur nombre immense, leur patriotisme déjà vivace devaient les garantir contre toute chance de destruction lente ou rapide. Pendant des siècles, surtout dans les temps modernes, la mauvaise fortune

devait épuiser sur eux tout ce qu'elle a d'amer et de cruel, sans les effacer de la liste des peuples, sans même les empêcher de prendre en Europe une importance croissante. Aussi la conquête d'Árpád est-elle appréciée presque toujours avec passion par les peuples qui en ont ressenti le contre-coup.

Les Slaves ont reçu une atteinte mortelle de ce coin d'acier qui s'est enfoncé dans leur masse compacte et qui l'a désagrégée pour toujours: »L'invasion des Magyars, dit Palacky, est le plus cruel malheur que notre race ait jamais subi. Du Holstein au Péloponèse s'étendaient des peuples slaves peu unis et de moeurs différentes, mais partout actifs et préparés à la civilisation. Au milieu de cette ligne étendue, un noyau se formait par les efforts de Swatopluk. De même que sous l'influence latine la monarchie franque s'était formée en Occident, de même un empire slave pouvait, sous l'influence byzantine, se former en Orient, et la destinée de l'Europe orientale fût devenue tout autre. L'arrivée des Magyars au coeur de l'organisme naissant anéantit ces espérances.«

Pour les Occidentaux, ce qui doit dominer, c'est la reconnaissance des services que la Hongrie a rendus à la civilisation, d'abord en mettant son corps en travers du chemin de la barbarie, et plus tard par son indomptable attachement à la liberté.

CHAPITRE QUATRIÈME.

PÉRIODE D'INCURSIONS ET DE REVERS.

Jetés par la conquête au milieu des peuples européens, les Magyars ne pouvaient renoncer brusquement à leur vie antérieure: habitués aux longues migrations, aux courses, au butin, un établissement ne pouvait être encore pour eux qu'une étape. Pendant trois quarts de siècle, non contents du riche pays qu'ils s'étaient appropriés, ils portèrent dans les contrées voisines le ravage et la désolation.

Ce n'était pas méchanceté diabolique, comme le croyaient leurs contemporains, c'était habitude prise depuis des siècles: ils ne concevaient encore leur existence nationale que comme un déplacement continuel; et ne se trouvant plus comme jadis dans un libre espace, dans un courant de peuples nomades comme eux-mêmes, se trouvant au contraire enfermés entre des nations sédentaires et compactes, leurs déplacements devinrent

destruction, incendie, pillage. Peut-être aussi se sentaient-ils entourés d'ennemis, et croyaient-ils nécessaire de sauvegarder leurs frontières en prenant l'offensive.

Leur constitution intérieure facilitait et multipliait ces expéditions; même dans l'intervalle des guerres, chacune des tribus était libre d'envahir l'Allemagne, l'Italie, la France; et cela pouvait durer tant que les Hongrois conserveraient leur première fougue belliqueuse, surtout tant qu'ils ne rencontreraient, pas au dehors, de barrière assez forte pour les arrêter.

Or l'état de l'Europe, dans la première moitié du dixième siècle, se prêtait à merveille à des incursions capricieuses. Le vieil empire byzantin, malgré son irrémédiable décadence, était encore de tous les États le plus résistant: il y avait à Byzance, et sur le trône même, tant de science, tant d'esprit, tant de pénétration politique, tant de souvenirs de la tactique romaine!

Mais l'Occident, réputé si vigoureux, était livré à l'anarchie: quel était le pays capable de repousser d'immenses hordes de cavaliers rapides et de merveilleux archers? Était-ce l'Italie, en proie à tous les désordres et à toutes les hontes, depuis la Chaire pontificale jusqu'à la royauté, disputées l'une et l'autre au milieu de la boue et du sang? Était-ce la France, au Nord comme au Midi dépourvue de tout lien national et tombée dans une profonde faiblesse? Était-ce enfin l'Allemagne, où les grandes familles ducales songeaient bien plus à leurs rivalités qu'à la défense des frontières.

C'est pourtant l'Allemagne qui devait plus tard, sous les deux premiers rois de la maison de Saxe, arrêter les Hongrois par un double désastre, et les forcer à s'ouvrir un nouvel avenir.

Les incursions commencèrent du vivant même d'Árpád, sans qu'il paraisse y avoir eu la moindre part, plusieurs années avant l'achèvement de la conquête que nous venons de raconter. Il est, du reste, très difficile d'attribuer des dates précises à ses expéditions, notamment à celles d'Italie, très difficile même de les compter, à cause du désaccord et de l'insuffisance des documents, et parce que chaque année sans doute une horde indépendante, à défaut de l'armée principale, recommençait la course qui avait rapporté du butin l'année précédente.

La Styrie et la Carinthie, où les Hongrois semblent avoir rencontré une résistance parfois victorieuse, furent le chemin qui les conduisit en Italie. C'est en automne qu'ils dirigèrent leur première tentative de ce côté; mais ils s'arrêtèrent sur les bords de la Brenta pour y établir leur camp et, selon leur usage, ils ne voulurent pas s'aventurer au loin sans s'être renseignés sur l'état du pays qu'ils se proposaient d'envahir. Leurs espions leur apprirent que la population était nombreuse, les villes bien fortifiées. Ils résolurent donc de différer jusqu'au printemps une campagne

sérieuse. L'hiver ne fut pas perdu pour cela: des armes furent fabriquées, des flèches aiguisées, et la jeunesse se livra à des exercices guerriers.

Le printemps venu, une nombreuse armée, encore peu exercée au siège regulier des places, mais très habile à traverser les rivières, franchit le grand espace qui sépare le col de Tarvis du Tessin; mais une fois auprès de Pavie, elle apprit que le roi Bérenger réunissait sur les bords du Pô une multitude d'hommes armés, venus de toutes les contrées de l'Italie. A cette nouvelle, une panique telle qu'en ont souvent les armées de cavaliers, s'empara des Magyars; ils s'enfuirent en désordre du côté de l'Adda, et beaucoup d'entre eux périrent au passage de cette rivière.

Leurs chevaux étaient fatigués, Bérenger menaçait de les envelopper: ils voyaient la défaite inévitable. Désespérés, ils demandèrent au roi d'Italie de les laisser se retirer en abandonnant leur butin. Mais les Italiens et leurs chefs étaient remplis d'orgueil; ils croyaient les Hongrois si infailliblement perdus qu'ils cherchaient non des armes pour les tuer, mais des chaînes pour les emmener captifs.Ils ne voulurent rien entendre, et perdirent du temps en réjouissances prématurées.

Tant d'orgueil devait porter des fruits amers. D'abord les Italiens laissèrent l'ennemi leur échapper, et les gagner de vitesse jusqu'à Vérone. Là, il est vrai, les chevaux des Hongrois refusent de les porter; mais le désespoir leur donne la force de vaincre une avant-garde italienne lancée á leur poursuite, et ils arrivent sur la Brenta.

Impossible d'aller plus loin; ils offrent donc une seconde fois tout le butin, tous leurs captifs; bien plus, leurs chevaux et leurs armes, plus encore, leurs propres fils en otages, et la promesse de ne jamais revenir en Italie. Nouveau refus. Alors, séparés par la Brenta de l'armée de Bérenger, ils prennent d'habiles dispositions pour passer à propos la rivière. Les Italiens faisaient tranquillement leur repas lorsqu'ils voient leur camp inondé de Magyars; avant de pouvoir rejoindre leurs chevaux, ils sont égorgés.

Dans ce désastre, les rivalités qui ont si souvent perdu l'Italie reparaissent plus envenimées: au lieu de faire un vigoureux effort pour se secourir mutuellement, ils se livrent les uns les autres aux coups de l'ennemi. Vingt mille hommes restèrent sur le champ de bataille, et l'Italie fut désormais sans défense.

Venise n'était pas loin, et les vainqueurs essayèrent de s'en emparer, ne se doutant pas des difficultés d'une telle entreprise. Alors commença entre le royaume barbare du Danube et la république civilisée de l'Adriatique une guerre intermittente, mais séculaire. Les préparatifs des agresseurs étaient trop grossiers pour triompher d'une marine déjà puissante. Ils ravagèrent quelques-unes des îles des lagunes, mais le doge Pierre, à la tête de la flotte, les vainquit.

Cette tentative manquée decouragea peut-être les héros de la Brenta.

Bérenger obtint leur départ en leur laissant tout ce qu'ils avaient pris, et en y ajoutant des présents et des otages.

A peu près en même temps eut lieu la première lutte contre l'Allemagne, et cet évènement-là est encore moins bien connu que le précédent. Il est certain que les Bavarois, dont le pays fut envahi jusqu'à Ratisbonne, ont eu à supporter ce premier choc ; mais faut-il croire au guet-apens qu'un texte suspect imputerait aux Bavarois : auraient-ils feint de convoquer les Magyars à un festin de réconciliation, et profité de leur confiance pour les massacrer ? Faut-il croire au contraire que les Allemands ont remporté ce succès sans manquer aux lois de l'honneur ?

D'après les Annales de Fulde, ce seraient les Hongrois qui, ayant espionné la Bavière sous prétexte de négociations pacifiques, l'auraient



Venise.
(Tirée de la Chronique de Vienne.)

dévastée sur un large espace en un seul jour ; et le comte Liutpold, pour venger cet attentat, aurait réuni ses troupes à celles de l'évêque de Passau, et infligé aux barbares une défaite signalée.

Quoi qu'il en soit, l'Allemagne fut tranquille jusqu'à la mort d'Árpád (907). Le conquérant ne s'était point occupé de ces expéditions stériles, ses soucis étaient ailleurs : il organisait le pays selon les ressources naturelles de son génie barbare, et il travaillait à faire reconnaître son fils Zoltán, dernier survivant de toutes ces batailles, comme chef suprême des tribus.

Toute conquête a pour résultat, au moins pendant une certaine période, de fortifier et de concentrer le pouvoir ; car il est de l'intérêt de tous les auteurs de la conquête, s'ils veulent en conserver le profit, de se

grouper autour d'un souverain. Zoltán fut donc reconnu avec acclamation, et peu de temps après Árpád mourut. Les historiens hongrois remarquent que si rien n'est resté du tombeau qui, au pied des rochers de Bude, reçut les restes de ce grand homme, l'empire fondé par lui vit encore au bout de dix siècles.

La puissance ducale passait brusquement des mains d'un conquérant formidable et expérimenté aux mains d'un enfant de onze ans, à la blonde et fine chevelure. Il ne semble pourtant pas qu'il se soit élevé contre Zoltán aucune sédition ni aucune rivalité ; mais les Allemands, constamment menacés, profitèrent avec joie de ce changement pour réunir une nombreuse armée sous le commandement de l'archevêque Hatto et du duc Liutpold. Ils ne savaient pas que des généraux tels que Lehel et Bulcs remplaçaient dignement le fondateur de l'empire magyar.

Dans la bataille qui eut lieu non loin de Presbourg (907), premier engagement sérieux entre les deux peuples, la cavalerie hongroise, avec sa course furieuse tout ensemble et disciplinée, avec ses fuites simulées et ses volées de flèches, anéantit l'armée féodale, surprise et épouvantée de cette manière de combattre. Presque tous les chefs allemands, seigneurs et prélats, restèrent sur le champ de bataille.

Le dernier carolingien de Germanie, Louis L'Enfant, vit dès lors son royaume envahi de tous côtés, Bavière, Souabe, Franconie. A dix-huit ans, il connaissait autant de misères qu'en aurait pu connaître un souverain vieilli dans les épreuves. Il voulut, par un de ces derniers efforts dont se sont montrés capables à certaines heures même les plus faibles descendants de Charlemagne, venger la défaite de Presbourg : sur les bords du Lech, près d'Augsbourg, il tenta la revanche et ne trouva qu'un nouveau désastre (910).

Le camp germanique fut surpris comme naguère le camp italien : beaucoup furent égorgés, non pendant leur repas cette fois, mais pendant leur sommeil. Toutefois les rangs se reformèrent, et la lutte fut soutenue assez sérieusement pour que le roi Louis parût un moment victorieux. Mais la fuite des Hongrois était simulée comme toujours : les Allemands dispersés dans une imprudente poursuite, sont entourés de toutes parts. Bientôt dans les bois, dans les champs, sur les bords du fleuve rouge de sang, ce ne sont plus que cadavres d'hommes et de chevaux.

La vraie poursuite eut lieu, au son du cor et de la trompette, et peu de fuyards échappèrent. C'en était fait, l'Allemagne était ouverte, et bientôt une simple dalle recouvrait, comme elle les recouvre aujourd'hui encore, les restes du malheureux roi, *Ludwig das Kind.*

L'avènement de Conrad I au trône germanique ne changea rien : il dut subir l'humiliation du tribut annuel ; désormais l'Allemagne était impunément traversée. Déjà depuis quelques années (906 ?) les Daleminces, peuple slave des bords de l'Elbe, avaient appelé les Hongrois contre

les Saxons, et les cavaliers du Danube arrivaient jusque dans la Thuringe.

Ils profitaient d'ailleurs avec une grande habileté des discordes de leurs ennemis : le duc Arnulf de Bavière s'entendait avec eux contre Conrad, devenait même leur allié. Bientôt ils arrivaient à Bâle, et envahissaient une première fois (910—912) l'Alsace et la Lorraine, où ils détruisaient, d'après les chroniques locales, les monastères de Saint-Dié et de Remiremont, pendant que les paysans et les moines se retiraient sur les montagnes, emportant les corps de leurs saints.

Quelques années plus tard les mêmes provinces furent encore attaquées ; le seul archevêque de Reims fit des préparatifs pour les sauver, mais le roi de France n'osa quitter sa forteresse de Laon. Dès lors, cette région de la Gaule fut exposée à des dévastations périodiques qui apparaissent dans les traditions locales plus nombreuses peut-être qu'elles n'ont été réellement, à cause de la négligence chronologique de cette époque.

L'attention de Zoltán fut attirée d'un tout autre côte par les discordes de l'Italie. Bérenger, en lutte avec le roi de Bourgogne et avec ses propres sujets, appela un corps hongrois à son secours (921). Cette trahison envers son pays lui fut d'abord utile. Deux de ses ennemis, Gieselbert et Adalbert, furent attaqués brusquement par des détachements hongrois qui avaient suivi des chemins imprévus : Gieselbert chargé de chaînes fut livré au roi félon ; Adalbert s'enfuit sous le déguisement d'un valet d'armée, et ne fut pas reconnu par les cavaliers barbares, qui cherchaient un homme éclatant d'or et de pierreries.



Médaille de Bérenger.

L'année suivante, des détachements, à la faveur de l'anarchie universelle, parvinrent jusqu'en Apulie, non sans menacer la ville de Rome. Bientôt Bérenger fut assassiné, et Zoltán, devenu un brillant guerrier de vingt-cinq ans, ne laissa pas échapper cette occasion de gloire militaire. Sous prétexte de venger son allié, il envahit l'Italie du Nord, et arriva devant les murs de Pavie (943).

Les Hongrois avaient fait quelque progrès dans l'art d'assiéger les places : la glorieuse cité lombarde fut entourée d'un cercle de retranchements, et le camp magyar, formant une seconde ligne, empêcha toute sortie. Pavie fut incendiée, et à cette lueur sinistre, qui consumait les palais et les églises, un grand massacre commença. S'il faut en croire Flodoard, trés éloigné du lieu du désastre, et suspect d'exagération comme tous ses contemporains, il ne serait resté que deux cents habitants de cette popu-

lation nombreuse; encore n'auraient-ils racheté leur vie et l'emplacement désolé de leur cité qu'en cherchant pour leurs vainqueurs l'argent fondu sous les décombres.

Rien ne résistant plus dans l'Italie du Nord, une troupe de Hongrois arriva au pied des Alpes. Nous savons par le passage des Karpathes que les chaînes de montagnes n'étaient pas pour les arrêter. Ils s'engagèrent même avec quelque imprudence, car le roi de France Raoul et le comte Hugues de Vienne furent sur le point de les envelopper à la descente des défilés. Ils s'échappèrent par des gorges réputées impraticables et se répandirent dans la vallée du Rhône. Cette expédition, toutefois, ne leur réussit guère: ils perdirent une partie de leur arrière-garde dans la poursuite que leur firent subir Hugues et Raoul; et leur avant-garde, parvenue jusqu'à Toulouse, fut repoussée par le comte Raymond Pons (924). Une épidémie signalée par une enflure de la tête et par la dyssenterie les décima encore. Leurs débris retournèrent en Italie.

Pendant ces expéditions méridionales, l'Allemagne était oubliée: heureusement pour elle, car à cette époque la rivalité de la Franconie et de la Saxe, puis après la mort de Conrad, l'avènement de Henri l'Oiseleur (919), le changement profond introduit dans la situation de l'Allemagne par l'élévation de la dynastie saxonne, auraient livré ce pays, presque sans défense, à l'invasion.

Le roi Henri eut donc le temps de reconnaître et d'affermir son pouvoir; il était à l'abri d'une surprise lorsque, sous prètexte de défendre les Wendes, tribu slave, les Hongrois arrivèrent jusque près de Goslar. Toutefois, les Germains du Nord n'étaient pas encore assez organisés pour opposer une bien sérieuse résistance; ils furent sauvés par un hasard heureux qui fit tomber entre leurs mains un très noble chef: on a supposé que c'était le duc Zoltán lui-même, car les Magyars, désolés, s'arrêtèrent et offrirent pour sa rançon de grandes sommes en or et en argent.

Le roi Henri refusa tous ces trésors, car le métal précieux dont il avait besoin, c'était le temps: il lui fallait du temps pour organiser son armée en vue de cette lutte difficile. Le prisonnier ne fut rendu que moyennant une trève de neuf ans, qui fut scrupuleusement observée par les Magyars, malgré leur impatience.

Mais cette trêve ne concernait que la Saxe et la Thuringe: le midi de l'Allemagne fut souvent traversé pendant ces neuf ans, et les Hongrois inondèrent la Suisse actuelle et la France du Nord. Le monastère de Saint-Gall conserva longtemps le souvenir de leur passage, tristement illustré par la mort de sainte Wiborade au pied de l'autel (925).

La Champagne cette fois ne put leur échapper: ils arrivèrent jusque près de Reims, et ne se retirèrent que devant les sérieux préparatifs de Raoul. Tout cela n'empêchait point Henri l'Oiseleur de rétablir dans sa force primitive l'ancien herrbann gremanique, d'exercer au métier des armes



LE COR DE LEHEL.

Impr. Athenaeum.

la noblesse et la population urbaine, de protéger les villes par de nouveaux remparts, et de soumettre, dans une campagne d'hiver héroïque, les peuples slaves des bords du Havel.

De son côté Zoltán, la trêve une fois expirée, et le roi de Germanie refusant tout tribut, se préparait à un immense déploiement de forces. Seulement, il eut l'imprudence de les éparpiller en Thrace, en Italie, au lieu de les concentrer sur l'Allemagne, et ce pays dut peut-être son salut à l'ambition juvénile et intempérante du prince ou des chefs de tribus.

L'armée de Zoltán comptait surprendre en Thuringe le roi des Germains qui relevait à peine d'une maladie grave. Elle demanda le passage aux Dalemінces, d'anciens alliés, qui prévoyant sa défaite, ou peut-être ayant à se plaindre eux aussi de ses ravages, la reçurent sans empressement, mais ne la gênèrent pas dans sa marche.

Une fois en Thuringe les Hongrois se séparent, soit en vertu d'un plan stratégique, soit que la discipline commençât à fléchir : la plus petite troupe s'aventurant du côté de l'Ouest, se dispersa après une première défaite, périt de misère ou sous les coups des habitants. L'armée principale fut attirée du côté de Mersebourg par le bruit d'un mariage princier qui devait être célébré dans cette ville, et des trésors qui y avaient été réunis à cette occasion.

Cependant le roi Henri venait camper près d'eux, à Riethebourg ; et les Hongrois effrayés se mirent à rappeler leurs troupes éparses, suivant leur coutume, en allumant des feux de distance en distance. L'instant d'une bataille décisive approchait (934).

Le fondateur de la maison de Saxe (il le fut véritablement dans cette journée), donna pour cri de guerre à ses soldats : *Kyrie eleison,* et marchant à leur tête contre l'ennemi, parcourut leurs rangs en leur parlant du secours divin qui ne pouvait leur manquer, de leurs pères qu'ils devaient venger, de l'union nécessaire en face des barbares.

Il voulut rendre aux Hongrois une de ces ruses de guerre dans lesquelles ils étaient si habiles : par son ordre, une troupe thuringienne mal armée s'avança d'abord seule à la rencontre des cavaliers du Danube, et se fit poursuivre en se repliant sur l'armée compacte, stratagème fort bien combiné pour briser le premier élan si redoutable des Magyars, et pour produire le découragement dans leur esprit. De plus, il avait muni ses soldats de grands boucliers, et leur avait commandé de recevoir sur ces boucliers la première bordée de flèches, puis de prévenir la seconde bordée par une attaque serrée et rapide.

Les Hongrois, ne reconnaissant plus la manière de combattre des Allemands, furent pris de panique. Grâce au galop de leurs chevaux, la plupart échappèrent ; mais le siège de Mersebourg était levé, le camp, avec tout le butin qu'il renfermait, conquis sans effort, et tous les captifs remis en liberté. La bataille de Mersebourg était pour l'Allemagne du Nord une

grande victoire nationale, pour la Hongrie païenne un premier signe de décadence et la perte de son prestige.

D'après les chroniqueurs, sept guerriers prisonniers auraient eu les oreilles coupées par l'ordre de Henri, et auraient été renvoyés dans leur patrie afin d'y répandre l'épouvante par leur hideux aspect. Leurs compatriotes, indignés de ce qu'ils avaient accepté la vie à ce prix, les auraient condamnés à perdre tous leurs biens, à se séparer de leurs familles, et à quitter nu-pieds le pays en mendiant sur la route.

A peu près en même temps, deux armées attaquaient l'Europe méridionale. L'expédition de 934 contre l'empire grec présente un plus haut degré de certitude historique que l'invasion contemporaine d'Árpád ; elle est confirmée par les écrivains de Byzance et par Maçoudi : le savant musulman attribue même aux Hongrois une sanglante victoire, mais il est probable que la cour d'Orient lutta avec ses meilleures armes, l'habileté diplomatique et l'attrait des présents : le protovestiaire Théophane parvint ainsi à écarter le péril, et quelques années plus tard il y réussit de nouveau.

Les Italiens recoururent aux mêmes moyens de défense : le roi Hugues se débarrassa d'une troupe magyare moyennant une grande somme d'argent, des otages et des guides pour la conduire en Espagne, entreprise qui n'eut pas de résultat.

Zoltán, malgré sa défaite en Thuringe, n'avait pas renoncé aux courses en Allemagne, même dans le Nord : à la mort de Henri l'Oiseleur, il crut la Saxe affaiblie et la fit envahir ; mais le jeune roi Otton déjoua toutes ses tentatives.

La mort d'Arnulf de Bavière, allié des Hongrois, leur rendit toute liberté de ce côte, et leur rouvrit une route plus facile vers la France du Nord et la Belgique : si le nouveau duc de Bavière, Berthold, les vainquit en 943, nous ne voyons pas qu'au delà du Rhin ils aient subi aucun grave échec. Plusieurs fois ils portèrent la terreur en Champagne et en Bourgogne, et même au sud d'Orléans : Luxeuil comme Dôle, de nombreuses villes, de nombreux monastères furent détruits.

Des légendes merveilleuses s'attachèrent à ces sombres récits : tel moine avait défié toutes les flèches sans être atteint d'une seule ; tel *Hongre* ayant frappé un autel de pierre n'avait pu en détacher sa main ; miracle plus étonnant, un moine de Belgique avait converti quelques-uns de ces païens.

Mais aucune résistance sérieuse ne leur était opposée. Ainsi, malgré Mersebourg et quelques autres défaites, lorsque Zoltán mourut en 947, les Magyars n'avaient presque rien perdu de leur formidable élan.

Nous savons peu de chose sur Taksony, le fils de Zoltán. Ce jeune et vaillant prince de dix-sept ans était destiné à un règne assez triste, car la fortune de son peuple dans les luttes offensives allait s'épuisant. Il eut

le malheur de signaler son avènement (947) par quelques succès qui lui donnèrent trop de confiance.

Les Italiens, à qui le nom seul des Hongrois faisait éprouver une véritable terreur, et qui priaient saint Geminianus de les défendre de leurs flèches, les Italiens cette fois encore n'essayèrent pas de lutter. Bérenger II, en guerre avec Lothaire, fils de Hugues, voyant arriver une grande armée conduite par le nouveau duc, préféra payer la rançon du royaume d'Italie au moyen d'une forte somme d'argent levée sur les églises; aussi fut-il accusé d'avoir cherché un prétexte pour ruiner son peuple d'impôts. C'était la dernière invasion en Italie.

La France fut éprouvée davantage: les incursions n'avaient jamais été aussi fréquentes ni aussi prolongées qu'elles le furent pendant les premières années de Taksony, en Alsace, en Franche-Conté, jusque dans le Languedoc, jusque dans le royaume d'Arles, où Conrad imagina de les mettre aux prises avec les Sarrazins. Au nord, la ville de Cambray leur résista; mais la Lorraine, livrée par son propre duc, fut plus que jamais dévastée.

Ce torrent périodique allait être arrêté par la bataille d'Augsbourg: depuis 955 la France ne revit plus les Hongrois.

La bataille d'Augsbourg est le point culminant de cette histoire. Ce triomphe de l'Allemagne, par son éclat magnifique et durable, éclipsa d'autres succès remportés précédemment par le nouveau duc Henri de Bavière, et même toutes les guerres de cette époque. Et pourtant cet évènement, d'une si haute réalité historique, est surchargé de légendes par la tradition magyare; la tradition germanique elle-même parle de visions qui auraient précédé la bataille et cherche à lui donner une teinte de merveilleux. Il est certain qu'elle eut au plus haut degré le caractère d'une résistance nationale et chrétienne.

L'Allemagne tout entière, Nord et Midi, Saxe, Souabe, Franconie, Bavière, était représentée, dans le camp germanique, sous la forte main du roi saxon à la taille élevée, aux yeux bleus menaçants, à la blonde et léonine chevelure. L'ambassade hongroise, envoyée peu auparavant en Allemagne, peut-être avec l'intention d'observer ou de faire naître de nouvelles luttes intérieures, n'avait pu constater que cette union toute nouvelle. Les princes allemands communièrent entre les mains de l'évêque Ulrich d'Augsbourg et se donnèrent le baiser de paix; des reliques vénérées semblaient assurer leur triomphe; un jeûne destiné à expier les péchés de l'armée précéda l'engagement.

Les Hongrois ne pouvaient opposer à cette ardeur patriotique et religieuse que leur zèle païen prêt à s'éteindre, et que leur élan guerrier affaibli par soixante ans de combats.

Ils conservèrent toutefois, au début de ce choc décisif, leur fougue irrésistible. Ayant levé le siège d'Augsbourg, ils entourèrent près du Lech

l'armée allemande, écrasèrent les Bohêmes auxiliaires. Mais Conrad de Lorraine, repentant de sa récente trahison, se dévoue à la cause chrétienne dont le triomphe allait lui coûter la vie, et supporte l'effort de l'ennemi, que le roi Otton vient prendre à revers. Enveloppés à leur tour, les Hon-



Statue de l'empereur Otton I. et de sa femme dans la cathédrale de Magdebourg.

grois s'enfuient; mais les eaux du Lech leur barraient le passage : beaucoup se noyèrent, beaucoup furent massacrés ou pris.

Le camp abandonné livra aux Allemands des richesses énormes; mais ils payaient cher leur succès : bien des princes et des seigneurs de la plus

haute féodalité germanique couvraient de leur corps le champ de bataille à jamais célèbre.

Sur ce fond de vérité indiscutable, l'imagination populaire a brodé plus d'une légende mêlée elle-même d'erreur et de vérité. D'abord on voulait, en Allemagne du moins, que l'armée vaincue eût succombée presque tout entière; mais, comme le fait observer l'historien national de la Bohême, il est impossible que les vainqueurs pesamment armés, et d'ailleurs très éprouvés au commencement de la bataille, aient entièrement détruit une armée de cavaliers.

Un récit du temps nous apprend même qu'ils survécurent en assez grand nombre pour que, dans leur retraite précipitée, les bourgeois d'Augsbourg les voyant venir du haut de leurs murs aient éprouvé un instant d'inquiétude, et pour que la Bohême ait paru menacée d'une invasion par les fuyards, avant que Boleslas les eût repoussés et se fût emparé d'un de leurs chefs, Lehel.

Ce Lehel et un autre chef nommé Bulcs compliquent les mêmes légendes. On peut se rappeler que ces deux noms figurent au premier rang dans l'armée d'Árpád; mais il n'est pas inexplicable qu'ils reparaissent au bout d'un demi-siècle. Les sources les plus diffèrentes parlent, avec des détails inconciliables il est vrai, mais enfin toutes les sources parlent de Lehel et de Bulcs à la bataille d'Augsbourg.

D'après un chroniqueur hongrois, Lehel et Bulcs, amenés après la bataille devant Conrad, et interrogés par lui sur la cause de leur cruauté envers les chrétiens, lui auraient répondu: nous sommes la vengeance divine et le fléau envoyé contre vous. Puis Lehel aurait demandé à jouer une dernière fois de son cor, et s'en serait servi pour assommer Conrad et l'étendre mort à ses pieds.

Suivant d'autres traditions, Lehel et Bulcs, avec une multitude de prisonniers, auraient été pendus après la bataille, cruauté que les Hongrois auraient vengée par le massacre de vingt mille captifs; ou bien ils auraient été pendus à Ratisbonne, après avoir tenté de s'enfuir par le Danube; ou bien enfin Lehel serait tombé entre les mains des Tchèques. Tous ces récits, à moitié concordants, à moitié contradictoires, montrent à quel point l'imagination des peuples fut frappée par la nouvelle d'Augsbourg.

Parmi les princes qui envoyèrent des ambassadeurs à Otton le Grand pour le féliciter de sa victoire se trouvait le savant empereur d'Orient, Constantin Porphyrogénète. Ses relations avec Taksony n'avaient pourtant pas été mauvaises, il avait même essayé d'introduire en Hongrie l'influence byzantine: dans un séjour à Constantinople, ce même Bulcs, dont nous avons raconté la fin tragique, avait été converti au christianisme, ainsi qu'un chef de Transylvanie nommé Gyula, et avait reçu le titre de patrice; le patriarche avait consacré »évêque des Turcs« un certain Hiérothée, qui s'occupa de la conversion des Magyars.

Il n'en est pas moins vrai que les allures belliqueuses de semblables voisins étaient pour l'Empire une menace perpétuelle. En 958, la guerre recommenca et le patrice Pothos Argyros fut vainqueur: Taksony ne rencontrait plus de tous côtés que des désastres. Il essaya plus tard de profiter des guerres compliquées entre les Bulgares, les Russes, les Petchénègues et les Grecs; mais la tactique rusée du vieil Empire déjoua ses ennemis. Toute conquête devenait impossible en Orient comme en Occident, et les Magyars prirent le parti de combattre comme auxiliaires, tantôt dans l'armée de Byzance, tantôt dans le camp de ses ennemis.

Il fallait maintenant se prémunir contre des représailles, et appeler des peuples congénères à la défense du pays. Taksony, suivant l'exemple déjà donné par Zoltán, établit des Bulgares venus du Volga dans la région où plus tard Pesth fut bâtie, des Petchénègues près du lac Fertő et sur les bords de la Theiss. Mais ce n'étaient là que des remèdes insuffisants: il fallait renouveler la nation par un changement radical, ou se résigner à la voir suivre les Huns, les Avares, les Bulgares, dans la série des peuples formidables peu à peu absorbés ou détruits.

Le successeur de Taksony, Geiza (972—997), cédant à la flatterie de quelque moine ou subjuqué par la pompe des offices chrétiens, ouvrit la voie à son propre fils le roi saint Étienne. Ce règne n'appartient vraiment plus à la période païenne de l'histoire de la Hongrie. Signalons toutefois une dernière expédition en Allemagne des Magyars non encore convertis.

Tant que vécut Otton le Grand, il n'y avait eu avec l'Empire que des échanges d'ambassades et de présents. Mais Henri de Bavière, devenu le beau-père et l'allié de Geiza, fut le rival de l'empereur Otton II. Les Hongrois sortirent de leurs frontières, qui s'avançaient alors jusqu'au coude du Danube où s'élève la belle abbaye de Moelk, et se répandirent dans l'évêché de Passau, hostile au duc de Bavière. Alors l'empereur détacha de la Bavière l'Autriche actuelle, en faveur de Léopold de Babenberg, lequel vainquit les Hongrois et les rejeta jusqu'auprès de Vienne.

Désormais une nouvelle puissance militaire allait arrêter leurs efforts, et ils renoncèrent à leur ancienne vie d'aventures.

CHAPITRE CINQUIÈME.

ÉTAT RELIGIEUX ET POLITIQUE.

La Hongrie païenne n'a pas eu de Tacite pour décrire ses moeurs et ses croyances; elle n'a pas même trouvé quelque pieux interprète des anciens jours, qui dans un état social nouveau, sous une religion nouvelle, recueillît les souvenirs épars et les transmît à la postérité. Nous sommes réduits à interroger les allusions au paganisme contenues dans les documents chrétiens ultérieurs, les légendes, proverbes et chansons populaires, les analogies tirées des peuples de même race et de même langue. A cette étude mythologique, la plus importante comme la plus difficile, succéderont des recherches relatives à l'état politique et social avant le règne d'Etienne I.

L'ancienne religion des Magyars peut être retrouvée au moyen de deux méthodes fort différentes qui ont été employées successivement par deux savants hongrois de notre temps, M. Ipolyi et M. Csengery. M. Ipolyi a interrogé surtout les sources populaires: avec une connaissance très étendue des dictons de toute sorte répandus chez les paysans de l'Alföld, des fables qui ont servi de thèmes aux poètes, et des opinions exprimées par des auteurs nationaux ou étrangers de diverses époques, il est arrivé à reconstruire dans un grand ouvrage tout un cycle de mythologie magyare.

M. Csengery met en doute l'efficacité ou plutôt la sûreté de cette méthode; il croit que M. Ipolyi n'ayant ni la prudence de Grimm, ni d'aussi bons documents que le mythographe germaniste, a pris souvent pour des croyances magyares un mélange de croyances et de légendes chrétiennes, germaniques, gréco-latines, orientales; que le seul moyen d'éviter cette confusion est la recherche des analogies avec les religions finnoises et les langues de même famille.

Exposons d'abord le système de M. Ipolyi.

Un Dieu unique et vivant, Isten, domine toutes choses, malgré ce qu'en ont pu dire des chroniqueurs du dixième et du treizième siècles. Ce Dieu est intelligent et créateur, il est le père des hommes; la notion, comme le mot lui-même, appartient en propre aux Magyars. Le Dieu national a conduit par la main Attila, puis Árpád; il continuera de veiller sur son peuple.

Toutefois ces imaginations primitives ne concevaient pas le Dieu unique dans toute sa pureté. Les sentences portées contre les païens parlent du culte *des* faux dieux ou *des* divinités scythiques. Les pédants de la fin du Moyen Age parlent d'un Mars, d'un Hercule, de dieux Indigètes. Ce qui est plus évident, c'est que l'on vénérait ou redoutait un grand nombre de forces ou de génies pour la plupart funestes.

D'abord le diable *(ördög),* tout noir, avec de grandes oreilles et une longue queue, vivant dans un affreux séjour, le *pokol,* à la fois sombre et ardent, à la tête de nombreux sujets qui forment l'armée d'ördög; puis *l'ármány,* voleur impur; le *manó,* dont on a grand peur.

Ensuite viennent les *tündér,* les apparitions, agissant de diverses manières sur la destinée des hommes. Quelque part dans les montagnes de Transylvanie se trouve le palais du roi des tündér, avec la reine et de belles jeunes filles; palais d'argent et de cuivre, protégé par un lion d'or, se mirant dans un lac resplendissant, et entouré de grands bois où les oiseaux font entendre des mélodies ravissantes. Quelle source de richesses pour les hommes, s'ils ne l'avaient pas dédaignée!

A côté des fées de la terre, il y avait les fées de l'air et les fées des eaux. Une des plus poétiques et des plus originales fantaisies de l'imagination magyare était Délibáb la fée de Midi, fille du vieux *Puszta* de l'Alföld, soeur de *Tenger* (la mer), aimée par *Szél* (le vent). Délibáb est la personnification du mirage qui se produit dans les vastes plaines et qui donne au voyageur l'illusion de l'ean: que de fois elle a été chantée par les poètes!

C'est une fée vraiment nationale, comme celles qui protégeaient les armées, avertissaient les chefs, et au début de la conversion se mêlaient encore aux apparitions chrétiennes pour prédire à Geiza la naissance de son glorieux fils.

Sur les bords des lacs et des fleuves, on croyait à la présence des merveilles et des esprits des eaux. Dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, les paysans des rives de la Theiss racontaient encore qu'il y avait des femmes vivant dans le fleuve, sortes de nymphes, ou plutôt de sirènes, comme le prouve la légende de la femme au corps de poisson. Certains rochers qui dominent le lac Balaton s'appellent encore aujourd'hui la demeure des fées.

Tout autre était la demeure du vilain vieillard *(rut öreg):* dans un bois sombre, un palais bâti de têtes de mort. Les mauvais esprits et les sorcières étaient servis par des chats noirs et des chiens noirs. Les géants personnifiaient souvent les montagnes, les rochers, la lutte de la plaine et de la mer. Tout ce monde nuisible, dans lequel figuraient des cyclopes, était en lutte continuelle avec le monde des bons esprits.

Ces nombreuses personnifications n'excluaient pas le culte des éléments et des objets visibles: le feu, image ou plutôt manifestation de la

puissance divine; l'eau, envisagée soit dans les sources auxquelles on offrait des sacrifices et près desquelles on enterrait les chefs illustres, soit dans les puissants fleuves divinisés; la terre, mère des hommes; les vents, dont le séjour était la montagne de Nádas, entre Presbourg et Nyitra. Plusieurs animaux fabuleux ou réels, le vautour, le loup, le dragon, le vampire; plusieurs arbres, le noyer entre autres, étaient l'objet d'un culte particulier. Le soleil n'était pas oublié, non plus que la lune et l'aurore, et les chevaux du jour et le cheval noir de la nuit.

Les Magyars croyaient à la divination; ils avaient aussi des magiciens distincts, des devins et des prêtres. Un véritable ordre sacerdotal partageait le pouvoir avec le prince. Les prêtres offraient à la divinité des chants, des prières, des sacrifices de toutes sortes, même des sacrifices humains, dans les bois sacrés, sur les autels. Dans l'ensemble des choses, l'âme humaine conservait son existence indestructible et immortelle; mais elle pouvait revenir sur la terre, surtout si elle avait appartenu à un illustre guerrier. L'âme passait à cheval sous la voûte de la mort, et traversait un pont qui la conduisait au bonheur de l'autre monde; bonheur guerrier comme les funérailles étaient guerrières.

Ainsi pouvons-nous résumer la mythologie magyare de M. Ipolyi. Elle rend compte des anciennes croyances, en tant qu'elles ont laissé des traces dans l'imagination populaire et dans les traditions locales, et du mélange introduit dans les idées du peuple conquérant par son séjour au milieu des populations conquises. Elle renferme d'ailleurs des éléments très anciens et qui présentent bien un caractère original, finnois et magyar. Mais des parasites de toute provenance encombrent cette végétation nationale, parfois difficile à reconnaître; en plus d'un endroit, on croirait lire une analyse des moeurs des Germains, ou une page de mythologie classique, ou un abrégé du catéchisme chrétien.

M. Csengery n'a pas trouvé cette méthode assez sévère; pour découvrir le vrai fond païen, pour le débarrasser des apports successifs dus à des religions différentes, il croit nécessaire de compléter les documents hongrois, peu nombreux ou tardifs, par l'étude des autres mythologies finnoises.

De là des résultats différents sur plusieurs points de ceux auxquels M. Ipolyi a été conduit, et que nous allons exposer à leur tour.

Le ciel, l'eau, la terre, telle est la triple voie dans laquelle s'est engagè le sentiment religieux des peuples altaïques (et surtout des Finnois), tant qu'ils ont vécu de leurs propres idées avant d'être initiés au christianisme. Le ciel est naturellement ce qui les a frappés tout d'abord, et parmi les phénomènes du ciel, le tonnerre, dont le nom, *jumala, jummel, njum* est chez quelques-uns de ces peuples la plus ancienne expression de la divinité.

Mais peu à peu l'idée religieuse s'élargit à la vue de phénomènes et d'objets variés, moins éclatants, mais aussi puissants que le tonnerre.

Dès lors la notion de dieu-tonnerre ne suffit plus, et, dans le ciel lui-même, on est amené à distinguer le dieu du ciel, et le ciel objet ou ensemble d'objets visibles. De nouveaux mots religieux alors prennent naissance: les runes finlandaises, sans négliger l'ancien Jumala, qui revient souvent, et dont le nom sera donné même au dieu du christianisme, reconnaissent maintenant un dieu personnel sous le nom de Ukko, qui éveille dans toute cette famille de langues une idée de paternité et de puissance. C'est le dieu du ciel, maître de la pluie, de la neige, des éclairs, et qui règne sur les nuages, d'où il envoie avec son arc (l'arc-en-ciel), des traits de feu. »Que le trait enflammé de Dieu le frappe!« est une malédiction bien connue en Hongrie comme en Finlande.

Au-dessous du dieu suprême de l'air régnaient, chacune dans sa sphère et sans affecter une hiérarchie polythéiste, les divinités du soleil, de la lune et des étoiles; de même la déesse Aurore et les merveilles de l'air, filles du soleil.

Si le ciel est ce que l'on aperçoit d'abord, la crainte et la reconnaissance, grands mobiles religieux, s'attachent aux sources, aux lacs, aux fleuves qui rafraîchissent les hommes et les troupeaux, qui fournissent le poisson et qui peuvent engloutir.

De là les sacrifices longtemps offerts aux divinités des ruisseaux et des lacs, à la fée des vagues, à la vierge de la cascade, sacrifices plus tard défendus en Hongrie par les rois chrétiens.

Tous ces peuples vénéraient la terre comme une mère bienfaisante; ils étaient arrivés à la personnifier, comme ils avaient fait pour le ciel, indépendamment de la terre visible à tous les yeux. Il y avait aussi des divinités terrestres inférieures, et ces peuplades, qui ne cultivaient pas, mais qui vivaient de la chasse, attribuaient naturellement la plus grande importance aux forêts. Certains bois, certains arbres étaient sacrés.

L'immortalité de l'âme, ou plus exactement la permanence des âmes après la mort, est très anciennement reconnue chez les peuples altaïques. Castrén, dans tous ses voyages, en a trouvé la trace chez les tribus les plus obscures et les plus ignorantes: elles croient que les chamans s'adressent aux morts et leur demandent des conseils. Mais ce n'est pas toujours de l'amour et de la confiance qu'ils témoignent à ceux qui ne sont plus; souvent ils redoutent leur retour comme un mauvais présage, et chez les Tchouvaches qui ferment les cercueils avec un fer rouge pour qu'ils soient plus solidement clos, le fils prie son père de ne plus revenir. C'est là l'idée la plus élémentaire, d'après laquelle l'âme reste dans le tombeau, idée que l'on trouve dans les runes, mais qui a plus tard cédé la place à une autre notion, celle du séjour des âmes dans le *manala.* De ce mot qui signifie »sous la terre«, vient le hongrois *manó,* objet de terreur.

Une multitude d'esprits protecteurs ou nuisibles sont des intermédiaires entre la divinité et les hommes; il en est qui veillent sur les

malades ou qui secourent les voyageurs dans la tempête, les pêcheurs sur le fleuve.

C'est de ces esprits que les prêtres tiennent leur pouvoir de devins et de sorciers.

Les mages *(varázslók)* apparaissent dans l'histoire hongroise lors des derniers efforts contre le christianisne. Le nom de *tátos* que portaient les prêtres de l'ancienne Hongrie ne peut s'expliquer que par le finlandais *taitaa*, savoir.

Tel est l'ensemble d'affirmations et d'hypothèses que M. Csengery oppose à la mythologie magyare de M. Ipolyi. Le reproche qu'on pourrait lui faire, c'est de chercher un peu loin ses renseignements, plutôt en Finlande et en Asie que dans les traditions magyares. Mais sa méthode n'en est pas moins sérieuse, et concluante sur bien des points. Elle n'est d'ailleurs pas absolument inconciliable avec celle de M. Ipolyi.

De l'une comme de l'autre résulte une religion finnoise, bien que rapidement surchargée d'autres éléments; une religion ayant pour caractère essentiel le culte des forces ou des esprits de la nature; mais avec cette disposition à reconnaître un Dieu suprême, et cette croyance en l'immortalité qui ont préparé le triomphe du christianisme.

Tous les historiens ont observé que les invasions barbares suivies de conquêtes durables, par exemple celles des Germains dans les provinces romaines, ont grandement fortifié l'autorité des chefs conquérants. Si l'on compare les institutions politiques des Magyars avant et après leur établissement en Hongrie, on se rappelle involontairement la royauté mérovingienne avant et après les succès de Clovis. Comme Clovis, comme plus tard Guillaume de Normandie, Árpád tirait sa principale force de la conquête elle-même, du droit de distribuer arbitrairement à ses compagnons de victoire les terres des vaincus: l'exercice de ce droit par Árpád et par ses successeurs a été continuel, à en juger par les allusions fréquentes et sans doute incomplètes des chroniqueurs.

Mais la différence qui séparait les vieilles coutumes germaniques de la vie nomade jusque-là pratiquée par tous les peuples altaïques se retrouvait dans le mode d'établissement territorial: ce n'était pas à tel guerrier, mais bien à telle tribu ou famille qu'une certaine région, le plus souvent très vaste, était attribuée.

De là résultait encore que le pouvoir du prince ne pouvait s'agrandir jusqu'au despotisme; car une tribu dans son vaste domaine conserve bien plus d'indépendance que des guerriers isolés.

On respectait d'ailleurs l'ancien pacte juré par le premier duc, ce pacte entouré dans les chroniques de circonstances légendaires, mais dont la réalité est attestée par la tradition nationale: les tribus et les familles, subdivisions de la tribu, les huit tribus et les cent huit familles, conservaient leur existence non seulement sociale, mais politique. Les exigences

de la discipline militaire rendaient aussi absolu que possible le pouvoir du chef suprême en cas de guerre générale, mais elles n'empêchaient pas chaque tribu de faire des expéditions pour son propre compte. D'autre part, la tribu n'étant pas une nation et n'y prétendant en aucune sorte, la Hongrie ne risquait pas de se morceler en un grand nombre de petites républiques guerrières ou de petites principautés; dès cette époque nous remarquons dans ce pays un heureux équilibre de l'unité nationale et de l'indépendance locale qui lui a donné la force de survivre à d'affreux malheurs.

La puissance ducale rencontrait d'autres limites que l'autonomie relative des tribus. D'abord elle n'était pas précisément héréditaire; elle procédait d'une élection ou d'une acclamation, toujours il est vrai dans la famille d'Árpád, mais sans que l'ordre de primogéniture fût rigoureusement consacré par l'usage ou par la loi. Ensuite elle était contrôlée par celle du gylas et du kar-kan, d'un pouvoir judiciaire suprême et de l'assemblée générale des chefs assistés de nombreux hommes libres. Enfin, les vainqueurs n'étaient pas dispersés au milieu des vaincus, comme les Normands le furent au milieu des Anglo-Saxons; ils formaient une masse compacte dans la plaine, au centre du pays, et n'ayant pas à redouter un soulèvement général de la population conquise, ils n'éprouvaient pas le besoin de se ranger sous l'autorité absolue de leur prince.

Aussi voyons-nous que de très bonne heure les souverains de la Hongrie, pour fortifier leur pouvoir, firent venir des étrangers, tantôt des Bulgares, Cumans ou Petchénègues, milices toutes prêtes et n'obéissant qu'au roi, tantôt des chevaliers allemands ou d'habiles politiques italiens, attirés par les présents royaux et par la grande situation où les plaçait aussitôt la faveur royale: fait très important pendant plusieurs siècles de l'histoire hongroise.

Les coutumes sociales étaient en rapport avec les institutions politiques. Tous les membres de la famille et même de la tribu se regardaient comme frères; ils étaient tous libres et tous nobles; c'est là l'origine de la nombreuse petite noblesse qui a toujours été le nerf de la Hongrie. Le mariage était respecté, et la polygamie probablement interdite. Les chefs de famille et de tribu étaient comme les ducs eux-mêmes, à moitié héréditaires, à moitié électifs ou acclamés.

Les terres assignées à la tribu et à la famille par le duc ou par l'assemblée de la Nation, étaient la propriété de tous, même lorsque les diverses branches de la famille se les étaient partagées pour y construire des huttes qui devinrent peu à peu des maisons, et pour y faire paître les troupeaux en attendant la culture.

Les chefs n'avaient pas encore de domaine à part; c'est seulement lorsque le régime de la Hongrie fut devenu agricole que les chefs devinrent propriétaires pour une partie et seigneurs pour le reste. Dans les pre-

miers temps, la tribu ducale, celle qui vivait sous l'autorité immédiate du prince, s'établit au centre de la contrée, du côté de Pesth et d'Albe-Royale, plus riche peut-être, mais sans aucune suprématie.

Les anciens Magyars goûtaient peu le séjour des villes, et longtemps cette vie sédentaire a continué à leur répugner. Longtemps ils laissèrent les villes aux habitants qui les avaient précédés, ou aux colons étrangers qu'ils appelèrent dans leur empire. Maîtres de la plaine, ils se contentèrent d'être les souverains des montagnes sans y habiter, ce qui a fait dire qu'ils avaient détruit les populations de la plaine ou les avaient chassées dans les montagnes.

Les historiens patriotes défendent leurs ancêtres contre ces accusations. Ils soutiennent que les Magyars ignoraient la cruauté contre ceux qui ne résistaient pas; que les seuls prisonniers de guerre devenaient esclaves, et encore avec l'espoir d'obtenir leur liberté; que le régime de la liberté commune n'a disparu que devant le régime féodal.

Quoi qu'il en soit, nous devons regretter de n'avoir pas de documents plus nombreux et plus positifs sur l'état social de cette époque; mais surtout d'avoir perdu jusqu'aux traces de la première culture intellectuelle des Magyars et de leur première industrie. L'archéologie nationale très active depuis quarante ans à Pesth et dans la province, a trouvé bien peu de chose sur cette époque; signalons toutefois le tombeau païen de Veréb renfermant des étriers, des mors, divers objets qui ressemblent à ceux que l'on a trouvés dans les tombeaux livoniens, plutôt qu'à ceux trouvés en Allemagne, avec des pièces d'argent portant le nom de Bérenger, et provenant sans aucun doute des incursions en Italie.

Pas un seul vers ne nous est parvenu de ces chroniques chantées par les bardes Magyars, les *Hegedős,* en l'honneur des héros ou à l'occasion des fêtes de famille joyeuses ou lugubres, des mariages ou des funérailles. L'Église du moyen âge les a proscrites comme entachées de paganisme et propres à en perpétuer les erreurs aussi bien que les souvenirs. Au moins pouvons-nous en affirmer l'importance dans la vie hongroise de cette époque: la musique des tziganes, si populaire encore aujourd'hui, est un lointain écho des vieux hegedős.

Les regrets ne sont pas éternels, et les peuples n'en peuvent pas vivre. Vers la fin du dixième siècle, il fallait que la Hongrie entrât dans une phase nouvelle; de même que les incursions et la guerre presque permanente n'étaient plus possibles, de même les vieilles moeurs, issues du régime nomade, allaient s'effacer devant la civilisation chrétienne des peuples voisins.



Le roi Saint Étienne et son patron céleste.
(Reproduction d'une partie du Manteau antique servant dans les cérémonies du couronnement des rois de Hongrie.)

LIVRE DEUXIEME.

LA HONGRIE SOUS LES ROIS CHRÉTIENS DE LA RACE D'ÁRPÁD.

CHAPITRE PREMIER.

SAINT ETIENNE ET LA CONVERSION AU CHRISTIANISME.

Geiza est le premier des Árpád chrétiens et le précurseur de Saint Étienne; on pourrait le considérer, toutes proportions gardées, comme le Pépin-le-Bref de ce Charlemagne. Il n'est presque aucun trait du règne de son fils que l'on ne trouve au moins indiqué dans son principat: conversion au christianisme, introduction des étrangers, rapports plus fréquents et plus pacifiques avec les nations voisines; il a tout préparé, tout ébauché, sinon tout accompli.

La réputation qu'il a laissée est celle d'un chef dur pour les siens hospitalier et prévenant pour les hommes venus du dehors. Sauf l'expédition accidentelle contre l'Allemagne, dont il a été déjà fait mention, il a évité la guerre, devenue un fléau épuisant pour son peuple. Par là même il fortifiait son pouvoir et préparait la transformation de l'autorité ducale en un système monarchique régulier, car les étrangers appelés, établis, favorisés de toutes manières, étaient prêts à aider leur protecteur contre les chefs des tribus.

Lorsque Tibold de Fanberg et Wenzel de Wasserbourg devenaient les fondateurs de puissantes familles hongroises; lorsque Hunt et Pázmán destinés à armer un jour »du glaive, selon la manière teutonique,« Étienne, fils du roi, étaient retenus amicalement par Geiza, au retour de leur voyage d'outre-mer; lorsque Théodat, exilé d'Apulie, trouvait sur les bords du Danube une patrie nouvelle, c'étaient autant de menaces pour le régime primitif des clans magyars.

La prédication du christianisme devait nécessairement accompagner cette infiltration des races étrangères: elle en était à la fois la condition et le résultat. Geiza n'a pas eu besoin pour devenir chrétien de l'influence attribuée plus tard à sa première épouse Sarolta, qui était simplement une fille du prince Gyula, de Transylvanie, et non pas une princesse byzantine. Plus réelle a été sans doute l'influence de la seconde épouse de Geiza, Adélaïde de Pologne, soeur du grand-duc Miczislas. Pour la première fois une chrétienne était appelée à partager la rude existence des conquérants asiatiques: la nouveauté même du fait assurait son crédit, pour peu qu'elle fût habile; elle monta à cheval, but, chassa aux côtés de son époux, qu'elle rendait chaque jour plus favorable aux étrangers et aux chrétiens.

Sans parler des nouveaux venus, dont l'introduction commençait à peine, il est probable que les races vaincues de la Hongrie avaient en grande partie renoncé au paganisme, surtout à droite du Danube, dans l'ancienne Pannonie. Toutefois on doit remarquer que les contemporains nveisagent la conversion de toutes ces régions, bien que facilitée par les vaincus demeurés fidèles, comme une oeuvre entièrement nouvelle à entreprendre.

Les Grecs, les Allemands, les Slaves se la disputaient. L'Église d'Orient, nous l'avons vu, avait fait le premier pas; le second était réservé au Saint Empire et à l'Église allemande. Ce fut une des dernières pensées du glorieux Otton-le-Grand, qui envoya à Gran, Bruno, évêque de Verdun. Peu après (975) Pilgrin, évêque de Passau, réclama cette tâche comme lui revenant de droit; il se croyait assuré de l'accomplir.

»La terreur qu'inspirait cette nation, écrivait-il au pape Benoît VII, a longtemps rendu le pays inaccessible aux prédicateurs de mon diocèse et d'autres provinces; mais Dieu a daigné ouvrir cette porte. Beaucoup de Hongrois m'ont prié de venir chez eux ou d'y envoyer des évangélistes. Les chrétiens du pays osent construire des oratoires et délier leur langue captive en l'honneur du Seigneur. Les barbares n'empêchent point de baptiser leurs sujets, ils laissent les prêtres libres d'aller où ils veulent. On peut regarder le peuple hongrois presque tout entier comme disposé à recevoir la foi.«

La cour de Rome avait, à plusieurs reprises, déclaré les évêques de Passau successeurs de l'archevêché détruit de Lauriacum, notamment quant

à l'évangélisation de la Pannonie. Cette fois Benoît VII se pressa un peu trop d'annoncer aux évêques de Gaule et de Germanie la conversion des Hongrois. Geiza lui-même n'avait pas quitté ses anciens dieux : il se disait assez riche pour sacrifier à deux cultes.

Les vrais apôtres de la Hongrie ne furent ni des Italiens, ni des Allemands, ni des Grecs ; ce furent des Slaves de Bohême. L'évêque de Prague que les Tchèques appellent Wojtech, celui-là même que les documents ecclésiastiques nomment Saint Adalbert, vint trouver Geiza dans les dernières années de son règne. Suivant une légende très répandue depuis, une vision aurait annoncé au duc magyar l'arrivée de ce saint personnage et lui aurait ordonné de le bien recevoir.

Wojtech acheva la conversion du prince et de sa cour barbare ; il baptisa sous le nom d'Etienne l'héritier du prince, Waïk alors âgé de vingt ans. Il parcourut le pays, luttant par les seules armes de la persuasion contre le paganisme soit des Slaves soit des Magyars, aidé par l'autorité ducale dans la construction des églises, aidé aussi dans la prédication par d'autres ecclésiastiques venus de Bohême.


La reine Gisèle.
(D'après le Manteau du couronnement.)

Le succès fut certainement plus complet auprès des Slaves conquis, naturellement disposés à écouter leurs frères par la race et par la langue, qu'auprès des Magyars conquérants, dédaigneux de la religion de leurs sujets. Adalbert porta ensuite son ministère sur les bords de la Baltique, où il devait mourir pour sa foi.

La famille arpadienne, tout-à-fait acquise au culte nouveau, conclut de nombreuses alliances avec les familles souveraines de l'Europe chrétienne : si l'une des filles de Geiza devint l'épouse d'Aba, simple prince Kabar, une autre épousa Boleslas le Brave duc de Pologne, une troisième, le doge de Venise Urseoli : elle a laissé chez les Vénitiens, habituellement pleins de mépris pour les barbares et peu disposés à admirer des princesses étrangères, une durable réputation de beauté.

Quant au néophyte Étienne, il épousa la bavaroise Gisèle, qui devait fortifier l'influence occidentale et latine sur la civilisation magyare. Bientôt la mort de Geiza (997) lui laissa le pouvoir ducal, bien plus fort qu'au moment de la conquête.

Les circonstances n'étaient pas moins favorables au dehors. Otton III était tout entier à ses vastes projets impériaux, pendant que les deux Boleslas, celui de Bohême et celui de Pologne, étaient, comme le russe Wladimir, occupés dans leurs propres États, et que l'Empereur Basile contenait avec peine les ambitieux chefs de ses armées. Le règne d'Etienne en fut plus facile, et malheureusement il en est resté aussi plus obscur : les

relations politiques et guerrières avec les peuples étrangers étant devenues très rares, les sources étrangères, si précieuses jusque-là et si précieuses depuis, font presque entièrement défaut. Elles sont désavantageusement remplacées par des légendes tardives, travaillées elles-mêmes et remaniées arbitrairement par plusieurs générations de chroniqueurs préoccupés des causes à soutenir plus que de la vérité des faits. Une biographie du premier roi magyar est donc nécessairement en partie conjecturale. Heureusement des lois authentiques permettront d'apprécier plus sûrement son oeuvre que sa personne et que les évènements de sa vie.

Pendant les trois premières années, Etienne fut un simple duc comme ses ancêtres, mais il travailla déjà à étendre partout son autorité suprême, en même temps que le christianisme. Ce ne fut pas sans résistance. Dans le pays de Somogy, au sud du lac Balaton, dominait le puissant chef Koppány, fils de Zirind le Chauve, qui prit les armes au nom de l'ancienne



Pièces d'argent de Saint Étienne.

liberté et des anciens dieux; nul doute que les partisans de cette double cause n'aient afflué dans son armée de toutes les régions de l'empire Magyar. Le prince Etienne avait pour lui et sous ses ordres, avec les Hongrois chrétiens, de nombreux étrangers, et il s'annonçait comme devant briser les fers des esclaves chrétiens.

La bataille s'engagea sur les bords du Danube. Étienne aurait fait voeu d'enrichir avec les dépouilles de son ennemi le couvent de Saint-Martin, élevé par son père sur le mont de Pannonie. Koppány reçut, dit-on, le coup mortel de Wenzel de Wasserbourg, et son corps fut écartelé par l'ordre du vainqueur qui en aurait fait exposer les membres aux portes des principales villes, afin d'avertir les rebelles et les ennemis de la foi.

Cette victoire dut contribuer à la rapide propagation, au moins apparente et extérieure, du christianisme. Un chef Petchénègue, nommé Thonusoba, ne pouvant supporter ce spectacle, aurait protesté non par les armes, mais par le suicide: preuve du découragement des païens. Étienne, devenu

un souverain incontesté, voulut mettre le sceau à sa puissance intérieure, et du même coup à l'alliance de son peuple avec les nations chrétiennes, en revêtant le titre de roi et en recevant une couronne.

Nous touchons ici à l'histoire la plus obscure bien que la plus souvent répétée, celle de la mission du religieux Astric à Rome et de la double couronne de la nouvelle royauté.

Voici d'abord le fait incontestable. Le Français Gerbert d'Aurillac, devenu le pape Sylvestre II, régnait à Rome en l'an mil. Les envoyés de Boleslas le Brave étaient en instance auprès de lui pour obtenir la proclamation de leur maître comme roi de Pologne, ce qui déplaisait à Otton III, l'impérial élève de Gerbert, à cause de ses prétentions à la suzeraineté des peuples slaves.

Sur ces entrefaites, le moine Astric arrive des monts de Pannonie. Silvestre II reconnaît le duc Étienne à titre de roi de Hongrie, et remet à son envoyé le diadème destiné d'abord au prince polonais, non sans féliciter le successeur d'Árpád de son zèle apostolique et non sans lui laisser la pleine liberté d'achever son oeuvre en fondant des évêchés et des abbayes. Le 15 août le premier roi est solennellement couronné à Gran, qui devenait le Canterbury magyar.

Alors s'ouvre une ère nouvelle: la nation hongroise devint pacifique. Bien qu'engendrée par des pères farouches, elle craint Dieu: elle est pieuse et accepte les travaux domestiques.

Lorsque la nation hongroise fut chrétienne, et que l'oeuvre de conversion se trouva terminée, il ne resta plus qu'à se faire une place honorable au sein de l'Église universelle: Saint Étienne entama à Rome des négociations avec le pape; malheureusement nous n'avons aucune relation authentique ni sur les circonstances dans lesquelles elles eurent lieu, ni sur la manière dont elles furent conduites. Ce n'est que dans la légende d'Hartvik, écrite un siècle plus tard, que nous trouvons un exposé détaillé des faits et gestes de la première ambassade hongroise à Rome.

Voici le récit d'Hartvik: »Quatre ans après la mort de son père. Étienne, touché de la grâce divine, envoya auprès des apôtres le prélat Astric, connu aussi sous le nom d'Anastase, afin d'obtenir du successeur de Saint Pierre, du prince des apôtres, sa bénédiction pour les chrétiens des parages de la Pannonie, récemment convertis, la transformation de l'Église de Strigonie en archevêché ainsi qu'une nouvelle reconnaissance des autres évêchés. En même temps, Étienne fit demander pour lui-même par son ambassadeur un diadème royal qui lui permettrait de mener à meilleure fin et de rendre plus durable l'oeuvre entreprise avec l'aide de Dieu.«

C'était assez pour que l'on pût en conclure que la Hongrie devenait un état vassal du Saint-Siège, ainsi que le fut longtemps le royaume de Naples. Mais, il est bien certain qu'une telle assertion serait inexacte. Pour-

quoi considérer la légende d'Hartvik comme digne de foi? Ne date-t-elle pas de l'époque qui suivit le pontificat de Grégoire VII et où le pouvoir temporel des papes atteignit son apogée, ce qui nous permet de la suspecter, d'entrevoir des confusions, des inexactitudes, si fréquentes chez les écri-



La couronne envoyée par l'empereur de Byzance Michel Dukas.

(Partie inférieure de la sainte couronne.)

vains de cette époque? La papauté n'était pas encore assez puissante au temps de Sylvestre II pour imposer sa suzeraineté à un pays comme la Hongrie; d'ailleurs, elle n'avait donné à la royauté hongroise qu'un simple titre et non point un pouvoir ou des domaines, ce qui exclut toute idée de sérieuse vassalité.

Le pape ne fit que consacrer un fait accompli en reconnaissant la monarchie hongroise et en envoyant une couronne de roi à Saint Étienne.

La couronne primitive de Saint Étienne, surmontée de la double croix inclinée, se compose de huit lames d'or émaillées, représentant chacune la figure d'un apôtre. La tradition trouve encore ici une confirmation : les émaux remontent au temps de Sylvestre II, tout au moins à la fin du X-ème siècle pour tout archéologue.

Mais cette couronne ne forme plus que la partie supérieure de la



Couronne de Saint Étienne.
(Partie supérieure de la sainte couronne)

couronne actuelle des rois de Hongrie. On souda plus tard à la couronne, donnée par Sylvestre et à forme de calotte, la couronne ouverte que Geiza I. avait reçue en 1073 de l'Empereur grec Michel Dukas et dont le style, les inscriptions grecques, les dessins représentant quatre saints vénérés des orthodoxes, décèlent à première vue son origine byzantine ainsi que son époque.

En symbole de son activité, Saint Étienne reçut de Sylvestre II une croix apostolique, dont l'original a malheureusement disparu. Aussi une double croix apostolique figure-t-elle dons les anciens sceaux et porte-t-on

aujourd'hui devant les rois de Hongrie durant les grandes cérémonies une croix d'argent. Mentionnons incidemment quelques objets qui sont les accessoires de la couronne pendant les couronnements : *le manteau,* chape brodée par la reine Gisèle pour l'église de Székesfehérvár (Albe-Royale) ; *le sceptre* datant probablement du temps de Saint Étienne et *le globe,* donné sans doute par Louis-le-Grand ; *l'épée droite,* dont l'origine remonte non à Saint Étienne, mais à trois cents ans tout au plus ; enfin, les souliers et les bas, rappelant l'époque de Mathias Corvin.

Tous ces objets, antiques et vénérés, sont gardés, ainsi que la couronne, dans un simple coffrefort que fit fabriquer Mathias VI et conserve le trésor de la cathédrale d'Esztergom.

Passons aux droits que Saint-Étienne se vit accorder par le pape et que l'on connaît sous le nom de »jus patronatus«. Le roi de Hongrie dispose des biens importants qui appartiennent à l'Eglise ; il dispose également des biens moins importants, quand ceux-ci ne sont soumis à aucun autre patronat. Ainsi donc, il nomme tout archevêque, évêque, chanoine, abbé séculier ou écclésiastique, doyen tant effectif que temporaire.

Sans attendre l'approbation du pape, qui ne concerne que la juridiction, les archevêques et évêques, sitôt nommés, exercent leurs fonctions, jouissent des l'usufruit des biens écclésiastiques et des droits que leur reconnaît la constitution nationale. On ne saurait dire que le roi présente des candidats ou qu'il postule en leur faveur : il fait des nominations au sens le plus étroit du mot.

Le roi peut déplacer tout bénéficiaire, comme il peut créer de nouveaux archevêchés et évêchés, avec l'approbation du pape ; à son gré, il partage les diocèses ou ne nomme qu'un seul titulaire. Il lui est, généralement, loisible de créer ou de supprimer des bénéfices écclésiastiques. Une fois supprimés, il les emploie à de bonnes oeuvres. Il est libre d'appeler des ordres religieux dans le pays ou de les en expulser. Les revenus des archevêchés et des évêchés vacants sont à sa disposition ; il en fait bénéficier les oeuvres d'utilité publique.

Enfin, en sa qualité de suprême protecteur et défenseur de l'Église catholique, le roi de Hongrie peut mettre sous séquestre les bénéfices ecclésiastiques, et surveille l'emploi, conforme aux introductions des testataires ou donataires, des fondations pieuses ainsi que des fonds destinés à entretenir le culte et l'enseignement.

Il est certain qu'Étienne exerça ces droits, et que ses successeurs les ont considérés comme leur appartenant. Il n'a même pas attendu ses négociations avec la cour de Rome pour défendre contre le clergé allemand l'indépendance de la naissante Église de Hongrie. Afin d'écarter les prétentions des évêques de Passau appuyées jusque-là sur l'acquiescement des papes, il institua l'archevêché primatial de Gran et l'évêché de Kalocsa, qui devint ensuite le second archevêché du royaume, ce que le siège d'York était en Angleterre.

Depuis l'an 1000 furent fondés successivement les diocèses de Pécs (Fünfkirchen), de Weszprim, de Csanád, de Bács, de Győr (Raab), d'Erlau, de Transylvanie, peut-être aussi ceux de Nagyvárad (Grosswardein), de Vácz et de Nyitra, bien que la date de ces trois derniers soit contestée. La carte ecclésiastique du royaume a été fort peu modifiée depuis, si ce n'est au temps de Marie Thérèse.

Beaucoup de Magyars s'indignaient de devenir en quelque sorte les sujets de prêtres pour la plupart étrangers, malgré le soin que mettait le roi à préserver l'indépendance nationale de l'Église. La petite cour barbare de Gyula-le-Jeune, prince de Transylvanie, était le foyer de toutes les résistances ; le christianisme de l'Église grecque, répandu chez les Valaques du pays, était combattu par ce petit souverain, descendant de Tuhutum, qui faisait alliance avec les Petchénègues de Moldavie.

En revanche les Székely s'allièrent avec le roi qui entreprit une campagne victorieuse dans cette région de vallées fertiles et de montagnes abondantes en richesses de toutes sortes (1002). Gyula fut fait prisonnier avec sa famille et n'obtint sa liberté qu'en se soumettant au baptême. La profession extérieure du christianisme fut également imposée aux habitants de toute race.

Étienne ne se borna pas là ; il réunit entièrement la Transylvanie à son royaume, la faisant gouverner par un simple voïvode, et y établissant, d'une part un évêché, d'autre part une colonie de Bavarois venus avec la reine Gisèle. Puis il marcha contre Kean, chef des Petchénègues, le tua et pilla son camp. Quelques années plus tard, le dernier prince un peu indépendant, le dernier successeur de Glad, chef bulgare, périt dans une lutte dont les détails sont mal connus : l'unité du royaume sous le sceptre de Saint Etienne était désormais accomplie.

Les relations avec les deux Empires d'Orient et d'Occident, furent assez longtemps pacifiques. Elles furent même amicales avec l'Allemagne tant que vécut l'Empereur Henri II, duc de Bavière et beau-frère de Saint-Étienne. Lorsque Bruno, frère de Henri, eut échoué dans une tentative de révolte, il se réfugia auprès du roi de Hongrie qui réussit à ménager une réconciliation. Mais l'avènement de Conrad le Salique (1024) fut le signal d'une hostilité de plusieurs années, que diverses causes contribuèrent à envenimer.



Épée de Saint Étienne.
(Dans la cathédrale de Prague.)

D'abord Étienne crut pouvoir profiter de certaines rivalités pour mettre la main sur la Moravie, que les Hongrois avaient occupés autrefois, et Conrad se trouva gravement offensé, comme suzerain de cette province. Ensuite le nouvel empereur donna le duché de Bavière à son fils Henri, au mépris des droits réclamés par l'évêque Bruno et par le prince magyar Emmerich, l'un frère, l'autre neveu de Henri II. En troisième lieu, Conrad voulait obtenir pour son fils Henri la main d'Agnès, princesse byzantine, et il avait chargé l'évêque de Strasbourg de cette négociation : or le roi de Hongrie redoutait une alliance entre les deux cours impériale, surtout depuis la récente destruction de l'empire Bulgare par Basile II, destruction qui exposait le royaume magyar au voisinage immédiat des Byzantins encore redoutables dans leur décadence. Il crut donc pouvoir refuser le passage à l'évêque de Strasbourg.

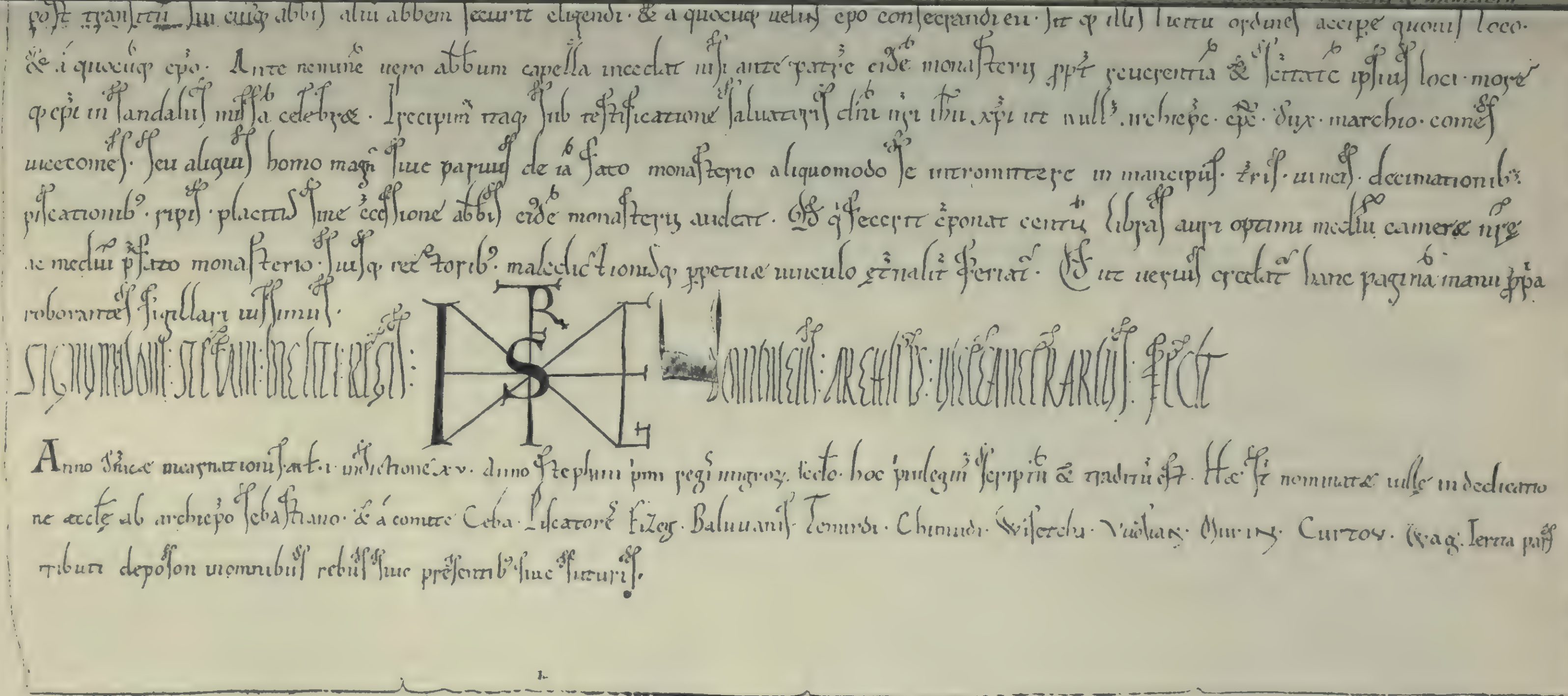
Cette querelle, dans laquelle les torts étaient partagés, sembla tourner d'abord à l'avantage des Hongrois qui envahirent la Bavière (1028). Mais dans les deux années suivantes ils eurent contre eux non seulement le jeune duc, mais l'empereur et de nombreux Tchèques, commandés par le prince Bretislas : la Hongrie fut envahie et ravagée à son tour, malgré le zèle des évêques et des moines pour la cause de leur roi. Étienne revint alors à sa politique pacifique ; il profita du premier découragement de ses ennemis pour traiter avec eux, renonçant à toute prétention sur la Bavière, et acceptant la March pour frontière du nord-ouest, ce qu'elle est encore aujourd'hui. Conrad se réconcilia si bien avec le vieux roi magyar, qu'il ne tarda pas à faire un séjour dans son palais (1033).

Les travaux législatifs et d'organisation, véritable gloire de Saint-Étienne, n'avaient pas été longtemps interrompus par cette guerre. Son occupation favorite était de fonder des églises et des monastères : il ne l'oubliait pas même pendant ses campagnes, car le butin trouvé dans le camp des Petchénègues servit à construire la grande église d'Albe Royale qui fut pendant cinq siècles le lieu de couronnement et le tombeau des rois magyars, à la fois leur Reims et leur Saint-Denis.

Le pieux roi aimait, comme la reine Gisèle, comme leur fils Saint Emmerich, visiter en personne les constructions religieuses pour lesquelles il avait fait venir des architectes de Byzance et d'Italie ; il en faisait le tour, il les examinait intérieurement pour s'assurer qu'on les bâtissait solidement et avec les ornements convenables. Quoique la Hongrie fût décidément acquise à l'Église latine, tout élément oriental n'en était pas encore exclu : si le comte Sanseverino venait fonder une abbaye à Tata, un autre monastère était créé à Weszprim par des religieuses grecques, qui recevaient de la royauté des donations et des diplômes écrits dans leur langue.

Quelques-unes des églises et des maisons conventuelles possédaient des écoles, dont les plus élevées formaient des clercs théologiens ; peut-être

In nomine domini dei summi Stephanus superna providente clementia Ungrorum rex. Credimus et vere scimus
quia locis divino cultui mancipatis potestates atque honores adaugmentaverimus, id non solum laude humana predicandum, verum divina mercede remune-
randum. Quo circa omnium sancte dei ecclesie fidelium tam presentium quam futurorum sollers cognoscat intentio, quod nos intuentes consilio et consensu domni
Anastasii abbatis de monasterio sancti Martini in monte supra Pannoniam sito, ab genitore nostro incepto, quod nos pro dei subsidio ob anime nostre reme-
dium pro stabilitate regni nostri ad finem perduximus, talem concessimus libertatem, qualem detinet monasterium sancti Benedicti in monte Cassino, quia per
orationes sanctorum fratrum eiusdem monasterii consiliante domno Anastasio prescripto abbate et viget adiuvante confortati et laureati sumus. Singulare namque suffragium
quod per merita beati Martini in puericia mea expertus sum, memorie posterorum tradere curavi. Ingruente namque bellorum tempestate, qua inter Theotonicos et
Ungaros seditio maxima exarserat, precipue cum civilis belli ruina urgerer, volente comitatu quodam nomine Sumigiense paterna me sede repelle-
re, quod fluctuanti animo consilii darem, quaque me verterem, tanta tactus verecundia, astantibus ducibus videlicet Poznano, Cuntio, Orzio, domno quoque
Dominico archiepiscopo votum vovi sancto Martino, quod si de hostibus interioribus et exterioribus eius meritis victor existerem, supranominati comitatus decimationem
de omnibus negociis predus, terris, vineis, segetibus, vectigalibus, unumque hospitum, quod in prediis eorum excresceret, ne parrochiano episcopo pertinere videretur, sed
magis abbati eiusdem monasterii sub testimonio prefatorum ducum multorumque comitum absque ulla mora subiugarem. Denique postquam cogitatum victoria potirer,
quod animo revolveram operis efficatia complere studui. Necdum enim episcopatus et abbatie preter ipsum locum in regno Ungarico stantes erant. Quod si vos
fideles licuit in quo volui loco episcopatus et abbatias statuere, an non licuit cuipiam loco quod volui ut facerem? Et ne adhuc ecclesia sancti Micha-
helis vacua esse videretur, vel episcopo parrochiani iniurias querimonias ve in collectione decimationis pateretur, ea curte que vocatur Cortou cum
hominibus eidem pertinentibus tradidi. Quod si ipse contra mea statuta quod inique agere vel adquirere voluerit, ante dominum iudicem vivorum et mortuorum in
die iudicii [illegible] mecum sciat. Adhuc autem subiungens dico: Sit idipsum monasterium ab omni inquietudine remotum, habeant quoque monachi



CHARTE DE LA FONDATION DE L'ABBAYE DE PANNONHALMA.

Impr. Athenaeum.

même le *studium generale* de Weszprim date-t-il de cette époque? Mais la Hongrie ne fut pas alors, et même ne fut dans aucune période du Moyen Age, un foyer de vives discussions théologiques, bien que les opinions de Bérenger sur l'eucharistie ne soient pas sans y avoir éveillé quelque attention.

Elle reçut, non sans résistance mais sans dispute et sans examen, les doctrines et les principes ecclésiastiques qui, en l'an mil, avaient triomphé dans la chrétienté tout entière: elle n'opposa pas Rathramn à Pascase Radbert, ni l'indépendance de l'épiscopat aux fausses décrétales, pourvu toutefois q'une seule chose fût préservée, l'indépendance de la nation. C'est seulement la Réforme du seizième siècle qui a fait éclore la vie théologique chez ses adversaires comme chez ses partisans; la Hongrie écclésiastique du Moyen Age a été beaucoup plus pratique et politique que tournée vers les recherches de la science et de la pensée religieuses. En revanche le peuple dont nous étudions l'histoire est plus que tout autre demeuré à l'abri du fanatisme: les horreurs qui, à diverses époques, y ont été commises au nom de la foi doivent presque toujours être imputées à des étrangers.

Pendant tout le onzième siècle, et plus tard encore, libres dans leur commerce et dans leur culte, purent subsister de nombreux juifs et quelques musulmans.

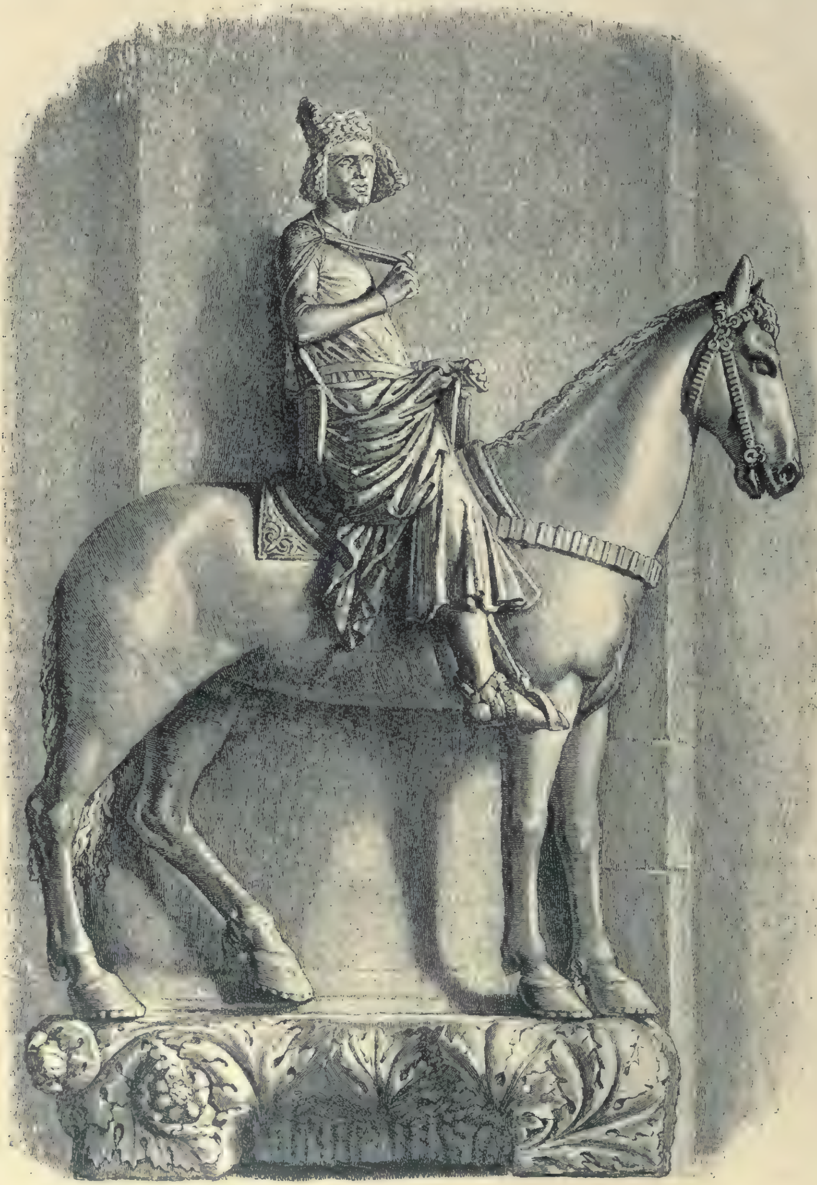
Cette tolérance relative et de fait ne s'étendait pas au paganisme national, qu'Étienne voulait exterminer. Il crut y arriver sûrement à force d'exigences fiscales et de pénalités. Outre le paiement des dîmes, les villages ou domaines d'une certaine étendue devaient se cotiser dix par dix pour construire et entretenir une église, et pour lui assurer des terres, des chariots traînés par des chevaux et conduits par des valets, six boeufs, deux vaches, trente têtes de petit bétail. Qui n'observait pas les fêtes et le carême jeûnait huit jours en prison. Qui troublait le service divin était fouetté et tondu. Qui n'observait pas le dimanche se voyait dépouiller de son bétail et de ses vêtements, à moins de les racheter »par sa peau«, c'est-à-dire par une bastonnade.

Ceux qui s'écartaient de la religion chrétienne devaient être avertis plusieurs fois par l'évêque, puis livrés à la justice laïque. Enfin celui qui n'était pas baptisé ne recevait pas de sépulture honorable.

La royauté, prodigue de menaces contre les laïques dont la conversion se faisait attendre ou dont la soumission paraissait peu sincère, était prodigue de ses dons à l'égard des monastères plus encore que du clergé séculier.

La seule abbaye de Pécsvárad (en latin *ad radices montis ferrei)* ne possédait pas moins de onze cent *mansiones* groupés en quarante *villae*, mesures carolingiennes adoptées dans le nouveau royaume. Pour le service de ses champs et de ses bâtiments, le même monastère avait six cents

charretiers ou cavaliers, plus de cent vignerons et quantité d'autres domestiques, dont l'énumeration permet de reconstruire par la pensée le plan de cette abbaye, certainement pareille à l'abbaye de Cluny, et rendant les



Statue, dite de Saint Étienne dans la cathédrale de Bamberg.

mêmes services à l'agriculture. Comme en France, quelques domestiques étaient consacrés à recevoir et à soigner les malades et les voyageurs. Étienne songea aussi à ménager des refuges de ce genre aux pèlerins hongrois

qui se rendraient en Italie ou en Terre Sainte: des hospices furent bâtis pour eux à Ravenne, à Rome et à Jérusalem.

Les immunités du clergé furent à peu près les mêmes en Hongrie que dans le reste de l'Europe, si ce n'est que les droits du roi sur l'Église, ou plutôt exercés par lui dans la direction de l'Église, étaient plus étendus que dans aucun autre pays au onzième siècle. On ne pourrait guère les comparer qu'au gouvernement ecclésiastique de Charlemagne: c'était moins des synodes, bien qu'il y en ait eu un très important en 1016, dans la ville primatiale, que des assemblées nationales que sortaient les lois royales; c'étaient moins des décrets de concile que des capitulaires qui réglaient et organisaient les intérêts religieux.

Les biens du clergé étaient placés par une loi formelle sous la protection directe du monarque, au même titre que les biens de la couronne. C'était le roi qui s'occupait de fournir les vêtements sacerdotaux et les vases sacrés. Sous l'autorité royale et sans aucun rapport direct avec la cour de Rome, les évêques avaient toute la puissance que leur attribuaient les autres pays de l'Église latine. Ils avaient seuls qualité pour juger les prêtres, contre lesquels le témoignage d'un laïque ne pouvait être reçu dans aucun cas.

On voit que l'organisation ecclésiastique de Saint Étienne était calquée, en partie sur l'Allemagne ou la France de son temps, en partie sur ces mêmes pays au temps de la grande monarchie franque.

Le même mélange se retrouve dans l'organisation séculière: s'agit-il de l'état de la plupart des terres et de la plupart des personnes, nous sommes en pleine féodalité; s'agit-il de la puissance gouvernementale et des conditions dans lesquelles elle s'exerce ainsi que la puissance législative, nous revenons deux ou trois siècles en arrière, au temps des Capitulaires et des Champs de Mai.

Il n'y a pas seulement là imitation inconsciente, résultant de la nature des choses: »Nous avons imité les Augustes anciens et modernes«, dit formellement le préambule des lois d'Étienne.

Comment, d'après quelle procédure législative, ces lois étaient-elles rendues? Il n'est pas facile de répondre explicitement à cette question, car nous ne possédons ces documents ni dans leur totalité, ni dans leur ordre chronologique, mais seulement tels qu'ils ont été codifiés plus tard en deux livres. Il est cependant très probable, d'après les renseignements contenus et dans ces livres même et ailleurs, que les lois étaient soumises, d'une part, à un conseil formé de grands seigneurs et de prélats, d'autre part à de grandes assemblées, convoquées sans intervalles réguliers, où se rendaient ceux des hommes libres qui voulaient et pouvaient s'y rendre. Mais ce serait devancer les temps que de se figurer une monarchie constitutionnelle, même une monarchie constitutionnelle du Moyen Age, telle que l'Angleterre le fut depuis 1215, et la Hongrie depuis 1222.

Le régime de liberté barbare et de fédéralisme patriarcal n'existait plus, et le régime représentatif n'existait pas encore ; de sorte que nécessairement le roi gardait la plénitude du pouvoir, et n'en partageait que l'apparence avec deux assemblées mal définies quant à leur composition et quant à leurs prérogatives.

On peut bien voir là l'origine de la Chambre des magnats et de celle des députés, mais non point encore l'existence et l'action véritables de ces deux conseils.

Nous pouvons maintenant étudier l'état des personnes et des terres tel que l'avaient déterminé l'établissement de l'épiscopat, l'immobilité succédant aux longues incursions, la décadence rapide du régime des tribus, l'introduction des étrangers et des coutumes occidentales, enfin l'institution de la royauté héréditaire. Au sommet de la hiérarchie, et à une grande distance des têtes les plus hautes, nous trouvons la personne sacrée du roi. Celui qui a conspiré contre elle ne trouvera pas de refuge même auprès de l'église, qui devra le frapper d'anathème ainsi que les complices et que les non-révélateurs.

Après elle, après les personnes du sang royal, viennent les dignitaires favorisés de la confiance souveraine.

Le premier d'entre eux est le palatin (Nádor) qui est à la tête de l'ordre séculier comme l'archevêque primat de Gran est à la tête de l'ordre ecclésiastique, et dont la charge, alors limitée à la cour et à quelques services judiciaires, deviendra plus tard une sorte de lieutenance générale du royaume.

Viennent ensuite le chancelier, qui était toujours un évêque, et le *comes curialis regis,* dont l'emploi grandira jusqu'à devenir celui de juge du pays, *Országbiró.*

C'étaient encore d'assez hauts dignitaires que ceux qui administraient les comitats, division nouvelle du territoire, dont voici l'origine. Le premier partage du sol conquis s'était fait entre les diverses tribus magyares ; il avait quelque chose d'instable comme la résidence même des guerriers conquérants, et depuis que la place des familles éteintes avait été prise par des étrangers ou reprise par les anciens possesseurs du pays, une nouvelle, répartition du territoire était devenue indispensable. Etienne y apporta les idées d'ordre et d'unité qui dirigeaient tout son gouvernement : il y eut une soixantaine de circonscriptions à peu près égales, chacune ayant pour centre une des principales forteresses *(vár)* bâties depuis la conquête dans le but de la consolider. De là le nom de *Vármegy* donné à ces circonscriptions que l'on appela en latin *Comitatus,* et en allemand *Gespanschaft,* à cause du titre porté par le gouverneur qui représentait le roi. Le titre latin venait du mot *comes* pris dans le sens administratif de l'Empire romain ou de la monarchie mérovingienne, plutôt que dans le sens féodal ; le titre magyar était celui d'*ispán* certainement dérivé du

jupan slave, et qu'adoptèrent les Allemands non sans en modifier les premières lettres.

Ces représentants du roi dans les comitats, formèrent depuis, avec les descendants des familles princières et les possesseurs de grandes terres, appelés eux aussi *comites*, la haute aristocratie, l'ordre des *főrendek*, des magnats.

La petite noblesse était beaucoup plus nombreuse, et n'était d'ailleurs pas séparée de la haute noblesse par une barrière infranchissable, car la faveur du roi ou des services éclatants suffisaient pour s'élever de l'une jusqu'à l'autre.

La noblesse, dans son ensemble, n'était pas non plus considérée comme essentiellement différente des simples hommes libres, car elle n'était pas encore strictement héréditaire, et l'on y entrait par les services rendus. Sans doute la classe des simples hommes libres, des *vulgares*, tendait toujours plus à se décomposer, en petite noblesse d'une part, et de l'autre en une sorte de colonat précurseur du servage ; mais on n'en était pas encore là. Le simple homme libre n'était pas dépouillé de tout droit politique, il pouvait aller aux assemblées, il fournissait le service militaire comme le noble qui n'était peut-être pas encore séparé de lui par des immunités fiscales, et qui ne l'était certainement pas encore par des lettres de noblesse ou des armoiries.

Une catégorie d'hommes libres déjà tout-à-fait spéciale était celle des habitants des villes, étrangers en grande partie, qui commençaient à les constituer sur le modèle des cités allemandes. Ils élisaient leurs magistrats et leurs prêtres sous la seule autorité du roi, auquel ils devaient en revanche un léger impôt et quelques soldats, et qu'ils devaient héberger avec sa suite lorsqu'un voyage l'amenait dans leurs murs. C'étaient à quelques égards de véritables colonies d'*hospites*, car ils portaient légalement cette désignation caractéristique, et ils rendaient de grands services au commerce du pays.

Au plus bas de l'échelle sociale se plaçaient les esclaves proprement dits, car Saint Étienne ne supprima pas l'esclavage tout en faisant son possible pour l'adoucir et en préparer l'extinction par des affranchissements individuels. Ils étaient encore nombreux, et même se recrutaient par la guerre ou par les condamnations, les lois d'Étienne conservant la peine de la servitude. Le maître était responsable dans le cas où son esclave tuait l'esclave d'un autre : il devait réparer le dégât, remplacer l'esclave tué. C'était donc le pur et simple esclavage antique. Mais la même loi sociale qui s'est fait sentir en occident lors de la lente formation du régime féodal, devait rapprocher constamment et finalement confondre les esclaves et les plus malheureux des simples hommes libres.

Quant aux classes intermédiaires entre la pleine liberté et le complet esclavage, on ne peut les comprendre si l'on ne connaît pas l'état des

terres. Elles se partageaient en deux grandes catégories à peu près égales: les biens particuliers et les biens du royaume. Les biens particuliers, véritables alleuds des anciens possesseurs et surtout des conquérants, étaient garantis par les lois, avec le droit de les transmettre en tout ou en partie à sa femme, à ses fils et filles ou à l'Église; en effet ces biens n'appartenaient pas en commun comme autrefois aux »familles«, la propriété était devenue individuelle. Mais la moitié peut-être du territoire était restée la propriété du royaume, surtout près des frontières et autour des châteaux centres des comitats. Ces terres-là étaient données en fief par le roi, soit à des seigneurs laïques, soit aux évêchés et abbayes, qui devaient en revanche fournir les services féodaux en usage dans tous les pays; les prélats hongrois qui étaient souvent des personnages politiques, ont très souvent aussi cru de leur devoir de figurer en personne sur les champs de bataille au lieu d'envoyer simplement leurs vassaux. Les terres du royaume données à l'Église devenaient bien des fiefs inaliénables d'une nature spéciale, mais ne perdaient pas leur caractère de fiefs.

C'étaient ces vassaux indirects du roi qui formaient des classes de personnes possédant des droits divers et compliqués. Il y en avait d'abord deux qui avaient quelque chose de noble et d'élevé, sans conserver la plénitude de la liberté personnelle. C'étaient d'une part les serviteurs libres ou même nobles du roi et des grands possesseurs de terres, qui combattaient sous leurs ordres avec le titre de *miles*, sorte de déclassés qui n'avaient pas le droit de quitter leur seigneur, que ce fût le roi ou un autre; on pourrait les comparer aux *nobiles servi* de nos cartulaires de cette époque. C'étaient d'autre part les soldats ou vassaux des châteaux, *jobbágyones castri* chargés de les garder pendant la paix, et recrutant l'armée royale en temps de guerre; ils vivaient habituellement sur les terres royales qui entouraient les châteaux.

Deux autres classes intermédiaires se rapprochaient plutôt de la servitude. Les *udvornici* étaient des hommes de différents métiers, boulangers, meuniers, fauconniers, menins, sorte de petite bourgeoise rurale dans laquelle l'hérédité des professions était obligatoire, et que les seigneurs, les prélats et les rois se transmettaient avec les terres qu'elle n'avait pas le droit de quitter. L'udvornic était jugé comme un homme libre, mais il n'était pas admis à témoigner comme tel. Toutefois il arrivait aux hommes de cette classe, après certains services rendus, d'être anoblis en masse: de là vient qu'il existe encore aujourd'hui des hameaux dont les habitants sont tous nobles. Une dernière classe intermédiaire était celle du peuple des châteaux, *várnép*, ou des *conditionarii*, qui cultivaient la terre ou remplissaient certains métiers en payant de fortes redevances ou en fournissant des corvées pour les ponts, les routes, les fortifications.

Telle était la hiérarchie sociale au temps de Saint Étienne. Il reste à dire quelques mots de la justice, des revenus royaux et du service militaire.

Les limites de la juridiction ecclésiastique étaient à peu près les mêmes qu'ailleurs : elles comprenaient donc les questions relatives aux testaments, aux mariages, aux serments prêtés. La juridiction laïque était confiée aux comtes et à leurs assesseurs ; mais elle pouvait toujours être exercée par le roi ou le palatin, dans toutes leurs résidences et même pendant leurs voyages. En plein air, devant tout le peuple, un héraut appelait les parties adverses. Les témoins prêtaient serment, et s'ils se parjuraient, ils devaient perdre la main droite. Dans d'autres cas on employait les épreuves du fer rouge ou de l'eau bouillante, pas encore le duel judiciaire. Des officiers appelés *pristalds*, étaient chargés d'exécuter la sentence.

Rarement le procès offrait un caractère civil, car les partages étaient encore récents et les contestations rares. Nous devons cependant remarquer combien la législation magyare a toujours été favorable aux femmes, particulièrement aux veuves : elles administraient tous les biens de leurs enfants en qualité de tutrices, et même privées d'enfants, elles conservaient les biens de leur mari tant qu'elles n'avaient pas contracté un second mariage. Les filles héritaient comme les garçons, et des lois minutieuses les préservaient ou les vengeaient des séducteurs. Même en cas de trahison du père de famille, les enfants innocents héritaient.

Presque tous les procès étaient de l'ordre criminel. Le système de la composition était pratiqué comme dans les anciennes lois germaniques, avec cette notable différence que le taux de chaque délit était calculé non d'après la qualité de l'offensé, mais d'après la qualité du coupable, qui payait davantage s'il était plus noble. Ainsi le meurtrier devait payer à la famille, illustre ou obscure, riche ou pauvre, de sa victime, cinquante boeufs s'il était comte, dix boeufs s'il était simple noble, cinq s'il était *vulgaris*. Il y a certainement là, dans un reste de grossièreté, un principe de moralité supérieure.

Les pénalités étaient le plus souvent cruelles. Le voleur esclave avait le nez coupé, puis les oreilles ; l'homme libre qui commettait un vol était la première fois vendu, la seconde fois mutilé comme l'esclave ; ensuite la peine de mort les attendait l'un comme l'autre. La sorcière était d'abord livrée à l'Église qui la faisait jeûner ; en cas de récidive elle était marquée sur le front et sur les épaules. Ceux qui nuisaient à autrui par des sortilèges, étaient flagellés sur l'ordre de l'évêque. L'homme libre qui épousait l'esclave d'un autre devenait esclave lui-même ; si au lieu de l'épouser il la séduisait, il était horriblement mutilé. Les actes de violence étaient réprimés par la peine du talion, quel que fût le membre blessé. Le calomniateur avait la langue coupée.

Ce qui vaut mieux que toutes ces cruautés, c'est la protection du domicile le plus humble même contre le pouvoir du comte : s'il entrait avec violence dans une maison, il devait payer une forte amende, et s'il succombait dans la lutte, sa mort n'était pas punie. Mais le crime

le plus sévèrement atteint était la haute trahison, qui rompait le fil de la succession et entraînait la confiscation des biens du coupable. Il suffisait de dire à quelqu'un : »le roi veut ta perte« et de l'exciter ainsi à la révolte, pour mériter la peine de mort.

Les revenus du roi, non encore distincts de ceux de l'État provenaient des sources suivantes : contributions des udvornics et du peuple des châteaux ; impôts des villes ; revenu des salines et des mines ; droit réservé au roi seul de battre monnaie (il n'y avait point encore de monnaie de cuivre ou d'or, excepté les pièces byzantines ou italiennes ; le denier d'argent portait des deux côtés la croix, d'un côté la légende *Stephanus Rex*, de l'autre *Civitas regia),* part à prélever sur les compositions et les amendes ; confiscations et successions en déshérence ; présents obligatoires dans certaines circonstances et droit de se faire héberger, ce que l'on appelait le *jus descensus,* dont un diplôme royal pouvait seul dispenser.

Le service militaire était encore général et obligatoire, et nul ne cherchait à l'éviter, car les vieilles moeurs guerrières étaient loin d'être endormies. La guerre une fois décidée, l'épée sanglante était portée par tout le royaume, les châteaux servaient de rendez-vous, et l'on se mettait en marche pour rejoindre le roi, général en chef de cette armée, dont les *jobbágyones castri* formaient en quelque sorte la réserve.

Telle fut dans ses diverses parties, l'institution monarchique et religieuse de Saint Étienne. Tel était le royaume dont il songeait à se décharger, en partie du moins, sur son fils Emmerich, afin de ne pas porter seul jusqu'à sa dernière heure le fardeau du gouvernement, qui pesait sur lui depuis trente-quatre années. Saint Emmerich est un prince dont nous ne savons rien en dehors des louanges banales d'un panégyriste, si ce n'est qu'il eut pour précepteur l'Italien Saint Gérard, devenu plus tard évêque de Csanád, et que son père ou son précepteur, probablement son précepteur sous l'inspiration de son père, composa pour lui un célèbre livre de conseils.

Malgré quelques puérilités telles que celle-ci : les empereurs étaient nommés *Augustes,* parce qu'ils augmentaient l'Église, ce petit ouvrage est indispensable à qui veut connaître les maximes politiques et religieuses de Saint Étienne. La plus importante de beaucoup est celle qui déclare faible et précaire tout royaume où règne la complète unité de race et de langue de sorte qu'il est dans l'intérêt du prince de bien recevoir les étrangers et tout ce qu'ils apportent avec eux. Cette vue profonde, tout-à-fait surprenante dans un écrit de la première moitié du onzième siècle, l'époque par excellence de l'isolement des nations, n'a cessé de diriger la conduite des rois Árpád ; elle recommande plus que tout autre chose cette dynastie de trois siècles à l'attention de la postérité.

Les Conseils renferment d'autres recommandations remarquables. Emmerich est exhorté à ne rien entreprendre d'important sans s'être entouré

des lumières de ses sujets; à regarder les guerriers, défense du pays, comme des frères et non comme des esclaves; à tempérer la justice par la clémence; à être fidèle à l'Église, à chercher en toutes choses le bien de l'Église, et ne point assister ceux qui se révoltent contre elle. On a depuis abusé de cette simple recommandation comme on aurait pu le faire d'une loi organique obligeant les rois de Hongrie à persécuter dans tous les siècles les hérétiques et les schismatiques.

Emmerich mourut presque la veille du jour fixé pour son couronnement (sep. 1031). Aurait-il été le digne continuateur de son père, ainsi que pourrait le faire supposer le deuil universel qui accueillit la funèbre nouvelle; ou si, comme à tous les princes héritiers moissonnés avant l'heure, on lui a supposé toutes les qualités que l'on aurait pu souhaiter de lui? Quoi qu'il en soit, la mort de son unique enfant préparait au vieux roi autre chose encore que le chagrin paternel; des compétitions de toutes sortes, de ténébreuses intrigues, des tragédies de palais, encore compliquées par l'antagonisme du vieux parti national et du parti des étrangers.

Il restait quatre descendants d'Arpád en ligne masculine, tous les quatre neveux de Geiza. Le premier par ordre de primogéniture était Vazul, prince que Saint Étienne retenait depuis longtemps en prison; c'étaient ensuite trois frères, André, Béla et Levente, que l'on regardait comme les chefs du vieux parti et qui étaient très populaires. La reine Gisèle qui était à la tête du parti des étrangers, et que le clergé entourait de sa gratitude et de son admiration à cause de sa libéralité envers les églises, craignit pour son pouvoir, craignit sans doute aussi pour l'oeuvre de son époux. Or, un fils nommé Pierre était né du mariage du doge de Venise Urseoli avec une soeur d'Étienne; bien qu'il n'eût aucun droit au trône de Hongrie, Gisèle le destina à supplanter Vazul, et obtint pour lui le commandement de l'armée. Elle insista auprès du vieux roi pour qu'il le reconnût comme son successeur, mais au moment où elle se flattait d'avoir réussi, Etienne, se croyant près de sa fin, ne voulut pas dépouiller le prince son prisonnier, et donna l'ordre qu'on l'amenât devant lui pour qu'il fût proclamé l'héritier du trône.

Gisèle désespérée aurait eu recours à un crime horrible: un de ses courtisans aurait crevé les yeux à Vazul dans son cachot et rendu ainsi impossible l'accomplissement des intentions royales. Restaient les trois princes frères: avertis par le sort de leur parent, ayant tout à redouter de la férocité de Gisèle et de la faiblesse d'Etienne, ils s'enfuirent en Pologne, où ils furent reçus avec honneur, et où ils rendirent de grands services contre les barbares de la Poméranie. Gisèle et Pierre triomphaient. Le roi vivait-il trop longtemps au gré de l'impatience de leurs partisans? Il n'y a guère d'autre explication possible d'un complot qui fut tramé contre ses jours: la main du meurtrier trembla, elle laissa tomber le poignard près

du lit royal, et le malheureux vieillard, réveillé en sursaut, lui promit son pardon s'il révélait le nom de ses complices. Mais tous les coupables furent-ils exécutés?

Abreuvé de tristesse et de dégoûts, Etienne fut délivré de l'existence, trente-huit ans jour pour jour après la fête de son couronnement (15 août 1038). Son absolutisme et les moyens violents qu'il avait employés pour le triomphe de son pouvoir et de sa religion, préparaient à son peuple une longue et terrible crise. Mais un jour ou l'autre son oeuvre devait triompher et devenir pour longtemps définitive. Aussi ce prince remarquable, un peu trop loué par les panégyristes ecclésiastiques et par toute une école de patriotes magyars, mérite-t-il de compter parmi les grands législateurs du Moyen Age, et de figurer au premier rang parmi les fondateurs de la Hongrie civilisée.

CHAPITRE DEUXIÈME.

CRISES NATIONALES ET RELIGIEUSES (1038—1077).

Les trente années qui suivirent la mort de Saint Etienne offrent un déplorable tableau de guerres civiles et de sanglantes rivalités princières, avec une complication qui les rendrait impossible à suivre et à comprendre si toutes ne se ramenaient pas à la lutte entre le parti national et le parti étranger. C'est là le noeud du drame enchevêtré qui se continuera jusqu'à ce que deux princes, très différents l'un de l'autre, mais éminents tous deux, Ladislas et Coloman, consolident et améliorent l'oeuvre entreprise trop brusquement par le premier roi. Les sources étrangères redeviennent abondantes à cause de l'ingérence du Saint Empire dans les affaires du royaume. Malheureusement les passions dont les chroniqueurs se sont fait l'écho, nous avertissent de nous défier de leurs appréciations et même de leurs récits.

Le Vénitien Pierre, malgré son évidente impopularité comme étranger, semble n'avoir éprouvé aucune difficulté à se faire reconnaître : la puissante volonté du redouté et regretté Etienne protégeait après sa mort le successeur qu'il avait désigné. Cet aventurier en ressentit une confiance qui lui devint fatale. Ne redoutant rien de ses sujets, il ne leur dissimula point son mépris. Il écarta les vrais Magyars de ses conseils, ne réunit point d'assemblées générales et livra toutes les dignités à ses compagnons Allemands ou

Italiens. Il affectait de se moquer des réclamations; il jouait sur le mot *Hungarus* et sur le mot *angaria* chariot, disant que le vrai métier des Hongrois était de traîner les chariots et qu'il saurait bien les y atteler. Parmi ses favoris, on reconnaissait avec stupeur le courtisan que l'on accusait d'avoir crevé les yeux à Vazul dans son cachot. A l'impudence il joignit l'ingratitude: gêné sans doute par les services qu'il devait à Gisèle, ou redoutant quelque caprice de son esprit ambitieux, il la dépouilla de ses biens et la jeta dans une prison, où elle fut tuée selon les uns, d'où, selon les autres, elle fut délivrée pour s'adonner aux bonnes oeuvres dans ses derniers jours.

La mesure était comble; mais ce qui fit déborder le vase, ce fut une campagne malheureuse et inexplicable contre Henri III, le plus puissant des empereurs germaniques. Les Magyars se soulevèrent contre leur tyran vaincu, et proclamèrent à sa place un des chefs des anciennes tribus, Samuel, appelé plus souvent de son surnom d'Aba, c'est-à-dire père. Nous avons vu que ce prince Kabare avait épousé une jeune soeur d'Etienne; il devait par conséquent être pour le moins au seuil de la vieillesse. Nul doute qu'il n'ait eu pour lui les païens secrets ou délarés; il ne l'était



Deniers d'argent du roi Pierre.

pourtant pas lui-même, car, dans ses vastes domaines, il rivalisait avec le roi de zèle à construire des monuments religieux; mais il avait surtout pour lui tous les ennemis des étrangers, ce qui explique l'acharnement avec lequel les chroniqueurs allemands ont poursuivi sa mémoire.

Pierre n'avait pas seulement blessé ses sujets, il avait aussi blessé les princes ses voisins: le roi de Pologne l'ayant prié de retenir chez lui un certain prince que le menaçait, Pierre lui répondit, non sans quelque raison: »Je ne suis pas votre geôlier.« Lorsqu'il se vit abandonné et sur le point de tomber aux mains de son rival, il ne put s'enfuir que du côte de l'Allemagne, auprès de son beau-frère, le margrave Adalbert d'Autriche, qui lui obtint le pardon de Henri III. Il eut la faiblesse ou l'égoïsme de se déclarer le tributaire de l'empereur, pourvu que celui-ci le replaçât sur son trône. La Hongrie eut dès lors à se préserver d'une suzeraineté plus menaçante que les prétentions du Saint-Siège, et d'une puissance militaire qui était alors la plus redoutable de beaucoup.

La fuite de Pierre fut le signal d'une réaction violente contre les étrangers. Ses favoris périrent dans les supplices. Le nouveau roi, entraîné

par le courant populaire, maltraita ou laissa maltraiter les Allemands, qu'il redoutait toutefois. Aussi lorsqu'il eut envoyé des ambassadeurs auprès de l'empereur pour lui demander son amitié, n'obtint-il que cette réponse irritée et menaçante: »Il a tourmenté *les miens* et je l'en ferai repentir.« Samuel Aba se vit perdu s'il ne prenait l'offensive; il profita de ce que le puissant chef temporel de la chrétienté était occupé sur les bords du Rhin, pour diriger trois armées contre l'Allemagne; mais tout se borna à quelques pillages arrêtés par le margrave Adalbert et quelques autres seigneurs (1042). La trahison peut-être, le soupçon dans tous les cas, énervait les Magyars et leur ôtait toute confiance. Aba, se croyant entouré d'ennemis, devenait un tyran pire que celui qu'il avait detrôné.

Aussi, lorsque la Diète germanique, réunie à Cologne, eut décrété la guerre contre la Hongrie, fut-il aisé d'en prévoir le résultat. L'armée impériale, évitant la rive gauche du Danube, protégée par des marais, suivit la rive droite, battit Samuel sur les bords du Waag et parvint jusqu'au Gran. Puis, la saison étant probablement trop avancée, elle revint prendre ses quartiers d'hiver en Allemagne. Aba profita de ce répit pour envoyer une ambassade, et parvint, au printemps de 1043, à éviter une nouvelle invasion à force de présents, d'otages et de soumissions de toutes sortes. La colère fut grande dans l'âme de ses sujets, qui déjà ne le supportaient qu'avec peine: ils n'avaient pas exclu le parti des étrangers pour qu'un prince magyar de vieille roche rivalisât avec eux de bassesse aux pieds du César germanique. Une conspiration éclata parmi les grands, et fut découverte: les conjurés invités à se rendre à un conseil furent jetés en prison et décapités sans autre forme de procès. La terreur était générale, d'autant plus que le peuple, mécontent sans doute à bien des égards, était satisfait d'autre part de voir les assemblées rétablies, et laissé libre de manifester son hostilité contre le clergé. Un seul homme osa résister, l'ancien précepteur de Saint Emmerich, Gérard, évêque de Csanád: non seulement il refusa de couronner Samuel, mais il monta en chaire pour lui reprocher ses violences.

S'il fut le seul à parler, beaucoup s'agitèrent, allèrent même trouver l'empereur. Celui-ci n'avait pas besoin d'être excité: les conditions de la trêve n'avaient pas été remplies, et de grands préparatifs se faisaient pour repousser une nouvelle attaque. Henri méprisa trop son adversaire; il ne réunit qu'une petite armée, tout en obtenant du Saint-Siège, sur lequel il a exercé une pression plus forte qu'aucun souverain du Moyen Age, l'excommunication de ses ennemis. Puis il s'aventura sur la dangereuse rive droite du Danube. Aba, qui avait une armée supérieure en nombre, l'attira, non sans habileté, dans l'inextricable réseau de rivières, d'îles, de bras de fleuves et de marécages qui avoisinent le confluent du Raab et du Danube. L'Empereur, à force de hardiesse, se tira victorieusement de cette position difficile et vit arriver au-devant de lui les partisans de Pierre l'*Allemand*.

Les haines accumulées contre Samuel Aba étaient loin d'être désarmées : abandonné de tous, il s'enfuit sur les bords de la Theiss, où peut-être il fut tué par ses ennemis personnels. D'autres disent qu'un peu plus tard, Pierre, rétabli, le fit massacrer dans une prison. Le rétablissement de Pierre était en effet presque inévitable, car, dans le désordre général, on ne pouvait résister à la toute-puissante volonté de Henri III. Mais l'imprudent aventurier fit tout ce qu'il était en lui pour rendre son rétablissement éphémère. Au lieu d'être averti par son premier exil du légitime orgueil de la nation, il exagéra ses démonstrations d'humilité devant son impérial bienfaiteur. Lors des fêtes qui eurent lieu près de la frontière, dans le château autrichien de Poesenbourg, le plancher de la salle du festin s'écroula, plusieurs seigneurs et nobles dames périrent, Henri III se blessa au bras. Cet accident ne l'empècha pas de se rendre en Hongrie pour les fètes de Pentecôte : Pierre et ses favoris lui firent hommage perpétuel du royaume de Hongrie, hommage que l'empereur accepta.

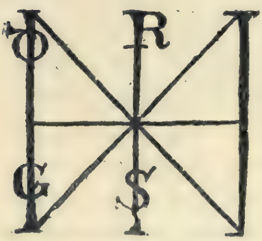
Lorsque ce redoutable voisin fut parti, l'indignation populaire éclata de toutes parts contre le roi, contre les étrangers, contre le clergé. Vata, païen déclaré, était l'un des chefs de ce mouvement. Il engagea ses amis à rappeler les princes de la maison d'Árpád, les trois fils de Ladislas le Chauve, depuis longtemps exilés dans les pays du Nord. Les premiers conciliabules furent découverts : Pierre fit crever les yeux des conjurés ou leur fit couper la tête ; avec son arrogance ordinaire, il crut que ses espions suffiraient à écarter tous les périls. Mais ses cruautés comme ses ruses demeurèrent inutiles : une grande assemblée, réunie à Csanád, le déclara déchu du trône, et proclama à sa place le fugitif André. Cette assemblée fut partout obéie, et l'autorité royale se trouva ne plus exister avant d'avoir été renversée : preuve de l'excès d'impopularité qui avait fini par atteindre les étrangers et leur chef (1046).

Ce qui le prouve mieux encore, c'est la réaction furieuse qui, pour ainsi dire, se rua sur eux et sur le clergé. Le roi André I n'était que le prète-nom de ce mouvement qui l'élevait sur le trône, mais qui lui faisait des conditions : rétablissement du paganisme, destruction des églises, extermination des évèques. Énervé par l'exil et la maladie, hésitant, timide, il ne refusa ni n'accepta, et pendant qu'il se dirigeait de la frontière vers sa capitale, il laissa Vata exercer de fait le pouvoir : Saint Gérard, doublement odieux, comme Italien et comme évèque, fut précipité d'une colline qui domine Bude et Pesth, et la légende prétendit que le Danube même n'avait pu, pendant sept années, laver la trace de son sang. D'autres évèques, beaucoup de prêtres et d'Allemands furent massacrés.

Ce mouvement s'affaiblit par sa violence même. André, qui n'était point païen ni partisan du paganisme à un degré quelconque, sauva l'évèque Benedict et deux autres : ces trois survivants furent les seuls à participer à son couronnement. Le caractère chrétien de cette cérémonie n'avait

point soulevé le peuple, dans lequel, malgré tout, le christianisme avait recruté beaucoup d'adhérents sérieux, et qui ne demandait qu'une chose, à savoir que le gouvernement fût vraiment national; André profita de ces dispositions pour rétablir légalement le christianisme, et même pour interdire, sous peine de mort, l'exercice du culte païen. Dès lors la décadence du paganisme ne s'arrêta plus; il n'eut plus un seul moment de triomphe, et il était destiné à s'éteindre obscurément.

En revanche, la question des étrangers subsistait dans toute sa gravité. Pierre, le vassal et le protégé de Henri III, n'avait pu échapper à ses anciens sujets qui, lui rendant toutes ses cruautés, lui avaient crevé les yeux et l'avaient jeté dans une prison où il ne tarda pas à mourir. André mit tout en usage pour désarmer la colère de l'Empereur, lui promettant le châtiment des meurtriers de Pierre, lui montrant les païens menacés de mort, les autels relevés par ses soins, les Allemands libres de revenir; mais il ne put le désarmer, car il aurait fallu pour cela se reconnaître son vassal, et encourir le sort de son prédécesseur. Il fallait se préparer à une attaque des plus vives, ainsi que l'annonçaient et les succès remportés par l'évêque de Ratisbonne et le duc de Bavière, près de la frontière, et les travaux de défense entrepris autour de Hambourg. Comment un roi maladif pouvait-il résister à une telle menace? Dans cette extrémité, André supplia son frère Béla de quitter la Pologne, en lui offrant, avec le commandement de son armée, la promesse de sa succession, et, sans attendre davantage, un tiers du royaume en toute souveraineté: funeste exemple qui devait procurer à la Hongrie de nombreuses guerres civiles.



Monogramme de l'empereur Henri III.

Béla était un héros déja célèbre et un habile capitaine. Lorsque l'empereur envahit la Hongrie du côte de la Styrie (1051), cherchant à livrer une grande bataille, Béla, voyant que sa seule supériorité était dans sa cavalerie rapide, fit du pays un désert, et tout en harcelant l'ennemi lui refusa le combat. Les détails de cette campagne ne sont pas bien connus, les annalistes qui la racontent ayant tout l'air de fausser les évènements au gré de leurs passions nationales. Toutefois une chronique allemande reconnaît que l'Empereur, dans un moment critique, excita chez ses soldats le courage du désespoir, et une autre chronique de même provenance montre son armée sur le point de périr de misère et d'être enveloppée par les Hongrois; mais toutes deux concluent par une victoire des Allemands. Il semble, au contraire, qu'il y ait eu finalement une panique des Allemands, lesquels jetèrent leurs boucliers en si grand nombre, que le nom de »Mont des Boucliers«, dans les deux langues, est longtemps resté à cet endroit. L'année suivante, une nouvelle expédition impériale ne réussit pas davantage, malgré la présence du pape Léon IX et de l'abbé de

Cluny. Leur intervention fut sans doute pour quelque chose dans la conclusion de la paix entre le royaume et l'Empire, paix qui, cette fois, était durable ; et si les Hongrois durent payer de grandes sommes et renoncer à toute prétention sur la rive gauche de la Leitha, au moins leur condition de peuple tributaire ne devenait point définitive.

C'était un grand succès pour la race d'Árpád de tenir tête en quelque mesure à un voisin qui avait perdu, par son alliance ou par son hostilité, l'étranger Pierre et l'usurpateur Samuel. Dès lors le trône ne fut plus contesté à la dynastie conquérante. Malheureusement, aux passions païennes et aux ingérences impériales succédèrent les compétitions des princes frères, neveux et cousins du roi.

L'accord semblait parfait entre le roi André et le victorieux prince Béla ; il se maintint pendant plusieurs années, qui furent des années prospères : Crescimir, prince de Croatie, dut abandonner une portion de territoire qu'il avait occupée, et l'ancien pays de Sirmium fut placé de nouveau sous la domination hongroise. André reprit la tradition de Geiza et d'Étienne en appelant dans l'évèché d'Erlau une colonie liégeoise, dont les noms français se retrouvaient encore trois siècles plus tard. La naissance d'un fils du roi, nommé Salomon, très peu de temps après le jour où Béla avait été rappelé de Pologne comme prince-héritier, n'avait élevé aucun nuage entre les deux frères. Il avait probablement été convenu, conformément aux usages asiatiques encore observés aujourd'hui dans l'Empire Ottoman, que Salomon ne règnerait qu'après son oncle. Mais le couronnement du petit prince vint tout gàter : les courtisans profitèrent de cette cerémonie, si capable d'exalter ou de froisser l'orgueil, pour exciter l'un contre l'autre deux frères qui n'avaient été forts que par leur union.

On a raconté depuis qu'André, soupçonnant son frère de conspiration ou tout au moins d'impatience, le fit venir, et nonchalamment étendu sur un lit de repos, lui montra l'une à côte de l'autre sa couronne et une épée nue, le laissant libre de choisir entre le symbole de la royauté et le symbole du commandement militaire. S'il eût choisi la couronne il tombait mort ; mais averti par un ami secret il préféra l'épée. Puis, se sentant menacé, il se serait enfui en Pologne. Il avait rendu de grands services aux Polonais, dont le roi était un de ses parents ; aussi n'eut-il pas de peine à obtenir d'eux une armée qui le suivit sur le sol hongrois. Tout le nord du pays se déclara pour lui, tandis qu'André se voyait obligé de recourir à des auxiliaires allemands. La lutte fut courte : André, vaincu sur les bords de la Theiss, tomba mourant de son cheval (1061).

Béla régnait dès lors sans contestation, car son frère Levente, resté fidèle au paganisme, avait été enterré selon les rites de l'ancienne religion. Pour la première fois depuis la mort de Saint Étienne, le pouvoir allait être exercé par un prince énergique et habile, capable de faire oublier la tyrannie arrogante de Pierre, les cruautés affolées de Samuel, la nullité ombrageuse d'André I.

Ces deux derniers princes, André surtout, avaient eu au moins la bonne pensée de rétablir les assemblées nationales. Béla voulut régulariser cette institution, qui manquait absolument d'organisation légale, en adjoignant aux grands seigneurs laïques et aux prélats deux députés pour chaque comitat. Cette sage mesure, qui contribua à préparer l'établissement du système représentatif, ne fut guère observée pour le moment : une foule irritée arriva près d'Albe Royale, demandant une fois encore, par la bouche d'un fils du chef païen Vata, l'abolition des dîmes, le retour aux anciennes croyances et l'expulsion des prêtres chrétiens. Ce dernier effort tenté pour le rétablissement du paganisme était rendu d'avance impuissant par les progrès de l'Église. Il suffisait au roi de gagner du temps pour vaincre un soulèvement artificiel : il demanda pour se décider un délai de trois jours, qu'il employa à réunir secrètement des soldats fidèles. Les conjurés païens, qui se figuraient entourer le roi parce qu'ils entouraient la ville où il se trouvait avec sa cour, ne s'apercevaient pas que ce rusé capitaine les entourait eux-mêmes avec les troupes qu'il faisait venir. Lorsque, fatigués d'une attente inutile, ils se décidèrent à agir, ils furent enveloppés de tou-



Deniers d'argent du roi Béla I.

tes parts, et leurs chefs, suivant les lois de Saint Étienne, furent réduits en servitude. Mais Béla se garda de toute sévérité inutile. On remarqua le désintéressement qu'il montra en s'abstenant de confisquer les biens de ceux des conjurés qui avaient pu s'enfuir, et en les attribuant à leurs femmes et à leurs enfants.

Son gouvernement fut loyal et modéré en toutes choses. Il supprima le plus possible ou diminua les charges qui pesaient sur ses sujets et que les longues discordes avaient eu pour effet d'exagérer, comme toujours. Les foires annuelles, importantes dans un pays aussi naturellement commercial que la vallée du Danube, furent l'objet de règlements bien entendus, ainsi que les marchés hebdomadaires, qui du dimanche furent transportés au samedi. La monnaie, devenue sans doute mauvaise pendant les guerres civiles, fut l'objet de la sollicitude de Béla. Ne pouvant encore faire frapper de la monnaie d'or hongroise, il voulut au moins que la circulation des pièces d'or byzantines dans le royaume fût facilitée par la valeur intrinsèque des pièces d'argent, qui fut calculée uniformément de manière à valoir exactement le quarantième d'une de ces pièces d'or. Préoccupations économiques assez rares chez les souverains de cette période du Moyen Age, et qui font voir que la Hongrie pouvait espérer un grand règne.



RELIQUAIRE REPRÉSENTANT ST. LADISLAS.

Impr. Athenaeum.

Malheureusement tout fut brusquement interrompu. Béla, qui venait de fiancer une de ses filles au duc de Thuringe, et de marier les deux autres, l'une au prince de Croatie, l'autre au duc de Moravie, avait probablement aussi l'intention d'écarter du trône le jeune Salomon, son neveu. A cela rien d'impossible : les fils de Béla semblaient aussi supérieurs à cet enfant, que leur père l'était à son successeur. Seulement Salomon était sous la protection du margrave d'Autriche, qu'il fallait attaquer. Le roi s'y préparait, mais pendant le conseil qu'il tenait dans un de ses palais des bords du Danube, le plancher se déroba sous son trône, et il mourut de cette chute : fin prématurée qui parut à beaucoup de contemporains un signe de la colère de Dieu, colère méritée par les desseins trop ambitieux de ce glorieux prince (1063).

Aucun de ses trois fils, Geiza, Saint Ladislas et Lambert, ne voulut prendre la couronne au détriment de Salomon. Ils déposèrent le corps de leur père dans les caveaux d'une abbaye qu'il avait fondée, et qui avait pris le nom de *Szekszárd* (chauve, brun), disait-on, parce que Béla avait une chevelure brune et rare. Puis ils firent venir d'Autriche leur jeune cousin. Peu de princes ont eu une destinée plus malheureuse que ce roi de douze ans, si ce n'est toutefois le jeune empereur Henri IV, son contemporain et son ami, réservé à de si tragiques vicissitudes dans sa lutte contre Grégoire VII. Dès cette époque, Henri IV porta malheur à tous ceux qu'il protégeait. Il eut la funeste idée d'aller en Hongrie installer Salomon sur son trône, avec toute une armée pour escorte : c'était le rendre suspect à ses sujets qui ne pouvaient supporter de voir leur prince se conduire en vassal des Allemands.

Un inconvénient pire encore de cette provocante intrônisation fut le retour des ennemis de Béla et de ses fils, en particulier le retour du comte Vid et du comte Ernyei, qui ne cessèrent de mettre Salomon en défiance contre Geiza et Ladislas. Ceux-ci, inquiets ou mécontents de ne pas recevoir de grands apanages, se retirèrent en Pologne, et obtinrent de Boleslas une partie de l'armée qu'il avait réunie à Cracovie contre les Russes. Autour de ce noyau vinrent se grouper d'autres mécontens, et bientôt tout le nord de la Hongrie se mit en insurrection. L'évêque de Győr apaisa Saint-Ladislas, le principal chef de cette révolte, et Salomon fut couronné de nouveau, Geiza occupant cette fois la première place dans la cérémonie. Les princes réconciliés scellèrent leur union dans plusieurs guerres heureuses. Ils soutinrent le Croate Zwonimir contre le duc Léopold de Carinthie. D'autre part les Bohêmes avaient profité des discordes hongroises pour ravager le pays du Trencsin ; ils furent vaincus et repoussés. La tradition de cette époque encore un peu légendaire rapporte que Bátor Opos tua dans une sorte de duel un géant ennemi : ce serait là le point de départ de l'illustre famille des Báthory.

Un plus grand danger se préparait. On peut se rappeler qu'il a été

question dans le premier livre de cette histoire des Cumans ou Polowces. Une des principales tribus de ce peuple, vaincue en 1067 par un prince russe, envahit la Transylvanie par la Porte rouge et la vallée de l'Aluta. Tout le pays fut ravagé par eux jusqu'aux bords du Szamos. Là, ils rencontrèrent l'armée commandée par Salomon, mais dont Ladislas était le véritable chef. Ils trouvèrent cette troupe trop nombreuse et trop bien armée pour la combattre en rase campagne, de sorte qu'ils se retirèrent sur le sommet d'un mont, asile probablement inaccessible à des cavaliers, et que leurs flèches, pensaient-ils, suffiraient à protéger. Mais les Hongrois mirent pied à terre et s'avancèrent en se cachant et en rampant le plus possible, malgré une pluie de flèches qui leur faisait éprouver de cruelles pertes. Presque tous les barbares tombèrent sous leurs coups: les têtes rasées des Cumans »roulèrent comme des citrouilles«. C'est là ce qu'on appelle la bataille de Cserhalom. Ladislas fut le héros de cette journée: on raconte qu'il remarqua dans la déroute des Cumans un de ces païens qui emmenait en croupe une jeune fille. Croyant la reconnaître pour la fille de l'évêque de Várad, il s'acharna à la poursuite du païen, aussi bon cavalier que lui, et qu'il ne pouvait atteindre. Il put du moins crier à la jeune hongroise: serre-le dans tes bras et jette-le à terre. Le ravisseur, qui n'avait pu comprendre cette phrase prononcée en magyar, fut brusquement renversé par sa robuste captive, qui du reste n'était pas celle que croyait Ladislas.

Ainsi, le répit de quelques années que les princes réconciliés voulaient bien se donner dans leurs querelles était glorieusement employé. Ils ne furent pas moins heureux contre de nouveaux adversaires, les Petchénègues, aidés par Nicétas, gouverneur byzantin de Belgrade. Le vieil Empire, toujours rusé, sans déclarer la guerre à Salomon, encourageait les Petchénègues à franchir le Danube, les laissant s'exposer à toutes les conséquences de leurs pillages. Pour lors (1068) ils furent exterminés par des troupes que le roi venait de convoquer et qu'il conduisit ensuite contre Belgrade. Cette place a toujours été l'une des plus faciles à défendre de l'Europe, à cause de sa forteresse admirablement située sur une hauteur, au confluent de ces deux larges cours d'eau, la Save et le Danube. La ville est plus attaquable que la forteresse, parce qu'elle est plus basse et qu'elle offre un front de remparts plus étendu. Toutefois elle repoussa les assauts héroïques des Magyars jusqu'au jour où une prisonnière hongroise mit le feu à l'une des maisons; profitant du désordre, les assiégeants pénétrèrent dans la cité. Ils trouvèrent dans les caves une grande quantité d'or, d'argent, de pierres précieuses.

Tant de richesses leur firent plus de mal que de bien: Salomon, Geiza, Saint Ladislas se les disputèrent avec aigreur, et le roi finit par n'en laisser que le quart à ses cousins irrités. Il éprouvait d'ailleurs une sensible humiliation: Nicétas abandonna la forteresse, mais la garnison ne

voulut se rendre qu'à Geiza, et ce fut Geiza qui reçut des compliments de la cour impériale pour son courage; nouvelle ruse byzantine, sans doute, destinée à chercher une revanche dans la jalousie du souverain vainqueur.

Ce fut dès lors une série de pièges, de petites trahisons conseillées par Vid, l'ennemi des princes, et dont le récit ne nous est sans doute parvenu que surchargé de détails dus à la fantaisie des chroniqueurs. »Vous ne pouvez pas plus tenir dans le même royaume que deux glaives acérés ne peuvent tenir dans le même fourreau.« Ainsi se serait exprimé le courtisan de Salomon, et les princes auraient été dès lors en butte à toutes sortes de projets malfaisants et perfides. Lorsqu'il y avait une trêve, une réconciliation, l'on pouvait être sûr que Salomon complotait la mort des pieux princes. C'est ainsi du moins que l'entendent les annalistes patriotes, ennemis jurés de l'influence allemande. Voilà en effet l'intérêt sérieux de ces mesquines tragédies: le grand duel qui commençait entre l'Empire et la Papauté avait son écho dans le royaume des Magyars, où Salomon s'appuyait sur Henri IV, tandisque Geiza et Ladislas envoyaient leur frère Lambert implorer le secours de Grégoire VII (1074). Le nouveau pape n'avait pas besoin d'être excité contre un souverain allié et parent de l'empereur, contre un successeur de Saint Étienne qui ne donnait aucun signe de déférence à l'autorité pontificale. Il reprocha vivement à Salomon d'avoir fait hommage au César germanique d'un royaume qui était, disait-il, la propriété de Saint Pierre: son alliance était acquise aux fils de Béla dans la lutte décisive qui se préparait.

Geiza, trahi par quelques-uns de ses partisans, venait de perdre une première bataille; mais il put s'enfuir et envoyer des messages à son frère Ladislas. Une nouvelle rencontre se prépara non loin de Gödöllő après la jonction des deux frères. Pendant que se tenait leur conseil, Ladislas aurait aperçu, dans une vision, la fuite de Salomon et le couronnement de Geiza: celui-ci aurait fait voeu de bâtir une église à la Vierge si cette vision se réalisait. Dans ces dispositions mystiques les jeunes héros livrèrent la bataille de Czinkota. Le zèle national avait fait accourir sous les drapeaux des princes une multitude de paysans armés de fourches et de faux. L'armée royale, au contraire, renfermait beaucoup d'Allemands et de Bohêmes.

Vid se croyait assuré du triomphe, parce qu'une marche habile lui avait assuré la possession d'une colline dominant la plaine; mais Ernyei lui montra avec effroi le Danube qui coulait derrière leurs ennemis: »Les hommes qui ont pris une position aussi périlleuse ne connaissent ni la crainte ni la fuite. Ils veulent vaincre ou mourir!« Les deux comtes n'en attaquèrent pas moins avec rage, mais tous deux succombèrent. Salomon s'enfuit, non sans peine, du côte de Presbourg. Ladislas, avec son impétueuse bravoure, avait décidé la victoire. On racontait que pendant qu'il

tenait la pointe de sa lance abaissée près du sol, une hermine d'une blancheur éclatante avait couru le long du bois et s'était fixée sur le cimier du héros. Après la bataille il reconnut les cadavres d'Ernyei et de Vid et leur fit donner une sépulture honorable. C'est au moins ce que raconte Thuróczy, qui ne perd pas l'occasion d'attribuer à Ladislas un petit discours: »Tu as été notre cruel ennemi, mais que ne peux-tu vivre pour réparer le mal que tu as commis! Ton coeur, qui avait soif du pouvoir, a été percé de la lance, et ta tête, qui voulait porter la couronne, a été tranchée par l'épée.«



Michel Dukas, le roi Geiza et Constantin Porphyrogenète d'après la partie inférieure de la couronne.

Les vainqueurs se dirigèrent sur Albe-Royale, où Geiza fut proclamé roi et Salomon déclaré traître. Il venait, en effet, de solliciter des secours de Henri IV, en lui promettant, dans son ardeur de vengeance, non seulement l'hommage et le tribut, mais six places fortes du royaume; lui-même, enfermé dans Presbourg, bravait la haine de ses sujets. Geiza hésitait beaucoup à accepter la couronne; il éprouvait à ce sujet plus de scrupules que Ladislas, lequel était disposé à pousser les choses à l'extrême contre Salomon. Mais il eut à défendre le pays contre une invasion allemande, et le combattit suivant l'exemple légué par son père: il la rendit impossible

en ravageant le pays devant elle. Cette courte campagne n'en raviva pas moins les haines nationales et Geiza fut instamment pressé d'accepter la couronne. Grégoire VII l'y encouragea, se plaignant vivement de Salomon qui avait dédaigné l'appui de Saint-Pierre pour devenir le vassal du roi de Germanie. »Le royaume de Hongrie, disait-il, ne doit obéissance à personne, si ce n'est à l'Eglise de Rome, mère sainte et universelle.« Les Magyars ne redoutaient rien de ces prétentions-là, quoiqu'ils fussent loin de les accepter; elles les préservaient de la suzeraineté réelle et pesante d'un voisin. Geiza se laissa couronner, mais en conservant ses scrupules; Grégoire VII lui-même changea d'avis, et sembla désirer un accord. Peut-être Salomon allait-il être rappelé au trône, mais Geiza mourut prématurément (1077): l'âge des guerres civiles était fini, celui des règnes durables et énergiques allait recommencer.

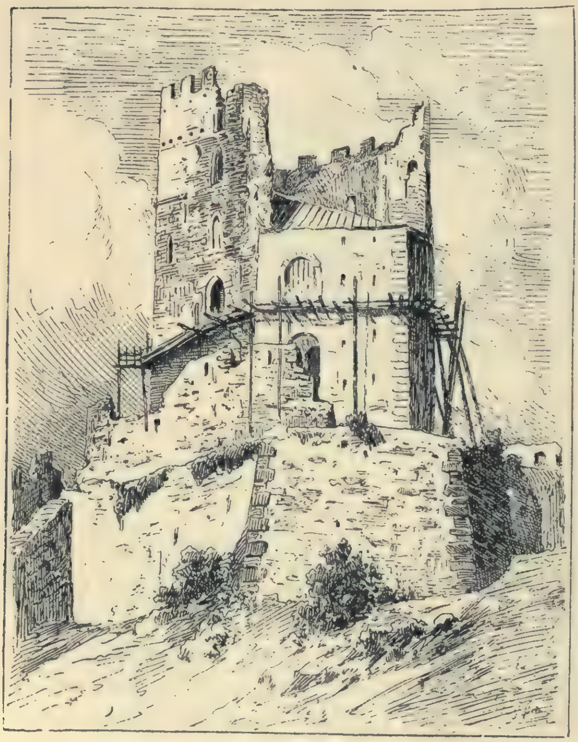
CHAPITRE TROISIÈME.

LADISLAS ET KOLOMAN: LA HONGRIE NOUVELLE SE COMPLÉTE ET S'EFFERMIT. (1077—1114).

Ladislas, beaucoup moins timoré que Geiza, n'hésita pas un instant à se regarder comme roi légitime, et à considérer Salomon comme définitivement exclu du trône. Le héros vainqueur de tant d'ennemis divers, le guerrier d'une beauté célèbre, qui dépassait de la tête tous les guerriers de son armée, et dont le cheval, dans son élan puissant, creusait profondément les rochers, le roi légendaire même de son vivant, ne voulut laisser ignorer à personne sa ferme volonté de gouverner son peuple sans autre suzerain que Dieu. Son attitude à l'égard de l'empereur fut toujours ou froide, ou hostile; mais il ne voulait rien concéder à Grégoire VII en dehors de son autorité spirituelle. L'ambassade qu'il envoya à Rome pour notifier son avènement, marquait si nettement ses prétentions à l'indépendance absolue, que le grand pape dominateur écrivait à Néhémie, archevêque de Gran: »Ayez soin de parler au roi qui a été élu parmi vous, afin qu'il nous montre plus clairement sa bonne volonté et son respect par une ambassade spéciale.« Saint Ladislas n'en maintint pas moins et son droit à la couronne et son droit d'investiture des évêques, ce même droit qui était l'occasion d'une lutte terrible entre les deux premières puissances du monde. Toutefois, Grégoire VII fut suffisamment rassuré par la

conduite de cet allié utile, nécessaire même, pour le remercier de son dévouement à la cause pontificale.

Peu de temps après (1081), il canonisa saint Etienne, saint Emmerich et saint Gérard. Lorsque la bulle de canonisation fut apportée en Hongrie et que les reliques furent exposées solennellement, on raconte que nul ne put d'abord soulever le couvercle du cercueil où reposait le premier roi magyar : un pieux ermite aurait alors déclaré qu'on ne pourrait le soulever que si Salomon était libre. Voici, en effet, ce qui était arrivé. Le roi détrôné avait formé un complot pour s'emparer de nouveau du trône, et était venu lui-même prendre le commandement des conjurés. Tous avaient été pris, et Salomon expiait cette suprême tentative dans une tour du château de Visegrád, nommé alors pour la première fois : cette tour devait conserver son nom même après que le château ne fut plus devenu qu'une ruine grandiose.



Tour dite de Salomon à Visegrád.

L'intervention des évêques, embellie plus tard par la légende du fait miraculeux que nous venons de raconter, rendit la liberté à ce malheureux prince qui, depuis son enfance, avait connu les soucis et les jalousies du trône, les amertumes de l'exil et les souffrances de la captivité. Jeune encore, il avait épuisé toutes les vicissitudes humaines, et il ne désespérait pas encore de reconquérir le royaume où régnait paisible et glorieux un parent objet de sa haine. L'empereur Henri IV, menacé lui-même, ne pouvait songer à lui. Le pape, quoique mieux disposé pour lui qu'autrefois, quoique irrité par moments contre Ladislas, qui ne consultait que sa propre volonté et qui n'avait pas craint d'accueillir récemment un excommunié, le duc Boleslas de Pologne, meurtrier de l'évêque de Cracovie ; le pape ne pouvait lui accorder tout au plus que sa neutralité. Enfin, sa propre épouse, qu'il alla trouver à Ratisbonne, ne le reçut qu'avec dédain.

Salomon se jeta alors dans les aventures désespérées. Il se réfugia chez les Cumans de Moldavie, ses anciens ennemis, promit à leur khan d'épouser sa fille et de lui céder la Transylvanie, pourvu qu'il l'aidât à recouvrer sa couronne. Cette alliance coupable et ce projet insensé montrent que le prince détrôné était arrivé au point où la manie ambitieuse s'empare de l'homme et lui fait perdre la raison. Le seul résultat qu'il obtint fut de procurer un nouveau triomphe à son rival détesté : l'armée cumane franchit les Karpathes du côte de Munkács, mais Ladislas la repoussa.

Salomon voulut ensuite réunir les Petchénègues aux Cumans et entreprendre une campagne au sud du Danube ; mais il rencontra les Byzantins qui lui infligèrent une défaite complète, préservant ainsi la Hongrie sans le vouloir. Peut-être a-t-il lui-même succombé dans la bataille ; peut-être aussi a-t-il pu s'enfuir : les uns crurent le reconnaître dans Albe royale sous le modeste costume de pèlerin ; les autres soutenaient qu'il vécut en ermite sur les côtes de l'Istrie, où les habitants de Pola parlèrent longtemps de lui comme d'un saint.



L'empereur Henri IV.
(Tiré de la Chronique d'Ekkehard d'Aura.)

Cependant la rivalité du Pape et de l'Empereur continuait à dégager la Hongrie de toute ingérence et de toute suzeraineté effective. Ladislas prit, en 1085, le parti de l'abbé du Mont-Cassin, élu par les adversaires de l'Empereur sous le nom de Victor III. Il offrit même à la Diète germanique un secours de vingt mille hommes qui ne fut pas accepté. Faut-il même croire, avec Thuróczy, que la couronne du Saint Empire lui fut offerte et qu'il la refusa ? Ce qui semble mieux prouvé, c'est que les malheurs de Henri IV, abandonné et trahi par sa propre famille, finirent par le toucher, et qu'il consentit à une entrevue qui se serait peut-être terminée par une alliance ou une intercession ; mais les ennemis du vieil empereur ne le laissèrent pas arriver jusqu'en Hongrie. Quoi qu'il en soit, dans ses dix dernières années (1085—1095), le roi magyar s'occupa beaucoup moins de ce long duel.

Il s'occupa beaucoup au contraire des frontières de son royaume du côte des Slaves et des Barbares. La situation politique de la Croatie, surtout de la portion de ce pays qui s'étend de la Drave à la Save, n'avait rien alors de bien déterminé. Le prince Zwonimir, gendre de Béla I, avait reçu de Grégoire VII, en 1076, le titre de roi. Lorsqu'il mourut (1089), sa succession fut disputée au milieu de guerres sanglantes, jusqu'au

jour où la reine-veuve Hélène appela son frère Ladislas. La Croatie fut alors soumise tout entière jusqu'à la côte de Dalmatie, alors partagée entre les Grecs et les Vénitiens, et destinée désormais à être l'objet d'une longue lutte entre les Vénitiens et les Magyars. Les joupanies devinrent des comitats, et le clergé fut mieux organisé sous l'évêché d'Agram. Un fils de Geiza I, Álmos, fut chargé de ce nouveau gouvernement. Ainsi commença l'interminable et pour longtemps insoluble question des rapports de la Croatie avec la couronne de Saint-Etienne (1091).

Cependant les Cumans et les Petchénègues n'avaient pas renoncé, depuis la mort de Salomon, à envahir la Hongrie. Ladislas les rencontra sur les bords de la Temes et, malgré le petit nombre de ses soldats, n'hésita pas à attaquer cette multitude. Les Magyars, auxquels leur chef promettait la victoire, ne lui donnèrent pas de démenti, car les Barbares, dit-on, furent tous tués ou prisonniers, excepté un seul qui porta la nouvelle du désastre. Les prisonniers étaient nombreux; Ladislas, reprenant la politique traditionnelle de ses aïeux, résolut de les établir dans son royaume. A la seule condition de se faire chrétiens, condition qu'ils ne pouvaient repousser qu'en se laissant réduire en complète servitude, ils furent établis sur les terres fertiles du bassin de la Theiss qui séparent les comitats de Heves, de Szolnok et de Pesth. Cumans et Petchénègues reçurent le nom ancien et un peu fabuleux de Jazyges, en hongrois, Jász. Cette contrée eut dès lors la charge de fournir des archers aux armées royales, et elle est restée jusqu'à nos jours un des »districts militaires privilégiés«. Une nouvelle armée s'annonçait, promettant une terrible vengeance; elle fut vaincue à son tour, son chef, Ákos, tué, et ses débris rejetés au-delà du Danube. Le sol hongrois était libre de tous côtés.

Ici se placent les années fécondes au point de vue des institutions, et les dernières, aussi, du règne de Saint-Ladislas. On ne doit pas s'attendre, en étudiant ces lois, à éprouver une admiration continuelle; remarquables à quelques égards, elles présentent bien des dispositions étroites ou cruelles, comme il arrive assez souvent au lendemain des longs désordres, que l'on craint de voir recommencer. Une oeuvre législative sérieuse était indispensable, car bien des changements avaient eu lieu pendant un demi-siècle de crises continuelles; changements dans la société plutôt que dans les lois. Les dignitaires ecclésiastiques et les clercs, leurs subordonnés, avaient été plus d'une fois inquiétés, expulsés et rétablis. Maintenant les étrangers ne remplissaient heureusement plus les rangs de l'épiscopat et du sacerdoce: le clergé était devenu entièrement national, plus patriote qu'aucun de ceux du Moyen Age, et dès lors beaucoup plus apte à se faire écouter d'un peuple traditionnellement fier de sa race. Aussi dans la grande assemblée des prélats, des grands et du peuple, tenue à Szabolcs, en 1092, ne sommes-nous pas surpris de trouver bien des décisions relatives à l'Église. L'assem-

blée politique et le synode se confondaient étroitement, comme il était naturel dans un pays nouvellement converti.

Le caractère des lois promulguées dans cette assemblée est, d'une part, la prédominance sociale du clergé aussi grande que dans les autres pays ; d'autre part, chose singulière et peu attendue d'un prince allié de la cour de Rome, allié zélé malgré son indépendance, une tendance marquée à préférer les usages de l'Église grecque à ceux de l'Église d'Occident. C'est ainsi que les nouvelles décisions de Grégoire VII sur le célibat des prêtres sont résolûment écartées, au moins pour le moment et sans engager l'avenir. Le prêtre vivant dans l'état de mariage régulier conservera sa femme sans quitter son caractère religieux. Seulement il lui est défendu de se remarier ou d'épouser, même en premières noces, une veuve ou sa propre servante ; celle-ci menacée, en cas de désobéissance, d'être vendue au profit de l'évêque. Du reste, l'évêque qui aurait permis un de ces mariages illicites sera condamné par ses pairs et par le roi. Le nom du roi apparaît souvent dans ces règlements ecclésiastiques. Seul il a le droit de déclarer vicieux le contrat par lequel un clerc s'est mis au service d'un évêque ou d'un comte. Lorsque des voyages l'amènent dans un couvent, les moines peuvent bien, selon l'usage, lui demander de les embrasser, mais il faut que ce soit dans le cloître, de peur que l'orgueil ne les porte à recevoir publiquement cette distinction.



Juifs aux XI. et XII. siècles.

(D'après le livre de l'abbesse Herrad de Landsberg, conna sous le nom de »Lustgarten«.)

Les évêques sont confirmés dans tous leurs pouvoirs : les couvents leur sont positivement subordonnés et soumis à leurs visites. Ils ont le droit de juger les sorcières et de les condamner selon leur bon plaisir. Les causes matrimoniales leur reviennent également. Ils ont le droit d'exiger le dixième de tous les produits, et si la déclaration ne paraît pas loyale au pristald de l'évêque, cet officier a le droit de se faire présenter les produits et de punir la fraude. Si l'on refuse la dîme, le pristald prend tout ce qu'il juge convenable.

Des mesures analogues sont dirigées contre le paganisme. Celui qui a sacrifié auprès d'un arbre ou d'une source, paie un boeuf en guise d'amende. Celui qui n'observe pas le dimanche, ou les Quatre-Temps, ou qui ne fait pas donner à un mort la sépulture chrétienne, est mis pendant dix jours au pain et à l'eau. Chasser le dimanche, c'est se condamner à perdre son cheval et son chien, pénalité relativement modérée. On s'efforce

également d'atteindre le judaïsme et l'islamisme: le juif qui travaille un dimanche ou un jour de fête perdra ses instruments de travail; ses esclaves sont déclarés libres, mesure grave dans une législation qui admettait l'esclavage et même l'infligeait comme pénalité. Les musulmans convertis, lorsque, après avoir reçu le baptême, ils retournent à leurs anciennes erreurs, doivent être transplantés dans une autre partie du royaume.

Telles sont les décisions contenues dans le premier livre des lois de Saint Ladislas. Les deux autres livres sont composés de lois rendues dans une autre grande assemblée que celle de Szabolcs, nouvelle assemblée tenue sur le Mont Sacré de Pannonie, et sans doute aussi d'ordonnances et de sentences prononcées à différentes époques du règne. Nous n'avons plus à étudier des règlements ecclésiastiques, mais bien des décrets concernant la procédure, les pénalités et l'administration.



Ismaélites aux XI. et XII. siècles.
(D'après le »Lustgarten«.)

Tous les habitants du royaume doivent obéissance à la loi: l'évêque lui-même, s'il la méconnaît, perd les biens qu'il tenait de la munificence du roi; quant aux laïques, fussent-ils comtes, ils sont dépouillés de leur dignité et d'une partie de leurs biens. Le juge est tout-puissant pour l'exercice de son ministère: nul ne peut se refuser à comparaître devant lui sauf l'ecclésiastique, justiciable de son évêque, et le premier, magistrat du comitat, justiciable de la cour du roi. Mais cette puissance du juge est compensée par la rigueur avec laquelle il est astreint à ses devoirs; s'il sort de ses attributions, s'il se mêle d'une affaire qui ne concerne pas sa circonscription territoriale, s'il fait subir aux parties un délai de plus de trente jours, il subit de fortes amendes, qui deviennent énormes s'il est convaincu de prévarication. S'il refuse d'appliquer des lois sévères, il peut même voir tous ses biens confisqués et être lui-même vendu. Il est vrai que, s'il peut prouver son innocence par des témoignages dignes de foi, son calomniateur subit la même peine. Il est vrai encore qu'il garde pour lui une part des confiscations et des amendes: mauvais système qui n'est pas sans exemple ailleurs qu'en Hongrie, mais qui soumettait la conscience du juge à de dangereuses épreuves!

L'habitude de voler avait fait de grands progrès pendant les guerres civiles: le roi et les seigneurs n'y virent d'autres remèdes qu'une pénalité

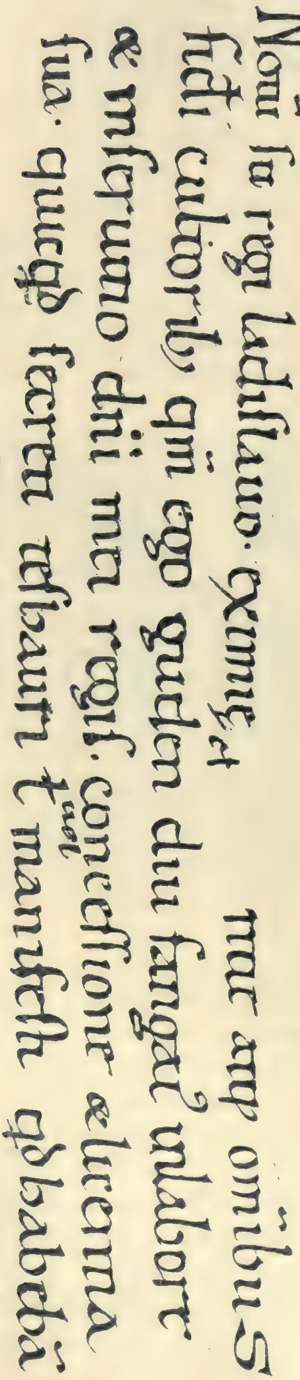
impitoyable, et contre laquelle on ne put espérer aucun recours, car il était strictement défendu aux grands de prendre un voleur sous leur protection (défense apparemment nécessaire), et le droit d'asile ecclésiastique ne pouvait valoir au coupable qu'une diminution de peine, non l'impunité. Celui qui avait caché un voleur, ou lui avait fourni les moyens de fuir, était vendu à sa place. L'esclave voleur devait avoir la première fois le nez coupé, l'esclave fugitif, coupable d'un vol, perdait la vue, mais il conservait sa langue, *afin de pouvoir renseigner son maitre.* Le simple homme libre, qui avait commis le même crime, était pendu, à moins qu'il n'eût trouvé un asile dans l'église, auquel cas il perdait seulement la vue. Dans tous les cas, ses enfants, au-dessus de dix ans, étaient vendus et tous ses biens confisqués. Pour les larcins tout à fait minimes, comme celui d'une oie ou d'une poule, la loi se contentait d'un remboursement et de la perte



Deniers du roi Saint Ladislas.

d'un oeil. L'ecclésiastique était moins cruellement traité : pour son premier vol, il était simplement fouetté par ses supérieurs, et la seconde fois, dégradé. Comme on se défiait, malgré toutes les menaces, de la vigilance des juges, on envoya de comitat en comitat des enquesteurs royaux, chargés spécialement de rechercher les hommes soupçonnés de vol, de dire partout que les grands du royaume avaient juré de ne protéger aucun criminel, afin de décourager de coupables espérances ; chargés aussi de juger les accusés, en les laissant libres de se justifier par une des épreuves appelées ordalies devant trois témoins désignés à cet effet.

Les actes de violence, objet d'une pénalité moins détaillée, n'étaient pas réprimés avec plus d'indulgence. Un noble qui entrait de vive force dans la maison d'un autre et battait sa femme, était condamné à perdre les deux tiers de ses biens, et s'il n'était pas riche, à être rasé, enchaîné et



Début d'une charte de l'époque de Saint Ladislas.

vendu au marché, ses complices punis d'amendes énormes. On voit que les lois pénales de Saint Ladislas étaient d'une justice cruelle, même pour le temps. Il ne suffit pas d'y constater la trace des lois étrangères, surtout de la loi bavaroise. Il ne faut pas non plus reprocher à ce prince énergique de n'avoir pas lu Beccaria, comme semblent le faire certains critiques. Il vaut mieux remarquer que tant de dureté n'était pas nécessaire, puisque, peu d'années après, Koloman a pu, sans inconvénient, adoucir ou supprimer plusieurs de ces mesures.

Quelques traits de l'administration de Ladislas sont curieux à recueillir, comme preuves et de sa prudence et de ses préjugés. On voit, par exemple, qu'il faisait parvenir ses ordres dans toutes les parties du royaume par des courriers investis des pouvoirs les plus étendus pour mettre les chevaux en réquisition : institution éminemment romaine et impériale qui montre l'activité et la force de cette royauté. On voit aussi des fonctions assez nombreuses et assez variées, remplies par d'humbles agents, tels que ceux qui recueillaient et gardaient, dans des sortes de magasins, les esclaves et le bétail fugitifs, et tels que les *őrök* (gardiens), hommes d'une condition intermédiaire entre la liberté et la servitude, déchus par suite des violences des guerres civiles, et dont Ladislas fit une sorte de gendarmerie destinée au service des comitats et des frontières. Leur principale fonction, sur les limites du royaume, était d'empêcher ce que nous appellerions aujourd'hui l'exportation ; non seulement celle des chevaux, ce qui aurait pu s'expliquer par des raisons de prudence militaire, mais même celle du bétail. Ce mauvais système économique était protégé par toutes les menaces imaginables contre les employés négligents : destitution des comtes des frontières, peine

de mort ou de la servitude contre les simples gardes. Les marchés étaient soumis à toute une législation terrible : il suffira de dire que les *témoins* de la vente d'un objet volé étaient condamnés à mort. Avouons que Ladislas n'était pas plus obligé de connaître l'économie politique que la philosophie du droit pénal, et que l'on peut, jusqu'à un certain point, admirer en lui le gardien vigilant et énergique de la sécurité de son peuple.

La dernière préoccupation de sa vie a été due aux préparatifs de la première croisade. Comme la plus grande partie de l'armée chrétienne devait traverser la Hongrie, les chefs envoyèrent une ambassade qui trouva Saint Ladislas au château de Bodrog et qui fut satisfait de son accueil. Aurait-il pris le commandement de l'expédition? Il est permis d'en douter quand on considère d'une part le peu de goût que les Magyars ont constamment montré pour les croisades, d'autre part la résolution que prit le roi lui-même de faire une campagne en faveur des Polonais contre la Bohême : c'est dans les préparatifs de cette guerre que la mort le surprit (été de 1095). Il ne laissait après lui qu'une fille mariée à l'empereur d'Orient Kalojohannes, et deux neveux, fils de Geiza, Koloman et Álmos.

De ces deux frères, c'était le plus jeune que la nature semblait avoir désigné pour la couronne ; il eût éveillé moins de contraste avec le beau, le vaillant, le fougueux Ladislas, aux yeux d'un peuple de cavaliers, que le disgracieux Koloman, louche, bègue, bossu, boiteux, au dire des chroniqueurs, qui ont épuisé à ses dépens tous les traits de la description la moins flatteuse. Le portrait moral n'est pas moins désobligeant que la portrait physique : on voulait qu'il eût été méchant, avare et cruel. Aucun historien national de notre siècle n'est dupe de cette conspiration, qui semble avoir trompé Amédée Thierry : les actes, et sourtout les lois de Koloman, révèlent un grand règne, quand même les faits de sa vie ont été surtout racontés, ou par des ecclésiastiques mécontents de sa parcimonie relative à l'égard des églises et des couvents, ou par des ennemis personnels qui exercèrent le pouvoir après sa mort, ou par des historiens de la Croisade qui, se dissimulant les torts de leurs héros, ont chargé la mémoire du roi de Hongrie. Il est d'autre part fort possible qu'il n'ait pas été doux comme une colombe, ainsi que le voudrait son contemporain Albéric ; et ce qui semblerait bien indiquer qu'il n'avait rien de l'extérieur requis d'un roi magyar, c'est que son père et son oncle l'avaient destiné, quoique fils aîné, à la carrière ecclésiastique. Koloman, ne se sentant aucune vocation, était parti pour la Pologne, refuge habituel des princes mécontents ; mais Ladislas mourant le fit venir et le désigna comme son héritier. Le peuple l'acclama, et son frère Álmos parut se contenter d'être Ban de Croatie. Koloman, ayant malgré lui étudié pour devenir évêque, avait pris un goût très vif, non pour l'épiscopat, mais pour les études : prédilection fort rare chez les rois ses contemporains, et qui lui valut le surnom de *Könyves,* libraire. Le pape Urbain II, lui écrivant à l'occasion

de son avènement, le félicitait d'être instruit dans les lettres sacrées et profanes, et aussi dans le droit canon, ce qui convient on ne peut mieux, disait-il, au souverain exerçant le pouvoir judiciaire.

On annonçait l'approche des croisés, mais Koloman eut encore avant leur arrivée le temps d'entreprendre une campagne qui est d'une importance capitale dans l'histoire des Magyars et même de l'Europe orientale. Álmos l'appelait contre les Croates soulevés ; avec une grande armée réunie sur les bords de la Drave, le roi remporta une bataille décisive dans laquelle Pierre, chef des Croates, perdit la vie : là est le point de départ de la véritable soumission de ce pays à la couronne magyare. Dès 1096, l'attention de Koloman fut attirée, au-delà de la Croatie, sur la côte dalmate. Cette dernière région a toujours offert une étrange bigarrure de populations et de langages : elle appartenait alors, en apparence du moins, à l'empire grec ; mais elle était attaquée à chaque instant par les Normands de Sicile. La cour de Byzance, ne pouvant en venir à bout, délégua ses pouvoirs à Vitale Phaledro, doge de Venise, qui ne réussit pas davantage. Koloman, plus heureux, s'empara une première fois de quelques villes de la côte, qui reconnurent sa souveraineté. Puis il conclut une alliance avec le doge, et une flotte vénitienne transporta une petite armée hongroise en Apulie : courte campagne qui n'eut d'autre résultat que d'occuper momentanément la ville de Brindes et d'obliger les Normands à la défensive. Cette combinaison politique n'était pas durable : les vrais adversaires de la Hongrie n'étaient pas les Normands, mais bien les Vénitiens, nécessairement hostiles à tout progrès du royaume du côté de l'Adriatique. Koloman s'en aperçut, et négocia une alliance avec Roger de Sicile, lui demanda même et obtint la main de sa fille Busilla.

Cependant les croisés arrivaient. Le premier ban de cette grande expédition n'était pas fait pour inspirer aux Magyars l'enthousiasme qui leur manquait. Toutefois, l'avant-garde de Gauthier-sans-Avoir était mieux disciplinée que ce qui la suivait immédiatement : les historiens des Croisés, si mal disposés qu'ils soient pour les Hongrois, reconnaissent qu'elle a été bien accueillie par le roi ; permission lui fut donnée de traverser le pays avec une escorte protectrice, et d'acheter les vivres dont elle aurait besoin. Aussi le voyage se fit-il paisiblement ; un très petit nombre seulement, arrivés à Semlin, commirent des actes de brigandage et furent dépouillés par les habitants. Lorqu'arriva l'armée désordonnée de Pierre l'Ermite, on put craindre des incidents bien plus graves. Elle obtint les mêmes licences que la précédente, et arriva paisiblement jusqu'à Semlin, mais là elle voulut venger les pillards de l'avant-garde : Semlin fut pris d'assaut, les habitants, réfugiés sur une colline, furent jetés dans le fleuve presque sans avoir pu résister. Peu de croisés périrent dans cette affaire ; mais les Hongrois, furieux, se réunirent aux Bulgares et aux Cumans pour attaquer leur armée au sud du Danube et l'exterminer en grande partie.

Une troisième troupe et une quatrième, composées surtout d'Allemands, tandis que les Français dominaient dans les deux premières, s'avançaient sous les ordres du prêtre Gottschalk et du prêtre Volkmar. Ceux-ci arrivaient souillés du sang des Juifs massacrés à Prague. Koloman leur accorda encore le passage et les vivres, mais cette fois non sans défiance, et leur assigna des campements près de Mosony (Wieselbourg). Un chroniqueur allemand lui attribue le projet de s'emparer, sous le premier prétexte venu, de tout le butin que ces singuliers pèlerins avaient amassé sur leur passage. Mais d'autres annalistes reconnaissent qu'ils pillaient les



Le chevalier Gautier reçu en audience par le roi Koloman.
(D'après une miniature de la Bibliothèque de l' Arsenal à Paris.)

Hongrois, les tuaient et battaient leurs femmes. Ils ne connaissaient pas la région dangereuse où ils s'étaient engagés. Koloman eut bientôt armé les hommes des comitats voisins et enfermé les croisés entre ses soldats et les marécages. D'après leurs historiens, ces malheureux auraient livré leurs armes, comptant sur les paroles clémentes du roi, mais un grand nombre d'entre eux auraient été massacrés de sang-froid. Quant aux aventuriers de Volkmar, ils suivirent la rive droite du Danube, mais Koloman leur refusa le passage et les repoussa.

Il avait donc pris le parti de refouler les Croisés comme de vrais envahisseurs. Ce n'était pas la troupe du comte Émicon et de Charpentier,

où se trouvaient des brigands et des femmes de mauvaise vie, qui pouvait modifier son opinion. Les nouveaux venus forcèrent le passage de la Leitha en tuant le palatin du royaume, puis ils se dirigèrent par une étroite chaussée sur Mosony, non sans recevoir des nuées de flèches. Ils montaient déjà à l'assaut de cette ville au moyen de longues échelles, lorsque le désordre se mit dans leurs rangs, et beaucoup furent engloutis dans les marais. Le comte Émicon put s'enfuir en Allemagne.

Enfin la croisade bien ordonnée des seigneurs prenait le chemin de la Hongrie. Godefroy de Bouillon campa sur la frontière au milieu de septembre (1096), et députa auprès de Koloman des ambassadeurs chargés de lui marquer son indignation contre un prince chrétien qui massacrait les défenseurs du Saint-Sépulcre. Le roi répondit qu'il avait dû défendre son territoire contre une invasion de pillards, et fit prier Godefroy de se rendre à une entrevue près de Soprony, sur les bords du lac de Neusiedl (Fertő tava). La rencontre fut cordiale, et se renouvela sur le mont de Pannonie, dans le palais du roi magyar. Le prudent souverain fit un véritable traité concernant l'itinéraire des Croisés, l'achat des vivres, les otages, dont le pricipal fut Baudoin. Ils s'acheminèrent sur Semlin par le plus court chemin à travers les comitats d'Albe royale, de Tolna et de Baranya, sans aucun incident grave. A Semlin arrivait Koloman de son côté, avec une nombreuse cavalerie et les otages. On se sépara sans grande effusion, mais amicalement. Lorsque quelques années plus tard se présenta aux frontières l'armée de Hugues le Grand, d'Étienne de Blois et de la margrave d'Autriche, elle n'éprouva aucune difficulté, et les sages mesures du roi évitèrent cette fois encore toute collision.

Il est aisé de voir que Koloman n'a pas eu un seul instant l'idée de suivre le mouvement européen vers Jérusalem, les sujets pas plus que leur prince. La Hongrie a fait pourtant elle aussi sa croisade, lorsque son sentiment national a été d'accord avec ses croyances religieuses, la croisade séculaire contre les Turcs, qui a rendu au pays et à l'Europe des services plus durables que les expéditions d'outre-mer. Quant aux bienfaits indirects des croisades, la Hongrie en a eu sa part dans l'activité commerciale plus grande de la vallée du Danube, avantage compensé par l'honneur périlleux de servir de passage à des armées souvent mal dirigées.

Cependant les Cumans ne cessaient de menacer la frontière des Karpathes, que parfois ils franchissaient avec la connivence de Wolodar, prince de Przemysl. Aussi, lorsque le prince de Kiew sollicita le secours de Koloman contre ce voisin perfide, n'eut-il pas de peine à l'obtenir. La campagne fut malheureuse : les Cumans vinrent défendre. Przemysl assiégé, ils dissimulèrent leur nombre, ne risquèrent que leur avant-garde et tombèrent sur les Hongrois qui se croyaient victorieux. Le roi n'échappa qu'avec peine. Ce sensible échec ne détourna pas son attention des fron-

tières du nord : une alliance avec Brestislas, de Bohème, sembla garantir pour longtemps le royaume de ce côté.

C'est sur le Midi que Koloman concentra tous ses efforts, presque toujours avec le plus grand et le plus durable succès. Son frère Álmos continuait à gouverner fort mal la Croatie et à causer des malheurs que réparait sans cesse la patiente habileté du roi. Celui-ci était convaincu que le seul moyen de pacifier cette nation, c'était de la traiter non pas en province conquise, mais en peuple frère, et d'y ajouter la Dalmatie, faisant ainsi de la Hongrie un pays maritime. Il avait épousé Busilla, princesse normande de Sicile, au milieu des plus grandes réjouissances populaires ; il n'avait plus rien à craindre, il avait même tout à espérer de ce peuple entreprenant, qui pouvait l'aider, soit contre les Vénitiens, soit contre les Dalmates. Les Slaves de Dalmatie n'avaient pas alors de sentiment national ; mais les cités surtout italiennes de Spalato et de Zara étaient aussi fières, aussi dédaigneuses des barbares, que celles de Pise ou de Milan. La grande affaire de Koloman, de 1103 à 1108, fut de soumettre ces cités et de conquérir ensuite ce que nous appellerions aujourd'hui leurs sympathies.

Le siège de Spalato, un peu plus tard celui de Zara, furent abrégés par l'intercession des évêques, surtout de Crescentius de Spalato, et se terminèrent par des chartes octroyant à ces deux villes et à celle de Trau les franchises municipales les plus étendues. Les citoyens élisaient leurs magistrats et leur évêques, sauf confirmation royale ; ils ne payaient d'autres droits que ceux qu'ils acquittaient auparavant à l'empereur ; ils n'étaient point obligés de recevoir des Hongrois dans leurs murs, si ce n'est la garnison royale ; ils n'étaient pas obligés d'héberger le roi et sa suite ; ils promettaient simplement fidélité à Koloman et à ses successeurs. Ces chartes étaient signées et jurées par le palatin et plusieurs seigneurs hongrois.

Certaines îles, celle d'Arbe entre autres, et certaines communautés religieuses ne furent pas moins bien partagées. Tout cela ne suffisait pas encore : il fallait garantir aux Croates et aux Dalmates leur indépendance collective. Koloman se fit couronner par Crescentius, roi de Croatie et de Dalmatie, montrant bien qu'il voulait établir entre ses anciens et ses nouveaux sujets un lien analogue à ce qu'on appelle aujourd'hui l'union personnelle. Cette politique de conciliation de Koloman et les actes qui l'accompagnèrent servent encore aujurd'hui de point de départ aux réclamations des Croates en faveur de leur indépendance.

Ce prince, actif et prévoyant, ne se bornait pas à légiférer en faveur de ses nouveaux sujets ; il complétait, en les améliorant, les lois de Saint Étienne et de Saint Ladislas. L'exemple le plus frappant que l'on puisse donner de ce progrès, dû à un souverain d'esprit hardi et libre, est la suppression des procès de sorcellerie, »parce qu'il n'existe pas de sorcières«.



Spalato.

(Dessin original d'Árpád Székely.)

Il ne faudrait pourtant pas s'attendre à trouver ce caractère vraiment moderne dans toutes les lois, rendues par diverses assemblées, que nous a conservées le moine Albéric. On y peut distinguer deux courants : un courant de progrès et d'adoucissement qui tient à l'ouverture d'esprit de ce roi calomnié, et le courant qui portait la Hongrie vers une fusion plus complète avec l'Europe occidentale et latine, beaucoup plus que sous Ladislas.

Le commerce étant plus actif, les procès deviennent plus fréquents, et au lieu d'une seule cour suprême, celle du roi, il est devenu nécessaire d'en établir une dans chaque diocèse : les clercs, à la vue du sceau épiscopal, les laïques à la vue du sceau d'un juge, doivent se rendre à époques fixes, en mai ou en octobre, devant ce tribunal formé de hauts officiers. Mais il va sans dire que le roi reste le juge suprême, et que chacun peut, à ce titre, l'invoquer dans ses voyages, lui ou le palatin. Koloman semble avoir eu en médiocre estime les épreuves judiciaires, car il en a restreint l'emploi autant qu'il l'a pu ; et il a supprimé les peines excessives, comme celle de l'aveuglement, infligée aux voleurs. Enfin, il a évité la confusion de la justice ecclésiastique avec la justice laïque.



Porte principale de la Cathédrale de Trau.

Le système féodal a fait des progrès en Hongrie sans ressembler encore, au moins pour ce qui concerne l'autorité royale, à ce qu'il était alors en Occident. On remarque même une sourde lutte bénéficiaire entre la couronne et la noblesse, qui rappellerait plutôt celle de l'ancienne monarchie franque. Malgré leur respect pour l'autorité souveraine, les grands se gardent bien de stipuler ou de laisser stipuler le retour à l'État des biens dont ils sont possesseurs ; il est convenu, toutefois, que ces biens feront retour à l'État, faute d'héritiers mâles, et que les droits de pèche,

usurpés çà et là, seront restitués à la couronne. De même l'hérédité entière des alleux est garantie, comme la liberté personnelle des chrétiens indigènes de toute race; mais, malgré toutes les mesures légales un courant qui était dans la force des choses, préparait l'extinction de ce genre de propriétés au profit de la hiérarchie féodale. Déjà une loi sévère défend d'instruire ou de destiner à la clergie, non seulement un esclave, mais un homme dépendant, à un degré quelconque, sans la permission de son seigneur. La même mouvement est sensible dans les règlements militaires; il ne s'agit plus autant du droit et du devoir personnel de chaque homme libre; c'est la terre qui fournit les guerriers plutôt que ce n'est la nation, car c'est d'après la terre que se fait la répartition des charges militaires. Pourtant le système financier, avec la capitation des hommes libres, reste tout à fait monarchique, en y comprenant les réquisitions du roi et de ses agents pendant leurs voyages.

Les étrangers continuent à être bien reçus, témoins entre autres ces Italiens du midi qui accompagnèrent la reine Busilla et ne retournèrent pas dans leur patrie; mais, quelles que soient les dispositions personnelles du roi, la législation devient toujours plus restrictive à l'égard des non-chrétiens; elle cherche à disperser les Musulmans, toujours nommés Ismaélites, qui, jusque-là, se groupaient en villages compactes; elles les oblige à entretenir des églises; elle cherche visiblement à les ruiner, mais elle ne les décourage pas plus que les Juifs. Ceux-ci trouvaient toujours mieux en Hongrie qu'en Allemagne, dans ce temps de massacres; aussi affluèrent-ils malgré les lois qui les traitaient comme des étrangers et comme des gens habitués au recel des objets volés, car ils ne pouvaient rien acheter à un chrétien sans des formalités minutieuses.

Les actes d'un important synode tenu à Gran et divers traits de la vie de Koloman nous le montrent tantôt très ferme vis-à-vis de la cour de Rome, tantôt obligé de céder plus que ne l'aurait fait son prédécesseur. Ainsi le célibat des prêtres devient obligatoire: aucun ne pourra se marier après avoir prononcé ses voeux; s'il est déjà marié il doit renoncer à vivre avec sa femme; en tout cas nul ne peut paraître à l'autel s'il vit encore dans l'état de mariage. Pour éviter le népotisme, résultat que ne conjure point le célibat là où l'Église est riche, il est décidé que quand un évêque aura songé à sa famille plus qu'à ses devoirs ecclésiastiques, la moitié de ses biens appartiendra à l'Église après sa mort. L'autorité de l'évêque en toutes choses s'étend et se fortifie. Une grande concession du roi en 1106 fut d'abandonner au pape le droit d'investiture, réclamé depuis longtemps par la cour de Rome.

En revanche il ne voulut jamais admettre que les nouveaux prélats dussent prononcer un serment qui les aurait mis dans l'absolue dépendance du pape; il ne voulut jamais qu'un synode prétendit se passer de son autorité. Il organisa à lui seul l'église dalmate, en consultant seulement une

réunion de nobles et d'évêques. Enfin le synode ordonna des prières quotidiennes pour le roi et déclara excommuniés ceux qui conspireraient contre lui ou ne révéleraient pas le complot.

Hélas, c'est dans la famille même du roi que se trouvèrent les conspirateurs. Non seulement il eut le chagrin de répudier pour adultère sa seconde femme, une princesse russe; mais son frère Álmos, auquel il avait donné, en échange de la Croatie, un vaste apanage sur les bords de la Theiss, rouvrit la déplorable série des guerres civiles. On ne trouverait aucun intérêt dans le récit de ses quatre ou cinq conspirations chaque fois pardonnées, grâce à la modération de Koloman et à l'intercession des grands et des évêques. Le dernier complot fut le plus grave, parce que le prince ambitieux alla chercher des secours en Allemagne, et revint assiéger Presbourg avec l'empereur Henri V, mais sans aucun succès. Álmos dut cette fois aller en Terre Sainte, mais il en revint pour conspirer encore. La patience du roi était à bout: il donna l'ordre de crever les yeux à son frère et au fils de son frère, àge de cinq ans. Cette dernière et inutile barbarie, dont il se repentit trop tard, abrégea les jours du souverain remarquable que l'on a comparé au très moderne Joseph II, et qui lui fut certainement supérieur en tact politique (1114).



Ouvrage émaillé de l'époque des Árpád.
(Au Musée National.)

Une fin aussi déplorable pour le caractère de Koloman ne doit pas faire oublier le mérite sérieux de son règne, qui n'est même pas dépourvu de tout intérêt littéraire. La langue nationale n'était point encore étouffée par le latin; il est certain que les lois recueillies par Albéric ont d'abord été rédigées en hongrois; de plus on expliquait au peuple en langue vulgaire les principales prières et les cérémonies de l'Église. Des écoles se fondaient en assez grand nombre sous le règne du roi *libraire*. Ces progrès, ceux du commerce, l'énergique maintien du pouvoir monarchique, malgré les inévitables progrès de la féodalité, la conquête peu sanglante et sagement réglée d'un nouveau royaume; tout cela nous montre qu'au début du douzième siècle la Hongrie chrétienne et civilisée avait trouvé son équilibre intérieur en même temps que ses limites.

CHAPITRE QUATRIÈME.

LE DOUZIÈME SIÉCLE 1114—1196 : LA HONGRIE ENTRE LES DEUX EMPIRES.

Le douzième siècle, ou plus exactement l'espace de quatre-vingt-deux ans (1114—1196) qui sépare la mort de Koloman de celle de Béla III, est une époque indécise et compliquée, dominée toutefois par deux grands faits : d'une part, résistance aux deux empires, grec et germanique, tour à four menaçants pour l'indépendance du pays : d'autre part, lente transtormation politique et sociale qui prépare les périodes suivantes, celle de la suprématie pontificale, puis celle de la constitution. Nous réserverons pour le début du chapitre suivant l'étude de ces évènements intérieurs ; le présent chapitre offrira au lecteur, d'abord une courte biographie des rois, puis une revue des relations hostiles ou pacifiques avec chacune des puissances limitrophes. Ces relations seront exposées pays par pays, car l'ordre chronologique produirait, avec la diversité des alliances et des guerres, un véritable chaos.

Étienne II (1114—1131), fils de Koloman, n'avait que treize ans à la mort de son père. Assez mal élevé et assez mal conseillé, il devint licencieux et cruel. Les complots, qui se formèrent sous son règne, furent punis par de terribles supplices, dont le remords ne fut pas étranger à la décrépitude précoce du malheureux prince.

Avant de mourir, il eut le temps de se préoccuper du choix de son successeur. Dans une campagne en Russie, il s'était malheureusement épris d'un nommé Boris, fils de la seconde épouse répudiée par Koloman, et s'était plu à le reconnaître pour son frère. Toutefois, un scrupule l'empêchait de léguer sa couronne à cet aventurier bâtard. Almos était mort depuis quelques années, mais son fils Béla, aveuglé comme lui, vivait encore au fond d'un cloître : c'est ce prince, affreusement mutilé, qui fut désigné par Étienne II mourant, et qui régna pendant dix années (1131—1141).

Malheureusement, Béla II et la princesse serbe Hélène, femme intelligente et ambitieuse qu'il venait d'épouser, arrivaient au trône avec d'inexorables sentiments de vengeance. Une diète fut convoquée dans les environs d'Arad (1132) où soixante-huit des ennemis d'Almos et de son fils furent tués immédiatement, d'autres arrêtés, condamnés à la confiscation et à l'exil. Les haines des partis ne pouvaient être apaisées par de semblables excès, et

le parti de Boris, appuyé par les Polonais, essaya une revanche. Toutefois, l'institution monarchique était si forte en Hongrie depuis ses trois grands rois, que Béla régna presque paisiblemeut jusqu'à sa dernière heure (1141), laissant après lui trois fils, Geiza, Ladislas et Étienne, ces deux derniers pourvus de la Bosnie et de la Sirmie comme apanages.

Geiza II (1141—1161), malgré les inconvénients récemment éprouvés d'une minorité royale (il n'avait que dix ans), a laissé la réputation d'un des meilleurs princes de son siècle ; le prince serbe Bélus, frère de la reine-mère Hélène, actif et intelligent comme sa soeur, aidé par des prélats et des comtes amis de l'ordre et de la paix, conseilla bien le jeune prince qui persévéra, une fois majeur, dans la voie de sagesse où son enfance avait été dirigée. C'est alors que s'accomplit un évènement des plus importants pour l'ethnographie de l'Europe : la colonisation germanique de la Transylvanie.

Les autres faits de la vie et du règne de Geiza II se résument dans une longue lutte contre Boris, ou plutôt contre les empereurs Conrad et



Sceau en plomb du roi Geiza II.

Manuel qui se servirent successivement de cet aventurier pour couvrir leur projet d'asservir la Hongrie. Nous verrons que le césar germanique échoua entièrement, tandis que Manuel, petit-fils de Saint Ladislas par sa mère, menaça sérieusement, avec les forces de son vieil empire, l'indépendance du jeune royaume. Néanmoins, ni ces grandes puissances, ni les pèlerins armés français et allemands de la seconde croisade, qui traversèrent le pays, qui n'étaient pas toujours dans des dispositions amicales, n'ôtèrent rien en définitive de sa libre dignité à la couronne magyare.

Le fils aîné de Geiza s'appelait aussi Etienne ; il figure parmi les rois de Hongrie sous le nom d'Etienne III (1161—1172), et son oncle et compétiteur sous le nom d'Etienne IV. Ce qui achève d'embrouiller cette période, c'est que le troisième frère de Geiza II, Ladislas, fut aussi un prétendant à la royauté et qu'il porte le nom de Ladislas III. Il est vrai que celui-ci mourut bientôt, et que la lutte resta circonscrite entre les deux Étienne, à la grande joie de l'empereur Manuel, qui put installer un moment Étienne IV, son protégé, sur le trône. Un soulèvement national

montra qu'ils n'étaient pas plus disposés à supporter la tutelle orientale que la tutelle occidentale: Étienne III l'emporta; il régna jusqu'à sa mort prématurée (1173), mais sans laisser d'enfants.

C'était donc à son frère Béla III de lui succéder (1173—1196). Ce prince se distingua de tous les Árpád, même de Saint Ladislas, par ses tendances byzantines; aussi la nation se défia-t-elle de lui, et le clergé craignit-il de le voir se rapprocher de l'Eglise orientale. Cette crainte à l'égard d'un prince élève de Byzance, allait si loin que l'archevêque-primat se refusa absolument à le couronner, même sur l'invitation du pape Alexandre, et qu'il fallut en charger l'archevêque de Kalocsa. Un complot se forma en faveur de son frère Geiza; mais Béla III vint à bout des conspirateurs, d'abord avec habileté, ensuite avec cruauté, mais sans immoler son frère Geiza qui fut seulement retenu en prison et plus tard prit part à la troisième croisade. Son administration habile que nous exposerons plus loin, la prospérité dont jouit bientôt le pays malgré des causes profondes de transformation sociale, réconcilièrent Béla avec ses sujets, mais peut-être sa politique extérieure y contribua-t-elle plus que tout le reste. A ce point de vue, son union avec la princesse Marguerite de France, son habile conduite lors du passage des croisés de Frédéric Barberousse, ses succès, et du côté de la Gallicie et même du côté de l'Adriatique, firent oublier ce qu'il y eut peut-être d'excessif dans son habitude d'intervenir amicalement au milieu des révolutions de palais de Constantinople, et l'Eglise latine fut entièrement rassurée par son zèle pour les fondations religieuses. Il fit le vœu d'aller en Terre Sainte, et n'ayant pas eu le temps de l'exécuter, il chargea en mourant son fils André de l'accomplir.



Denier de cuivre du roi Etienne IV.

Après cet aperçu des annales royales au douzième siècle, commençons l'étude des relations extérieures par les Slaves du Nord, Bohême d'une part, Pologne et Russie de l'autre.

Koloman avait conservé un ressentiment profond de sa campagne malheureuse contre les Russes de Przemysl. Ceux-ci étant constamment agités par les compétitions de leurs princes, Etienne III entreprit de venger la défaite de son père. Les Hongrois appelés par Yaroslav, conquirent Przemysl (1127), et marchèrent contre Kiew, mais bientôt ils arrêtèrent leur souverain dans cette campagne qu'ils jugeaient inutile, et dont le résultat fut d'attribuer à Boris la principauté de Halitsch. Boris, ayant épousé une princesse polonaise, fut soutenu par Boleslas II (1132—1134), contre l'aveugle Béla, et les Polonais unis à quelques mécontents magyars parvinrent jusqu'aux bords du Sajó. Cette campagne est mal connue et diversement racontée. Il est cependant probable qu'elle se termina par une

défaite des Polonais, et dans tous les cas, Béla conserva son trône pendant que Boris perdait sa principauté et n'était plus qu'un aventurier errant de cour en cour pour mendier des alliances.

Dès lors la Pologne resta pour longtemps presque étrangère à l'histoire de la Hongrie. La Gallicie russe y reparut deux fois au contraire



Grand Sceau de Béla III.

dans la seconde moitié du siècle. Geiza II soutint son beau-frère le grand prince de Kiew contre les princes de Souzdal et de Swenigrod (1151). Une armée auxiliaire hongroise alla victorieusement jusqu'à Kiew, un autre corps fut battu et Geiza dut aller venger les prisonniers mutilés avec barbarie : Wladimirko de Swenigrod fut obligé de céder au prince de Kiew et de payer un fort tribut. C'était là une guerre qui n'avait pas d'autre

intérêt ni d'autre motif que les relations de parenté du roi; au contraire, Béla III (1189), s'il renonça au projet qu'il avait d'abord formé d'établir son fils André comme prince de Gallicie et abandonna cette souveraineté à un prétendant russe, contraignit du moins celui-ci à reconnaître la suzeraineté de la couronne hongroise, et le titre de roi de Gallicie fut dès lors porté par les successeurs d'Arpád. Telle est l'origine des prétentions élevées par l'Autriche sur la Gallicie lors du partage de la Pologne.

Les rapports avec la Bohême furent encore plus importants et plus compliqués, soit comme hostilité, soit comme alliance. Les premiers Arpád, Koloman surtout, avaient très bien compris que les deux pays étaient faits pour s'entendre et pour se rendre de mutuels services. Les conseillers d'Etienne II eurent la malencontreuse idée de resserrer ces liens par une entrevue (1116). Il est difficile de s'expliquer au juste comment ce projet pacifique dégénéra en tragédie sanglante, car des deux côtés on s'attribua la victoire.

Sobieslas semblait s'annoncer comme un ennemi mortel des Hongrois; mais, tout au contraire, ayant épousé une fille de l'aveugle Almos, une sœur de l'aveugle Béla, il devint ensuite le meilleur et le plus fidèle allié de celui-ci pendant les trop courtes années de son règne. Il leur accorda contre les Grecs une armée auxiliaire. Plus tard, il se prononça pour eux contre les Polonais et contribua à sauver son beau-frère. Malheureusement, les fils de Sobieslas ne furent pas appelés par le peuple bohême à leur succéder (1140), et s'enfuirent à la cour de Hongrie, de sorte que les relations se trouvèrent refroidies pour quelque temps. Mais Wladislas II obtint pour un de ses fils la main d'une fille de Geiza, et la bonne harmonie fut rétablie. Les Hongrois se trouvèrent heureux d'en profiter (1164) pendant la lutte des deux Étienne, lorsque Manuel intervenait dans ces querelles pour asservir leur pays, comme nous le verrons plus loin.

Si des frontières du nord nous nous transportons au sud-ouest, nous trouvons la république de Venise et la rivalité pour la possession de l'Adriatique. Il ne s'agit plus ici de relations personnelles, bonnes ou mauvaises, entre deux familles souveraines, mais d'intérêts permanents et d'une lutte à peu près constante avec ou sans guerre déclarée. La mort d'un adversaire aussi redoutable que Koloman semblait une admirable occasion de revanche, et Dandolo ne manque pas d'y voir une intervention de la Providence en faveur du peuple vénitien.

Le doge Ordelafio Falieri envoya une ambassade à Constantinople pour demander à l'empereur son alliance et des subsides, en l'assurant du dévoûmeut de la République et des services qu'elle allait lui rendre en combattant les Hongrois. Ayant obtenu de ce côté ce qu'il voulait, le doge équipa une grande flotte et attaqua, en personne, les places fortes de la côte (1115), qui tombèrent presque toutes on son pouvoir, excepté les citadelles que des garnisons magyares défendaient. Les villes, qui espéraient

alors le maintien de leurs libertés, ne répugnaient point à ce changement, surtout après une tentative manquée de la garnison de Spalato pour surprendre et désarmer les habitants de la cité avec la connivence de l'archevèque Manassès. Les efforts du ban de Croatie ne réussirent qu'à lui attirer une défaite, et les troupes de Zara se rendirent. Les Vénitiens, rudes vainqueurs, ramenèrent chez eux des otages et des captifs.

Tout le pays était donc perdu ; les conseillers d'Étienne II voulurent prendre une revanche immédiate, et cette fois ils déployèrent beaucoup d'énergie. Une nouvelle armée vainquit et tua le doge Ordelafio ; son successeur, le vieux Domenico Michieli, ne voulut pas continuer cette lutte inégale sur la terre ferme ; mais ses habiles ambassadeurs obtinrent un traité qui laissait aux Vénitiens ce qui leur était vraiment utile, la possession de Zara et des îles, c'est-à-dire le commerce maritime et un lieu de débarquement. La Dalmatie continentale fut bientôt réconciliée par une sage politique. Ses populations, essentiellement commerçantes, ne tardèrent pas à comparer la rusée, mais dure et jalouse domination de Venise avec la domination par moments brutale et guerrière, mais après tout libérale, des souverains hongrois. Leur clergé, très jaloux de son indépendance, supportait avec peine la suprématie, imposée par Saint-Marc, du patriarche de Grado. Il n'est donc pas étonnant qu'ils se soient une troisième fois soulevés (1171), et n'aient fait qu'une soumission apparente. Lorsqu'en 1180 le palatin Farkas parut en Dalmatie avec un petit corps de troupes, les habitants de Zara se soulevèrent encore. Une flotte vénitienne s'efforça vainement de les réduire ; un peu plus tard, elle fut attaquée dans les eaux de Trau par les Hongro-Dalmates qui restèrent victorieux, échec sensible pour l'orgueil de l'ambitieuse République. La Dalmatie était redevenue hongroise tout entière.

On voit que le royaume fondé par Saint Étienne avait, en définitive, traversé glorieusement le douzième siècle et conjuré les périls qui menaçaient les frontières du nord et du sud-ouest ; mais les principales menaces lui vinrent, comme nous l'avons indiqué déjà, des deux empires voisins. Il est temps d'étudier à part ces relations, en commençant par l'empire germanique.

Au temps d'Étienne II et de l'aveugle Béla, elles furent pacifiques, presque amicales. Ainsi, lors de l'invasion polonaise, destinée à renverser Béla en faveur de Boris, l'évêque de Zara vint trouver Lothaire II à la Diète de Magdebourg (1135) et obtint son intervention, qui fut aussi utile que celle du fidèle Sobieslas. L'empereur Conrad fut plus ambitieux : il voulut se servir de Boris comme le puissant Henri III s'était servi de Pierre cent ans plus tôt ; mais les temps étaient changés. Lorsque Boris, avec quelques soldats d'Autriche, eut surpris la ville de Presbourg (1146), l'indignation fut générale en Hongrie, et une grande armée fut sur pied en très peu de temps. La garnison de Presbourg, n'espérant pas de secours, n'attendit pas l'assaut pour négocier son départ. Le duc Henri Jasomirgott,

de Bavière, margrave d'Autriche, arriva enfin avec une armée bavaroise et saxonne qui rencontra les Magyars entre Mosony et la Leitha. Les bonnes dispositions prises par Bélus, et une grande supériorité numérique assurèrent la victoire des défenseurs du pays. Il est certain que dès lors il n'y eut plus de semblable tentative de la part des empereurs.

Conrad lui-même n'y avait point pris part, mais l'année suivante (1147), il demanda à traverser la Hongrie pour marcher au secours de la Terre Sainte avec une foule de seigneurs et de prélats. Les Hongrois ne prirent pas plus de part à cette seconde croisade qu'à la première. Ils reçurent bien les Français de Louis VII, et se bornèrent à laisser passer leurs voisins que les évènements récents ne disposaient pas à une exacte discipline et au respect des habitants ; aussi se plaignit-on beaucoup de leur conduite.

Lorsque Frédéric Barberousse fut devenu empereur, les difficultés de sa politique en Italie l'obligèrent à ménager les Hongrois, qu'il aurait voulu soumettre. Il renonça au projet un moment formé de protéger le prétendant Étienne contre son frère Geiza II, et obtint (1158) une troupe d'élite d'archers à cheval magyars qui contribua, dans l'armée du duc d'Autriche, à la prise de Milan. Ce qu'il aurait désiré plus encore, c'eût été de voir reconnaître par ses voisins l'anti-pape impérialiste Victor IV, et il sembla obtenir cette reconnaissance au concile de Pavie. Mais le primat Bánfy, zélé partisan de la Cour de Rome, réussit à rapprocher son souverain d'Alexandre III ; il y réussit au point que Geiza, qui avait conservé un bon souvenir du passage de la croisade de Louis VII à travers ses États, écrivit au roi de France pour faire alliance avec lui contre l'Empereur, auteur du schisme. Les relations avec la France devinrent aussi plus fréquentes et aboutirent au mariage de Béla III avec Marguerite de France.

Pendant les alternatives d'amitié et d'hostilité avec l'Empire alternatives compliquées d'alliances de famille avec les ducs d'Autriche, une partie de la haute noblesse allemande continuait à venir s'établir en Hongrie. Plus tard (1188), on vit arriver à la cour de Béla III l'archevêque de Mayence, demandant pour l'armée impériale, qui marchait à la délivrance de la Terre Sainte, le libre passage et le droit d'acheter des vivres. Chose singulière, à mesure que le zèle pour la croisade tendait à diminuer en Occident, ce zèle au contraire commençait à se montrer en Hongrie : si Béla n'alla pas en Palestine plus que ses prédécesseurs, il regretta de n'y pouvoir aller, et il fit vœu de s'y rendre un jour. En attendant, il accorda avec empressement tout ce qu'on lui demandait ; des magasins de vivres furent préparés sur la route des croisés. A la fin de mai 1189, l'Empereur reçut de Béla le plus cordial accueil.

Reste l'empire d'Orient : il n'a eu à aucune autre époque des relations aussi importantes avec les Hongrois que pendant le douzième siècle, son dernier répit glorieux sur la pente de la décadence. Il faut se rappeler que l'empereur Jean Comnène, surnommé Kalojohannes, avait épousé une

fille de Saint Ladislas, et que par conséquent lui-même et son fils Manuel étaient parents des rois magyars. La protection qu'il accorda au vieil Almos fugitif et à ses partisans, irrita Étienne II qui, en 1128, s'empara de Branizowa au-dessous de Belgrade, et emporta les pierres des remparts pour fortifier Semlin. Comme il ne rencontra pas de résistance sérieuse, il qualifia l'empereur de vieille femme poltronne. L'année suivante, il en fut tout autrement : si de nombreux auxiliaires bohêmes étaient venus fortifier les Hongrois, la cour de Byzance avait envoyé sur le Danube une armée composée en grande partie de Persans et de Gênois. Dans cette lutte que Kalojohannes dirigea en personne, le feu grégeois, l'habile tactique byzantine et la rupture accidentelle des ponts de bateaux, causèrent la défaite des Magyars. Il est vrai qu'ils prirent ensuite leur revanche et reconquirent la Sirmie, sinon Belgrade. L'empereur ne sauva que difficilement son armée et saisit la première occasion de traiter.

Tout cela n'était qu'un prologue. L'empereur Manuel, qui succéda à son père, et qui, fils du plus beau des Byzantins et d'une Hongroise, réunissait à une force herculéenne et à un indomptable élan les ressources de la politique la plus secrète et la plus profonde, résolut de compenser, au détriment de ses voisins d'Europe, les pertes infligées à l'empire en Asie par les Musulmans ; il a même certainement voulu arriver à faire de la Hongrie tout entière une province vassale. En 1150, le Serbe Bélus, tuteur énergique de Geiza II, son neveu, voulut prévenir ces projets en persuadant au prince de Serbie, Tschudomil, d'échanger contre la suzeraineté hongroise celle de Byzance. Manuel, occupé contre Roger II de Sicile, ne put d'abord s'y oppposer, mais il revint bientôt, vainquit Tschudomil en combat singulier et le forca à devenir son sujet. Puis il envoya Boris, dont il se fit longtemps un instrument, ravager les bords de la Temes ; lui-même conquit la Sirmie et vainquit complètement Geiza, revenu du Russie. Après une trève de deux ans, l'ambition d'Andronic Comnène, qui voulait renverser Manuel, permit à Geiza de retourner contre son adversaire l'arme dangereuse des rivalités princières et des guerres civiles (1155). Les Hongrois, dans cette occasion, s'aventurèrent beaucoup au sud du Danube et se virent coupés de leurs communications avec le fleuve ; plus heureux que sages, leur furieux élan leur procura un avantage complet sur la tactique byzantine, et chose plus utile qu'une victoire, la mort de Boris. Manuel conclut alors la paix avec restitution mutuelle des prisonniers et des conquêtes.

Il n'abandonna pas pour cela ses projets : le prince Étienne, frère de Geiza, oncle du jeune Etienne III, joua, entre ses mains, le rôle de Boris, surtout depuis 1161. Prévoyant les services que lui rendraient les embarras d'une minorité en Hongrie, Manuel avait eu l'habileté d'écarter Bélus, le plus habile des généraux et des conseillers de Geiza, en le nommant prince de Serbie, de son pays d'origine : de sorte qu'à la mort de Geiza son jeune

fils se trouva, bien que roi couronné, à la merci des Grecs, et dut s'enfuir à Presbourg. Manuel triomphait enfin : son protégé devenait roi de Hongrie, et obtenait de l'archevêque de Kalocsa un simulacre de couronnement. Le roi, qui devait sa couronne à l'empereur, lui témoignait sa gratitude en lui cédant la Sirmie avec Semlin et en remplissant sa cour de Byzantins : n'était-ce pas Manuel qui avait déclaré que, d'après les lois du royaume, c'était le frère et non le fils qui devait hériter ? N'étaient-ce pas ses troupes qui imposaient silence aux mécontents hongrois ? A vrai dire, Manuel avait trop bien réussi : le peuple magyar, irrité de cette domination imprévue d'un empire méprisé, se souleva dès le départ des troupes byzantines et renversa leur protégé ; l'empereur n'avait pas disposé longtemps du trône de Hongrie.

Il ressaisit très habilement l'avantage en feignant de se réconcilier avec Étienne III rétabli, et en faisant venir à sa cour le prince Béla, destiné à devenir son gendre et son héritier : manière indirecte et plus sûre de réunir un jour les deux États. En attendant, il réclama pour Béla la Dalmatie à titre d'apanage et ne l'obtenant pas il recommença la lutte (1163) : cette fois, il eut en face de lui les auxiliaires tchèques. Laissons parler un des chroniqueurs de la Bohême en abrégeant son récit. »Notre roi promet de porter secours à la reine et au jeune roi de Hongrie, de sorte que les ambassadeurs retournent joyeux. Les principaux chefs sont convoqués à Prague ; les uns trouvent excellent le projet du roi, les autres le trouvent absurde, disant qu'ils n'avaient jamais entendu parler d'un roi de Bohême faisant un roi de Hongrie. »Notre roi leur répond : Je vais seulement défendre contre ses ennemis un souverain légitime, que ceux qui ne veulent pas me suivre s'adonnent aux jeux des femmes et à l'oisiveté. L'armée entre donc en Hongrie et marche contre les Grecs. A droite, à gauche, sur un grand espace, on ne voit personne, car les habitants s'étaient enfuis. Voyant cela, beaucoup des nôtres se répandent dans la contrée, pillant, emmenant ou tuant les troupeaux, brûlant les maisons. Le roi de Hongrie qui s'était retiré au-delà de la Theiss, par crainte des Grecs, vient à la rencontre d'un aussi important secours, et les deux princes se donnent le baiser de paix. L'empereur voulant savoir à quoi s'en tenir sur cette arrivée, fait venir un Morave nommé Bogutta, qui était arrivé à une haute faveur à la cour de Byzance, et l'envoie auprès du roi de Bohême pour lui rappeler le bon accueil qu'il a reçu lors de la croisade. Il revient bientôt annoncer que Wladislas ne veut point se retirer, et qu'il établit ses tentes près de l'armée grecque, en vue d'un



Bijou émaillé trouvé dans la tombe de Béla III.
(Au Musée National.)

prochain combat. L'empereur, après en avoir conféré avec son conseil, repasse le Danube avec quelques troupes, laissant le reste à Étienne son allié, lequel battit en retraite pendant la nuit. La matin venu, les nôtres prennent le camp, rempli d'innombrables richesses, et se livrent à la poursuite. A cette nouvelle, l'empereur déclare à Wadislas par ambassadeur, qu'il n'est venu que dans l'intérêt des rois. La paix se négocie et des présents magnifiques sont échangés. Notre roi se retire et reçoit de nouveaux présents de la reine de Hongrie.«

Manuel n'avait voulu que se débarrasser des Tchèques; il ne renonçait pas à soutenir Étienne IV, ou plutôt à imposer sa tutelle à la Hongrie, tout en continuant à préparer Béla au rôle de souverain des deux États. Un soulèvement furieux du peuple magyar chassa les Grecs et leur fit perdre Semlin, où le prétendant périt. Ce fut alors, pendant deux ans (1164—1166), une lutte sur tous les points, en Dalmatie, en Transylvanie, sur le Danube, avec des retours de fortune dont nous éviterons le monotone récit. Qu'il nous suffise de remarquer l'étonnante énergie du vieil empire, son habileté à se procurer des troupes de toute nation et à leur communiquer une vigueur capable de lutter contre l'élan magyar. Ainsi le palatin vainqueur avait élevé un énorme ossuaire avec les dépouilles des Byzantins: l'année suivante, ce sinistre aspect inspira à une nouvelle armée impériale une ardeur de vengeance qui lui procura cette fois la victoire.

Lorsque Béla III devint roi (1173), les hostilités avaient cessé depuis peu d'années; Manuel vieilli, obligé par la naissance tardive d'un fils à renoncer à ses projets d'union, n'eut plus d'autre désir que de vivre en relations amicales avec son gendre et de conserver ses conquêtes. Il entreprit une expédition contre le sultan d'Iconium, et obtint sans peine un corps auxiliaire hongrois, commandé par le ban de Croatie et le vajvode de Transylvanie. Cette petite croisade ne fut pas heureuse: dans un défilé du Taurus, le dernier grand successeur de Constantin, blessé et sur le point de périr, fut sauvé par deux Magyars. Béla aurait pu profiter de ce désastre pour reprendre la Sirmie et la Dalmatie, dont la population ~~l'appelait~~, mais il attendit respectueusement la mort de Manuel (1180) pour rattacher ces deux provinces à son royaume. Dès lors, les souverains de Hongrie n'eurent plus à redouter la puissance de l'Empire grec, mais sa décadence rapide qui allait le livrer, d'abord aux croisés latins, et plus tard aux Turcs. Déjà Béla intervint entre les prétendants qui se disputaient le trône de Constantinople: les rôles étaient renversés.

Nous avons essayé de présenter avec ordre ces faits compliqués de l'histoire hongroise pendant le douzième siècle. Malgré les fautes des souverains, les dissensions de la famille royale et les ambitions étrangères, le royaume fondé au onzième siècle par les grands rois n'avait été ébranlé par aucun péril.

CHAPITRE CINQUIÈME.

LA CONSTITUTION DE 1222.

Deux forces n'avaient cessé de grandir depuis la mort de Koloman: d'une part la féodalité et dans la féodalité l'oligarchie, d'autre part, la puissance temporelle du clergé, et au-dessus du clergé et du royaume la suprématie pontificale. Chose qui semble étrange et contradictoire, c'est précisément parceque la monarchie était la plus vigoureusement constituée du continent européen, qu'elle était condamnée à s'affaiblir elle-même; le pouvoir royal avait une telle importance, qu'une compétition princière mettait tout en question et que, pour s'en défendre, il fallait donner, prodiguer de toutes parts. Chose singulière, c'est des droits sur la monnaie royale que le primat retenait une somme énorme: rien ne peut-il mieux montrer quelle place tenait le clergé dans les affaires même séculières du royaume! D'ailleurs le mouvement qui portait l'Europe latine vers l'omnipotence pontificale dans le siécle d'Innocent III. ne pouvait manquer d'entrainer la Hongrie.

Béla III laissait deux fils: Emmerich qui fut roi de 1196 à 1205, et André, qui devait lui succéder (1205—1235). André, menacé de l'interdit avec tous ses partisans, ne renonça pas à toutes prétentions à la couronne, mais un arrangement à l'amiable intervint entre les deux rivaux. L'anarchie n'en recommença pas moins: heureusement le roi vainqueur, qui poursuivait son frère en Autriche (1199), fut-il arrêté par l'intervention d'un légat et de l'archevêque de Mayence.

Les guerres civiles allaient encore recommencer, lorsque la mort du petit souverain permit à André II. de monter enfin sur le trône, en prononçant le serment de respecter toutes les franchises et propriétés accordées par ses prédécesseurs.

On pouvait croire la tranquilité revenue, et l'on en était plus éloigné que jamais. La nouvelle reine, Gertrude, fille du duc de Méran, dans le Tyrol, avait déjà donné de mauvais conseils à son époux: l'un de ses premiers actes, une fois arrivée au pouvoir souverain, fut d'obtenir l'archevêché de Kalocsa pour son frère Berthold, l'un des plus scandaleux prélats de son siècle. Son ignorance et ses mauvaises moeurs étaient si notoires qu'Innocent III ne se décida pas sans peine à lui envoyer le pallium; toutefois le Saint-Siège finit par céder, et Berthold fut comme sa soeur un fléau pour son pays d'adoption.

Tous deux s'entourèrent de créatures indignes qui achevèrent de les gâter par leurs conseils. Chaque année, ils devenaient plus exigeants : non content d'un siège archiépiscopal qu'il déshonorait, Berthold voulut être ban de Slavonie, comte de Bodrog et de Bács, voïvode de Transylvanie. Il voulait être l'égal du primat, toucher le dixième des droits sur la monnaie, être chargé du couronnement des rois (le fils aîné d'André, depuis Béla IV, fut couronné de très bonne heure).

Ces prodigalités et bien d'autres n'empêchaient pas la reine d'accumuler des trésors comme ceux qui accompagnèrent la petite princesse Élisabeth, fiancée à Louis de Thuringe. Le mécontentement grandissait et amenait des complots de toutes parts ; après une tentative manquée pour faire venir de Constantinople un neveu de Béla III, les conjurés profitèrent d'une absence du roi, occupé en Gallicie.

En nouveau crime de Berthold leur donna un chef redoutable dans la personne de Bánk, le palatin du royaume. L'épouse de ce haut dignitaire fut l'objet du plus coupable attentat de la part de l'indigne archevêque et la reine fut accusée de complicité par la voix publique. Les amis de Bánk résolurent de le venger d'une manière terrible. On a prétendu que l'archevêque Jean de Gran, qui haïssait les Méran, interrogé par les conjurés sur la légitimité de leur projet, aurait fait une réponse d'oracle, pouvant être interprêtée à volonté comme un encouragement ou une protestation.

Quoi qu'il en soit, la reine fut massacrée avec un certain nombre de ses courtisans ; les jeunes princes furent sauvés, non sans peine, par leur gouverneur. Quant à l'archevêque, cause directe de toutes ces horreurs, il s'enfuit avec un trésor volé.

André revenait de Gallicie, pays qui lui avait coûté, et lui coûta encore par la suite, bien des efforts stériles. Les habitants de cette contrée ne voulaient absolument pas être réunis à l'Église latine, et les Hongrois se rendaient odieux à leurs yeux en voulant leur imposer cette union, d'abord sous un de leurs princes, Daniel, qui fut massacré, ensuite sous le prince Koloman, qui ne put jamais établir son pouvoir d'une manière durable.

C'est à la suite d'une des phases de cette interminable entreprise que le roi retrouva son trône couvert de sang et déjà menacé par les prétentions de son fils ou des courtisans de son fils Béla. Sa douleur conjugale ne paraît pas avoir été de longue duré, car il se remaria dès l'année 1216 avec Yolande de Courtenay, proche parente des empereurs latins de Constantinople. Sa pensée revenait à la croisade et à son ancien voeu, qu'il se reprochait sans doute d'avoir négligé trop longtemps.

D'ailleurs, pourquoi ne deviendrait-il pas lui-même le césar catholique de Byzance ; pourquoi n'accomplirait-il pas à son profit et au profit de son Église l'union rêvée jadis par Manuel au profit de son empire

vieilli ? Un moment il crut toucher à ce but, car les électeurs le désignèrent ; mais Honorius III, redoutant pour l'Orient la prépondérance hongroise, lui préféra son beau-père, qui fut couronné à Rome, et André dut se borner à songer à Jérusalem.

Spalato fut désigné comme le point de départ de l'expédition. Mais il fallait des guerriers, de l'argent, des vaisseaux, et dans l'état où se trouvait le royaume, rien de tout cela n'était facile à se procurer. Les Véni-



Premier grand sceau d'André II.

tiens, dont on ne pouvait se passer pour avoir une flotte, en agirent avec le roi de Hongrie comme un vieil usurier avec un grand seigneur ruiné. Ils se firent céder à perpétuité la précieuse Zara, plus le droit d'importer dans le royaume toutes leurs marchandises, les unes moyennant un faible droit, les autres sans rien payer.

De plus une fort belle somme était stipulée pour la location des navires et devait être acquittée en quatre échéances rapprochées. Pour avoir

assez d'argent il fallut force emprunts, force impôts et jusqu'aux vases sacrés et aux plus rares trésors des églises, tels que la couronne de Gisèle et le calice enrichi de pierreries de l'abbaye de Tihany. Quant à la composition de l'armée, il dut recourir à de nombreux étrangers, car la nation magyare n'avait pas changé de sentiment comme la famille royale au sujet des croisades.

Partie de Spalato à la fin d'août 1217, la flotte d'André II s'arrêta d'abord à l'île de Chypre, où les chefs de la féodalité d'outre-mer lui firent grand accueil. On débarqua ensuite à Ptolémaïs. Les premières expéditions furent assez heureuses, notamment une attaque héroïque jusqu'à l'imprudence dirigée contre le Mont-Thabor. Mais les succès s'arrêtèrent là : les brouillards du Liban découragèrent le roi de Hongrie qui retourna dans l'île de Chypre où il fut quelque temps malade.

Les mauvaises nouvelles qu'il reçut de ses États le décidèrent à revenir malgré toutes les représentations. Il fut toute sa vie reconnaissant envers l'ordre des Hospitaliers des services qu'il lui avait rendus il accorda, soit aux chevaliers de Terre-Sainte, soit aux maisons de son royaume, des revenus considérables sur les salines de Transylvanie. Dans les diverses étapes de son retour il n'oublia pas cette politique de mariage que même les plus médiocres des Árpád ont constamment pratiquée : à Antioche on le voit fiancer son plus jeune fils avec la fille du roi Léon d'Arménie ; à Nicée il obtient pour son héritier Béla la fille de l'empereur Théodore Lascaris, et la ramène avec lui ; en traversant la Bulgarie il promet sa fille Marie au nouveau roi nommé Asan, mariage qui s'est accompli un peu plus tard.

Il retrouva la Hongrie encore plus malheureuse qu'avant son départ. Toutes les causes que nous avons analysées plus haut la mettaient à deux doigts d'une dissolution complète, depuis qu'avaient disparu les caractères tenaces des souverains de l'âge précédent. La décadence rapide de la classe des simples hommes libres continuait, et par suite la décadence militaire : le système qui consistait à grouper une population vigoureuse autour des châteaux, des *jobbagyones castri,* ce système commençait lui aussi à être entamé.

Encore si la noblesse, fort nombreuse après tout, avait continué à former une nation amie : mais non, les grands vassaux du royaume, les *jobbagyones regni* comme on les appelait quelquefois, formaient une oligarchie tous les jours plus absorbante.

Inconcevable faiblesse !

André II qui, dans une lettre écrite à Honorius III en 1219, se plaignait de l'effroyable diminution de ses revenus, ce même André II accordait presque en même temps l'hérédité et l'inviolabilité des donations et dignités de toutes sortes conférées à titre temporaire par ses devanciers !

C'était l'édit de Kiersy-sur-Oise de la monarchie magyare : elle était

menacée d'un véritable démembrement en un plus ou moins grand mombre de petites souverainetés.

Mais de l'excès même du péril vint le salut. Le peuple noble n'était pas disposé à laisser périr la patrie sous les coups de l'oligarchie et du caprice royal ; il sentait la nécessité d'imposer un frein à l'arbitraire prodigue du roi dans l'intérêt même du royaume et de la royauté.

Le clergé ne semblait pas en état de donner de grandes espérances : sa richesse croissante et sa puissance féodale l'avaient étrangement corrompu ; les biens immenses dont il disposait faisaient l'objet de contestations incessantes dont les documents se comptent par milliers au treizième siècle. Les deux archevêchés étaient livrés à des rivalités passionnées qui envenimaient les discordes civiles. Les couvents des Bénédictins, des Prémontrés, de l'ordre de Citeaux, bientôt des ordres mendiants, les maisons de Saint-Jean et du Temple étaient de petites puissances indépendantes, souvent en lutte avec les seigneurs ou les villes royales. L'évêque de Cinq-Eglises était accusé d'inceste, l'évêque de Vácz de concussion et de débauches ; l'indigne Berthold n'était donc pas une exception.

Toutefois le clergé comptait dans ses rangs des hommes énergiques dévoués à leur patrie, comme par exemple Ugolin, archevêque de Kalocsa. Il y en avait même parmi les grands dynastes et les courtisans. Le prince Béla devint le chef de ce parti qu'on pourrait appeler le parti des réformes, et auquel le pape rendit service en s'opposant à une guerre civile où il aurait peut-être succombé.

L'oligarchie accueillit avec inquiétude un édit royal qui lui ordonnait de réunir aux châteaux les terres occupées et de remettre en liberté les populations de ces domaines. Bientôt les hommes les plus dévoués des divers ordres de la nation, croyant avec raison qu'un des grands malheurs de l'époque venait de l'absence presque complète de diètes, en firent convoquer une pour l'année 1222.

C'est dans cette importante assemblée que fut rédigée et votée la Constitution qui porte le nom de *bulla aurea,* et qui présente d'assez grandes ressemblances avec la Grande Charte que la noblesse anglaise venait d'arracher au roi Jean. Comme la Grande Charte, elle préserve les intérêts plutôt nobiliaires que populaires, avec cette différence essentielle qu'elle est dirigée, non par la haute aristocratie, mais contre elle ; comme la Grande Charte, elle n'a pas remédié à tous les abus dans l'avenir. Mais comme la Grande Charte elle a introduit dans l'histoire du pays une ère constitutionnelle que nul n'a réussi depuis à méconnaître ou à faire oublier.

Au surplus, nous allons mettre sous les yeux du lecteur ce document dans son entier, car l'ordre, et quelquefois le désordre des décisions qui y sont prises a quelque chose d'original et qu'une analyse ne saurait conserver.

»Au nom de la sainte Trinité et de l'indivisible Unité, André, par la grâce de Dieu, roi héréditaire de Hongrie, Dalmatie, Croatie, Rama, Serbie, Galicie et Lodomérie. Comme la liberté, fondée par Saint-Etienne, celle des nobles comme celle des autres habitants de mon royaume, a été sur plusieurs points diminuée par le bon plaisir de quelques rois qui tantôt se vengaient avec colère, tantôt écoutaient des hommes méchants ou égoïstes, nos nobles ont assiégé nos oreilles et celles de nos prédécesseurs de prières pour une réformation de notre royaume.

»Voulant satisfaire à leurs demandes comme c'est notre devoir, surtout ces affaires ayant fait naître entre eux et nous de grandes amertumes fatales à la dignité royale — qui peut mieux que personne les apaiser — nous garantissons à eux et aux autres habitants denotre pays la liberté octroyée par le saint roi, et nous ordonnons d'autres mesures salutaires à notre royaume, comme il suit:

»1. Nous établissons que nous sommes obligé chaque année à la fête du saint roi (20 août), à moins d'être empêché par une affaire urgente ou par une grave maladie, de tenir une assemblée solennelle à Albe royale, et si nous ne pouvons paraître, le Palatin tiendra notre place et tous les nobles à qui cela plaira pourront se réunir en liberté.

»2. Nous voulons aussi que ni nous ni nos successeurs en aucun temps, nous ne fassions prisonniers des nobles, et ne les livrions au châtiment pour favoriser un plus puissant, à moins qu'ils n'aient été poursuivis et régulièrement condamnés.

»3. Nous ne ferons lever sur les terres des nobles aucun impôt. Sur les gens d'église non plus, nulle contribution.

»4. Si un noble meurt sans laisser de fils, la fille a le quart de son bien; du reste il dispose comme il veut, et si surpris par la mort il n'a pu rien ordonner, le bien va aux plus proches parents, et à défaut de parents, au roi.

»5. Les comtes suprêmes ne doivent pas rendre de sentences sur les possessions des nobles, à moins qu'il ne s'agisse d'argent ou de dîmes. Les juges ne peuvent juger que les gens de leur château. Contre les voleurs les bilochs royaux doivent rendre justice, mais aux pieds du comte suprême.

»6. Il n'est pas permis de déférer des voleurs sous serment à la réunion des habitants du village.

»7. Si le roi entreprend une campagne au dehors, les nobles ne sont tenus d'aller avec lui qu'à ses frais, et ne peuvent après son retour être accusés devant aucun tribunal militaire, quand même ils n'auraient pas obéi à son ban. Mais si un ennemi envahit le pays, tous sont tenus de partir. Quand nous conduisons une armée hors du pays, tous ceux qui ont un fief doivent la suivre à nos frais.

»8. Le Palatin juge tous les habitants de notre royaume sans dis-

tinction, mais il ne peut conduire jusqu'au bout, sans nous en informer, un procès qui entraîne, pour un noble, la perte de la tête ou des biens. Comme juge il ne peut avoir d'autre lieutenant que notre comte de la cour.

»9. Notre comte de la cour (plus tard *judex curiae, országbiró),* peut, lorsqu'il demeure à la cour, juger chacun et partout, terminer les procès commencés; mais dès qu'il séjourne sur ses domaines, il ne peut exécuter une sentence ni appeler des parties à son tribunal.

»10. Si un baron du royaume qui a un emploi succombe dans la guerre, un emploi analogue sera donné à son frère ou à son fils; si un noble meurt de la même manière, son fils sera récompensé comme le roi le jugera convenable.



Sceau double d'André II. (Face.)

»11. Les hôtes, les hommes honorables qui s'établiront dans le pays, ne peuvent être appelés à aucune dignité sans l'approbation dela Diète.

»12. Les épouses des morts même condamnés légalement ou tombés en duel, ou morts d'une façon quelconque, ne peuvent perdre leur dot.

»13. Les Grands doivent suivre la cour ou voyager de manière à n'opprimer ni ne dépouiller les pauvres.

»14. Un comte suprême qui ne se conduit pas honorablement comme son emploi l'exige, ou qui ruine le peuple de son comitat, doit, s'il en est convaincu, être déposé de sa dignité devant tout le pays, et contraint à restitution.

»15. Les écuyers, menins, fauconniers du roi, ne doivent pas entrer dans les villages des nobles.

»16. Nous ne donnerons pas dorénavant les comitats et les emplois à titre héréditaire.

»17. Personne ne peut être dépouillé de possessions qu'il doit à de notables services.

»18. Nous permettons aux nobles, grands ou petits, sans excepter notre fils, d'être sur un pied d'égalité; ils ne doivent non plus souffrir

aucun dommage dans leurs possessions. Nous n'accueillerons pas un homme régulièrement condamné par notre fils, et nous ne terminerons pas un procès commencé devant lui ; notre fils observera de son côté la même règle.

»19. Les *jobbagyones castri* doivent être maintenus dans la liberté que leur a donné le saint roi Etienne, de même que les hôtes de toute nation, selon la liberté qui leur a été donnée dans le principe.

»20. Les dîmes ne doivent pas être levées en argent, mais en produits de la terre, vin et grains ; si les évêques s'y refusent, nous ne les soutiendrons pas.

»21. Les évêques ne sont pas tenus de fournir la dîme que paient les possessions des nobles pour nos chevaux, ni leurs gens d'apporter la dîme sur les possessions royales.

»22. Nos cochons ne peuvent paître dans les bois et les prairies des nobles malgré eux.

»23. La nouvelle monnaie a cour chaque année de Pâques à Pâques, et les deniers doivent être comme au temps du roi Béla.

»24. Les comtes de la chambre de la monnaie, les employés du sel et des contributions doiventê tre des nobles de notre royaume ; on ne peut nommer ni Ismaélites ni Juifs.



Sceau double d'André II.
(Revers.)

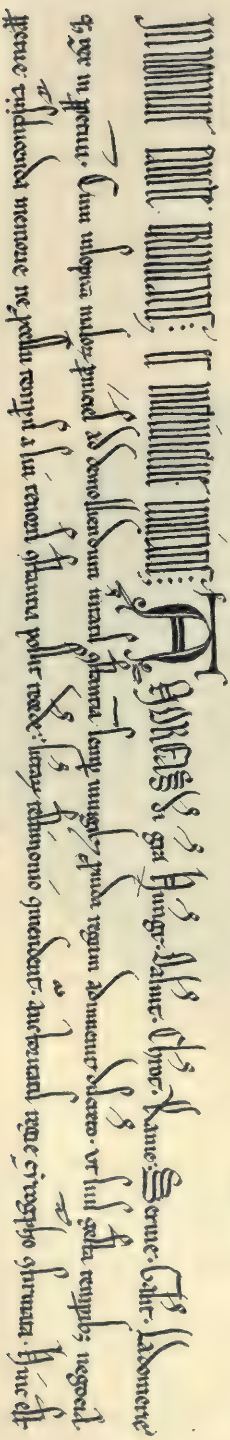
»25. On ne peut garder le sel dans l'intérieur du pays, seulement à Szabolcs, Regécz et aux frontières.

»26. A l'étranger ne peuvent être données des possessions de terres ; celles qui ont été données ou vendues devront revenir au peuple du pays par rachat.

»27. La contribution de Croatie sera levée comme il a été fixé par le roi Koloman.

»28. Aucun puissant ne peut soutenir un homme régulièrement condamné.

»29. Les comtes suprêmes doivent se contenter du revenu régulier de leur emploi.



Début d'une charte d'André II.

»30. Les quatre barons du royaume, le Palatin, le Ban, les comtes du roi et de la reine exceptés, nul ne pourra recevoir deux emplois de l'État.

»31. Et comme cet octroi et cette ordonnance doivent être à jamais valables pour nos successeurs, nous faisons écrire sept copies identiques revêtues de notre sceau d'or, pour que l'une soit envoyée au seigneur Pape et déposée dans ses registres, une autre aux hospitaliers, une autre au Temple, la quatrième au roi, la cinquième au chapitre de Gran. la sixième à celui de Kalocsa, et la septième entre les mains du Palatin, car le Palatin doit, ayant ces décisions toujours devant les yeux, ne jamais s'en écarter, et ne pas permettre que le roi, ou les nobles s'en écartent, afin qu'ils jouissent de leur liberté, et qu'ils soient d'autre part fidèles à nous et à nos successeurs, ne refusant pas à la couronne royale la légitime obéissance. Mais quelqu'un de nos successeurs, ou nous-même, voulût-il agir contrairement à notre ordonnance ; les évêques, les autres grands et les nobles de notre royaume, réunis ou séparés, présents ou à venir, ont le libre droit de faire remontrance et de résister à nous ou à nos successeurs, *sine nota alicujus infidelitatis.*«

Telle est cette loi remarquable, maintes fois invoquée depuis et dont le dernier article, redoutable sanction des précédents, a paru justifier plus d'une insurrection, même dans ces derniers siècles. La bulle d'or de 1222 n'est certainement pas une constitution toute d'une pièce, conforme à des principes absolus et aux résultats d'une étude patiente ; c'est un ensemble de mesures adoptées en vue d'une situation particulière et de périls imminents.

Elle n'a point supprimé ce qui existait déjà en Hongrie du régime féodal et n'en a même pas enrayé le progrès. Mais elle a sauvé la royauté de ses propres fautes et l'a fortifiée tout en lui traçant des limites ; elle a empêché le morcellement territorial que l'hérédité des fonctions aurait infailliblement produit, là comme ailleurs.

Elle a conservé à la nation, avec son unité, sa vitalité politique, par la périodicité des assemblées ;

elle a donné pour la première fois quelques garanties à la liberté individuelle; elle a au moins indiqué le principe de la responsabilité gouvernementale, en confiant au palatin le droit et le devoir d'empêcher le roi de manquer à ses serments; et en effet, dès 1235, on voit un palatin condamné par une diète, en vertu de cette responsabilité.

Plusieurs constitutions particulières vinrent compléter cette constitution générale. Le clergé obtint quelques nouveaux articles en confirmation de ses privilèges: le laïque qui citait un clerc devant un juge laïque s'exposait à perdre ses biens, et l'agent du roi qui voulait lever un impôt quelconque sur les biens d'Église, à être chassé comme un voleur. Les Petchénègues obtinrent de leur comte, lequel était de plein droit le palatin, un système régulier d'impôts fort modérés, et des règlements relatifs à leur service militaire. Mais la plus importante de ces chartes fut celle que les Saxons de Transylvanie reçurent en 1224, en même temps qu'un agrandissement de leur territoire.

En effet, les chevaliers teutoniques, qui avaient reçu le pays de Kronstadt douze années auparavant, travaillèrent avec une audace si imprudente à en acquérir la souveraineté, se faisant d'abord soustraire par le pape à la juridiction de l'évêque de Transylvanie, puis lui faisant accepter le *Burzenland* comme un fief de Saint-Pierre, que le roi André, malgré sa mollesse habituelle, ne put s'empêcher de révoquer sa donation et d'unir la région de Kronstadt à celle d'Hermanstadt, déjà possédée par les Saxons.

Les franchises octroyées alors à ce peuple affermirent son indépendance, limitée seulement par cette condition qu'un comte à la nomination du roi représentait son pouvoir et sa justice suprême. Autrement, rien ne manquait à leur autonomie, ni le droit d'élire tous leurs magistrats et jusqu'à leurs prêtres, ni le droit de s'opposer à l'intrusion de tout étranger, ni même le droit de puiser, à certains jours de l'année, dans les salines royales, ce qui était alors un grand privilège. Ils devaient en revanche payer différentes redevances et entretenir cinq cents hommes d'armes en cas de guerre défensive, cent dans le cas où le roi conduirait une armée au dehors.

Il devint bientôt nécessaire d'ajouter à la bulle d'or quelques dispositions supplémentaires. C'est le malheur des situations faussées par les abus, qu'il est très difficile de les améliorer sans tomber dans d'autres abus analogues ou contraires. Béla, voyant l'inertie presque continuelle de son père, se précipita tête baissée dans les réformes; avec l'inexpérience de la jeunesse il ne savait pas distinguer une usurpation coupable de la possession de bonne foi de terres précédemment usurpées. Il parcourut tout le royaume avec la préoccupation de faire rendre à la couronne tout ce qui lui revenait; et comme il était à la fois juge et partie, comme il ne s'arrêtait devant aucun obstacle, il suscita les mécontentements ou même

l'exaspération des familles ruinées par son impitoyable justice. Il s'exaltait dans ce rôle dangereux, et s'écriait, convaincu qu'il triomphait avec l'aide de Notre-Dame: »Honneur à Dieu qui procure aux Hongrois le jour de la délivrance, à la Couronne le jour de la dignité!«

Pendant ce temps son père, qui n'avait signé la bulle d'or qu'avec une répugnance quelque peu partagée par le souverain pontife, était toujours livré à l'influence de courtisans tels que le palatin Denys et le trésorier Nicolas. Ce gouvernement déplorable se livrait à toutes les exactions; malgré son zèle religieux, il affermait les impôts à des juifs et à des musulmans, qui pressuraient les chrétiens sans relâche et les réduisaient même en servitude.

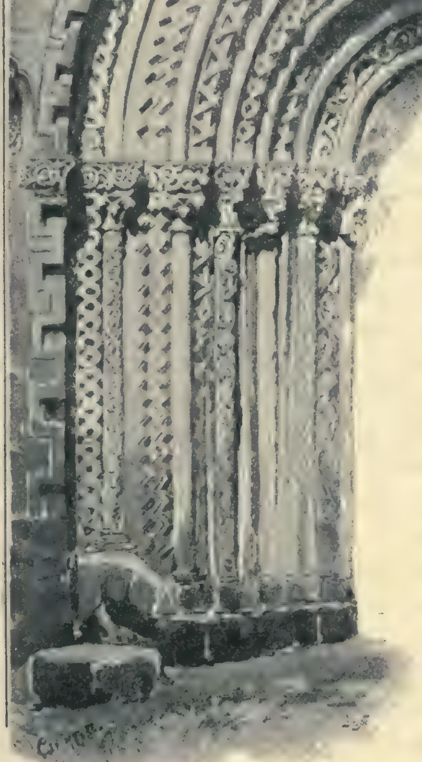
L'exaspération fut telle que plusieurs collecteurs d'impôts furent massacrés, et que le jeune roi réunit le clergé et une partie de la noblesse pour sauver encore une fois le pays. La bulle d'or fut jurée de nouveau, solennellement, et sous peine d'excommunication (1231). Cinq des trente-un articles étaient augmentés des dispositions suivantes: »Les prélats sont tenus de venir aux diètes annuelles d'Albe royale; — si le palatin a mal administré, les États peuvent en indiquer un plus digne; — ceux qui ont été dépouillés de leurs possessions depuis 1222 sans une sentence régulière ont le droit de les réclamer; — les Juifs et les Sarrazins n'exerceront aucun emploi public.«

On peut dire que c'est de 1231 que date véritablement l'autorité de la bulle d'or.

Quelques années encore nous séparent de la terreur mongole; indiquons en terminant les faits principaux de cet intervalle. Le plus considérable se rapporte aux dernières années d'André II et à ses tentatives pour lever des impôts sur les possessions de l'Église. Le primat était alors un nommé Robert, d'origine liégeoise, homme plein d'activité et d'humeur hautaine. Il venait de rendre un vrai service à son pays d'adoption en organisant sous le nom de Milkovie un évêché qui comprenait, outre le pays des Széklers, une partie de la Moldavie encore à moitié païenne. Indigné de voir le roi méconnaître l'inviolabilité des domaines ecclésiastiques, il lança l'interdit sur le royaume, avec tout l'appareil usité en pareil cas; le refus des sacrements n'exceptait que la personne royale, devant laquelle la messe pouvait être célébrée sans cloche et portes closes; il atteignait directement et nominativement les conseillers du roi. Des négociations s'engagèrent avec la cour de Rome et le haut clergé, qui en profita avec un déplorable égoïsme, non seulement pour se faire confirmer ses privilèges, mais pour se faire attribuer de nouveaux revenus, sans plus s'occuper de la nation que si la nation n'eût pas existé.

Peu après mourut le roi André II, triste prince qui eut seulement comme d'autres tristes princes dans d'autres pays, l'honneur d'attacher son nom, bien malgré lui, à une grande oeuvre constitutionnelle. Béla IV était





Portail de l'église de Ják.
(Dessin de Charles Cserna.)

destiné à de rudes épreuves dans son long règne ; mais il avait les talents et l'énergie nécessaires pour en triompher. Lorsqu'on le vit se promener à cheval dans les rues d'Albe sous le diadème de Saint Étienne et faire jeter en prison les courtisans de son père, lorsqu'on le vit organiser fortement sa chancellerie et convoquer une diète pour exécuter son projet favori de restitutions légales, lorsque les commissaires nommés par la diète n'épargnèrent pas les usurpations commises par les ordres religieux, alors il fut évident que l'on avait affaire à un prince ferme, justicier, ami des lois et des libertés jurées.

Par sa justice même, Béla se faisait beaucoup d'ennemis dans son royaume, et les ennemis du dehors s'efforcèrent d'en profiter, surtout le duc Frédéric d'Autriche, qui, à cette époque, fit plus ieurs tentatives d'invasion du territoire magyar, mais sans réussir jamais, et non sans être obligé d'acheter une paix désavantageuse.

Un autre Frédéric, l'empereur alors tout puissant (1236), essaya d'imposer à la Hongrie sa suzeraineté et lui réclama un tribut comme chose due depuis quarante-sept ans, c'est-à-dire depuis le passage de Bar-

berousse. Béla se moqua de ses exigences, et bientôt la ligue lombarde donna de l'occupation à Frédéric d'un tout autre côté. Mais bientôt lui-même allait être menacé, puis atteint par un fléau destructeur, l'invasion des Mongols.

CHAPITRE SIXIÈME.

L'INVASION DES MONGOLS (1241—1242.)

La destinée du peuple hongrois, pendant des siècles entiers, pourrait être comparée à celle d'un converti qui sauverait sa nouvelle croyance en combattant ses frères d'autrefois. Peuple devenu chrétien seulement au onzième siècle, il a défendu l'Europe civilisée, au treizième siècle, contre les Mongols indifférents en religion, au quinzième siècle, contre les Osmanlis, musulmans fanatiques; peuple oural-altaïque, étranger à la souche aryenne, conquérant imposé à l'Europe comme un nouveau fléau de Dieu, il s'est retourné menaçant et brave, souvent vaincu, jamais découragé, contre les immenses agglomérations de tribus altaïques lancées à la conquête des pays slaves et germaniques, et peut-être des peuples latins. La première lutte de ce genre a été soutenue contre les Mongols, en 1241 et 1242, lutte beaucoup moins longue, mais encore plus foudroyante que ne devait l'être la lutte contre les Turcs; invasion meurtrière s'il en fut ravageant en long et en large un sol fertile et peuplé, mais par là même libératrice pour les contrées occidentales, puisqu'elle occupait l'avidité des vainqueurs et brisait leur irrésistible élan.

Le récit de ce sanglant épisode est donc autre chose encore qu'un chapitre de l'histoire spéciale de la Hongrie; il intéresse l'Europe tout entière, car peu d'évènements ont répandu une terreur aussi générale, aussi justifiée par la réalité du danger, et les grandes questions qui s'agitaient alors, surtout la querelle du Sacerdoce et de l'Empire, tout en exerçant sur ces événements eux-mêmes une fatale influence, en ont profondément ressenti le contre-coup.

Les chroniqueurs orientaux, ces auteurs chinois résumés par le P. Gaubil dans son histoire bien vieillie mais encore utile des »Mongous«, et ces auteurs persans, arabes ou turcs dont Mouradgea d'Ohsson a si heureusement tiré parti dans sa grande histoire des Mongols, se sont fort peu occupés des guerres d'Europe, pour eux trop lointaines, et sur lesquelles ils ne possédaient que de vagues renseignements.

Toutefois ces sources orientales nous sont précieuses par les détails qu'elles fournissent sur l'organisation militaire et sur les moeurs des Mongols, ainsi que le montre surtout l'Histoire de la Horde dorée, due à la patiente et vaste érudition de Hammer. Enfin le prince arménien Haython, dans son *Historia orientalis,* consacre à la guerre hongroise un court chapitre gâté par des erreurs matérielles qui surprennent chez un auteur presque contemporain.

Le peu de notions que l'Orient nous donne sur cette question spéciale, sont faites pour y introduire plutôt l'obscurité que la lumière.

En revanche, du côté des vaincus et des étrangers, témoins effrayés de l'invasion, les documents abondent. Un ecclésiastique hongrois, Roger de Várad, qui fut prisonnier des Mongols et réussit à s'enfuir, a raconté, dans son *Carmen miserabile,* sa lamentable odyssée et la désolation de ses frères. Julien, l'un des religieux envoyés sur les bords du Volga par le roi Béla IV, a fait connaître à l'avance les ennemis qui allaient assaillir sa patrie. Thomas de Spalato termine son *Historia Salonitana* par la description du fléau qui est venu, sous ses yeux, ravager la côte de Dalmatie. L'écho en résonnait au loin, jusqu'en France, où Vincent de Beauvais surtout, après le voyage de Plan Carpin, se préoccupait des Tartares; jusqu'en Angleterre, où Mathieu Paris, avec bien plus de critique et de science, recueillait curieusement tous les documents utiles. Dans les siècles suivants, on voit à l'oeuvre les chroniqueurs des pays voisins, en Bohême Dubrawsky, en Pologne Dlugosz, en Italie Dandolo, pour ne pas laisser périr le souvenir de ces faits douloureux.

Il y a bien un danger dans ces impressions vivaces et profondes des témoins, et plus encore dans la tradition toujours encline à la légende: on ne saurait nier qu'il n'y ait dans tous ces ouvrages beaucoup de déclamation et probablement aussi quelques atrocités gratuitement attribuées aux Mongols, déjà trop riches de leur propre fonds. Aussi devons-nous accorder plus d'importance encore aux pièces officielles, aux lettres des deux grands lutteurs Frédéric II et Grégoire IX, à celles du roi Béla IV et de ses sujets pour implorer du secours, lettres conservées dans divers recueils.

Il est enfin des documents plus froids et plus positifs, ceux que l'on trouve dans le *Codex diplomaticus Hungariae,* de Fejér, et ceux que continuent à recueillir l'archéologie et la paléographie hongroises: des allusions précises à des faits déterminés, telle nouvelle construction élevée sur les débris dispersés par les Tartares, telle récompense accordée à un noble, à une cité, qui a sauvé la vie du roi ou arrêté les envahisseurs.

La science du dix-neuvième siècle avait encore bien des lacunes à combler, en dehors même de la recherche et de la publication des diplômes. La philologie devait interroger la langue et l'écriture des Mongols sur leur origine, sur l'extension de leur race, sur leurs relations ethnographi-

ques particulièrement importantes lorsqu'il s'agit de la Hongrie; telle a été la mission de Schmidt en Allemagne, en France d'Abel Rémusat et actuellement de Léon Feer.

Les historiens magyars ont tous consacré à ces fatales années des pages émues et patriotiques. Les Slaves de Bohême et de Moravie, M. Palacky surtout et M. Dudik, ont célébré avec beaucoup d'éloquence la résistance de leurs aïeux, et ont provoqué sur quelques points la critique du plus récent et du plus complet historien des invasions mongoles en Europe, M. Wolf, de Breslau. On est surpris de trouver au milieu du treizième siècle des obscurités et des divergences chronologiques telles qu'il ne s'en rencontre d'habitude que dans l'âge primitif et comme au berceau des nations.

Depuis quelques années, Béla IV entretenait dans la région du Volga des religieux voyageurs qui avaient pour mission de chercher, dans ce que l'on appelait la Grande-Hongrie, des peuples parents des Magyars. L'un deux, nommé Julien, se préoccupa surtout des hordes asiatiques déjà conquérantes d'une partie de la Russie et décidées à envahir toute l'Europe; déjà commençaient à se réfugier en Hongrie une partie des Cumans vaincus et poussés devant eux par les Mongols.

Julien revint avec une lettre de Batou, petit-fils de Gengis-Khan et neveu du Khan suprême Ogodaï; cette lettre, qui fait allusion à des messages précédents dont toute trace a disparu, était écrite en caractères ouïgours et en langue mongole. Julien fut fort heureux de rencontrer un païen qui la lui traduisit, car parmi les guerriers de toute race qui affluaient à la cour de Béla il ne s'en trouva pas un qui fût capable de la comcomprendre.

La teneur en était dédaigneuse et impérative: »Je suis, disait Batou, le Khan, l'envoyé du roi céleste, lequel m'a donné le pouvoir d'élever qui se soumet à moi, et d'abattre qui me résiste. J'admire que toi, petit roi de Hongrie, tu n'aies répondu à aucun de mes trente messages. J'ai appris que tu avais accueilli les Cumans nos esclaves: je t'ordonne de ne pas les garder plus longtemps dans ton royaume. Avec leurs tentes il leur est possible de s'échapper; mais toi qui as des maisons, des châteaux et des villes, comment m'échapperais-tu?« On put bientôt se convaincre que ce n'étaient pas là de vaines menaces: à la fin de 1240, la destruction de Kiew et l'effroyable état de la Russie entièrement conquise faisaient prévoir les plus grands malheurs.

On disait qu'un demi-million d'hommes, venus de l'Asie centrale, s'approchaient des frontières, forts de leur vitesse acquise et de leurs succès ininterrompus.

Quelles étaient à ce moment suprême les dispositions des Hongrois, et quelle était la situation intérieure de leur pays? La prospérité, assez grande depuis quelques années, les rendait insouciants de l'avenir. Thomas

de Spalato les accuse de mollesse : les jeunes gens, selon lui, dormaient jusqu'à onze heures du matin, et vêtus d'habits plus convenables pour des femmes, consacraient leurs journées au plaisir. Se moquant des comètes et des éclipses, ils ne voulaient pas croire à l'invasion ; ils disaient que c'était un prétexte imaginé par les évêques pour ne pas se rendre au concile. Un de ces prélats, dont le nom et le diocèse sont restés inconnus, mandait à l'évêque de Paris des renseignements détaillés sur le fléau qui s'approchait, mais cette inquiétude n'était pas générale.

D'ailleurs, la Hongrie, nous l'avons vu, n'avait pas alors de système militaire bien établi ; l'ancienne organisation était à peu près détruite, et le régime complètement féodal ne devait être établi que plus tard par les rois de la maison d'Anjou.

Dans l'ordre politique l'incertitude n'était pas moins grande. En toutes choses, le pays subissait les malaises, les mécontentements, les déchirements même, particuliers aux époques de transition.

Un autre antagonisme était celui des races, non pas déterminé et conscient comme il l'est aujourd'hui dans l'Europe orientale ; mais les relations avec les Slaves de Pologne et de Bohême, avec les Allemands d'Autriche et même de tout l'Empire, avec les Italiens de Venise et de la Dalmatie, ne pouvaient inspirer une grande sécurité, ni faire espérer de fortes alliances.

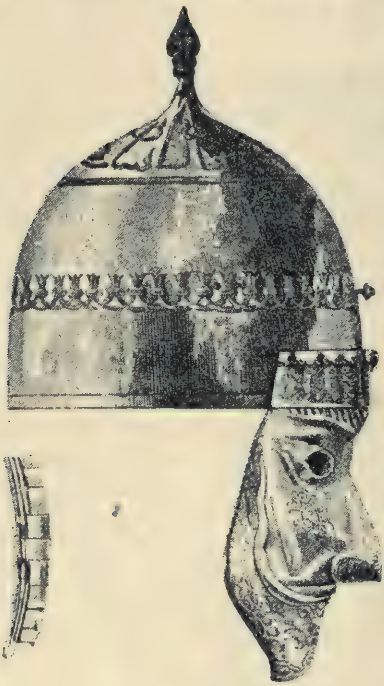
A l'intérieur même du royaume, les Cumans qui affluaient de la Russie et de la Moldavie étaient mal vus de la nation magyare : ce peuple turc, ou du moins parlant une langue turque, semblait, avec ses moeurs nomades et brutales, plutôt une avant-garde des Mongols qu'un rempart contre les Mongols. Dispersés sur le territoire au nombre de quarante mille, ils avaient de fréquentes querelles avec les habitants, et l'on prétendait que le roi et ses officiers leur donnaient toujours raison. Leur principal chef, nommé Kuthen, s'était offert au baptême à la grande joie du pieux Béla son royal parrain, mais le peuple n'avait pas, dans cette conversion imitée par beaucoup de simples guerriers, la même confiance que la cour.

Dès les premiers mois de 1241, il fallut bien reconnaître l'approche du péril : Batou, arrivé au pied des Karpathes, envoyait au nord-ouest contre la Pologne un corps nombreux qui affaiblissait à peine son immense armée, et au sud, un autre corps qui, sous les ordres de Kadan, devait traverser les montagnes de Transylvanie.

Lui-même, avec le gros des forces mongoles, allait franchir les défilés qui, du côté de Munkács, conduisent directement dans le bassin de la Theiss, demi-cercle savant et formidable, destiné à enserrer la Hongrie. Béla, comme Wenceslas, roi de Bohême, demanda du secours à la chrétienté, mais on était au plus fort de la lutte entre Frédéric II et Grégoire IX. Le pontife énergique malgré son grand âge, mais tout entier à

ses fureurs contre les Gibelins, secourut fort peu le royaume de Saint Étienne, ainsi que Béla IV devait le reprocher plus tard à l'un de ses successeurs.

Il avait pour maxime, ainsi qu'il l'écrivait à la cour de Bude, que mieux vaut le païen que l'hérétique ou le schismatique. Il venait d'exciter la Hongrie à une croisade contre les Bulgares, et pour le moment il y faisait prêcher une croisade contre l'empereur d'Allemagne et ses partisans. Il ne devait proclamer la guerre sainte contre les Mongols que trop tard, alors que la Hongrie était par eux presque entièrement conquise. De son côté Frédéric II, mal disposé pour des voisins qu'il aurait voulu soumettre au Saint Empire, et assujettir au paiement d'un tribut annuel, les trouvait négligents dans leurs préparatifs de défense: »Leur roi, écrivait-il un peu plus tard, plein de paresse et de sécurité, inutilement averti par les messages impérieux des Tartares, et son peuple dédaigneux ou ignorant du danger, confiants dans le rempart naturel de ses montagnes, se sont laissé surpendre par le torrent pendant leur sommeil.« D'ailleurs ce n'est qu'après l'invasion de la Hongrie que l'empereur a été en mesure de combattre les Mongols.



Casque mongol.
(Au Cremlin de Moscou.)

Le roi Béla se trouvait donc dans un isolement à peu près complet lorsque les hordes du petit-fils de Gengis-Khan, précédées de quarante mille pionniers qui eurent bientôt brûlé ou dispersé les abatis d'arbres destinés à fermer les défilés des Karpathes, débouchèrent en longues colonnes dans le bassin de la Theiss.

C'étaient des hommes de moyenne stature, à la tête enfoncée dans de larges épaules, au teint olivâtre, au nez retroussé, aux lèvres épaisses, aux yeux obliques, maladroits piétons à cause de leurs jambes arquées, mais d'autant plus solides sur leurs chevaux petits, maigres, rapides et patients. Ils n'étaient pas gênés dans leur course par leurs armes excellentes, mais légères, des arcs justes et sûrs, qui lançaient des flèches de deux pieds, des lances, de petits boucliers en bois ou en cuir; ils n'étaient pas gênés non plus dans leurs vêtements forts simples et qu'ils portaient jusqu'au jour où ils tombaient en lambeaux, car, selon la loi de Gengis-Khan, la vertu la plus essentielle après l'obéissance était la saleté. Ils se nourrissaient de viande presque uniquement, et

leurs ennemis leur attribuaient le goût des animaux immondes et de la chair humaine; ils fabriquaient avec le lait de leurs juments, la liqueur enivrante du Kumis. Les femmes, habillées à peu près comme leurs époux, avec quelques ornements de plus, coiffées d'une sorte de pyramide de bois que surmontait parfois une plume de paon, préparaient les vètements, la boisson, la nourriture.

Les principaux traits de cette description pourraient s'appliquer également aux invasions des Huns, des Avares, des Hongrois même. Les descendants d'Árpád subissaient donc un fléau semblable à celui que, trois siècles et demi plus tôt, leurs pères avaient infligé à l'Europe, mais ils le subissaient plus formidable et plus incapable d'amélioration. Les Mongols, en effet, n'ont jamais songé à s'établir au milieu des peuples civilisés: ils ne voulaient que les soumettre ou les détruire.

Les passions qui les dirigeaient offraient un singulier mélange d'indifférence et de fanatisme. A part une certaine vénération pour le Ciel, ils n'avaient aucune croyance religieuse arrètée: ils écoutaient curieusement les prêtres chrétiens, musulmans ou bouddhistes, ne décourageant aucun prosélytisme et donnant aux missionnaires des espérances très mal fondées. Mais ils étaient pénétrés de cette conviction qu'il ne devait y avoir qu'un maître sur la terre, et que ce maître devait être le Khan suprême des célestes intrépides, des *Köke-Monghols*.

Leur véritable foi était une foi illimitée dans leur droit de guerre et de conquête. Les lois de Gengis-Khan disaient formellement que l'on ne doit épargner ni la vie ni les propriétés de l'ennemi et que l'on doit tuer les habitants d'une ville prise d'assaut.

C'était un sacrilège de leur résister; et les rois tels que Béla qui ne baissaient pas les yeux devant leur regard, étaient dignes de tous les supplices: de là le style étrange de leurs sommations, et la cruauté systématique à laquelle ils durent une renommée si détestable et si légitime.

Ils mettaient au service de cette passion dévorante beaucoup plus d'intelligence qu'on ne leur en accorde volontiers et, au besoin, beaucoup de ruse. Leur stratégie consistait, pour une grande part, en fuites simulées, presque toujours mortelles pour l'ennemi. Si leurs armes ordinaires étaient très simples, quelques-unes de leurs tribus avaient des armes à feu empruntées aux Chinois, ainsi que d'excellentes machines de siège, des balistes et des tours faciles à démonter et à monter, que l'on appliquait contre les remparts.

Aussi fort peu de villes ont-elles pu leur résister. Des trompettes, des tambours et des cloches les excitaient au combat. Leur cri de *sürün* (en avant) effrayait leurs ennemis. La hiérarchie était régulière, l'obéissance absolue, les pénalités terribles; l'armée était partagée en troupes de dix mille, de mille, de cent, de dix hommes, et, si un soldat s'enfuyait, les neuf autres hommes de l'escouade étaient mis à mort. Pour des choses moins

graves, les coups de fouet, toujours en nombre impair, depuis trois jusqu'à soixante-dix-sept, pouvaient être infligés, même aux princes, et n'avaient rien de déshonorant.

Tous les services auxiliaires étaient soigneusement distingués : il y avait des trésoriers, des quartiers-maîtres chargés de disposer les tentes, des juges-prévôts, des adjudants qui réglaient la marche des troupes ; et des relais, disposés sur toutes les routes parcourues par l'armée, assuraient la transmission rapide des ordres suprêmes. On voit que si les Mongols étaient assurément des barbares, c'étaient des barbares savants et disciplinés.

Les Hongrois ne se doutaient pas qu'un assez grand nombre de mots mongols se retrouvent en magyar, et que plusieurs des principes grammaticaux sont les mêmes dans les deux langues ; ils n'avaient aucune idée de la parenté lointaine, mais de la parenté que révèle l'étude des idiomes d'accord avec les ressemblances historiques. Sur l'origine de ces tribus féroces les idées les plus étranges et les plus contradictoires étaient répandues : on expliquait le nom de Tatar par celui du Tartare, berceau digne de pareils monstres, et ce jeu de mots, qui s'est produit dans plusieurs pays à la fois, transformait définitivement le nom de toute la race. D'autres les faisaient descendre d'Ismaël ou de Gog et Magog. On avait entendu dire qu'ils n'avaient pas d'alphabet national, et que celui dont ils se servaient leur avait été donné par des hommes graves et pâles qui jeûnaient et portaient de longues robes : s'agissait-il des bouddhistes venus du Thibet, ou plutôt cet alphabet ne serait-il pas l'alphabet ouigour, dû primitivement aux nestoriens missionnaires ?

Les contemporains voyaient dans ces précepteurs des Mongols les descendants des pharisiens et des sadducéens, et dans les Mongols eux-mêmes les descendants des Juifs qui avaient quitté les tribus lors du culte du veau d'or.

Il est vrai qu'ils ne savaient pas l'hébreu, et l'on cherchait à quel motif attribuer ce phénomène. Enfin, quelques témoins irrités de leurs ravages ne pouvaient croire que ce fussent là des hommes, et les qualifiaient d'ânes sauvages, *onagros, silvestres asinos.*

Cependant l'effroi était grand sur les bords du Danube, et Béla, ne voulant priver son royaume d'aucune des forces capables de le protéger, défendit aux évêques de se rendre en Italie pour le concile. Grégoire IX, mécontent de cette attitude qui lui semblait une révolte, écrivit aux deux archevêques, celui de Gran et celui de Kalocsa, pour les blâmer de ce qu'ils restaient dans leur pays sous prétexte d'une guerre imminente, et pour les mander à Rome avec instance.

Or, ces deux prélats n'étaient pas seulement des pasteurs qui se devaient à leur troupeau dans le péril ; ils étaient aussi les plus grands seigneurs du royaume : leurs vassaux armés et leurs personnes mêmes



Combat des ducs de Silésie contre les Tartares.

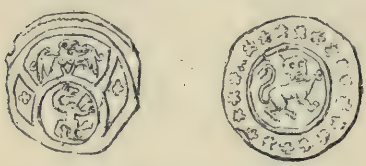
(Tiré de la Vie de Sainte Hedvige dans le codex de Schlackenwerth.)

étaient nécessaires sur le champ de bataille, où ces deux hommes héroïques ont paru en effet et où ils sont morts. Les autres prélats n'ont pas montré moins de dévouement et de courage; ils ont été supérieurs à la plupart des seigneurs et des capitaines laïques réunis comme eux autour du roi.

On a raconté depuis que Batou, après avoir franchi les Karpathes, sacrifia aux démons pour obtenir la victoire: »Marche sans crainte, répondit un de ces génies infernaux, j'enverrai devant toi trois esprits qui mettront tes ennemis en fuite, la discorde, la défiance et la terreur.« Cette allégorie est quelque peu justifiée par les déliberations incohérentes et sans résultat qui s'agitaient à la cour de Bude.

Le peuple ne sachant à qui s'en prendre, accusait les Cumans: ce ne sont pas des réfugiés, ce sont des traîtres; ils ne se sont introduits dans le royaume que pour le livrer aux Mongols. L'irritation était grande, surtout contre leur chef Kuthen; et le roi le fit arrêter, autant pour protéger sa vie que pour s'assurer de sa personne.

Cependant au milieu de mars, Hédervåry, palatin du royaume, accourait de toute la vitesse de son cheval, et annonçait la défaite de la troupe insuffisante qu'on lui avait donnée pour arrêter l'ennemi. Alors les délibérations cessèrent, le roi convoqua toutes les forces que les magnats et les évêques pouvaient mettre sur pied, sans oublier les Cumans: l'épée sanglante, suivant une vieille tradition, venait d'être portée de village en village, de château en château. Il n'était que temps: déjà les éclaireurs Mongols détruisaient en vue des murs de Pesth une petite troupe conduite à leur rencontre par l'impatient et brave archevêque de Kalocsa. Déjà Vácz (Waitzen) tombait au pouvoir de leur avant-garde, et le dimanche même de la Passion, les habitants de cette ville, comme remarque un contemporain, prenaient leur part des souffrances du Christ. Un seul secours arrivait: le duc Frédéric d'Autriche se rendait à l'appel du roi de Hongrie qui lui avait confié sa famille et ses trésors, et combattait avec succès un parti de Mongols.



Deniers d'argent de Frédéric, duc d'Autriche.

Il devint ainsi très populaire, et parmi les Hongrois, et parmi les Allemands dès lors très nombreux dans la capitale du royaume. La venue de ce remuant et ambitieux voisin fut pour Béla IV une cause de graves difficultés.

C'est lui probablement qui excita le peuple à demander la tête de Kuthen et des principaux Cumans; ces malheureux, mandés devant le roi qui voulait leur sauver la vie, furent massacrés par la foule insurgée, et leurs têtes jetées par les fenêtres du palais.

Rien ne pouvait être plus fatal au pays: les Cumans devinrent réellement, cette fois, les alliés ou les complices des Mongols, et les princi-

paux instruments de leur cruauté. Les premiers qui éprouvèrent leur ardeur à se venger furent Nicolas, fils de Bora, et Bulzo, évêque de Csanád: en route pour rejoindre l'armée royale avec une troupe de cavaliers où se trouvaient aussi des femmes et des jeunes filles fugitives, ils furent assaillis par les Cumans qui les tuèrent en leur disant: Voilà pour notre roi assassiné!

L'évêque s'enfuit presque seul.

Cependant l'armée royale, la première panique une fois passée, était rapidement devenue nombreuse; elle marchait à la rencontre de Batou, qu'elle atteignit sur les bords de la rivière appelée le Sajó. Les deux armées, campées des deux côtés de ce cours d'eau, restèrent quelque temps à s'observer. On ne sait ni à quel jour, ni même dans quel mois du printemps a eu lieu la bataille. La veille, Batou montant sur une colline, observa soigneusement le camp magyar, et d'ailleurs il le fit explorer par ses espions.

Puis il convoqua son état-major barbare et lui promit la victoire pour le lendemain: »Toute cette multitude, disait-il, sera massacrée comme un troupeau de moutons.« Il avait remarqué que les Hongrois, pour éviter de s'étendre sur un trop grand espace, avaient tellement rapproché leurs tentes les unes des autres, que les cordes qui les retenaient s'enchevêtraient au point de rendre la circulation presque impossible. Une armée surprise dans ce désordre était une armée perdue.

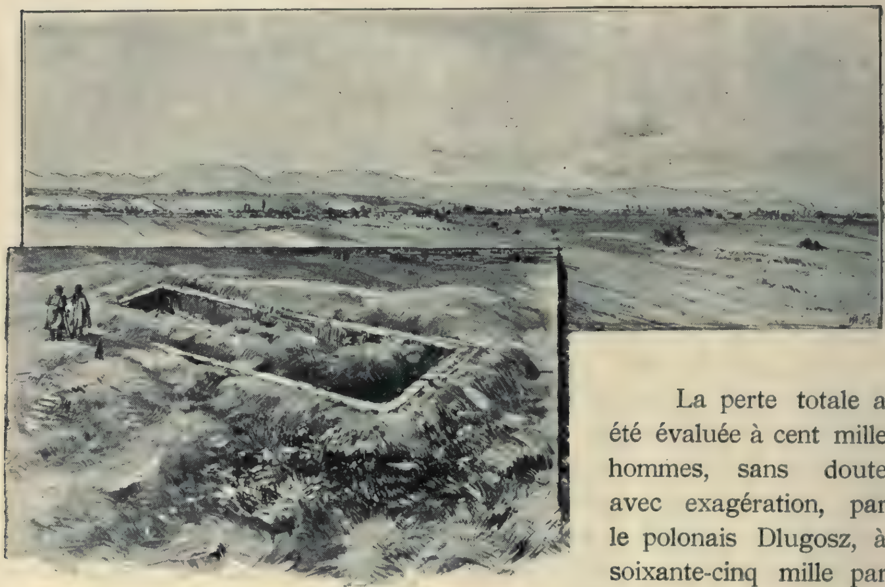
Aussi le prince mongol eut-il soin de se procurer l'avantage de l'offensive. Cela lui fut d'autant plus facile qu'un corps de troupes insuffisant surveillait le passage de la rivière et que les Hongrois, mécontents de toute la conduite de cette guerre, exécutaient à peine les instructions prudentes de leur roi. Pendant la nuit, une partie de la multitude asiatique franchit le Sajó à une assez grande distance des deux camps, pour venir au lever de l'aurore assaillir l'armée chrétienne.

Un Russe qui avait deviné cette manoeuvre avertit le roi Béla, mais les apprêts de la défense se firent trop lentement et au milieu du plus grand désordre, pendant que le gros des forces mongoles attaquait le pont jeté par les Hongrois en face de leur camp. Il y eut un moment de si vive resistance que Batou, d'après les chroniqueurs chinois, se laissait aller au découragement quant il fut ranimé par son lieutenant redouté Souboutaï Bahadour.

Mais bientôt des machines habilement disposées lancèrent des blocs de pierre contre la tête du pont et mirent en fuite ses défenseurs. Au lever du soleil toute l'armée mongole était sur la rive droite et les chrétiens attaqués de tous côtés, empêtrés dans leurs tentes et dans leurs cordages, s'accusant mutuellement de n'avoir rien prévu, ne pouvaient arriver à former leurs cadres, et à se ranger sérieusement en bataille. Chaque fois qu'ils sortaient de leur camp livré à la confusion, et pour comble d'horreur

bientôt entouré de flammes, des nuées de flèches les forçaient à y rentrer. Enfin, l'archevêque Ugolin de Kalocsa et le prince Koloman, frère du roi, réussirent à mettre en ligne une bonne partie de l'armée, notamment les chevaliers du Temple, et prolongèrent jusqu'au soir une résistance mortelle pour presque tous les combattants.

Mais les Mongols laissaient des vides se produire entre leurs masses profondes, et les vaincus, pour échapper à la pression de l'armée ennemie s'enfuyaient par les portes ouvertes : ils n'en étaient que plus facilement enveloppés dans leur retraite par des escadrons rapides qui à une distance de deux journées de marche jonchèrent les routes de cadavres.



La plaine de Muhi.
(Dessin de Ladislas Kimnach.)

La perte totale a été évaluée à cent mille hommes, sans doute avec exagération, par le polonais Dlugosz, à soixante-cinq mille par un ecclésiastique hongrois contemporain, mais il vaut mieux se borner à dire avec l'empereur Frédéric II, que ce fut une perte immense et inouïe. Cependant elle était en quelque mesure compensée par les pertes cruelles des Mongols : trente-cinq mille hommes, assurait-on. C'est ici qu'éclate la grandeur du service rendu à l'Europe par cette résistance, même peu habilement dirigée et malheureuse. Les Tartares n'avaient jamais perdu autant de soldats dans une seule rencontre ; ils durent comprendre que chaque nouvelle région envahie par eux du côté de l'occident leur réservait de sanglantes victoires. C'est peut-être le motif qui les a empêchés de se porter en masse contre l'Allemagne : mieux valait rester dans la Hongrie, privée de ses meilleurs défenseurs, et profiter des succès acquis.

Dans cette vue, il fallait éviter de trop effrayer les habitants et les empêcher de s'enfuir dans des endroits inaccessibles. Les Mongols s'avisè-

rent d'un singulier stratagème: le sceau royal étant tombé en leur pouvoir, ils s'en servirent pour écrire des lettres officielles qui furent portées de différents côtés par des captifs forcés de se mettre à leur service: »Ne craignez pas la cruauté de ces chiens, disait la fausse proclamation royale, et ne quittez pas vos demeures. Si nous avons dû quitter notre camp pour quelques jours, nous y reviendrons et nous livrerons un vigoureux combat. Priez donc, pour que le Dieu de miséricorde nous permette d'assommer nos ennemis.« Cette ruse tartare eut quelque succès. Dans la suite de la guerre, les populations se réfugiant sur les hauteurs et négligeant de cultiver la plaine, les Mongols redoutèrent une famine, dont pouvaient être victimes les vainqueurs aussi bien que les vaincus. Ils rendirent donc la liberté à un certain nombre de captifs, leur demandant seulement d'encourager leurs compatriotes à revenir dans leurs villages. Puis ils établirent sur les populations rurales, à moitié rassurées, des baillis auxquels ils donnèrent, suivant Roger, le titre de *canesii,* nom qui est, selon les uns, le diminutif de *Khan,* dignité tartare, selon les autres, la forme latine du mot *Knéze,* prince, dans les langues slaves. Ainsi, sur quelques points du territoire, la vie agricole n'était point interrompue.

Cependant les *canesii* étaient destinés à régler les maux de l'occupation plutôt qu'à les atténuer. Ils obligeaient les habitants à fournir l'armée mongole de vivres, de chevaux, d'armes et de vêtements. De plus, ils abusaient de leur pouvoir sans limite pour se faire livrer les plus belles femmes, que leurs épouses barbares, peut-être par jalousie, torturaient de mille façons. Parfois ils se réunissaient en conseil et prenaient des mesures générales pour extorquer à leurs administrés le peu de ressources qui leur restaient encore. La science stratégique des grands chefs continuait son oeuvre. Déjà Kadan, forçant les colons allemands à lui servir de guides, avait exécuté, à travers les montagnes et les forêts de la Transylvanie, une campagne difficile pour une armée de cavaliers, et tout en maintenant ses communications avec l'armée principale, se tenait prèt à marcher sur l'Esclavonie et la Croatie. D'autre part, l'armée envoyée sous Baïdar contre la Pologne et l'Empire, avait envahi la Silésie, puis la Moravie; à la fin du printemps, elle se repliait sur la Hongrie. Pourquoi cette nouvelle direction? Rentrait-elle, chose possible et même vraisemblable, dans le plan de conquête de Batou? La résistance des défenseurs d'Olmütz, résistance couronnée par une sortie victorieuse, avait-elle détourné cette partie de l'armée mongole de toute attaque en Occident, ou même lui avait-elle fait subir en Moravie un véritable désastre? C'est une question débattue entre les Allemands et les Slaves: les historiens tchèques ont cette prétention fondée sur leurs légendes populaires et jugée excessive par leurs voisins, que leurs ancètres ont repoussé en désordre les Tartares. Il est plus probable qu'ils traversèrent en bon ordre les défilés de Hrosinka dans les Petites-Karpathes, et il est certain que le

réseau d'invasion, dans lequel la Hongrie était prise, se trouva ainsi complété.

Un seul obstacle arrêtait désormais les Mongols, c'était le large cours du Danube, qui protégea l'ancienne Pannonie pendant l'été et l'automne de l'année 1241. Les comitats de la rive gauche, c'est-à-dire les deux tiers au moins du royaume, n'en furent que plus cruellement ravagés. Les trois armées ne rencontraient aucune autre résistance que celles des places fortes, car nul ne pouvait songer à tenir en rase campagne, et les troupes qui, des provinces éloignées, s'étaient rendues trop tard à l'appel du roi, une fois informées du désastre par les fuyards, s'étaient laissé entraîner dans leur retraite précipitée. Certaines villes furent surprises peu après la bataille de Sajó, par exemple la grande cité de Pesth, dont les habitants, malgré les conseils du prince Koloman, ne voulurent pas traverser le fleuve et n'eurent pas le temps de se fortifier: ils rougirent de leur sang les eaux du Danube. D'autres villes furent attaquées dans le cours de l'été. Le siège le plus mémorable fut celui de Várad; l'évêque, moins brave que ses confrères, avait quitté la ville avec une partie de son clergé. Les habitants s'étaient hâtés de réparer et de fortifier à nouveau la citadelle afin d'y trouver un refuge, et ils avaient prudemment agi, car les Mongols entrèrent sans difficulté dans les rues, brûlant des quartiers entiers, massacrant les femmes et les enfants accourus des contrées voisines. Afin d'augmenter encore le nombre de leurs victimes, ils eurent recours à une de leurs ruses habituelles: ils firent semblant de s'éloigner, sachant bien que plusieurs des bourgeois réfugiés dans la citadelle s'empresseraient d'aller voir si leurs maisons avaient été épargnées par l'incendie et le pillage. Ces malheureux périrent jusqu'au dernier, et les barbares assiégèrent sérieusement la forteresse. Leurs puissantes machines lancèrent nuit et jour des quartiers de roc contre les murailles, et bientôt les horreurs qui avaient ensanglanté la cité se renouvelèrent dans la citadelle et dans les églises. Tel fut le siège de Várad; la raconter c'est faire en même temps le récit du siége des autres villes.

Si nous connaissons celui-là plus en detail, c'est qu'il a eu pour témoin Roger, chanoine de ce diocèse. Il put s'échapper dans une forêt voisine, et de là gagner avec quelques serviteurs une île assez bien protégée par les eaux du Körös. Bientôt le bruit se répand de l'approche des Tartares: il faut quitter ce refuge et profiter de trois chevaux qui passaient près de la rivière pour s'enfuir pendant la nuit. Au matin on arrive près de la ville de Csanád; mais elle venait d'être elle aussi détruite par un corps mongol. Le chanoine et ses compagnons se cachent dans des fossés, puis ils reprennent le chemin de leur île où se trouvaient de nombreux fuyards: au récit des atrocités commises par les vainqueurs, »mes cheveux se dressèrent sur ma tête, dit naïvement Roger, mon corps se mit à trembler et ma langue à balbutier misérablement; j'étais couvert d'une



Objets provenant des fouilles de Szabad-Battyán. Époque de Béla IV.

(Au Musée National.)

sueur froide. »Mais bientôt il est soutenu par le sentiment des miséricordes de Jésus-Christ; alors il engage ses compagnons de misére à fortifier leur île, mais les ennemis arrivent trop rapidement, il faut fuir encore dans les forêts, se traîner de caverne en caverne, vivant de quelques provisions trouvées sur les cadavres. Cette fois Roger perd toute espérance; il va se soumettre à un Hongrois qui était entré au service de vainqueurs et qui l'admet au nombre de ses domestiques: esclave d'un traître, il devait se résigner pour quelque temps à cette humiliante condition.

Pendant que se poursuivaient ces ravages, que devenait le roi de Hongrie, et à quoi songeaient les souverains de l'Europe? Béla IV n'avait survécu que par miracle à la destruction de son armée. Les Mongols le laissèrent passer avec une petite troupe de cavaliers qui s'éloigna rapidement; quand ils le rejoignirent, une flèche tua son cheval, qui s'abattit, mais Barnabas de Fayana lui donna le sien, dévouement qui fut imité successivement par le comte Roland, grand-maître de l'écurie, et par André, fils d'Ivanka. Tous ces personnages furent plus tard récompensés, ainsi que le comte Maurice et le fils de Mohol, lesquels frappèrent de leurs épées des cavaliers barbares au moment où le roi allait tomber sous leurs coups. Ce danger une fois conjuré, Béla put galoper à travers une forêt profonde dans la direction de Cracovie; mais il rencontra d'autres fuyards qui venaient de quitter cette ville polonaise incendiée, et par un long détour, sous le déguisement d'un pèlerin, il se dirigea vers la frontière d'Autriche. Les barbares s'étant aperçus de leur négligence, le cherchaient activement dans toutes les directions, et il fut heureux d'obtenir une escorte des habitants de Nyitra pour la dernière étape de sa fuite.

Le duc Frédéric d'Autriche abusa indignement de l'infortune de ce prince qui lui avait confié sa famille, sa couronne et ses trésors. Il vint à la rencontre de Béla, qu'il trouva endormi par la fatigue sur le bord d'une des rivières qui traversent la Moravie avant de se jeter dans le Danube. A son réveil, le roi fugitif témoigna une grande joie, et accepta l'hospitalité perfide que le duc lui offrait dans son château de Haimbourg au sud du grand fleuve. Là il fut obligé de conclure un arrangement en vertu duquel Fréderic recevait les trois comitats hongrois les plus rapprochés de ses états, avec le droit de les gouverner et de mettre garnison dans les châteaux: il s'engageait à les défendre, et en réalité il pilla sans scrupule les malheureux habitants de ces comitats. De plus il se faisait attribuer en payement de sommes qu'il prétendait à tort ou à raison lui être dues, des joyaux appartenant à la couronne magyare qu'il avait soin d'apprécier bien au-dessous de leur valeur. Béla IV se déroba dès que cela lui fut possible à cette onéreuse hospitalité, et alla s'établír près d'Agram, en Croatie, avec sa famile. Il y séjourna depuis la fin de mai jusqu'au début de l'hiver, accueillant les nobles et les prêtres qui fuyaient devant l'ennemi, et s'efforçant d'obtenir des secours du dehors.

Les batailles de Liegnitz et du Sajó avaient effrayé toute l'Europe: d'un pays à l'autre les princes et les prélats s'envoyaient des messages pour se communiquer les funestes nouvelles et s'encourager à prendre les armes. Le roi Wenceslas de Bohème informait toute la chrétienté du péril commun. L'évêque de Frisingen engageait l'évêque de Constance à prêcher la croisade dans son diocèse, pendant qu'un religieux français, témoin de cette guerre, en écrivait à l'archevêque de Bordeaux. Le comte de Lorraine, Henri, Palatin des Saxons apprenait au duc de Brabant, son beau-frère, que les temps étaient venus, dès longtemps prédits par l'Écriture. Béla compta sur les dispositions que devait produire cette inquiétude générale, et il envoya en Italie l'évèque Étienne de Vácz pour obtenir des secours de l'empereur et du Pape, au prix même de l'indépendance de la Hongrie. Du pape il n'obtint que des consolations et des voeux, avec un ordre un peu tardif de prêcher la croisade en Hongrie. Grégoire IX se déclarait prêt à mettre fin aux luttes entre chrétiens, si l'empereur faisait sa soumission. L'empereur, de son côte, déclarait que la défense de la chrétienté était son plus cher désir, et il acceptait l'hommage du royaume de Hongrie, à la condition de le sauver; mais la réconciliation n'eut pas lieu: »O sottise des souverains! s'écriait Yves de Narbonne, voici que des royaumes chrétiens sont détruits et que le même sort attend les autres.«

Toutefois l'empereur et son fils Conrad, sollicités directement par Béla, ne restèrent pas inactifs. Ils préservèrent au moins l'Allemagne, et près du confluent de la March et du Danube, il y eut probablement une bataille dans laquelle périt un des chefs mongols avec une partie de son armée, emportée par le courant rapide. Mais cet évènement, mal connu de nous, ne soulagea qu'indirectement la Hongrie, abandonnée à sa destinée. Le Danube même cessa d'être un rempart: le froid intense du mois de décembre le recouvrit d'une glace épaisse. Les Mongols s'avisèrent encore d'un stratagème pour s'assurer que leur armée pouvait passer le fleuve sans danger. Ils amenèrent sur la rive gauche, des troupeaux de boeufs, puis ils se retirèrent à quelque distance; les habitants des villages situés sur la rive droite traversèrent le Danube, s'emparèrent des troupeaux et les chassèrent du côté de leurs habitations. L'épreuve était faite: la glace était solide comme celle des fleuves de la Russie et de l'Asie centrale, que les Mongols avaient si souvent franchis dans la même saison. Dès lors la Pannonie fut envahie à son tour.

La ville de Gran, la capitale spirituelle, le Cantorbéry magyar, fut une des premières à en souffrir. Les nombreux étrangers que renfermait cette cité commerçante, Allemands, Français, Lombards, avaient complété les remparts qui la défendaient et qui semblaient déjà la rendre imprenable. Mais ils avaient compté sans la cruelle habileté de leurs ennemis: des milliers de captifs, sur lesquels les assiégés osaient à peine lancer des

flèches, furent contraints d'élever, sur les bords du fossé, un véritable mur de fascines. Trente machines puissantes, à l'abri derrière ce mur, jetèrent des sacs pleins de terre qui menacèrent bientôt de combler le fossé.

Les défenseurs de la place, n'ayant aucun moyen de se soustraire à leur sort, voulurent du moins punir l'ennemi en détruisant leurs richesses, et ils incendièrent leurs magasins. Furieux de voir cette proie leur échapper, les Mongols élevèrent rapidement un rempart de pieux tout autour de Gran, afin que personne ne pût s'enfuir, et, en effet, le massacre fut exécuté si minutieusement que quinze personnes à peine, assurait-on, survécurent. Environ trois cent dames, qui avaient compté sur leur beauté et sur leurs parures pour désarmer le prince mongol, demandèrent à paraître devant lui et se jetèrent à ses pieds, mais Batou, dédaigneux et impitoyable, les fit dépouiller et décapiter en sa présence.

Il est inutile de répéter ces descriptions hideuses : le sac de Várad et celui de Gran suffisent à donner une idée de ce fléau humain plus destructeur que tous les fléaux de la nature. Quelques places fortes l'évitèrent : la citadelle même de Gran, vaillamment défendue par un Espagnol, le comte Siméon ; Albe royale, la ville du couronnement, protégée à la fin de l'hiver par la fonte des neiges qui l'entoura d'un vrai marais ; enfin l'abbaye du mont Saint-Martin, dont le siège fut interrompu par le brusque départ des Mongols. Sur la rive droite aussi, quelques villes, entre autres Nyitra, eurent la gloire et surtout le bonheur de résister jusqu'au bout. En revanche, un corps d'armée tartare envahit l'Autriche, et parvint jusque devant Neustadt ; mais cette fois encore l'Occident fut impénétrable. Les princes et les peuples directement menacés, Autriche, Styrie, Carinthie, avec des seigneurs allemands venus de plus loin, tels que le margrave de Bade, repoussèrent l'invasion, qui, d'ailleurs, allait bientôt d'elle-même se retirer de l'Europe. Ce fut encore la Hongrie qui retint en quelque sorte et épuisa ses derniers efforts.

Les fils de Gengis-Khan regardaient comme des sacrilèges les rois qui osaient repousser leurs messages impérieux. Ils tenaient beaucoup à s'emparer de leurs personnes et à les punir de teur rébellion. Aussi Kadan fut-il envoyé à la poursuite de Béla, poursuite acharnée et rapide. Déjà vers la fin de 1241, le roi, inquiet pour la vie de sa femme et de son fils, pour le corps de saint Étienne et les trésors des églises, les avait envoyés en Dalmatie. La reine, accompagnée d'une forte escorte et de nombreuses veuves, se réfugia dans l'île fortifiée de Clissa. A la fin de janvier la situation était plus triste que jamais : Béla se plaignait de l'abandon où le laissaient ses sujets. Bientôt il apprit la marche de Kadan et s'enfuit vers la côte de Dalmatie, près de laquelle se trouvent des îles nombreuses, assez rapprochées du continent pour qu'il soit facile d'y aborder, assez éloignées pour devenir un asile inviolable contre une armée de cavaliers, sans aucune expérience maritime. La route qui conduisait



Château de Clissa en Dalmatie.

(Dessin de Béla Spányi.)

d'Agram au littoral n'était pas très longue, et elle semblait assez accidentée pour gêner la marche des Mongols. Mais Kadan avait une telle soif du sang royal qu'il franchit les passages les plus difficiles, et que son avant-garde atteignit une ou deux fois la petite armée du fugitif : le roi n'échappa que grâce au dévouement des comtes Hudina et Alexandre, récompensés plus tard pour avoir soutenu le choc et sauvé leurs compagnons. Lorsque Kadan apprit que son ennemi avait gagné la côte, dans un accès de rage, il ordonna qu'on lui amenât tous ses captifs et leur fit couper la tête : il passait pour le plus doux et le plus intelligent des princes mongols.



Sceau double de Béla IV.

(Face.)

Le péril n'était pas conjuré, et le roi de Hongrie, ayant passé quelques jours à Clissa pour prendre avec lui sa famille et ses trésors, gagna la ville de Spalato, dont la population vint en procession au-devant de lui, et désira le garder dans ses murs. Les cités dalmates cherchaient toujours à se maintenir indépendantes par une sorte d'équilibre entre Venise et la Hongrie, et la suprématie hongroise se faisait sentir moins durement que celle de la République marchande. Les Spalatins accueillaient avec la plus touchante hospitalité les fugitifs de toute provenance qui leur demandaient un asile, en si grand nombre, qu'ils remplissaient non seulement les maisons,

mais les caves et les places publiques. Toutefois Béla, peut-être pour fuir cet encombrement, peut-être aussi pour éviter les fréquentes agitations d'une cité capricieuse, préféra la ville de Trau, d'ailleurs presque de tous côtés défendue par la mer. Kadan, toujours bien informé par ses espions, arrive au bout de quelques jours; il vient lui-même à cheval reconnaître la position, et n'attend plus rien que d'une soumission volontaire ou d'une trahison. Par son ordre, un des Slaves entraîné à la suite de l'armée ennemie s'approche des assiégés et leur crie: »Pourquoi vous battez-vous pour des étrangers? Livrez-les nous au lieu de vous faire tuer pour eux. Voilà ce



Sceau double de Béla IV.
(Revers.)

que vous fait dire Kadan, chef d'une armée invincible.« Ces menaces et ces tentatives pour séparer des Hongrois les Slaves et les Italiens de Dalmatie restèrent sans effet. L'armée de Kadan passa encore la fin de mars dans les environs de Trau, mais sans efforts sérieux pour s'en emparer.

Il est probable (car nous ne pouvons le supposer que d'après des allusions contenues dans des diplômes ultérieurs) que le séjour du roi dans cette forteresse de Dalmatie fut signalé par plusieurs combats et par les grands services des Frangepani comtes de Veglia. Les chefs de cette

famille à moitié italienne, à moitié magyare équipèrent des vaisseaux, armèrent des soldats, détruisirent des escadrons mongols, enfin méritèrent d'être appelés officiellement »des anges du ciel envoyés pour le salut du roi«. Trois autres jeunes gens, probablement d'origine slavonne, Krez, Iegerlick et Raak, sont signalés comme ayant sauvé la vie de leur prince dans un combat où les chrétiens »étaient pris comme des poissons dans une nasse«. Peut-être à cause de ses petits échecs, peut-être parce qu'il désespérait de mettre la main sur Béla, Kadan se dirigea vers le sud, dévastant toute la côte jusqu'à Raguse, puis au mois de mai il reçut un courrier de Batou qui lui ordonnait de commencer sa retraite : l'armée tout entière se diposait à retourner en Russie par les Alpes transylvaines et la Bulgarie.

Quel a été le vrai motif de cette retraite ? Les Allemands et les Slaves se sont plu à le trouver dans leur ferme attitude et dans la crainte qu'ils inspiraient. Il est plus vraisemblable, plus conforme au génie des peuples altaïques et à la nature de leurs invasions, de l'attribuer en partie aux obstacles de toute espèce que les montagnes, les fleuves, les habitants de l'Europe centrale avaient opposés aux Mongols, en partie et principalement à la nouvelle récente de la mort du grand Khan Ogodaï. Batou, le petit-fils le plus célèbre de Gengis-Khan, devait exercer la plus grande influence sur l'élection d'un chef suprême : il désirait donc reprendre le chemin de l'Asie. La Hongrie épuisée ne pouvant même plus fournir de subsistances à une immense armée, on choisit la Bulgarie pays encore neuf où l'on pourrait se refaire en passant. Au mois de juin, la Transylvanie était presque évacuée ; mais on se défiait d'un retour offensif, ruse trop fréquemment observée chez les Mongols. Béla n'osa revenir qu'au mois d'août, et la famille royale passa encore le mois de septembre dans l'île fortifiée de Clissa.

Les derniers jours de l'occupation tartare ne furent pas moins pénibles : les soldats de Batou et de Kadan, sachant qu'ils allaient bientôt partir, n'avaient plus rien à ménager. Ils se faisaient un jeu cruel des souffrances des prisonniers, semblant parfois leur donner la liberté pour les égorger ensuite. Ceux qui purent s'enfuir, comme Roger, traînèrent de forêt en forêt, de fossé en fossé, une vie misérable. Et lorsqu'on n'eut plus rien à craindre des hommes et de leur férocité, on regarda le sol de la patrie et on le vit couvert de ruines. La terre, en beaucoup d'endroits, n'ayant pas été ensemencée, la famine fut terrible pendant la saison suivante, tous les contemporains l'ont affirmé. Il fallut, pour ainsi dire, recommencer à nouveau la vie nationale, et toute une génération porta le poids de ces quinze mois de misère. La terreur mongole devait frapper longtemps encore l'imagination du peuple hongrois. Plusieurs fois, notamment en 1247 et en 1259, il crut avoir à choisir entre une invasion trop connue et une alliance détestée avec les envahisseurs. Mais l'une et l'autre

furent évitées: la papauté, sous Innocent IV et Alexandre IV, se montra aussi empressée en faveur de la Hongrie qu'elle s'était montrée inactive sous Grégoire IX, et s'il y eut réellement une bataille livrée à un corps de Tartares, ce fut une victoire et non pas une défaite (1261).

Le résultat final de l'invasion, soit pour la Hongrie, soit pour la civilisation européenne, ne fut pas aussi fatal qu'on aurait pu s'y attendre. La misère et le danger stimulèrent l'activité nationale, et dans l'oeuvre de réparation le roi Béla se montra plus ferme et plus patient qu'il n'avait pu l'être dans l'oeuvre de résistance. Il engagea les paysans et les bourgeois à rebâtir leur maisons, et pour remplacer l'or et l'argent qu'on ne trouvait plus guère, il fit frapper une monnaie en cuivre, chose nouvelle dans le pays, qui facilita le relèvement de l'agriculture et du commerce. Des colons étrangers, des Allemands surtout, furent appelés pour repeupler les contrées dévastées, et s'acquittèrent de cette mission avec la tenace activité de leur race. Les Cumans eux-mêmes furent amnistiés de leur conduite pendant la guerre, et fixés dans des districts particuliers; il n'y eut pas jusqu'à des Mongols qui se marièrent et se fixèrent en Hongrie. Les villes s'étaient courageusement défendues, et quelquefois avec succès lorsqu'elles étaient bien fortifiées: aussi obtinrent-elles de nouveaux privilèges, et le nombre des villes royales fut-il considérablement augmenté. On éleva des remparts plus solides autour des cités, même autour des simples bourgs, et il fut permis de construire des forteresses privées, qui contribuèrent, comme jadis en France au temps des Normands, à l'extension du régime féodal. L'architecture civile et religieuse fit des progrès en même temps que l'architecture militaire: le palais du roi s'éleva sur le rocher de Bude, et l'architecture gothique couvrit le sol magyar d'églises bâties sur le modèle des cathédrales françaises.

Quant à l'Europe, un moment très sérieusement menacée, la Hongrie lui a rendu le service, non seulement d'arrêter à ses dépens ce torrent dévastateur, mais de le lui faire connaître en lui permettant de remonter à la source. Les explorateurs envoyés par Béla, puis les témoins et les narrateurs de la guerre, ont été les premiers à étudier les peuples de l'Asie centrale. Ils ont rendu possibles et fructueux les voyages des missionnaires d'Innocent IV et surtout de Marco-Polo, qui a ouvert à la science et au commerce un champ nouveau et immense. C'est ainsi que la Providence sait faire sortir le bien du mal, et des excès de la barbarie les progrès de la civilisation.



Début d'une Charte de Ladislas IV.

CHAPITRE SEPTIÈME.

LES DERNIERS ARPAD ET LES PREMIERS HABSBOURG (1242—1301).

Dès que l'on put s'occuper d'autre chose que des Mongols et des ruines qu'ils avaient faites, l'Autriche devint le principal objet de la politique hongroise; d'abord l'Autriche seule, bientôt l'Autriche unie à la Bohême sous le grand Ottokar, jusqu'au triomphe de Rodolphe de Habsbourg.

Frédéric d'Autriche avait abusé de l'invasion mongole pour mettre la main sur plusieurs comitats de la frontière; ensuite il profita du besoin de tranquillité qui s'imposait à la Hongrie ruinée pour garder ces comitats en sa possession. Mais dès que cela fut possible (1246), Béla conduisit une armée sur la Leitha. L'archiduc accepta ce défi. Dans un combat contre la cavalerie cumane, combat qui était sur le point de se terminer à son avantage, il reçut une blessure au visage et tomba mourant de son cheval. La dynastie des Babenberg venait de s'éteindre et la succession de l'archiduché d'Autriche était ouverte. C'était dès-lors à l'Empire de l'occuper: Frédéric II n'y manqua pas, malgré sa situation critique en Italie, car il destinait le grand fief vacant à son petit-fils Frédéric, neveu du dernier des Babenberg, ce même jeune prince qui fut, un peu plus tard, le com-

pagnon de l'infortuné Conradin. Tant que vécut cet empereur, le plus grand adversaire des papes au Moyen Age, rien de décisif ne fut tenté pour la conquête de l'Autriche, il y eut seulement quelques ravages sans résultat près de la frontière.

La mort de Frédéric II (1250), engagea sérieusement la partie, non pas entre les princes allemands, car la grandeur germanique subissait un coup terrible et immédiat par la chute de la maison de Souabe, mais entre les rois de Hongrie et de Bohême, ou, comme nous dirions aujourd'hui, entre les Slaves-Tchèques et les Magyars. C'est plutôt une lutte de races qu'une lutte de maisons princières, car les petit-fils de Frédéric II furent bientôt mis dans l'impossibilité de prendre possession de leur héritage. Le plus grand, le plus ambitieux, le plus habile, le plus fastueux, le plus brave souverain qu'ait jamais eu la Bohême, Przemysl-Ottokar II, épousa Marguerite d'Autriche qui avait deux fois son âge, et devint le maître de l'archiduché. S'il occupait encore la Styrie qui en dépendait, une redoutable puissance était fondée au coeur de l'Europe et sur la frontière hongroise. C'était la Grande-Moravie de Swatopluk qui se reformait, c'était dans l'avenir une Autriche slave.

Aussi Béla, profitant de ce que les États de Styrie voulaient se rendre indépendants, occupa ce pays et y fit proclamer son fils Étienne : l'alliance séculaire de la Hongrie et de la Bohême était rompue. Les hostilités eurent lieu à la fois en Styrie même et en Moravie (1253). Un légat vint s'interposer Les deux rois eurent une entrevue à Presbourg, et Béla conserva pour son fils la Styrie presqu'entière, jusqu'au Semmering.

Mais l'Allemagne n'acceptait point ce sacrifice de la Styrie, et le mécontentement était grand dans l'Empire ; il n'était pas moindre dans la nouvelle province hongroise, opprimée par des lieutenants mal choisis. Ce fut au point que la ville de Graetz appela Ottokar et lui ouvrit ses murs. En 1260, la lutte recommença ouvertement. Mais elle se termina bientôt par la défaite des Hongrois ; Étienne, sérieusement blessé, fut entraîné loin d'un champ de bataille presque aussi funeste que l'avait été celui du Sajó (juillet 1260.)

La Hongrie était hors d'état d'arrêter l'ennemi, et le roi de Bohême parvint facilement jusqu'à Presbourg. Dans le traîté qui fut alors conclu, il se contenta de la Styrie. Il obtint aussi la rupture de son mariage avec Marguerite d'Autriche, union dont il avait profité mais qui ne lui donnait pas d'enfants ; et il épousa une des filles de Béla, non pas Marguerite qui menait une existence de religieuse dans l'île qui a gardé son nom, mais la belle Cunégonde. Ce traité et cette alliance de famille maintinrent, pendant dix années, entre les deux royaumes, des rapports pacifiques sinon pleins de cordialité.

Étienne V, dans son court règne (1270—1272), sembla vouloir continuer ces relations. Mais aprés une entrevue qui eut lieu non loin de Pres-

bourg, la lutte recommença pour finir presque aussitôt par un nouveau traité qui laissa les frontières telles qu'elles étaient à la mort de Béla IV.

Jusque-là le roi de Bohême avait eu presque constamment l'avantage. Tout fut changé par l'avénement de Rodolphe de Habsbourg (1273). Ce petit prince arrivait au trône inespéré des Césars germaniques au moment où de nouvelles difficultés surgissaient entre la Bohême et Ladislas IV : les pillages avaient recommencé, la ville de Nyitra en avait souffert. Rodolphe comprit que la Hongrie était l'alliée naturelle de son ambition, qu'avec cette alliée il pouvait briser la puissance de l'orgueilleux Slave à son profit personnel. Seulement il fallait avoir pour soi les princes de l'Empire, et cela non plus ne fut pas difficile : l'Empereur fut approuvé de presque tous les princes, lorsqu'il s'engagea sérieusement à rendre au corps germanique l'Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Carniole. Dans ses propres États, Ottokar avait de nombreux ennemis, exaspérés par sa rude justice, quelquefois arbitraire ou cruelle. Au moment où il venait de traverser le Danube sur un pont construit avec la charge de cent voitures, au moment où il avait pris la place de Soprony et venait de blesser une fois de plus l'orgueil magyar, un tel faisceau d'inimitiés se formait contre lui, qu'il sentit l'approche de sa ruine.

Il essaya de la conjurer en se rapprochant des Hongrois, mais ni le roi ni le peuple ne voulaient entendre parler de cette alliance au moment où ils pouvaient se venger : c'est avec Rodolphe qu'une alliance fut conclue (1276). Le dernier partisan d'Ottokar en Allemagne, le duc de Bavière, était forcé par la pression de l'opinion germanique à se tourner contre un prince rebelle, mis au ban de l'Empire comme ayant refusé son service féodal. Les ennemis d'Ottokar en Bohême profitèrent de cette coalition formidable pour achever de perdre leur souverain. Ils le laissèrent tellement isolé que son orgueil dut se résigner à demander la paix : avec la Hongrie ses frontières ne changèrent pas, mais il dut venir au camp impérial devant Vienne assiégée, abandonner toute prétention sur l'Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, et prêter serment de fidélité pour ce qui lui restait.

Une paix aussi désastreuse ne pouvait être qu'un court répit avec un prince aussi énergique et aussi superbe. Bien des circonstances vinrent seconder ses préparatifs : les Autrichiens, les Viennois en particulier, étaient mécontents de subir la présence et les exigences des hommes des bords du Rhin, qui leur paraissaient des étrangers ; les princes allemands se refroidissaient pour leur empereur dont les sucès étaient trop rapides. Rodolphe se trouvait presque livré à son impuissance originelle en face de ses nouveaux Etats soulevés et d'un ennemi qui ne respirait que la vengeance. L'alliance hongroise lui devenait dès lors indispensable ; il voulut la fortifier par cette politique de mariages, qui a continué depuis la fortune de sa maison. Déjà il avait demandé pour un de ses fils une fille d'Ottokar ; cette fois une Habsbourg fut promise au prince André moyennant la pro-

messe d'une armée auxiliaire et l'engagement de ne pas traiter séparément. Ces détails, et le fait que l'Empereur eut peine à réunir dix mille hommes, montrent à quel point, dans la campagne décisive qui allait s'ouvrir, les Magyars ont joué le rôle essentiel.

Le 14 août, Ladislas IV, avec cinquante-six mille Hongrois et Cumans, se réunit à la petite armée de Rodolphe, et, le 25, la bataille s'engagea près de Dürrenkrut. L'empereur laissa le périlleux honneur de combattre en première et en seconde ligne à l'armée hongroise, habile au tir de l'arc. Il ne négligea rien pour donner à sa cause un caractère religieux : le nom du Christ était le signal de ses soldats, tandis que le roi de Bohême indiquait aux siens le cri de Prague ! Prague ! sans doute pour leur rappeler le péril que courait la nation tchèque. Ottokar avait reformé ses alliances,



Le champ de bataille de la March.
(Dessin de L. M. Fischer.)

avec les peuples slaves cette fois, car les Russes et les Polonais formaient son avant-garde ; son arrière-garde était commandée par un Styrien nommé Milota, soupçonné depuis de trahison. Les rapides archers de la cavalerie cumane commencèrent l'attaque, reprise ensuite par le palatin Csák. Le combat, quelque temps indécis, compromis même par une chute de l'empereur, fut rétabli en faveur des Hongrois par la capture d'un fils d'Ottokar et par une panique du corps de Milota, qui donna le signal d'une déroute générale. L'infortuné roi de Bohême, désespéré, se jeta dans la mêlée : il succomba, percé de seize blessures, que l'on ne sait trop à quel parti attribuer. L'opinion qui semble la plus probable, c'est que plusieurs de ses anciens sujets ont réuni contre lui leurs efforts. La Bohême n'avait jamais subi un aussi grand désastre : douze mille de ses enfants couvraient de leurs corps le champ de bataille,

ou étaient entraînés par les eaux de la March ; les prisonniers se comptaient aussi par milliers.

Un des plus grands évènements de la fin du Moyen Age venait de s'accomplir : la puissance des Habsbourg était fondée, et fondée surtout par les Hongrois. Ce sont là les premiers rapports historiques entre le peuple dont nous écrivons l'histoire et la tenace maison souveraine qui lui a fait tant de mal et tant de bien. Rodolphe, dans ses lettres, témoigna la plus grande affection et la plus grande reconnaissance pour ses voisins. Mais, au fond du coeur, il éprouvait peu de gratitude. Douze années à peine s'étaient écoulées, et déjà il déclarait dans Erfurt que la Hongrie était un fief de l'Empire, Béla IV ayant prêté serment de fidélité à Frédéric II, que par conséquent c'était à lui, l'Empereur, de conférer la couronne de Saint Étienne. Cette prétention injustifiable, puisque le secours promis contre les Mongols n'était pas arrivé, fut neutralisée par les prétentions contraires et non moins chimériques de la papauté : grâce à cet équilibre, André III (1290) resta roi de Hongrie. Ne pouvant exercer leur suzeraineté sur tout le royaume, les Habsbourg essayèrent d'en conquérir une partie : Albert d'Autriche s'empara de Presbourg, de Tyrnau, mais une grande armée réunie par André le repoussa, et vint mettre le siège devant Vienne. Albert, obligé de se retirer devant la valeur hongroise, qui se vanta d'exploits presque fabuleux, comparait la Hongrie à une hydre venimeuse. Toutefois, devenu Empereur à la mort de son habile père (1293), il se résigna à traiter avec ce monstre et lui rendit tout ce qu'il avait pris sans réclamer aucune suzeraineté. Un peu plus tard, il maria une de ses filles au roi André, qui le soutint contre Adolphe de Nassau en lui envoyant un excellent corps d'armée sous les ordres de Paul Madács (1298). Ce bon office termina les rapports des Habsbourg avec la race d'Árpád qui allait s'éteindre et qui avait préparé leur grandeur.

Il est temps d'envisager à d'autres points de vue le dernier demi-siècle de la dynastie conquérante : résumons d'abord les annales royales et nationales ; nous terminerons ensuite le présent livre par un tableau de la situation intéreure avant 1301.

La ville de Zara ~~s'était librement donnée à la Hongrie ; mais elle~~ dut se rendre aux Vénitiens, le roi n'étant pas encore (1243) en état de lui porter secours. Un nouveau traité ne laissa à la couronne magyare qu'une partie des impôts payés par Zara, en signe de domination, sour toute la Dalmatie. Ce n'est que dix ans plus tard (1254), et après une lutte suscitée à Spalato par les Vénitiens lors de l'élection d'un archevêque sans le concours du peuple, que la Hongrie relevée de ses ruines et un moment maitresse de la Styrie, força les Vénitiens à lui rendre Zara. Les autres frontières venaient d'étre assurées par diverses mesures. Si Béla ne réussit pas à imposer à la Gallicie un prince de son choix, il organisa la Serbie du Nord en une sorte de marche, qui prit le nom de banat de Macsó. Il confia le banat

de Szörény avec une partie de la Roumanie actuelle à l'ordre de Saint-Jean, qui prit l'engagement de le défendre contre toute invasion. Étienne Subich fut un habile gouverneur de la Croatie et de la Dalmatie, dont les villes, sans cesse en querelle les unes contre les autres, furent calmées par lui.

Le roi Béla était donc, vers 1254, l'un des souverains les plus puissants et les plus respectés. Le malheur lui vint de son fils Étienne, ou plutôt de l'imprudence qu'il mit à suivre les pires exemples de ses devanciers, en faisant de son fils son propre compétiteur. Non content de le couronner, il lui donna la Croatie, l'Esclavonie, la Dalmatie ; lors du désastre de 1260, sur les bords de la March, le fondateur de la grande famille Máriássy reçut en présent la belle forêt de Csetene pour être venu annoncer au roi que son fils s'était échappé sain et sauf. Mais les courtisans gâtèrent tout : Étienne, engagé dans une lutte parricide, obtint de force, avec ce qu'il avait déjà, la Transylvanie et les droits souverains sur cette contrée (1262). Le vieux roi, profondément blessé de cette ingratitude, reporta toute son affection sur son plus jeune fils qui s'appelait Béla comme lui. Après une nouvelle lutte, difficilement arrêtée par l'intervention d'Urbain IV, il mit tout en oeuvre pour déposséder Étienne au profit de son frère puiné. D'abord, il obtint pour celui-ci la main de Cunégonde de Brandebourg, et les fêtes du mariage furent célébrées sur les bords du Danube avec un luxe inouï dont on conserva le souvenir : les seigneurs hongrois s'y étaient montrés dans des robes écarlates, avec des plumes de paon sur la tête et des pierreries dans leurs longues barbes. Ensuite Etienne, la jeune reine et ses enfants furent chassés et menacés d'une dépossession complète.

Leur parti était populaire, il ne fit que grandir dans cette épreuve ; bientôt il fut capable de mettre sur pied une armée supérieure à celle du roi, et qui resta victorieuse à Isaszeg, près de Pesth (1267). Dès lors, le vieux souverain, obligé de rendre à son fils tout ce qu'il lui avait enlevé, ne régna plus que de nom. C'est le jeune roi Étienne qui vainquit les Bulgares et devint un moment leur prince ; c'est au jeune roi Étienne que s'adressèrent les envoyés du duc d'Anjou pour négocier un double mariage, entre le petit prince Ladislas et la jeune Isabelle de Naples, entre Charles le Boîteux, futur roi des Deux-Siciles, et Marie fille d'Étienne. Ces mariages napolitains, conception profonde de l'ambitieux frère de Saint Louis, étaient alors la grande préoccupation de sa politique : il voulait ainsi préparer soit l'avènement de sa descendance au trône magyar, éventualité possible dès ce temps-là, et que nous verrons en effet se réaliser, soit, tout au moins, une alliance étroite qui lui permît d'accomplir ses projets de conquêtes orientales et de combattre l'Empire et les Allemands. Il est essentiel de se rappeler ici qu'en 1260, le tout-puissant Ottokar était encore regardé comme un prince germanique, et même comme le bouclier de cette Allemagne, patrie d'origine de Manfred et de Conradin.

Un peu avant la conclusion des mariages angevins, la Bulle d'or fut jurée de nouveau avec quelques articles de plus. L'un d'eux, très important dans l'histoire constitutionnelle de la Hongrie, et presque contemporain d'une innovation analogue dans la constitution anglaise, engagea les comitats à désigner chacun deux ou trois nobles pour s'occuper des affaires pendantes à la Diète annuelle d'Albe royale: c'était un pas de plus dans le régime représentatif. Les autres articles étaient destinés à rassurer, d'une part les udvorniks et le peuple des châteaux sur leur liberté personnelle, d'autre part les nobles sur leurs possessions, et, triste symptôme des guerres civiles, sur leur libre choix entre la cause du père roi et la cause du fils roi. Ce déplorable antagonisme prit fin en 1270, par la mort de Béla IV: il ne put survivre à son fils Béla, sur lequel il comptait obstinément pour sa vengeance, et sa haine contre Étienne s'était envenimée à un tel point sur son lit de mort qu'il engagea les nobles, ses fidèles, et l'une de ses filles à s'enfuir auprès d'Ottokar avec les joyaux de la couronne.

Étienne V ne garda pas longtemps (1270—1272) ce pouvoir royal qu'il avait tant convoité, et malgré ses talents incontestables et sa popularité, il ne signala son court règne que par un séjour en Pologne où il fut très bien reçu, et par sa campagne malheureuse contre les Bohêmes. Il mourut d'une fluxion de poitrine au moment où le ban de Slavonie, Joachim Pektari, venait d'inaugurer l'alliance avec Rodolphe de Habsbourg. Ladislas IV (1272—1290) était encore enfant quoiqu'il fût marié à la jeune Isabelle de Sicile. Ses premières années furent livrées aux rivalités misérables, qui n'accompagnent que trop souvent les minorités. Lorsqu'il fut à peu près en âge de gouverner, ce n'était plus qu'un prince débauché et fantasque, odieux à un grand nombre de ses sujets à cause de sa prédilection pour les Cumans, devenus tout-puissants dans son armée et à sa cour. La nation n'en fut pas moins fière de sa victoire décisive et vengeresse sur Ottokar (1288), mais elle fut mécontente de voir qu'une cour égoïste et frivole en profitait si peu. La reine-mère était une vraie cumane et détestait Isabelle qui fut abandonnée par son époux en faveur des femmes cumanes. Ce peuple encore à moitié païen se promenait dans le pays et prenait tout ce qui était à sa portée; les collecteurs des droits à payer au pape ne savaient où trouver de l'argent. Malgré la libéralité du roi à l'égard du clergé, les évêques et le légat réclamèrent. Le roi convoqua alors une diète où les chefs cumans, Alpra, Uzak, Ozur, promirent solennellement, au nom de leur peuple, qu'il embrasserait tout entier la religion catholique romaine.

Par cette promesse débutait toute une constitution destinée à régler le sort de ce peuple barbare, peut-être fatigué de sa vie nomade et de ses brigandages. Il reçut, entre le Danube et de Theiss et un peu au nord du Körös, des territoires qui formaient, jusqu' en 1873, la Grande et la Petite Cumanie *(Nagy-, Kis-Kunság):* c'étaient les parties du pays que l'invasion

mongole avait le plus ravagées, et de cette manière on obtenait un double avantage, celui de repeupler une partie désolée du royaume, et celui de concentrer les Cumans devenus sédentaires. Le nouvelle constitution les obligeait, en effet à quitter leurs tentes et à construire des maisons groupées en villages. Détail assez curieux : le légat voulait qu'ils fussent contraints à se couper les cheveux et la barbe, et cette humiliation ne leur fut épargnée que sur les instances du roi.



Sceau d'Étienne V.
(Face.)

Il n'est pas facile de faire perdre brusquement ses habitudes à une peuplade, surtout lorsqu'elle se sent appuyée par le gouvernement. Les dernières années de Ladislas présentent une étrange confusion : les Cumans, quelquefois combattus et même vaincus par lui, n'en continuaient pas moins leur vie de rapines et d'aventures, sûrs que le roi ne chercherait jamais sérieusement à les écraser. Il fit mieux encore : après s'être opposé aux entreprises d'un synode national, qui lui paraissaient contraires aux droits de la royauté, pendant que les Nemet-joári, les Pektari et d'autres oligar-

ches d'origine magyare ou étrangère se partageaient le pays comme autant de petits rois, Ladislas, n'écoutant ni le pape ni personne, se mit à camper avec les Cumans, et poussa la bizarrerie jusqu'à nommer palatin un musulman, récemment converti, nommé Mizse. Chose plus étrange encore, c'est un complot tramé entre trois Cumans, Árbocz, Törtel et Kemencse, qui débarrassa la Hongrie de ce tyran fantasque et désordonné.

Il ne restait qu'un seul descendant d'Árpád dans la ligne masculine, un petit-fils d'André II, nommé lui-même André ; il était né à Venise d'un père exilé et de la noble Tomasina Morosini. Par son lieu de naissance et son éducation, il était Vénitien plutôt que Magyar ; mais, en 1278, Ladislas le Cuman l'avait fait venir et l'avait nommé duc de Slavonie, pour avoir un héritier qui fût de sa famille. Il eut beaucoup de peine à se faire reconnaître sous le nom d'André III, et à retrouver la sainte couronne cachée par ses ennemis. C'était un prince capable, instruit, très pacifique, mais ne manquant pas de fermeté. Il eut besoin de toutes ces qualités pour tenir tête à deux adversaires aussi puissants que la Pape et que l'empereur Rodolphe.

Nous avons déjà vu quelles furent les vues ambitieuses des princes autrichiens et comment André en triompha. Quant aux papes qui se succédèrent à cette époque, ils espéraient que les princes napolitains de la maison d'Anjou leur soumettraient la Hongrie bien mieux qu'un prince imbu de l'indépendance vénitienne. La reine Marie, en apprenant la mort de son frère Ladislas, avait fait couronner roi de Hongrie, par un légat, son fils Charles-Martel, qui fut dès lors le véritable roi de Hongrie aux yeux de la cour de Rome.

Célestin V et Boniface VIII ne regardèrent, eux non plus, André III que comme un souverain de fait, un »prétendu roi« dont ils ne parlaient et auquel ils n'écrivaient qu'avec la plus grande aigreur, et en le rendant responsable de toutes choses.

Heureusement pour le dernier des Árpád, les villes dalmates ne se prêtèrent point à une descente de Charles-Martel, que Célestin V avait couronné de sa propre main, et le prétendant mourut laissant un fils mineur, Charles-Robert, que Boniface VIII ne put que désigner comme héritier de la couronne (1297). Le véritable roi national n'en était pas moins sous le coup d'une menace permanente ; ses dernières années furent empoisonnées par les difficultés que lui suscita le légat, même dans la diète, et par les hauteurs de Boniface VIII, qui disait que le royaume ne pouvait être sauvé que par la main de Dieu et le Siège romain. Charles-Robert finit par être introduit en Croatie sous les auspices d'un seigneur riverain, le comte de Brebir, et par être couronné dans Agram : mais le légat dut s'en charger, en l'absence de tous les évêques magyars. André semblait pourtant au moment de se faire reconnaître par la cour de Rome lorsque la mort vint le surprendre en 1301.

Il n'avait point perdu les dix années de son règne contesté. Non-seulement il s'était maintenu jusqu'au bout, maintenant du même coup la grandeur et l'indépendance nationales; mais son gouvernement avait été réparateur après les désordres du Cuman Ladislas. Il comprenait et respectait les libertés magyares, qu'il avait par deux fois juré de défendre; et, d'autre part, ses habitudes vénitiennes portaient son esprit du côté du commerce.

Aussi a-t-il fait des efforts remarquables à ce double point de vue. Il parcourait le royaume, sans s'arrêter à la résistance des grands, que Paul Madács sut vaincre comme il vainquit Adolphe de Nassau, redressant les injustices, punissant les malfaiteurs, exigeant la restitution des terres de la couronne. Les diètes travaillèrent autant qu'elles le purent à raffermir la paix publique et à préserver le territoire de tout démembrement. Le roi vint tenir aussi une Diète en Transylvanie pour relever ce pays éprouvé, et confirmer ou restituer les privilèges des diverses races établies dans ce pays.

Les villes qui avaient souffert de la guerre recevaient toutes les franchises qu'elles pouvaient désirer; les Juifs et les étrangers étaient les bienvenus avec leur commerce. Au total, malgré les difficultés croissantes de ses dernières années, André III termina dignement la dynastie, sans doute inégale, mais glorieuse et utile des Árpád.

Vers 1301, la monarchie hongroise offrait un aspect comparable à celui d'une ville entourée de faubourgs. Le souverain prenait le titre de roi, par la grâce de Dieu, de Hongrie, Dalmatie, Croatie, Serbie, Gallicie, Lodomérie, Cumanie et Bulgarie.

Quelques-uns de ces titres pompeux n'étaient que des souvenirs d'une possession momentanée: c'est ce que l'on peut dire de la Gallicie et de la Lodomérie; de plus, les Serbes n'étaient pas des tributaires, mais seulement des alliés, et la Bulgarie se réduisait à un petit territoire. Par contre, on doit remarquer que la Transylvanie ne figure pas dans cette énumeration; elle était comprise dans le grand noyau, dans la Hongrie proprement dite. Est-ce à dire que les coutumes, les différents droits, la législation fussent absolument semblables? En aucune façon. La Diète transylvaine qui se tint en 1291, sous les yeux d'André III, était une assemblée spéciale divisée, comme le pays lui-même, en trois nations, les Hongrois, les Szeklers ou Székely, les Saxons; celle des Valaques, bien que la plus nombreuse, n'avait pas d'existence légale, parce que les paysans qui la formaient presque en entier, ne comptaient pas, et que les anciens Knèzes (princes), s'étaient confondus peu à peu avec la noblesse magyare. Celle-ci occupait la plus grande partie du pays divisée en comitats, sous l'autorité d'un voïvode royal.

Les Szeklers étaient tous libres et nobles, ils formaient une cavalerie d'élite pendant la guerre, et, comme on leur confiait la défense continuelle

de la frontière, ils étaient exempts de tout impôt sous la juridiction d'un comte royal. Ils payaient seulement un tribut en boeufs lorsque le roi se mariait ou qu'il lui naissait un enfant. Nous avons déjà vu jusqu'où allait l'indépendance de la Transylvanie saxonne, et ce qu'étaient les banats de Szörény et de Macsó, peuplés de Cumans et de Petchenègues, de Valaques et de Bulgares.

Nous avons également suivi l'habile politique de Ladislas, de Koloman et de leurs successeurs à l'égard de ce qu'on appelait la Slavonie, c'est-à-dire de la Croatie et de la Dalmatie actuelles : les îles et les villes de la côte étaient presque autonomes, et, pour le reste de la contrée, le Ban, sorte de lieutenant royal, convoquait la noblesse et le clergé dans des diètes où l'on pouvait faire des lois, à condition qu'elles ne fussent pas contraires aux lois du royaume pris dans son ensemble.

Au point de vue politique et social, la Hongrie, malgré les plaies et les misères d'une guerre civile trop fréquente, était un des États les mieux pondérés de l'Europe. La royauté venait de se montrer réparatrice sous Béla IV et sous André III, et même sous un brouillon funeste tel que Ladislas IV, en vertu de la force acquise et d'institutions solides, elle continuait à faire quelque bien. Sous ce dernier prince les lettres de franchises, accordées avec discernement aux villes ou aux populations qui en avaient le plus grand besoin, et d'autres mesures d'une sage politique intérieure sont presque aussi nombreuses que sous les deux autres rois. La couronne, restée très puissante, et malgré l'incertitude du régime militaire, pouvant compter sur une armée dévouée dans les grandes occasions, ne pouvait cependant pas atteindre, au moins d'une façon durable, au despotisme : la constitution de 1222 ne restait pas lettre morte, elle vivait dans les âmes des meilleurs clercs, seigneurs et simples nobles ; elle fut jurée plusieurs fois, ce qui prouve qu'elle était souvent violée ; mais ce qui prouve aussi qu'on ne voulait pas la laisser oublier.

Elle n'empêchait malheureusement pas la construction incessante de nouveaux châteaux, là même où les menaces de l'ennemi ne les rendaient point nécessaires, et cela malgré les efforts d'André III et de la diète de 1291 ; mais elle empêchait ces châteaux de servir d'instruments à un démembrement du royaume. Elle n'empêchait pas les grands seigneurs de réunir entre leurs mains plusieurs emplois, mais elle les empêchait de les réunir tranquillement en un faisceau indestructible et héréditaire ; elle les empêchait, chose essentielle, de battre mennaie, sous peine de confiscation, et sous peine de perdre leur droit de marché, elle leur interdisait de faire obstacle à la circulation de la monnaie royale : »Dans tout le royaume royaume il ne doit y avoir qu'une monnaie,« dit formellement l'assemblée de 1298.

La simple noblesse se défiait tellement des grands seigneurs, en même temps que des caprices ou des exactions arbitraires, que, non-seule-

ment elle se faisait représenter régulièrement depuis la diète de 1267, que non-seulement elle tenait à avoir sa part dans la nomination du palatin et des autres dignitaires, mais qu'elle voulut, en 1298, exclure les barons de l'assemblée.

Peu à peu la distinction tendait à s'établir entre les grands seigneurs et prélats appelés au conseil du roi et la représentation de la noblesse, entre la chambre des magnats et les ordres ou chambre des députés, comme on devait le dire plus tard. Ici encore le parallélisme avec le développement de la constitution anglaise est frappant, mais toujours avec cette différence que la haute aristocratie ne jouait pas le même rôle en Hongrie que chez nos voisins d'outre-mer.

Une autre force de la petite noblesse était dans les assemblées des comitats, qui devenaient périodiques, et qui devaient être, en des temps plus malheureux, l'asile inviolable et indestructible du patriotisme. Enfin, l'usage s'était peu à peu établi, dans ces très nombreuses familles nobles d'ajouter au nom de baptême un nom héréditaire qui était en général celui d'une possession territoriale; l'habitude de se distinguer par des armoiries avait fait des progrès. La noblesse formait donc de plus en plus un corps bien défini, démocratie relative en face de la couronne et des grands.



Deniers d'argent d'André III.

Le courant féodal continuait, dans les basses classes, son oeuvre d'assimilation aux autres pays de l'Europe. La bourgeoisie, très bien vue des rois, comblée par eux d'encouragements et de privilèges, indépendante dans les murailles de chaque ville, n'avait pas, à proprement parler, d'importance politique.

Au point de vue commercial elle en avait beaucoup, quelle que fût la race, quelle que fût même la religion. Les Juifs étaient directement protégés par les lois de Béla IV, et celles d'André III leur attribuaient formellement les mêmes droits qu'aux autres habitants du royaume. Celui qui blessait un d'entre eux payait une amende au roi et des dommages à la victime; leurs écoles étaient protégées; le juge coupable de partialité contre eux perdait son emploi.

Le Juif ne pouvait être condamné d'après le témoignage d'un chrétien; il avait le droit de prêter sur gage, et l'on ne pouvait lui enlever son gage sans se rendre coupable d'une sorte de lèse-majesté. Tant de privilèges assurés à une race persécutée en d'autres pays, ne peuvent s'expliquer que par le désir d'attirer dans le royaume une population douée du génie du commerce. D'autres étrangers, des Allemands, des Italiens,

contribuaient à la prospérité générale. La culture de la vigne se répandait et fournissait déjà des crus célèbres à l'exportation. Le Danube était une grande voie du commerce, quoique le courant dérivé de la croisade affectât de plus en plus la voie maritime; Gran, bientôt relevé de ses ruines, en était le principal entrepôt.

Les droits étaient assez élevés, et l'on avait peine à lutter contre les abus du *lucrum camerae*. Il n'y avait pas encore de pièces d'or hongroises, mais celles de Byzance et plus récemment les pièces d'or florentines avaient cours partout.

Au point de vue juridique, nul changement essentiel ne s'était produit, mais plusieurs faits importants doivent être signalés. Le tribunal ambulant du palatin ayant beaucoup de procès à décider, ce dignitaire avait reçu un lieutenant dans le *Judex curiae,* comme le főispán du comitat en avait reçu un dans l'alispán.

Les décisions du palatin étant sans appel, on estima nécessaire, sous André III, de lui donner au moins quatre assesseurs, avec publicité des jugements. C'était quelquefois un véritable tribunal des grands jours qui allait chercher et frapper de puissants coupables dans les comitats les plus éloignés. D'une manière générale, les habitudes nationales préféraient les jugements avec discussion publique à la procédure écrite introduite par Béla III et fort appréciée aussi par Béla IV.

Il faut aussi noter l'importance croissante des duels judiciaires, au moment où ils devenaient moins fréquents dans le reste de l'Europe. Cette manière de découvrir la vérité ne faisait en Hongrie l'objet d'aucune loi, et n'était sujette à aucune forme déterminée. Nous ne possédons non plus aucun cartel de cette époque, et lorsqu'en 1253, le palatin Roland confie au jugement de Dieu *(judicio Domini judicis committentes)* un seigneur et le champion de Karcsa, ce n'est que l'indication d'un fait, ce n'est pas une formule. Parfois le juge proposait de choisir entre le duel judiciaire et une enquête par témoins assermentés; mais le plus souvent il ordonnait le combat en vertu de ses pouvoirs.

Celui qui refusait de s'y rendre était regardé comme coupable; mais assez souvent un arrangement intervenait entre les parties avant le jour fixé pour le duel.

Les récits qui précèdent ce chapitre ont montré le haut clergé sous différents aspects: à côté de prélats déposés pour leurs vices et leurs crimes, il faut rappeler que d'autres sont morts au champ d'honneur pour leur patrie et leur foi. De même en ce qui concerne l'indépendance nationale et le gouvernement pontifical de l'Église hongroise, il y a deux courants contraires à signaler; mais, le plus fort de beaucoup au treizième siècle était favorable à la domination croissante de la cour de Rome, qui allait jusqu'à annuler et les élections par les chapitres et la nomination royale, jusqu'à imposer pour primat un ecclésiastique étranger.

Tout y contribuait, le mouvement général du siècle (mouvement que la chute de Boniface VIII, dans sa lutte contre Philippe-le-Bel, allait brusquement arrêter), les synodes tenus sous l'influence des légats, les nouveaux ordres religieux fortement disciplinés; tout, jusqu'à l'inoffensive hérésie des Patarins, qui enflammait le zèle convertisseur des moines. Les ravages des Mongols avaient imprimé une nouvelle impulsion à l'architecture religieuse. L'influence gothique commençait à se substituer au style roman.

Malheureusement, des églises ou des monastères comme des palais de cette époque il ne reste guère que des débris.

Au point de vue de la culture intellectuelle, nous n'avons pas à constater les progrès auxquels on devrait s'attendre vers la fin du treizième siècle. Le clergé, trop préoccupé de ses biens, de ses procès continuels et de son pouvoir, ne rendait pas autant de services qu'à l'époque des saints rois et de Koloman. La crainte de l'hérésie, crainte poussée jusqu'à l'excès le plus minutieux, faisait limiter par le synode de Bude (1279) les connaissances que les moines pouvaient acquérir, à la grammaire, la théologie et la logique, et leur faisait défendre la fréquentation des grandes écoles étrangères.

C'était pourtant à Paris et à Bologne que s'étaient formés les docteurs qui enseignaient les arts libéraux dans le *Studium generale* de Weszprim, sorte d'université moins la collation des grades, où, conformément aux dispositions de l'esprit national, les *doctores utriusque juris* étaient les plus nombreux. Les étudiants les plus jeunes y obtenaient des bourses, et une société leur procurait le moyen d'aller à Paris où ils prenaient rang dans la nation allemanique. Les livres étaient devenus un peu moins rares depuis les croisades: on ne songeait plus à un voyage en Orient pour se procurer un Saint-Jérôme; ce n'était plus le seul Koloman qui méritait le titre de *Könyves,* car un simple archiprêtre laissait après lui dix-sept volumes, et Roger passait pour avoir une grande bibliothèque. Toutefois la Bible était tellement rare en 1263, qu'on l'achetait au prix de la moitié d'un village.

Malgré les progrès du latin, qui était la langue des études, du droit canon, du clergé, et par conséquent des chroniques, et depuis Béla III toute la langue de la procédure et de l'administration, malgré les mariages des rois avec des princesses étrangères qui amenaient avec elles des courtisans de leur pays; la langue nationale s'était maintenue beaucoup mieux qu'on ne se le figure.

Les mots magyars abondent dans les très nombreux documents du treizième siècle que nous possédons. De plus les anciennes lois qui nous sont arrivées sous leur forme latine avaient très certainement été traduites du magyar, qui était la langue des délibérations politiques, la langue de la prédication populaire, la langue de la poésie nationale, même à la

Cour, la langue des jongleurs d'André III, comme celle des histrions de Ladislas.

Nous ne terminerons pas cette étude de la période arpadienne sans citer quelques lignes de M. Szilágyi: »La nation doit beaucoup aux Árpád: comme ducs ils lui ont donné le sol que nous occupons, comme rois ils ont fait de nous un peuple européen. Ils ont augmenté la population. Ils ont défendu l'indépendance nationale contre les trois plus grandes puissances de l'Europe, le Byzantin, le Pape, l'Allemand.«



LIVRE TROISIÈME

LA MAISON D'ANJOU

(1301—1382.)

CHAPITRE PREMIER.

CHARLES ROBERT.

Le fils et le petit-fils de Charles d'Anjou n'avaient pas attendu l'extinction de la dynastie nationale de Hongrie pour réclamer cette couronne : André III ne s'était maintenu qu'avec peine contre les entreprises de Charles-Martel, et sa mort arrivée en 1301 semblait lever les derniers obstacles que rencontrât le prétendant napolitain. Toutefois diverses circonstances allaient prolonger une sorte d'interrègne avant que le jeune Charles-

Enluminure d'une page de la Chronique de Vienne.

Robert pût inaugurer par son couronnement une période assez longue et glorieuse de l'histoire magyare, celle des rois capétiens.

Il n'était question ni de la famille mineure d'André III, ni de l'élection d'un puissant Magnat par ses égaux: tout le monde était d'accord pour proclamer l'un des princes étrangers se rattachant à la maison d'Arpád. Mais lequel allait-on choisir, un Français, un Tchèque, un Allemand, Charles-Robert d'Anjou, Wenceslas de Bohême, Otto de Bavière? Le pape Boniface VIII désirait avec ardeur que ce fût le prince français de Naples; il le désira trop vivement, avec sa fougue habituelle, et il froissa profondément l'amour propre national, toujours si susceptible chez les Hongrois.

C'en fut assez pour que le prétendant trop recommandé déplût à la noblesse magyare: elle approuva deux puissants personnages, Mathieu Csák, maître de provinces entières et de véritables armées, et l'archevêque Jean de Kalocsa, qui appelèrent Wenceslas, tandis que le primat, soumis à la volonté du pape, faisait venir le prince angevin à Gran et l'y couronnait. Quelques jours plus tard les partisans du prince bohême s'emparaient de la métropole ecclésiastique, où Wenceslas était couronné à son tour.

Alors Boniface VIII demanda le succès de ses vues politiques sur la Hongrie à des procédés plus habiles et moins hautains. Il pressa l'empereur Albert de secourir le prince angevin, ce qui convenait on ne peut mieux à la tradition naissante des Habsbourg: s'ingérer le plus possible dans les affaires du royaume voisin. D'ailleurs il s'agissait moins d'une alliance armée que d'un arbitrage favorable: c'est à Vienne que les représentants des deux jeunes rois rivaux devaient faire valoir leurs titres, selon l'invitation du souverain pontife. Mais comme la décision était prévue d'avance, les défenseurs de Charles-Robert furent les seuls à arriver.

Le roi Wenceslas II ne voulut pas entendre parler d'arbitrage autrichien ni pontifical; il se borna à faire savoir que son fils, ayant pour lui le choix du peuple hongrois, n'avait pas besoin d'une autre consécration; il n'attendit plus que le succès de son allié Philippe le Bel dans la grande lutte sérieusement engagée où l'on voyait ces deux ennemis séculaires, l'Empire et la Papauté, réconciliés contre la puissance croissante de la fille aînée de l'Église, de la royauté française.

L'humiliation, puis la mort de Boniface VIII, changea la situation politique en Hongrie comme dans plusieurs autres pays. Les partisans des deux Wenceslas furent d'autant plus rassurés que le nouveau pape Benoît XI, ancien légat en Hongrie, connaissait bien les susceptibilités des Magyars, et que l'on pouvait attendre de lui une décision favorable; mais il mourut trop promptement pour que l'on ait pu voir si cet espoir était fondé.

Pendant une assez longue vacance du Saint-Siège (1304—1305), les princer slaves se brouillèrent avec plusieurs de leurs partisans, et le roi de Bohême, après une sorte d'expédition destinée à soutenir son fils, se décida à emmener le jeune prince qui se trouva bientôt appelé à lui

succéder. Ayant déjà beaucoup de peine à se faire reconnaître dans ses états héréditaires, Wenceslas III renonça à la couronne de Hongrie, transmettant ses droits au prince Otto de Bavière. Les Bavarois et les Angevins restaient seuls en présence.

Le diadème vénéré ceignit le front du prétendant germanique, qui eut le bon esprit d'augmenter la joie populaire en renvoyant les Bavarois qui l'avaient accompagné : le peuple n'aimait pas les étrangers quels qu'ils fussent, qu'ils vinssent d'Italie ou d'Allemagne. Mais le roi comme le peuple auraient eu grand tort de trop se réjouir ; la personne de l'éphémère souverain, comme la couronne elle-même, ne sortit des mains des étrangers que pour tomber dans celles de l'ambitieux Apor ; et l'absence prolongée de toute royauté sérieuse permit au dur archevêque de Gran, partisan de Charles-Robert, de punir arbitrairement des plus affreux supplices les hommes du peuple qui avaient dirigé dans Bude, quatre ans auparavant, le soulèvement contre le légat.

Malgré les fautes des partisans de la maison d'Anjou, leur prétendant, par l'exclusion de ses adversaires, s'imposait à tous les Hongrois. D'ailleurs à l'instant même où beaucoup de nobles se préparaient à proclamer Charles-Robert dans la plaine de Rákos, Clément V lança une bulle contre ceux qui s'opposeraient à son avènement, sans épargner le duc de Bavière.

Un nouveau couronnement était nécessaire, car nul Magyar ne pouvait admettre qu'après les deux cérémonies qui avaient déjà porté ce nom, Charles-Robert fût devenu un roi régulier. Seulement une chose manquait encore pour ce troisième sacre, à savoir la sainte couronne elle-même. Le légat qui sentait bien l'importance de cet emblème national imagina de consacrer une autre couronne, et l'intronisation put avoir lieu. Charles-Robert d'Anjou accepta une formule de serment rédigée en langue latine et en langue hongroise : la fidélité à l'Église romaine, le respect des biens de l'Église, la promesse de ne pas réclamer des domaines pontificaux tels que le royaume de Naples, tenaient une large place dans ce document.

Rien n'est invincible comme certains préjugés populaires ; en vain la nouvelle couronne avait-elle été solennellement consacrée àu nom du pape ; ce n'était pas la sainte couronne, et la cérémonie qui venait de s'accomplir n'était pas prise au sérieux par la nation. Ce fut une grande joie lorsque Ladislas Apor finit par remettre au palatin Omode le joyau historique. Un quatrième couronnement fut résolu, malgré ce qu'une semblable fête pouvait avoir de blessant pour le représentant du Saint-Siège.

Charles-Robert ou Charles Ier de Hongrie n'avait que vingt-deux ans au début de son véritable règne (1310), car on ne peut compter comme en faisant sérieusement partie la période agitée que nous venons de raconter. Il était parfois vindicatif jusqu'à la cruauté. Son autre défaut principal était une légèreté de mœurs assez rare chez les Capétiens des premiers siècles : ses trois épouses, Marie-Catherine de Pologne, Béatrix de Luxembourg,

Élisabeth de Pologne, ont eu à se plaindre de ses moeurs, qui étaient, il est vrai, plus dissolues pendant ses veuvages. Enfin une certaine disposition de son caractère aurait pu lui être funeste dans sa nouvelle patrie, s'il n'avait eu le talent de ne pas trop la témoigner : il n'aimait pas le régime constitutionnel, encore élémentaire et incomplet, mais déjà sérieux, dont le caractère magyar avait pris l'habitude depuis trois générations. Presque tous les traits de cette esquisse morale conviendraient, non seulement à Charles-Robert, mais à son fils Louis le Grand. Seulement, au lieu de heurter de front les forces vives de leur royaume et de leur siècle, comme leur parent Philippe le Bel, ils préférèrent les tourner à leur profit, changeant peu à peu toutes choses selon leurs idées, et sans que la nation qui les avait acclamés se sentît soumise à une imitation étrangère contraire à son orgueil et à ses instincts.

De tous les puissants personnages qui avaient pris l'habitude de l'indépendance, Mathieu Csák était le plus à redouter. Son palais de Trencsin était devenu la capitale de toute la région montagneuse du nord-ouest ; il avait un trésorier, un palatin, tout comme le roi. Des milliers de soldats, qui ne connaissaient d'autre autorité que la sienne, ravageaient impunément les domaines des sujets fidèles. Il forçait le clergé à donner les sacrements malgré l'interdit jeté sur cette contrée par le légat Gentile.

Charles évita autant que possible d'attaquer directement ce vieux potentat plutôt barbare que féodal. Il lui infligea bien une défaite dans la vallée de Rozgony, mais il fit surtout en sorte de l'entourer du cercle hostile de colonies saxonnes. D'autre part l'établissement en Bohême de la maison de Luxembourg, avec laquelle le roi de Hongrie ne tarda pas à s'allier, eut pour effet de réprimer les brigandages du despote de Trencsin : vaincu par les Bohêmes, repoussé par son roi, auquel il demandait la paix, dépouillé de ses principales places fortes, il mourut (1318) rongé par la vermine, selon la tradition populaire qui a conservé la mémoire de Mathieu Csák avec un mélange d'horreur et d'admiration.

La maison d'Anjou n'avait plus d'ennemis sérieux à combattre dans l'intérieur du royaume. Mais avant de pouvoir en toute sécurité consacrer ses efforts à la politique extérieure, elle devait encore assurer les frontières du midi. Le royaume de Hongrie dépassait alors le Danube et la Save par la possession d'une province frontière, sorte de marche ou de confins militaires qu'on appelait le Banat de Macsó. Les princes serbes Étienne Dragutin et Urosch Milutin avaient profité pour s'en emparer de l'anarchie prolongée de la Hongrie : Charles-Robert, dans une heureuse et rapide campagne (1319) reprit Belgrade et parvint même jusqu'aux Balkans.

Deux circonstances graves avaient d'ailleurs distrait son attention. La bataille de Mühldorf (1322), triomphe de l'empereur Louis de Bavière sur Frédéric d'Autriche atteignait la Hongrie, qui avait fourni toute une armée auxiliaire au prétendant maintenant vaincu et prisonnier. Par cette

alliance dirigée contre un empereur ennemi des rois de France, Charles-Robert entrait dans la politique de la famille des Capétiens; il y entra mieux encore après la défaite de Mühldorf, en resserrant ses liens d'amitié non seulement avec les frères de Frédéric, mais avec la maison de Luxembourg, avec ce Jean de Bohême qui devait, après avoir longtemps vécu »dans la domesticité de la maison de France (Michelet)«, finir héroïquement sur le champ de bataille de Crécy.

La politique angevine savait donc associer à un énergique gouvernement intérieur les préoccupations européennes qui allaient de plus en plus fixer son attention ambitieuse. Charles-Robert, issu d'une branche entreprenante d'une entreprenante maison, fit de la Hongrie une grande puissance européenne, étendant de tous côtés le réseau de ses alliances et préparant de vastes héritages aux enfants de ses rois. Du côté de l'Empire et des princes allemands, il se restreignit à de bienveillantes interventions comme celle que nous avons signalée, et à une alliance aussi constante que possible avec les Luxemburg, alliés eux-mêmes des Capétiens français; les affaires de Pologne et les caprices de Jean de Bohême, le prince errant, amenèrent une rupture momentanée de cette alliance et même une invasion de la Bohême (1332), mais les bonnes relations furent bientôt rétablies, comme le voulait l'intérêt des deux dynasties et des deux pays. De même Charles-Robert n'intervint dans les querelles des princes autrichiens que comme une sorte d'arbitre. L'Italie et la Pologne devaient rester ses grandes préoccupations.

Deux États italiens, les plus considérables par leur étendue ou leur richesse, la république de Venise et le royaume de Naples, étaient les deux objets naturels de sa politique du côté du Midi, avec cette différence qu'il se trouvait en face de Venise à titre de roi de Hongrie, en face du trône de Naples à titre de prince de la maison d'Anjou.

Charles n'avait d'abord entretenu avec son oncle le roi de Naples qu'un échange d'ambassades et de présents, sans autre incident qu'une réclamation inutile au sujet du duché de Salerne; mais la mort du duc de Calabre, seul descendant masculin de Robert, parut appeler la branche hongroise à ce trône méridional: telle était du moins la prétention de la cour de Bude, malgré les autres parents du roi Robert qui ne renonçaient point à leurs droits. La reine Sancha de Naples et le célèbre pape d'Avinon, Jean XXII, entrèrent dans les vues du prince hongrois en imaginant un mariage entre le prince André, le plus jeune de ses fils, et la princesse Jeanne, fille du duc de Calabre: c'était la trop fameuse Jeanne de Naples (1331). Charles-Robert voyait dans cette alliance une compensation à la mort récente de son fils Ladislas (1329), qui aurait pu devenir roi de Bohême par suite de son mariage avec une Luxembourg.

De ce côté il avait réussi ou du moins il pouvait le croire, et il a pu le croire jusqu'à sa mort. Les relations avec Venise ne lui paraissaient

pas offrir la même importance, ou plutôt il semble avoir eu le projet bien arrêté d'éviter toute difficulté avec cette république. Lui, si fier de toutes ses prérogatives, si entier dans la réclamation de ses droits sur des pays lointains, il tombait dans une sorte d'indifférence lorsqu'il s'agissait des villes de la Dalmatie disputées depuis des siècles entre la ténacité vénitienne et la ténacité magyare.

La pensée dominante de son règne a été l'acquisition de la Pologne, la réunion de ce pays à la Hongrie. Son mariage avec Élisabeth, fille de Wladislas Lokietek (1320), prépara les voies, et lui fournit l'occasion d'envoyer une armée auxiliaire qui se distingua dans la lutte contre les Lithuaniens encore païens, et plus tard, une autre armée auxiliaire qui vainquit les chevaliers teutoniques et força les princes silésiens à reconnaître la suzeraineté de la Pologne (1332). Il était habile de soutenir ce pays contre les barbares païens du nord-est et contre les Germains du nord-ouest. Mais un évènement tragique, ou plutôt un drame épouvantable, vint répandre partout l'horreur et l'effroi.

Le prince Casimir était venu passer quelque temps auprès de sa sœur Élisabeth, dans le château royal de Visegrad : c'était la demeure favorite des rois angevins qui préféraient au séjour de Bude, de Gran et de Temesvár, ce nid d'aigle perché sur la montagne, dominant le Danube rapide et large vers l'endroit où ce fleuve tourne brusquement au midi ; seulement de ce nid d'aigle ils firent un palais splendide dont les débris étonnent encore. La légende prétend qu'une des filles d'honneur de la reine, la jeune Clara Zách, inspira une passion violente au prince polonais, qui ne recula pas devant la plus insigne des fautes, et que pour venger l'honneur des siens, Félicien Zách se jeta sur la famille royale et blessa la reine. Les courtisans seraient survenus en hâte et les Zách auraient été exterminés jusqu'au troisième degré. D'après des découvertes récentes, il y eut bien au château de Visegrád-Váralja une scène de cette nature ; mais ce ne fut pas l'histoire de Claire qui la provoqua. Ce conte n'est que le produit de l'imagination populaire. Ce fut pour un tout autre motif que Félicien Zách, violent, orgeuilleux et frondeur, menaça la famille royale.

On put croire que le ciel s'était chargé de punir ces punitions qui étaient des crimes, lorsque le roi conduisit en Valachie une funeste expédition. Il voulait déposséder le prince Michel Besserab qui avait envahi le banat de Szörény. Refusant les conditions les plus avantageuses, il s'obstina dans sa marche à travers les montagnes ; ses guides l'égarèrent dans des défilés où une partie de son armée fut écrasée par des quartiers de roc que lancèrent sur elle des ennemis cachés (1330). Le roi ne songea plus à cette guerre, et porta tous ses efforts du côté de la Pologne. Ne gardant aucune rancune à son beau-frère Casimir des malheurs causés par sa légèreté, il contribua à le faire proclamer après la mort de Wladislas. Une fois couronné, Casimir n'eut pas honte de revenir au château de

Visegrad où se trouvait encore Jean de Bohème et où les trois rois célébrèrent des fêtes magnifiques et prolongées.

Charles-Robert voulait que Jean de Luxembourg se désistât de toute prétention sur la Pologne, ce à quoi il consentit moyennant cession définitive de la Silésie à la Bohême. Il voulait aussi que Casimir reconnût le prince Lous d'Anjou comme son héritier, et il obtint cette concession énorme d'un roi qui n'avait pas plus de trente ans et pouvait fort bien avoir encore un fils. Lorsqu'il apprit quel-ques années plus tard (1339) que dans une assemblée solennelle, tenue à Cracovie, le dernier des Piast avait fait agréer le prince Louis aux États de Pologne comme leur roi désigné, il put croire qu'il avait atteint le but principal de sa politique.

Il mourut trois années après ce triomphe, et après avoir fondé des institutions qui ne pourront être étudiées qu'à la suite des faits du règne de Louis le Grand. La reine Élisabeth, joyeuse du succès de son fils destiné à une double couronne, venait d'achever la belle église gothique de Kaschau, commencée quatre-vingts ans auparavant par un architecte français, Villard de Hannecourt.



Attentat de Félicien Zách.
(D'après la Chronique de Vienne.)





Donjon du château de Visegrád.
(Dessin de Théodore Dörre.)

CHAPITRE DEUXIÈME.

LOUIS LE GRAND.

»Un noble jeune homme, riche de nombreuses vertus,« c'est en ces termes que Louis d'Anjou avait été présenté aux États de Pologne par le roi Casimir. Un autre étranger, le florentin Villani, bon observateur comme tous les politiques de sa race, disait que ce prince »était naturellement de mouvement subit et ne discutait ses résolutions avec personne«. Le Polonais et l'Italien comprenaient assez bien celui que la postérité magyare devait saluer du nom fastueux de Louis le Grand.

Les historiens hongrois ont l'habitude de partager son règne en trois périodes chronologiques, à chacune desquelles correspond, nous pouvons le remarquer, une préoccupation dominante : la première contient les tragédies de Naples et les expéditions qui en sont le résultat ; la seconde est celle des guerres contre Venise et de la conquête de la Dalmatie ; pendant

la troisième, Louis le Grand est roi de Pologne, il est peut-être le prince le plus puissant de l'Europe.

Le vieux roi Robert n'avait jamais beaucoup aimé ses parents de Hongrie, si bien que lorsqu'il mourut (1343), son testament laissa le royaume à Jeanne sa petite-fille, et à elle seule, sans partage de la couronne avec le prince André. Ces deux époux, à peine sortis de l'adolescence, pliaient déjà sous une fatalité de haines et de passions. Les princes nombreux d'une cour corrompue, les Charles de Durazzo, les Louis de Tarente, les Catherine de Valois, bien d'autres encore, irritaient, contre un prince déjà humilié de sa situation inférieure, la défiance et les mépris de la jeune reine. Élisabeth de Pologne s'effraya de l'isolement de son fils : elle entreprit avec une grande escorte le voyage de Naples, pendant que le roi Louis, qui aimait tendrement son frère, négociait en sa faveur avec la cour d'Avignon.

L'une et l'autre mission étaient également difficiles, car le pape Clément VI voyait avec inquiétude la puissante branche hongroise de la maison d'Anjou mettre la main sur un royaume vassal qui pouvait à chaque instant s'emparer de Rome. Toutefois, comme il ne continuait que trop la tradition de Jean XXII, le célèbre thésauriseur, les envoyés de Louis avaient quelque chance d'obtenir des concessions. La somme exigée fut énorme, quarante-quatre mille marcs d'argent, et cela pour reconnaître au prince époux l'autorisation de se faire couronner, sans aucun pouvoir réel.

Louis fut indigné de tant d'avarice, de cette proposition qui revenait au trafic d'une couronne ; il accepta pourtant.

Le sort d'André ne devint pas meilleur après son sacre ; le beau Louis de Tarente le déshonorait presque publiquement et le rendait ridicule. Jeanne, livrée à une sorte de vertige qui parut un signe d'ensorcellement, passait sa vie, au témoignage de Villani et de Gravina, dans les danses, les fêtes dispendieuses et les jeux guerriers ; si bien que l'on comparaît le pauvre roi nominal à un tendre agneau égaré au milieu des loups. La jeune reine adultère ne voulut pourtant pas qu'il retournât avec sa mère dans le palais de Visegrád, soit qu'elle redoutât le scandale d'une telle séparation, soit qu'elle ait eu un moment de repentir, soit enfin qu'elle prêtât déjà l'oreille à des projets d'assassinat. On crut voir après le départ d'Elisabeth de Pologne que le malheureux André, conseillé sans doute par cette énergique princesse, voulait réagir contre les ennemis qui le bafouaient ouvertement ou le guettaient dans l'ombre.

Il eut seulement le tort, habituel aux natures faibles qui se redressent, de manifester son irritation et d'annoncer sa vengeance ; il aurait même poussé l'imprudence jusqu'à élever dans un tournoi une bannière qui représentait une hache auprès d'un billot. Quoi qu'il en soit, sa perte fut jurée.

Une nuit qu'il reposait dans son château d'Aversa, réconcilié, ce semblait-il, avec la reine, on le réveilla sous prétexte de lui apporter des nouvelles de la capitale; quelques instants plus tard, il était horriblement massacré par des coupables obscurs. Les complices princiers ne manquaient certainement pas; Jeanne sembla prendre à tâche de s'accuser elle-même, et de rendre inutile la persistante indulgence du pape, en épousant Louis de Tarente.

Elle avait soin pourtant de témoigner une grande indignation du meurtre de son époux, qu'elle qualifie *d'infandum scelus* dans une lettre à la république de Florence. Mais toute sa conduite la dénonce et l'écrase; elle a mérité cette brève et terrible phrase que lui aurait écrite son beau-frère le roi de Hongrie: »Ta vie impudique, ta soif de gouverner, la vengeance négligée, ton second mariage te déclarent coupable du meurtre de ton époux.«

Dès l'instant où il avait reçu le fatal message, Louis d'Anjou n'avait songé qu'à la vengeance. Aussitôt que cela devint possible, ses préparatifs contre Venise furent suspendus. En attendant, il pressait vivement le pape d'agir par ses légats, non pas contre des sicaires obscurs, mais contre les grands criminels, surtout contre Jeanne et contre le cardinal Talleyrand, l'un des ennemis de son frère.

Il était un autre objet de sa haine, Charles de Durazzo, l'un des princes de la famille royale, qui joua constamment un rôle équivoque, mais contre lequel il eut d'abord soin de cacher son ressentiment. Durazzo ne venait-il pas d'inhumer décemment les déplorables restes de la victime? Ne parlait-il pas plus haut que personne de punir les meurtriers? N'était-ce pas lui qui dirigeait le parti hongrois de Naples et qui était prêt à y introduire une armée?

Envers ce douteux personnage, le roi Louis dissimula comme un vrai Sicilien, mais il le regardait, sans doute à tort, comme le chef secret des assassins et il avait juré sa perte.

Les projets vengeurs de Louis le Grand eurent ce singulier résultat de modifier le système des alliances européennes. Il avait d'abord compté sur Charles de Luxembourg, roi de Bohême, qui allait bientôt devenir l'empereur Charles IV, et qui était depuis longtemps l'ami personnel de Clément VI. Mais les lettres qui arrivaient d'Avignon montraient, comme toute la conduite de cette cour, l'intention bien arrêtée de protéger la reine Jeanne: le pape n'allait-il pas offrir la rose d'or à Louis de Tarente, son second époux?

Voyant cela, le roi de Hongrie se rapprocha de Louis de Bavière, le vieil empereur excommunié, le vainqueur de la cavalerie cumane a Mühldorf; et pendant que le vieux Jean de Bohême allait se faire tuer à Crécy, il écrivait à Edouard III pour l'intéresser à la cause de son frère mort. Il négociait avec les princes et les républiques d'Italie pour le pas-

sage de son armée; grâce à un voyage dans le Tyrol et à diverses ambassades, il s'entendit avec Venise, les la Scala et la maison d'Este. L'in-



La reine Jeanne de Naples.
(D'après une fresque de Giotto.)

dignation soulevée par le meurtre d'André était générale en Italie; on en trouve la trace dans toutes les chroniques des contemporains. »O Aversa, ville trop bien nommée, s'écriait Pétrarque, c'est dans tes murs qu'a suc-

combé à une fraude impie ton roi, déchiré comme par les dents et les griffes des bêtes féroces.«

La nation magyare n'était pas moins indignée. La noblesse qui entourait le roi s'était mise en deuil comme lui. S'il faut en croire la chronique d'Este, une bannière noire avec une épée sanglante au milieu, serait devenue le symbole du devoir qu'il restait à remplir, et tous auraient juré sur l'autel de s'associer à la cause de leur roi. Il est d'ailleurs certain que l'armée d'expédition fut très facile à réunir, la diète ayant accordé tout ce qu'il fallait.

Elle était prête au milieu de l'année 1347 ; elle se mit en marche, et bientôt une ambassade vénitienne arrivait dans Udine à la rencontre du fier ennemi qui devait faire un jour tant de mal à la république de Saint Marc ; elle fut reçue froidement. Le pape essaya de plusieurs moyens pour arrêter l'expédition ; le dernier dauphin du Viennois, ce même Humbert qui allait bientôt léguer à la France une magnifique province, fut inutilement chargé d'adoucir le frère irrité. Les légats ne réussirent pas davantage ; leurs menaces d'excommunication furent écartées presque avec dédain par un prince qui déclarait qu'il avait le droit pour lui, et qu'il ne porterait aucun préjudice à l'Église dans une cause purement séculière. Jeanne, voyant ses propres lettres repoussées avec mépris, s'enfuit en Provence.

Cependant la plupart des princes, Albert de la Scala, Obizzo d'Este, Ordelaffo de Forli, les Malatesta de Rimini, accueillaient avec amitié Louis d'Anjou, et parfois venaient grossir son armée, qui arrivait à Bénévent au commencement de janvier 1348. La république de Florence l'avait fait complimenter en chemin par des ambassadeurs vêtus d'écarlate. Le tribun Rienzi est le seul qui ait résisté à des offres d'alliance ; il écrivit au pape que le roi de Hongrie lui avait inutilement offert un corps de troupes, qui aurait occupé Rome sous ses ordres à lui, Rienzi, et aurait assuré sa domination.

Bientôt Charles de Durazzo venait saluer celui qu'on appelait, après tant d'autres, le libérateur de l'Italie : c'était dans la funeste ville d'Aversa. Louis le Grand lui fit d'abord bon accueil ; mais il réunit secrètement ses conseillers pour leur déclarer que sa complicité était évidente, attestée par l'archevêque de Naples ; il n'eut pas de peine à obtenir d'eux une sentence de mort.

Dans la soirée du 23 janvier, le souper se prolongea fort tard ; un serviteur de Durazzo, qui déjà l'avait inutilement averti, s'approcha de lui pour l'engager à fuir, mais sans plus de succès. Enfin le roi jetant le masque, éclata en reproches, en accusations terribles. Durazzo fut entraîné sur le balcon où le malheureux André avait trouvé la mort, et massacré, non sans d'horribles mutilations, suivant une chronique.

Louis le Grand, après cette sorte d'exécution, qui est restée une tache pour sa mémoire, continua sa marche rapide sur Naples. »Il était à cheval

jour et nuit, dit la chronique de Sienne, il semblait courir, crevant les chevaux sur la route pour arriver plus tôt.« Mais une fois à Naples, il ne trouva que des complices obscurs sur lesquels exercer sa colère. Bientôt ses préoccupations changèrent de nature : à la vengeance succéda l'ambition. Il se regarda comme l'héritier de son frère, ne reconnaissant à l'enfant issu de Jeanne, et qui devait mourir peu après, que le titre de duc de Calabre.

Ce petit prince, Robert de Tarente et d'autres membres de la famille royale, furent les uns mis sous bonne garde, les autres envoyés en Hon-



Sceau du roi Jean de Bohême.

grie. Louis se mit à gouverner comme roi de Sicile et de Jérusalem, malgré les reproches du pape. Les actes nombreux dus à sa courte administration, témoignent de son activité, notamment quant à l'école de théologie qui florissait dans la capitale.

Une sévère discipline régnait dans son armée : »Il maintenait une grande justice, dit Villani, sur cette nation barbare, au milieu de laquelle il était né, et ne souffrait pas que ces hommes fissent le moindre outrage aux habitants.«

Mais tout changea lorsque diverses inquiétudes l'eurent décidé à retourner dans ses États. Les Italiens ont conservé un mauvais souvenir

des troupes qu'il laissait après son départ. Gravina nous décrit le pillage d'une petite ville, dans un langage évidemment rempli de réminiscences classiques, mais sous les conventions du style, on aperçoit des faits incontestables, confirmés d'ailleurs par tous les témoignages contemporains. Un des plus curieux se présente sous la forme d'une légende : tel des guerriers de Louis le Grand aurait tué deux cent cinquante personnes dans l'expédition de Naples, et, torturé par les remords, n'aurait trouvé le repos de sa conscience, que dans un pèlerinage en Irlande, au purgatoire de Saint-Patrik.

Aussi la plupart des Napolitains virent-ils sans regret le retour de la reine Jeanne, qui venait de sceller son alliance avec le pape en lui vendant, pour une somme très modique, la ville et le territoire d'Avignon. D'ailleurs, les ravages de la peste noire suspendaient de fait les hostilités. Elles furent bientôt reprises (1350) par Louis le Grand, qui débarqua près de Manfredonia, et, maître de Canosa, marcha sur Naples où tout un parti l'appelait.

Il reçut alors, de Louis de Tarente, un singulier cartel, le provoquant à un combat singulier, dans l'une de ces quatre villes : Paris, Naples, Pérouse ou Avignon. Le roi de Hongrie, sans écarter ouvertement ce défi, n'accepta aucune des villes proposées ; il fit remarquer que Paris était la résidence d'un roi oncle de son adversaire, et dont lui-même n'était que le parent éloigné. Puis il continua sa route ; pendant qu'il longeait le cours du Silaro, un jeune noble de sa suite tomba dans le fleuve : le roi, comme s'il eût voulu prouver qu'il ne craignait pas la mort, plongea aussitôt dans les eaux rapides et sauva le jeune homme, aux applaudissements de tous ses soldats.

La reine Jeanne venait de s'enfuir à Gaëte ; la capitale fut facilement occupée. Mais le mécontentement visible du peuple, joint à la résistance assez vive que lui avaient opposée quelques villes sur son parcours, la ville d'Aversa entre autres, changèrent les dispositions du conquérant. Il ne trouva plus la princesse Marie, soeur de Jeanne, qu'il avait compté épouser ou faire épouser à son jeune frère Étienne, pour légitimer la prise de possession du trône de Naples.

D'ailleurs, il avait appris à mieux connaître les intérêts sérieux de sa couronne : la Dalmatie et la Pologne lui paraissaient, avec raison, des conquêtes plus durables et plus précieuses. Il ne pouvait s'absenter longtemps, et il ne désirait plus que réserver l'avenir : la sentence des cardinaux, qui absolvait Jeanne comme ayant été ensorcelée, fut probablement un prétexte qu'il saisit volontiers pour ramener ses troupes audelà des Alpes et des Alpes et pour renvoyer honorablement les princes prisonniers.

Rien de plus stérile que ces deux expéditions, considérées en ellesmêmes dans leurs résultats immédiats. Toutefois les Magyars y avaient

gagné de connaître quelque chose en dehors de leur pays et leurs frontières. Leurs grandes familles, les Laczfi, les Apor, les Szécsi, bien d'autres encore avaient vu, ne fût-ce qu'en courant, un pays déjà ranimé par les premiers souffles de la Renaissance; ils en rapportèrent quelque chose dans leurs châteaux, comme le roi lui-même dans ses palais. Le goût des études élevées y gagna, et la langue nationale s'enrichit au contact de l'Italien, malgré les plus profondes différences.

De leur côté, les Italiens avaient soigneusement étudié les Hongrois, leurs institutions et leur manière de combattre, dont Villani nous a laissé une description détaillée.

En voici quelques traits: »C'est chose merveilleuse que la multitude de cavaliers qui accompagnent le roi de Hongrie contre ses ennemis ... Ils sont toujours prêts à s'armer et à se mettre en mouvement sur l'ordre de leur seigneur. Ils ont de légères armes offensives, l'arc et les flèches, et pour arme défensive une longue épée ... Dans la justesse de leur tir est toute leur espérance. Leurs chevaux sont habitués à la pluie, comme leurs cavaliers; leurs longues selles servent de lit en plein air ... Leur nourriture dans les pays déserts ne les embarrasse pas: ils portent dans des sacs une sorte de poudre de viande desséchée, qu'ils jettent dans l'eau bouillante et qui leur suffit; dans nos pays ils usent largement de pain, de la viande fraîche et du vin qu'ils trouvent: ce qui cause parfois leur dispersion. Ils excellent à courir, à fuir, lancer leurs flèches, tourner brusquement, revenir à la bataille ... Ils cherchent le plus grand péril, sans penser à la mort.«



Medaille de Jeanne de Naples frappée à l'occasion du couronnement du duc Louis de Tarente.

Louis d'Anjou était désormais libre de se consacrer à ses deux buts sérieux, l'Adriatique et la Pologne, lesquels se compliquaient de nombreuses relations politiques et de projets de croisade contre les païens, les schismatiques ou les musulmans.

Il ne suivit point, à l'égard des Slaves du Sud et de Venise, le système de neutralité et d'indifférence de son père. De ce côté il ne l'imita que dans sa conduite tout ensemble ferme et conciliante à l'égard des Saxons révoltés une fois encore: il parcourut même le pays en 1366, et tint une assemblée à Thorda pour rétablir, au moyen de sévères règlements, la paix publique souvent troublée par les rivalités des diverses nationalités transylvaines. Mais il était loin d'apporter le même esprit dans les affaires, compliquées alors comme aujourd'hui, des régions situées au sud de la Save.

Charles-Robert ne s'était laissé que médiocrement émouvoir par les invitations réitérées du Saint-Siège, à convertir, de gré ou de force, les

schismatiques et les hérétiques de la Bosnie, dernier refuge des Patarins. Louis le Grand, malgré l'irritation momentanée que lui avait inspirée l'attitude de la cour d'Avignon dans les affaires de Naples, était l'ennemi juré de tout ce qui échappait à l'unité de l'Église latine: il accepta le rôle de champion de la catholicité dans l'Europe orientale. Dans les mobiles qui le dirigeaient, nul ne peut faire la part exacte de la foi véritable et de l'ambition.

Les affections personnelles y eurent aussi leur part: au lieu de rechercher quelque alliance impériale ou royale, Louis d'Anjou épousa simplement la belle slave Élisabeth Kotromanovich, qui obtint plus tard, pour son frère Twartko, le titre non pas seulement de ban, mais de roi de Bosnie; et cela malgré la réputation d'indulgence pour les hérétiques dont le clergé faisait un crime à ce Twartko. L'influence de la jeune reine était donc grande sur son époux. Mais avant tout, Louis le Grand voulait l'Adriatique, et tous ses plans, même ses projets de conversion religieuse, aboutissaient à des préparatifs contre Venise.

On s'en aperçut bientôt.

Pour comprendre les évènements des années 1355 à 1358, il est nécessaire de remonter au début du règne, avant même les expéditions d'Italie. Les citoyens de Zara, tout au moins la plupart d'entre eux, préféraient, comme leurs pères, la couronne de Saint-Étienne au lion de Saint-Marc. Ils profitèrent d'un voyage du jeune roi en Croatie (1345) pour lui demander leur délivrance. Les Vénitiens furent informés de cette démarche et ne perdirent pas un moment pour en prévenir les effets encore incertains. Pendant qu'une lettre du doge exhortait à la fidélité la ville de Zara pour endormir sa défiance, une flotte venait brusquement l'assaillir, exigeant que les conspirateurs fussent livrés et les remparts démolis. La malheureuse cité connaissait par expérience la rancune vénitienne; elle ne vit de salut que dans une franche rébellion, et supplia le roi de venir à son secours.

Dès lors Louis n'hésita plus; il leur écrivit: »Nous avançons avec toute notre puissance pour vous aider: tenez bon courageusement.« Au reçu d'un tel message, Zara se mit en fête: on chanta, on parcourut les rues en jouant de la trompette, on planta le drapeau royal avec acclamation dans le forum. Cette joie fut de courte durée: pendant l'hiver Zara fut serrée de près, et lorsque l'armée royale arriva au printemps de 1346, il était trop tard. Les Vénitiens vainqueurs disposèrent rudement de la cité rebelle.

Les Hongrois les accusèrent depuis d'avoir corrompu les chefs de leur armée.

On comprend dès lors le profond ressentiment du roi Louis pendant de longues années. Les Génois savaient bien qu'ils trouveraient en lui un allié formidable contre leurs éternels rivaux; toutefois il ne devait y avoir

que plus tard un plan d'attaque concerté entre eux. Cette fois, les Hongrois parurent préparer non pas une guerre d'ambition contre Venise, mais une vraie croisade contre l'Église d'Orient. Le prince serbe Douchan, qui rivalisait de luxe et d'étiquette avec la cour de Byzance, avait donné de fausses espérances de conversion ; loin de prendre ce parti, sa haine contre la papauté lui revint avec une telle fureur qu'il menaça, dit-on, de faire crever les yeux à ceux de ses sujets qui passeraient à l'Église latine. Le roi magyar annonça au pape et à l'Europe qu'il allait punir ce schismatique ; mais ayant réuni son armée, il la tourna brusquement, non contre Douchan, mais contre les Vénitiens, ses alliés. Rien ne put résister à cette brusque invasion.

Pendant que le pape réclamait en vain contre une déviation pareille de la guerre annoncée comme une seconde croisade albigeoise, pendant que les cardinaux se repentaient d'avoir proclamé le roi magyar »gonfalonnier de l'Église,« toute la Vénétie, jusqu'à Padoue, tombait en son pouvoir.

Le doge Delfino et le Sénat lui proposèrent de traiter en faisant de Zara une ville libre et en lui cédant le reste de la côte : il refusa, voulant la Dalmatie entière. Il avait réellement trouvé le bon moyen de la conquérir en attaquant chez elle la République marchande, difficile à vaincre au loin à cause de la supériorité de sa flotte, mais toujours vulnérable sur son propre territoire. La seule Trévise, bien défendue par Cavalli, dut être régulièrement assiégée. Les Hongrois n'avaient jamais excellé dans cette sorte de lentes opérations militaires ; mais alors ils réussirent à lutter d'opiniâtreté contre les tacticiens italiens. Lorsque Louis retourna dans son royaume, le siège fut continué par Thomas Monozlai, qui fit échouer toutes les sorties des Trévisans.

Le péril devenait extrême pour Venise.

En même temps elle perdait cette même côte dalmate qui était l'enjeu de toutes les hostilités. Elle ne pouvait plus y entretenir des troupes suffisantes, et chaque jour elle apprenait la perte d'une nouvelle ville, finalement celle de Zara. Il fallut bien traiter (1358) avec Louis le Grand, qui abandonna volontiers ses conquêtes en Italie contre le possession définitive de la Dalmatie tout entière. Le moment où nous sommes arrivés est un des moments les plus glorieux de l'histoire des Hongrois : ils possèdent ce qu'ils avaient toujours ardemment désiré, ce qui était indispensable à l'indépendance de leur commerce, la mer avec des ports excellents. Ils ne négligèrent rien pour les améliorer encore, pour s'attacher Zara et les autres villes en confirmant et en augmentant leurs privilèges, pour avoir un rivage à eux, une flotte à eux.

Les schismatiques et les hérétiques paraissaient oubliés ; ils ne l'étaient pas. Le roi de Hongrie n'avait jamais renoncé à les combattre ; il pouvait même soutenir qu'il avait commencé par Venise afin d'être plus sûr de réduire les Slaves mériodionaux, comme il avait déjà réduit la Valachie au

début de son règne. Urosch, fils de Duschan, mort récemment, fut vaincu, obligé de rendre les territoires hongrois dont s'était emparé son père, et de reconnaître la suprématie de la couronne de Saint Étienne; mais le schisme ne put être atteint aussi directement de ce côté que dans le banat de Bosnie, où s'exerça l'intolérance de Louis victorieux. Une partie de la population, les Patarins surtout, s'enfuyait dans les montagnes. La terreur se répandit au loin, si bien que les Valaques établis dans les Karpathes, dans le comitat de Marmaros, passèrent en Moldavie, oú ils ne subissaient qu'indirectement la souveraineté hongroise. Une colonie ruthène prit leur place, mais elle aussi appartenait à l'Eglise d'Orient.

Le roi était tout à fait réconcilié avec la cour de Rome, qui maintenant l'appelait en Italie au lieu de l'en écarter. Un corps de cavalerie, commandé par Nicolas Laczfi, fut envoyé au cardinal Albornoz pour le soutenir dans sa lutte contre Barnabé Visconti (1360). Le Pape retira de ce secours les plus grands avantages, et en témoigna vivement sa reconnaissance, pendant que les populations de Parme et de Modène étaient loin de se féliciter du passage des Magyars, et que les Florentins se promettaient de ne pas accepter leur appui. Louis d'Anjou était devenu le soldat de l'Eglise, et quelques-uns des électeurs songèrent à lui pour renverser l'empereur Charles IV. Cette idée était d'autant plus naturelle qu'il n'avait jamais aimé les Luxembourg, et que Charles venait de le blesser par quelques propos sur la reine-mère Élisabeth. Mais il était guéri des expéditions chimériques et stériles, surtout depuis qu'il en avait accompli de très profitables. Il aima mieux se borner à tenir en échec, par un système d'alliances avec les petits princes d'Italie, de Bavière et d'Autriche, d'une part l'empereur, de l'autre Venise et les Visconti. Toutefois, s'il ne visait point à l'Empire, il n'avait pas renoncé à toute prétention sur la succession éventuelle de Naples. C'était même un des motifs de son alliance avec la papauté; mais celle-ci, rétablie un peu plus tard à Rome, n'accorda jamais que des encouragements évasifs à ce projet, dont l'accomplissement aurait donné au saint-siège un voisin beaucoup trop puissant.

Il arrive souvent à l'historien, lorsqu'il démêle des querelles embrouillées, et relativement mesquines par leur objet, de se demander comment des faits de la plus haute importance ont pu passer presque inaperçus des contemporains. Au moment même où le roi de Hongrie et le pape s'occupaient de rivalités d'Églises et de petits intérêts italiens, commençait à gronder la tempête séculaire qui dévait réunir dans une même ruine ou dans une même terreur Slaves et Magyars, Latins et Grecs, Orient et Occident. Le sultan Mourad venait de conquérir Andrinople et de tourner Byzance, qui ne pouvait plus être sauvée que par un effort héroïque de l'Europe chrétienne, sous la direction du puissant roi magyar. Lorsqu'on voit ce qu'a fait quatre-vingts ans plus tard Jean Hunyade, à la tête d'un peuple divisé, contre les forces immenses de Mahomet II, on est fondé à

croire que Louis le Grand, le mieux obéi des souverains, aurait pu étouffer dans son germe la grandeur ottomane. Hélas, il ne voyait guère dans ce qui se passait que le Bas-Danube à soumettre, et le pape n'y voyait guère que le schisme à dompter!

Il y eut pourtant une campagne sur le bord du Danube au-delà des Portes de Fer, mais elle n'est connue qu'imparfaitement. Une armée de quatre-vingt mille Turcs, ou de Bulgares aurait été vaincue par un corps hongrois beaucoup moins nombreux (1366). Ce fait semble bien prouvé par des inscriptions et des lettres contemporaines; mais on a discuté la présence du roi à la tête de son armée, on en a même à peu près démontré l'impossibilité par une série d'alibis. Le combat ne produisit d'ailleurs aucune conséquence sérieuse et durable. Louis avait pourtant compris, en quelque mesure, l'étendue du danger, car il pressa plusieurs fois les Vénitiens d'armer des galères contre les Turcs, mais la République était profondément irritée contre lui par les souvenirs d'une guerre récente, et d'ailleurs le sénat de Venise ne devait jamais combattre les Ottomans sans le secret désir de traiter le plus tôt possible. Le souverain-pontife ne pouvait avoir de telles arrière-pensées, et lorsque le roi magyar eut vu venir à sa cour l'empereur Jean-Paléologue, lui offrant d'adhérer à l'Église romaine contre une promesse de secours, il pensa que le moment était venu d'une grande alliance féconde pour la chrétienté. Mais Urbain V écouta froidement cette proposition, et répondit par une lettre pleine de méfiance à l'égard des Grecs: »Très cher fils, quand même il nous plaît beaucoup que tu t'occupes de la défense des Grecs dans le but de les réduire à s'unir avec la sainte Église romaine, il faut cependant que ce projet soit conduit avec prudence et maturité, de peur qu'il ne devienne plus nuisible qu'utile. Les chroniques ne nous montrent que trop souvent comment les Grecs, avec leurs fraudes et leurs ruses, se sont moqués de l'Eglise; et il est à craindre que l'avenir ne nous en garde autant, surtout lorsque nous voyons qu'ils sont excités non par leur zèle religieux mais par le désir d'obtenir des secours .... Cependant nous voulons bien que tu secoures l'empereur de quelques troupes armées, si cela te paraît expédient.«

Rien n'était moins encourageant que ce langage, bien que le Pape se déclarât prêt à penser autrement, le jour où les Grecs auraient donné des gages suffisants de leur bonne foi. Louis d'Anjou ne le cédait guère au saint-siège dans son animosité contre le schisme oriental: il se tourna donc contre cet ennemi-là. Wlaiko, prince de Valachie, fut obligé de se soumettre. De nombreux moines franciscains se répandirent dans la vallée inférieure du Danube; ils se vantèrent d'avoir opéré en moins de deux mois deux cent mille conversions. Plus tard, lorsque le Pape crut pouvoir prendre au sérieux les offres de Grecs et exciter énergiquement les Hongrois contre le véritable ennemi, Louis le Grand était préoccupé de nouvelles affaires: il était roi de Pologne (1370).

Le réunion des deux royaumes latins d'Occident sous un même sceptre avait été la grande pensée de Charles Robert ; elle n'avait cessé de préoccuper son fils pendant les vingt-huit premières années de son règne. Héritier désigne de Casimir, il regarda toujours la Pologne comme un domaine à lui, que son intérêt et son devoir lui commandaient de protéger. Cette idée fort juste amena Louis d'Anjou à intervenir plus d'une fois du vivant même de Casimir, dans les affaires de ses voisins du Nord. Il veillait, par ses négociations, à ce qu'aucun système d'alliances ne vînt préparer l'annulation de ses droits : ce fut l'objet de plusieurs congrès et de plusieurs entrevues, notamment de l'entrevue de Vienne (1353), où l'empereur Charles IV renonça à ses prétentions sur la Masovie en échange d'une renonciation analogue des Polonais à leurs prétentions sur les duchés de Schweidnitz et de Jauer, et qui par conséquent contribua à séparer nettement la Silésie de la Pologne. Il y eut encore d'autres négociations, entremêlées de courtes hostilités, avec cet empereur si nul dans l'histoire d'Allemagne, si justement célèbre dans l'histoire de la Bohême comme administrateur et comme protecteur des lettres et des arts. Mais Louis le Grand intervint surtout, avec ses armées, contre les Lithuaniens et les Tartares païens, que le saint-siège l'engageait à combattre ainsi que les Ruthènes schismatiques.



Lettre de créance d'un prince tartare tracée sur une lame d'or.

D'abord il envoya contre les Tartares André Laczfi qui sut les contenir et même leur infliger une défaite. Puis au printemps de 1354 il obéit à l'appel de Casimir et franchit les Karpathes avec une grande armée que des calculs sans doute exagérés ont portée à deux cent mille hommes. Uni aux guerriers polonais il entreprit une campagne qui réussit complètement : les Lithuaniens furent chassés de la Volhynie et de la Podolie, les Tartares poursuivis jusque sur les rives du Boug.

Tous ces faits-là sont antérieurs à la mort de Casimir, arrivée en 1370. Ce prince, victime d'un accident de chasse, terminait un long règne rempli de luttes fécondes et d'institutions utiles, une longue vie signalée par une déplorable légèreté de moeurs, et que ne semble pas avoir attristée souvent le spectre vengeur des Zách. Une grave expérience commençait pour la catholicité orientale : les deux grands royaumes dont elle se composait, la Hongrie et la Pologne, allaient-ils former un faisceau

durable de résistances contre l'islamisme, contre le paganisme, contre le schisme grec, au besoin contre le corps germanique sous le gouvenement vigoureux des capétiens magyars? Louis d'Anjou semble avoir hésité devant cette double tâche, que lui assignaient pourtant les efforts de toute sa vie et la politique paternelle: au témoignage du prélat historien Dlugosz, il se demandait si deux troupeaux éloignés à ce point l'un de l'autre pouvaient être garantis »par un seul pasteur contre la morsure des loups«.

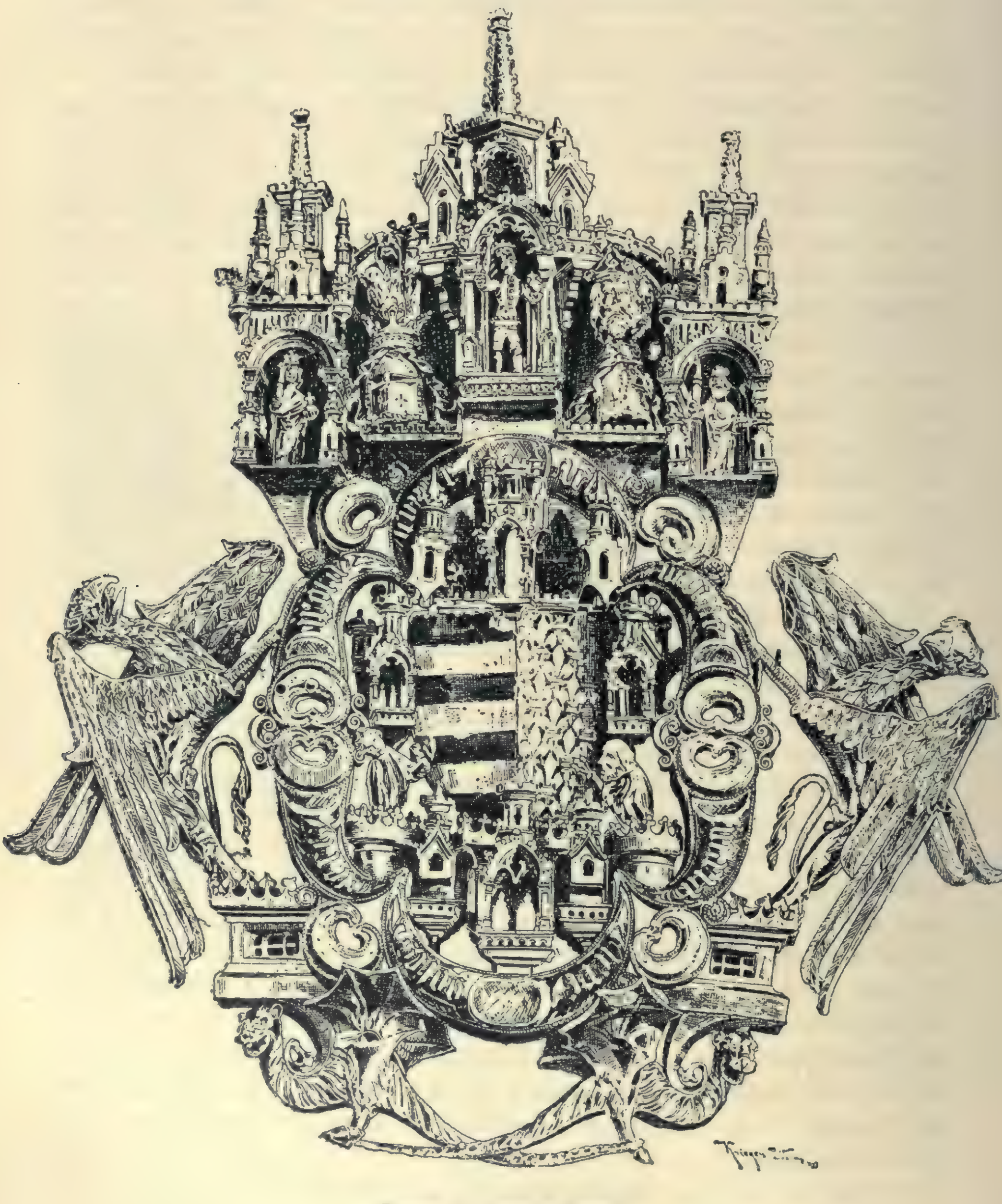
Il ne se décida que sur les instances des ambassadeurs envoyés par ses nouveaux sujets. A peine était-il arrivé à Cracovie que les difficultés commençaient. La petite Pologne voulait que le couronnement eût lieu à Cracovie, mais la grande Pologne le réclamait pour Gnesen, auprès des reliques de saint Adalbert. Louis trancha heureusement la question en allant se faire proclamer successivement dans les deux villes, et il confia le gouvernement à sa mère, la vieille Elisabeth.

Les Magyars et les Polonais se sont figuré quelquefois qu'ils étaient des peuples frères, parce qu'ils avaient la même bravoure, la même habilité à combattre à cheval, et parce que des haines communes les ont réunis sur quelques champs de bataille funestes et glorieux; mais en réalité il a toujours été très difficile de maintenir en bonne harmonie avec les mystiques, enthousiastes et instables Polonais, le peuple hongrois patient et tenace sous sa mobilité apparente, peuple légiste bien plus encore que peuple chevalier.

Il y eut donc des soulèvements contre le roi magyar. Le premier chef que voulurent se donner les rebelles était un prince devenu moine qui essaya vainement de faire rompre ses voeux. Ensuite éclata une sédition dans Cracovie, une partie de la garnison fut massacrée et la reine-mère dut s'enfuir. Les princes lithuaniens, Keystut et Lubart, étaient naturellement conviés par ces désordres à recommencer leurs invasions. Mais, contre tous ces adversaires, Louis le Grand fit des préparatifs énergiques qui les maintinrent dans le devoir; non seulement les soulèvements polonais furent réprimés, mais les Lithuaniens prétèrent serment de fidélité: c'est même de ce moment-là que date l'oeuvre sérieuse de leur conversion et que se prépara leur union avec la Pologne. Quelques années plus tard, le sang de leurs princes devait s'unir au sang royal d'Anjou, par le mariage de leur duc Jagellon avec Hedwige, fille de Louis, tous deux fondateurs d'une nouvelle dynastie.

Mais ce mariage, auquel devait aboutir finalement la politique des Capétiens hongrois, ne s'accomplit pas du vivant de Louis le Grand, qui ne l'aurait sans doute pas souffert. Les dernières années de sa vie furent remplies par les négociations relatives à son héritage. Il n'avait malheureusement pas de fils, et la dynastie d'Anjou, inaugurée par deux longs et glorieux règnes se trouvait interrompue brusquement, circonstance qui empê-

che l'historien de se former sur ces deux princes un jugement définitif. Louis, nous l'avons vu, n'aimait point les Luxembourg; récemment encore,



Blason de Louis le Grand.
(Dans le trésor de la chapelle hongroise d'Aix-la-Chapelle.)

il avait voulu soutenir le duc de Bavière contre Charles IV, et empêcher celui-ci de recueillir la succession de Brandebourg, et il avait fallu, pour empêcher une longue lutte, l'intervention de Grégoire IX, justement alarmé

des querelles entre les princes chrétiens devant les progrès des Turcs. Néanmoins, une sorte de nécessité rapprochait les deux maisons rivales; des négociations reprises à deux fois (en 1372 et en 1378) aboutirent au mariage de Sigismond, le futur et célèbre empereur, avec la princesse Marie, l'aînée des filles de Louis. Sigismond, très jeune encore, dut rester à la cour de Hongrie, pour y être élevé dans la connaissance de la langue et des moeurs du pays qu'il était appelé à gouverner un jour.

Le roi pouvait espérer de conserver ainsi l'unité de son vaste héritage. Il convoqua deux fois, la dernière fois en 1381, presque à la veille de sa mort, la diète polonaise; il la convoqua sur le territoire hongrois, à Kaschau, puis à Bude, ce qui était une faute; mais il en obtint, contre une diminution des impôts, l'acquiescement à ses volontés souveraines. D'un autre côte encore il voulut les faire triompher; il n'avait jamais renoncé à Naples, et c'est parce qu'il n'avait pas renoncé au royaume qu'il semblait avoir oublié sa haine contre la vieille reine Jeanne, dont la succession ne pouvait tarder à s'ouvrir. Il jeta les yeux sur le jeune duc d'Orléans pour faire de lui un roi de Naples en le mariant à sa troisième fille Catherine: c'est dans cette vue qu'il envoya Pierre Czudar et l'évêque d'Agram auprès de Charles V. Une ambassade française vint ensuite en Hongrie; mais la mort de la jeune princesse coupa court à tous ces projets. Il s'occupa toutefois encore de Naples lorsque Jeanne eut été tuée par le nouveau Charles de Durazzo, et la mort seule l'empêcha de secourir celui-ci contre le duc d'Anjou, l'un des oncles de notre Charles VI. Il se prononçait d'ailleurs, au début du grand schisme, pour le pape de Rome contre le pape d'Avignon.



Blason de la branche hongroise de la maison d'Anjou.
(Dans le trésor de la chapelle hongroise d'Aix-la-Chapelle.)

Louis le Grand retrouvait donc dans ces dernières années toutes les ambitions de sa jeunesse; il ne pouvait manquer de retrouver les Vénitiens. Un nouveau siège de Trévise, entrepris d'accord avec François Carrara de Padoue, fut d'abord malheureux et aboutit à la captivité du général magyar. Louis parut ne plus s'en occuper et ne songer qu'à une croisade pour

arrêter les progrès des Turcs en Serbie. Mais le pape, bien qu'effrayé aussi du péril, et bien que désirant alors une croisade sérieuse, ne lui abandonna point les droits que le saint-siége prélevait sur le clergé hongrois, et dont le roi déclarait avoir besoin pour entreprendre une guerre aussi coûteuse. Dès lors Louis le Grand ne pensa plus à la croisade, malgré les supplications de Jean Lascaris et de la république de Raguse, qui se mit sous sa protection. La guerre des Génois contre Venise (1378) lui fournit l'occasion de réparer amplement son récent échec. Pendant que les vaisseaux de Doria battaient la flotte de Saint Marc et s'emparaient de Chiozza, Jean Horváthy, uni à François Carrara, faisait la conquête de la Vénétie continentale. La fière république fut si près de sa ruine que Louis se crut un moment sur le point de voir flotter son étendard sur les lagunes devenues tributaires. C'était trop d'orgueil : les efforts admirables du patriotisme vénitien finirent par ramener la victoire, et les conquêtes furent rendues de part et d'autre. Toutefois la possession de la Dalmatie, et par conséquent de la mer, semblait garantie de nouveau et définitivement au royaume magyar.

Louis le Grand mourut en 1382, après tant de luttes, tant de succés mélangés de quelques revers. Le moment est venu d'étudier les moeurs et les lois de la Hongrie sous le règne de son père et sous le sien.

CHAPITRE TROISIÈME.

ÉTAT DU PAYS SOUS LA MAISON D'ANJOU.

Le plus grand jurisconsulte, et l'un des plus grands orateurs qu'ait jamais possédé la Hongrie, Verbőczy, disait au commencement du seizième siècle que les rois angevins avaient apporté de France, *ex Galliarum finibus,* des institutions nouvelles encore en vigueur de son temps. Cette influence des moeurs de la France telles qu'elles étaient vers la fin du Moyen Age est le trait distinctif du quatorzième siècle hongrois ; nous la retrouverons presque en toutes choses, mais sans qu'elle ait produit aucun bouleversement, car elle a pénétré doucement, peu à peu, les institutions magyares, telles que les avaient déjà modifiées l'influence de l'Allemagne et de l'empire byzantin.

Déjà, en effet, un régime en grande partie féodal s'était lentement substitué au régime de Saint Étienne, que l'on pourrait comparer à celui des Mérovingiens. Déjà l'extinction de l'esclavage proprement dit, la réduction en un colonat voisin du servage de presque toute la population agricole, la subordination hiérarchique des différentes classes, enfin la constitution de 1222 elle-même, faite pour la noblesse et le clergé, constituaient un type qui se rapprochait chaque jour davantage de la féodalité européenne. Il faut pourtant bien le remarquer, ce type n'a jamais été accompli, il ne devait pas l'être même par les Capétiens de Hongrie. Deux éléments irréductibles s'y opposaient : d'abord la plénitude de la puissance royale sur le territoire tout entier, loi fondamentale qui rendait impossible la formation de grands fiefs ; ensuite l'esprit politique d'une nombreuse petite noblesse, beaucoup plus nombreuse que la noblesse d'aucun autre pays. En un mot, le roi était trop puissant, le peuple légal trop tenace pour que la Hongrie, malgré son esprit chevaleresque et aristocratique, ait jamais été un pays de complète féodalité.

Le caractère de Charles-Robert et celui de Louis le Grand nous sont trop connus pour que nous soyons tentés de leur attribuer des intentions contraires à la puissance royale. Dans les institutions magyares, ce n'était pas cela qui risquait de leur déplaire, et ce n'est pas cela non plus qu'ils ont voulu supprimer. Bien au contraire, ils ont rehaussé par tous les moyens la personne souveraine, l'entourant d'une cour imposante et de dignitaires qu'elle pouvait à son gré choisir dans les rangs le plus humbles et faire rentrer dans le néant. Les offices du palatin et du chancelier devinrent plus importants que jamais. Le chancelier continuant à être d'habitude l'un des deux archevêques, un vice-chancelier laïque était le vrai chef d'une administration déjà compliquée, qui rappelle la *notitia dignitatum* de l'Empire romain : il y avait un *regiorum secretorum notarius,* un *protonotarius,* un *conservator stili,* un *specialis notarius sigilli annularis regii.* Le sceau royal, réprésentant une double croix portée par deux dragons, scellait des ordres respectés et exécutés dans tout le royaume mieux qu'à aucune autre époque de l'histoire des Hongrois.

Mais, précisément dans l'intention de fortifier son pouvoir, la maison d'Anjou crut bien faire en groupant autour d'elle une hiérarchie de grands seigneurs. Elle avait remarqué avec raison que l'absence de grands feudataires réguliers n'avait pas empêché les Csák et les Apor de se tailler dans le territoire de véritables souverainetés momentanées, avec une armée, une monnaie, un drapeau et la guerre civile continuelle. Ce fut la gloire des princes angevins de mettre fin à la domination de ces insolents dynastes, fléau des populations, et d'assurer à leur pays d'adoption une paix intérieure profonde. Il est plus douteux qu'ils aient eu raison lorsqu'ils pensèrent rendre ce bienfait durable en élevant bien au-dessus du reste de la noblesse quelques grandes familles dont plusieurs d'origine étran-

gère, telles que les Drugeth de Homonna venus d'Italie, à côte de vieilles familles magyares comme les Hédervary, et de Gara, un parvenu funeste. L'évènement devait montrer qu'en prodiguant à ces familles les titres et les donations, le roi Louis avait préparé à ses successeurs des rivaux qui ne valaient pas mieux que les Csák et les Apor.

Pour le moment l'oeuvre semblait avoir parfaitement réussi : la royauté était entourée d'une puissante oligarchie, aussi obéissante que riche, et la cour, qui se tenait tantôt à Visegrád, tantôt à Bude, était l'objet à la fois d'un croissant prestige et d'une croissante attraction. Les tournois inconnus jusque-là convenaient on ne peut mieux aux goûts et aux talents naturels de la noblesse magyare. Les armoiries n'étaient pas nouvelles en Hongrie; mais l'emploi en devenait régulier, et la science du blason commençait à s'introduire. Le service militaire était maintenant réglé sur le même principe, qui consistait à classer et à diversifier la noblesse. Depuis Charles, depuis Louis surtout, l'armée était composée non plus des hommes libres groupés autour des places d'armes de chaque comitat, mais des *banderia,* corps de troupes levés sur leurs terres par les seigneurs laïques et ecclésiastiques, selon l'étendue de leurs domaines ou selon les contrats conclus avec la royauté. Ceux qui amenaient le plus de soldats avaient le droit de les faire combattre sous leur propre bannière, c'étaient les *zászlós* (bannerets), un des éléments originaires de la pairie hongroise, de l'ordre des magnats.

Tout ce qui concernait l'état des terres ou l'état des personnes obéissait au même système. Depuis longtemps déjà était allée s'altérant la pleine propriété allodiale des lois de Saint Étienne, avec le droit de vendre ou de disposer librement ; maintenant s'établit le principe que les terres passent aux héritiers naturels et à leur defaut à l'héritier universel, au roi ; le droit de vente disparaît devant l'aviticité *(ősiség)* qui devait régir la plupart des terres hongroises jusqu'en 1848. Louis le Grand, malgré sa prédilection pour la haute noblesse, voulait sans doute empêcher la nombreuse petite noblesse, déjà fort peu riche, de se ruiner ; il voulait maintenir les privilèges de la noblesse tout entière, dans les rangs de laquelle il introduisait encore quelques éléments nouveaux.

Plus bas dans l'échelle sociale, si les derniers restes de l'esclavage disparaissaient, en revanche les simples paysans n'avaient plus que l'usage du champ qu'ils cultivaient. Ils supportaient d'assez lourdes charges, aggravées par la rigueur que l'on mettait dans la pratique du nouveau service militaire. Les tribunaux seigneuriaux jugeaient maintenant, et pas toujours avec impartialité, presque toutes les causes qui les intéressaient. Pourtant une limite ne fut pas franchie, celle de la liberté de la personne. Une loi de Charles Robert, confirmée plus tard par une loi de son fils, reconnut formellement aux paysans le droit de quitter leur champ et de s'établir où ils voudraient. Ils n'étaient donc pas attachés à la glèbe comme ils le

furent plus tard, à l'époque même où le libre déplacement était un principe reconnu dans presque toute l'Europe occidentale; mais en réalité ils ne pouvaient se détacher de leur glèbe qu'en s'exposant à mourir de faim.

Une féodalité régulière et disciplinée, voilà donc le but poursuivi et atteint pour le moment par les Capétiens de Hongrie. Ou peut inférer de là que les diètes, les assemblées du peuple noble, devaient leur paraître un désordre ou une usurpation. Charles-Robert les convoqua en effet le moins possible, et par là souleva un mécontentement général, si bien que son fils, entre ses expéditions en Italie et sa grande campagne de Pologne (1351), dut jurer solennellement fidélité à la Bulle d'Or de 1222, à la grande charte hongroise qui stipulait la périodicité des assemblées. Il ne les convoqua pas plus souvent pour cela; il aimait mieux gouverner avec son conseil de clercs et de grands seigneurs. Du reste, les deux rois ne voulurent point gêner la vie intérieure de chaque comitat; au contraire, ils la rendirent plus active par les réunions que nécessitait la convocation des banderia, et par l'établissement de nouvelles fonctions électives; mais sur toutes choses planait la volonté royale, l'oeil et la main du roi. Des voyages fréquents le rapprochaient de ses sujets et des plaintes qu'ils pouvaient faire entendre; et de véritables enquesteurs pénétraient là où la personne souveraine n'avait pas le temps de se montrer.

La royauté s'appuyait beaucoup sur la bourgeoisie des villes libres royales, formée en partie d'étrangers. Parmi ceux-ci, beaucoup venaient d'Italie, et leurs noms se retrouvent dans les actes contemporains, Giletti, Rubini, Negroni. Dans la ville métropolitaine de Gran, ils étaient assez nombreux pour posséder un sceau special: *sigillum Latinorum civitatis strigoniensis.* Plus nombreux encore étaient les Allemands, qui venaient chaque jour agrandir les colonies fondées par des hommes de même nation au pied du Tatra ou dans les vallées de Transylvanie. Les villes de Lőcse, de Bártfa, bien d'autres encore, devenaient assez importantes pour obtenir des magistrats indépendants élus par elles-mêmes sans autre tribunal d'appel que celui d'un grand dignitaire, une entière autonomie municipale, et des chartes rédigées dans leur langue, un des dialectes du vieil allemand.

Ces villes libres si favorisées, privilégiées au point d'avoir le droit de fermer leurs portes à l'escorte du roi, lui rendaient et rendaient au royaume les plus grands services. C'est d'elles que l'on attendait l'argent nécessaire aux expéditions difficiles; et la sagesse royale s'empressait de rassurer leur dignité fort susceptible, lorsqu'elles avaient à se plaindre de quelque officier de l'État; mais non sans blâmer à leur tour les villes libres royales, lorsqu'elles refusaient d'acquitter des redevances stipulées. Quelquefois, elle les autorisait à se racheter de leur part du service militaire, moyennant quelques centaines de marcs payés annuellement. Surgissait-il un différend pécuniaire entre une corporation urbaine et une seigneurie laïque ou ecclésiastique, par exemple entre les mariniers de Pesth et le chapitre

de Bude, la royauté intervenait encore. Elle organisait les corps de métiers en corporations plus régulières que par le passé ; et il est facile de constater que la condition des maîtres, des compagnons et des affranchis fut calquée sur les institutions françaises.

C'étaient aussi les habitants des villes qui entretenaient la vie commerciale avec les marchands étrangers. Les rois angevins comprirent admirablement l'importance des échanges pour la richesse et la prospérité du pays. Presque tous les droits d'entrée et de circulation qui frappaient les marchandises venues du dehors furent supprimés. Les offres d'hospitalité les plus rassurantes attirèrent les négociants, non seulement de Vienne et de Venise, comme nous l'avons vu, mais de Prague, de Thorn et Dantzig, de Cologne. Les produits de l'Orient arrivaient comme jadis par la vallée du Danube, dont la croisade de Constantinople avait diminué au treizième siècle l'importance commerciale, mais qui retrouvait ses avantages naturels depuis les progrès des Turcs, assez grands déjà pour compromettre les colonies orientales des Vénitiens. Les marchands arméniens arrivaient à Hermanstadt, à Cronstadt de Transylvanie où ils échangeaient les étoffes, les arômes, les épices de l'Asie contre les produits agricoles et minéraux de la fertile plaine hongroise et des montagnes qui l'entourent. La voie maritime n'était pas abandonnée pour cela : en temps de paix les Vénitiens se livraient aux mêmes échanges sur la côte de Dalmatie. Des sujets hongrois, protégés par les traités, allaient à leur tour trafiquer chez les nations étrangères.

On peut remarquer qu'en ce qui concerne les villes et le négoce, les rois angevins n'ont fait que suivre avec plus d'activité l'exemple de l'intelligente dynastie nationale qui les avait précédés. Leur système monétaire fut différent, et de beaucoup supérieur à celui des Árpád. Avant eux les mines d'or et d'argent appartenaient de droit à la *chambre royale,* qui en indemnisait à peine les propriétaires, ce qui fait qu'ils les cachaient, au lieu de les chercher. Désormais ils eurent pour leur part le tiers des revenus de la mine, et cette industrie prit une impulsion rapide. On eut bientôt assez d'or pour frapper une monnaie nationale semblable aux ducats florentins, portant les fleurs de lis et l'image de saint Jean-Baptiste ; avant le règne de Charles-Robert, il n'y avait pas d'autres pièces d'or en circulation que celles de Byzance. Si la monnaie d'or fut créée, les monnaies d'argent et de cuivre, cette dernière datant de l'invasion mongole, furent grandement améliorées. On appelait gain de la chambre, *lucrum camerae,* un véritable impôt consistant dans la refonte périodique des espèces, impôt qui avait produit, surtout pendant le treizième siècle, de déplorables abus ; la maison d'Anjou renonça à ce mauvais moyen de se procurer des revenus, elle rendit la monnaie durable et fixe, et l'assujettit à un modèle invariable. Rien ne contribua davantage à la prospérité et à la tranquillité du pays.

Les Juifs ont toujours été un élément essentiel de l'activité économique dans l'Orient européen : malgré les plaintes assez fondées qui se sont élevées contre eux à diverses époques dans les pays où les préjugés élevaient une barrière entre eux et la population chrétienne, il est certain qu'ils avaient au Moyen Age et qu'ils ont aujourd'hui l'instinct des affaires plus développé que les races qui les entourent. L'intolérance de Louis de Grand voulut les convertir de force ou les chasser ; vers l'an 1360 beaucoup d'entre eux durent se résoudre à un exode, les uns en Autriche, les autres en Pologne, où Casimir, qui ne dédaignait pas plus les belles juives que les belles magyares, les accueillit fort bien. Mais il ne faut pas croire que cette proscription ait été durable : les Juifs, dans les dernières années, avaient repris possession des franchises que leur avaient accordées le roi Béla IV, et que Sigismond devait augmenter par la suite. Louis d'Anjou reconnaissait lui-même que cette race infidèle lui rendait des services, puisqu'il raconte dans un acte public qu'un de ses vassaux n'a pu faire la campagne de Lithuanie qu'en engageant la moitié de ses terres au juif Israël. Nous saisissons l'occasion d'exposer brièvement la condition habituelle des Israélites en Hongrie aux quatorzième et quinzième siècles.

Pris dans leur ensemble, ils formaient ce qu'on appelait l'*universitas Judaeorum,* sorte de fief relevant directement du roi. Le roi était leur seigneur et leur juge. Toucher à l'un d'eux c'était toucher à la majesté souveraine ; protection efficace contre l'arbitraire des grands ou les passions populaires, mais protection qui se payait, d'abord par une redevance régulière acquittée en deux fois, le jour de saint Georges et le jour de saint Michel, ensuite par des contributions extraordinaires lorsque le trésor était épuisé. Dans chaque ville leur communauté habitait un quartier spécial ; ni le roi, ni personne ne devait descendre dans leurs maisons, et on les reconnaissait à leur manteau rouge bordé d'une raie jaune. Un magistrat spécial, appelé dans le latin officiel *judex Judaeorum,* siégeait à jour fixe devant la synagogue, et devait leur rendre la justice selon leur loi et leurs coutumes. Il exista même assez longtemps une dignité appelée *praefectura Judaeorum,* unique pour tout le royaume, et qui resta pendant plusieurs générations dans la famille juive des Mendel.

D'autres que les Juifs furent persécutés ou sollicités par le grand prince angevin. Il réussit à éteindre à peu près entièrement l'islamisme qui comptait encore au treizième siècle, sous le nom d'Ismaélites, d'assez nombreux partisans ; il étouffa presque entièrement aussi la secte des Patarins de Bosnie ; mais il ne put venir à bout du schisme oriental dans la basse vallée du Danube et dans les Karpathes, malgré le nombre immense de conversions dont se vantaient les moines mendiants. On doit honorer la foi et le courage des missionnaires hongrois ou étrangers que le roi et le pape continuaient d'envoyer au delà des terres polonaises chez les peuples de l'Oural et du Volga ; seulement il est difficile d'apprécier au juste le

résultat de leurs efforts. Cette époque vit éclater, à côte du zèle généreux et de l'étroitesse persécutrice, le fanatisme absurde des flagellants; mais ils ne semblent pas avoir été nombreux parmi les Magyars, alors comme toujours beaucoup moins accessibles aux entraînements mystiques que les étrangers établis sur leurs frontières ou au milieu d'eux.



Reliquaire de Louis le Grand à Aix-la Chapelle.

Si nous envisageons maintenant l'état intérieur de l'Église de Hongrie, et ses relations avec le saint-siège et la royauté, le premier fait qui attire les regards est l'accroissement des richesses ecclésiastiques. Les donations et les legs de cette période aux évêchés, aux cloîtres, à l'ordre Saint-Jean, remplissent des volumes, le roi et ses sujets donnaient même à des sanctuaires étrangers, à Aix la Chapelle, à Maria-Zell. Toutefois nous pouvons douter avec M. Toldy que tant de richesse ait porté bonheur au clergé, à sa vie morale et religieuse. Le culte, magnifiquement pourvu, devenait de plus en plus chose extérieure et d'apparat. La préoccupation des richesses séculières amenait des discussions misérables, et avec la société laïque et avec la papauté. La cour d'Avignon, qui aimait à thésauriser, levait des droits énormes sur le clergé hongrois, et foudroyait les hérétiques qui osaient affirmer que Jésus-Christ et les apôtres repoussaient les biens de ce monde. La royauté, que nous avons vue si indépendante du saint-siège en certaines occasions politiques, ne faisait nulle opposition à ce système fiscal, et elle restait en définitive une alliée à peu près constante de la papauté. Elle n'en était que plus ferme dans sa résistance aux plaintes tantôt justes, tantôt mal fondées du haut clergé. Elle maintenait contre toutes les réclamations de Gran et d'Avignon, son droit de nomination aux dignités ecclésiastiques.

Elle approuvait, encourageait de sa présence, exigeait même parfois le duel judiciaire, que le clergé avait toute raison de vouloir supprimer ; elle supprimait au contraire les épreuves judiciaires, les ordalies, auxquelles le clergé était beaucoup moins défavorable. Elle s'opposait aux abus et aux empiètements des cours d'église, par exemple aux excommunications qui entravaient le cours de la justice. Elle réorganisait fortement les juridictions séculières, et la cour du roi qui devenait une sorte de Parlement. C'était, entre autres avantages, un moyen d'empêcher les abus des tribunaux seigneuriaux récemment institués ; d'ailleurs pour certains crimes la sentence était prononcée par douze jurés, dont quatre élus dans le comitat et huit désignés par le roi. De sages délais avant les procès civils donnaient aux conciliations le temps de se produire. Enfin la procédure toute primitive qui se faisait en plein air et verbalement, était remplacée par la procédure écrite.

Tous ces changements rendaient nécessaires de fortes études juridiques et la connaissance du droit romain. Déjà les évêques avaient décidé au synode de 1309 d'attacher à chaque cathédrale une école de droit canon, en même temps qu'ils étendaient un peu le champs d'études des écoles diocésaines qui existaient déjà. Mais il n'y avait pas d'université : Louis le Grand et le pape Urbain V furent d'accord pour en fonder une (1367) dans la ville de Pécs (en allemand Fünfkirchen, en latin *Quinque ecclesiae).* Tous les arts y étaient enseignés, excepté la théologie, car on était trop près des contrées hérétiques ; mais les études de droit étaient de beaucoup les plus importantes, celles qui attiraient le plus d'écoliers. Le professeur Galvano Bettini, de Bologne, était appelé par Louis le Grand, qui le traitait avec magnificence. Les visites quelquefois prolongées des étudiants hongrois aux universités étrangères continuaient comme par le passé : ils allaient de préférence étudier le droit à Bologne et la théologie à Paris ; mais ils ne négligeaient pas les récentes fondations de Vienne et de Prague ; quelques-uns préféraient Cologne, ou Padoue, ou Oxford.

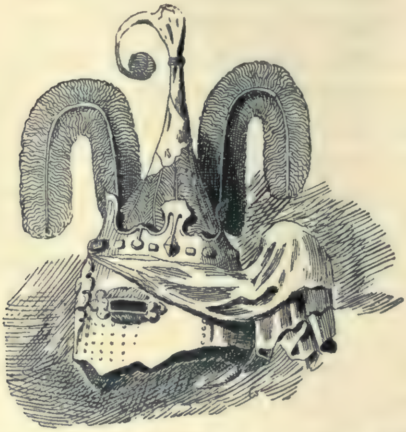


Sceau secret du roi Louis.

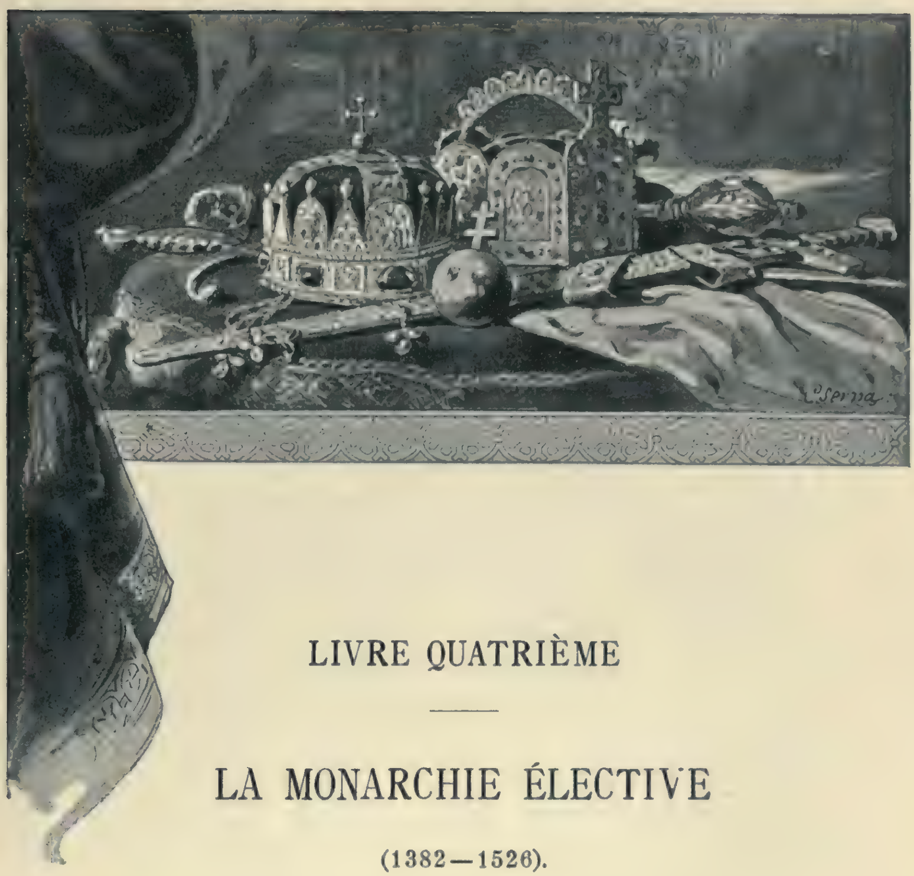
En dehors de ces efforts du roi et du clergé pour les progrès de l'enseignement, et dans cet enseignement lui-même, il ne faudrait pas s'attendre à des merveilles littéraires. Les rois angevins etaient assez instruits et ils avaient du goût, comme le témoignent les rares débris de leur bibliothèque arrivés jusqu'à nous : dix-huit discours de Cicéron, un bel office des morts de Charles-Robert, peut-être une chronique, magnifiquement ornée, dit-on, qui aurait eu la singulière fortune d'être envoyée au roi de France Charles V, et renvoyée en Orient par son petit-fils. Mais on ne peut pas dire que les rois angevins aient provoqué un grand mouvement intellectuel,

bien que les contemporains aient vanté quelques écrits théologiques ou philosophiques en latin, et quelques récits historiques assez curieux, comme celui de Jean de Küküllő employé depuis par Thuróczy et comme ceux des historiens dalmates. Nous sommes encore moins à même d'apprécier la littérature magyare de cette époque, dont il ne nous est parvenu que quelques débris insignifiants, avec le souvenir précieux à conserver de tout un cycle poétique célébrant les héros nationaux.

Donc, même par le côté littéraire qui est le plus faible de la Hongrie sous la maison d'Anjou, cette dynastie apparaît à l'historien comme vraiment nationale. Arrivée dans le pays sans en connaître la langue, elle prit la peine de l'étudier et elle l'enseigna à son funeste héritier Sigismond. Elle prit aussi la peine d'étudier les moeurs et le génie du pays qu'elle devait gouverner, et si elle les modifia par des innovations le plus souvent heureuses, elle se garda de les méconnaître et de les froisser brusquement. Les fautes de cette courte dynastie française et italienne, qui aurait pu changer les destinées de l'Orient si elle eût vécu un siècle de plus, ses défauts incontestables, son penchant au despotisme, son ambition quelquefois mal dirigée, ont été effacés par ses services dans la mémoire des Magyars. L'historien Szalay va jusqu'à s'écrier que le règne de Louis a été »une longue bénédiction«.



Casque provenant du tombeau de Louis le Grand.



LIVRE QUATRIÈME

LA MONARCHIE ÉLECTIVE

(1382—1526).

CHAPITRE PREMIER

SIGISMOND (1382—1437).

RIEN N'A PLUS contribué à grandir, dans l'histoire magyare, le rôle de la maison d'Anjou, que le désordre qui fut le résultat de son extinction prématurée. L'incertitude et la guerre civile ne tardèrent pas à succéder à la paix intérieure la plus profonde que puisse donner un gouvernement bien établi.

Toutefois rien n'était moins certain que l'avènement du plus jeune des princes de Luxembourg à la couronne portée jusque-là par la famille nationale de Saint Etienne ou par la glorieuse dynastie angevine; son

avènement au trône de Pologne était encore bien plus douteux, sa famille ayant souvent été en querelle avec les Polonais au sujet de la Silésie. Son frère ayant la dignité impériale et la Bohême, il était possible que Sigismond dût se contenter toute sa vie du margraviat de Brandebourg, laborieuse acquisition de son père. La fortune en décida autrement; il devait, au bout d'un demi-siècle de vicissitudes, mourir empereur, roi de Bohême et de Hongrie, après avoir vendu le Brandebourg à la maison de Hohenzollern, après avoir fondé en quelque sorte et l'Autriche et la Prusse pour d'autres que ses descendants.

Pour le moment, bien qu'il eût été élevé comme un vrai Magyar, dans la connaissance de la langue et des moeurs nationales, la Diète réunie en deuil autour du cercueil de Louis le Grand, parut se soucier médiocrement d'une nouvelle dynastie étrangère. Elle s'empressa d'acclamer et de couronner dans Albe-Royale la princesse Marie, non comme reine, mais comme roi, ainsi que le fut plus tard Marie-Thérèse. On arma de nombreux chevaliers au milieu des fêtes, et la reine-mère Elisabeth prit en mains le gouvernement avec le palatin Gara, qui ne manquait ni d'énergie ni de dévouement, mais que l'on accusait d'avidité et de violence et qui avait beaucoup d'ennemis. Les grands seigneurs armés de la frontière méridionale, délivrés de la forte main du feu roi, conspirèrent en faveur de Charles de Durazzo. La ville de Zara fit échouer cette première tentative, elle se montra fidèle jusqu'à l'enthousiasme à la fille de celui qui lui avait rendu ses libertés, et lorsque les deux reines, bien conseillées cette fois par Gara, entreprirent un voyage en Dalmatie pour arrêter la rébellion menaçante, les citoyens de Zara les accueillirent avec acclamation.

La politique angevine semblait donc avoir réussi d'une façon durable en Dalmatie; elle était déjà presque ruinée en Pologne. Tout indiquait que l'union laborieusement préparée entre les deux grands états de la catholicité orientale ne survivrait pas à son fondateur. La Diète polonaise ne se montrait point disposée à la maintenir; elle déclarait à Sigismond qu'elle ne le reconnaîtrait jamais s'il ne s'engageait à résider dans le pays, et Sigismond, qui convoitait avec la main de la reine Marie plusieurs royaumes à la fois, ne voulait pas prendre d'engagement semblable. Les Polonais alors songèrent soit à proclamer Marie comme reine avec un autre époux, soit plutôt à proclamer la princesse Hedwige, qui épouserait le prétendant désigné par la nation polonaise et de fait séparerait les deux couronnes. La reine-mère essaya d'envoyer Sigismond comme son lieutenant à Cracovie avec douze mille hommes: les Polonais loin de se laisser intimider, envoyèrent une ambassade réclamer la princesse Hedwige pour la couronner. Élisabeth, désolée de voir anéantir ainsi le projet favori de son glorieux époux, voyant d'ailleurs qu'il faudrait rompre le mariage convenu entre sa fille Hedwige et Wilhelm d'Autriche, essaya de calmer l'impatience des ambassadeurs; mais ils lui déclarèrent que si elle ne faisait pas droit

à leur réclamation, leurs mandataire allaient procéder à l'élection d'un roi national. Alors, plutôt que de voir la Pologne entièrement perdue pour sa famille, elle laissa partir Hedwige qui épousa bientôt après (1384—1387) le duc Jagello de Lithuanie, récemment baptisé et résolu à convertir son peuple. Les intérêts momentanés du christianisme contribuèrent beaucoup



Hedwige, reine de Pologne.
(D'après un portrait de la cathédrale de Cracovie.)

à cette union d'un chef barbare avec le noble sang d'Anjou, union qui sépara définitivement les Polonais des Magyars.

Cependant les autres branches de la maison de France se trouvaient mêlées d'une façon tragique à la destinée des deux reines. Négligeant Sigismond, elles songèrent au duc d'Orléans, au frère brillant, léger et

malheureux de Charles VI, pour faire de lui l'époux de Marie et le roi des Magyars. Les négociations relatives à ce mariage ont laissé de curieuses traces dans diverses archives. Nous voyons par exemple que le jeune roi de France, sur la demande des ducs de Bourgogne et de Berri, a nommé membre de son grand conseil le palatin de Hongrie, Nicolas Gara, principal auteur d'un projet utile et glorieux pour la famille royale. Nous voyons aussi que le gouvernement de Venise accueillit à merveille les ambassadeurs du roi de France qui vinrent demander pour son frère une petite flotte destinée à le transporter dans son futur royaume. Mais tout devait se borner à un mariage par procuration.

La faute n'en fut pas à Sigismond, qui se trouvait dans une situation où un simple particulier échapperait difficilement au ridicule, la faute en fut à Charles de Durazzo qui voulut réunir de force la couronne de Hongrie à sa couronne de Naples. Il avait en Croatie et en Dalmatie des partisans que les citoyens de Zara ne parvenaient pas à entraver.

Tout à coup il parut au milieu d'eux, et marcha rapidement sur Bude avec des forces trop grandes pour que rien pût le retenir. Il avait gagné de vitesse Louis d'Orléans qui dut renoncer à son voyage, et Sigismond qui alla trop tard chercher des secours en Bohême. Le roi de Naples se fit couronner sous le nom de Charles II; il força les deux reines déchues à contempler son couronnement sous les yeux indignés du peuple et de la petite noblesse qui se reprenaient à haïr les Italiens. C'est même là ce qui perdit l'aventurier royal: Gara s'introduisit dans la capitale et appela le peuple aux armes contre l'étranger. Les magasins des Italiens, des Vénitiens même, furent pillés, Charles fait prisonnier et conduit dans un cachot de Visegrád où il trouva la mort.

On n'avait pas atteint le dernier anneau de cette chaîne fatale. Jean Horváthy, chef du parti de Charles, résolut de le venger et surtout de se rendre indépendant en Croatie. Mal conseillées par Gara, Élisabeth et Marie allèrent au devant du péril en visitant cette contrée; elles tombèrent à la merci de leurs ennemis et se virent en butte à mille menaces. La reine-mère voulant sauver sa fille, se déclara seule coupable de la mort de Durazzo: elle fut conduite au château de Novigrad et massacrée peu de temps après; la tête de Gara fut envoyée en Italie à la veuve de Charles; nul ne savait ce qu'était devenue la reine Marie. Une Diète se réunit alors et la proclama reine avec Sigismond roi. Bientôt on apprit qu'elle vivait encore, par les Vénitiens qui la tirèrent de sa prison et la débarquèrent dans son royaume. Mais elle devait mourir quelques années plus tard ainsi que sa soeur Hedwige. Tout ce qu'avait élevé ou chéri Louis le Grand ne lui avait guère survécu.

Sigismond était roi de Hongrie; des couronnes qu'ils espérait il en avait au moins une, et la mort même de la princesse qui la lui avait apportée ne devait pas la lui enlever. Quant à celle de Pologne il y pen-

sait si peu qu'il abandonnait toutes les prétentions (1390) de la monarchie hongroise sur la Gallicie: profonde blessure que l'orgueil magyar n'a jamais pardonnée aux Luxembourg. Son excuse est qu'il avait sur les bras de grandes affaires au dedans et au dehors; les rebelles et les Turcs étaient d'assez puissants ennemis.

Après une campagne heureuse contre les rebelles de Croatie et de Dalmatie, il revenait (1393) avec de nombreux et illustres prisonniers qui s'étaient rendus sur sa parole qu'il ne leur serait fait aucun mal. Parmi eux il y en avait d'assez populaires qui furent d'abord bien traités; mais près de Bude ils sont chargés de fers. Bientôt après, Sigismond dans son palais en fait paraître trente-un devant lui et donne l'ordre de les décapiter en sa présence. Le noble Étienne Kont de Hédervàry place fièrement son cou sur le billot de manière à regarder le bourreau en face, disant qu'il avait vu souvent la mort d'aussi près. Son écuyer, nommé Csóka, pleurait au point de toucher le roi qui lui dit: je me chargerai de ton sort. Je ne servirai jamais les porcs de Bohême, répond l'écuyer, et une trente-deuxième tête roule en punition de cette insolence.

Une grande insurrection aurait peut-être éclaté alors, mais elle fut empêchée par la nécessité d'arrêter l'invasion musulmane. Les Turcs avaient fait des progrès effrayants pendant les troubles du royaume: en vain Lazare de Serbie avait-il, en face du péril, resserré les liens qui l'unissaient à la Hongrie; en vain le jeune Gara était-il venu à son secours: la marche rapide de Mourad à travers les défilés compliqués des Balkans l'avait amené dans les plaines de Kossovo où succomba l'armée chrétienne (1389). La mort du sultan sur le champ de bataille, loin de briser l'élan des Ottomans, leur avait donné une impulsion nouvelle sous la conduite de son fils Bajezid »la foudre«, l'homme à la massue de fer. La Serbie était conquise et fournissait déjà des soldats au beglerbeg d'Europe, le prince de Valachie se reconnaissait tributaire; la Bosnie était inondée de pillards asiatiques (1391). C'est alors que Sigismond et la diète magyare, oubliant leurs dissentiments, résolurent de lutter avec énergie et firent des préparatifs considérables.

Les Hongrois essayèrent d'abord de lutter seuls dans plusieurs campagnes en Bosnie ou sur les bords du Danube. Ils réussirent assez bien, sous la conduite de Jean Maróth à réprimer les courses des pillards en Bosnie, mais les principaux engagements eurent pour objet la possession des villes situées sur le grand fleuve un peu en deçà ou un peu au delà des Portes de fer. Les Turcs prirent Galambócz (en serbe Golubatz) qui fut repris par Pierre Perényi; d'autre part Sigismond vainquit un corps d'armée musulman et prit Turnul, mais il fut bientôt obligé de s'enfuir. C'est à son séjour dans le comitat de Hunyad en Transylvanie que se rapporte une légende plus qu'invraisemblable: il aurait aimé une jeune fille noble du pays qui serait ensuite devenue la mère de Jean Hunyade. Sin-

gulière manie des flatteurs, qui ne trouvaient pas de meilleur moyen de plaire à Mathias Corvin que de déshonorer son aïeule ! En 1394 toutes les villes bulgares, Widdin, Silistrie, Nicopolis tombèrent entre les mains des Turcs. Bajezid s'entoura des trophées conquis dans cette campagne, et les montra aux envoyés magyars qui le rejoignirent à Brousse. Dès lors Sigismond fit alliance avec l'empereur Manuel II, et envoya le trésorier Nicolas Kanizsay en Allemagne, en Bourgogne, en France pour appeler des croisés. Il en résulta la croisade de Nicopolis, aussi célèbre dans l'histoire de France que dans celle de la Hongrie et de l'Empire Ottoman.

»Le voyage de Hongrie, dit le Livre des faicts du maréchal de Boucicaut, fut une entreprise de grand renom ; en plusieurs manières et différemment l'une de l'autre on en devise«. Cette observation s'applique au désastre qui termina l'expédition, et qui donna lieu à des reproches mutuels. Au début tout alla bien ; à Vienne, à Bude où il y eut »un assaut grand et merveilleux« de chevalerie, l'entente fut parfaite entre les deux armées, qui se séparèrent en se donnant rendez-vous devant Nicopolis (1396). Les Hongrois y arrivèrent par la Serbie, les Français sous les ordres de Jean sans Peur, alors comte de Nevers, par la Valachie, et le siège de la place fut commencé. »Le roy se logea par grande ordonnance, et fit faire deux belles mines par dessous terre jusqu'aux murs.« Cependant Bajezid approchait »si celément que le roy n'en sut rien. Et ne sais s'il y eut trahison, on ne se donnait d'eux nulle garde. Quand vint le seizième jour jusques à l'heure de diner, vinrent messages battans au roy dire que Bajazet avec ses Turcs était à merveilleusement grande armée si près d'illec, qu'à peine seraient jamais à temps armé son ost et ses batailles mises en ordonnance. Quand le roy qui était en son logis ouït ces nouvelles, il fut moult ébahi. Si manda hâtivement par les logis que chacun s'armât et saillit hors des logis. Ja était le roy aux champs, quand on vint dire au comte de Nevers qui séait à table et aux Français que les Turcs étaient au plus près de là.«

En ce moment critique la discorde éclata. Les chevaliers français, mécontents d'avoir été prévenus si tard, brûlaient d'exécuter contre les infidèles une de ces charges héroïques fatales à leurs pères sur le champ de bataille de Crécy, fatales à leurs fils sur le champ de bataille d'Azincourt. Les Hongrois connaissaient mieux l'armée turque, la plus savamment organisée qu'il y eût alors ; il savaient déjà qu'elle n'offrait aux premiers coups de l'ennemi que ses hordes irrégulières, réservant pour le moment décisif les janissaires, son formidable noyau. Ils auraient voulu que l'on réservât aussi le noyau de l'armée chrétienne. La chevalerie française dédaigna les précautions de la tactique : elle se porta tout entière contre l'avant-garde irrégulière des Turcs, en fit un affreux massacre, mais elle se trouva épuisée lorsqu'il fallut combattre les lignes bien ordonnées des janissaires frais et dispos. Dans cette seconde partie de la bataille, elle ne



Champ de bataille de Nicopolis.

(Dessin d'Árpád Székely.)

montra pas moins de courage, mais ses efforts furent inutiles, elle se vit entourée, elle succomba. Les Hongrois, gagnés par une panique rare, mais non sans exemple chez cette nation, et peut-être égarés par un traître, se précipitèrent vers le fleuve; beaucoup furent tués ou se noyèrent. Bajezid, irrité de voir combien son armée avait souffert, donna l'ordre de massacrer les prisonniers en sa présence, ne réservant que ceux qui pouvaient, comme le comte de Nevers, payer une forte rançon.

Sigismond avait failli périr dans ce désastre qui donna le Bas-Danube aux Ottomans, et acheva de dégoûter les occidentaux de la croisade. Il put toutefois s'enfuir sur une barque avec l'archevêque de Gran et Étienne Kanizsay; Gara, le comte de Cilly et le grand-maître de Saint-Jean montaient une autre barque. Ils descendirent ainsi le fleuve, presque mourants de faim, jusqu'à l'embouchure où ils furent recueillis par la flotte vénitienne qui les transporta ensuite à Raguse. La petite ville libre donna quelque argent au roi vaincu pour qu'il pût rentrer dans ses États où s'était répandu le bruit de sa mort. Pour prouver qu'il était bien vivant il traversa plusieurs parties du royaume et convoqua une assemblée que la situation rendait nécessaire.

La diète qui se réunit à Temesvár (1397) devait marquer à plusieurs points de vue dans l'histoire des institutions nationales, surtout si l'on complète ses décisions par celles de la diète de Bude en 1405. La concordance déjà plusieurs fois signalée entre le développement historique de la constitution hongroise et celui de la constitution anglaise n'est pas moins évidente dans cette phase nouvelle qu'au début. Ni les bords de la Tamise ni ceux du Danube n'ont vu éclore une constitution de toutes pièces; dans l'un comme dans l'autre pays les deux chambres parlementaires se sont délimitées peu à peu. Ce n'est qu'après le règne de Louis le Grand et dans la période que nous étudions que commença le véritable régime représentatif. Chaque comitat envoya quatre députés et les villes royales commencèrent à être réprésentées: ainsi se trouva composée la chambre élective, la chambre basse appelée aussi les Ordres *(alsó tábla, rendek),* tandis que la chambre haute *(főrendiház)* était composée des grands seigneurs héréditaires et des prélats.

Une conséquence des élections régulières fut de susciter dans chaque comitat un foyer de vie politique; les lois furent proposées à l'acceptation de petites assemblées provinciales qui prirent l'habitude de donner à leurs délégués ce que nous appelons le mandat impératif, regardé chez nous comme une coutume démagogique, mais qui fut au contraire, pendant des siècles, dans l'aristocratique Hongrie, la pierre angulaire de la constitution. Du reste la Bulle d'Or n'était pas seulement conservée à titre de document, elle dut être jurée à nouveau par le roi qui s'engagea, pour y rester fidèle, à renvoyer les étrangers qui l'entouraient. Satisfaites de ce côté, les assemblées votèrent de grands armements; c'est alors que, sans préjudice



Lithogr. Athenaeum.

SIGISMOND DEMANDE DU SECOURS AU ROI DE FRANCE CONTRE LES TURCS.

(Manuscrit de Breslau de la Chronique de Froissart.)

du service féodal, fut instituée la milice des hussards, formée d'un vingtième de la population virile, et dirigée spécialement contre les invasions turques. La moitié des revenus ecclésiastiques, comme la moitié de la dîme, dut être affectée aux dépenses militaires.

L'intervalle de ces deux diètes importantes avait été signalé par les fautes et par les malheurs du roi. Il tendit un véritable guet-apens à ses ennemis de Croatie, Laczfy et Simontornyai, en convoquant une diète spéciale dans cette province. Ils y vinrent avec des saufs-conduits qui ne les empêchèrent pas d'être saisis et mis à mort dans la salle même des séances. Après cet acte de cruauté et de mauvaise foi, il crut devoir se consacrer à la cause de l'unité de l'Église, Pendant que son frère l'empereur Wenceslas, guidé par la même préoccupation, allait trouver Charles VI à Reims, entrevue bizarre d'un fol et d'un ivrogne, lui Sigismond entreprenait un voyage en Pologne pour détourner ce royaume de l'obédience d'Avignon. Il en revenait sans avoir atteint son but, et plus besogneux que jamais. Pour se procurer de l'argent, il ne trouva rien de mieux que de vendre des domaines et des seigneuries aux grandes familles, ou des îles aux cités telles que Zara. Il se faisait fort bien payer, mais les ducats, des milliers de ducats ne faisaient que traverser ses coffres. On racontait que s'étant couché un soir après avoir reçu quarante mille florins, cette somme l'empêcha de dormir ; il se serait levé alors, puis il aurait distribué entre ses courtisans prompts à se réveiller cette somme énorme, après quoi, la conscience satisfaite, il aurait regagné son lit.

Tant de folies et de cruautés, alternant avec des préoccupations religieuses, exaspérèrent plusieurs dignitaires du royaume, entre autres le primat et le palatin. Un complot se forma ; Sigismond, subitement entouré dans son palais, fut arrêté et conduit à Visegrád (1401). Dans ce cachot royal il vit de près la mort, car on le confia à la garde d'ennemis personnels ; mais il paraît les avoir désarmés par l'excès de son infortune. D'ailleurs, ceux qui l'avaient renversé du trône ne s'entendirent pas pour le remplacer : les uns songeaient à Wladislas Jagello, qui ne s'en souciait pas, les autres au duc Wilhelm d'Autriche, d'autres à Ladislas de Naples, fils du dernier Charles de Durazzo. Nul de ces prétendants n'ayant obtenu le consentement général, force fut bien de laisser Nicolas Gara délivrer Sigismond, sous cette seule condition qu'il jurerait de ne pas se venger. Rien n'indique qu'il ait alors violé sa parole ; il se borna à combler de titres et de faveurs son libérateur Gara, qui devint palatin, et son compagnon de captivité Philippe Ozoray, mais il tourna au dehors et contre sa propre famille sa turbulente activité.

Il n'avait jamais aimé l'empereur son frère, chez lequel des vices grossiers n'avaient pas éteint tout sentiment, et qui avait fait son possible en faveur du roi captif. Sigismond rendit à Wenceslas le mal pour le bien ; nommé par lui vicaire impérial et gouverneur de Bohême il le fit arrêter

dans Prague et le conduisit à Vienne où il le laissa sous la garde des princes autrichiens (1404). C'étaient là des alliés d'autant plus sûrs que par un traité formel il reconnaissait l'un d'eux, son beau-frère le duc Albert, pour son héritier au trône de Hongrie s'il n'avait pas d'enfant mâle. La diète accepta cet arrangement qui inaugura la politique séculaire de l'Autriche quant à la possession de la Hongrie.

Tout semblait donc favoriser Sigismond; dans un instant tout se retourna contre lui. Son frère s'échappa de Vienne et retourna dans Prague où ses sujets l'acclamèrent. L'amiral napolitain vint débarquer à Zara, précédant le roi Ladislas, qui après avoir trop tardé dans l'intérêt de sa cause fut accueilli par de nombreux partisans et couronné par l'archevêque de Gran d'un diadème improvisé. La pape Boniface IX encourageait le nouveau prétendant, qui depuis Zara jusqu'à la ville hongroise de Raab fit un voyage triomphal. Mais Sigismond reprit bientôt le dessus, il mit en fuite son compétiteur, et ne se vengea de ses ennemis que par des confiscations, car il était plus avide que cruel. Sa plus sérieuse et sa plus durable vengeance fut celle qu'il tira du pape: une loi fort bien accueillie par la diète défendit sous les peines les plus sévères de payer aucune somme à la chambre du pape, et de recevoir, publier, exécuter une bulle sans la permission de roi. Cette loi, sans être jamais entièrement exécutée, a exercé parfois une influence sérieuse sur les rapports de l'Église et de l'État.

Une heureuse nouvelle venait de se répandre en Europe: Bajezid; le cruel vainqueur de Nicopolis avait été vaincu et pris par les Mongols. C'était au moins un temps d'arrêt dans l'accroissement de la puissance ottomane; c'était peut-être une admirable occasion de l'étouffer. Sigismond s'entendit avec le pape Grégoire XII pour la prédication d'une croisade. Il en résulta une campagne assez mal connue, signalée pourtant par quelques succès sur les Turcs et par un voyage le long des frontières méridionales. Mais au lieu de profiter largement du désordre de l'empire Turc, il s'occupa de fonder l'ordre du Dragon contre les infidèles et les hérétiques, et il épousa (1408) Barbara Cilly qui devait lui être funeste, comme cette famille, comblée par Sigismond, devait être plusieurs fois fatale à la Hongrie tout entière.

Il était d'ailleurs distrait par d'autres ambitions. Le trône impérial était son idée fixe; il avait déjà emprisonné, puis combattu son frère (1404); il crut le moment venu de le détrôner. Toujours plus étroitement lié avec la maison d'Autriche, il mettait en même temps du soin à se concilier les suffrages des électeurs. Il se présentait devant eux comme le rempart de la chrétienté contre les Turcs, et aussi comme le rempart du corps germanique contre les Polonais. Il a toujours eu en horreur cette nation qui l'avait dédaigné dans sa jeunesse; de sorte qu'il avait plus d'un motif pour assister contre elle les chevaliers teutoniques. Il ne put empêcher les tem-

pliers de la Baltique de se faire écraser à Tannenberg, mais les électeurs germaniques le préférèrent à l'ivrogne Wenceslas et à l'obscur Jossé de Moravie qui d'ailleurs mourut bientôt : Sigismond était empereur (1411.)

Pour la première fois la sainte couronne des fils d'Árpád brillait sur la même tête que la haute couronne des Césars, symbole de la domination du monde. Était-ce un bien pour la Hongrie ? La nation le crut d'abord. Son orgueil était flatté d'avoir donné un souverain au monde germanique ; elle ne comprenait pas quelle-même devenait en réalité une dépendance de ce grand corps et un instrument des nouvelles ambitions de son roi.

C'est l'expérience que l'Espagne fit un siècle plus tart avec Charles-Quint ; les Magyars l'ont faite avant elle. Dans le premier enivrement ils accordèrent à Sigismond une concession énorme, en reconnaissant pour son



Costume hongrois du temps de Sigismond.
(D'après une broderie sur soie de la sacristie de la cathédrale d'Aix-la-Chapelle.)

héritière sa fille Élisabeth qui devait épouser Albert d'Autriche. La diète de Presbourg continuait donc un système intermédiaire entre la monarchie élective et la monarchie héréditaire, système qui devait porter au trône plusieurs courtes dynasties et profiter en dernier lieu à la maison de Habsbourg.

Les Magyars n'éprouvèrent que trop tôt combien c'était un honneur dangereux d'avoir pour roi un empereur. Des deux côtés où s'était exercée avec persévérance et succès la politique angevine, à savoir la Pologne et la Dalmatie, ils perdirent non seulement la frontière de Louis le Grand, mais la frontière des Árpád. Arbitre entre la Pologne victorieuse et les chevaliers Teutoniques vaincus, l'Empereur oublia quelque temps ses rancunes pour les fêtes splendides et onéreuses de Cracovie et de Bude, où Sigismond trônait et paradait au milieu de Polonais et d'Allemands, mais

dont la Hongrie payait les frais. Non seulement on rendit aux Polonais leur couronne, gardée à Bude depuis quarante ans, ce qui n'était que justice, mais un traité formel (1412) leur céda, dans les Karpathes du nord, treize sur vingt-quatre des villes du pays de Zips, habitées et fondées par des colons allemands. Ce qui condamne sourtout la conduite de Sigismond, et ce qui transforme en trahison sa légèreté, c'est qu'il se fit payer à beaux deniers comptants la mutilation de la frontière hongroise.

Les querelles de Sigismond avec Venise furent encore plus désastreuses. Elles étaient inévitables, car le lion de Saint-Marc reprenait avec sa persévérance habituelle la conquête de la Dalmatie, se fondant sur ce que le prétendant Ladislas lui avait cédé ses droits sur Zara. Mais ce qui envenima cette lutte en lui donnant une extension fatale, c'est que Sigismond se crut obligé comme empereur de venger ses vassaux de l'Italie du Nord, les princes de Vérone et de Padoue. Dès lors les campagnes qu'il entreprit dans la Vénétie ne furent plus de simples diversions militaires comme au temps de Louis; elles eurent un but qui était la restauration des Carrara; si bien qu'après une heureuse expédition d'Ozoray et de Marczali en 1412, lorsque la paix fut négociée par l'intermédiaire du pape de Jean XXIII, le rétablissement de ces princes fut demandé au Sénat, et repoussé par lui.

La guerre recommença mais avec moins de succès; elle aboutit à une trêve de cinq ans qui ne devait pas empêcher les Vénitiens de reprendre toute la côte dalmate, et dont les principales clauses ne donnaient satisfaction qu'à l'égoïsme impérial. En effet, Sigismond obtenait avec son escorte libre passage à travers les domaines de Saint-Marc, et il recevait deux cent mille ducats pour commencer une longue série de voyages qui allaient le retenir loin du royaume pendant près de six ans.

On sait que le Concile de 1414, dans la pensée de l'Empereur et de ses membres les plus actifs, devait aboutir à un triple résultat: rétablissement définitif de l'unité; réforme de l'Église dans son chef et dans ses membres; répression des hardiesses de Jean Huss et de l'Université de Prague. Quant aux deux premières questions, bornons-nous à dire que les évêques hongrois et les délégués de la précaire Université de Bude, fondée par Sigismond, siégèrent dans les rangs de la *nation germanique*, mais sans prendre part à toutes ses résolutions. Les observations souvent dirigées contre le luxe et l'appareil royal des Pères de Constance s'appliquent assez justement aux prélats du Danube, car l'archevêque de Gran avait à lui seul une suite de cent soixante chevaux; parmi les grands seigneurs laïques, Ozoray en avait un pareil nombre, et le Palatin Gara trois cents chevaux.

Sigismond était encore plus prodigue que de coutume; ses dépenses continuelles l'entraînaient à vendre le Brandebourg à Frédéric de Hohenzollern.

Sans nous occuper davantage des délibérations et des réformes manquées du Concile, passons aux affaires de Bohême et de Jean Huss. Envisagées sérieusement elles présentent deux aspects aussi importants l'un que l'autre : celui d'un mouvement religieux et celui d'une lutte de races. Non seulement Jean Huss et Jérôme de Prague, mais déjà leurs précurseurs tels que Mathias de Janaw, et après eux les meilleurs de leurs disciples, professaient des doctrines très rapprochées de celles de la Réformation sur Jésus-Christ unique intercesseur, sur la lecture de la Bible par chaque fidèle, sur le culte et l'organisation ecclésiastique.

D'autres, moins hardis et peut-être plus nombreux, ne voulaient que des réformes très limitées, dont la principale était la communion sous les deux espèces, question qu'on ne peut traiter de superficielle sans être superficiel soi-même, car elle est étroitement unie à certaines notions sur le rôle du clergé et sur la vie intime de l'Église.

Les Hussites modérés, pour qui la grande question était celle du calice, s'appelaient les calixtins. Ce demi-hussitisme, et le hussitisme qui lui-même était une demi-réformation, recrutèrent des adhérents parmi toutes les races établies en Hongrie, non pas seulement chez les Slovaques du Nord-Ouest qui sont les très proches parents des Tchèques, mais chez les Magyars et les Allemands, et jusqu'en Transylvanie, pays de population variée, mais entièrement dépourvue d'éléments slaves.

Le caractère slave, le caractère tchèque et national du mouvement hussite n'en est pas moins incontestable. Il a été une protestation populaire contre les Allemands de Bohême et des pays voisins, contre la maison de Luxembourg. Wenceslas, dépouillé de l'Empire, était encore roi de Bohême ; son indifférence était grande au sujet des querelles religieuses qui s'agitaient autour de lui, et comme il avait à se venger de son frère et des princes germaniques, il laissait marcher les évènements avec une neutralité plutôt bienveillante pour les novateurs, et d'ailleurs avec une impuissance à peu près complète soit à les aider, soit à les retenir. Mais Wenceslas faisait exception dans sa famille, et l'on pouvait prévoir que s'il mourait laissant la Bohême à Sigismond, celui-ci combattrait les Hussites, à la fois comme des adversaires religieux et comme des ennemis personnels. Déjà comme empereur il laissa sans trop de peine violer son sauf-conduit et brûler Jean Huss.

Après son départ du concile, pendant ses voyages en France, en Angleterre et en Allemagne, pendant que l'impératrice Barbara gouvernait assez mal la Hongrie et n'empêchait ni les traîtres ni les Vénitiens de s'allier avec les Turcs et de leur ouvrir la Bosnie, la Dalmatie et la Croatie ; les Tchèques de plus en plus irrités défiaient le concile et s'organisaient sous la conduite de l'énergique et habile Zizka. Sigismond était à peine de retour en Hongrie (1419), qu'il apprit la mort de son frère ; il était à la fois empereur, roi de Hongrie et de Bohême, il fondait ce qui

s'appellera plus tard l'Autriche par la réunion une première fois réalisée de la plupart de ses couronnes.

Dès ce moment la destinée des Magyars fut comme faussée. Le meilleur de leur sang allait couler dans une multitude de combats, non pas contre les Musulmans, mais contre les hérétiques ou même contre ceux qui toléraient simplement certaines hérésies. Ce qui a livré aux Osmanlis le rempart de l'Europe, ce ne sont pas seulement les guerres civiles du quinzième ou même du seizième siècles, c'est avant tout la double série des guerres de Bohême sous Sigismond et Mathias Corvin. Une trève de cinq ans permit aux Turcs d'achever de réparer les suites du désastre que Tamerlan leur avait infligé. L'armée hongroise était désormais libre d'attaquer les Hussites.

Jamais guerre n'a été plus difficile.

Les insurgés avaient pour chefs des tacticiens admirables, tels que Zizka et les deux Procope, également supérieurs dans l'attaque furieuse à la fois désordonnée et savante, et dans la résistance indomptable sur les larges collines où ils établissaient leurs *tabory*. Aussi les Magyars et les Allemands ont-ils essuyé de nombreuses défaites qu'ils devaient pour une grande part au caractère et aux fautes de leur empereur-roi. Encore au commencement de 1420, malgré plusieurs atrocités commises de part et d'autre, malgré la répugnance des États de Bohême à reconnaître Sigismond, une grande guerre pouvait être évitée. Le parti modéré ne demandait qu'à traiter sur la base des libertés nationales et de la tolérance religieuse; mais l'Empereur qui avait été rejoint à Breslau par le légat du pape, fit exécuter un certain nombre de bourgeois, et les Tchèques exaspérés commencèrent à dévaster les églises et les monastères. Alors Sigismond dirigea sur la Bohême un corps d'armée commandé par Ozoray; puis cette expédition n'ayant pas réussi, il vint lui-même avec une nombreuse armée composée de Magyars, d'Allemands et de Slaves catholiques mettre le siège devant Prague.

Le vaincu de Nicopolis n'était pas de force à lutter contre Jean Ziska dans des opérations difficiles. Zizka se fortifia sur une colline voisine, et au moment où une attaque de l'armée royale semblait réussir, opéra sa jonction avec une troupe sortie de la ville, et resta entièrement vainqueur.

Des pourparlers s'engagèrent, dans lesquels les Hussites formulèrent leur doctrine en quatre articles célèbres: libre prédication de la parole de Dieu, communion sous les deux espèces, suppression des biens du clergé, interdiction des péchés mortels en tant que leur manifestation est publique. Malheureusement les pourparlers dégénérèrent en discussions théologiques et la guerre recommença, envenimée encore par la bulle qui ordonnait la croisade.

Sigismond, qui avait trouvé le moyen de se faire poser la couronne de Bohême sur la tête par l'archevêque de Prague, retourna en Hongrie,

laissant prendre par les exaltés Taborites et Horebites le château de Vychehrad. Il fit un nouvel effort dans une campagne d'hiver (1421—1422), dirigée par Ozoray et Albert d'Autriche qui venait de conclure son mariage avec Élisabeth. Tout sembla réussir d'abord : à Brünn, les États de Moravie se virent obligés de renoncer aux quatre articles de Prague et de se déclarer contre les Hussites. L'armée se remit en marche et atteignit Zizka en pleine Bohême, près de Kuttenberg, ville ennemie des Hussites qui ouvrit ses portes.



Armure d'un gentilhomme hussite.
(Dans le musée de Carskoje-Zelo.)

Mais Zizka s'était fortifié derrière ses chariots, manoeuvre dans laquelle il excellait ; puis, le moment venu, il mit ses chariots en mouvement et s'échappa. Ce n'était pas une fuite ; il allait battre le pays, chercher des renforts, et bientôt il tombait sur l'armée royale, lui tuait douze mille hommes et la dispersait.

Telle est la première phase de la longue guerre hussite : les Hongrois y apparaissent au premier rang, mais leur lassitude était grande de tant de défaites inutilement supportées, qui, se fussent-elles changées en victoires, n'auraient rapporté ni gloire ni avantage à leur nation. Aussi le roi, voyant qu'il ne les déterminerait plus à se faire tuer dans l'intérêt de sa couronne de Bohême, ne compta plus que sur les armées allemandes et sur ses négociations. Il ne manquait pas en ce genre d'une sorte d'habileté. Le corps germanique, malgré l'habitude prise par la diète de délibérer et de voter des armées imaginaires plutôt que d'agir sérieusement, supporta l'effort des Hussites victorieux et exaspérés (1426 etc.). Sigismond obtint une chose plus précieuse encore, la neutralité bienveillante de la Pologne.

Le neveu de Wladislas Jagello, Korybut, était arrivé à Prague, y avait communié publiquement sous les deux espèces, déclaration formelle d'adhésion aux nouvelles doctrines ; mais son oncle le rappela, promit même de combattre les hérétiques.

L'empereur, qui n'avait pas perdu le goût des fêtes, vint passer quelque temps à la cour de Cracovie, chez son ancien rival. Il y trouva le roi Éric de Suède avec lequel il se lia d'amitié, et qui le suivit au palais de Bude. L'empereur Manuel y était aussi, mais il n'obtenait pas grande assistance pour la défense de Constantinople. Sigismond était tout entier à sa guerre et à son royaume de Bohême; les intérêts de l'empire germanique ne venaient qu'au second rang, comme le prouve son peu de souci des chevaliers teutoniques; quant aux intérêts de la Hongrie, ils étaient le plus souvent sacrifiés.

Toutefois, la situation des Serbes et l'expiration de la trêve avec le sultan ramenèrent l'attention du roi vers le Midi. Les despotes de Serbie n'avaient plus aucune indépendance réelle depuis la mort de Lazare à Kossovo; leur seule ressource, pour conserver une ombre de souveraineté, était de se soumettre tantôt aux Hongrois, tantôt au sultan. Les intérêts religieux, malgré l'antagonisme obstiné de l'Église latine et de l'Église grecque, devaient les rapprocher de la Hongrie: beaucoup de Serbes, après Nicopolis, avaient pris le parti d'émigrer au-delà du Danube, où ils avaient rejoint un bon nombre de leurs frères établis dans le royaume à diverses époques.

Le despote Étienne Lazarewitch suivit cette pente naturelle en reconnaissant la suzeraineté de la couronne de Saint-Étienne, et en la reconnaissant comme ayant toujours existé, déclaration qui ne méritait pas toutes les discussions internationales auxquelles elle a fourni un prétexte. Mais, en même temps, ce qui avait une importance beaucoup plus réelle, Étienne Lazarewitch léguait à la Hongrie plusieurs places fortes, dont les principales étaient Belgrade et Galambócz.

Il mourut peu après la conclusion de cet acte (1427), laissant le pouvoir à Georges Brankovics, qui par ses changements continuels, par ses trahisons multipliées, allait être le fléau de l'Europe chrétienne pendant trente ans.

Les Hongrois se mirent en mesure d'occuper les places fortes qui leur revenaient; mais l'une d'elles, Galambócz, était aux mains d'un boyard serbe qui appela les Turcs. Il fallut donc faire le siège, par terre et par eau de cette place qui était, après Belgrade, la plus forte des bords du Danube. Un habile capitaine magyar, Rozgonyi, remporta d'abord de sérieux avantages sous les jeux de Sigismond; la flottille turque fut détruite, une grosse artillerie fondue par les Hongrois, qui étaient devenus très habiles dans cette industrie naissante, allait réduire la garnison de Galambócz. Malheureusement tout changea par l'arrivée du sultan Mourad II, qui devait être le plus redoutable et le plus heureux adversaire des Magyars avant Soliman le Magnifique.

Les forces devenaient tellement inégales, qu'il fallut conclure une trêve désavantageuse (1428). La retraite fut troublée par un corps d'armée

turc qui semble avoir obéi, non pas à l'ordre de Mourad, mais à l'instinct du pillage ou à quelque malentendu : Sigismond faillit périr comme à Nicopolis, et, cette fois encore, le dévouement d'un serviteur et un bateau du fleuve l'arrachèrent au danger.

Ces évènements, secondaires par eux-mêmes, eurent le déplorable résultat de fortifier la domination turque sur les petits états de la frontière : déjà Twartko, neveu tout-à-fait indigue de Louis le Grand, avait fait de la Bosnie un état vassal de la Porte. Maintenant Georges Brankovics, regardé comme un baron hongrois en vertu de l'acte de soumission de son prédécesseur, rompait tout lien de fidélité, même d'alliance, payait à Mourad un tribut annuel et lui fournissait des troupes auxiliaires. Bientôt il allait lui offrir sa fille en mariage, et avec son approbation, élever contre la Hongrie la forteresse de Semendria (1432). Enfin le prince de Valachie Vlad Drakul, un monstre de cruauté, protégé et tributaire de Mourad,



Champ de bataille de Galambócz.
(Dessin d'Árpád Székely.)

envahissait la Transylvanie, et détruisait la garnison allemande du château de Szörény.

Sans doute Mourad témoignait le désir de maintenir la paix ; il envoya même à Sigismond des ambassadeurs qui allèrent (1433) jusqu'à Bâle où l'avait appelé le Concile, lui offrir douze coupes d'or et des pierres précieuses, et lui apporter l'expression des intentions amicales de leur maître. Il n'en est pas moins vrai qu'une longue et terrible lutte s'annonçait de ce côté : elle recommencera quand il sera trop tard pour briser la puissance ottomane ; l'occasion manquée ne se retrouvera pas.

Sigismond, dans ses dernières années, avait de tout autres préoccupations, et s'il luttait contre les Turcs le plus souvent d'une manière indirecte, c'était en excitant par ses émissaires quelques rebelles, bientôt vaincus, de l'Asie mineure.

La Bohême, le schisme, et la couronne impériale qu'il n'avait pu recevoir encore, étaient toujours ses grandes affaires. Les Hussites, vain-

queurs des croisés leurs ennemis sous la conduite de Procope digne successeur de Zizka, envahissaient les pays voisins depuis plusieurs années. Ceux qui envahirent la Hongrie furent reçus énergiquement par Rozgonyi, mais leurs incursions devinrent périodiques et leurs doctrines se répandirent, non-seulement chez les Slovaques mais un peu dans tout le pays. De plus, les Polonais étaient évidemment disposés à s'allier avec leurs proches parents les Tchèques; ils reprochaient à Sigismond d'avoir voulu faire de la Lithuanie un royaume indépendant et leur enlever une partie de la Moldavie qu'ils occupaient; ils paraissaient prêts à donner la main aux Magyars mécontents de l'état de leur patrie et des voyages perpétuels de leur roi.

Sigismond comprit alors qu'il fallait à tout prix pacifier la Bohême et donner satisfaction, par les travaux législatifs d'une diète, aux justes exigences des Hongrois. Dans cette double tâche, le vieil empereur-roi ne manqua ni d'activité ni de tact, ni de talents politiques.

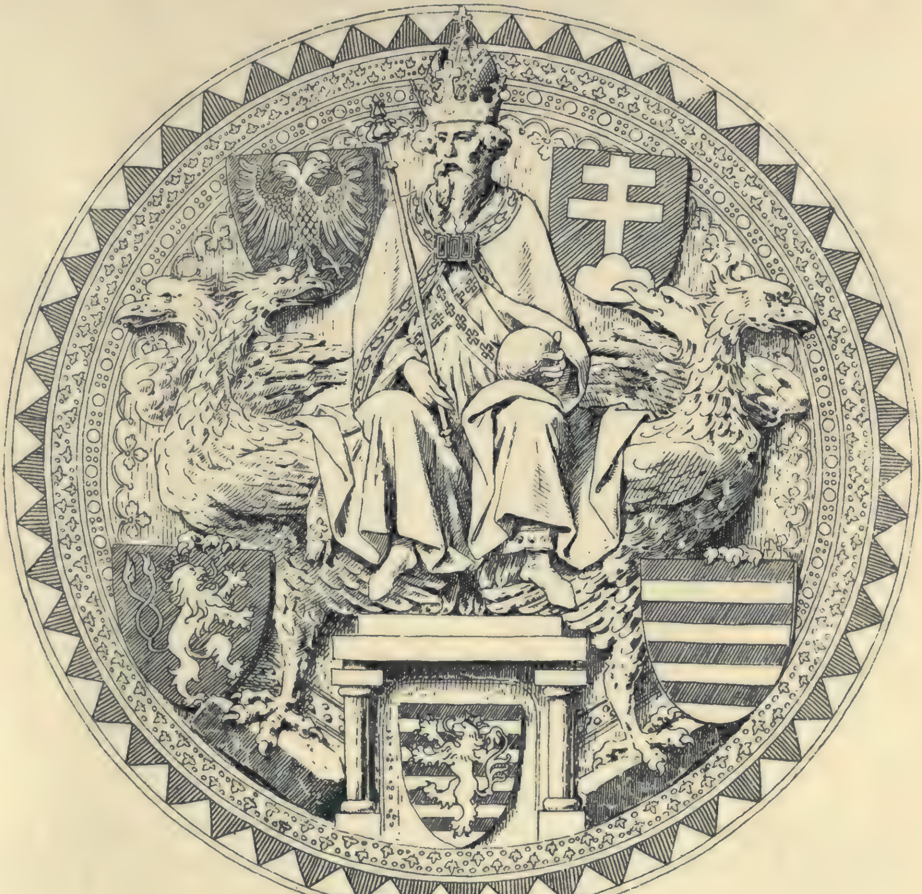
La diète de Presbourg en 1435 est une des plus importantes du quinzième siècle. Elle s'est occupée de perfectionner le système militaire en face des Turcs, l'inévitable ennemi; dans le plan qui fut adopté et qui diffère un peu de celui de la dynastie angevine, on a remarqué l'influence de l'Allemagne, et la pensée personnelle de Sigismond qui songeait à des réformes en voyageant à travers l'Italie pour son tardif couronnement. Outre l'armée royale et les banderia des prélats et des grands seigneurs, l'armée hongroise comptait désormais les banderia des comitats, dans lesquels devaient servir ceux qui n'étaient pas appelés à servir ailleurs. Le pays tout entier, en comprenant les régions frontières, les banats et les voïvodies, était divisé en sept camps, d'après un tableau savant et détaillé. Les armes à feu avaient fait des progrès rapides, les Hongrois étaient employés même en pays étranger à fondre des canons, et l'artillerie de Mathias Corvin devait être un peu plus tard la meilleure du monde avec celles de Mahomet II, de Louis XI et de Charles le Téméraire.

L'état intérieur du pays était déplorable; cette grande monarchie semblait se dissoudre entre des dynastes insoumis, vrais rois dans le voisinage de leurs domaines depuis que le roi légal était presque toujours absent, et un clergé avide de biens temporels et de dignités mondaines. Les impôts s'étaient accrus d'une façon souvent arbitraire; les paysans étaient toujours plus malheureux et irrités, surtout dans la Transylvanie où des haines inconscientes de race envenimaient les inégalités sociales et commençaient à produire des jacqueries périodiques. Contre des maux si grands, dus à tant de causes, les efforts des diètes restaient le plus souvent impuissants.

Elles n'avaient point mauvaise volonté, malgré l'orgueil nobiliaire de leurs membres; elles avaient voté plusieurs lois, évidemment inutiles puisqu'il fallait toujours répéter la même chose, en faveur du libre déplace-

ment des paysans ; mais elles atteignaient difficilement les coupables. Il n'en faut pas moins leur tenir compte, surtout à celle de 1435, de tentatives sérieuses pour contenir les grands seigneurs par la crainte de la justice des comitats.

Cependant la querelle des Hussites tendait à changer de face. L'Empereur voyait bien que la vraie manière de les vaincre était de traiter



L'empereur Sigismond en habit d'apparat.
(D'après le grand sceau de l'Empire germanique.)

avec eux et de les livrer à leurs propres dissensions. Il obtint pour eux du concile de Bâle la permission de communier sous les deux espèces. Dès lors, les calixtins se séparèrent des taborites, les vainquirent et se montrèrent disposés à traiter, mais seulement en stipulant les libertés religieuses et politiques du royaume (1436). Ce sont là les fameux *compactata* que l'on a pu accuser Sigismond de n'avoir accordés que dans l'espérance de les violer, car au moment même où il s'arrangeait avec les

Hussites de Bohême il persécutait les Hussites hongrois, imposant aux évêques un inquisiteur italien fanatique.

Du reste, on n'a pu connaître les vrais plans de Sigismond, car il tomba malade à Prague, au milieu des intrigues de l'impératrice Barbara et de nombreux Tchèques pour écarter du trône Albert et Élisabeth. Il partit aussi rapidement que son état le permettait, et pendant le dernier de ses innombrables voyages, au moment d'expirer, il fit arrêter Barbara. Les seigneurs et le peuple de Hongrie reçurent bientôt un cadavre impérial et une captive impériale.

Ce long règne agité se dérobe à une conclusion comme à une formule; tout ce que l'on peut faire, c'est de mettre d'un côté quelques sérieux travaux législatifs, le désir respectable de pacifier la chrétienté, le cadre préparé d'un grand État danubien, abritant et pacifiant la diversité des races; de l'autre, *l'absentéisme* royal, les vastes et lointaines ambitions, la Dalmatie perdue comme la frontière du nord, le Turc mal combattu, le désordre financier, des guerres aussi inutiles que funestes. Il est probable que dans la balance le mal l'emportera de beaucoup.

CHAPITRE DEUXIÈME.

JEAN HUNYADE (1437—1456).

La figure de Jean Corvin de Hunyade apparaît à cette époque dramatique de l'histoire hongroise, où la croisade alterne avec la guerre civile où les ambitions étrangères menacent l'indépendance de la nation. Ses deux fils, destinés à mourir l'un sur l'échafaud, l'autre sur un trône redouté et dans Vienne conquise, forment avec lui un des groupes les plus surprenants de l'histoire tout entière.

Rien de plus incertain que son origine. Sa mère Élisabeth Morsinai était assurément magyare; mais son père, appelé Vok ou Vaik, ou Buthi, ou Hollós suivant les différents diplômes et les différentes traditions, a été réclamé avec une sorte de passion par les deux races, magyare et roumaine. Les premiers de ces noms se trouvent assurément chez les Valaques, mais on a pu dire qu'ils ne prouvaient rien, puisque le nom de Vaik était porté par le magyar Saint Étienne avant sa conversion. Le nom de

Hollós, désignant d'ailleurs soit un domaine soit une famille, aurait l'avantage d'être la traduction magyare de Corvinus, et d'expliquer ainsi le bec de corbeau qui se trouvait dans les armoiries du héros, et qui est devenu inséparable du nom de son fils le roi Mathias.

Il nous paraît donc raisonnable de soutenir que cette famille appartenait à la noblesse magyare de Transylvanie, et que le glorieux Jean naquit au château de Hunyade, domaine de son père.

Sa jeunesse comme sa naissance est encombrée de récits plus ou moins douteux ou légendaires que diverses nations se sont plu à inventer. Suivant les Grecs il aurait montré dans une chasse au loup un tel courage que le »roi des Triballes« lui aurait prédit un illustre avenir. On a dit d'autre part qu'il avait combattu en Italie sous les ordres de Philippe, duc de Milan; qu'il avait un frère appelé Jean comme lui et revêtu des mêmes fonctions que lui, double coïncidence au moins invraisemblable. Ce qui est plus probable, c'est que Jean Hunyade, après avoir appris le métier des armes sous un très grand seigneur, Nicolas Ujlaky, se distingua dans les guerres continuelles de la frontière turque, autour de Belgrade et de Semendria.

Pendant le court règne d'Albert il devint ban de Szörény et rendit de nouveaux services; mais c'est après ce règne que son rôle historique devait commencer.

L'empereur Albert n'a fait que traverser l'histoire hongroise (sept. 1437 — oct. 1439), et il y a laissé un assez bon souvenir. En sa personne la maison d'Autriche atteignait une première fois la sainte couronne, mais c'était avec respect, pour ainsi dire, en changeant elle-même de nationalité. La Diète déclara Élisabeth, fille de Sigismond, reine par droit de naissance, et lui associa son époux, qui promit lors de son couronnement (le 1. janvier 1438) de ne pas accepter l'Empire, s'il lui était conféré par les électeurs germaniques, sans le consentement de l'assemblée hongroise, et dans tous les cas de résider à Bude, sa capitale. En retour de cette promesse, la nation prit l'engagement d'appeler au trône, après la mort d'Albert, les enfants qu'il aurait eus d'Élisabeth. Dès lors non seulement aucun obstacle ne fut mis à l'élection du roi comme empereur, mais on se montra prêt à le soutenir en Bohême, où le parti hostile faisait alliance contre lui avec les Polonais. Cette bonne entente fut encore fortifiée l'année suivante par une série de lois constitutionnelles.

Le roi devait non seulement résider en Hongrie, mais appeler la diète à délibérer sur le mariage de ses filles. Il ne pouvait affermer aucun des revenus de la couronne à d'autres qu'à des sujets hongrois. Il ne pouvait changer la monnaie, il ne pouvait ni donner ni vendre les biens de la couronne sans le consentement de l'assemblée; la Diète devait s'entendre avec lui pour la défense des frontières, et prendre part avec lui à la nomination du palatin.

C'était un vrai pacte entre le roi étranger et ses sujets qui l'attiraient à eux, pacte dont les clauses étaient surtout inspirées par les fâcheux souvenirs du règne de Sigismond, pacte capable de préparer à la Hongrie un régime d'indépendance et de sage liberté. Malheureusement ces heureux germes n'eurent pas le temps de porter leurs fruits. Chacun brûlait de marcher contre les Turcs, d'autant plus que des rixes commençaient à éclater dans la capitale entre les Allemands et les Magyars, et qu'il fallait puiser des sentiments d'union dans la lutte commune contre l'infidèle. Mourad était devenu le maître de Semendria : l'armée chrétienne arrivait jusqu'aux bords du Danube pour en reconquérir les deux rives, lorsqu'une panique étrange la dispersa. Ce n'était pas un revers irréparable, mais l'empereur-roi, ayant commis quelques imprudences, tomba malade de la dyssenterie.

Il voulut, pour rétablir sa santé, se mettre en marche vers l'Autriche, vers les montagnes paternelles ; il ne put supporter le voyage et succomba près de Gran, à Neszmély.

Tout était remis en question : le frère d'Albert, Frédéric d'Autriche allait commencer son long et médiocre règne impérial (1439—1493) ; la Hongrie était de nouveau séparée de l'Empire, et l'on ne savait si la reine Élisabeth, alors enceinte, mettrait au monde une troisième fille ou un premier fils. Cependant il fallait se hâter, en face de l'invasion musulmane, de pourvoir le trône et de choisir non pas un roi d'apparat ni un enfant gouverné par une femme, mais un homme jeune, ardent à combattre, prêt à mourir, un croisé, un martyr, un cavalier. Tel fut au moins le sentiment de tous ceux qui préféraient, dans l'imminent péril, la besogne des champs de bataille à celle des chancelleries, et le salut de la patrie aux intérêts d'une maison ; tel fut le sentiment de Jean Hunyade, de Ujlaki, de Bánfi et de bien d'autres : voilà ce que n'a jamais compris un fin politique italien, serviteur de la maison d'Autriche, Aeneas Sylvius Piccolomini. Nul ne comprenait mieux que Hunyade, gouverneur d'une province frontière, obligé à des efforts et à des sacrifices continuels, les inconvénients d'une minorité royale, surveillée avec égoïsme par un prince aussi astucieux que Frédéric III. Élisabeth parut elle-même le comprendre, le jour où elle laissa la diète libre de choisir un souverain plus capable qu'elle-même d'accepter un pareil fardeau.

Le prince auquel on songea aussitôt fut le jeune roi de Pologne Wladislas ; non seulement l'union avec la Pologne permettrait de reconquérir pacifiquement l'ancienne frontière, l'ancienne frontière, mais l'union de deux peuples aussi guerriers semblait promettre la victoire aux armées chrétiennes.

On crut un instant pouvoir tout arranger par un mariage d'Élisabeth avec Wladislas, en stipulant que le fils posthume d'Albert, si c'était un fils, n'aurait que l'Autriche et la Bohême ; mais jamais le prince polo-

nais ne songea sérieusement à cette union disproportionnée, et la naissance de Ladislas *le Posthume* (fév. 1440) acheva de ruiner ce projet. La reine veuve en effet, oubliant son renoncement patriotique, n'eut plus qu'une pensée, conserver le trône du nouveau-né. La majorité de la diète, au contraire, déclara Wladislas roi de Hongrie, et Jean Hunyade le pressa d'accourir. Il arriva cependant trop tard : le parti d'Élisabeth, dirigé par les Gara, par les Cilly et appuyé par l'empereur, couronna Ladislas d'Autriche, et emporta même la sainte couronne hors des frontières. Mais il dut bientôt se cantonner dans les comitats de l'Occident, et laisser se réunir une diète qui proclama solennellement Wladislas.



Sceau de Wladislas I.

Lorsque vint le moment du sacre, on s'aperçut que la sainte couronne manquait ; il fallut chercher un vieux diadème parmi les ossements royaux, présage de mort que ne manqua pas de rappeler la superstition populaire après le désastre de Várna.

La guerre civile était à peu près inévitable, mais Hunyade fit tout, pour l'empêcher d'abord, puis pour l'abréger. Envoyé contre Gara, le chef du parti autrichien, il essaya de le ramener au dévouement envers la patrie par quelques paroles probablement fort simples, dont l'élégant Callimaque a fait un beau discours savamment ordonné. Ne pouvant le con

vaincre, il le battit, puis courut au péril sérieux, à la guerre turque. La lutte intérieure, fort heureusement, ne fit plus que languir dans les intrigues. Élisabeth essayait de raviver les anciennes antipathies des Magyars contre les Polonais, elle comptait également sur son beau-frère l'Empereur Frédéric, lequel profita de toutes ces dissensions pour conserver le précieux gage de la Sainte Couronne, et pour s'attribuer l'Autriche avec la tutelle et la garde du petit Ladislas.

Le légat Julien Cesarini, qui allait jouer un grand et funeste rôle dans l'histoire de la chrétienté, imagina une sorte de partage que firent repousser les conseils de Hunyade, et que d'ailleurs rendit impossible la mort subite de la reine veuve. Les prétentions des tuteurs de l'enfant furent dès lors ajournées, et Wladislas ne fut réellement plus contesté jusqu'à sa mort.

Cependant la vraie croisade avait commencé ; les deux campagnes de 1441 et de 1442 l'inaugurèrent, celle de 1443 en fut le plus beau moment, celle de 1444 l'avortement sinistre. Ces événements essentiels demandent un récit détaillé. Mourad avait d'abord espéré l'alliance de la Pologne, qu'il fit demander par des ambassadeurs ; l'acceptation du trône de Hongrie par Wladislas ne tarda pas à ruiner ce projet. Mais alors le sultan compte sur les discordes civiles pour lui livrer la clef du Danube, et il ordonne le siège de Belgrade.

Cette place redoutable forme un triangle protégé de deux côtés par le Danube et la Save, défendu par une citadelle bâtie sur une colline qui domine tout le pays. Du seul côté accessible les Turcs l'assaillirent avec une science consommée, l'entourèrent d'une muraille, l'accablèrent de pierres énormes ; mais les mines et le feu des assiégés, secondés par les diversions de Hunyade dans les contrées environnantes, leur firent lever le siège après six mois d'efforts.

Ils résolurent alors de prendre leur revanche en Transylvanie. Le grand écuyer Mesid-Beg y pénétra par les défilés des Karpathes avec une armée de pillards.

Le ban de Szörény, investi depuis ses succès récents des titres de voïvode et de comte de Temes, le rencontra près de Hermanstadt, à Szent-Imre ; d'abord il fut vaincu, et l'esclave musulman signala son triomphe en faisant couper en morceaux l'évêque Lepes, un de ses prisonniers. Bientôt une grande bataille s'annonça. — Jean Hunyade apprit que Mesid avait donné à ses plus intrépides spahis une description exacte de son costume, avec l'ordre de l'atteindre à tout prix sur une partie quelconque du champ de bataille : c'était presque une sentence de mort. Un héros, Jean Kemény, offrit de périr à sa place, il prit ses vêtements, ses armes, son cheval, et se posta bien en vue des Turcs. Dès lors tout l'effort de l'ennemi porta de ce côté, pendant que le véritable Hunyade, libre de ses mouvements, harcelait les flancs de l'armée musulmane, puis l'écrasait

avec son artillerie. Ce fut une victoire complète, attestée par vingt mille cadavres musulmans qui couvraient la plaine.

D'après les historiens turcs, Hunyade, pendant un festin célébré le soir de la bataille, aurait donné l'ordre de massacrer les prisonniers. Un tel acte de cruauté, sans être prouvé, n'est pas impossible : il y a bien quelque férocité dans ce fait certain, que le vainqueur, satisfait de l'assistance que lui avait prêtée le despote Georges Brankovics, lui envoya une sorte de trophée surmonté de la tête de Mesid-Beg et de son fils.

Mourad, furieux de toutes ces défaites inattendues, envoya Schehabeddin avec une excellente armée de quatre-vingt mille hommes. Le péril était plus grand que jamais ; Hunyade eut de la peine à réunir des troupes quatre ou cinq fois moins nombreuses en levant tous les banderia qui étaient à sa portée, et en faisant circuler de village en village l'épée sanglante. Lorsque la lutte s'engagea près des Portes de fer, les chrétiens ne songeaient guère qu'à vendre chèrement leur vie, comme le laisse voir un discours de leur général ; mais ils avaient acquis de l'expérience, et cette bataille fut un Nicopolis renversé. Les solides janissaires furent opposés par Schehabeddin à la cavalerie hongroise, et l'infanterie toute fraîche tenue en réserve par le terrible Yanko (Jean) parut au bon moment pour changer leur fausse victoire en déroute. Le carnage des musulmans fut effroyable, deux cents de leurs drapeaux tombèrent aux mains des chrétiens. Cette fois Mourad demanda la paix ; ses ambassadeurs allèrent trouver Wladislas à Bude, lui offrant de traiter moyennant la cession de Belgrade, étrange prétention après de tels revers ; c'est à peine s'ils obtinrent une brève réponse.

Toutes les tentatives des Turcs avaient été déjouées par la défensive hongroise ; il fallait attaquer maintenant.

Les préparatifs d'une grande marche sur Constantinople ne furent terminés qu'en juillet 1443. Une belle armée de trente ou quarante mille Hongrois, Polonais, Allemands, Valaques, Slaves du Sud, franchit le Danube près de Semendria. La cavalerie magyare de Hunyade, précédant le gros de l'armée dirigé par Wladislas et le cardinal Julien, s'engagea dans la route assez directe et comme tracée par la nature, qui remonte la vallée de la Morawa puis celle de l'Isker pour retomber sur Philippopolis au-delà des défilés du Balkan. Les Turcs défendirent cette route avec un acharnement inutile. Près de Nissa, leurs colonnes, sous les ordres d'Isa-Beg, revinrent trois fois à la change et furent vaincues. Sophia, non sans de nouveaux combats, tomba aux mains des Magyars.

On arriva ensuite à l'une des parties les plus escarpées de l'Hémus auprès du double défilé appelé la porte de Trajan. Les musulmans avaient encore ajouté aux difficultés naturelles de ce passage par d'immenses travaux, des tranchées, des murailles improvisées en quartiers de roc. Au moment où arrivaient les Magyars, le froid était venu, très vif surtout

pendant la nuit, dans ces hautes régions : avec l'eau qui ne manque pas dans le *soula derbend* les Turcs inondèrent les pentes que la gelée de la nuit suivante recouvrit d'un verglas mortel pour les chevaux. Hunyade franchit le défilé de l'Isladi, moins inabordable, malgré les rochers et les troncs d'arbres que des hauteurs dominantes l'ennemi faisait pleuvoir sur ses soldats.

Pour la première et la dernière fois les vallées de la Maritza voyaient une armée magyare. Une nouvelle victoire fut remportée dans les champs de Jalovatz ; mais il n'était possible dans une pareille saison et dans un pareil pays ni de continuer la campagne ni d'établir des quartiers d'hiver. Wladislas ordonna la retraite ; elle fut, comme l'invasion, admirablement conduite. Des prisonniers de guerre avaient été massacrés dans cette lutte sans merci ; beaucoup d'autres, parmi lesquels deux begs ottomans, figurèrent avec une multitude d'armes et d'étendards, lors de l'entrée triomphale dans la capitale enthousiasmée.

Telle fut cette campagne non moins utile que glorieuse si les vainqueurs avaient su se borner ! »Notre nation, dit Joseph Teleki, ne saurait l'oublier, à moins de cesser d'être.« L'impression fut si profonde en Orient, malgré tous les évènements contraires qui sont arrivés depuis que les femmes turques se servirent longtemps du terrible Yanko pour effrayer les petits enfants rebelles. Mourad jugea la paix indispensable : il envoya donc en Hongrie son chancelier, un renégat levantin qui prenant Jean Hunyade pour le sultan des Magyars voulut traiter directement avec lui. Le vainqueur, souriant de cette méprise, le renvoya à la diète qui seule, dans un pays libre, pouvait décider de la guerre ou de la paix. L'assemblée, qui se tenait alors à Szegedin, était disposée plus encore que Wladislas, à continuer vigoureusement la lutte.

Les étrangers surtout, et à leur tête le cardinal Julien, ne rêvaient que de Constantinople. Plus expérimentés, Jean Hunyade et Georges Brankovics se seraient contentés d'occuper et de fortifier une partie des récentes conquêtes ; ils connaissaient les immenses ressources des Ottomans, et ils redoutaient avec raison l'inconstance de la fortune.

Ce dernier point de vue finit par être accepté de la majorité et du roi. Les conditions stipulées étaient très favorables : moyennant une trêve de dix ans, la Valachie était soumise de nouveau à la suzeraineté hongroise, la Serbie et l'Herzégovine restituées à Georges Brankovics, qui paraissait revenu aux sentiments les plus fidèles, une forte rançon était payée pour les principaux chefs turcs. Le traité fut juré solennellement. L'envoyé de Mourad, un renégat qui connaissait bien son ancienne croyance, demandait que le serment fût prêté sur l'hostie par les chrétiens, pendant que les musulmans le jureraient sur le Coran. Un prélat ayant crié au sacrilége, on se contenta de jurer sur l'Évangile.

Cet engagement, beaucoup n'étaient pas résolus à le tenir. L'occasion



Les défilés des Balkans.

(Dessin d'Arpád Székely.)

leur paraissait trop belle, et de celles qui ne se retrouvent pas. Les nouvelles que l'on avait reçues avant de jurer la trêve, ou que l'on reçut peu après l'avoir jurée, montraient les Turcs aux prises avec leurs sujets d'Asie Mineure, le sultan fatigué et toujours sur le point d'abdiquer, l'Occident prêt à se lever pour une croisade suprême, Skanderbeg promettant d'opérer une diversion puissante avec trente mille Albanais. La diète recommença à discuter.

Le légat Julien Cesarini, dans un déplorable discours rempli de sophismes et de fausses distinctions morales, expliqua que les chrétiens n'étaient pas obligés de tenir parole à des infidèles, et qu'il avait le droit, au nom du souverain-pontife, de les délier de leur serment. Cette harangue, favorable à tant de passions et d'intérêts, corrompit l'âme des assistants, celle du roi, celle même de Hunyade qui avait fait d'abord entendre quelques protestations en faveur de la foi jurée. Peut-être le héros fut-il décidé par la promesse d'un trône en Bulgarie; peut-être aussi le sentiment du péril permanent de l'invasion turque fut-il assez fort à lui seul pour l'entraîner.

Une armée peu nombreuse, mais excellente, traversa les villes que les Turcs avaient loyalement livrées, et suivit la vallée du Danube jusqu'à Nicopolis. Là les conseils et les présages ne manquèrent pas à l'expédition parjure.

Le prince de Valachie Drakul vint dire au roi: »Le sultan, quand il chasse, a une suite plus nombreuse que ton armée.« Une sorcière bulgare prédisait la destruction des chrétiens. Un tremblement de terre suivit le conseil des chefs croisés. Rien n'y fit: la marche sur la mer Noire à travers les campagnes de la Bulgarie n'en fut pas moins résolue. Elle ne s'accomplit pas sans difficultés: plusieurs villes, entre autres Baldchik, résistèrent avec acharnement, leurs défenseurs musulmans se faisant tuer jusqu'au dernier, et chaque conseil de guerre révélait entre Jean Hunyade et le légat une mésintelligence croissante. Tout-à-coup, au moment où l'armée chrétienne touchait à la mer Noire, elle apprend que Mourad vient d'arriver d'Asie Mineure, avec une admirable et nombreuse armée transportée par des vaisseaux génois. Devant un semblable péril, le jeune roi ne savait quelle résolution prendre.

On lui donnait les conseils les plus différents. Cesarini, bien inspiré cette fois, voulait que l'on attendît des renforts ou des alliés, et que l'on se retranchât derrière un rempart de chariots: n'y avait-il pas à peu distance une flotte chrétienne dont les matelots pourraient s'ajouter aux soldats polonais et magyars? Hunyade et Brankovics furent d'un avis contraire; ils ne croyaient pas à un prompt secours, et maintenant, au point où l'on était arrivé, ils ne voulaient plus entendre parler de rien qui ressemblât à une retraite. Leur opinion fut la plus forte, on résolut d'attaquer sans retard.



Georges Scanderbeg.

(Vignette tirée du livre: Vita Scanderbegi, imprimé à Rome en 1493.)

Le matin de la bataille (10 nov. 1444), la plaine et les collines qui s'étendent depuis la chaîne expirante des Balkans jusqu'à la ville de Varna et jusqu'à la mer, étaient couvertes par les deux armées ennemis. Les Turcs avaient su, comme toujours, s'assurer l'avantage du terrain : ils dominaient, de leurs hautes positions, les troupes chrétiennes. Mourad avait fait planter devant lui, au premier rang, une lance surmontée du traité déchiré et de l'Évangile : cruel, comme la plupart des souverains de sa race, il ne manquait pas de cette probité que tous les voyageurs en Orient ont remarquée chez les Turcs ; il était sincèrement indigné d'un manque de parole dont il se sentait incapable, et il attirait sur ses adversaires la malédiction de leur propre Dieu blasphémé. Comme pour répondre à cet appel, un coup de vent arracha de sa hampe la bannière royale de Hongrie.

Toutefois les premières heures du combat semblèrent assurer la victoire des croisés. Les charges fougueuses de la cavalerie de Hunyade bouleversèrent la plus grande partie de l'armée ottomane au point de désespérer le sultan ; ces attaques ne réussirent que trop bien, car elles entraînèrent hors du champ de bataille deux bouillants prélats cavaliers, l'évêque d'Erlau et celui de Várad ; Hunyade lui-même se laissa emporter par son ardeur. Mais surtout son exemple devait être fatal au roi Wladislas qui, ne voulant pas rester en arrière, excité par son entourage peut être jaloux de Hunyade, se jeta dans la mêlée avec une fureur étourdie. D'abord il surprit les Ottomans par l'excès même de son audace ; puis il fut entouré, lutta héroïquement, et tomba ; sa tête blonde, coupée par un janissaire et plantée au bout d'une lance à côté du traité violé, vint jeter l'épouvante dans l'armée chrétienne dispersée. Hunyade, qui était revenu de sa poursuite dans l'espoir de calmer l'enthousiasme royal et de ramener les siens dans le camp pour s'y défendre, fit encore des efforts surhumains pour arrêter la déroute.

N'y parvenant pas, il voulut conserver au moins à la patrie quelques-uns de ses meilleurs défenseurs : avec tous les débris qu'il put réunir il disparut, survivant non seulement au roi, mais au légat tué dans sa fuite, mais à presque tous les chefs croisés.

Tel fut le désastre de Varna, cause évidente et décisive de la chute de Constantinople. L'effet produit dans la chrétienté fut immense, et l'écho devait s'en faire entendre longtemps dans les histoires, le plus souvent avec partialité. Jean Hunyade n'était pas sans reproche, mais il ne méritait pas les insinuations méchantes d'Aeneas Sylvius, exploitées plus tard par Dlugosz pour se répandre longtemps dans tous les canaux de la renommée. Un serviteur de la maison d'Autriche et un prélat polonais, voulant dégager son roi de toute responsabilité, ne devaient pas être écoutés sans défiance lorsqu'ils accusaient la fuite du héros magyar, dont toute la vie proteste contre un soupçon d'égoïsme ou de lâcheté. Il est d'ailleurs



Varna.

(Dessin d'Arpad Székely.)

important pour la suite de cette histoire de comprendre les intentions politiques d'Aeneas, c'est-à-dire de l'empereur Frédéric III, pendant ces années tragiques.

A ses yeux les projets de croisade de Wladislas n'avaient été qu'un moyen de couvrir son usurpation, de se concilier l'opinion de la chrétienté et les bonnes grâces du cardinal de Saint-Ange. Un peu plus tard il détrompait avec une sorte d'aigreur son correspondant Campisius qui croyait à la prise d'Andrinople : loin de là, disait-il, »les Turcs reviennent avec une grande armée, et les Hongrois si superbes s'abaissent aujourd'hui à conclure une trêve avec l'Empereur.« Après Varna, le futur pape Pie II laissait percer un sentiment qui ressemblait à de la joie. Le bruit s'étant répandu d'une grande victoire, »nous redoutions extrêmement, dit-il, de voir le roi des Hongrois, rendu insolent par son triomphe, envahir l'Autriche et la Styrie.«

Cet égoïsme impérial devait nuire à la Hongrie, boulevard de la chrétienté, moins directement, mais presque aussi puissamment que l'invasion turque. Le trône était vacant, Frédéric et Piccolomini le voulaient pour leur pupille Ladislas, un enfant de cinq ans, et tout autre intérêt disparaissait à leurs yeux devant cette proie magnifique. Il ne suffisait pas à l'empereur que son neveu fût roi : il voulait, après l'avoir fait reconnaître, le garder sous sa main, loin de la Hongrie, et gouverner en son nom. A l'égoïsme du dehors ne répondait que trop l'égoïsme du dedans : si la haute Hongrie était soumise à Giskra, un chef hussite, au comte Ulrich de Cilly, un autre oncle de Ladislas le Posthume, et partagée en quelque sorte entre ces deux alliés de Frédéric, la basse Hongrie et les patriotes étaient loin d'être d'accord.

Une diète s'était réunie, mais soumise à l'influence du dynaste Héderváry elle était impuissante en l'absence de Hunyade. Le héros malheureux était tombé pendant sa fuite aux mains de son ennemi le prince Drakul de Valachie, qui l'avait fait prisonnier. Heureusement cette captivité ne dura pas, soit qu'il ait été délivré sur les instances et les menaces de l'Assemblée magyare, soit qu'il ait payé une rançon. Il reparut donc dans sa patrie et convoqua à Bude une nouvelle diète.

Cette assemblée, loin de lui reprocher ses récents malheurs, le proclama capitaine général des contrées au-delà de la Theiss ; et comme il la suppliait de délivrer le pays de rivalités interminables, elle proclama Ladislas roi. Elle décida aussi que l'enfant royal serait réclamé à son oncle avec la sainte couronne et que l'on établirait un gouvernement pour la durée de sa minorité. La Hongrie offrit dès ce moment, et pendant huit années, l'aspect d'une véritable république régie par l'aristocratie laïque et éclésiastique et par la représentation nationale, et gouvernée par certains délégués, dont le principal était le vaincu de Varna. L'année suivante (1446), Frédéric ayant refusé aux Magyars, en sa qualité de tuteur choisi par la reine-mère Éli-

sabeth, de leur rendre leur roi et leur couronne, la diète, réunie dans la plaine de Rákos, sans rien changer à ses résolutions précédentes, agrandit et définit mieux les attributions de Hunyade en le proclamant *Gouverneur* en l'absence du roi, investi de tous les droits et de tous les pouvoirs souverains, sous le contrôle de l'Assemblée, qui seule avait le droit de conférer les grandes charges, de déclarer la guerre ou de guerre conclure la paix.

Jamais pouvoir plus grand n'a été conféré à un plus digne ni à un plus actif. Le gouverneur étendit sa main partout où il y avait péril. Varna ne l'avait point découragé de la croisade; il se rendait compte des défauts de l'organisation militaire auxquels on devait remédier; il comprenait même, comme le montre sa lettre au pape Eugène IV, qu'il y avait eu dans le désastre jugement et punition de Dieu. Ce n'était pas, disait-il, une raison pour renoncer à ces guerres où s'était élevée son enfance, à cette tâche poursuivie de ses voeux ardents, l'expulsion des éternels ennemis de la patrie et du Christ. Il n'attendit même pas que ses pouvoirs de gouverneur eussent été définis pour assurer la frontière méridionale, menacée surtout par la mauvaise volonté de Drakul et de Brankovics. Il marcha contre Drakul, dont il avait d'ailleurs personnellement à se plaindre: avec cette férocité dont sa grande âme n'a pas su toujours éviter la flétrissure, il le mit à mort ainsi que son fils, le remplaça par un nommé Dan qui ne valut guère mieux, et tailla en pièces un corps de pillards ottomans.

Les relations chaque jour plus mauvaises de la diète avec l'empereur attirèrent d'un autre côté l'attention de Jean Hunyade. Il dut déclarer la guerre au comte Ulrich Cilly, le fit prisonnier et le traita avec une générosité qui le rendit son ennemi mortel. Il attaqua ensuite directement l'Autriche, et lorsque Frédéric le denonçait à la diète magyare comme un ambitieux et un traître, il lui rendit la pareille en cherchant à séparer la cause de l'empereur de celle des Viennois: »Nous ne ferons aucun mal ni à vous ni aux vôtres, écrivait-il au sénat de Vienne, et si quelque dommage vous a été infligé par nos soldats, je le jure par le Christ, nous l'avons ignoré.« Les Autrichiens avaient eu en effet à se plaindre de ses soldats.

L'irritation des Magyars était accrue par le sentiment du mal que ces misérables querelles faisaient à leur cause de la chrétienté. Le conseil d'État, qui gouvernait avec Hunyade par une sorte de délégation de la diète, n'hésitait pas à écrire au pape que les hostilités de Frédéric étaient le plus grand fléau de la Hongrie.

Eugène IV, et après lui Nicolas V, comprirent à merveille l'immense utilité qu'il y avait à rendre aux croisés magyars la libre disposition de leur épée. La cour de Rome, récemment victorieuse et des conciles et des schismes, intervint donc pour réconcilier, au moins par un armistice avec

l'Empereur, la nation que le peu bienveillant Aeneas Sylvius ne pouvait s'empêcher d'appeler »le mur sans lequel la religion chrétienne ne pouvait être en sûreté«.

Le but fut atteint, sans que les questions les plus graves, telles que la résidence du roi, eussent été résolues. Désormais on pouvait profiter d'une occasion presque comparable à celle qui s'était présentée avant l'expédition de Varna: Scanderbeg tenait héroïquement en Albanie; Mourad était de nouveau fatigué de régner et même de vivre, les Italiens de Naples et d'autres contrées semblaient disposés à agir par mer. Les sacrifices nécessaires à une expédition furent consentis avec enthousiasme; une belle armée de vingt-quatre mille hommes, dont huit mille Valaques, se réunit dans l'alföld et franchit le Danube.

Le despote Georges Brankovics avait recommencé la longue série de ses trahisons: les Hongrois et les Roumains se trouvaient donc parmi les Serbes en pays ennemi, ce qui rendait la campagne plus difficile. Néanmoins l'armée parvint jusqu'à la grande plaine, située entre la Serbie et la Bulgarie, et appelée par les Slaves Kossovo, par les Magyars Rigómező, le champ du merle. Là elle rencontra l'immense armée de Mourad (1448). Les janissaires, invariablement placés au centre, se défendirent contre l'élan prévu de la cavalerie magyare au moyen d'un fossé et de boucliers fichés en terre; les troupes d'Asie à gauche, les troupes d'Europe à droite, manoeuvraient librement autour de cette forteresse improvisée. Hunyade, pour atténuer l'infériorité du nombre, divisa sa cavalerie en trente-huit petites divisions qui, le premier jour, multiplièrent avec succès les attaques. La nuit venue, il essaya de profiter des ténèbres pour entamer les janissaires, mais il ne put y réussir.

Le lendemain, voulant en finir avec cette bataille sanglante, les troupes d'Asie tournèrent les chrétiens déjà bien diminués, et les mirent en pleine déroute. Le grand et malheureux capitaine s'enfuit de cette plaine funeste où la fleur de la noblesse magyare avait péri.

Sa retraite n'était pas sans prêter à de nouvelles calomnies. Aeneas ne lui reprochait pas seulement une présomption ridicule; il l'accusait de songer à la royauté en spoliant le noble enfant Ladislas. La vérité est que Hunyade, après comme avant son nouveau désastre, songeait au salut de sa patrie; cette fois encore il était arrêté par un allié infidèle, le vieux Georges Brankovics, qui voulut, paraît-il, le livrer au sultan Mourad, et se voyant refusé avec dégoût par le loyal barbare, finit par mettre en liberté le Gouverneur, non sans conserver comme otage son fils Ladislas. Lorsque Jean reparut à Szegedin au milieu d'une noblesse nombreuse, d'unanimes acclamations lui montrèrent que son âme, sujette à l'erreur, mais grande et dévouée, était toujours comprise de ses concitoyens. Mais les insinuations malveillantes, les intérêts mesquins ligués contre toute élévation morale, et cette petitesse de la nature humaine qui rend sévère pour

un allié vaincu, n'en faisaient pas moins leur oeuvre dans l'Europe occidentale.

Nicolas V, naguère si favorable à Hunyade, et qui lui avait envoyé un titre princier dont sa modestie ne voulut jamais se prévaloir, prêtait maintenant l'oreille à ses ennemis. De sérieuses difficultés s'élevaient entre la Hongrie et la cour de Rome (1449—1451).

Le pape conseilla à la diète hongroise de renoncer pour le moment à combattre les Turcs. Or, ni les prélats et barons, qui s'efforçaient dans l'intérêt de la chrétienté de maintenir de bonnes relations avec le nouveau roi de Pologne Casimir, ni le Gouverneur qui se déclarait plutôt excité qu'abattu par sa défaite, n'étaient disposés à laisser les Ottomans continuer leurs conquêtes, et achever la ruine de l'empire d'Orient. La réponse adressée au pape fut donc aussi ferme que respectueuse: »Nous ne pouvons accepter votre conseil; nous avons toujours désiré le repos et la paix, mais un repos vraiment capable de procurer la sécurité à notre patrie.« En même temps que se manifestait ce désaccord au sujet de la croisade que le pape voulait interrompre et les Magyars continuer, recommençaient les anciennes querelles relatives à l'investiture des dignités ecclésiastiques.

Les choses en vinrént au point que Nicolas fit arrêter et mettre en prison un ambassadeur hongrois, ce que le Gouverneur lui reprocha d'autant plus vivement que cet acte de violence était commis dans la libre année du Jubilé.

Il était d'autant plus dur pour les Hongrois de se voir gênés par le Saint-Siège, qu'ils se préparaient alors à combattre les Hussites établis sur leur propre sol. Chose étrange, l'empereur et Piccolomini avaient une telle influence sur la cour de Rome qu'ils trouvaient en elle une alliée contre Jean Hunyade, l'adversaire de l'hérétique Giskra; solidement établi dans les montagnes hongroises les plus rapprochées de la Moravie, Giskra était de fait l'allié des princes autrichiens. Le Gouverneur, avant de combattre ce redoutable chef, eut soin de se réconcilier avec deux grands seigneurs qui le jalousaient, le vieux vaïvode Ujlaky et le palatin Gara, le premier irrité de voir son ancien élève le réduire au gouvernement de la Transylvanie, le second voyant avec dépit sa haute dignité effacée par la puissance royale d'un ancien rival. Il conclut donc avec eux une sorte de triumvirat pour le salut de la patrie, et marcha contre Giskra. La forte place de Losoncz le contraignit à un siège en règle. Giskra surprit pendant la nuit l'armée assiégeante; le Gouverneur, abandonné par ses ennemis secrets que contenait son armée, fut vaincu. Exaspéré d'un semblable échec infligé non plus par un sultan, mais par un brigand des montagnes, Jean Hunyade voulait prendre sa revanche; mais la diète l'en empêcha, préférant encore à une dispersion trop grande des forces nationales l'humiliation de laisser Giskra maître reconnu d'une partie d'une partie du territoire.

La ténacité magyare était toujours engagée dans la même lutte contre la ténacité autrichienne, quant à la possession, si l'on peut ainsi parler, de la personne royale. Sur ce point encore il y avait dissentiment avec le pape, qui vantait »les intentions sincères de l'empereur envers son neveu Ladislas, qu'il chérit comme un fils«. En revanche un nombreux parti autrichien, dont l'habile et énergique Eyczinger était le chef, faisait alliance avec les Hongrois et avec les Bohêmes pour délivrer le jeune Ladislas de la tutelle gênante de son oncle. Frédéric trouva un excellent moyen de se dérober à ces menaçantes importunités: c'était de voyager en Italie, et d'aller jusqu'à Rome en se faisant accompagner de son pupille (1452).

Mais les envoyés de la diète le poursuivirent en Italie, et sans se laisser décourager par une mauvaise réception pontificale, essayèrent à Florence d'enlever leur jeune roi; ils s'entendirent avec lui par le moyen d'un pédagogue qui fut découvert, et le projet ne put s'exécuter. Ce n'était qu'un répit pour l'empereur, qui se vit obligé, une fois revenu en Allemagne, de se désister de sa tutelle, et de rendre le roi Ladislas à son triple royaume de Bohême, d'Autriche et de Hongrie. Relégué dans son impuissante dignité impériale, il dut attendre une meilleure occasion pour asseoir définitivement sa dynastie sur tous ces trônes: ce fut l'oeuvre presque séculaire de Frédéric III, de Maximilien son fils et de son arrière-petit fils Charles-Quint.

Les pouvoirs du Gouverneur étaient légalement expirés, puisque le roi venait de recouvrer son indépendance à défaut de la couronne, encore absente pour longtemps.

On put même espérer qu'il résiderait habituellement en Hongrie, car il déclara aux envoyés de cette nation: »Je suis Hongrois, c'est avec vous que je dois vivre.« Hunyade vint déposer le pouvoir entre ses mains dans une réunion solennelle, et reçut en récompense de ses services un diplôme exprimant la reconnaissance royale et lui conférant le titre de comte perpétuel de Bistritz. Ladislas vint ensuite à Presbourg (janv. 1453) assister aux délibérations de la diète; mais son séjour ne se prolongea pas autant qu'on l'avait espéré; il retourna à Vienne. Son entourage devint bientôt détestable: son oncle Ulrich de Cilly, l'intrigant le moins scrupuleux du quinzième siècle, exerça sur l'adolescent une influence aussi pernicieuse qu'avait été mesquine et égoïste celle de l'empereur sur l'enfant. Pour les Magyars et Hunyade surtout, cette influence était fâcheuse, car il était leur ennemi mortel.

Ils s'appliquèrent donc avec leurs alliés d'Autriche à l'écarter, et pour le moment ils y parvinrent: le comte fut renvoyé sans avoir pu se faire entendre du malheureux jeune prince dont chaque jour il ruinait la santé, l'intelligence et le coeur.

Aussi bien les temps étaient venus qui commandaient l'énergie et le

renoncement aux mauvaises passions de toutes sortes. La nouvelle de la prise de Constantinople se répandait : après Constantinople Belgrade, après Belgrade Bude, après Bude Vienne, série fatale que l'héroïsme de Hunyade allait, non pas conjurer, mais retarder et ralentir assez pour que la Hongrie suffit, au seizième siècle, à payer la rançon de la chrétienté. Reconnu capitaine-général, il obtint de la diète réunie à Bude en la présence



Frédéric III.
(D'après un portrait contemporain.)

momentanée du roi de grandes levées de troupes, l'argent nécessaire pour les payer, et la promesse d'un soulèvement, d'une *insurrection* générale en cas d'invasion du royaume.

Puis il se porta contre le nouveau sultan Mahomet II, qui semblait sur le point de conquérir le reste de la Serbie, et contre lequel le vieux Brankovics, par un nouveau revirement, venait implorer des secours. Hu-

nyade fit une heureuse et rapide campagne (1454): d'abord il dégagea les villes attaquées de la Serbie par une habile diversion qui menaçait la Bulgarie, puis il marcha contre la principale armée ottomane par la vallée de la Morava, la battit complètement à Krussovacz, poussa son armée victorieuse jusque près de Sophia et revint chargé de prisonniers et de dépouilles.

Pourquoi n'a-t-il pas profité immédiatement de ces avantages acquis? Cela s'explique par deux motifs: d'abord les Turcs, dont la constante habitude était de ne faire un grand effort militaire que tous les trois ans environ, demeuraient dans un repos relatif depuis la splendide conquête de leur nouvelle capitale.

Ensuite, et ceci est la raison principale, la Hongrie resta presque isolée, et ses mouvements furent gênés par des inimitiés européennes. Seul le pape Calixte III, regrettant sans doute les procédés hostiles de son prédécesseur à l'égard des défenseurs de la chrétienté, allait lui prêter quelque appui par la prédication d'une croisade. Le capitaine-général avait mis un moment son espoir dans l'empereur, qui paraissait effrayé du siège de Constantinople. Il s'adressa donc à lui comme au »chef de la chrétienté tout entière«.

Les princes allemands se réunirent en diète à Francfort; ils ne manquaient pas de quelque bonne volonté, et un discours éloquent d'Aeneas Sylvius les décida à voter de grands préparatifs; mais l'organisation vicieuse de l'empire et l'inertie de son chef les empêchèrent de rien exécuter (1454).

Lorsque l'année suivante des envoyés hongrois vinrent presser l'arrivée des secours, le même Aeneas Sylvius leur tint un langage décourageant motivé par les dissensions de l'Allemagne et par le récent changement du trône pontifical. »Il faut donc, concluait-il, si nous voulons faire la guerre aux Turcs, remettre ce projet à des temps meilleurs, et négocier si possible en attendant.«

Donc rien à espérer des princes alliés, rien non plus de l'Europe occidentale. Et ce n'était pas tout: diverses intrigues étaient ourdies pour ôter tout pouvoir, et même pour ôter la vie, au seul défenseur qui pût arrêter l'Infidèle sur le Danube. Le palatin Gara, dans son incurable jalousie, lui tendait des pièges sur le terrain constitutionnel et légal, tandis que l'odieux Cilly descendait aux guet-apens d'un sicaire. Hunyade vint à bout de tout déjouer.

Lorsque Cilly, qui n'avait pas tardé à rentrer en faveur auprès du jeune roi, voulut l'attirer à Vienne, il se refusa d'abord à un aussi dangereux voyage, ce qui fournit, il est vrai, un prétexte pour l'accuser de rébellion. Un peu plus tard, sur la promesse d'un sauf-conduit, il s'approcha de Vienne avec une escorte, mais il prit son ennemi en flagrant délit de mensonge et de projets de meurtre, et revint en Hongrie. Les

tentatives de Gara pour diminuer son pouvoir ne réussirent pas mieux : il le conserva tout entier, avec une nouvelle confirmation royale, pour sa dernière année, année de périls et de dévouement récompensé par le succès.

Le sultan Mahomet voulait prendre Belgrade : connaissant bien les difficultés d'un pareil siège, il avait fait fondre d'énormes canons dans la vallée de la Morava, afin que le transport en fût plus facile. Son artillerie, la plus formidable qu'on eût jamais mise en ligne, comptait plusieurs milliers de pièces, dont plusieurs avaient vingt-sept pieds de long, et dont quelques-unes étaient des mortiers qui lançaient des boulets de pierre. Au



Médaille du sultan Mahomet II.

mois de juin toute cette force immense et nouvelle fut savamment disposée autour de Belgrade, avec une armée que l'on a évaluée à cent cinquante mille hommes, et une flottille de deux cents vaisseaux destinée à intercepter les secours.

Il paraissait insensé de lutter contre de pareils préparatifs ; ce fut sans doute la pensée du fastueux Philippe de Bourgogne qui se promena dans une partie de l'Allemagne, parlant de croisade, mais y songeant fort peu. Quant au pauvre petit roi, qui avait semblé vouloir pourfendre tous les Turcs, un beau jour il se sauva dans Vienne avec son inévitable Ulrich de Cilly. Deux hommes se mirent en tête la folie de sauver Bel-

grade: Hunyade qui réunit l'armée magyare, et dont le beau-frère Szilágyi commandait héroïquement la place assiégée, et le moine Capistran, un fanatique sublime quand il n'était pas cruel, entraînant après lui soixante mille croisés de toutes nations, attirés par les indulgences pontificales et surtout enflammés par l'ardente parole du nouveau Pierre l'Ermite. Capistran fit à la Hongrie autant de bien que lui avait fait de mal le non moins bouillant Cesarini.

Le difficile, l'indispensable en même temps, était de commencer par une victoire navale. Hunyade se procura dans les ports du fleuve en amont de Belgrade des bateaux presque aussi nombreux que ceux de la flotte ottomane, puis il risqua une attaque dangereuse, mais couronnée de succès.

Les Magyars et leurs alliés l'emportèrent à l'abordage sur les Turcs, très redoutables pourtant dans ce genre de combat: beaucoup de galères tombèrent en leur pouvoir, les autres furent dispersées, et ceux qui les montaient, après avoir gagné le rivage, les incendièrent pour qu'elles n'eussent pas le même sort. Le grand résultat de ce succès fut de laisser entrer dans Belgrade Hunyade et Capistran, qui s'y trouvèrent pour résister à l'attaque suprême. Le 21 juillet, sept jours après leur arrivée, Mahomet jugea que les murailles avaient été abattues par ses canons sur un assez grand nombre de points pour envoyer les janissaires à l'assaut. Cette infanterie d'élite franchit intrépidement la première enceinte, mais elle se trouva devant une seconde ligne de remparts, du haut desquels les chefs chrétiens l'accablèrent de fagots enflammés. Il y eut là, malgré cette défense inattendue, d'horribles combats corps à corps, mais à la fin les musulmans furent repoussés avec des pertes énormes.

Le sultan, comprenant qu'il n'y avait plus d'espoir après un semblable échec, leva le siège avec précipitation; blessé lui-même il s'enfuit jusqu'à Sophia, où ses troupes arrivèrent en désordre, laissant après elles toute l'artillerie de siège et vingt-quatre mille morts.

Tel fut le siège de Belgrade, l'un des plus heureux évènements du siècle. Hunyade et Capistran, qui ont eu le temps de raconter ce triomphe dans leurs lettres au roi et au pape, ne tardèrent pas à le payer de leur vie. C'est Hunyade qui tomba malade le premier, de la fièvre ou d'une épidémie. Ses dernières paroles furent employées à recommander ses enfants, la patrie et la cause de la chrétienté. Avant de mourir, il se fit transporter dans une église où il reçut la communion. Lorsque la déplorable nouvelle se répandit, elle fut accueillie par une douleur à laquelle s'associa même Aeneas Sylvius: »Cette mort, écrivait-il, est la mort de nos espérances.« Un seul homme était digne de s'en réjouir, Ulrich de Cilly, désormais libre de toute rivalité: dans sa joie imprudente il crut le moment venu d'exterminer la famille du héros martyr.

De là le sinistre épilogue de ce qu'on pourrait appeler l'épopée



Heliogr. Athenaeum.

LA DÉPUTATION DE LADISLAS V, À LA COUR DE CHARLES VII, ROI DE FRANCE, DEMANDANT SA FILLE EN MARIAGE

(D'APRÈS LE TABLEAU DE BROZIK.)

hunyadique. Ladislas, le fils aîné de Jean, et son oncle Szilágyi, surprirent une lettre du comte de Cilly qui révélait des projets de meurtre. Ils résolurent dès lors, avec leurs nombreux partisans, de prendre les devants et de faire payer à ce courtisan détestable tous ses attentats contre leur famille.

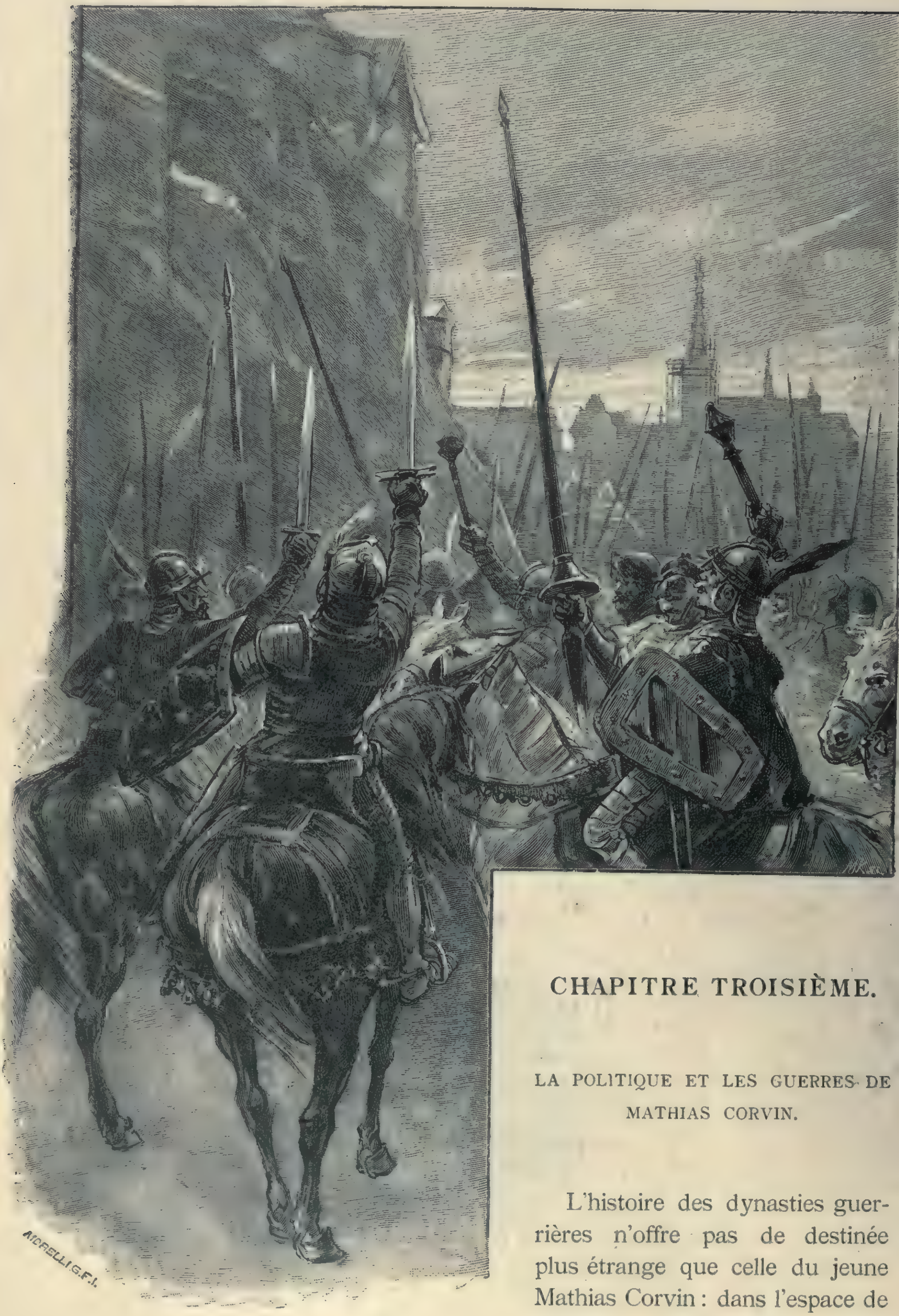
Le roi et son favori vinrent à Belgrade, sans se douter du guet-apens qu'on leur tendait. Ladislas Hunyade montra au comte Ulrich la lettre accusatrice ; une querelle s'engagea, les épées furent tirées du fourreau. Cilly, malgré la cuirasse qu'il portait sous ses vêtements, tomba percé de plusieurs blessures mortelles. Les meurtriers, ou, selon l'opinion qu'ils se faisaient de leur acte, les justiciers, essayèrent de se concilier le pardon royal.

Ladislas le Posthume, tremblant, mais brûlant de se venger et formé à la dissimulation, promit d'abord tout ce qu'on voulut à la veuve du héros, à son beau-frère et à son fils ; mais une fois hors de leur atteinte il fit arrêter Ladislas Hunyade, le livra à ses ennemis qui le condamnèrent à mort et lui firent trancher la tête. Le bourreau le frappa d'une main mal assurée devant la multitude frémissante, et dut s'y reprendre à plusieurs fois ; scène horrible qui a longtemps agi sur l'imagination hongroise. Le second fils du feu Gouverneur, Mathias, devint un otage confié au lieutenant du roi en Bohême, à Georges Podiebrad. Quant au jeune roi, il s'occupait de son prochain mariage avec Madeleine de Valois, lorsqu'il mourut de mort subite.

Il avait eu le temps de rendre un édit, monument de royale ingratitude, qui déclarait Jean Hunyade traître et scélérat, méprisable jugement dont les larmes de ses concitoyens et l'admiration de la postérité, ont dû consoler cette grande ombre.



Sceau de Jean Hunyade.



L'élection du roi Mathias.
(Dessin de Ladislas Kimnach.)

CHAPITRE TROISIÈME.

LA POLITIQUE ET LES GUERRES DE MATHIAS CORVIN.

L'histoire des dynasties guerrières n'offre pas de destinée plus étrange que celle du jeune Mathias Corvin : dans l'espace de quelques mois, il avait vu son père, l'héroïque Jean Hunyade,



Heliogr. Athenaeum

ADIEUX DE LADISLAS HUNYADI.

(D'APRÈS LE TABLEAU DE BENCZUR AU MUSÉE NATIONAL HONGROIS.)

succomber à la maladie dans Belgrade sauvée par ses efforts; son frère Ladislas Hunyade, enveloppé dans une ténébreuse intrigue, périr dans une cruelle agonie sous le fer maladroit du bourreau; lui-même, emmené en otage à Prague dans l'escorte de l'enfant-roi Ladislas le Posthume, ne devait qu'à ses dix-huit ans un reste de pitié dont ses ennemis pouvaient se repentir. Puis tout à coup le poison ou la maladie fait descendre au tombeau le roi de Hongrie et de Bohême; la Bohême élit Georges Podiebrad; les magnats et les prélats de Hongrie convoquent une diète nationale à Pesth pour le 1 janvier 1458, et le nom qui est bientôt dans toutes les bouches est celui de Mathias Corvin.

Les prétendants à la couronne vacante étaient nombreux: des deux beaux-frères de Ladislas le Posthume, le duc Wilhelm de Saxe et le roi Casimir de Pologne, le premier n'avait pas de sérieuses chances, le second en avait davantage.

Le plus redoutable concurrent, bien qu'il parût se retirer devant les prétentions de Casimir, était l'empereur Frédéric III, le tuteur du feu roi, le chef de cette maison de Habsbourg dont l'ambition séculaire convoitait la couronne de Saint-Étienne et l'avait un moment touchée. Dans l'intérieur même du royaume, des oligarques puissants et de haute race, un Gara, un Ujlaky, ayant des armées pour escorte et des provinces pour domaines, méprisaient le fils du parvenu, le frère du supplicié. Mais le sort tragique de sa famille était pour Mathias une popularité et une force. Il avait aussi pour lui son oncle Szilágyi, un héros des guerres précédentes, qui se chargea de son élection.

Les partisans des Corvins, au nombre de quarante mille, se réunirent à Bude; leurs adversaires, également en force, se pressaient de l'autre côté du Danube. On put croire un instant que sur la glace du fleuve une bataille allait se livrer. Deux hommes l'empêchèrent, le légat Jean Carvajal et Szilágyi, que l'annaliste polonais Dlugosz a faussement accusé d'avoir fait élever des potences pour effrayer les ennemis de son neveu. Les délibérations commencèrent, non sans tumulte, mais non sans liberté. Lorsque les envoyés des prétendants eurent plaidé leur cause, Szilágyi prit la parole: il n'eut pas de peine à montrer que depuis trois quarts de siècle la Hongrie avait fait une dure expérience des princes étrangers; qu'un Hongrois pourrait aimer sa patrie et la rendre heureuse; enfin que cette patrie bien-aimée devait s'acquitter envers la mémoire de Jean Hunyade, son sauveur. Les cris de: Vive Mathias roi! partis des rangs de la petite noblesse et du peuple armé, s'imposèrent à l'oligarchie frémissante et jalouse, qui avait haï le père, et que le fils allait courber sous son joug.

Comme cela avait toujours lieu au moment d'une élection royale, des précautions furent prises contre le pouvoir absolu: Szilágyi élu *Gubernator* pour cinq ans, à cause de la jeunesse de son neveu, dut s'engager en son nom à conserver les privilèges nobiliaires, à convoquer chaque

année une diète pour la Pentecôte, à respecter toutes les libertés du pays. Puis il fit tirer de son tombeau sans honneur le corps de son autre neveu Ladislas, pour qu'il fût inhumé avec pompe à côté de celui du défenseur de Belgrade.

Le prélat Vitéz, naguère précepteur de Mathias, et qui fut toute sa vie plutôt un homme d'État et un homme de lettres qu'un homme d'Église, alla chercher à Prague l'élu de la nation. Il le trouva dans une situation qui tenait de l'hôte royal, du prisonnier et de l'otage: Podiebrad le traitait fort bien, avec sa générosité habituelle; il était sans doute satisfait de voir la royauté élective, régime auquel il devait sa récente couronne, s'affermir dans un pays voisin; mais il n'était pas disposé à le laisser partir sans traiter à des conditions avantageuses. Mathias dut payer une rançon de 40,000 ducats et devenir, en même temps que l'allié du roi de Bohême, le fiancé de Catherine Podiebrad, princesse très jeune et d'une faible santé. Ce traité conclu, il fut magnifiquement accompagné jusqu'à la frontière, où il trouva sa mère avec les grands du royaume, et commença vers sa capitale un voyage triomphal. »Réjouissez-vous, avait écrit Szilágyi à tous les comitats, de l'élection du seigneur Mathias, notre nouveau roi élu par la grâce de Dieu; réjouissez-vous des bontés de Dieu pour nous et notre patrie.«

C'était bien là le sentiment général: on n'en put douter lorsqu'on vit le jeune roi s'acheminer à travers les villes et les campagnes au milieu des bénédictions des vieillards et des offres enthousiastes des jeunes gens.

Cette joie n'était partagée ni en Pologne ni en Autriche, mais elle le fut à Rome, au moins dans le premier moment. Calixte III, presque mourant, espéra que »l'aiguillon de la gloire paternelle et le souvenir de tant d'actions glorieuses, accomplies pour la défense de la chrétienté,« exciterait Mathias Corvin à marcher sur les traces de Jean Hunyade. Il est vrai que la seconde impression du vieux Pontife a été beaucop moins favorable: »Nous sommes grandement surpris, écrivait-il, de voir que dans ces royaumes de Bohême et de Hongrie, qui sont la propriété de Saint-Pierre, comme le prouvent des titres authentiques, on se soit si peu occupé, quand est mort le roi Ladislas, des droits du siège apostolique.« Ainsi recommençait la lutte sourde et intermittente qui s'était engagée à diverses époques entre la nation magyare et la Curie roumaine, quant à la désignation ou à la confirmation du souverain. Dans ces deux impressions contraires de Calixte III, apparaît une autre lutte encore: celle qui se livrait si souvent chez les papes du quinzième siècle entre les vastes devoirs de la défense chrétienne et les étroites préoccupations des domaines et des royaumes d'ici-bas.

Mathias se trouvait donc entouré dès son avènement, et malgré sa popularité héréditaire, d'amitiés incertaines et de haines déclarées: situation difficile pour un roi presque enfant, mais qui ne le troubla point, car la

rapide et tragique destinée des siens lui avait enseigné la connaissance des hommes.

Comme son contemporain Louis XI, l'infortune et des pièges continuels lui avaient appris à se servir de ses rivaux et de ses ennemis les uns contre les autres, sans trop de scrupules dans la formation et la rupture des alliances, et à se défier des sentiments de tous, même des siens propres, ce qui le conduisit plus d'une fois à l'ingratitude. Il ressemblait à un autre de ses contemporains, Charles le Téméraire, par la violence, par l'impatience, par l'immensité de son ambition. Son instruction était de beaucoup supérieure à celle des autres princes : outre le hongrois et le latin, il savait l'allemand et le slovaque. Vitéz lui avait enseigné la théologie, l'histoire, l'architecture, l'astrologie. Son éducation guerrière n'avait point souffert de tous ces travaux ; les romans de chevalerie qu'il lisait avec passion lui avaient inspiré l'humeur batailleuse qu'il conserva toute sa vie. Son visage assez ordinaire exprimait la vigueur plus que la ruse ; sous un large front des yeux durs et impérieux, terribles dans la colère, faisaient plier toutes les volontés : un jour un ambassadeur du Sultan, sous ce regard foudroyant, perdit tout son sang-froid et ne put que balbutier son message.

Les deux dangers les plus pressants venaient des mécontents et de l'empereur : il fallait d'abord s'occuper d'eux ; le grand ennemi, le Turc, aurait son tour. En attendant il fournissait un excellent prétexte pour mettre sur pied des forces capables d'être employées contre d'autres adversaires.

Les États, réunis à Szegedin vers la fin de 1458 et dans les premières semaines de l'année suivante, votèrent des lois militaires qui fortifiaient beaucoup l'autorité royale. Désormais le roi seul donnerait les grades, et non plus la noblesse procédant à des élections dans chaque comitat. Le roi pouvait au besoin appeler aux armes toute la nation. Les habitants des villes libres royales étaient tenus de servir les canons déjà nombreux et diverses machines de guerre. Les tenanciers des terres nobles astreints à combattre dans la cavalerie successivement par vingtième pendant trois mois ; les cavaliers levés sur les terres du roi et du clergé ; les fantassins groupés autour de la bannière des prélats et des barons ; enfin les milices spéciales et privilégiées des Cumans et des Iazyges, tous étaient réunis sous l'autorité absolue du jeune Mathias.

Les grands dominateurs du pays se sentirent menacés. Déjà Giskra, chef des mécontents hussites de la frontière, s'était vu poursuivi dans ses montagnes de château en château. Déjà Szilágyi, éloigné des affaires par la défiance royale, et ne pouvant accepter une disgrâce qu'il regardait à bon droit comme une ingratitude, s'était rapproché de Gara et de Ujlaky ; alors son neveu l'avait fait arrêter, et peut-être l'eût-il fait mourir dans un cachot du château de Világos sans la loyale résistance du gouverneur.

Craignant pour eux-mêmes, les puissants ennemis de Mathias, après la diète de Szegedin, se confédérèrent avec l'Empereur. Frédéric III prit le titre de roi de Hongrie, et ce qui lui donnait une grande supériorité sur l'élu de la nation, c'est qu'il possédait depuis longtemps la sainte couronne, emblême et condition de l'autorité souveraine aux yeux de tout vrai Magyar. Une première lutte se livra près des frontières; elle tourna d'abord à l'avantage des Autrichiens, mais plusieurs chefs des mécontents, entre autres le ban de Croatie Ujlaky, se repentirent de leur alliance avec un prince étranger et passèrent du côté de Mathias, très habile à persuader ses sujets au nom de la patrie, et à retourner contre son adversaire l'arme des dissensions intérieures et des rivalités.

Dans de telles circonstances, la récente élection d'Aeneas Sylvius Piccolomini comme pape, sous le nom de Pie II, était d'une importance capitale. Frédéric se crut certain de l'emporter en voyant arriver au trône pontifical l'habile négociateur, le serviteur dévoué de sa maison, l'écrivain si hostile à la famille des Corvins. Pie II se sentit ambarrassé par le passé d'Aeneas Sylvius. Préoccupé d'un vaste projet de croisade, il faisait des voeux pour le fils de Jean Hunyade, le seul qui pût en assurer le succès; mais il ne voulait pas irriter son impérial bienfaiteur: »Nous avons reçu, écrivait-il à Frédéric, assez mécontent de son attitude, des envoyés de Mathias qui se dit roi de Hongrie . . . Nous n'avons oublié ni les services que vous nous avez rendus avant notre élévation, ni votre zèle pour la religion catholique et le siège apostolique . . . D'après les paroles de vos envoyés, nous craignons que ceux de Mathias ne se soient vantés d'avoir beaucoup obtenu de nous . . . Aussi tenons-nous à faire savoir à V. S. que cela est faux. Ils nous ont demandé l'épée et l'étendard que nous leur avons refusés.«

Malgré ces assurances, Pie II reconnut Mathias et lui envoya plusieurs lettres pour l'aider contre les factieux et le féliciter de ses préparatifs contre les infidèles. Il recevait en échange la promesse d'une participation au congrès de Mantoue. L'évêque de Csanád et Étienne Frangepan s'y rendirent, mais ils furent peu satisfaits de la proclamation de Frédéric III, comme généralissime des armées chrétiennes. Une telle preuve d'amitié donnée par le pape au dangereux voisin de la Hongrie contribua peut-être à faire échouer les efforts pacifiques du cardinal Bessarion; et comme il était évident que la cour de Rome ne se déciderait ouvertement pour aucun des deux adversaires, ils se tournèrent tous deux du côté de Georges Podiebrad.

Le roi de Bohême, devenu l'arbitre de la situation, avait d'abord paru se rapprocher de l'empereur; mais il comprit que lui, roi parvenu, objet de la haine de tous les princes héréditaires et du César germanique, il n'avait pas d'allié plus sûr qu'un autre roi parvenu, issu d'une élection populaire. Il se décida sans trop de peine à sacrifier son allié Giskra, que

Mathias tenait à ce moment même assiégé dans Sáros, et le mariage fut célébré entre le roi de Hongrie et Catherine Podiebrad. L'empereur Frédéric, souvent trop rabaissé par les historiens qui ne l'ont suivi que dans sa politique allemande, ne manqua pas toujours, en ce qui concerne la



Portrait de Georges Podiebrad.
(D'après le tableau au château de Laxenburg.)

Hongrie, de la proverbiale et tenace habileté de sa maison. Il comprit l'impossibilité de lutter à force ouverte contre la fortune du jeune roi, et conclut, au commencement de 1462, un traité réellement avantageux : Mathias devenait son fils adoptif et reprenait la sainte couronne ; en revanche il reconnaissait l'empereur pour son héritier si lui-même n'avait

pas de fils, et promettait secrètement de ne pas se marier si la fille de Podiebrad venait à mourir.

Or cette princesse était trop maladive pour avoir des enfants ; Frédéric en était instruit comme Podiebrad, et c'est peut-être l'origine de la haine profonde et impitoyable dont Mathias, qui du reste n'observa point cette clause du traité, poursuivit jusqu'au bout ses deux voisins d'Autriche et de Bohême.

Quatre années après son avènement, le roi national, par son activité précoce et la désunion de ses adversaires, était devenu un roi incontesté et légitime aux yeux des autres princes et de ses propres sujets : Giskra se soumettait sincèrement, Ujlaky se contentait de son banat de Croatie, Gara venait de mourir.

Tout pliait devant Mathias au dedans ; il allait commencer au dehors sa politique de conquérant et de croisé.

A la grande joie du pape, Mahomet II n'avait pu obtenir du roi de Hongrie ni son alliance, ni même un traité de paix, vivement désiré à cause de la résistance de la Grèce et de Scanderbeg. Toutefois les Hongrois et les Turcs ne se livraient encore qu'une lutte indirecte dans les pays intermédiaires, la Bosnie et la Valachie.

Les affaires de Bosnie étaient l'objet d'une correspondance active entre la cour de Bude et la cour de Rome : Mathias supportait impatiemment le voisinage du petit roi de Bosnie, tributaire sinon allié des Turcs et qu'il accusait non sans raison de duplicité, reprochant au pape de bien recevoir les ambassadeurs de ce chrétien douteux. Il finit par s'adoucir en voyant les Bosniens lui rendre hommage et se tourner de nouveau contre les Turcs. Mais les bonnes résolutions de ce petit peuple lui portèrent malheur : au printemps de 1463, leur roi, poursuivi et pris dans sa dernière forteresse, fut décapité derant le sultan, et trente mille Bosniaques se virent enrôler de force dans l'armée turque. En Valachie, le voïvode était l'allié des Hongrois et l'ennemi acharné des musulmans, mais ses sujets exaspérés par sa cruauté, virent avec plaisir les Turcs le chasser et le remplacer par son fils.

Mathias, fort inquiet de ce changement qui affermissait la domination ottomane en Roumanie, ne voulut cependant pas soutenir un scélérat dont les crimes lui étaient démontrés ; il le fit même jeter en prison et s'efforça de conserver quelque influence sur son fils. Néanmoins les Osmanlis se rapprochaient de la Hongrie sur une vaste frontière, et il fallait s'occuper de lutter sérieusement.

L'alliance des princes italiens et de Venise était très importante, surtout à cause de leur richesse et du besoin d'argent qui a pressé Mathias pendant tout son règne. Un ambassadeur qu'il envoya d'abord au doge, puis à d'autres cours de la Péninsule, reçut de lui des instructions remarquables par leur netteté et leur finesse : »Ne parlez pas d'argent, mais

d'assistance. Ne concluez rien pour un temps déterminé, mais bien pour le temps que durera l'expédition générale, et ne sortez pas de là . . . Ayez soin de remercier le doge de ses promesses, et dites-lui que je préfère qu'un agent vénitien distribue lui-même la solde à mes troupes . . . Demandez-lui de m'envoyer toujours son secrétaire Tomasi, auquel je suis habitué, et qui connaît les hommes et les choses de notre pays . . . Dites-lui que je vous ai ordonné de parler et d'agir partout suivant ses conseils . . . Ne partez pas sans une ferme réponse et sans un acte en bonne forme . . . Quand vous verrez le Pape, vous lui demanderez des subsides, mais vous ne lui direz pas ce que vous aurez décidé avec les Vénitiens . . . Vous parlerez ou vous ne parlerez pas aux seigneurs de Ferrare et de Florence, selon les conseils du doge.«

Les lettres de Mathias Corvin se distinguent du style verbeux des chancelleries contemporaines par leur précision tantôt délicate et habile, tantôt dure et impérieuse. Celle que nous venons de citer révèle tout un côté de sa politique, l'alliance avec la république de Venise qu'il croyait nécessaire à son royaume, et qu'il s'est toujours efforcé de maintenir.

Pie II ne tenait pas moins fortement à l'alliance hongroise, le seul espoir sérieux de la croisade rêvée, car il était trop visible que les assemblées d'Italie et d'Allemagne parlaient beaucoup des dangers de l'Europe et ne faisaient rien pour les conjurer. Le roi de Hongrie, lui du moins, entreprenait une campagne décisive, et se montrait impatient de voir arriver les secours vénitiens et pontificaux: »Notre ambassadeur, écrivait-il, nous a fait savoir que le Pape avait les meilleures intentions, mais que les guerres d'Italie l'empêchaient de pourvoir aux besoins de la chrétienté. Aussi le rappelons-nous, afin qu'il n'importune pas davantage Sa Sainteté.« Les secours arrivaient pourtant, et il sembla que les jours les plus heureux de Jean Hunyade étaient revenus.



Coupe faite en souvenir de la paix de 1462.
(Dans le trésor de la ville de Wiener-Neustadt.)

La forte place de Jaicza fut emportée après un siège meurtrier et une partie de la Bosnie délivrée. En 1464, Mahomet II voulut réparer cet échec par la prise de Belgrade; mais la garnison le repoussa cette fois encore, et il dut s'enfuir à l'approche de l'armée de Mathias. La frontière de la Save était pour longtemps assurée, et si l'attaque de Zvornik ne réussit pas comme les entreprises précédentes, les Hongrois n'en avaient pas moins remporté d'assez grand succès pour encourager les généreux efforts d'Aeneas Sylvius, et pour répandre quelque consolation sur ses derniers moments, alors qu'un découragement mortel le saisissait sur les rivages de l'Adriatique.

Pourquoi la guerre turque n'a-t-elle pas continué? Pourquoi des alliances nombreuses et lointaines, avec les Persans, les Arméniens, le prince de Géorgie n'ont-elles pas décidé Mathias à prendre une facile revanche du petit échec de Zvornik? C'est que l'Occident réclamait de nouveau son attention. D'abord l'empereur n'avait pas envoyé de bonne grâce la sainte couronne promise: il avait fallu de nouvelles négociations pour que le jeune roi, ceint du diadème vénéré, parût à cheval devant son peuple enthousiaste. Ensuite et surtout les relations avec la Bohême, compromises par la mort de Catherine Podiebrad, se refroidissaient chaque jour. Une ambassade présidée par Antoine Marini vint de la part de Louis XI, du roi Georges et de la Pologne, peu de jours avant la mort de Pie II, proposer au victorieux Corvin la main de Catherine de Valois, la formation d'une grande ligue chrétienne contre les infidèles et la convocation d'un concile général.

La réponse de Mathias fut flatteuse pour Louis XI: »Je sais, dit-il, que le roi de France est le premier des princes chrétiens par la noblesse de sa race et par la majesté de son trône . . . Je me souviens aussi que depuis plusieurs siècles nous avons toujours eu avec la maison de France des rapports d'amitié ou de parenté, et que plusieurs rois et reines de cette famille ont gouverné notre pays.«

Il éludait cependant avec courtoisie la noble alliance qu'on lui offrait. Mais lorsqu'il s'agit du projet de ligue, son langage devint amer et défiant, surtout à l'adresse de Podiebrad: »Cette idée de concorde et de ligue universelle, le roi de Bohême aurait pu nous la communiquer d'avance, au lieu de nous envoyer un projet tout dressé. Sans doute il est mon père, je suis son fils; mais le fils a lui aussi un royaume, des frontières distinctes et des conseillers qui lui suffiront sans qu'il ait besoin des avis d'autrui.«

Le projet de concile ne fut pas mieux accueilli: »Je ne vois pas, dit Mathias, le bien qu'il pourrait faire. Ces assemblées ne produisent que des schismes, des discordes, et les choses vraiment utiles se trouvent retardées.«

Cette appréciation n'a rien d'étonnant de la part d'un prince qui, malgré ses fréquentes irritations contre la cour de Rome, n'avait pas en

général de meilleur allié. D'ailleurs Mathias qui se piquait de théologie, était sincèrement dévoué aux doctrines ultramontaines mal vues par une grande partie du clergé hongrois. Ses opinions bien connues, l'armée formidable dont il disposait, surtout sa malveillance croissante contre Podiebrad, le désignaient au nouveau pape Paul II comme l'exterminateur du hussitisme.



Mahomet II.
(D'après le tableau de Jean Bellini.)

Paul II n'avait pas les ménagements de ses prédécesseurs: il confondait dans une même aversion les doctrines hardies que rien n'avait pu détruire dans le peuple tchèque, et la modeste réforme des *Calixtins*, de ceux qui réclamaient surtout la communion sous les deux espèces. M. Palacky en Bohême, en France M. Saint-René Taillandier ont raconté ces luttes dramatiques, et montré la grandeur du rôle de Podiebrad que notre compatriote appelle »le premier soldat de la liberté chrétienne dans le monde

moderne«. Ici nous n'avons à suivre dans les évènements de Bohême que la politique et les armes du roi magyar.

Trois années se passèrent avant qu'il ne se décidât à prendre les armes contre Georges Podiebrad. Dès 1465 il écrivait au pape qui l'en pressait: »Je ne suis nullement retenu par d'anciens traités auxquels m'avait contraint la rigueur du temps: je sais que je puis en être facilement relevé par l'autorité apostolique. Soit qu'il faille agir contre les Bohêmes soit qu'il faille agir contre les Turcs, me voici moi Mathias, et la Hongrie avec moi.«

Et pourtant la longue guerre de Bohême n'a commencé qu'en 1468. Cet intervalle a été rempli par des affaires difficiles de plus d'une sorte. Les querelles avec les officiers de l'empereur recommençaient à chaque instant près des frontières autrichiennes: Frédéric, se plaignant que des vassaux à lui dans l'intérieur du royaume fussent soumis à l'impôt pour la guerre turque, faisait envahir par ses troupes les environs de Soprony (Oedenburg), et recevait une lettre énergique de Mathias: »Nous ne savons si cette allégation suffira à l'illustre empereur des Romains; mais nous pouvons affirmer que nous interdisons toute injustice dans l'intérieur de nos frontières, même à l'égard d'un étranger. Il nous est cruel, alors que nous travaillons pour la foi catholique, d'être inquiétés par derrière et gênés par ceux là-même qui devraient nous aider le plus.« On le voit, le roi de Hongrie, quoiqu'il restât pour le moment sur la défensive, se regardait toujours comme le chef des croisés. Il refusait de laisser pénétrer dans le royaume une ambassade ottomane; il lui refusait même le passage pour se rendre à Venise, écrivant au doge que cette ambassade aurait mis la division dans le pays, mais se défiant en réalité d'une paix séparée que la politique habituelle de la République pouvait faire redouter. Il mettait sans cesse les Vénitiens en garde contre les invasions turques, et leur rappelait une alliance qui semblait parfois leur peser: car lorsque le ban de Croatie Jean Thuz eut été chassé pour ses crimes, il se retira avec ses trésors à Venise, et fut non seulement toléré, mais fort bien accueilli par les patriciens.

Enfin, comme protagoniste de l'Europe chrétienne, Mathias recevait des subsides, et s'indignait de voir que le pape le soupçonnait de les employer à d'autres usages qu'à la défense de la chrétienté.

Ce sont aussi les besoins impérieux de son trésor et de ses armées qui amenèrent une dangereuse sédition. La diète de 1467 ayant augmenté, non sans répugnance, les droits que payaient les marchandises à leur entrée dans le royaume, et ayant donné à ces droits le caractère de propriété inaliénable de la couronne, la fière et indépendante noblesse de Transylvanie se révolta comme la fière bourgeoisie saxonne. Mathias la combattit avec succès, mais non sans péril; car il voulut punir le voïvode Étienne de Moldavie, qui avait soutenu les rebelles et inquiété les fron-

tières : il franchit des défilés dangereux, fut blessé et faillit périr avec son armée. Après cette expédition, la noblesse de Transylvanie dut payer une amende énorme en réparation de son infidélité, et ce qui l'atteignit d'une manière peut-être plus pénible, c'est que le taux fixé par les lois encore barbares de cette contrée pour le meurtre d'un noble fut diminué des deux tiers.

Des difficultés aussi graves au dedans comme au dehors contribuèrent sans doute à retarder la guerre contre la Bohême ; mais il y eut d'autres causes encore. Mathias, comme la papauté elle-même, était placé entre son vrai devoir religieux, la lutte contre les musulmans, et le devoir que lui créait son intolérance, la lutte contre Georges Podiebrad.

Qui pourrait évaluer aujourd'hui les résultats qu'aurait produits une alliance étroite et sans réserve entre ces deux grands capitaines, entre ces deux grands peuples guerriers, les Tchèques et les Magyars ? On connaît



Médaille frappée en mémoire des victoires de Mathias.

les exploits stratégiques des Hussites, et quant à l'armée hongroise, les documents les plus détaillés nous montrent combien elle était devenue formidable après les améliorations savantes mais coûteuses de Mathias. L'artillerie était la meilleure de l'Europe avec celles de France et de Bourgogne ; elle formait un corps à part, recruté dans l'infanterie, et le nombre des canonniers était égal au quart de celui des fantassins. Les hommes d'armes formaient un vrai mur, mobile, mais impénétrable, protégé qu'il était par un rempart de boucliers, et soumis à une discipline terrible qui leur ordonnait de se laisser tuer sur place jusqu'au dernier plutôt que de rompre leurs rangs.

Le reste de l'armée, cavaliers et fantassins, était dressé à des évolutions rapides et aux travaux les plus variés, depuis l'attaque méthodique des places fortes jusqu'à la construction des camps retranchés. En face d'une organisation pareille, dépasserons-nous la limite des conjectures

historiques sérieuses en nous représentant Constantinople délivré? Sans aller aussi loin, la frontière de la Bohême et de la Save, celle que l'Autriche moderne a eu tant de peine à recouvrer, n'eût-t-elle pas été pour jamais assurée? L'ardeur intraitable du pontife et les passions de Mathias Corvin finirent par en décider autrement. La conquête de la Bohême fut préférée à l'alliance avec la Bohême; les courses que des bandes hussites poussaient jusque sur le territoire hongrois fournissaient un prétexte. Des écrivains magyars ont attribué à leur souverain le projet de fonder par ses conquêtes un grand empire, invincible rempart de la chrétienté.

Rien n'est plus vraisemblable, mais les moyens qu'il allait employer n'en ont pas moins faussé la mission de la Hongrie et les destinées de l'Europe orientale.

Les États furent convoqués à Erlau pour le printemps de 1468: l'intervention, ou plutôt l'exécution armée que chacun prévoyait, donnait une grande importance aux délibérations de cette assemblée. Mathias hésitait peut-être encore, au lendemain de sa campagne de Transylvanie, à se lancer dans une nouvelle entreprise; il recevait de Victorin Podiebrad, digne fils du roi Georges, les assurances les plus pacifiques et les offres les plus amicales. On savait d'autre part que le corps germanique répugnait à une nouvelle guerre hussite: plusieurs princes allemands se plaignaient du pape et de l'empereur qui livraient la chrétienté aux infidèles. Ce n'est pas que Frédéric III fût animé d'une grande passion contre la Bohême, car il a dans cette guerre fort peu soutenu son nouvel allié; mais une lutte d'extermination entre deux nations voisines telles que les Tchèques et les Magyars rentrait dans les plans de sa politique et ne pouvait manquer de préparer la fortune de sa maison.

Dans la diète hongroise, dont chaque membre laïque avait tout à perdre dans cette guerre et fort peu de chose à y gagner, l'opposition fut plus générale qu'en Allemagne. On ne voulait pas se laisser distraire de la vraie croisade; on prévoyait avec trop de raison que les armées magyares employées en Bohême permettraient aux pillards turcs de ravager impunément le pays. Mais le légat Rovarella somma le roi de tenir ses promesses; l'évêque de Breslau réclama son secours contre les hérétique; l'envoyé de l'empereur montra Victorin sur le point de s'emparer de Vienne. Enfin une ambassade ottomane, admise cette fois malgré les scrupules de Mathias, proposa et obtint un armistice de plusieurs années. Alors la guerre fut résolue.

L'impétueux légat, qui voyait déjà Podiebrad en fuite, écrivait à l'évêque de Ferrare: »Les fondements de notre salut sont jetés, et la synagogue de Satan penche vers sa ruine. L'Église doit d'éternelles louanges au roi des Hongrois qui acceptant les avertissements du Saint Père, n'a pas hésité à prendre les armes.« Mathias était en effet décidé à soumettre au Siége pontifical et à conquérir pour lui-même le royaume de son beau-

père. Pour le moment il effaçait, sincèrement peut-être, son ambition politique derrière son zèle religieux. Il écrivait aux catholiques de Bohème: »J'ai entrepris de vous protéger contre les hérétiques . . . Comme c'est votre affaire encore plus que la nôtre, préparez-vous le plus tôt possible à nous aider.« Dans un manifeste adressé aux princes de l'Europe, il se disait appelé par les catholiques de Bohème. Enfin il pressait son représentant à Rome d'obtenir du pape les subsides promis: »Si cette hérésie n'est pas maintenant extirpée, il faut craindre pour l'Église d'Occident, surtout pour l'Allemagne, parce que les Hussites iront se multipliant, se glorifiant comme si Dieu protégeait leur juste cause . . . . L'Empereur est froid, le roi de Pologne est pauvre, les Allemands sont livrés à la paresse.«

Les hostilités commencèrent avec un médiocre déploiement de forces: l'armée que le roi conduisit en Moravie ne comptait que onze mille cavaliers et un plus petit nombre de fantassins, commandés par Emerich Zápolya, Kinizsi et d'autres habiles capitaines. Il y eut plutôt des escarmouches que de vrais combats, puis la prise de Trebitsch que les fils de Podiebrad ne réussirent pas à protéger. Le siège fut mis devant Olmütz et devant le Spielberg, les deux principales forteresses. Par deux fois les négociations se renouèrent et parurent aboutir; la seconde fois les deux princes eurent une entrevue, mangèrent ensemble, causèrent sur le ton le plus amical, et chacun les crut réconciliés. Mais les légats et Mathias exigèrent l'absolue destruction de l'hérésie et la soumission pure et simple au siège apostolique; la restitution au clergé catholique de tous les biens antérieurement sécularisés, sous l'arbitrage des légats et de l'archevêque de Gran; enfin ils se refusaient à continuer les pouparlers s'ils ne recevaient pas comme gage de la bonne foi des Bohêmes le château de Prague et le Spielberg. Or Podiebrad et ses sujets ne voulaient, ni renoncer à la communion sous les deux espèces, ni laisser le primat de Hongrie s'ingérer dans les affaires de leur pays, ni livrer la forteresse qui domine leur capitale. Ces difficultés découragèrent les Polonais qui s'étaient portés médiateurs. La noblesse hongroise, dans une nouvelle diète réunie à Presbourg, vota cette fois tous les sacrifices demandés. Frédéric III, heureux de voir l'hostilité croissante de ses voisins, resserra son alliance avec Mathias et lui fit espérer le sceptre impérial.

Dès le mois de décembre la lutte s'engagea plus vivement. Après une série de succès, les Hongrois s'emparèrent d'Olmütz et bientôt du Spielberg: rien ne tenant plus en Moravie, Mathias résolut d'envahir la Bohème. Il ne se dissimulait pas les difficultés de l'entreprise: »Les Bohèmes, écrivait-il, ne sont pas seulement habitués à combattre pour leur propre compte, ils font aussi la guerre à la solde d'autres nations. Ce peuple est très fier et obstiné dans son hérésie. Le pays est vaste, bien défendu par des châteaux et des défilés fortifiés.« Le danger était encore plus réel qu'il ne le croyait, car son armée se trouva embar-

rassée dans les neiges et cernée par l'armée ennemie. Cette affreuse situation ne lui réservait, à lui et à ses soldats, que le choix entre la mort et la captivité, lorsqu'il fut sauvé par la générosité spontanée ou calculée de Podiebrad. Le patriotisme des chroniqueurs a chargé de détails obscurs et contradictoires le récit de ces événements. Les Tchèques veulent que Mathias ait obtenu son libre départ en jurant de conclure prochainement la paix et en offrant un boisseau de pièces d'or; ils ajoutent que l'or n'était qu'à la surface et que le reste du vase était rempli de son. Les Magyars traitent ces anecdotes de calomnies absurdes. Ce qui est certain, c'est qu'un congrès pour la paix définitive devait se réunir à Olmütz dans les premiers jours du printemps.

Cette nouvelle désespéra les chefs de la ligue catholique de Bohême, qui s'étaient crus déjà les maîtres dans leur pays, et le légat Rovarella accourut de la diète de Ratisbonne, menaçant presque le roi de Hongrie de l'excommunier. Il soutenait qu'un traité conclu avec un prince hérétique était nul de plein droit sans la ratification du Saint-Siège. Il fit échouer les négociations d'Olmütz par ses exigences croissantes: il aurait fallu que Podiebrad promît de combattre lui-même ses sujets. Mathias crut pouvoir consentir à la rupture des conférences, et retirer la parole qu'il avait dû, dans tous les cas, engager plus ou moins. Il fit plus encore. Les chefs de la ligue catholique voulurent le lier irrévocablement à leur cause en lui offrant la couronne de Saint-Wenceslas. Mathias accepta: c'est une tache pour sa mémoire. Le 3 mai 1469 il fut proclamé roi de Bohême dans la cathédrale d'Olmütz; il déclara qu'il se rendait aux prières des catholiques pour la louange et l'honneur du Tout-Puissant, pour la défense du Saint-Siège, pour l'affermissement de la foi chrétienne.

La nation tchèque releva ce défi. Pendant qu'on dressait dans Olmütz des tables immenses et que les fontaines de vin coulaient; pendant que Mathias faisait frapper des pièces de monnaie à son effigie comme roi de Bohême, avec une singulière dédicace au dieu Mars protecteur; pendant qu'il entrait triomphalement dans Breslau, une de ses nouvelles capitales, les États de Bohême réunis à Prague proclamaient héritier du royaume le prince polonais Wladislas. Désormais la partie se compliquait d'un nouvel adversaire, le roi de Pologne, et celui-là n'était pas un prince à moitié hérétique, excommunié, au ban de l'Europe; il avait pour lui de nombreux alliés et la bienveillance secrète de l'empereur. Les Magyars luttèrent d'abord avec succès contre ces nouveaux périls, Victorin Podiebrad tomba même entre leurs mains; mais le siège de Hradich tourna mal pour eux: Henri Podiebrad ravitailla cette place forte, et rejeta hors du pays morave le roi de Hongrie vaincu. Les catholiques de Bohême se décourageaient; leur puissant protecteur voyait ses finances épuisées, ses sujets mécontents, ses voisins chaque jour plus hostiles. Ce sont là les années tragiques, la période de crise du règne de Corvin.



LE ROI MATHIAS CORVIN.

(D'après le tableau du Musée Imp. et Roy. de la Cour)

Un voyage qu'il entreprit à Vienne ne lui réussit pas mieux. Il voulait amener Frédéric à une alliance sincère en devenant l'époux de sa fille, et comptait obtenir en dot les villes hongroises que les derniers traités avaient laissées à l'empereur. Il ne savait pas que le chef de la maison d'Autriche s'entendait avec le roi de Pologne, et il allait au-devant d'un affront. Le César germanique, croyant n'avoir plus rien à redouter de ce roi parvenu, repoussa dédaigneusement sa demande, et lui reprocha sa médiocre extraction.

Dès lors tout fut fini entre eux, et Mathias, ému d'une colère terrible, s'échappa de Vienne où il ne devait rentrer que bien des années plus tard, en victorieux et en conquérant. Dans son royaume une nouvelle amertume l'attendait: Georges Podiebrad, qui avait continué le cours de ses succès, lui proposait dans l'intérêt du pauvre peuple chrétien de terminer leur querelle par un duel où le vaincu serait à la merci du vainqueur. Ses envoyés ajoutaient que leur roi étant d'une forte corpulence, il conviendrait de réduire à un petit espace le champ du combat. Mathias refusa non sans ironie, mais il dut bientôt s'apercevoir de son isolement. Si Paul II lui envoyait encore quelques encouragements et quelques subsides, la politique de Frédéric III l'entourait d'ennemis, et il était temps de songer à la frontière ottomane.

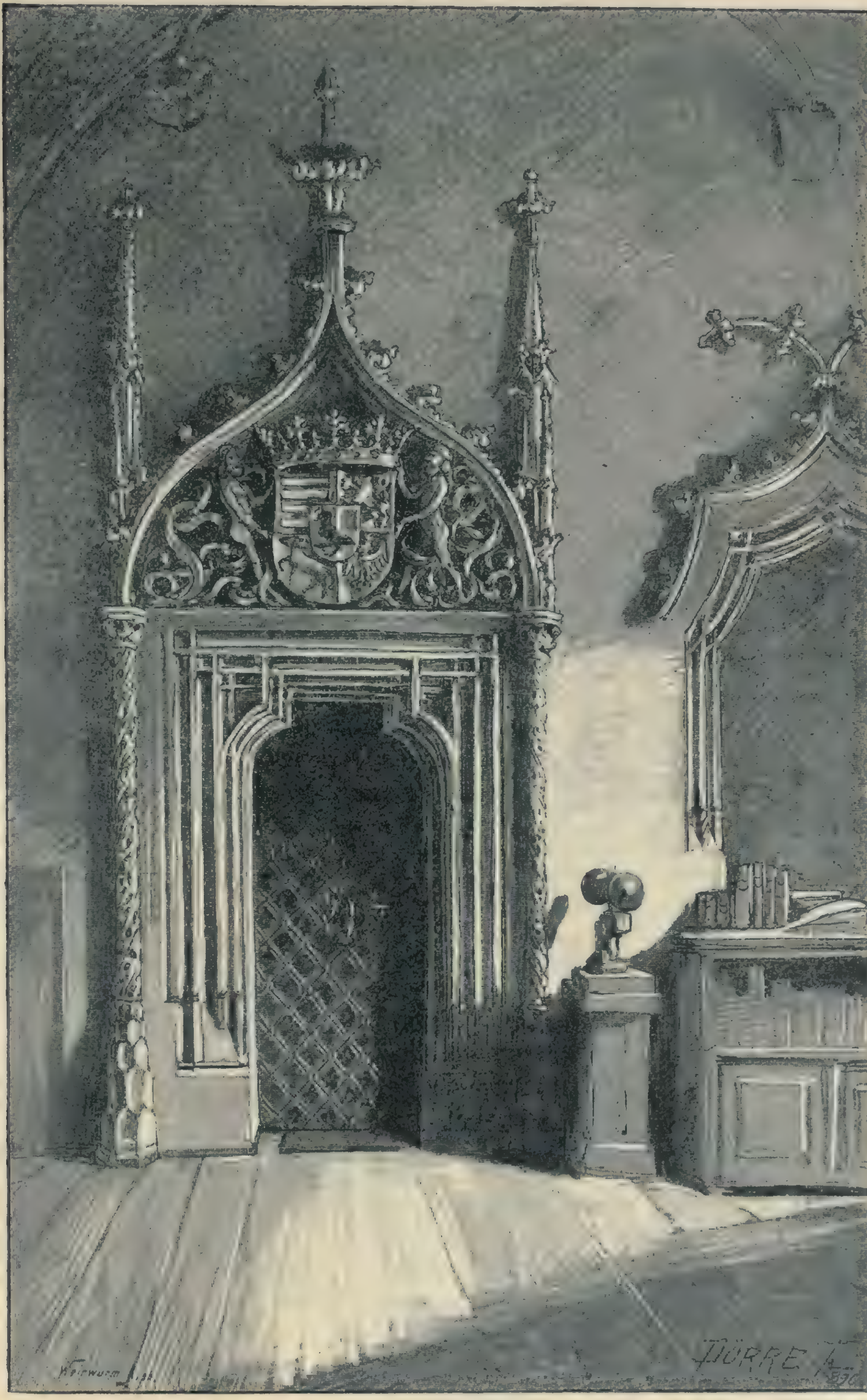


Statue du roi Mathias à Bautzen.

Podiebrad lui devint moins odieux, et les négociations recommencèrent avec lui; mais au moment où il allait garantir à Mathias la succession au trône de Bohême, il mourut. Cet évènement, qui deux ans plus tôt aurait été un coup de fortune, était maintenant un désastre, et le légat n'était pas éloigné d'en juger ainsi lorsqu'il écrivait: »La mort récente de l'hérétique a causé une grande joie; mais plaise à Dieu que nous ne voyions pas arriver des évènements plus graves!« Dans leur cité de Prague, les Tchèques, même catholiques, jurèrent quils ne reconnaîtraient jamais un roi magyar, et le prince polonais, appuyé par les armes de son père, vint se faire proclamer roi de Bohême, aux applaudissements des deux peuples slaves étroitement unis.

Mathias Corvin, désespéré de voir une couronne lui échapper, fut sur le point de perdre encore la sienne. Le mécontentement causé par la levée des impôts augmentait à chaque diète, avec la nouvelle des insuccès. Mahomet II venait de construire la forteresse menaçante de Szabács, et les Turcs poussaient leurs expéditions non seulement jusqu'en Styrie, mais au coeur même du royaume hongrois, jusqu'à Várad où ils détruisirent la sépulture de saint Ladislas. Sous l'impression du péril que faisait courir à la patrie l'éloignement de ses défenseurs, employés contre des chrétiens, une vaste conspiration se forma : elle avait un chef assurément inattendu dans le primat Vitéz, le précepteur du roi, celui qui l'avait mis sur le trône. Un des princes polonais, nommé Casimir comme le roi son père, fut appelé par les mécontents au trône magyar qu'avait occupé son oncle Wladislas, le croisé mort à Varna. De Cracovie il lança un manifeste qui déclarait Mathias Hunyade usurpateur. Mais ses soldats furent arrêtés, vaincus et dispersés par cet usurpateur, auquel l'urgence du péril rendit sa vigueur et son habileté. Restait à se venger des complices ; Mathias Corvin se montra clément, excepté envers le primat, qui fut deux fois emprisonné, deux fois remis en liberté moyennant les conditions les plus dures, et qui bientôt mourut de chagrin. Il était dans la destinée, sinon dans le caractère du fils de Jean Hunyade, de perdre après Szilágyi, Vitéz, ses deux bienfaiteurs.

Cependant il ne renonçait point à la Bohême. Le nouveau pape Sixte IV l'assista plus activement que Paul II, car il écrivit à tous les ennemis de la Hongrie pour les détacher de la coalition. D'ailleurs l'entrevue de Trèves, qui aurait pu procurer à Frédéric III l'alliance de Charles le Téméraire contre Mathias, fut brusquement rompue. Encore un vigoureux effort, et la supériorité militaire des Hongrois devait leur assurer le succès final. Cette campagne décisive eut lieu en Silésie ; elle offre, toutes proportions gardées, quelque ressemblance avec celle de Napoléon autour de Paris, en 1814, si l'on suppose un instant que celui-ci ait pu exécuter son plan définitif. Les alliés étaient répandus dans toute la Silésie, où Mathias n'avait pas une armée suffisante pour leur résister. Que fait-il alors ? Il envoie sa rapide cavalerie emporter ou détruire partout les provisions, et se fortifie dans Breslau avec un corps de six mille hommes, laissant les ennemis s'approcher et envoyant au loin ses deux excellents lieutenants, Kinizsi et Zápolya, avec l'ordre de revenir, lorsqu'il en sera temps, écraser les alliés entre leur armée et la capitale. Assiégé par une nombreuse armée, on le crut désarmé et perdu. Mais il put s'assurer, sous un déguisement de paysan, que tout cela n'était qu'une vaine apparence, qu'il pouvait attaquer cette foule mal organisée, et en effet il resta victorieux. Les assiégeants, privés de leurs communications et de leurs vivres par ses lieutenants, lui demandèrent une entrevue pacifique. Il parut à cheval dans un costume de soie blanche brodée d'or et garnie de perles,



Porte de l'hôtel-de-ville de Breslau ornée du blason du roi Mathias.
(Dessin de Théodore Dörre.)

entre le roi Casimir et son fils Wladislas. Le traité, qui fut confirmé le 12 février 1475, attribuait à la royauté hongroise la Moravie et la plus grande partie de la Silésie, à peu près la moitié des États soumis à saint Wenceslas.

La dernière et la plus longue période du règne (1475—1490) est aussi la moins compliquée et la plus constamment glorieuse. Les relations avec les pays slaves, Bohême et Pologne, ne sont que passagèrement troublées, et la politique hongroise poursuit alternativement ses deux grands ennemis, le Turc et l'empereur.

C'est en grande partie avec des soldats magyars auxiliaires que le prince Étienne de Moldavie remporta une victoire qui délivra momentanément son pays; et une partie des étendards conquis furent envoyés à Mathias. Le roi lui-même, laissant la régence à Émerich Zápolya, vint assiéger Szabács, menace constante pour la Hongrie, et s'en empara aux applaudissements du monde chrétien. Son lieutenant Báthory mit en fuite les Turcs de Moldavie déjà effrayés à l'approche du fils du grand Hunyade. Le feu des croisades se rallumait dans les âmes: un jour que les frères Michaloghli, célèbres pillards musulmans, avaient emmené du butin et des captifs au-delà du Danube, Pierre et François Doszy conduisirent leurs compatriotes à la vengeance. Les prisonniers gardés dans une vallée voisine, en entendant le cri de guerre, rompirent leurs liens et contribuèrent à la victoire. Des drapeaux furent apportés au roi qui attendait sa nouvelle épouse, Béatrix, fille du roi Ferdinand de Naples. Les Akindschis incendièrent la contrée que la jeune princesse devait traverser, mais elle parvint avec son escorte à Albe-Royale, puis à Bude où des fêtes magnifiques furent célébrées par un froid mémorable qui permettait à des troupes de cavaliers de franchir le grand fleuve.

Peu après ce mariage, dont Mathias Corvin attendait de grands avantages politiques, et qui rappelait aux Hongrois le temps où leurs rois de la dynastie d'Anjou occupaient ou conquéraient le trône des Deux-Siciles, Frédéric III de son côté allait profiter de la mort de Charles le Téméraire pour préparer, par l'union de l'archiduc Maximilien avec Marie de Bourgogne, la grandeur de sa maison. Ainsi fortifiés les deux rivaux recommencent la lutte avec une énergie croissante. L'empereur accueillait les transfuges silésiens; il refusait de reconnaître les agrandissements récents du roi de Hongrie, et de lui donner accès par l'électorat dans le corps germanique et plus tard à l'empire. Mathias, dans des lettres aux princes allemands et dans un manifeste général, dénonça l'empereur comme ayant violé »ses promesses, les traités, la foi publique, le juste et l'honnête. Si ces provocations nous obligent à nous défendre, ce n'est pas nous, amis dévoués de la paix, mais ceux qui nous harcèlent, qu'il faudra accuser devant Dieu et devant les hommes«.

Frédéric lui répondait en le dénonçant à ses sujets: »Ce qui montre,

Leodium galliarum clarissima et potētissima ciuitas hoc anno M.cccc.lxviij. a carolo burgundiorum duce capta et ingēti edita cede. diripitur. Superioribus eīn annis inter leodiēses et burgūdionū ducē maxime contentiones agebantur. q3 cū leodiēsis eps extiguere tēptasset a ciuib⁹ suis vrbe pulsus fuit. ideo summ⁹ pontifex tricariensem epm legatū eo misit. Is in carcerē truditur. Quā ob rē indignatus dux vrbē in germania populosissimam presente et fauente ludouico frācorum rege acerrimo ipetu ac plio vrbē expugnauit ac eā euertit

Mathias inclitus rex hungarie bosnēse regnū hac tēpestate aggressus castrū iaytza tā loci natura tū vo menior altitudine munitissimū dedìtione cepit. Inter hec sacro regni hungarie diademate a manibus friderici romanorum cesaris magna cū difficultate rehabito. rex sexto sui regni. Anno xpi M.cccc.lxiiij. in die cene dñi astantib⁹ pceribus cū solēnitate maria coronatus. Post hec mahumetē turchorum impatorē in expugnatione dicti castri iaytza in fugā vertit. relictis machinis et tormentorum generib⁹ inglori⁹ in turchiā rediit. Tandē post aliqua tpa castrū siue castellū turchorum sabatz denoīatū ad lit⁹ flumis zaue vel saui p eosdē ex lignis terraqꝫ multū curiose pforti ope pparatū (vt sequēs figura p omnē diametrū ac formā ostendit) turrib⁹ ac fossatis ac vallibus. necnō minus militibus munitū diro hiemis sub rigore obsedit. in quo lignea menia ex tabulis fabricata sunt. quarum tabularum cōpago ita solidū est vt vix ab intento posset iunctura dprehendi. Suntqꝫ triclinia ambitu plixiore distincta portic⁹ in oī decore disposite. Area vo curtis ingēti ambitu cīcte vt amplitudo ipa regiā aulā ostentat. Dūqꝫ rex acrius plio insisteret. turchi rapto comite iohāne de witebitz ab exercitu regis ad castellū. eo interfecto caput ei⁹ absciderūt cū flauescēte copiosaqꝫ coma haste suffixū ad terrorem exponi iusserunt. Mathias rex indignatus vi aggressus dedìtione cepit ac expugnauit ingenti gloria. Nouissime turchi anno M.cccc.xcij. iterato castellū inuaserūt. ab hungaris repulsi ad propria redierunt

Sabatz



Prise de Szabacs.

(Tirée de la Chronique de Schedel.)

écrivait-il, avec quelle merveilleuse habileté il a gouverné, c'est que les dépendances du royaume ont été à moitié conquises, et sans résistance, par les infidèles, et que le royaume lui-même a été réduit à la dernière indigence par ses exactions.«

La diète magyare, écartant ces accusations exagérées et ne séparant pas sa cause de celle de son roi, déclara la guerre. L'empereur n'était pas en état de la soutenir: il s'enfuit de Vienne à Krems, de Krems à Linz, devant les cavaliers de Kinizsi. La plupart des places tombèrent, même Haimbourg, forteresse renommée. Mathias Corvin, qui aimait le luxe et l'éclat, vint parcourir l'Autriche en carrosses dorés avec sa mère et la reine Béatrix. Il ne désirait point prolonger cette guerre, car c'était avec peine qu'il avait détourné de l'Orient ses armes victorieuses. Dès que cela fut possible, il traita non seulement avec l'empereur, mais avec la Bohême et la Pologne: la Silésie et la Moravie lui appartenaient en entier; il devenait l'héritier du roi de Bohême, moyennant qu'il fût reconnu par les États de ce pays.

Quelques difficultés avec la Pologne furent de même arrangées: Mathias ayant envoyé quelques secours aux Prussiens, des ambassadeurs polonais vinrent lui dire: »C'est mal à un roi d'appuyer une révolte contre un autre roi.« — J'ai suivi, leur fut-il répondu, un illustre exemple, celui de votre Casimir, qui naguère excitait contre moi mes évêques et ma noblesse.« La réplique était décisive, et il ne restait plus, après s'être reproché les mêmes torts, qu'à se réconcilier: les deux rois s'appelèrent frères, et entrèrent à cheval dans la ville d'Olmütz, sous le même vaste baldaquin.

Libre de porter tous ses efforts du côté du midi, Mathias eut bientôt à s'inquiéter de la politique italienne, et surtout de la politique trop temporelle de Sixte IV. Venise traitait avec les Turcs, et le pape, ennemi du roi de Naples, restait l'allié des Vénitiens. Le roi de Hongrie se trouvait isolé dans sa sainte entreprise, ce qui l'irritait au dernier point: »Nous admirons, écrivait-il, le Souverain Pontife, si favorable à Venise et si méprisant pour notre père Ferdinand, qui est d'autant plus mal reçu qu'il se montre plus empressé. Le Saint Père croit nous réduire à l'obéissance par sa sévérité. Il oublie que nous sommes hors de sa portée, et que sa malveillance à notre égard ne saurait nous être nuisible. Si l'on veut essayer lequel de nous deux peut faire le plus de mal à l'autre, c'est son territoire et non le nôtre qui souffrira le premier.« N'espérant plus rien de l'Italie, Mathias demanda des secours, mais en vain, à la diète de Nuremberg. Dès lors, il n'attendit plus son triomphe que de Dieu et de lui-même.

Une nombreuse armée, commandée par douze pachas, envahissait la Transylvanie (octobre 1479). Le roi, occupé en Bosnie et en Serbie, ne put marcher contre elle, mais le voïvode Étienne Báthory l'atteignit dans le vaste amphithéâtre de Kenyérmező (le champ du pain), qui semble avoir

été disposé par la nature pour les grandes batailles. L'évèque Ladislas Geréb commandait un corps de cavalerie; les soldats jurèrent sur l'hostie de ne point reculer sans l'ordre de leur général: on aurait pu se croire au début du douzième siècle et dans les plaines d'Ascalon. La lutte s'engagea dans des conditions inégales. Báthory, dont le nom justifié dans cette journée signifie »vaillant«, se prodigua, reçut six blessures, perdit deux chevaux sous lui en ralliant les fuyards. Au moment où tout semblait désespéré, arriva Paul Kinizsi, à la tête de ses hussards, et criant de sa voix retentissante: »Où es-tu, Báthory?« La fureur hongroise brisa les rangs ottomans; on a parlé de trente mille moslims restés sur le champ de bataille. Les vainqueurs célébrèrent un festin au milieu de tous ces debris;



Bude à l'époque du roi Mathias.
(Tirée de la Chronique de Schedel.)

un récit probablement légendaire montre Kinizsi dansant avec un cadavre turc; mais il n'est que trop vrai que dans ces luttes sans merci, la barbarie grandissait d'un côté comme de l'autre. La victoire de Kenyérmező sauva l'Europe orientale pour un demi-siècle.

Les relations avec la cour de Rome n'en devinrent pas meilleures. Mathias écrivait au collège des cardinaux: »Plût à Dieu que vos félicitations ne fussent pas une simple ostentation, et qu'elles fussent suivies d'effet pour le salut de la chrétienté. Nous sommes affligés de voir qu'après tant de travaux entrepris sans interruption pour la foi catholique et pour le dogme chrétien, nos ennuis viennent souvent de Sa Sainteté, dont nous pouvions attendre une autre reconnaissance.« Toutefois la prise d'Otrante avertit le pape et le ramena peu à peu à la vraie politique, aux vrais

devoirs de son siège pontifical, que Pie II avait bien compris, mais que Paul II et lui-même Sixte IV avaient successivement méconnus. Ce n'est pas qu'il ait grandement secouru Mathias dans la campagne de 1481 : les secours qu'il avait promis se faisaient attendre, et il ne saisit pas l'excellente occasion qui était offerte aux chrétiens par la mort de Mahomet II, et où son royal correspondant reconnaissait la main de la Providence. Il n'en est pas moins vrai que Sixte IV se rapprocha du roi de Naples, se préoccupa davantage de la guerre musulmane, et désira la paix entre les chrétiens.

Malheureusement l'empereur ne parlait que d'écraser »le fléau de la chrétienté« et ne voulait pas écouter les légats médiateurs; il fallait donc renoncer à continuer la croisade. Jamais pourtant les circonstances n'avaient été plus favorables: Bajezid II avait contre lui un grand parti, et on frère Dschem offrait à Mathias la Bosnie, la Serbie et la Bulgarie s'il le délivrait des mains des chevaliers de Rhodes et lui accordait son alliance. Kinizsi avait poursuivi ses succès au-delà du Danube, entraînant avec lui cinquante mille Serbes ou Turcs ennemis du sultan. L'inquiétude était grande à Constantinople, et Bajezid implora une trêve de cinq années. Il en coûtait beaucoup au roi et aux États de l'accorder, et toutefois le chancelier-archevêque Várday montra que les évènements la rendaient nécessaire : elle fut conclue et sérieusement observée. Le rôle victorieux de Mathias Corvin comme croisé était fini prématurément, et c'est Frédéric III cette fois qui en est responsable.

Dans la lutte suprême où il s'agissait de conquérir l'Autriche, on peut remarquer avec quel acharnement se défendirent les populations allemandes de ce pays. Ce n'était pas leur médiocre souverain qui pouvait exciter leur dévouement: Fréderic, naguère si provoquant, s'enfuyait à Inspruck, puis à Nuremberg, demandant partout des secours qu'on ne lui accordait pas, ou qu'on lui accordait sur le papier. Mais les Allemands d'Autriche défendaient leur nationalité contre les Magyars. Pour réduire Vienne, il fallut un long blocus, pendant lequel ses cinquante mille habitants supportèrent courageusement la famine, et lorsqu'ils cédèrent enfin, ce fut en stipulant le maintien de tous les privilèges de leur bourgeoisie (1485). Alors seulement Mathias, ayant à ses côtés Béatrix, put faire son entrée solennelle dans cette capitale, et répondre en beau latin à la harangue du recteur de l'Université. Les habitants de Neustadt se défendirent mieux encore, pendant un siège de plus de deux ans (1487). Lorsque d'énormes canons conquis sur les Turcs eurent détruit les tours des remparts, les églises en tinrent lieu, et ce n'est qu'en se voyant abandonnés par leur prince qu'ils se rendirent honorablement. L'archiduché était conquis, un empire presque aussi vaste que l'Autriche actuelle semblait fondé, et aucun prince ne pouvait songer à lutter contre les armes et la politique également victorieuses de Corvin.

Pourtant au milieu de cette gloire le conquérant s'assombrissait tous les jours. Il sentait qu'il y avait dans sa puissance quelque chose de factice et qui ne pouvait durer. Ses triomphes n'avaient fait que le ruiner davantage, et il ne pouvait subvenir à ses dépenses que par l'oppression des pays occupés, et par de nombreuses confiscations en Silésie. Ensuite il voyait bien que la mauvaise fortune de la maison d'Autriche n'était que momentanée, que Maximilien étendait ses alliances sur l'Europe entière, excepté la France, et n'attendait pour tout recouvrer qu'un évènement prédit comme prochain par les astrologues, sa mort à lui Mathias Corvin. Il atteignait pourtant à peine à l'âge de cinquante ans, mais la goutte le torturait dans son palais conquis de Vienne, et comme il ne laissait pas de fils légitime, toute son oeuvre devait crouler avec lui. Pour empècher son empire de tomber aux mains de ses plus cruels ennemis, il essaya de faire reconnaître comme devant lui succéder son fils naturel Jean Corvin, qu'il avait eu d'une fille du bourgmestre de Breslau, et dont il avait confié l'éducation aux hommes les plus éminents de son royaume. Il écrivit dans ce sens aux comitats et aux villes libres, et obtint quelques réponses favorables. Mais la reine Béatrix, conseillée par son habile père, agissait secrètement contre les volontés de son époux. Si personne n'avait la pensée de résister en face à un monarque aussi terrible, on lui disait respectueusement qu'il était jeune encore, qu'il pouvait avoir un fils; il comprenait enfin qu'il n'échapperait pas à cette destinée des volontés trop énergiques et trop longtemps obéies, de ne plus rien pouvoir au-delà du tombeau.



Sphinx portant un blason du roi Mathias.

Le 4 avril 1490, après une longue séance dans la cathédrale de Saint Étienne, où il avait armé chevalier l'ambassadeur de Venise, le roi Mathias mangea des figues parmi lesquelles il s'en trouva une gâtée, que l'on a dit depuis renfermer du poison. Il ne put toucher à son repas, et il fut emporté dans son lit où il mourut sans avoir pu donner ses instructions à ses fidèles. Le trône de Hongrie, dont il avait fait un des premiers de l'Europe, était vacant et l'un de ses anciens adversaires, Wladislas de Bohême, allait y être appelé. La politique et les guerres de Mathias Corvin ne sont pas tout son règne; il faudrait envisager en lui l'administrateur et le protecteur des lettres, et à ce double point de vue l'éloge à décerner à sa mémoire comporterait peu de réserves. Il s'en impose plus d'une à notre jugement lorsque nous terminons cette étude, et sur plus d'un point nous

donnerons raison aux historiens allemands et slaves contre ceux des historiens magyars qui ont fait de lui une sorte de demi-dieu. La guerre de Bohême tout entière a été une faute dont la chrétienté a porté la peine, et même en dehors de cette période funeste, Mathias apparaît trop souvent comme un voisin jaloux et incommode, ou bien comme un dominateur plein de rancune et quelquefois ingrat. Il n'en est pas moins le plus grand roi de son temps avec notre Louis XI : son activité politique et guerrière a été incomparable ; sa croisade, trop souvent interrompue, a pourtant rendu d'immenses services. L'Europe doit enrégistrer sa mémoire parmi celle de ses plus grands princes ; et quant aux Magyars, ils ont toujours mis à la première place le roi issu de l'élection nationale qui a tenu téte victorieusement à leurs deux ennemis traditionnels, l'invasion turque et l'absolutisme autrichien.

CHAPITRE QUATRIÈME.

MATHIAS CORVIN : SES INSTITUTIONS ET SA BIBLIOTHÈQUE.

Lorsqu'on a lu le récit des guerres de Mathias Corvin et l'exposé de sa politique, on est tenté de croire qu'il se consacrait tout entier aux affaires extérieures de son royaume, et qu'il ne lui restait pas le temps de l'administrer, ni de cultiver son propre esprit. Ce serait là une double erreur. A côté du conquérant, ou plutôt mêlé à la vie du conquérant, il y a un autre Mathias, lettré, jovial, presque débonnaire, et l'on doit envisager un troisième Mathias, roi législateur et constitutionnel.

Ce dernier mot n'est pas un anachronisme : fort peu de souverains ont eu autant de respect pour les formes du régime parlementaire, et parmi les souverains d'un tempérament et d'un caractère semblables, pas un seul ne peut, à ce point de vue, lui être comparé. Les diètes étaient convoquées par lui non pas tous les trois ans, mais environ une fois chaque année ; il y tenait absolument, plus qu'un certain nombre de ses sujets qui, trouvant ces déplacements onéreux, se seraient contentés de réunions moins fréquentes. Les deux chambres, celle des prélats et barons, celle des ordres, étaient nettement séparées depuis longtemps. Leurs rapports mutuels avaient désormais l'aspect et la nature des ressorts parlementaires.

On disait: »Le roi, les prélats et les barons se sont mis en communication sur ces questions avec la communauté du royaume.« La *communitas regni*, c'était l'ensemble des députés des comitats et des villes, ceux des comitats ayant infiniment plus d'importance.

Pour les affaires de second ordre, Mathias se contentait de réunir la chambre haute ou un certain nombre de ses membres laïques et ecclésiastiques, dont les délibérations avaient encore une valeur parlementaire. Mais il avait aussi son conseil, plus restreint, qui exerçait l'administration proprement dite. On ne doit pas non plus se figurer qu'il y eût une parfaite délimitation des pouvoirs législatif et exécutif: le roi connaissait à merveille la nation, son génie politique, son attachement à la constitution, il savait qu'elle ne pouvait être vraiment forte qu'à la condition d'être satisfaite dans son goût pour les élections, la délibération, la vie; et ce qu'il savait tout aussi bien c'est qu'elle lui passerait, dans son dévouement et son enthousiasme, bien des irrégularités, bien des actes arbitraires. Par exemple les principes relatifs à la levée des impôts sont loin d'avoir été toujours observés.

Une autre remarque a été faite, c'est que l'institution des armées permanentes a été fatale à l'esprit politique de la nation en séparant l'élément militaire de l'élément civil et en diminuant la vie intérieure des comitats. Cependant les assemblées des comitats ont été extrêmement vivantes sous Mathias comme dans presque toute l'histoire de Hongrie. Elles ont même pris une part plus active qu'auparavant au règlement de leurs affaires intérieures. Le grand Corvin voyait dans ces assemblées un vrai foyer de résistance contre les dynastes, et par conséquent un appui pour la petite noblesse et la royauté, le jour où le pouvoir souverain serait entre des mains moins énergiques que les siennes. Elles délibéraient sur toutes choses; elles élisaient les agents chargés de la répartition des impôts. La diète de 1486, l'une des plus actives qu'ait jamais vues la monarchie hongroise, remplaça les commissaires royaux de chaque comitat par une sorte de commission élue par la noblesse dans son propre sein. Le plus haut dignitaire était toujours le comte suprême *(főispán)* nommé par le roi, et après lui l'*alispán* nommé encore par le comte suprême; mais la loi exigea que l'alispán, le vrai directeur de toutes les affaires, fût choisi parmi les propriétaires du comitat.

La vie politique se maintenait donc au centre et dans les provinces. Le roi n'en avait que plus de vigueur dans l'exercice de son pouvoir souverain: il y prenait, comme nous l'avons vu, une part personnelle et décisive, mais il avait aussi des lieutenants et des ministres bien choisis. Peu lui importaient l'origine, la race et la naissance, pourvu qu'il trouvât le talent, l'énergie, l'activité. On peut même supposer qu'il n'était pas fâché, lui le roi parvenu, longtemps dédaigné par les puissants seigneurs de son royaume et par les vieilles maisons de l'Empire Germanique,

d'élever au-dessus des têtes les plus hautes, en vertu de sa libre confiance, des hommes qui lui devraient tout et qu'il pourrait d'un geste replonger dans l'obscurité. Le discernement qu'il avait mis à les choisir, il le mettait aussi à les employer de la façon la mieux adaptée à leur génie : le savant Jean Vitéz, avant sa disgrâce, rédigeait les papiers d'État ; Pruisz, un autre évèque aimable, bienveillant et habile, s'occupait des négociations ; Émerich Zápolya du gouvernement intérieur ; Étienne Zápolya, tacticien éprouvé, était opposé aux Tchèques dans des guerres difficiles, tandis que le rude Báthory et le sauvage Kinizsy combattaient les rebelles de Transylvanie et les armées musulmanes.

La plus haute dignité était toujours celle de Palatin : Mathias semble avoir hésité à la maintenir après la mort d'Országh (1481), qui l'avait longtemps occupée. Elle était loin d'être par elle-même populaire, à cause des abus de la justice du palatin, sorte de tribunal ambulant, qui décidait sommairement sans avoir eu le temps d'étudier les causes, et qui donnait à un homme toujours faillible, quelquefois vicieux, un pouvoir vraiment formidable sur la vie et la liberté de tous. D'ailleurs la royauté pouvait craindre une rivale dans cette dignité qui, pour l'étendue et la durée de ses attributions, ne pouvait être comparée qu'à l'institution aragonaise du justiza. Cependant Mathias, au lieu de la supprimer par voie d'extinction, préféra la conserver en la limitant par des lois précises, qui furent l'oeuvre de la diète de 1486. La partie judiciaire de cette charge fut abolie, et l'on peut voir par là que le règne de Mathias a été sérieusement constitutionnel, si l'on peut entendre par ce mot l'accord et l'échange d'idées entre la représentation nationale et le pouvoir. En effet les diètes précédentes avaient plusieurs fois réclamé contre cette mauvaise juridiction, contre les confiscations qu'elle prononçait sans mesure, contre l'arbitraire et la rapidité de ses décisions, contre les empiètements dont la justice des comitats se trouvait victime. La diète de 1478 n'avait même consenti à voter l'impôt pour cinq ans que moyennant la suspension de ce tribunal pendant le même espace de temps.

Les lois de 1486, en rendant cette abolition définitive, donnèrent au contraire la plus grande importance aux attributions politiques du palatin. Il était désormais le tuteur du roi en cas de minorité, le général en chef des forces du royaume, particulièrement si l'ennemi envahissait le territoire. A lui seul incombait le devoir de convoquer la diète, d'apaiser les troubles en réconciliant la nation avec le roi, de recevoir les ambassadeurs des nations étrangères. Redoutable faisceau d'honneurs et de responsabilités, qui faisaient vraiment de ce dignitaire un lien vivant entre le trône et le peuple ! L'esprit magyar s'est attaché fortement à cette notion constitutionnelle, qui revenait au fond à une responsabilité ministérielle rudimentaire. Il devait s'y attacher surtout lorsque le souverain, étant devenu héréditaire et étranger, trouverait dans le palatin son représentant sédentaire. Aussi

depuis l'avènement de la dynastie autrichienne, jusqu'à la fondation récente du régime parlementaire complet, posséder un *nádor* selon les lois de 1486 a-t-il été le premier désir de tout patriote.

Ce n'est pas seulement sur une question spéciale que la diète, c'est-à-dire l'ensemble de la nation noble, était d'accord avec le roi. Dans tout cet ordre d'affaires ils avaient un système commun qui était de préserver la justice de deux périls, la puissance des dynastes et l'ingérence temporelle du clergé. Mathias est resté un type de résistance à la domination sacerdotale, au point que vers la fin du dix-huitième siècle on a pu lui comparer Joseph II. L'exposé de sa politique a fait voir en lui un allié, mais un allié intermittent, indépendant et quelquefois impérieux, de la Cour de Rome. Il intimait un jour à un légat, dans un langage plus que vif, l'ordre de repasser au plus tôt la frontière. Malgré tout son attachement, non seulement à la cause chrétienne en général, mais à celle de l'Église latine et de la suprématie romaine, il n'admettait aucun empiètement sur ses droits royaux dans les affaires ecclésiastiques. La diète de 1462 restreignait la justice cléricale aux procès d'hérésie et aux questions relatives aux mariages et aux testaments, en tant qu'ils étaient des actes religieux; elle lui interdisait de juger les débats relatifs à la propriété. Celle de 1486 prohibait les appels en Cour de Rome.



Blason du roi Mathias sur la flèche de l'église Notre-Dame de Bude.

(Dessin de Théodore Dörre.)

Mathias ne voulait donc pas que le clergé fût son rival, mais il

l'aimait comme auxiliaire. Nous l'avons vu conférer des charges très importantes à certains prélats; il s'appuyait volontiers sur eux et sur leurs talents pour se dispenser d'avoir recours à de dangereux grands personnages. Ce qui l'y encourageait encore, c'est l'esprit du clergé du quinzième siècle, tourné vers les succès temporels et vers les curiosités de l'érudition plutôt que vers les préoccupations religieuses. Mais il faut bien en convenir, de là naissaient pour l'épiscopat hongrois de sérieux inconvénients: la piété des masses, inquiète et vive, se détournait de leurs conducteurs officiels pour demander l'apaisement et la satisfaction aux nouvelles doctrines. On persécuta bien les Hussites, on n'eut pas de peine à empêcher les Magyars d'adopter en bloc le hussitisme, religion nationale d'une autre race; mais l'esprit hussite ne fut jamais déraciné, il prépara la Réforme. Ce qui la prépara aussi, dans une région spéciale de la frontière, ce fut la mystique et respectable communauté des frères moraves, vouée à l'éducation de la jeunesse et à la charité. Mathias ne se dissimulait nullement les défauts d'un certain nombre d'évêques et d'autres ecclésiastiques, puisqu'il disait en riant que les sept péchés capitaux avaient élu chez eux domicile; et les évêques eux-mêmes dans leurs synodes donnent une triste idée des moeurs du bas clergé par les abus qu'ils constataient en les interdisant. C'est ainsi que le synode de 1460 défendit aux prêtres de vendre aux laïques la permission de contracter des unions irrégulières.

L'état intérieur du clergé devait donc nécessairement diminuer son influence morale, malgré le zèle et les talents, trop temporels d'ailleurs, de quelques-uns de ses chefs. Même associé à la royauté et à la petite noblesse qui dominait dans les diètes, il ne pouvait arrêter d'une façon durable la puissance des grands seigneurs, contenue momentanément par une forte main. Il y avait là d'ailleurs comme un courant fatal et irrésistible. La diète pouvait bien ordonner la démolition des forteresses construites sans la permission du roi; elle pouvait bien soumettre toutes choses à la juridiction des comitats et défendre de paraître en justice tout armé; la petite noblesse pouvait bien maintenir le principe de l'égalité, dans les limites qui l'intéressaient: tout cela n'empêchait pas Mathias lui-même de nommer des comtes suprêmes héréditaires, ce qui était une mesure on ne peut plus féodale, et de transformer ses favoris en dynastes par des largesses et des donations de toutes sortes, par exemple la famille Zápolya. L'oeuvre politique et judiciaire du grand Corvin n'avait donc pas entièrement réussi, et parfois elle se retournait contre elle-même. Elle n'en est pas moins glorieuse, et par ses succès partiels, et par les nobles intentions qui y ont présidé. Le souvenir personnel du roi considéré comme juge intègre et bien inspiré a pénétré profondément dans la mémoire de son peuple; c'est devenu un proverbe: »Mort Mathias, morte la justice.«

Au point de vue du commerce et des intérêts matériels, ce grand régne n'a été ni sans gloire ni sans reproche. Si les guerres avec les Turcs

diminuaient inévitablement le commerce oriental, les guerres avec la Bohême et ses alliés diminuaient inutilement le commerce avec l'Europe centrale. Les impôts étaient lourds, soit avant, soit après la diète de 1467 qui en modifia le caractère par l'institution d'un tribut du fisc royal que devaient payer, selon leurs biens, tous les privilégiés. Ils étaient nécessités par l'entretien d'une armée permanente qui, sur le pied de paix, comprenait trente-quatre mille hommes, cavaliers pour la plupart, et de tout un service compliqué de magasins, d'ateliers, de moyens de transport. Enfin les pillages continuels des Turcs dépeuplaient les contrées méridionales.

Mais le gouvernement hongrois réagissait avec beaucoup d'énergie contre toutes ces causes de ruine et de faiblesse. Il faisait restituer à l'État les biens qu'il avait perdus par usurpation. Il encourageait par des privilèges la découverte et l'exploitation des mines. Il protégeait et favorisait les villes commerçantes, ne fût-ce que par le bon ordre qui régnait de tous côtés. La population industrielle, comme l'industrie elle-même, se déve-



Médaille de Galeotto Marzio.

loppait avec variété : si le luxe de la cour appelait, comme nous le verrons, des artistes étrangers, la Hongrie à son tour fournissait aux pays voisins des mineurs, des canonniers, des monnayeurs et divers autres corps de métiers. Là où diminuait la population agricole, des proclamations attiraient les émigrants des pays voisins. Ce fut là une cause des établissements chaque jour plus nombreux des Serbes au nord du Danube. Peu après la mort du vieux Georges Brankovics les derniers restes de l'ancienne principauté de Serbie avaient disparu ; tous ceux qui avaient quelque ferveur chrétienne songeaient dès lors à passer sur le sol hongrois, sol fertile où les bras manquaient par suite de ravages périodiques. Dans une seule expédition, Kinizsy en ramena cinquante mille. Ils recrutèrent en grande partie la légion noire et se signalèrent par leur valeur et leur férocité, soit contre Vienne, soit contre les infidèles. Ni leur origine, ni leur attachement à l'Église grecque, n'étaient contre eux un titre d'exclusion : ils avaient leur clergé et ne payaient pas la dime au culte catholique.

Les institutions de Mathias Corvin ne doivent pas faire oublier sa personne et sa vive originalité. Un Italien de sa cour, Galeotto Marzio de Narni, a pu composer un livre de ses conversations et de ses bon mots. Beaucoup de ceux-ci n'offrent plus qu'un médiocre intérêt, mais il en est de remarquables par l'imprévu, sinon par la justesse de l'observation morale. »Trois choses, disait-il, sont mauvaises, du jus recuit, une femme barbue, *et un ami réconcilié.*« — Rencontrant un homme à la mine triste et vêtu de noir, dont il connaissait l'avidité, et qui venait d'hériter de ses deux frères: »Qu'est-ce qui te rend si lugubre? — La mort de mes frères. — Qu'elle soit venue si vite, ou si tard? — Si tard, répond franchement l'avare interloqué. — J'en étais bien sûr.« — On plaidait un jour devant lui une question de paternité, que l'on cherchait à prouver par la ressemblance: »Cela n'est pas du tout une raison, répondit-il, les femmes adultères ne font que penser à leur mari qui peut découvrir leur faute.«

Plusieurs de ses réparties attestent son respect et son amour de l'antiquité classique. On se moquait devant lui de l'évêque de Vácz qui, dans une réunion de prélats et de barons, avait apporté un manuscrit des Tusculanes: »Eh bien, dit-il, cela doit nous rappeler Caton qui apportait toujours quelque chose à lire dans les séances du sénat romain.« — Un autre jour on croyait lui faire plaisir en mettant les guerriers de son temps et leur art militaire bien au-dessus des héros antiques. Il répondit: »Si nous avions la centième partie de leur génie, l'Empire des Turcs n'aurait pas grandi dans de telles proportions.« Il partait de là pour faire l'éloge de Frontin et de Végèce. La reine Béatrix, digne fille de l'Italie de la Renaissance, ne restait pas en arrière; elle avait de la promptitude à citer les auteurs, elle amenait volontiers un vers de Virgile.

Le mot de Renaissance vient d'être prononcé, il n'est pas sans s'appliquer à la cour de Mathias et à une partie du clergé de son temps; renaissance un peu factice il est vrai, toute d'importation et sans véritables racines nationales, mais non moins curieuse à étudier pour cela. Le roi en était le centre indispensable par son activité et ses largesses. En vrai conquérant il dormait peu, excepté pendant un siège ou entre deux batailles. Malgré les affaires qui renaissaient de toutes parts, il avait toujours du temps pour lire et pour disserter à table avec ses amis. Un jour que l'on discutait une question difficile, il donne l'ordre d'aller chercher des livres dans sa chambre à coucher; il les connaissait si bien qu'en un moment il réunit les autorités nécessaires pour appuyer son opinion. Les contemporains ont remarqué que Mathias recherchait la société des Italiens, plus propres que tout autre peuple à travailler à la gloire d'un prince, »par leur facilité de parole et leur nature adulatrice et avide«. C'étaient eux surtout qui recevaient ces beaux présents, dont était coutumière la prodigalité royale, de riches habits, de l'argenterie ciselée, des chevaux tout

harnachés. C'étaient eux aussi qui bâtissaient ou décoraient des édifices presque aussi nombreux, disait-on, que ceux de l'Allemagne.

De toutes les fondations de Mathias la plus importante de beaucoup fut sa bibliothèque, la *Corvina.* Elle résume heureusement les vigoureux efforts du roi en faveur de la littérature et de l'art. Avant même qu'elle ne fût achevée, Ange Politien la célébrait d'avance comme la plus belle et la plus riche des bibliothèques. Aucune assurément n'était mieux installée. Le palais qui la renfermait s'élevait sur les flancs de cette colline de Bude, abondante en eaux sulfureuses, que Mathias appelait »le siège et le trône de la dignité royale, la tête de notre royaume, la santé et la restauration de notre peuple.« On comparait ce temple de la science au temple d'Hercule où le premier à Rome Asinius Pollion avait fondé une bibliothèque. On y pénétrait par une salle dont le plafond curviligne représentait un ciel constellé, et qui communiquait par une porte latérale à une chapelle de saint Jean où le roi entendait l'office de chaque jour. Ensuite venaient deux autres grandes salles, l'une consacrée à la Grèce et à l'Orient, l'autre à la littérature latine, où les manuscrits étaient rangés dans un ordre parfait, et catalogués de manière à être trouvés facilement. Les *codices* étaient revêtus d'une enveloppe de soie où diverses couleurs et des lettres d'or indiquaient la nature de l'ouvrage. Le velours, l'or, l'argent des agrafes, brillaient partout. »Que de trésors j'ai vus, s'écriait le savant Brassicanus. O Dieux immortels! Qui pourrait croire à un spectacle aussi délicieux? Je ne me croyais pas dans une bibliothèque, mais dans le sein de Jupiter.«



Calvaire du roi Mathias.
(Dans le trésor de la cathédrale d'Esztergom.)

Il y avait peut-être en tout

cinquante mille volumes, chiffre énorme avant la propagation de l'imprimerie, laquelle n'avait encore reproduit qu'un petit nombre d'ouvrages. L'ancien fonds de la collection des rois de Hongrie, entre autres de la maison d'Anjou, ne peut avoir figuré pour une grande part dans ce total immense. Mathias fit des acquisitions dans les diverses provinces de l'ancien empire byzantin: la chute de Constantinople, qui avait dispersé des trésors, lui fut extrêmement utile. Ses envoyés pénétrèrent fort loin dans les contrées orientales, et en rapportèrent des ouvrages arabes, chaldéens et hébraïques.

Mais si importantes que fussent les acquisitions en divers pays, et sans parler des offrandes et des dédicaces des auteurs vivants, heureux de voir figurer leurs oeuvres dans une collection illustre, il fallait d'excellents copistes pour *peindre* les reproductions des plus beaux manuscrits italiens, il fallait aussi de nombreux copistes à Bude. C'est ainsi qu'il envoya à Florence Taddeo Ugoletti, précepteur de son fils, pour copier les codices de la Lorenzana. Quatre Florentins y travaillèrent sous la direction de Naldi. L'un d'eux, Philippe Valori, fut envoyé en Hongrie par Marcile Ficin dans les dernières années de Mathias qui demandait à être mis au courant de la philosophie platonicienne. A Bude, trente copistes, miniaturistes et traducteurs formaient une administration présidée par le bibliothécaire Félix de Raguse et coûtaient chaque année trente mille florins d'or. Tous n'étaient pas des étrangers, on cite parmi eux un Jeles, un Gál, un Váci qui étaient des Magyars, et cet art acquit un si haut degré de faveur que Wladislas II devait anoblir l'auteur d'une belle copie de Bonfinius.

Tout indique la plus grande variété dans la composition de la Corvina. La littérature profane et la littérature sacrée, les grammairiens, les poètes et leurs commentateurs, les pères de l'Église et les théologiens, les auteurs qui ont traité de la tactique et des machines de guerre, les historiens et les philosophes anciens et leurs traducteurs, rien n'y était oublié. On n'avait garde de négliger des poèmes tels que celui de Cortesius sur les hauts faits de Mathias: »Tu es le plus grand des rois, le maître de la terre et de la mer.« Il y avait peut-être aussi des antiquités et des instruments de mathématiques, puisqu'il en donna aux savants polonais. Enfin, et ceci n'est pas sans importance dans l'histoire des Magyars, la littérature nationale y occupait certainement quelque place, avec la traduction de la Bible de Bátori, les poésies de Vitéz et de Gabriel, les chants de guerre de Cesinge, littérature qui a presque entièrement disparu. La part qu'y prenait Mathias ne saurait être contestée; il s'intéressait à la grammaire magyare, aux changements subis par les noms géographiques selon les époques et les idiomes, question encore aujourd'hui difficile, et qui, chez un homme du quinzième siècle, prouve une rare curiosité. Au surplus écoutons là-dessus le témoignage d'un étranger bon observateur:

»Toujours pendant ses repas, ou l'on converse, ou l'on chante. Il a

ici en effet des musiciens et des ménestrels, qui chantent avec la lyre en langue nationale. Il est toujours question d'un fait héroïque, et la matière ne manque pas, car la Hongrie se trouve au milieu de races diverses, et les guerres sont fréquentes. Les chants d'amour sont plus rares . . . Les Hongrois nobles ou rustiques parlent la même langue, avec la même prononciation, les mêmes mots et le même accent. Il n'y a pas de dialectes différents comme le Toscan et le Napolitain: aussi un chant composé en langue hongroise est-il compris également par tous les citoyens du pays.«

La Corvina, ce trésor si varié, qu'est-elle devenue après Mathias? Elle a été plus dispersée, elle a eu des destinées plus imprévues et plus dramatiques qu'aucune autre collection n'en a jamais eu. L'on a beaucoup dit, et cela dès 1538, qu'elle avait été la victime de la barbarie asiatique et de l'invasion musulmane. Il ne faudrait pas croire que sa ruine ait été l'oeuvre d'un jour. Déjà les deux Jagellons, successeurs des Corvins, Wladislas II et Louis II, toujours à court d'argent, après avoir négligé de payer les derniers manuscrits commandés par Mathias, se mirent à en céder aux étrangers. Maximilien fondait alors la Bibliothèque de Vienne: pour lui, et avec l'autorisation de l'insouciant Wladislas, le savant Cuspinianus fit vingt-quatre fois le voyage de Bude sans jamais revenir les mains vides. Après le désastre de Mohács (1526), la garnison allemande fournit aux bibliophiles des pays voisins l'occasion de cataloguer fréquemment *ex Ungariae spoliis*. Le Vénitien Gritti, tant que dura son singulier pouvoir, ne s'oublia pas davantage. Quant aux Ottomans ils protégèrent ce qui restait plutôt qu'ils ne le détruisirent, et ils se refusèrent toujours à le vendre; mais avant leur arrivée il y avait eu tant de déprédations, et il y eut ensuite un si grand commerce, que le duc de Wolfenbüttel, à l'époque de la guerre de Trente Ans, put en acheter d'un seul coup deux cents volumes.

Dans le cours du dix-septième siècle les restes de la Corvina furent transportés à Constantinople. On les croyait à jamais perdus, mais un savant hongrois du dix-huitième siècle et deux de nos contemporains déclarent en avoir vu un grand nombre. Du reste les manuscrits de la Corvina que possèdent les bibliothèques des pays occidentaux proviennent de cette source: par exemple le Saint-Jérôme et le Ptolémée, magnifiques propriétés de la Bibliothèque Nationale de Paris, ont été acquis à Constantinople, l'un par le duc de la Vallière, l'autre par le baron de Tott. On en trouve un nombre plus ou moins grand dans la plupart des bibliothèques de l'Europe.

Il fallait insister sur la Corvina dont la splendeur et la dispersion offrent une assez fidèle image de la grandeur et de la décadence de la Hongrie. Mais elle n'est pas à elle seule toute cette époque littéraire, plus remarquable par l'effort que par l'originalité et le succès. Il y avait une société littéraire assez mal connue, excepté son titre *sodalitas litte-*

raria Ungarorum. Évêques, courtisans, savants, professeurs, se réunissaient dans une sorte de cénacle, le plus souvent autour d'une table bien garnie, où les coupes d'or circulaient, et où l'on s'entretenait d'astronomie, d'histoire et de poésie.

Un moyen plus puissant et plus sérieux de progrès intellectuel était l'imprimerie : un parent du roi, Ladislas Geréb, fit venir d'Italie l'Allemand Hess qui imprima en 1473 la *Chronique* de Bude, puis quelques ouvrages anciens. Mais il n'eut pas de successeur immédiat ; de là une conséquence singulière, c'est que, d'une part, les typographes magyars, instruits par André Hess, allèrent travailler en Italie ou en France, et que, d'autre part, les ouvrages composés en Hongrie étaient imprimés en Italie ou en Allemagne, par exemple les lois de la Diète de 1486, avec une gravure représentant Mathias sur son trône, et des légistes lui apportant un livre ouvert. En revanche, le commerce des livres était très développé à Bude, où l'on ne comptait pas moins de treize librairies.

Les ouvrages contemporains en langue latine qui se répandaient, manuscrits ou imprimés, étaient de nature assez variée, et ils attestent des échanges littéraires continuels entre la Hongrie et les pays étrangers. Le plus illustre des sermonnaires, Michel de Hongrie, est mort à Paris docteur de Sorbonne, il appartenait à l'ordre tout national des Paulistes. Un Franciscain, bachelier de l'Université de Cracovie, Pelbart de Temesvár, revint dans son pays pour y enseigner et y prêcher longtemps. Grégoire Bánfi, neveu d'un Palatin, fut prieur dans un couvent de Rome. Parmi les historiens, à côté du magyar Thuróczy, que l'on pourrait appeler le dernier rhapsode de la gloire nationale, il suffit de citer les noms de Ranzani, de Tubero, de Galeotto Marzio, de Callimaque, de Bonfini d'Ascoli, lecteur de la reine Béatrix, pour démontrer leur origine italienne ou grecque. Le poète Janus Pannonius était un élève de Ficin et de Guarino de Vérone. Csoda, appelé en latin Nicolas de Mirabilibus *(csoda* signifie merveille), discuta philosophie chez Laurent de Médicis. Quant aux écrits composés dans la langue nationale. il va sans dire qu'ils faisaient exception à cette loi d'échange intellectuel, car ils étaient forcément l'oeuvre de purs magyars. Mais malgré l'importance, signalée bien des fois, de la langue magyare dans la vie publique et dans le palais même de Mathias, il ne nous en reste guère que des fragments religieux contenus dans divers manuscrits. La piété du clergé et surtout du peuple avait une forte tendance à l'emploi de la langue vulgaire dans le culte tout entier ; et lorsque la question se posa sérieusement devant le roi lui-même (1478), ce changement fut ajourné plutôt que refusé.

A côté de ces universités étrangères que visitaient les jeunes Hongrois, et de la haute école de Cinq-Églises, toute juridique, qui continuait à former de nombreux étudiants, deux tentatives furent faites pour la fondation d'une Université nationale. La première fut en 1465 l'*Academia*

Ad uenerandum dñm Ladizlaũ prepositũ ecclesie buden: pthonotariũ apostolicũ: necnon uicecãcellariũ serenissimi regis Mathie ĩ cronica hũgaroꝝ Andree prefatio.

CVm superiori tempore uenerande dñe in latio uersarer: uiderẽq̃ quãto emolumento ac decori hoĩm generi hi uiri forẽt: q̃ magno p̃stantes ingẽio suã diuinã industriã comp̃mẽdis libris adhibebant: placuit mihi tam dignũ tamq̃ excellens studiũ mea pro uirili capessere: ut siquid demũ assequi possem: id non in meam dũtaxat: uerũ etiam pluriũ mortaliũ utilitatẽ conuerterẽ. Vnde cũ dei benignitate ꝓ uoto meo aliquãtisper profecissem: & ob id rei ad inclytum hungarie regnũ tua gratia accersitus uenirem: essemq̃ nõ parum ociosus: suscepi laborem ingentem dieꝝq̃ plenũ: imprimendi uidelicet cronicũ pãnonie opus: laborẽ inquã: quẽ omnibus hungaris gratũ atq̃ iocundũ fore putaui: quãdoquidem: ut quisq̃ natale solum unice diligit: reliquisq̃ orbis terrarum partibus longe anteponit: ita & suoꝝ: qualem uitam egerint: quiq̃ uernaticus scire plurimũ exoptat: ut siqua preclara: memoratuq̃ digna cõspexerit: imitari debeat. siqua uero minus feliciter gesta compererit doctus precauere possit. Sed cum animaduerterem: & diu mecum ipse uolutarẽ: cui meam primam in hoc sedulitatẽ pluribus diebus lucubratã dirigerẽ: te preter domine mi obseruandissime inuenio neminẽ. Quippe & tu de me optĩe meritus es: & sine te susceptus labor neq̃ inĩri: neq̃ expleri potuisset. Accipe itaq̃ hoc munusculum nostrum iure quodam tue excellentie dedicãdũ: ut q̃ uidelicet potissima laboris causa extitisti: ipsius quoq̃ operis particeps esse debeas. Et siqua indies maiora excudemus: tuo etiã illustri nomini dedicanda putabimus.

Incipit prima pars cronice de origine hũgaroꝝ: de descensu de scitia in pãnoniam: de bellis cõtra diuersas natiões habitis: ac de expulsione eorũdẽ & reditu in scitiam.

Dédicace d'André Hess dans la Chronique de Bude de 1473.

Istropolitana de Presbourg, fondée par Vitéz, mais dont sa disgràce arrêta le développement. L'autre fut un plan gigantesque de Mathias : il voulait fonder, sur les flancs de la colline de Bude, près de son palais et de sa bibliothèque, tout une ville universitaire, où pourrait loger tout un peuple d'étudiants, avec des professeurs pour toutes les branches de la science, avec des magasins, des ateliers, des hôpitaux. La mort l'empêcha d'achever cette création immense, qui ne resta pourtant pas dans le domaine des rêves, car une *Academia Corviniana* dura jusqu'à la bataille de Mohács avec les deux facultés de théologie et de philosophie.

Ce prince, ami de la science, vivait dans un palais embelli par l'art italien. L'or y brillait de tous côtés sur les murs, l'argent dans les sièges et les lits ; le marbre, partout travaillé avec luxe, se transformait çà et là en bas-reliefs et en statues. Les plus remarquables étaient celles des Corvins ; Mathias, armé de pied en cap, dans l'attitude de la méditation, entre son glorieux père et l'infortuné Ladislas. Courte et illustre race, éclair dans l'histoire du quinzième siècle et dans celle du peuple hongrois.



Cul-de-lampe ou fleuron représentant le blason du roi Mathias.
(Frontispice du codex Spartianus ayant appartenu à la corvina.)

Ornement d'un diplôme de Wladislas II.

CHAPITRE CINQUIÈME.

LES JAGELLONS DE HONGRIE (1490—1526) ET LE LÉGISTE VERBŐCZY.

Ceux qui entouraient le lit de mort de Mathias décidèrent qu'une diète serait convoquée pour le 17 mai afin d'élire son successeur. La lutte fut vive. Jean Corvin ne pouvait plaire aux dynastes, car son nom leur rappelait son père qui les avait accablés d'impardonnables bienfaits; quant à Maximilien, c'était un ennemi national; restaient les Jagellons. Cependant Jean Corvin fut, tout d'abord, acclamé, en défiance des prétendants étrangers; mais la crainte de voir la Moravie détachée du royaume magyar fit définitivement proclamer Wladislas de Bohême.

A peine Wladislas II eut-il franchi les murailles de Bude que l'Autriche déclara la guerre. Maximilien reconquit l'archiduché ville par ville; bientôt, il menaça la Hongrie, occupa les comitats de l'Ouest et prit Albe royale. Un incroyable traité, signé à Presbourg, mit fin à la guerre, mais souleva l'indignation générale.

Cependant la guerre turque recommençait dans les conditions les plus déplorables. L'armée hongroise se désorganisait; la légion noire mal payée se mettait en révolte, et Kinizsy dut l'envelopper, l'anéantir. La noblesse refusait de s'armer sous un roi suspect de trahison. Malgré toutes ces causes de faiblesse, Bajezid II (1492) ne put s'emparer de Belgrade.

Enfin la diète de 1498 parut, comme l'aurore d'un nouveau jour. Le parti national s'y montra plus fort et plus résolu ; il trouva surtout un chef et un interprète dans le jeune protonotaire Étienne Verbőczy, l'un des hommes les plus remarquables, l'un des types les plus originaux qu'ait produit la Hongrie. D'autres ont jeté plus d'éclat dans l'histoire générale de l'Europe, qui a à peine retenu son nom ; un Magyar n'a été un plus pur ni un plus complet représentant du génie national, pas un n'a plongé dans les souvenirs nationaux des racines plus profondes ni plus vivaces. Il était patriote et légiste dans l'âme ; l'ardeur intense de son zèle pour le pays s'enfermait en quelque sorte instinctivement dans une formule juridique. Toute sa clergie, loin de l'intéresser aux choses étrangères et de le rendre à moitié grec à moitié italien, était tournée vers la politique et vers les travaux des assemblées, où il savait également soutenir ses idées avec chaleur et les rédiger avec une inflexible précision. Il n'aimait pas les rois étrangers, tout en ayant trop de sentiments monarchiques pour conspirer contre eux ; aux complots il préférait la résistance légale. Il n'aimait pas la haute noblesse oppressive, rebelle à la loi ; il n'aimait pas le bas peuple, ou du moins craignait de lui des rébellions contre la loi. Ses affections et ses espérances étaient concentrées sur la nation noble, qui à ses yeux était la Hongrie tout entière, et qui seule avait le droit de fixer la loi. Catholique résolu, décidé à écraser toute nouveauté religieuse, toute révolte contre la religion légale et nationale, il haïssait moins encore le Musulman que l'Autrichien. Tel était Verbőczy, telles étaient les idées et les passions qui allaient diriger une longue série de diètes.

Comme on se plaignait du peu d'empressement d'une grande partie de la noblesse à se rendre aux assemblées, il fut décidé que les nobles étaient tenus, ou d'y venir en personne, ou de s'y faire représenter dix par dix. Des mesures furent prises pour assurer la liberté des élections à tous les emplois des comitats, notamment aux fonctions d'assesseurs des juges ordinaires. La diète de 1498 s'occupa aussi de la situation ecclésiastique, s'efforça d'empêcher l'accumulation des biens du clergé entre les mêmes mains, et de prévenir certains abus épiscopaux : »Il y a des prélats, disait son soixante-neuvième article, qui oppriment les prêtres par l'imposition de taxes arbitraires, les réduisant à vendre les calices et les autres possessions de leurs églises, lorsqu'on ne les voit pas, désespérés par la misère, prendre le parti de s'enfuir.«

La politique extérieure de Wladislas ne fut pas de nature à calmer les inquiétudes et les réclamations. Sans doute son mariage (1502) avec Anne de Foix, nièce de Louis XII et soeur de l'immortel vainqueur de Ravenne, mariage qui était comme une précaution de la maison de France contre l'ambitieux système d'alliances de la maison d'Autriche, ne pouvait alarmer en rien l'indépendance de la Hongrie. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que le premier enfant de cet hymen, une princesse appelée

Anne comme sa mère (1503), était destinée par la cour à s'unir avec un prince autrichien. Ce pauvre prince étant tombé assez gravement malade, le parti national, dirigé par Verböczy et par le jeune Jean Zápolya, qui avait récemment perdu son père, essaya d'obtenir que la jeune princesse fût fiancée avec Jean Zápolya lui-même, le principe de la royauté nationale



Écu d'Etienne Werböczy.
(Gravure sur bois attribuée à Albert Dürer.)

étant ainsi sauvegardé. Wladislas, obsédé d'un côté et de l'autre, répondit qu'il espérait vivre assez longtemps pour avoir un fils. On comprit bien le sens de cette défaite lorsque Maximilien se mit à parler de la Hongrie comme d'une province de l'Empire. La diète de 1505 se réunit pleine du fureur et prit une résolution motivée comme il suit :

»Ce royaume a été souvent gouverné par des rois étrangers. Jamais il n'a souffert plus cruellement qu'alors, sous des princes qui ne parlaient pas son langage. Occupés de leurs intérêts de famille, au lieu d'étudier les moeurs et les coutumes d'une nation scythique devenue au prix de son sang maîtresse du sol qu'elle habite, ces étrangers se sont livrés à l'oisiveté plutôt qu'aux fatigues de la guerre. C'est ainsi que nous avons perdu la Serbie, la Gallicie, la Lodomérie, la Bulgarie, la Dalmatie, et beaucoup de forteresses livrées par leur incurie. Ce démembrement de nos frontières peut nous faire craindre une attaque de l'ennemi au coeur de notre territoire, à moins que la nation, dans son affection pour le sol natal, n'élise un roi capable dans son propre sein.« La loi vengeresse et accusatrice, dont tous les mots atteignaient Wladislas, concluait en déclarant traître quiconque soutiendrait un prétendant étranger; revêtue de la signature de nombreux prélats et magnats, de plus nombreux représentants de la noblesse, elle était solennellement adressée à tous les comitats.

Verbőczy était tombé dans cette illusion commune à tant de politiques lettrés, qui leur persuade que tout est fini quand ils ont montré de la résolution et de l'éloquence. En réalité le fameux décret contre les princes étrangers n'aboutit qu'à un résultat, considérable il est vrai dans un certain ordre d'idées, il répandit dans le pays tout entier l'horreur de toute ingérence extérieure. Il ne changea rien au désordre et à l'arbitraire de la cour, témoigné chaque jour par des décisions hâtives et contradictoires, par des procès de concussion qui n'empêchaient nullement des concussions nouvelles. Il ne changea rien aux prétensions de la maison d'Autriche et à son influence sur le faible esprit du roi: la cour sembla même répondre au défi de l'assemblée en promettant la petite princesse Anne au petit archiduc Ferdinand, mariage qui devait en effet s'accomplir plus tard et asseoir définitivement les Habsbourg sur le trône de Saint-Étienne. Dès lors Maximilien ne se contraignit plus pour parler en maitre légitime de la Hongrie, pour promettre au roi de le soutenir contre des rebelles, pour jurer de punir l'assemblée magyare. L'indignation publique força Wladislas à déclarer la guerre à l'Empereur, guerre qui fut peu sérieuse, mais qui prouva la désorganisation de cette armée, naguère si brillante et si solide sous Mathias Corvin. L'intervention de Jules II, inquiet d'une lutte entre princes chrétiens devant le péril constant de l'invasion musulmane, et surtout la naissance du prince Louis (juillet 1506), mirent fin aux hostilités. Maximilien ne pouvait plus songer à réclamer immédiatement le titre d'héritier de Hongrie, mais il ne renonçait à aucune de ses prétentions pour l'avenir, et il maintenait, dans un langage hautain, ses droits éventuels.

Le pauvre petit prince était destiné à servir, loin de les contrarier, les vues de la maison d'Autriche. Sa naissance avait été pleine de mauvais présages. Il était si faible, étant venu avant terme, qu'il fallut, suivant une

pratique de la très vieille médecine, l'introduire dans la peau d'un animal égorgé tout exprès. La rapacité de la cour profita de cette naissance pour lever des impôts exceptionnels tombés depuis longtemps en désuétude : les



Campagne en Hongrie de Maximilien, Électeur de Bavière.
(Reproduction d'une gravure contemporaine appartenant au Musée national de Munich.)

paysans szeklers, furieux de se voir réclamer un boeuf par maison, prirent les armes, tuèrent les percepteurs, ne furent soumis qu'après une courte jacquerie, prélude de plus graves évènements. A peine Wladislas fut-il

rassuré sur la santé de son fils, âgé d'un an, qu'il songea pour lui à un nouveau mariage autrichien. La diète de 1507 eut beau maintenir la loi d'exclusion, nommer Zápolya capitaine-général, donner une grande importance à Werbőczy en le chargeant de rédiger un Code de jurisprudence; le mariage de Louis avec Marie d'Autriche, soeur de Ferdinand et du futur Charles-Quint, n'en fut pas moins résolu. L'antagonisme de la nation et de la royauté s'irritait chaque année davantage. Un diplôme royal ayant mis Louis et Anne sous la protection de Maximilien, l'assemblée de 1508 consentit avec peine au couronnement de l'enfant. Lorsque le petit roi fut conduit à Prague pour recevoir aussi la couronne de Bohême, une lutte éclata dans les rues entre les Tchèques et les soldats magyars de l'escorte. La longue rivalité des deux peuples soumis au même sceptre se réveillait comme au temps des Hussites, et le roi penchait plutôt du côté de son pays d'origine, car il déclara dans un diplôme de 1510 que la couronne de Bohême devait conserver toutes ses provinces. Il déclarait aussi que, dans le cas où Louis viendrait à mourir, Anne lui succéderait, ce qui avait le double résultat de faire arriver au trône le jeune Ferdinand et de méconnaître les droits de la diète.



Médaille de Thomas Bakócz cardinal-primat.
(Face.)

Les privilèges et surtout les abus féodaux, loin de s'affaiblir ou de s'adoucir comme dans l'Europe occidentale, n'avaient cessé de peser plus durement sur les paysans de Hongrie. Si la nation noble avait à se plaindre, au point de vue politique et administratif, de l'égoïsme des grandes familles, l'élément rural à son tour était rempli de haines sociales contre la noblesse tout entière. Les paysans valaques ou slaves n'auraient peut-être pas pris l'initiative d'un mouvement, car ils étaient déjà trop façonnés à la servitude; et quant aux bourgeois, isolés, indépendants et heureux dans leurs murailles, ils n'auraient eu garde d'en donner le signal. Restait une population fière, malgré l'extrême simplicité de son genre de vie, comme une véritable noblesse, ayant pour langue maternelle la langue magyare et habituée depuis des siècles à certaines libertés. C'est dans cette population, c'est parmi les Szeklers de Transylvanie que se trouvèrent des chefs disposés à tout risquer pour l'écrasement de la noblesse. Dózsa, leur chef suprême, a laissé un grand nom dans l'his-

toire du pays. On lui a prêté de hautes visées patriotiques auxquelles n'a jamais songé peut-être ce paysan aigri et courageux, dont toute la conduite signifie : haine aux nobles.

Un projet de croisade fut l'occasion du soulèvement. Le cardinal Bakács, l'un des hommes les plus puissants de la cour, prélat ambitieux auquel on a attribué le projet de succéder à Jules II, rapporta du conclave, à défaut de la tiare qu'avait reçue Léon X, une bulle de croisade contre les Infidèles (1513). Le trésorier Telegdy déclara que cette croisade était absurde, qu'elle fournirait des armes à un ramassis de mendiants et de coquins bien décidés à ne jamais marcher contre les Turcs. Il ne fut pas écouté, la croisade chimérique fut prêchée. Dózsa reçut du cardinal la bannière blanche à croix rouge venue de Rome ; il forma un camp dans les environs de Pesth et y eut bientôt réuni quarante mille hommes ; d'autres camps se remplissaient sur différents points du territoire. Naturellement les provisions manquèrent, ce qui fut la cause des premiers désordres. Des paroles dangereuses sur l'émancipation des paysans, retentirent dans ces multitudes, prononcées même par des prêtres et par des nobles mécontents. La cour s'alarma, trop tard, et défendit de recruter de nouvelles troupes ; Bakács menaça les croisés d'excommunication s'ils ne se hâtaient pas de passer en Bosnie. Bien loin de se rendre à cette injonction, Dózsa envoya des messages à différents comitats pour les engager à supprimer la féodalité. Alors commencèrent les horreurs communes à toutes les jacqueries et dont nous épargnerons au lecteur le monotone et odieux récit.



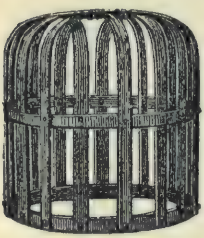
Médaille de Thomas Bakócz cardinal-primat.
(Revers.)

Tout ce qui était noble comprit qu'il fallait s'armer, et qu'il fallait de l'union pour ne pas périr. Báthory, Zápolya et Perényi prirent le commandement d'une nombreuse armée. Deux batailles formidables s'engagèrent : Dózsa, plutôt vainqueur à Szegedin, fut écrasé et fait prisonnier à Temesvár. Les seigneurs magyars se vengèrent à peu près comme s'étaient vengés les seigneurs de l'Ile de France sur le roi des Jacques : Dózsa fut coiffé d'un diadème brûlant et assis sur un trône chauffé au rouge. Les cruautés de la répression dépassèrent les cruautés de la révolte, elles furent surtout plus durables. *Le paysan fut décidément attaché à*

la glèbe. La diète de 1514, qui maudissait le Roi et Bakács, qui acclamait comme sauveurs du pays Báthory et Zápolya, reçut avec enthousiasme le grand travail de législation que Verbőczy n'avait pas achevé sans y marquer l'empreinte des terreurs et des colères soulevées dans son âme par la récente insurrection.

Le *Decretum tripartitum juris consuetudinarii* est à la fois le principal monument de la jurisprudence hongroise et le plus important document pour l'histoire sociale du pays. C'est surtout à ce dernier point de vue que nous devons l'analyser. Des trois livres dont il se compose, le premier, qui concerne les personnes, est naturellement le plus précieux pour l'historien.

Verbőczy, fidèle non seulement à la tradition nationale, mais à ses opinions, on pourrait dire à ses passions personnelles, déclare au début de son livre qu'il n'y a qu'une seule et même liberté, une seule et même prérogative, pour la noblesse tout entière, et qu'un grand seigneur n'est rien de plus qu'un simple noble, sinon comme dignité, au moins comme condition légale. Il se demande quelle est l'origine de la noblesse, car enfin tous descendent de Hunor et de Magor. A cette question dangereuse il répond que la supériorité en qualités de l'esprit et du corps, surtout en valeur guerrière, a établi depuis longtemps des différences qui se sont transmises de père en fils. Déjà avant le christianisme, ceux qui n'obéissaient pas à l'appel de l'épée sanglante descendaient à la condition rustique; depuis le christianisme la royauté et la noblesse sont deux institutions qui dépendent l'une de l'autre, car »le prince n'est élu que par les nobles, et le prince seul donne la noblesse«. On peut devenir noble sans recevoir une donation foncière, avec un simple titre; on le devient par adoption ou par la naissance, *fût-on issu d'une mère roturière.*



Couronne de Georges Dózsa.
(Propriété de la ville de Clausembourg.)

Les privilèges essentiels du noble magyar sont les suivants: sa personne est inviolable à moins d'un jugement régulier; il n'a d'autre supérieur que le roi; il est exempt de tout impôt; il peut résister à des actes illégaux de l'autorité sans encourir la note d'infidélité qui équivaut à une proscription. Les délits qui entraînent la note d'infidélité peuvent être réduits à un petit nombre de catégories: attentat contre le roi ou la couronne; fabrication de fausse monnaie ou d'un faux sceau royal; crimes contre la paix publique, tels qu'assassinat ou incendie; hérésie; alliance avec le Turc ou tout autre ennemi.

Verbőczy étudie avec détail les diverses sortes de biens nobles, ceux qui passent à la veuve, ceux dont elle n'hérite pas, et les diverses sortes de donations. Il remarque que Louis-le-Grand a déclaré le consentement royal nécessaire pour la transmission des biens à d'autres que les héritiers

naturels. Il énumère aussi les dignitaires de la couronne, et établit la condition légale du clergé et des biens d'Église. La tendance de Verbőczy, comme de toute la tradition sur laquelle il s'appuie, ressemble à ce que l'on appelait en France le gallicanisme parlementaire. Il ne veut pas que le clergé cherche à s'élever au-dessus des laïques. Il n'admet pas que le pape ait le droit de conférer les bénéfices, mais seulement d'en confirmer la collation. Il exige de toute personne cléricale qu'elle soit fidèle à la loi et qu'elle paraisse devant les juges réguliers pour les causes intéressant les biens temporels.

Dans le deuxième et le troisième livres du *tripartitum*, consacrés aux procès, sentences, cas d'appel, les détails de procédure dominent. Mais nous devons y remarquer l'étude de deux questions importantes, la détermination de la loi et la condition des non nobles. »Les rois se sont mis à faire des constitutions (depuis la conversion des Hongrois) après avoir convoqué et interrogé le peuple. Toutefois le prince ne peut, en vertu de ses pouvoirs propres, prendre des résolutions, surtout si elles touchent au droit divin et au droit naturel, ou portent atteinte aux anciennes libertés. Mais si le peuple a approuvé ces lois, elles doivent dorénavant être observées . . . Ce mot de peuple *(populus)* comprend les nobles et les non nobles; mais il n'est pas question ici de la *plebs*, qui diffère du *populus* comme l'espèce du genre. Si l'on demande quels sont ceux que lient les coutumes et les décrets, il faut répondre que le premier lié est le prince lui-même en vertu de cet axiome: *patere legem, quam tuleris ipse* . . . Nous n'avons pas à mentionner ici le Souverain Pontife ni l'Empereur de Romains . . . Tous les sujets du prince et même les étrangers vivant dans le royaume sont également liés.«

Verbőczy distingue de la noblesse les habitants des villes comme ayant certains privilèges, mais non pas les mêmes. »Il faut maintenant traiter des vilains que nous appellons *jobagyons*, et qui sont de conditions différentes: les uns, en effet, sont des Hongrois, d'autres Saxons et Germains, d'autres Bohêmes et Slaves, professant la religion chrétienne. En outre il y a des Valaques, des Ruthènes, des Rasciens, qui suivent les erreurs des Grecs . . . Ils jouissaient de certaines libertés, telles que celle de changer de séjour, une fois libres de toute dette. Mais de nos jours leur sédition contre toute la noblesse, sous prétexte de croisade, sédition dirigée par un brigand scélérat, les a notés à perpétuité d'infidélité, leur a fait perdre toute liberté, et les a soumis à leurs seigneurs en servitude pure, simple et perpétuelle . . . Le paysan ne possède aucun droit sur les terres de son seigneur, en dehors du salaire de son travail et des récompenses qu'il peut recevoir. Toute propriété appartient au seigneur terrien . . . Il n'a pas le droit de citer un noble devant la justice.«

L'acceptation par la diète et par le roi de ce mémorable et curieux ouvrage termina le règne du pauvre Wladislas. Il n'eut que le temps de

conclure l'affaire impopulaire des mariages autrichiens, et mourut laissant le trône à l'enfant Louis II.

Né trop tôt, marié trop tôt, roi trop tôt, mort trop tôt, ainsi a-t-on résumé la vie de l'infortuné neveu de Gaston de Foix, du souverain qui a fait dire au poète: »Malheur au pays à qui le ciel envoie un roi enfant!« Ces dix années de règne se résument en deux catastrophes, Belgrade et Mohács (1521, 1526), préparées toutes deux par une série de discordes civiles et par les rivalités des princes de l'Europe.



Médaille de Louis II, de l'année 1525.

A une surprenante nullité royale succédait une minorité royale, fléau pire encore. Dans l'état des partis la personne et l'éducation du jeune prince devaient faire l'objet d'ardentes rivalités, encore envenimées par les prétentions étrangères. L'empereur Maximilien regardait Louis II comme son petit-fils, bien que le mariage décidé avec Marie d'Autriche n'eût pas été encore célébré. Il semblait même le désigner comme son successeur en le nommant malgré son âge vicaire du Saint-Empire. De son côté le roi Sigismond de Pologne, devenu parent de Zápolya, convoitait la tutelle que

voulait exercer aussi le pape Léon X; chacune de ces réclamations étant accompagnée de menaces ou de promesses. La diète et Zápolya réussirent à confier l'enfant royal à des tuteurs nationaux, dont le principal était le primat Bakács, qui l'élevèrent du reste assez mal, l'habituant peu aux affaires, lui laissant prendre de fâcheuses habitudes. Cependant le désordre financier devenait excessif, tous les ressorts du gouvernement se détendaient, le régime des partis armés, des *pacta conventa* de Pologne commençait à s'établir. Il vint un moment où le palatin Perényi avec Báthory et Zápolya convoquait les magnats à Bude, tandis que les représentants de la nation noble tenaient sous la direction de Verbőczy l'assemblée de Tolna. Le parti de la cour était encore un troisième élément qui réussit à désorganiser la haute noblesse lorsque mourut Perényi; après avoir leurré Zápolya de fausses espérances, il fit élire palatin son rival Báthory.

Ces misérables querelles étaient des diversions favorables aux Turcs; on s'occupait d'eux néanmoins. Tout faisait prévoir que Sélim ou ses successeurs, ayant accumulé d'énormes ressources et des forces nouvelles dans leurs conquêtes en Orient, pèseraient sur l'Europe d'un poids irrésistible. Léon X, Maximilien, François Ier, pendant les années 1516 à 1519, s'occupait d'un de ces projets de croisade comme nous en avons tant vu passer dans notre récit. Cette fois, nous sommes porté à le croire, la Hongrie en aurait pu tirer quelque profit, malgré les hésitations de l'Empereur qui avait fini par conseiller le renouvellement de la trêve envisagé avec regret par le Saint-Siège. Quoi qu'il en soit, la mort de Maximilien, l'élection de Charles-Quint, l'irritation de François Ier, la position prise par Léon X en face de Luther et en face de la France, eurent bientôt fait évanouir tout espoir de secours sérieux. Verbőczy put s'en convaincre dans un voyage à Rome (1520), et mieux encore lorsqu'il s'adressa l'année suivante à la diète de Worms. Quelques promesses, quelques petits secours ne servaient de rien.

Le gouvernement commit la faute de provoquer le péril en faisant arrêter l'envoyé turc, le tchausch Behram, accusé d'espionnage. Le prétexte fut avidement saisi par le jeune sultan qui venait de succéder à Sélim le Féroce, par le grand guerrier, le grand législateur, le grand théologien qui devait illustrer le nom de Soliman le Magnifique. Il voulut pour son coup d'essai emporter cette forteresse de Belgrade qui avait arrêté Mahomet II. Le camp impérial établi à Sofia fut le rendez-vous de l'Asie jetée sur l'Europe: les religieux Arabes accouraient à cette croisade renversée; la poudre, le plomb, les provisions, étaient portés par des milliers de chameaux et quelques éléphants, tandis que les raïas voisins du Danube devaient fournir à leurs conquérants dix mille voitures de farine et d'orge. L'immense armée se divisa en deux corps précédés chacun de nuées d'akindchis, pillards venus de toutes les contrées de l'Asie. Le Sultan marcha contre Szabács, dont la petite garnison résista jusqu'au dernier homme; vainqueur

il jeta sur la Save un pont qu'il fallut recommencer à cause d'une crue soudaine, mais qui finit par livrer un passage. Le grand-visir avait de son côté marché directement sur Belgrade qui se trouva investi. Comme des déserteurs révélèrent la faiblesse des remparts élevés près du confluent, côté que l'on avait cru à l'abri de toute menace, des batteries furent dressées dans une île en face, et l'on ne put y répondre faute de grosse artillerie. La mine acheva ce que n'avait pu accomplir le canon, et surtout le désordre acheva ce que n'avaient pu accomplir ni la mine ni le canon de l'ennemi. Deux hommes de très haute naissance, Valentin Török et François Hedeváry préférèrent leurs íntérêts, leurs rivalités, leurs passions



Vue de Belgrade en 1521.
(D'après une taille-douce du temps.)

au salut de la patrie. Les derniers défenseurs se rendirent et pour la plupart furent massacrés. Vingt mille Valaques furent requis pour rebâtir la ville dévastée. Soliman transforma la principale église en mosquée et garnit les remparts de deux cents canons gardés par des Janissaires : il avait fait Belgrade musulmane et imprenable.

La douleur fut immense en Hongrie, mais hélas ! elle se traduisit surtout en récriminations et en procès inutiles, pendant que les Turcs prenaient possession des villes hongroises, découvertes par la chute de la principale forteresse. Lorsque l'éloquence de Verbőczy décida la noblesse à faire de grands efforts en profitant de l'absence du Sultan occupé au

siège de Rhodes, la diète assez mal inspirée vota des impôts énormes, qui restèrent sur le papier. La majorité du roi ne changea rien à la situation intérieure ; il se maria peu après avec la princesse Anne, sans que cette double union avec la maison d'Autriche parût fortifier grandement la couronne hongroise. La nouvelle reine Marie, princesse instruite et intelligente, célèbre chasseresse qui emportait le nouveau testament au fond des bois, avait alors un penchant marqué au luthéranisme. Les luthériens, d'ailleurs très peu nombreux en Hongrie jusque vers 1535, et la reine elle-même, furent dès lors odieux à Verbőczy à la fois comme étrangers et comme hérétiques, et des lois cruelles furent votées contre les partisans des nouvelles doctrines.



Médaille de la reine Marie, veuve de Louis II.
(Oeuvre de Leone Leoni.)

Les partis ne s'apaisaient pas davantage pour cela ; tout au contraire il y avait comme deux nations irréconciliables : d'un côté le parti de la cour et du palatin Báthory, de l'autre les patriotes dirigés par Verbőczy et Zápolya. N'aurait-on pas cru qu'il n'y avait pas d'autres menaces ? Au bord du précipice commun les deux factions luttaient avec acharnement. La noblesse tint une assemblée à Hatvan, où Báthory fut déclaré déchu et remplacé par Verbőczy ; mais un peu plus tard la dernière diète de Rákos, où dominaient les partisans de la cour, renversa Verbőczy à son tour et le remplaça de nouveau par Báthory. Un décret royal flétrit le grand orateur jurisconsulte et le dénonça comme un ennemi public. Le résultat fut que la plus grande partie de la noblesse refusa d'accompagner le roi contre l'invasion musulmane.

Les conseillers de Louis II, s'ils ont commis de grandes fautes, n'ont pas manqué de persévérance dans leurs efforts pour obtenir des secours étrangers. Ils ont entretenu, au nom de leur maître, une correspondance active et pressante avec tous les trônes. Ils conjuraient dès 1521 Henri VIII et Wolsey de subvenir aux misères de la chrétienté attaquée tout entière. En 1524, au moment où Soliman, maître de Rhodes, commençait à se retourner contre l'Occident, le roi d'Angleterre était supplié par le nom du Dieu tout-puissant, par la charité du Christ, par les liens les plus doux,

par les droits qui unissent les rois, de ne pas permettre que la Hongrie, membre qui n'était ni le dernier ni le plus oisif de la chrétienté, fût arrachée de ce corps. Enfin, quelques semaines avant le désastre, Louis écrivait à Londres: »Tout notre espoir est dans le secours de Votre Majesté; s'il n'arrive promptement, c'en est fait, croyons-nous, de notre royaume et de nous-même.«

Les princes et les serviteurs de la maison d'Autriche connaissaient à merveille l'étendue du danger. Dès le printemps de 1524, Hannart écrivait à l'Empereur: »Sire, de tous côtés viennent nouvelles que le Turc fait ses apprêts pour venir l'été prochain en Hongrie . . . J'entends que ledit royaume de Hongrie est dépourvu de gens et d'argent et de bon chef qui sache conduire les affaires. Le roi est encore jeune et petitement servi et obéi. L'Allemagne fait peu de semblant de le secourir ou aider.« A ce moment même, les domaines autrichiens étaient directement menacés et la Carniole envahie par les Akindchis; aussi Ferdinand écrivait-il à l'archiduchesse Marguerite: »Les Turcs sont entrés en mes pays et ont emmené hors d'iceux plus de quatre mille personnes et tué plusieurs autres, dont suis si déplaisant que ne saurais plus. Et serait fort nécessaire qu'il y eût quelque bonne paix en la chrétienté, afin que les armes se puissent employer contre les ennemis de la foi chrétienne. Car le roi de Hongrie et moi ne sommes point si forts pour savoir résister contre un si puissant ennemi.« Toutefois l'alerte de 1524 fut heureusement conjurée par la bravoure de quelques Magyars, Christophe Frangepán, Pierre Keglevics, Blaise Chéry lequel, disait-on, engagé dans un combat singulier avec un capitaine turc, lui avait coupé la jambe, toute bottée et éperonnée, d'un seul coup de sabre.

Au printemps de 1526 le péril était tout autrement sérieux. Une diversion essayée du côté de la Perse par une correspondance échangée avec Tahmasp, prince de ce pays, n'avait pas produit de grands résultats, et Soliman n'accumulait pas moins tous ses préparatifs contre la Hongrie. La situation de l'Europe était aussi devenue beaucoup moins favorable: les appels plus désespérés s'adressaient à des souverains préoccupés de tout autres entreprises. La captivité de François Ier et le traité de Madrid avaient inauguré l'alliance de la France avec la Turquie: une première ambassade du roi très chrétien servait de prétexte à Soliman pour se jeter sur la Hongrie et l'Autriche, en se donnant l'apparence d'assister généreusement un roi malheureux et suppliant. Le pape Clément VII, bien qu'il eût comme le roi d'Angleterre envoyé quelques secours, ne songeait qu'à la ligue italienne contre les Austro-Espagnols, ainsi que Charles-Quint le lui reprochait en juin 1526, au début de l'invasion, dans une lettre écrite de Grenade à l'ambassadeur Moncada: »Vous pourrez dire à Sa Sainteté que le vrai remède eût été de se concerter et de se bien unir avec nous, et d'accorder la croisade que nous lui avons demandée tant



Magnats du temps de Louis II.

(Dessin de Burgkmayer à l'occasion de la marche triomphale de Maximilien I.)

de fois et avec instance.« De leur côté les princes autrichiens avaient à lutter contre une coalition multiple. Ce serait peut-être un jugement téméraire que de leur prêter l'espoir de profiter d'un désastre facile à prévoir, comme ils en ont profité en effet; car leurs lettres ont tous les caractères d'une tristesse et d'une inquiétude sincères. La seule maison souveraine qui ait rendu des services à Louis II, et c'était bien une maison souveraine, ce fut la maison Függer d'Augsbourg, la grande puissance financière de l'époque. Elle avança de l'argent, non sans prendre des gages dans les mines hongroises dont elle se fit concéder l'exploitation.

Dès le 25 avril, Soliman avait quitté Constantinople avec plus de cent mille hommes et de trois cents canons. Il voulait, dit son historiographe, »sauver le bey de France, allié fidèle, prisonnier du chef des Allemands, lequel était devenu empereur avec l'appui des Hongrois maudits lorsque l'automme de la mort avait fané le parterre de la vie de Maximilien.« L'armée était excellente, sévèrement disciplinée. Elle atteignit Essek, sur la Drave, où Soliman planta sa tente au bord de la rivière pour surveiller la construction d'un pont. Elle rejoignit ensuite le grand-visir Ibrahim qui l'avait précédée pour s'emparer de Petervardin. Une marche difficile au travers des marécages la conduisit non loin de Mohács, où venait d'arriver la petite armée royale, commandée par le roi, Pierre Perényi et surtout Paul Tomory »le beglerbeg des infidèles, instigateur de perfidies et artisan de perversités«. Le sultan monta sur une hauteur, vêtu d'une cuirasse étincelante, coiffé de trois plumes de héron; il contempla l'ennemi, sa propre armée, »ses chevaux aussi nombreux que les étoiles . . . L'air et l'eau étaient comme enflammés; les corps ruisselaient d'une sueur de sang . . . Les Hongrois étaient bardés de fer de la tête aux pieds, eux et leurs montures. Leurs yeux seuls paraissaient, et semblaient des charbons ardents au milieu d'une fumée, ou des étoiles dans un nuage noir.« Dans le conseil de guerre, Chosrew-Beg déclara qu'il était impossible de soutenir leur choc: »Ces misérables sont comme plongés dans l'acier depuis la plante des pieds jusqu'au sommet de la tête. Lorsqu'ils s'élancent tous ensemble, ils rompent les corps d'armée les plus solides, comme le torrent qui déchire le flanc des montagnes. Tout ce qu'ils touchent de la pointe de leurs lances flamboyantes, est comme embrasé.«

Il fut décidé en conséquence que les premiers rangs musulmans seraient livrés à la cavalerie hongroise et que la masse de l'armée se refermerait ensuite sur elle. Soliman fit éloigner les bagages, déployer les étendards, et s'écria, levant les mains au ciel: »O Dieu! la puissance et la force sont en toi, l'assistance et le secours viennent de toi! Étends tes bras sur le peuple de Mahomet.« Les cavaliers se jetèrent à bas de leurs chevaux, touchèrent la terre de leur front, et se relevèrent jurant de vaincre ou de mourir. Bientôt la tempête magyare s'abattit sur les troupes d'Europe et les rejeta sur les troupes d'Asie; quelques instants après le

roi et ses deux généraux perçaient les troupes d'Asie elles-mêmes et arrivaient jusqu'aux janissaires commandés par le sultan, qui courut personnellement de grands périls. Mais alors l'artillerie ottomane, braquée à bout portant, anéantit en quelques minutes une partie de la petite armée hongroise. Le reste, enveloppé de toutes parts, s'enfuit en désordre et périt dans les marais, ou roula pêle-mêle avec les cadavres infidèles devant Belgrade, qui assista à ce défilé épouvantable pendant un jour et une nuit. Le lendemain Soliman tint son divan sous une tente rouge, il plaça de sa propre main une plume de héron ornée de diamants sur la tête d'Ibrahim. Deux mille têtes coupées servaient de trophées, il y avait des têtes de magnats, de têtes d'évêques, mais celle du roi manquait : on ne retrouva qu'un peu plus tard dans un marais sa dépouille mortelle défigurée.



Médaille frappée en souvenir de la bataille de Mohács.



Chasse donnée aux maraudeurs turcs.
(Dessin de Paul Vágó.)

LIVRE CINQUÈME

LA HONGRIE ENTRE LES TURCS & L'AUTICHE.

(1526—1711).

CHAPITRE PREMIER.

LE DEUX ANTI-ROIS (1526—1540).

La campagne de Mohács ne fut pas terminée par la grande bataille. Soliman ne voulait pas encore former d'établissement durable en Hongrie, mais il voulait préparer les voies en y répandant la terreur. Les prisonniers et les paysans qui se trouvaient dans le camp magyar furent massacrés de sang-froid. Rien ne résista jusqu'à Bude à la grande armée ottomane, pendant que les Akindchis violaient la capitulation de Pécs

(Fünfkirchen) et inondaient de sang la région du Raab et du lac Balaton. Les clefs de la capitale furent apportées au Sultan Magnifique, qui voulut bien protéger la vie et les biens des habitants. Le palais de Mathias vit pour la première fois l'ennemi : quelques trésors de sa bibliothèque et les statues d'airain d'Hercule, d'Apollon et de Diane descendirent le cours du grand fleuve »auprès duquel l'Amou-Daria se sentirait couvert de la sueur de la honte«. Au-delà de Bude, et de Pesth un instant occupé, furent attaqués Visegrád, qui se défendit avec succès, et Gran qui fut ensanglanté par un nouveau massacre. Puis le magnanime sultan se mit en marche vers Petervardin et rentra dans sa capitale, où les statues de Bude décorèrent la place de l'Hippodrome, malgré les scrupules de quelques fidèles Moslims.

Cette retraite triomphante avait coûté cher : des paysans, patriotes ou exaspérés, avaient détruit bien des détachements turcs, égarés dans les marécages. L'histoire et la poésie ont conservé le nom de Michel Dobozy, qui tua sa femme plutôt que de la laisser tomber entre les mains d'un janissaire. Tels n'étaient pas les sentiments des magnats, ni même de la noblesse : on ne songeait qu'à l'élection du nouveau roi. Serait-ce Ferdinand, serait-ce Jean Zápolya ? Nous connaissons assez la lutte acharnée des deux partis sous les Jagellons pour comprendre toutes les passions et tous les intérêts que soulevait cette question royale. Ferdinand sembla gagner de vitesse son adversaire naturel. Après une rapide expression de la douleur que lui causait la mort de son beau-frère, il ne perdit pas une minute pour s'assurer le dévouement de sa soeur Marie ; s'il est vrai qu'il ait craint de la voir épouser Zápolya et ruiner ainsi toutes ses espérances, la puissante solidarité de la famille des Habsbourg lui ôta bientôt toute inquiétude, lorsque la reine veuve déclara qu'elle ne trahirait jamais son frère. C'est pour le succès de son frère que Marie convoqua une diète à Comorn et se débarrassa de Zápolya en l'envoyant présider une assemblée transylvaine : c'est pour le succès de son frère qu'elle envoya de tous côtés ses convocations et ses appels aux armes. Un fort grand seigneur Thomas Nádasdy, leur était tout dévoué, et Ferdinand promettait de respecter la constitution et les libertés nationales.

Tout cela ne valait pas l'assistance de Verbőczy, laquelle était vouée d'avance aux adversaires de la maison d'Autriche. Le grand légiste communiqua son énergie au paisible Jean, qui se serait peut-être contenté de sa haute situation sans viser au trône, mais qui a toujours eu auprès de lui des hommes passionnés ou ambitieux. Il convoqua une diète, non pas en Transylvanie, mais dans ses domaines de Tokay : on y arriva nombreux du vieux pays magyar, des contrées qu'arrose la Theiss. Ainsi commençaient à se dessiner les deux Hongries : la Hongrie orientale, souvent alliée des sultans ou assurée de leur neutralité, et la Hongrie occidentale résolue à combattre, non sans indépendance, sous les drapeaux

autrichiens. Dans cette assemblée Verbőczy rappela l'élection toute nationale de Mathias, suivie d'un glorieux règne, et Jean I fut proclamé, la diète de couronnement convoquée dans Albe Royale pour le 5 novembre.

Paul Bakics et Kun, des hommes d'action, se chargèrent d'aplanir la route devant le roi Jean; Pierre Perényi lui livra la couronne, mais non sans une visible jalousie que partageaient plusieurs autres grands. Au moment même de la cérémonie, l'éloquence de Verbőczy fut encore nécessaire; il rappela devant les envoyés de Ferdinand le vote solennel de 1505 qui excluait les princes étrangers, et il s'écria: »Voulez-vous pour roi le prince autrichien? — Non, pour tous les biens de la terre, non. — Que voulez-vous alors? — János, János! »Le couronnement eut donc lieu, et la diète agissant dans la plénitude de sa puissance légale, déclara infidèles les Hongrois qui se rendraient aux États de Comorn, ou plutôt de Presbourg, car cette dernière Assemblée dut se rapprocher de l'Autriche. La diète occidentale ne s'émut point de l'excomunication; elle accueillit et enregistra les promesses de Ferdinand, qui fut proclamé (decembre 1526): la Hongrie possédait deux anti-rois, qui nommèrent deux anti-bans de Croatie.

A qui serait la victoire? Elle dépendait surtout des puissances étrangères et de la vaste partie politique engagée contre Charles-Quint (1527) par la plupart des princes de l'Europe. Le gouvernement du roi Jean, cherchant des appuis au dehors, donna à la diplomatie hongroise une extension qu'elle n'avait jamais eue. La famille aventureuse des Frangepán fut la première à lui rendre des services: Christophe était un héros, mais un héros condottière; déjà avant la bataille de Pavie, François I entretenait des relations secrètes avec lui; maintenant il apportait à Zápolya l'appui de son épée et de son intelligence contre Ferdinand qui avait trop tardé à l'acheter. Jean Frangepán avait vu le roi de France prisonnier, peut-être aussi à Bayonne après sa délivrance, et il agit sur Venise et Constantinople. Quant à François Frangepán, qui était entré dans les ordres mendiants, l'évêque Josefics et lui mirent le roi national en rapport avec le pape Clément VII, ennemi acharné de la maison d'Autriche, qui le reconnut avec joie comme souverain légitimement élu. Un autre partisan de Zápolya, le savant prélat Verancsics qui plus tard devint un soutien dévoué de Ferdinand, déclare à ce sujet que le roi Jean songea toujours au bien de la Hongrie plus qu'à son intérêt propre, qu'il souhaitait la paix entre chrétiens et répugnait à l'alliance musulmane; mais qu'il avait été encouragé par les rois d'Angleterre et de France, par les Vénitiens et par ces pontifes »chez qui l'affection de la chrétienté s'était depuis longtemps refroidie«.

Josefics, habile et actif négociateur, quitta Rome pour la France et fut très bien reçu au château de Saint-Germain-en-Laye (Fév. 1527). François I malgré l'étonnante lenteur qu'il mettait à secourir l'Italie, et que déplorèrent les amis du roi Jean, était heureux d'une diversion aussi

puissante. Il venait d'envoyer en Hongrie son habile Rincon, l'un des fondateurs de la diplomatie, qui ne tarda pas à y arriver par la voie de Ragusa et de Belgrade. Les princes de Bavière, Wilhelm, Louis et Ernest, inquiets des progrès de leur puissante voisine et du couronnement récent de Ferdinand comme roi de Bohême, ne furent pas moins empressés à correspondre avec la cour de Bude. Le roi d'Angleterre hésitait à prendre parti, mais le seul roi de Pologne malgré ses alliances de famille, se montrait hostile à Zápolya; il répondait à son ambassadeur que la Hongrie avait besoin d'un roi d'origine princière, parent des autres grandes maisons de l'Europe.

C'est pourtant la Pologne qui fournit au rival de l'Autriche son meilleur diplomate, Jérôme Laszko, palatin de Siradie. Les étrangers de toute nation allaient s'occuper pendant longtemps des affaires de la Hongrie, qui désormais était moins un état qu'un enjeu, ou qu'un champ de bataille à la fois politique et guerrier. Laszko conçut le premier l'idée d'intéresser directement François I à la querelle de son nouveau souverain en faisant de lui soit un arbitre, soit un héritier possible de la couronne disputée. Il vint donc à Paris resserrer l'alliance, et il passa dans la douteuse Angleterre. Henri VIII ne lui donna pas une réponse officielle explicite; il se borna à promettre qu'il ne négligerait aucun moyen de remédier aux misères de la Hongrie. Mais le cardinal Wolsey, dans ses entretiens avec Laszko, l'encouragea plus franchement, bien qu'avec prudence; il donnait au roi son avis en ces termes: »Dans ma pauvre opinion, il est vraiment nécessaire de nous opposer à la grandeur des impériaux, et de montrer de la faveur et de l'affection au prince Jean; car entre votre Altesse et l'Empereur, il peut servir à de hauts desseins.«

Pendant ce voyage, les évènements prenaient une tournure très fâcheuse pour le parti national. Non pas que Ferdinand ait trouvé, même dans l'assemblée opposée, de bien vives sympathies: il rencontra même beaucoup de défiance, et dut écouter beaucoup de réclamations. Mais l'inaction de la Ligue de Cognac et les succès de l'Autriche en Italie lui permirent d'entreprendre de vive force la conquête du royaume et d'imposer silence à toutes les discussions en entraînant ses partisans magyars mêlés à des troupes allemandes. Jean fut poursuivi et vaincu jusque dans ses domaines de Tokay, et il n'obtint pas grand résultat d'un appel désespéré envoyé de toutes parts. Une diète réunie à Bude, dominée par les amis de Ferdinand, recueillit les nouveaux serments de ce prince, et déclara Zápolya et Verbőczy ennemis de la patrie. Une seule alliance assez efficace se présentait désormais, à savoir l'alliance ottomane: les vaincus se jetèrent résolument dans ce parti extrême que la conduite du roi très chrétien semblait justifier. Laszko revenu d'Angleterre fut envoyé à Constantinople (déc. 1527). Il fut d'abord très mal reçu par les visirs: »Comment ton maître, lui dit l'un d'entre eux, a-t-il osé entrer dans Bude, mettre le

19*

pied sur un sol foulé par le cheval du sultan? Notre loi veut que chaque lieu ou la tête de notre maître a reposé lui soit pour jamais soumis. Ne sais-tu pas que notre maître domine sur la terre, comme le soleil dans le ciel?« Mais Laszko se fit un ami, non sans présents ni sans promesses, d'un singulier habitant de Constantinople destiné à un rôle important, court mais tragique, dans les annales que nous racontons.



Portrait de Gritti.
(Gravure du XVI-e siècle dans la bibliothèque privée de sa Majesté le Roi.)

Aloys Gritti était le fils naturel d'un ambassadeur vénitien devenu plus tard Doge de la Sérénissime République. Il parlait à merveille la langue turque, la langue grecque et la langue latine, et se trouvait à son aise avec les princes de toute race qui lui avaient fourni l'occasion de gagner une immense fortune. Il portait un magnifique costume ottoman de soie et d'or, et c'était un de ses luxes d'en changer toutes les semaines, distribuant à ses serviteurs cette défroque royale. Sur la colline de Péra s'élevait son palais bâti sur ses plans avec une dépense prodigieuse, entouré

de jardins où se promenaient familièrement le Grand Seigneur et le tout-puissant Ibrahim. Cent chevaux de prix garnissaient ses écuries avec cent cinquante chameaux et soixante mules. Le propriétaire de toutes ces richesses était un fort bel homme brun, au nez aquilin, un Italien oriental qui n'avait point renoncé à la religion paternelle; il buvait du vin, avec une grande sobriété il est vrai, il ne négligeait pas une seule occasion d'entendre la messe. Tel était Aloys Gritti, véritable Vénitien né pour le gouvernement plus encore que pour le commerce, et qui eut le malheur de s'occuper des affaires hongroises: il y crut trouver ce qu'il cherchait depuis longtemps, l'emploi de ses facultés politiques. Par lui Jérôme Laszko parvint au grand-visir, et au grand-visir bien disposé.

Ibrahim ne voulut pourtant laisser aucune illusion à l'envoyé de Zápolya sur la faiblesse de son maître. »Nous avons tué le roi, lui dit-il, nous avons mangé, dormi dans ses appartements, le royaume est à nous. Ce n'est pas la couronne qui donne le pouvoir, ce n'est pas l'or ni les pierreries, c'est le fer, c'est le sabre qui assure l'obéissance. Donc, que ton maître saisisse le bras de notre maître et le reconnaisse pour son seigneur; alors nous pourrons réduire en poussière Ferdinand et ses amis, et nous aplanirons leurs montagnes sous les pieds de nos chevaux. Sache que nous avons des serres qui s'enfoncent plus profondément que celles du faucon; ce que nous avons saisi une fois nous ne le lâchons plus.« Ce langage mêlé de promesses et de menaces s'adoucit dans la bouche du sultan Magnifique lorsque Jérôme Laszko obtint une audience (27 janvier 1528): »J'accueille avec bienveillance la soumission de ton roi, dont les états m'appartenaient par le droit de la guerre et du sabre. Ayant accepté son dévouement je lui cède le royaume; de plus je prétends donner à ton maître contre l'archiduc Ferdinand une assistance telle qu'il puisse dormir paisiblement sur les deux côtés.« Un mois plus tard fut conclu le traité d'alliance en vue de la prochaine expédition turque, et Soliman congédia l'ambassadeur, non sans le gratifier d'une bourse pleine d'or et d'un habit d'honneur, avec ces paroles aussi humiliantes qu'amicales: »L'amitié entre ton maître et nous jettera de profondes racines; je promets par notre prophète de l'assister en personne et de tout mon pouvoir contre tous ses ennemis.« Gritti n'en avait pas moins sauvé le roi Jean des conditions plus humiliantes encore.

D'autres négociateurs habiles s'employaient à relever ses affaires, encore compromises par de nouvelles défaites, et, chose remarquable, c'étaient des hommes d'église qui travaillaient au même but que le conseiller vénitien du sultan. L'évêque Statileo partit avec Rincon pour l'Angleterre, puis pour la France, où il conclut un traité qui attribuait au jeune duc d'Orléans la succession de Zápolya, dans le cas où celui-ci ne laisserait pas de fils. Le roi François I promettait vingt mille écus d'or par an pour remédier à la détresse du roi de Hongrie, et Statileo rapportait la première année de ce subside. Le moine Martinuzzi, né en Croatie

d'une famille noble, ne lui rendit pas un moindre service en parcourant toute la Hongrie pour la soulever contre les partisans de l'Autriche. Bientôt les troupes de Ferdinand furent vaincues de toutes parts, et les envoyés de son rival l'attaquaient jusque dans les déliberations de la diète de Ratisbonne. Il pouvait bien se venger en dénonçant Zápolya comme allié des infidèles à tous les princes de l'Europe; mais lui-même était dans une trop mauvaise situation pour ne pas s'efforcer d'obtenir au moins la neutralité du sultan. Pour la première fois une ambassade autrichienne parvint à Constantinople; elle était dirigée par Hobordansky, ennemi fanatique de Zápolya, et par l'allemand Weixelberger. Soliman parut stupéfait du langage qui sortit de leur bouche et qui était peu d'accord avec leur démarche. Pourquoi ne me demandez-vous pas Constantinople? leur dit-il en réponse à leurs propositions mêlées de menaces. Puis il les tint aux arrêts dans leur hôtel pendant plusieurs mois, et ne les renvoya qu'au moment d'entreprendre (printemps de 1529) une grande expédition contre Vienne.

Lorsqu'il traversa la Hongrie, le roi Jean vint lui présenter ses hommages non loin du fatal Mohács. Il baisa la main du Magnifique, s'assit auprès de lui, et ne le quitta qu'en emportant, avec trois chevaux harnachés d'or, quatre caftans de drap d'or. Pour comble d'humiliation, un beg fut chargé d'enlever la sainte couronne et son gardien. Puis la garnison allemande de Bude se retira, concluant une capitulation qui désola les janissaires, toujours désireux de piller. Ils se vengèrent sur les habitants, qui çà et là furent emmenés en esclavage. Zápolya, installé dans sa capitale par ses gênants protecteurs, ne put que verser des larmes inutiles. La conduite de l'archevêque-primat Várday fut encore plus déplorable: il livra la place et l'artillerie de Gran et figura en personne au siège de Vienne. On sait que l'héroïsme du comte de Salm et du baron de Roggendorf sauva une première fois la vaillante cité autrichienne: mais on se tromperait fort si l'on se représentait Soliman ému de cet échec comme d'un désastre. Jamais il ne se montra plus satisfait, jamais il ne donna plus de récompenses; jamais il ne donna à la marche de son armée en retraite une allure plus triomphale. Le roi Jean vint le féliciter, et reçut de nouveaux harnais dorés, qui auraient pu passer pour une ironie; on lui laissa la sainte couronne.

En réalité, les affaires du prétendant autrichien comme roi de Hongrie n'étaient pas beaucoup plus avancées. Le primat Várday faisait échouer toutes ses tentatives sur les places du Danube. Gritti, venu avec Soliman et resté après son départ, se montrait aussi capable de diriger un corps d'armée que de gagner des sequins ou de nouer des intrigues. D'ailleurs il ne renonçait point à ses penchants diplomatiques; il ne craignait pas d'écrire à Charles-Quint lui-même pour l'engager vivement »au nom de l'affection qu'il portait à la chrétienté« à ne pas permettre à son frère »de molester le roi Jean«. L'Empereur était beaucoup plus disposé qu'on ne pourrait le croire à suivre ce conseil. Ferdinand lui ayant fait



Portrait du sultan Soliman II.

(Gravure d'Agostino Musi dans la Galerie nationale de peinture.)

connaître ses doutes et ses perpléxités sur la conduite qu'il devait suivre, il hésita d'abord, ne fit aucune réponse décisive, puis, peut-être sous l'influence de la lettre de Gritti, se prononça nettement pour un arrangement ou une trêve devenue, selon lui, absolument nécessaire.

Das l'intervalle de ces différents messages, d'autres tentatives de Ferdinand n'avaient pas mieux réussi. Il avait envoyé à Constantinople une seconde ambassade, composée de vingt-quatre personnes dirigées par Jurisics et le comte de Lamberg. On leur fit un accueil cérémonieux et peu agréable : on les installa dans un caravansérail appelé hôtel des ambassadeurs, où ils se trouvèrent en quelque sorte prisonniers. Ibrahim les accabla de questions et de reproches sur la cruauté de l'empereur envers le roi François et le Pape. Il se moqua de leurs présents, et ne leur accorda un semblant d'audience chez le Sultan que pour les faire passer devant des lions enchaînés qui rugissaient contre eux. Ils furent ensuite libres de repartir. D'un autre côté le hardi baron de Roggendorf tentait un coup de main sur Bude, mais les habiles manoeuvres de Gritti déjouaient tous ses efforts, et une tentative de Hobordanszky pour assassiner le roi Jean ne réussissait qu'à faire noyer l'assassin dans le Danube. Restaient les négociations directes entre les deux anti-rois : ce fut l'objet du congrès de Posen, où les deux partis se montrèrent fort animés l'un contre l'autre ; mais à défaut d'un traité définitif, les circonstances imposèrent une trêve d'une année (1531—1532).

A quoi servira cette trêve ? Pendant que les princes n'y voyaient qu'un moyen de se recueillir dans leur ambition et d'engager de nouvelles parties, les Magyars désolés de l'état de leur pays, indignés de toutes ces querelles égoïstes dirigées ou envenimées par des étrangers, cherchaient un moyen de rétablir la paix et l'indépendance du royaume. L'idée se répandait peu à peu que le vrai remède serait d'écarter à la fois les deux anti-rois et de nommer un capitaine-général. Tel fut le projet dominant de la diète de Veszprim. Malheureusement des convoitises personnelles se faisaient jour, surtout celles des inconstants Perényi ; malheureusement aussi les deux prétendants se trouvèrent d'accord pour interdire cette assemblée, qui les menaçait également. Chacun d'eux voulut ensuite avoir une diète à lui, mais ce fut encore une entreprise avortée. Nádasdy, âme vraiment généreuse, et peut-être le vieux Verbőczy ne se découragèrent pas : ils convoquèrent une assemblée qui, sans être constituée régulièrement, chargea une double délégation d'aller représenter aux deux rois l'impuissance où les réduisaient leurs querelles. Zápolya se crut cette fois plus menacé que son rival, il interdit à ses partisans toute réunion de ce genre, et Nádasdy lui-même dut s'en abstenir.

Il fallait donc recommencer les intrigues levantines dont Aloys Gritti était le noeud détesté. Ce marchand de Péra était devenu intolérable depuis qu'il jouait un grand rôle, sans aucun tact mais non sans talent. Pendant que la terrible invasion turque de 1532 effleurait la Hongrie

occidentale et rencontrait tout près de la Styrie et de l'Autriche, dans la petit place de Güns l'héroïque résistance de Jurisics ; pendant que le reflux de cette marée humaine emportait des milliers d'esclaves magyars ; Gritti, toujours appuyé sur le grand-visir Ibrahim, s'imposait au roi Jean comme



Portrait de frère Georges. (Cardinal Martinuzzi.)
(D'après un tableau du temps au château de Trakostyán.)

gouverneur du royaume. Il convoquait à Pesth une assemblée qui retentissait de plaintes contre lui; les chefs du parti national, Nádasdy, Verbőczy, Martinuzzi qui sous le nom de Frère Georges commençait à paraître au premier rang, s'indignaient de voir le roi mené comme un enfant par cet intrigant ténébreux dont toutes les démarches révélaient

l'ambition d'arriver au trône. Entouré d'ennemis, le Vénitien-Turc chercha à s'en débarrasser suivant les procédés du Commandeur des Croyants et de la Sérénissime République; et comme il n'avait à sa disposition ni le cordon des muets, ni les gondoles du canal Orfano, il fit simplement monter sur l'échafaud quelques-uns des nobles qui avaient parlé contre lui. La terreur se répandit en effet, mais la haine redoubla.

Le pauvre Zápolya ne pouvait se passer de cet instrument impopulaire pour combattre à Constantinople d'autres intrigants partisans de son rival. Gritti fit plusieurs voyages pour représenter ses intérêts, non sans chercher secrètement les moyens de perdre les deux anti-rois l'un par l'autre. Il finit par soulever contre lui la défiance universelle. Lorsqu'il revint en Transylvanie, dans son aveuglement il se crut assez fort pour commettre un nouveau meurtre: il fit mettre à mort l'évêque Czibak son ennemi. Ce fut la cause de sa perte: un autre de ses ennemis, Majláth obtint l'autorisation secrète du roi Jean et de Verbőczy d'agir contre ce tyranneau. Gritti fut subitement cerné dans Megyes et hors d'état d'opposer aucune résistance. Se voyant perdu il envoya son confident et son historien, le padouan Francesco della Valle, porter ses adieux au doge son père. Peu d'instants après il était entraîné par les soldats de Majláth qui »aboyaient contre lui comme des chiens enragés«. Il eut beau les menacer de la vengeance de Soliman, sa mort était résolue. On lui coupa les membres, puis la tête. Les pierreries de ses vêtements enrichirent plusieurs de ses juges ou de ses meurtriers.

Les destinées d'Aloys Gritti nous ont fait perdre de vue la politique générale; il est temps d'y revenir. L'empereur Charles-Quint continuait de montrer dans les affaires hongroises beaucoup de prudence et de modération; il aurait voulu pacifier ce royaume, fût-ce aux dépens des intérêts momentanées de son frère, afin de ne pas ajouter aux complications de la vaste domination autrichienne et à la liste déjà longue de ses ennemis. Du reste on peut remarquer, en 1532 et dans les années suivantes, comme une détente ou comme un répit dans les rivalités politiques du monde chrétien. Clément VII ne désirait plus que la paix, avec un arrangement raisonnable qui limitât la puissance des princes autrichiens. François I lui-même, tout en continuant à se plaindre de l'empereur, cherchait à préserver l'Europe centrale des invasions turques; il employait à cette nouvelle destination l'infatigable Rincon, qui réussissait moins cette fois, il est vrai, qu'il n'avait réussi dans la mission contraire. Mais c'est encore l'Empereur qui désirait le plus la paix générale; ni lui ni les princes d'Allemagne ne voulurent faire marcher leurs troupes contre le parti national hongrois. Charles-Quint prit même une part active, au moyen de deux conseillers, l'archevêque de Lund et Cornelius Scepper, à une double négociation avec Zápolya et avec la Porte. Les hostilités furent ainsi suspendues assez longtemps, pendant que Jérôme de Zara provoquait à Constan-

tinople l'envoi de la première ambassade ottomane en Autriche. Un traité en résulta, qui ne laissa plus aucun prétexte à Ferdinand pour s'indigner de la platitude de son adversaire: non-seulement, dans une cérémonie fictive, il offrait à l'ambassadeur les clefs de Gran, mais le padischa s'engageait à le traiter comme son fils, et à le mettre sur le même pied que le grand-visir Ibrahim.

Le dégoût des Magyars pour leurs deux anti-rois ne connut plus de bornes lorsqu'ils les virent, après la mort de Gritti, s'accuser mutuellement auprès du Sultan, de ce meurtre regardé par lui comme une offense. Jean fit tous ses efforts pour se disculper (1535). Il profita d'ailleurs des symptômes qui annonçaient une nouvelle rupture entre l'empereur et le roi de France, pour envoyer à Paris le savant ecclésiastique Verancsics, qui obtint de François I une intervention favorable à Constantinople. Mais ce qui le servit bien plus efficacement c'est la disgrâce et la mort d'Ibrahim, après laquelle Soliman acquit la conviction qu'il avait été joué par Gritti, par son grand-visir, par les agents autrichiens, et revint à ses anciennes alliances. Bientôt éclatèrent à la fois la troisième guerre de François I contre Charles-Quint et les vives hostilités de Ferdinand contre Zápolya secouru par les Turcs. »Ici va le tout pour le tout, écrivait l'empereur; il faudra que notre frère trouve tel expédient qu'il pourra.«

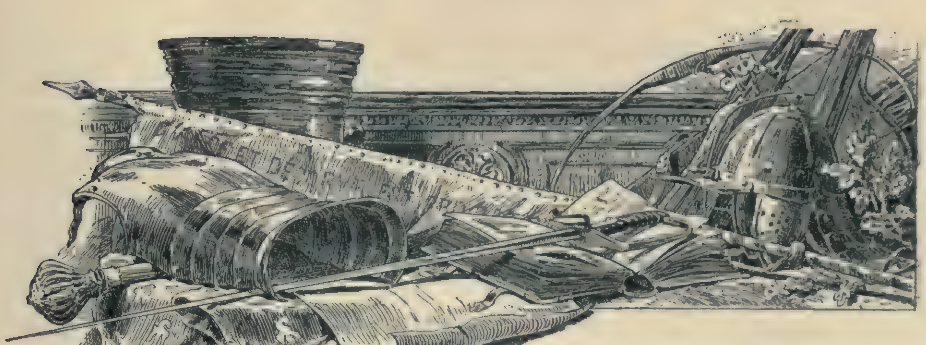
Si Ferdinand n'avait eu en face de lui que les partisans du roi Jean, il est probable que la victoire lui serait demeurée: Perényi et le Frère Georges furent vaincus par Léonard Fels au coeur même des domaines de Zápolya, mais on reçut des bords de la Drave de tout autres nouvelles. Katzianer et Pékry assiégeaient la ville d'Essek avec une armée composée en bonne partie de brigands très dignes de leurs chefs et très dignes de leurs adversaires les féroces Akindchis. Se voyant cernés dans leur camp ils essayèrent au milieu de vrais tourbillons de neige, une retraite qui fut désastreuse (décembre 1537); presque tout le monde périt, et ceux des chefs qui s'échappèrent ne tardèrent pas à être enfermés comme meurtriers ou assassinés comme conspirateurs. On était extrêmement las de pareilles gens et de pareilles choses. Les patriotes, dans des assemblées successives qui finirent par imposer leurs arrêts, demandaient la paix, le rétablissement de la dignité et les libertés publiques. Les conditions d'un arrangement vingt fois proposées, débattues, repoussées, finirent par être fixées comme il suit au traité de Várad (1538), qui complétait la trêve de Nice ménagée par Paul III entre les deux grands rivaux: l'empereur et Ferdinand reconnaissaient Jean Zápolya comme leur allié, leur frère et le souverain de la Hongrie jusqu'à sa mort. Jean renonçait à toute autre alliance, il promettait à Ferdinand sa succession, dans tous les cas; seulement, s'il avait un fils, celui-ci recevrait une principauté et de grands domaines.

La Hongrie respirait, elle se croyait sauvée, elle s'exagérait un bienfait réel, parce qu'elle comptait sans le caractère flottant de son roi natio-

nal. Il avait peur de ses anciens alliés les Turcs; il n'osait pas promulguer ouvertement le traité de Várad. Loin de renoncer à l'alliance française il envoyait encore une fois à Paris l'évêque Statileo. Il demandait et obtenait la main d'Isabelle, fille de Sigismond, mariage tardif qui inquiéta doublement l'Autriche, à cause de la venue possible d'un héritier, et à cause des relations avec la Pologne. Quant à une guerre dirigée avec ensemble contre les Turcs, on ne voit pas bien quels auraient pu en être les éléments. François I malgré sa réconciliation artificielle avec Charles-Quint, bientôt scellée en apparence par l'entrevue d'Aiguesmortes, ne se souciait point d'une croisade. Les princes luthériens d'Allemagne étaient prêts à prendre les armes, mais non sans avoir reçu l'assurance de la paix intérieure et de la liberté de conscience. Même dans les assemblées hongroises, disposées sans doute à de grands sacrifices comme le prouve le vote de sérieuses levées de troupes et de lourds impôts, même dans ces assemblées les griefs étaient nombreux contre le gouvernement, et les premiers progrès de la Réforme allaient introduire un nouveau principe de discussion et de résistance. D'ailleurs le roi Jean n'avait nulle envie de se mesurer contre les Turcs: il recevait un tschausch qui lui promettait en quelque sorte sa grâce; il apprenait avec joie qu'un envoyé de Ferdinand, aussi peu fidèle à ses engagements que lui-même, n'avait obtenu de Soliman que la menace de se voir couper le nez. Il ne songeait qu'à lutter contre les mécontents de son royaume. Rien de plus inutile d'ailleurs que de se demander ce qu'allait faire Zápolya, car sa mort imprévue (1540) vint remettre tout en question: il venait de lui naître un fils.



Médaille du roi Jean.





Panoplie d'armes du XVI-e siècle.
(Provenant du chateau de Zay-Ugrócz.)

CHAPITRE DEUXIÈME.

FERDINAND ET MAXIMILIEN (1540—1576).

La mort du roi Jean, survenue peu après la conclusion du traité avec la maison d'Autriche, semblait assurer à Ferdinand la possession incontestée du trône magyar. Mais les derniers regards de Zápolya s'étaient arrêtés avec tendresse sur le petit enfant que venait de lui donner sa jeune épouse Isabelle, et ses dernières paroles l'avaient recommandé à ses conseillers et à ses partisans. Les tuteurs de Jean Sigismond, prince âgé de huit jours, etaient l'infatigable Frère Georges, l'inconstant Valentin Török chef de l'armée, Petrovics, et de fait le vieil Étienne Verböczy.

Ferdinand, dans sa précipitation, entreprit plusieurs démarches contradictoires, qui ne pouvaient réussir. Il envoya le comte de Salm au palais de Bude, où Isabelle le reçut en vêtements de deuil, disant qu'elle n'était qu'une pauvre veuve, qu'elle avait besoin des conseils de son père, cherchant en un mot à gagner du temps. D'autre part il chargeait Laszko d'aller à Constantinople pour détourner le sultan de protéger le fils de Zápolya. Enfin il éssayait de surprende la capitale par un brusque mouvement des troupes de Léonard Fels, mouvement qui n'aboutit qu'à la conquête de plusieurs places secondaires. C'en fut assez pour déterminer Verböczy à resserrer l'alliance de son pupille avec Soliman, et pour irriter la Porte contre le prince autrichien qui sollicitait sa bienveillante neutralité. Un tchausch vint baiser les pieds de l'enfant Jean-Sigismond et promettre à sa mère, qui lui donnait le sein devant l'envoyé turc, un secours prompt et décisif. A Constantinople Laszko fut accablé d'injures par le Magnifique et jeté en prlson.

Le Grand-Seigneur ne fit pas attendre l'effet de ses promesses: non content de reconnaître par un diplôme solennel la royauté du fils de Zápolya, il envoya un corps d'armée pour le soutenir, et lui-même arriva devant Belgrade dans l'été de 1541. C'est là qu'il apprit la mort de Rincon, l'actif négociateur qui venait de conclure une nouvelle alliance entre le parti national hongrois et le roi de France déjà disposé à entreprendre une quatrième lutte contre Charles-Quint. Il apprit aussi que Ferdinand, ne comptant plus que sur la force ouverte, avait fait une tentative désespérée pour s'emparer de Bude; alors le Magnifique Sultan se mit en marche.

Roggendorf était chargé d'attaquer la redoutable forteresse, entourée de nouveaux ouvrages par le feu roi; il montra dans ses dispositions pour l'assiéger beaucoup d'énergie et de talent. Les Allemands formèrent des lignes de circonvallation sévèrement gardées; s'ils ne purent empêcher tous les messagers politiques de circuler sous divers déguisements, ils empêchèrent du moins les vivres d'entrer dans la place. La disette et la cherté devinrent extrêmes, le bois était introuvable, la viande de cheval était la seule denrée que l'on se procurât à bas prix. Une artillerie formidable couvrit la cité et le palais même de globes enflammés. L'épouvante eût peut-être décidé les habitants à se rendre, il y eut même un complot formé par un nommé Bornemisza, et la jeune reine n'était pas éloignée de traiter. Mais tous avaient compté sans la prompte décision de Frère Georges: la terreur maintint la discipline au dedans, une armée turque acheva l'oeuvre au dehors. Roggendorf, attaqué brusquement dans ses lignes, vaincu avec d'énormes pertes, se retira en désordre et ne tarda pas à mourir de ses blessures.

Soliman arrivait. D'abord il campa dans le vieux Bude, au pied et au dehors de la forteresse. Puis il se montra impatient de voir son petit protégé, désir auquel force était bien de satisfaire. Jean-Sigismond lui fut amené dans une voiture dorée; le Sultan le prit des bras de sa nourrice, et le caressa, l'appela son fils: rien ne prouve que ce fût une comédie, car les Turcs ne manquent pas de tendresse pour l'enfance, mais il est certain qu'ils mirent toutes ces démonstrations à profit en s'emparant peu à peu des postes les plus importants. Le moment venu, ils déclarèrent que Bude resterait entre leurs mains, Jean-Sigismond étant trop jeune pour le défendre, que le prince devait aller en Transylvanie, sous la garde de sa mère et de ses conseillers, pour gouverner cette contrée comme lieutenant du Grand-Seigneur. Les tuteurs du prince furent consternés, même Frère Georges qui n'avait pas prévu ce résultat de l'alliance ottomane; mais toute résistance était inutile, et la cour alla s'établir au château de Lippa. Désormais il y eut trois Hongries: la Hongrie occidentale, royaume effectif de Ferdinand, la Hongrie centrale occupée par les Turcs et gouvernée par le pacha de Bude, enfin la Hongrie orientale qui forma la principauté indépendante de Transylvanie.

Les auteurs de cette situation furent aussi sévèrement jugés en Europe que le roi François I allié des infidéles. Il sembla que la justice divine avait hâte de les punir : Valentin Török, objet d'une ancienne rancune des Ottomans, fut conduit à Constantinople, au château de Sept-Tours, où il devait mourir après-cinq ans de captivité. Verbőczy, en sa qualité de fameux légiste, eut l'honneur d'être nommé juge suprême des chrétiens de Bude sujets du Sultan, singulière dignité pour un catholique zélé jusqu'au fanatisme ; il mourut bientôt, brisé moins encore par l'âge que par le sentiment de l'inutilité de ses efforts, de sa patrie morcelée et



Médaille de Jean-Sigismond.
(D'après l'original du Musée National.)

de sa vieillesse flétrie. La principale église de Bude venait d'être transformée en mosquée, et l'illustre législateur fut enterré parmi les juifs.

Cependant la prise de Bude produisait un immense effet en Allemagne et en Hongrie. Les princes protestants de Saxe, de Hesse, de Brandebourg montraient depuis quelques années, ainsi que Luther lui-même, le sérieux désir d'expulser les Ottomans ; ils se distinguèrent par la vigueur de leurs préparatifs. Des magnats de tous les partis tenaient des conférences pour une réconciliation générale ; les Báthory, les Perényi, les Homonnay écrivaient à Ferdinand pour le conjurer de sauver le pays. Telle était aussi la pensée de Frère Georges, qui commençait alors une série d'innombrables oscillations entre la Porte et les Habsbourg. Cette

conduite étrange, qui causera finalement sa mort tragique lorsqu'il sera devenu le cardinal Martinuzzi, peut s'expliquer par une sorte de patriotisme joint à beaucoup d'ambition: il voulait probablement que la Hongrie fût indépendante des deux grands empires qui la démembraient, et il espérait arriver à ce résultat en les affaiblissant l'un par l'autre. Pour le moment, effrayé de l'occupation de Bude, il conclut la convention de Gyalu (décembre 1541), pour l'exécution du traité de Várad, mais avec cette clause difficile à réaliser, que Ferdinand délivrerait la Hongrie des Ottomans. La concorde semblait donc rétablie; la plupart des comitats se faisaient représenter à la Diète de Beszterczebánya qui votait avec acclamation une levée en masse dans le cas où le roi en personne prendrait le commandement.

Malheureusement la grande armée, composée surtout d'Allemands, que commandait Joachim de Brandebourg (1542), fit une campagne inutile. Ces troupes laborieusement préparées ne réussirent même pas à s'emparer de Pesth, et le découragement fut immense: quand retrouverait-on un armement semblable, et que ferait-on lorsque l'Allemagne serait envahie? Une défiance générale fut le déplorable résultat de cet échec; les princes protestants, Ferdinand, les Hongrois se renvoyèrent les récriminations et les insinuations blessantes. D'un côté les Allemands redoutaient toujours de voir la maison d'Autriche employer contre leurs libertés religieuses leurs propres préparatifs militaires, et se plaignaient qu'on laissât leurs soldats manquer de tout. D'autre part Ferdinand écrivait à l'Empereur: »A eu faute de bons cerveaux pour la bonne conduite, et non de gens ni autres choses nécessaires pour la guerre, dont tout le camp était plus que suffisamment pourvu; qui me fait avoir grande conjecture, qu'ils auront passé quelques mauvaises pratiques.« Il reconnaissait pourtant qu'il y avait eu négligence dans les paiements nécessaires; mais la défiance reprenait le dessus, et le roi faisait jeter en prison Perényi par suite d'une accusation injuste cette fois et qui souleva l'indignation des Magyars: jusques à quand, pensaient-ils, ces Autrichiens ne sauront-ils ni nous conquérir, ni nous délivrer, ni nous laisser en repos; jusques à quand verrons-nous les chefs de nos grandes familles jetés dans les cachots de Wiener-Neustadt ou dans les cachots des Sept-Tours?

Le mécontentement national se montrait si redoutable que Ferdinand crut indispensable de convoquer une diète à Presbourg, et de promettre à cette assemblée mal disposée qu'il respecterait toutes les libertés du royaume. Déjà se manifestait la tendance de la maison d'Autriche à concentrer à Vienne, entre les mains de ministres étrangers, les affaires hongroises, et de laisser tomber en décadence ou en désuétude les grandes dignités. Cette fois d'ailleurs la représentation n'était pas assez complète pour qu'on élût un palatin, et cette charge fut laissée vacante; il n'y eut de nommé qu'un lieutenant royal, l'archevêque Várday, et le seul acte important de la Diète

fut d'envoyer à sa soeur aînée, la Diète germanique, une lettre inutile pour en obtenir des secours. Soliman arrivait une fois encore; bientôt il assiégeait Gran avec une prodigieuse artillerie, faisait capituler cette place et transformait en mosquée l'église primatiale. Un peu plus tard c'était le tour d'Albe royale.

Les habitants essayèrent contre les janissaires une sortie courageuse qui ne réussit pas; alors, et malgré la résistance des Italiens et des Allemands de la garnison, ils capitulèrent moyennant le libre départ des étrangers, condition fort mal observée par la cavalerie tartare. Mais le chef musulman se montra plein de douceur envers les habitants, et plein de respect pour les tombeaux des rois. Il déclara qu'il était venu délivrer les Hongrois de la tyrannie allemande.

Ce langage était en quelque sorte autorisé par la conduite de Martinuzzi, qui avait déclaré rompue la convention de Gyalu, et repris toutes ses négociations avec la Porte. Ferdinand ne dissimulait pas son irritation et sa haine; il écrivait à sa soeur Marie: »Le moine continuant en sa méchante et malheureuse volonté, au lieu qu'il faisait couvertement ses pratiques, les fait à présent tout ouvertement contre moi pour divertir et dévoyer tous ceux qu'il peut tenant mon parti.« Ces plaintes assez justes s'étendaient moins justement à »l'invétérée inconstance« de la nation magyare, et il se promettait de lui »ôter tant plus les occasions de se révolter«. Ferdinand nous semble avoir perdu, dans ces années critiques, l'équilibre ordinaire de son esprit; si bien qu'il augmentait par l'incohérence de ses procédés les difficultés de sa fausse position entre Frère Georges qu'il essayait de ramener, Charles-Quint auquel il demandait des secours, et la Diète réunie à Nagy-Szombat qui implorait à grands cris l'assistance de l'Empereur.

Il se trouvait en effet que l'assemblée hongroise (1544—1545) mettait son dernier espoir dans une armée que Charles-Quint commanderait en personne, tandis que l'assemblée germanique se défiait non sans raison de Charles-Quint et de ses projets contre le protestantisme allemand.

L'ambassadeur impérial Veltwick, attendu avec impatience par les Magyars, ne leur apporta que de vagues promesses subordonnées à toutes sortes de circonstances extérieures. Mais cet habile observateur fut frappé du découragement irrité qui se manifestait dans la Diète: »Les Hongrois, écrivait-il à son maître, parlent ouvertement du tribut, et de se réduire sous protection du Turc, vu que ledit Turc les traite doucement ces années.« Il remarquait les dispositions des paysans favorables à la domination musulmane. Il voyait avec inquiétude, et les hésitations calculées du parti de Martinuzzi, et le désappointement du parti de Ferdinand, qui avait compté sur le traité de Crépy récemment négocié avec François I, pour voir l'Empereur s'occuper enfin de la patrie. En conséquence Veltwick regrettait de n'avoir pas reçu des instructions plus encourageantes.

La Diète elle-même écrivait à Charles-Quint pour le remercier d'avoir fait la paix avec la France, et elle votait de grands sacrifices pour la guerre turque. Mais le mécontentement témoigné par un discours de François Batthyány n'en était pas moins grand, et Veltwick pouvait écrire encore: »J'ai trouvé la plus terrible contention, et ai entendu les plus licencieuses



Hussard hongrois du XVIéme siècle.
(D'après le dessin d'Adam Jost.)

paroles et outrages de toutes sortes des grands et des petits, tant contre V. Majesté que contre le roi des Romains.«

Après cela il ne pouvait être question d'un grand effort, et la guerre dégénéra en une multitude de coups de mains isolés, essayés tantôt par les Turcs, tantôt par d'héroïques Magyars. Loin d'obtenir des secours de Charles-Quint, il fallait lui donner une troupe de hussards qui figura sur le champ de bataille de Mühlberg contre les luthériens. La situation com-

mandait de négocier à Constantinople, et de longues discussions, embrouillées par le mauvais vouloir de l'ambassadeur de France, aboutirent en 1547 à une trève de cinq ans. La Diète qui fut alors convoquée apprit avec désolation que le morcellement de la patrie était un fait accompli : ne voyait-on pas arriver un defterdar chargé de régler les frontières de la lieutenance ottomane de Bude ? Ne pouvant s'y opposer, on s'efforça du moins de rétablir la paix intérieure, d'obtenir la résidence du roi dans son royaume.

Il faut surtout signaler deux traits honorables pour cette assemblée : elle accueillit le projet, différé il est vrai dans l'application, de rendre aux paysans le déplacement libre, et les nombreux députés protestants firent rejeter les lois d'intolérance proposées, malgré la modération personnelle de Ferdinand, par la politique religieuse de la maison d'Autriche.

Dans les années suivantes (1548—1552), tout l'intérêt se concentre sur Martinuzzi, déjà évêque de Várad et bientôt prince de l'Église romaine. Il voulait toujours la réunion de toute la Hongrie sous un seul monarque, et il cherchait un prince assez fort pour cette entreprise : après avoir songé de nouveau à Jean-Sigismond, il songeait de nouveau à Ferdinand. Cette fois il parut mettre plus de suite dans ses projets, tout en continuant à tromper par sa correspondance la Porte ottomane, où le seul grand visir Roustem se défiait de lui. La reine Isabelle fut obligée d'abdiquer la plupart de ses prétentions, et d'accepter pour son fils deux duchés silésiens avec promesse de la main d'une princesse autrichienne ; le Frère qui n'avait garde de s'oublier, deviendrait primat et cardinal. Seulement il avait compté sans un autre intrigant, Petrovics, qui excitait Isabelle à rejeter l'impérieuse tutelle du moine et à revenir sur toutes ses concessions. Il fut heureusement averti de ces menées par un agent français, et grâce à des prodiges d'énergie et de souplesse il parvint à se maintenir contre Isabelle et contre les Turcs qui envahissaient la Transylvanie. Toutefois il pressait Ferdinand de lui envoyer des secours et rien n'était moins facile au roi que de trouver par lui-même des ressources.

Charles-Quint, supplié par son frère, se montrait mal disposé, et comme importuné des affaires de Hongrie ; des scènes violentes éclatèrent entre les deux princes autrichiens. Enfin le Frère Georges qui réussissait toujours à obtenir ce qu'il voulait, envoya la sainte couronne à Ferdinand et vit arriver en échange le corps d'armée de Castaldo.

Le nouveau cardinal ne se doutait pas que cette troupe si vivement désirée lui apportait une sentence de mort. Jusque-là il avait joué les uns par les autres tous les partis ; le moment était venu où ils prendraient leur revanche et satisferaient des rancunes accumulées. Castaldo était un condottiere sans scrupule, capable malgré sa dévotion de tacher de sang une robe de pourpre ; d'autres méridionaux qui l'entouraient, Pallavicini, Mercada, n'étaient pas hommes à l'en détourner. Il ne fut pas longtemps

dupe des protestations de fidélité de Martinuzzi; une tragédie italienne n'allait pas tarder à se jouer dans un château de Hongrie. La campagne entreprise en commun contre les Turcs autour de la forteresse de Lippa n'endormit point, malgré toutes les démonstrations et toute l'activité du cardinal, la défiance de Castaldo.

Lorsque la prodigieuse vaillance des Hongrois, de Forgács, de Török fils du prisonnier des sept-Tours, de Nádasdy, eut assuré leur victoire, le cardinal accorda aux Turcs survivants une capitulation beaucoup trop avantageuse, et les révélations de son secrétaire ne laissèrent aucun doute sur sa nouvelle trahison. Castaldo demanda des instructions à Vienne et reçut l'ordre d'en finir. Martinuzzi fut assailli pendant qu'il signait des dépêches, et frappé de soixante blessures. Détail affreux, l'oreille velue de la victime fut portée à Vienne par l'un des meurtriers. On remarqua beaucoup par la suite que cet homme se prit la main droite dans une méca-



Médaille du général Castaldo.

nique qu'il examinait, et que ses complices firent tous prompte et mauvaise fin.

Cependant jamais personnage ne fut moins regretté que Martinuzzi. Le pape Jules III réclama pour le principe et laissa tomber l'affaire; beaucoup de cardinaux furent enchantés d'être délivrés de ce singulier collègue. L'évêque d'Erlau écrivait: »Il a trouvé la fin que méritaient ses actions.« Ferdinand ne dissimula nullement la part qu'il avait prise à meurtre: »Castaldo a été contraint, et avec mon su, de le faire dépêcher . . . L'état des affaires de Hongrie est depuis la mort du Frère Georges fort tranquille, sans qu'aucun d'apparence ou d'autorité se soit jusques ici montré scandalisé de ladite mort. Et si est la reine veuve déjà partie bien contente.«

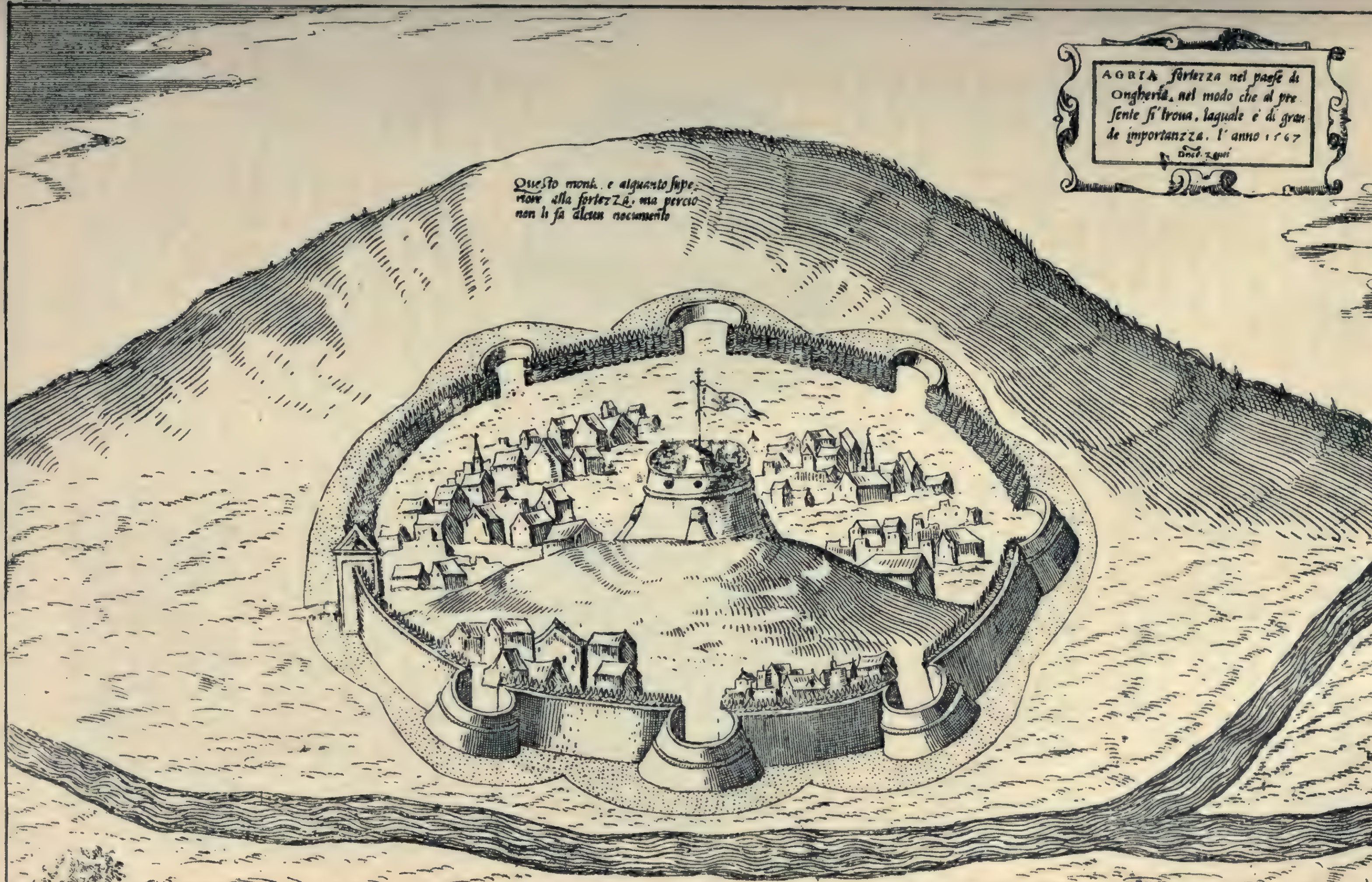
C'était vraiment trop de joie: la mort de Frère Georges n'améliora nullement la situation du pays. La guerre turque n'avait jamais été un fléau plus horrible qu'elle ne le fut pendant les années suivantes (1552—

1554). Du récit monotone de ces désastres se dégagent plusieurs traits héroïques. Au siège de Temesvár le brave Losonczy avait fait le possible et l'impossible ; lorsqu'une capitulation devenue nécessaire eut été violée par les vicieux janissaires, il résista de nouveau, et traîné devant le grand visir, il eut le temps de l'accabler de reproches mérités avant qu'on ne lui tranchât la tête. Étienne Dobo fut aussi courageux et plus heureux dans la défense d'Erlau.

En réponse à la sommation d'Ali, l'eunuque sanguinaire, il donna l'ordre d'élever un cercueil sur la muraille, symbole d'un sublime désespoir. Les énormes boulets vinrent s'amortir sur le cuir mouillé ; lorsqu'un boulet rouge eut fait sauter la poudrière, on improvisa de la poudre avec du soufre et avec le salpêtre des caves humides. Un ingénieur intrépide, Georges Bornemisza, incendia les travaux préparés pour l'assaut par d'habiles officiers turcs ; du haut des remparts il atteignit les assaillants avec des lances rougies et des crampons qui ne lâchaient plus leur proie. Les janissaires tentèrent un assaut décisif, mais ils rencontrèrent des machines infernales qui les jetaient morts dans les fossés ; au moment critique, les femmes lancèrent des projectiles, une fille précipita le cadavre encore chaud de sa propre mère. Les musulmans se retirèrent en declarant que Dieu combattait pour les Hongrois.

Malgré la délivrance d'Erlau, la guerre était presque partout funeste aux chrétiens, et les ambassadeurs Verancsics et Zay ne purent obtenir que des trèves insignifiantes. Verancsics a laissé une relation intéressante de son voyage et de son séjour prolongé à Constantinople. Il nous fait voir que malgré toutes les politesses et les empressements des officiers turcs depuis Bude jusqu'au Bosphore, le trajet ne pouvait se faire en moins de cinq semaines ; dans ce laps de temps n'est pas compris un retard produit par la difficulté de se procurer à Bude même des navires pour descendre le Danube, retard mis à profit par l'ambassadeur qui recueillit les plaintes des Hongrois de la frontière. Il observe curieusement les moeurs de Byzanze musulmane et les intrigues des visirs et des ambassadeurs étrangers. Il se plaint (en 1557, à la fin de son séjour) du pape Paul IV, qui ne songe qu'à tromper le duc d'Albe et qu'à gagner du temps pour laisser arriver l'armée française et la flotte turque. Il s'indigne de cet accord étrange entre la Gaule, Rome et le Sultan.

Verancsics avait raison d'insister sur le rôle que jouait dans toute cette période la politique de Henri II, fidèle continuateur de François I. Les diverses nationalités transylvaines s'étant confédérées à l'assemblée de Thorda, l'agent français Delavigne suggérait en 1552 à Isabelle et à Petrovics la pensée de conserver à Jean-Sigismond une souveraineté indépendante en Transylvanie. »Suivant les vestiges de mes prédécesseurs, écrivait le roi de France, je ne veux jamais rien épargner pour le confort, aide et faveur des princes affligés, et tant moins pour ceux desquels l'ancienne



Le forteresse d'Erlau au XVIéme siècle.

(Gravure de Domenico Zanti de 1567, dans la Galerie nationale de peintures.

mutuelle amitié que nous avons me point et stimule davantage.« On était alors au moment du siège de Metz par les princes germaniques réconciliés, et la diversion transylvaine, divisant les forces de la maison d'Autriche, était de la plus haute importance pour la politique française. De là l'irritation de Ferdinand lorsqu'il vit »cette fantaisie de la dite reine, de remettre son fils en la Transylvanie, et ce par moyen du Turc et pratiques du roi de France, lequel ces jours passés a eu un sien ambassadeur nonseulement vers ladite reine veuve, mais aussi vers le roi de Pologne, le sollicitant pour la réintégration du fils du roi Jean.«

Rien de plus exact. Henri II, non content de décider et la cour transylvaine et le peuple transylvain à repousser toutes les ouvertures autrichiennes, comme ils les repoussèrent notamment en 1556, non content de faire échouer par M. d'Aramont toutes les tentatives de Ferdinand pour obtenir des Turcs la spoliation d'Isabelle, excitait le roi de Pologne, comme le montre la lettre suivante: »Nous voulons remettre et restituer le fils du feu roi, votre neveu, en son royaume dont il a été spolié par l'ambition d'aucuns, et cautelle et infidélité de Frère Georges. En cette chose si juste, sainte et tant digne de l'aide et faveur de tout le monde, nous n'avons épargé ni épargnerons rien de ce qui sera en notre pouvoir, non plus qu'ont accoutumé faire de tout temps mes prédécesseurs, Roys de bonne mémoire, pour le secours et confort des affligés, et même feu notre très-honoré seigneur et père le roy François (que Dieu absolve!) pour le rétablissement dudit feu roy Jean Vayvode en son royaume, et qu'encore nous avons fraîchement fait en faveur d'aucuns princes de la Germanie, qui étaient détenus en misérables captivités.«

Ainsi le roi de France se présentait dans cette affaire comme le défenseur de la veuve et de l'orphelin; il était le protecteur des libertés hongroises comme le protecteur des libertés germaniques. Il conserva cette position jusqu'à la fin de son règne, mais il ne fut pas toujours content de sa protégée, qui semblait avoir hérité de Martinuzzi une facilité merveilleuse à changer d'alliés. Jusqu'à sa mort (1559) elle devait négocier avec Ferdinand autant qu'avec la cour de France. Lorsque Christophe Báthory fut envoyé par elle au Louvre en 1557, au plus fort de la lutte engagée entre la France et l'Espagne, le roi le reçut très bien, promit à Jean Sigismond la main d'une de ses filles, et son aide pour entretenir la guerre dans la haute Hongrie. Mais l'année suivante l'envoyé français remarquait les intrigues et la mauvaise administration de la reine et cherchait à la séparer de son fils. D'ailleurs la paix de Câteau-Cambrésis et la prédominance des questions religieuses sous le règne des fils de Henri II, allaient distraire pour longtemps la politique française de ces affaires lointaines.

Que devenait la Hongrie proprement dite pendant les dernières années de Ferdinand, devenu empereur par l'abdication de son frère? Elle

n'avait point renoncé à l'expulsion des Turcs, mais elle n'était pas éloignée de les préférer aux hordes de toute provenance commandées par un bandit qui portait le nom significatif de Teufel. Elle montrait son héroïsme habituel dans la campagne de 1556 et dans la glorieuse défense de Sziget, la dernière forteresse sérieuse capable d'arrêter l'ennemi dans la plaine, mais cinq diètes convoquées successivement (1553, 1554, 1556, 1559, 1563) retentirent de plaintes patriotiques. On reprochait au roi de laisser le plus possible vacantes les grandes magistratures nationales, de placer toutes les administrations entre les mains des Allemands, et de livrer les commandements militaires à des étrangers qui étaient pour le pays des fléaux plutôt que des défenseurs. On votait d'énormes impôts pour les blessés, pour le rachat des captifs, pour la continuation de la guerre, mais on repoussait toutes les lois dirigées contre les protestants, et l'on s'indignait à l'idée de voir l'archiduc Maximilien succéder à son père en vertu de l'hérédité. Ferdinand termina son règne par deux actes qui semblaient consolider sa dynastie.

Busbeck conclut (1562) un traité de paix avec la Porte sur la base de *l'uti possidetis,* non sans un présent annuel qui était un tribut déguisé. L'Empereur obtint aussi l'élection et le couronnement de son fils, et ne tarda pas à mourir (1564). Les circonstances n'avaient pas permis à la Hongrie de profiter des qualités réelles de ce prince intelligent et modéré.

Le nouvel empereur-roi Maximilien causa de nouvelles déceptions, et son règne assez court semble un abrégé de celui de son père. Le seul fait très important est le nouveau siège de Sziget, défendu par l'héroïque Zrinyi (1566). La paix était mal observée de part et d'autre, elle finit par être ouvertement rompue. Soliman, vieilli, torturé par la goutte, se fit transporter en litière, à petites journées, vers cette place de Belgrade qui avait vu, quarante-cinq ans plus tôt, le premier triomphe de sa brillante et vigoureuse jeunesse. Son protégé Jean-Sigismond et Guillaume d'Aube, envoyé de Charles IX, vinrent le complimenter. Bientôt il commença en personne le siège de Sziget, si bien dirigé par son lieutenant Sokolli que les défenseurs devaient renoncer à tout espoir. Zrinyi le comprit bien, il drapa son sacrifice de pourpre orientale, avec un héroïsme à la fois fasteux et tranquille, digne de fixer les regards de la postérité. Il fit tendre les bastions de drap rouge, recouvrir la tour principale de plaques d'étain resplendissantes au soleil de septembre, brûla les maisons, établit des batteries sur leurs décombres. Au bout de quinze jours, Soliman émerveillé lui fit proposer de le nommer souverain de la Croatie, et sur son refus, jeta dans le fort aux abois des lettres écrites en magyar, en croate, en allemand, pour diviser la garnison. Rien n'y fit, Soliman ne devait pas voir Sziget prise, un accès de sa maladie mit fin à son long règne, et comme il fallait que le secret fût gardé dans l'armée, Sokolli fit étrangler le médecin.



Heliogr Athenaeum.

NICOLAS ZRINYI SE PRÉPARE AU DERNIER COMBAT.

(D'APRÈS LE TABLEAU DE B SZÉKELY)

Le moment était venu où la tour renfermant les poudres était la seule partie encore debout de la forteresse tout entière. Alors Zrinyi se fit



Nicolas Zrinyi.

(D'après la gravure contemporaine de Mathias Zündt.)

revêtir par son valet de chambre d'un magnifique habit de soie au lieu de cuirasse, mit sur sa tête un bonnet de fourrure brodé d'or surmonté de plumes de héron et orné d'un diamant énorme, se passa autour du cou

une chaîne d'or, mit dans sa poche cent ducats pour qu'on trouvât quelque chose sur sa dépouille, et brandissant un sabre de luxe il marcha contre l'ennemi, précédé de son porte-drapeau et suivi de ce qui lui restait de braves. Quelques instants après tous succombaient, mais la poudrière tua par son explosion trois mille des vainqueurs. L'armée ottomane reprit le chemin de Belgrade; les chefs semblaient prendre des ordres auprès du cadavre de Soliman couché dans sa litière. Enfin Sokolli prévint le prince héritier, et les lecteurs du Coran firent retentir le verset lugubre: »Tous les hommes ont leur heure dernière; l'Éternel seul n'est point dompté par le temps, ni dompté par la mort«. L'armée entière gémit. Le plus grand des Sultans, le dernier qui vaille la peine que l'on retienne son nom, venait de mourir.

La lente décadence de son Empire allait commencer avec la première insubordination des janissaires. Les rénégats commençaient à jouer un grand rôle; l'un d'eux, Piale-Pacha, était un hongrois.

Toutefois cette décadence ne devait pas se faire sentir de longtemps en Hongrie. Maximilien fut obligé de négocier deux fois la paix, en 1567 et en 1576, toujours en comblant de présents les visirs, et en payant un tribut à peine déguisé. Lorsque mourut Jean-Sigismond, la Porte n'en conserva pas moins son influence en Transylvanie. Un seigneur éminent par son caractère comme par la gloire de sa famille, Étienne Báthory fut investi de la principauté par la diète des trois nations. Il demanda et obtint la confirmation royale, mais il n'en fut pas moins obligé de subir la suprématie et quelquefois la protection de la Sublime-Porte. Lorsque le dernier des Jagellons eut expiré, lorsque la nouvelle de la mort de Charles IX eut rappelé de Varsovie le duc d'Anjou, roi éphémère de Pologne, Báthory se trouva, pour la possession de ce trône glorieux, le concurrent de la maison d'Autriche (1575).

Ce furent alors ses bonnes relations avec les Turcs qui assurèrent son élection, ainsi que son mariage avec Anne Jagellon, la diète polonaise tenant à éviter la guerre. Les envoyés de Maximilien restèrent impuissants, et la colère de leur maître complètement inutile. L'empereur-roi mourut peu après cet échec (1576).

Il ne laissait pas de trop mauvais souvenirs dans le Royaume, dans la partie de la Hongrie qu'il avait réellement gouvernée; ses successeurs se sont chargés de recommander sa mémoire, comme Domitien celle de Titus. Cependant les diètes supportaient avec peine les discours allemands de ce souverain dans lequel on avait espéré un roi national; et les protestants, chaque jour plus nombreux, s'étonnaient de voir un prince, très suspect dans sa propre famille de sympathies pour la Réforme, refuser une situation légale au culte protestant.

Le moment est venu pour nous d'exposer l'état intérieur du pays, au point de vue religieux, politique et littéraire, vers le milieu et dans la seconde moitié du seizième siècle.

CHAPITRE TROISIÈME.

ÉTAT DU PAYS AU TEMPS DE L'OCCUPATION TURQUE ET DE LA RÉFORME (MILIEU ET SECONDE MOITIÉ DU SEIZIÈME SIÈCLE).

Pour comprendre l'occupation turque au seizième, et même au dix-septième siècle, il faut se souvenir des principes musulmans sur la guerre ou la paix. L'islam est une loi belliqueuse et une loi de prosélytisme: tout peuple infidèle est par ce fait ennemi, de sorte que pour le combattre tout moslim doit s'armer sans espoir de solde, et que pour faire naître la guerre, il n'est pas besoin d'une difficulté politique.

Toutefois les peuples du Livre, chrétiens et juifs, sont mieux traités que les païens, à condition de payer l'impôt; le pays chrétien qui s'y refuse perd le bénéfice de cette exception religieuse, il doit être ravagé, et ses habitants réduits en esclavage. Aussi voyons-nous Ferdinand obligé de payer trente mille pièces d'or, plus que le prince de Transylvanie qui n'en paie que dix mille: les sujets de l'une comme de l'autre contrée devant racheter ainsi leur liberté et leurs biens. Cela ne veut pas dire que Ferdinand devienne, comme Jean-Sigismond, personnellement vassal de la Porte; il reste, malgré son présent d'honneur, un souverain indépendant d'Occident. Il est obligé, comme le seront ses successeurs immédiats, d'entretenir pour les réclamations ordinaires, qui ne sont que trop fréquentes, un résident permanent, et d'envoyer tous les cinq ans ou tous les huit ans des ambassades spéciales et très coûteuses pour le renouvellement de la paix, toujours accordée comme une grâce.

Les Turcs passent généralement pour des observateurs scrupuleux de leur parole, et les guerres que nous avons racontées en fournissent plus d'une preuve. Mais souvent aussi cette réputation était démentie par les faits. Un traité de paix régulier n'empêchait pas, sur bien des points, une attaque brusque, un pillage ou un massacre. L'avidité des chefs inférieurs en était sans doute la cause la plus fréquente. En 1584 une avant-garde turque traverse une petite ville du comitat de Gömör; elle réclame une partie de l'impôt et n'en donne pas quittance. Arrive le beg qui ne tient compte de cette avance, et déclare que si la somme entière n'est pas payée à tel jour, il fera de la ville un désert. Les habitants ne prennent

pas cette menace au sérieux. Le jour indiqué, toute la population est rassemblée et dirigée de force sur la Turquie.

La transplantation d'une cité entière était chose exceptionnelle, mais les enlèvements de jeunes gens et d'enfants étaient chose ordinaire. Les archives des comitats sont remplies de pièces qui attestent ce fait; lorsqu'un enfant était enlevé, la famille devait le racheter sous peine de ne jamais le revoir, et lorsque la famille était trop pauvre, le comitat le rachetait souvent de ses deniers. Au fond les Turcs préféraient encore la proie humaine à l'argent. Ils avaient besoin des enfants hongrois pour le sérail et pour le recrutement de l'armée: ne voit-on pas que la seule guerre contre les Perses exigeait des levées dont le total s'élevait à six cent mille hommes?

C'était une tradition ancienne que les janissaires fussent recrutés parmi les enfants chrétiens; séparés à jamais de leur famille, fanatiques de leur religion nouvelle, chastes et sobres, vrais templiers musulmans, ils étaient le plus solide appui de la conquête.

Ils étaient aussi l'élément le plus sérieux de l'occupation. Les clés des grandes villes leur étaient confiées; ils les gardaient au nombre de cent ou de deux cents, quelquefois davantage: à Bude ils se sont trouvés une fois douze mille. La cavalerie et l'artillerie des timarlis complétaient les forces régulières. Mais il y avait malheureusement des troupes toutes différentes, qui étaient un fléau pour le pays: les soldats irréguliers établis dans des baraquements sur les frontières du territoire occupé, et les nomades vivant çà et là de pillage et de maraudes. L'armée ottomane était remarquable par la division des services, qu'elle a longtemps pratiquée mieux que toute armée européenne; les troupes légères dressées spécialement pour servir d'avant-gardes, d'éclaireurs, de coureurs, préparaient merveilleusement la victoire. Du reste tout prouve que les Turcs n'ont jamais voulu faire servir la Hongrie à un autre objet que l'occupation militaire; ils n'ont jamais voulu s'y établir à demeure, y trouver une patrie; leurs colonies même n'ont jamais été que de petits camps.

Ils étaient donc »campés en Hongrie« encore plus qu'ils n'étaient »campés« sur la rive européenne du Bosphore. Cela n'empêchait pas certaines villes de devenir des villes turques par la force des choses. L'émigration et la guerre dépeuplant plusieurs cités, une population ottomane, rare, paresseuse et assez misérable, en prenait naturellement possession. Bude par exemple finissait par ressembler à certaines bourgades actuelles de la Bulgarie. Les ambassadeurs et d'autres témoins qui traversèrent à diverses époques cette capitale autrefois si brillante, y remarquèrent les affreux progrès de la négligence et de la saleté. Pourquoi rebâtir ou réparer des maisons que l'on quitterait bientôt pour aller combattre? Pourquoi s'opposer à la destruction des choses qui est écrite dans le destin? Rebâtir était devenu un acte presque séditieux et impie: on n'en obtenait parfois

la permission qu'en faisant des démarches à Constantinople. Les animaux nettoyaient seuls les rues. Beaucoup d'édifices n'avaient plus que les murs



Khan tartare au temps de Georges II Rákóczy.
(D'après une gravure du temps.)

extérieurs. Les marbres rouges qui bordaient jadis les fenêtres du palais étaient entassés dans un coin, et parfois surmontés d'une tête coupée plantée sur une pique.

Le système économique de l'occupation était assez compliqué. L'impôt — présent, longtemps payé par les souverains chrétiens, — n'acquittait point ceux de leurs sujets qui avaient passé sous la domination ottomane. Ils devaient payer un impôt direct appelé *kharadz*, composé de trois éléments : la capitation, l'impôt sur la propriété foncière, et l'impôt sur le revenu du sol. Cette contribution principale, assez legère au temps de Soliman, beaucoup aggravée depuis, ne dispensait pas de l'impôt du cinquième, regardé par les vainqueurs comme une sorte de rançon de ce qu'ils laissaient aux vaincus. Il y avait encore des exactions variées tels que les *avaris*, et les produits des douanes.

En revanche les chrétiens ne payaient pas la dîme musulmane, insuffisante compensation, et ce qui était plus sérieux, ils possédaient la pleine propriété héréditaire de leurs champs, tandis que les musulmans campés en Hongrie ne recevaient que des fiefs. Hélas ! tout n'était pas dit lorsqu'on s'était mis en règle avec tant d'exigences régulières et légales pour conserver ce qu'on pouvait avoir de biens. Après le gouvernement, il fallait satisfaire le visir, le pacha, le defterdar, le kadi, le janissaire, brigandage organisé que les lois ottomanes semblaient réprimer sévèrement et ne réprimaient guère ; d'ailleurs un pacha étranglé faisait-il grand bien aux contribuables ?

Le mieux était encore de payer le plus distinctement possible les différents impôts ; lorsque sous prétexte de simplifier, les autorités ottomanes les réunissaient en un seul, on pouvait s'attendre, une fois payé cet impôt soi-disant unique, à une série d'interminables exactions. Les plus malheureux étaient peut-être les Hongrois établis près des frontières, étendues, compliquées, souvent remaniées par les traités qui séparaient les deux dominations. Ces frontières étant toujours mal délimitées, certains villages étaient exploités tour à tour par les régiments autrichiens et par les Turcs. L'amour de l'argent faisait fléchir, d'une façon parfois comique, la rigidité musulmane : le couvent des capucins de Szécheny possédant des domaines considérables, le pacha eut l'idée ingénieuse de se proclamer gardien des capucins, et de toucher ainsi, avec une apparence de légalité, les revenus du monastère.

Chacun sait que les conquérants musulmans, quelle que fût d'ailleurs leur tyrannie, ont toujours laissé une autonomie assez étendue aux populations chrétiennes dans les pays qu'ils occupaient. La Hongrie ne faisait pas exception ; elle fournit même une occasion précieuse d'étudier, sous ce rapport, les coutumes ottomanes. Le territoire était partagé en vingt-cinq *sandchaks*, groupés un peu plus tard (1610) en quatre eyalets, ceux de Bude, d'Erlau, de Kanizsa, de Temesvár ; mais les vainqueurs, tout en faisant usage pour eux-mêmes de ces circonscriptions, n'avaient garde de supprimer le comitat, dont ils avaient fort bien observé l'importance dans la vie politique et sociale des vaincus. Jamais le comitat n'a joui, plus

qu'à cette époque, de l'indépendance qui lui était chère ; ses conseils, comme les conseils des églises protestantes, délibéraient sous des menaces continuelles, mais enfin ils délibéraient, l'idée ne venait point de les interdire. Les Turcs pratiquaient entre eux leurs institutions judiciaires, mais ils les gardaient pour eux, et respectaient celles des chrétiens. Ils ne leur demandaient aucun service militaire, en dehors de l'exécrable, mais irrégulier tribut que constituaient les enlèvements d'enfants ; les adultes qui entraient dans l'armée musulmane le faisaient de leur plein gré. La seigneurie avec ses différents droits, même le droit de justice, était également respectée, mais les ottomans ne lui reconnaissaient pas la même importance qu'au comitat, lequel leur rappelait sans doute le régime des tribus asiatiques.

Du reste, entre les deux peuples aucun rapport de société : deux religions qui produisent de telles différences, non seulement dans les croyances mais dans les coutumes et dans la vie de tous les jours, séparent plus profondément que les fleuves et les montagnes. Les mariages entre Hongrois et Turcs étaient très rares ; ils ne pouvaient avoir lieu que dans le cas où une fille chrétienne, poussée au désespoir par la misère, consentait à se faire musulmane.

Les mariages mixtes dans le sens ordinaire de ce mot étaient impossibles. Les vêtements même restaient entièrement distincts, malgré la ressemblance fortuite de certains uniformes dans les deux camps. L'Osmanli, fier et morose, aurait regardé comme une humiliation de voir les vaincus imiter son costume ; nul chrétien n'était autorisé à porter le turban, et ceux qui l'avaient mis une fois, ne fût-ce qu'en plaisantant, se voyaient convertir de force à l'Islam.

Telle était la condition, à beaucoup d'égards misérable, des Hongrois du territoire occupé. Ceux de la Hongrie royale étaient obligés par ce voisinage à vivre sur un pied de guerre presque continuel. Le système militaire des banderia, florissant au quatorzième et au quinzième siècles, était déjà en pleine décadence avant la bataille de Mohács, et l'episcopat militaire avait fait son dernier effort dans cette journée funeste. Du roi, des évêques et des grands seigneurs laïques qui se partageaient autrefois la direction des armées, les derniers restaient seuls à la tête des forces magyares.

Quant à la royauté, elle était surtout représentée par des troupes étrangères, par des régiments italiens, allemands ou espagnols, qui faisaient quelquefois regretter les Turcs aux populations foulées par elles. Entre ces deux éléments militaires des armées chrétiennes, les nationaux et les étrangers, commençait une longue rivalité qui a produit plus d'une tragédie, et que l'on retrouverait encore dans les modernes armées autrichiennes. La défense nationale, le ***honvédelem,*** était moins savante et moins bien organisée que les troupes étrangères, mais elle était remplie de fougue

et d'héroïsme, comme le prouve, parmi cent autres faits glorieux, la défense d'Erlau ou de Sziget.

Les circonstances rendaient impossible une direction unique du honvédelem. Les diètes constatèrent la nécessité de laisser chaque comitat du territoire royal libre de le recruter comme il l'entendait, droit reconnu formellement par des lois de 1547 et de 1563. Il en résultait des expéditions particulières, et des expéditions entreprises par des confédérations de comitats.

Dans la Hongrie royale, dans la Hongrie turque, dans la principauté de Transylvanie, la Réforme s'était répandue et avait fait de grands progrès, après des débuts lents et obscurs. Les restes mal extirpés du hussitisme, les préoccupations temporelles du haut clergé, l'ignorance du bas clergé, y prédisposaient les esprits. Dès 1515, l'évêque Gosztonyi s'était inquiété du marasme religieux, et dans l'espoir d'y porter remède, était entré en correspondance avec un docteur de l'Université de Paris, Josse Clichtov: »Bien peu de prêtres, lui écrivait-il, comprennent exactement ce qu'ils lisent et ce qu'ils chantent«. Le théologien français se montrait également effrayé de »cette redoutable maladie qui déjà s'étend au loin et a presque envahi la chrétienté, car . . . si l'on ne comprend pas le sens des paroles qui s'adressent à Dieu, l'esprit de celui qui prie demeure oisif, et il ne fait aucun effort pour s'élever vers le Seigneur«. Clichtov rédigea donc une explication des hymnes de l'Église pour l'envoyer à Gosztonyi, mais rien n'indique que ces efforts ou d'autres tentatives de réforme intérieure aient produit aucun résultat. Il régnait dans le pays un sentiment de malaise et d'attente qui se fit jour lorsque furent connues en Hongrie les propositions de Luther.

Même avant la complète rupture du moine saxon avec la cour de Rome, mais surtout après cette rupture, les bûchers s'élevèrent en plusieurs villes pour le châtiment des nouveaux Hussites; ils ne purent arrêter les nombreux Allemands établis dans le pays, mineurs de Transylvanie, professeurs des écoles de la capitale.

Bientôt le roi Louis II et le haut clergé obtinrent de la diète de 1525 des lois nouvelles condamnant les hérétiques au feu et à la confiscation de leurs biens. Trois causes fort différentes entravèrent la persécution. La rivalité croissante des nobles et des évêques disposait les grandes familles à partager les doctrines de Wittemberg plutôt qu'à les étouffer. La reine Marie, et du vivant de son époux et dans les premiers temps de son veuvage, donnait de grandes espérances aux partisans de la Réforme ainsi que son confesseur Jean Henckel; Luther envoyait des psaumes traduits à cette reine chasseresse, qui portait jusque dans le fond des forêts un Nouveau Testament.

La bataille de Mohács et le partage du royaume se trouvèrent favorables au luthéranisme: les deux anti-rois commencèrent bien par rivaliser

de zèle contre les hérétiques, et même Verbőczy, le principal appui de Zápolya, les haïssait beaucoup plus que Ferdinand, suspect de sympathie pour la Réforme; mais tous deux se virent peu à peu contraints à des ménagements. Quant aux musulmans, ils méprisaient sans doute les deux communions; il faut même remarquer qu'ils ont brûlé de grands collèges protestants, envahi des temples pendant le culte, retenu dans une dure captivité des pasteurs comme des laïques de la nouvelle Église; toutefois la politique ottomane était intéressée à maintenir l'équilibre, dans une tolérance relative, entre catholiques et protestants.

C'est dans la période de 1531 à 1548 que le luthéranisme s'est établi solidement dans une partie de la population allemande et de la population magyare. Les Saxons de Transylvanie venaient de l'adopter avec une énergie intolérante poussée jusqu'à l'exclusion des catholiques de la cité d'Hermanstadt.

L'homme le plus remarquable de cette région fut Jean Honter, qui pendant un quart de siècle déploya dans Cronstadt, sa patrie, toutes les qualités du pasteur et de l'homme d'État; sous sa direction la civilisation germanique de ces vallées fleurit avec une nouvelle vigueur; là comme dans d'autres pays, la lecture de la Bible, devenue le premier devoir du fidèle, enfantait ou multipliait les écoles élémentaires. Ce mouvement était généralisé dans la Hongrie proprement dite par le premier réformateur magyar de race et de langue; Mathias Dévay, un ami personnel de Luther, ancien étudiant de Wittemberg, faisait sa devise de cette pensée: »Sans la foi l'homme ne peut pas plus faire de progrès que la plante sans soleil ne peut verdir.« Les succès de Dévay le firent d'abord persécuter par les deux rois. Zápolya le jeta dans un cachot de Bude où se trouvait déjà, pour un menu délit, le maréchal des écuries royales. Le luthérien convertit si bien à ses idées son compagnon de captivité que celui-ci, rentré en grâce, refusa de l'abandonner, et que le roi touché de ce dévouement, leur ouvrit à tous deux la porte de la forteresse.

Un peu plus tard Dévay, prêchant sur le territoire de Ferdinand, fut arrêté et conduit dans les prisons de Vienne. Comme plusieurs autres ministres protestants de cette époque, incarcérés pour le même motif, il dut subir une discussion religieuse avec les autorités ecclésiastiques. Dans cette première période au moins, le haut clergé, surpris et comme étourdi par les progrès de la nouvelle croyance, se montrait inférieur dans la controverse. Ferdinand remit en liberté Dévay qui retourna dans la basse Hongrie et traduisit en langue magyare les épîtres de Saint Paul. Il se montra plus favorable encore au pasteur Szántai, qui avait dans son procès soutenu avec beaucoup d'énergie la chapelle de son palais. On pourrait citer d'autres exemples de tendances protestantes dans le camp et même dans le clergé catholiques. Verancsics, qui devait pourtant arriver au siège primatial, disait pendant son séjour à Paris, lorsqu'on le croyait gravement

malade: »Je ne veux ni messes ni pompe sépulcrale. Tout ce qu'il me faut, c'est de mourir dans le Seigneur«. Il écrivait des distiques remplis d'admiration sous un portrait de Mélanchthon.

Cependant plusieurs grandes familles, telles que les Nádasdy, les Perényi, les Mágocsi, devenaient protestantes et presque aussitôt établissaient des écoles dans leurs domaines. Sous ces protections puissantes, l'imprimerie pouvait répandre librement, avec la Bible, des traités de controverse rédigés souvent dans la langue magyare, qui devenait la langue du culte public malgré le soin qu'apportaient les reformateurs à l'enseignement des langues anciennes. Nous avons vu que les diètes, à partir de 1548, repoussèrent toute loi de persécution. D'autres assemblées, d'un caractère religieux, tenues de 1545 à 1558, organisèrent l'Église Évangélique de Hongrie sur les bases de la Confession d'Augsbourg. Les rapports étaient encore fréquents avec les grands docteurs luthériens. Les jeunes théologiens hongrois de cette Église allaient volontiers terminer à Wittemberg leurs études commencées à Soprony ou à Temesvár. Mélanchthon suivait avec attention les progrès de la Réforme en Hongrie et correspondait avec ses principaux représentants. Dans les dernières années de sa vie, son esprit conciliant s'appliqua à ménager de bons rapports entre l'Église luthérienne et la naissante Église réformée magyare.

Le calvinisme en effet, depuis le milieu du siècle, faisait de rapides progrès dans le vrai pays magyar du bassin de la Theiss, dont il est encore aujourd'hui comme la religion nationale. Bientôt il avait à combattre les progrès de l'unitarisme, importé de Pologne en Transylvanie par le médecin Blandrata, prêché par l'éloquent pasteur François David, et adopté par le prince Jean-Sigismond. Cette fois il ne s'agissait plus de simples nuances d'interprétation sacramentaire, ou de différences secondaires dans l'organisation ecclésiastique, comme celles qui divisaient les deux grandes communions protestantes, appuyées toutes deux sur la double base de l'autorité de la Bible et de la justification par la foi en Christ rédempteur. Il y allait cette fois de toute la dogmatique de la Réforme. La lutte de Calvin et de Servet se renouvelait dans ces régions lointaines, non par des procès, mais par de grandes discussions telles que celle de Várad en 1569. La protection princière assura la liberté des unitaires, et en 1571, l'année même de la mort de Jean-Sigismond, la diète transylvaine reconnaissait l'égalité des quatre religions du pays, catholique, luthérienne, reformée et unitaire, charte fondamentale qui a permis au groupe unitaire de Kolozsvár et des environs, malgré bien des causes ultérieures de décadence, d'offrir encore aujourd'hui la spectacle d'une petite église florissante et instruite.

Mais il faut revenir à la grande église réformée magyare. Debreczin en fut la Genève, et le pasteur Melius le Calvin (1558—1572). Avec son vaste collège doublé d'une sorte d'Université, avec ses imprimeries, sa

bibliothèque, sa maison consistoriale, ses vastes temples, son conseil énergique, Debreczin justifiait cette comparaison; elle s'efforçait aussi de justifier ses modernes armoiries, la Bible ouverte sur laquelle l'Agneau symbolique pose ses quatre pieds. Pierre Juhász, qui traduisit son nom en celui de Melius, n'a été ni le premier ni le seul, mais bien le plus grand organisateur de la Hongrie réformée. Comme Calvin, dont on l'a souvent rapproché, il a consumé sa vie dans les travaux de la nouvelle Église, et il est mort à trente-six ans, bien plus jeune que le réformateur de Genève, dévoré par la triple ardeur de la lutte, de la science et de la foi.

Cette courte existence a été plus que remplie: à peine Melius, âgé de vingt-cinq ans, avait-il succédé au savant juriste Kálmáncsai, premier pasteur de Debreczin, qu'il dédiait au conseil de la cité une série de discours sur l'épître aux Colossiens, et aux négociants de la même ville des sermons sur la médiation de Christ. La bourgeoisie marchande, qu'il voulait pénétrer de ses doctrines, ne lui faisait pas négliger les familles nobles: il fêtait le retour de Gaspard Mágocsi, délivré de sa prison turque, en lui offrant une collection de discours prononcés d'après les apôtres, les prophètes et quelques-uns des Pères. Il traduisait toujours sur le texte latin, grec ou hébreu; il traduisit des livres entiers du Nouveau Testament, non seulement pour faire toujours plus passer dans la pratique l'usage religieux de la langue vulgaire, mais pour donner l'exemple du travail intellectuel, qu'il regardait comme un devoir chrétien.

Dans ses nombreux écrits, comme dans sa vie pastorale, il s'occupait non seulement du culte public, mais des visites aux affligés et aux malades, de la famille »dont le chef est le pasteur naturel«, de la patrie, qui devait former une grande famille chrétienne. A ses yeux Dieu était le seul vrai souverain de tous les pays, et un peuple qui n'a pas l'amour et la crainte de Dieu était un peuple condamné et perdu. Ne croyons pas toutefois qu'il envisageât avec un désespoir chagrin les malheurs de la Hongrie.

Il faisait précéder un recueil de sermons sur saint Jean, prononcés pendant une invasion terrible, d'une invocation confiante adressée au Dieu puissant par »le pauvre et indigne pasteur des brebis de Debreczin«. Melius trouvait encore le temps de composer des chants sacrés, de former un grand herbier avec classification des plantes, et de prendre une part active à toutes les discussions. Sa polémique la plus importante a été dirigée contre les unitaires: c'est elle qui l'a mis en rapport avec Théodore de Bèze.

Le successeur de Calvin le félicitait d'avoir composé des ouvrages extrêmement utiles à l'Église; il priait Dieu »de bénir toujours plus les efforts de Melius pour faire triompher le Christ de tous ses blasphémateurs«. Lorsque le pasteur de Debreczin mourut d'épuisement précoce après ta t de travaux, Théodore de Bèze le qualifia »d'athlète vigoureux

digne d'une mémoire éternelle« ; il appelait cette mort prématurée »une grave blessure pour toutes les Églises«. Le conseil de Debreczin, avec une austère simplicité, notait sur ses registres la mort de Melius, »grand



Antonie Verancsics.

(D'après la gravure contemporaine de Martin Rota.)

savant digne de respect«, et tous les citoyens témoignaient jusqu'au bout les plus grands égards à sa veuve et à ses deux filles.

La réforme d'origine française marquait fortement son influence, non seulement sur Melius et ses amis, mais sur les grandes assemblées de l'Église magyare. La plus importante fut le synode national de Debreczin (1567),

où se réunirent les délégués des dix-sept circonscriptions synodales et qui prit des résolutions directement inspirées par la Confession de foi et la Discipline de l'Église réformée de France. La doctrine était exposée en



Valentin Balassa.
(D'après un portrait contemporain, au château de Hrabócz.)

soixante-quatorze articles »tirés, disait-on, de la Parole de Dieu et de la loi naturelle pour conserver l'ordre dans l'Église et former la vie chrétienne dans toutes les choses nécessaires«. La préface déclarait que dans les cérémonies comme dans l'exposition des croyances, les Églises du

Christ ont toujours usé de liberté, et qu'il faut louer ceux qui savent améliorer l'enseignement de la Parole de Dieu. Sans doute, ajoute-t-elle, la liberté consiste à améliorer avec le Christ, et non pas sans lui, et il faut demeurer fermes sur les branches vitales de la foi; mais »nous ne rougissons pas d'étudier toujours et d'entendre toujours de meilleures choses... Nous reconnaissons la faiblesse de notre esprit et la nécessité de progrès continuels«.

Le progrès, c'est bien là la force qui soutenait la Hongrie au milieu des plus cruelles épreuves. La Réforme créait véritablement la littérature nationale, et parmi ses partisans, et parmi ses adversaires, qui devaient, surtout dans l'âge suivant, lui emprunter ses armes intellectuelles pour lui résister.

La langue magyare parvenait à une existence régulière et scientifique avec les travaux de Dévay sur l'orthographe, et la grammaire d'un autre reformateur, Erdősi. Verancsics commençait à comparer le hongrois à d'autres familles de langues. Les traductions de la Bible, les cantiques, les ouvrages de controverse et les sermons, étaient, dans cet âge de ferveur, l'usage le plus ordinaire de l'idiôme national. A côté des noms précédemment cités il faut placer celui de Heltai grand traducteur, celui de Magyari, prédicateur qui ne redoutait pas de traiter en chaire des sujets politiques, et d'accuser l'irréligion, les rivalités, les persécutions, les violences, des misères de la patrie. Aux mystères du moyen âge André Batizi faisait succéder l'épopée biblique, et Melius lui-même composait un poème sur le vrai Dieu.

Les évènements qui se passaient en Hongrie formaient eux aussi une douloureuse épopée; ils inspirèrent des poètes appartenant aux divers partis et aux deux religions, entre autres Sébastien Tinódy et le noble Valentin Balassa.

CHAPITRE QUATRIÈME.

LA RÉACTION AUTRICHIENNE ET LES PRINCES DE TRANSYLVANIE (1576—1648).

Les dernières années du seizième siècle sont peu importantes par elles-mêmes; elles offrent, avec une phase sanglante mais monotone de la guerre turque, le prologue du long drame joué par la nation magyare entre l'Autriche et la Porte, entre le Jésuite et le Moslim, pendant le siècle suivant, et dont les princes de Transylvanie ont été souvent les héros.

L'Empereur Rodolphe était un élève de l'Escurial, mais très inférieur à son maître et parent Philippe II. Il avait de ce sombre prince, le fanatisme et le caractère morose, mais il n'avait pas ses habitudes laborieuses et sa force de volonté. Il s'est rendu célèbre par son goût pour les sciences occultes et par l'indolence entêtée de son gouvernement. Sous son règne, le système de pression et d'ingérence étrangère, à la fois par l'administration et la soldatesque, fit de rapides progrès. Il en résulta bientôt une réaction: la diète de 1582 retentit des discussions les plus violentes; Rodolphe effrayé, scandalisé même, des invectives dirigées contre son autorité, se retira en refusant d'élire un palatin et depuis il ne revint jamais en Hongrie, qui demeura vingt-cinq ans privée de la personne souveraine: longue absence bien faite pour aigrir les esprits contre la maison d'Autriche. Le mécontentement augmenta encore lorsque l'on apprit que Rodolphe s'était allié aux Jésuites pour combattre la Réforme, au besoin, de vive force.

Bien que l'Empire ottoman entre dans sa décadence, avec les révolutions de palais, les exigences des janissaires, les disgrâces et les ambitions des visirs, les profondes souffrances qu'il fit endurer à la Hongrie ne commencèrent qu'alors.

Le grand visir Sinan, plusieurs fois écarté du gouvernement, mais toujours assez habile pour éviter le cordon de soie, et assez tenace pour revenir au pouvoir, était un ennemi juré des Hongrois, et il leur fit plus de mal, avec beaucoup plus de méchanceté, que Soliman le Magnifique. Les autres ministres turcs, Moustapha-Pacha, le sanguinaire conquérant de Chypre, Ibrahim, Cicala, les sultans eux-mêmes qui se succédèrent rapidement au sérail, montrèrent le même acharnement. Les ambassadeurs étaient exposés à toutes les insultes; même pendant la paix officielle, on faisait défiler des captifs hongrois devant leur résidence. Au début de la guerre déclarée (1593), les gens de l'ambassade furent jetés au bagne pêle-mêle avec les galériens. Le peuple musulman de Stamboul ayant hérité des goûts du peuple du Bas-Empire, on lui donnait le spectacle de prisonniers hongrois et bosniaques forcés de combattre comme des gladiateurs, et on le divertissait d'une procession de quatre porcs représentant les quatre grandes puissances chrétiennes.

Tant de violence et de grossière forfanterie n'empêchèrent pas les armées turques de subir plus d'un grave échec. Déjà leurs pillards avaient reçu de sévères leçons de Balthasar Batthyány et de François Nádasdy, qui finirent par leur tuer douze mille homme à Kanizsa. Déjà dix-huit mille hommes, engagés dans un combat contre Endrődy, près de Sissek, avaient péri dans les flots de l'Unna. Maintenant les Magyars et les Allemands, qui ont rendu des services réels à la Hongrie tout en lui faisant beaucoup de mal, réunissaient leurs efforts à ceux d'autres chefs étrangers. Le siège de Gran fut glorieusement et victorieusement conduit par un état-major où l'on retrouve des noms appartenant à bien des races

différentes: Pálffy, Nádasdy, Mansfeld, Schwarzenberg, Haricourt, Jéan de Médicis, Vincent Gonzaga. Ce fut une grande victoire que la conquête de la ville primatiale. Épisode curieux de la lutte des deux religions, pendant qu'un aga turc livrait aux chrétiens Visegrád et devenait moine, un Magyar transformé en beg musulman livrait aux flammes la ville de Vácz. Sur ces entrefaites on apprenait que les Hongro-Valaques de Király avaient brûlé Silistrie, qu'une partie de l'armée de Sinan venait de périr dans les marais, et que la plupart des akindchis s'étaient noyés dans le Danube. Les mots de ruine, de désastres, commençaient à retentir dans Stamboul: le mufti présentait au sultan une sorte de poème lugubre sur les frontières perdues, et des prières publiques étaient dites sur l'Atmeïdan.

En pareil cas la vigueur ottomane se réveillait, et se montrait capable, pour longtemps encore, de reprendre l'avantage. Le siège d'Erlau fut résolu, et poussé avec une grande énergie par une artillerie formidable. La garnison étrangère, en grande partie composée de Wallons, força les chefs à capituler, et ne tarda pas à s'en repentir, car les Turcs, peu soucieux de perdre chaque jour davantage leur renommée de probité, se livrèrent à toutes les violences imaginables sur les soldats auxquels ils venaient de promettre la vie sauve. C'était un vrai malheur que la chute de cette place héroïque (1596). Dix jours plus tard une grande bataille s'engageait dans une plaine de Transylvanie appelée Mező-Keresztes entre l'armée du sultan et celle de l'archiduc Maximilien rejointe par Sigismond Báthory. Ce fut une bataille de trois jours, compliquée et confuse. Les chrétiens l'emportèrent d'abord et Mahomet III voulait battre en retraite, mais Seadeddin lui représenta qu'un padischah ne devait pas fuir, et le second jour l'engagement devint général. Cette fois encore les Turcs furent vaincus, et leurs ennemis leur prirent plus de cent canons. Malheureusement les ordres de l'archiduc ne furent pas suivis par les troupes, qui se dispersèrent pour piller le camp du sultan, et engagèrent une lutte grotesque contre les cuisiniers et les pages armés de bâtons et de broches. Mahomet voyant ce désordre écouta les conseils du poète Seadeddin qui lui disait: la fermeté ramène la victoire. Il attendit, couvert du manteau du prophète, le succès d'une manoeuvre de Cicala, sortant d'une embuscade avec sa cavalerie et mettant en déroute l'armée chrétienne qui resta malgré cela fière de sa victoire acquise. La perte était grande des deux côtés.

L'indiscipline régnait aussi bien chez les janissaires que chez leurs ennemis: on le vit au siège de Raab entrepris par Pálffy et Schwarzenberg, qui s'emparèrent de la place grâce à l'ivresse imprévue de ces moines musulmans (1598). Les Tartares de Crimée, appelés par la Porte sur le territoire hongrois dont ils devaient être longtemps le pire fléau, n'apportaient pas un élément favorable au bon esprit de l'armée musulmane: ils ravageaient à droite ou à gauche, suivant leurs caprices, et quand ils étaient mécontents ils s'en allaient. D'autre part les Wallons et Français



RODOLPHE I.

Impr. Athenaeum.

établis dans diverses garnisons, notamment dans celle de Pápa, non contents de leurs allures insubordonnées, faisaient cause commune avec les Turcs. Cette désorganisation dans les deux camps contribua au ralentissement progressif des hostilités dans les premières années du dix-septième siècle. Au milieu des campagnes compliquées et peu décisives de Basta en Transylvanie, des villes prises et reprises par les deux armées, ou vainement assiégées comme Bude le fut par l'archiduc Mathias, il n'y a guère à signaler qu'un succès des Turcs devant Kanizsa (1601). Hassan fit éclater dans la défense de cette place les qualités résistantes de sa nation, et l'archiduc Ferdinand fut obligé de lever le siège en perdant tous ses canons qui furent envoyés à Belgrade. Les prisonniers furent décapités sur la tranchée. Hassan payait les têtes avec l'or d'une grande bourse qu'il tenait à la main. Il entra dans la tente de l'archiduc, et y trouva un riche tapis sur lequel il fit sa prière, un trône qu'il coupa avec son sabre, et douze sièges de velours rouge, sur lesquels il fit asseoir les begs et les agas.

Toute cette forfanterie cruelle dissimulait mal une profonde lassitude. Pour la première fois la Porte témoigna sans y être provoquée le désir de négocier, et après de longues conférences plusieurs fois réunies et rompues, après l'insurrection de Bocskay qui raviva un instant ses espérances, elle aboutit (1606) à la paix de Sitvatorok. Les jours de l'insolence étaient passés, plus de tribut annuel, plus de formules injurieuses plus d'inégalité dans la correspondance et dans la rédaction des textes de traités. La puissance matérielle des Turcs n'était guère diminuée, mais leur prestige était entamé aux yeux de l'Europe.

Étienne Báthory avait un moment réalisé, en devenant roi de Pologne, l'union souvent rêvée depuis Louis le Grand et Wladislas, et préparée par la politique des Zápolya, l'union entre les deux pays chrétiens de l'Orient contre l'Islam et au besoin contre le Moscovite. Il n'avait pu songer à rompre avec la Porte, ni même à se passer d'elle, mais il fortifiait l'Europe en régénérant la Pologne déjà menacée par ses divisions intestines. Ses soldats magyars l'aidèrent à réorganiser l'armée polonaise et à vaincre les Russes sur leur propre territoire. Mais son règne fut court, la Pologne se sépara pour jamais de la Hongrie, et la principauté conserva de lui un bon souvenir. Étienne Báthory était catholique, et non pas unitaire comme Jean-Sigismond, ou réformé comme les princes du siècle suivant; il avait de commun avec eux la tolérance pour les opinions autres que la sienne, mais il introduisit (1579) les ennemis jurés de la tolérance, les jésuites, qui allaient être aussi les ennemis jurés de l'autonomie hongroise, et les instruments ou plutôt les véritables inventeurs de la politique de Rodolphe et de Ferdinand. Plusieurs fois ils furent expulsés de la Transylvanie, et même de la Hongrie royale qui ne les aimait guère davantage; dans ce dernier pays au moins ils revinrent toujours en



Exode des Jesuites fuyant devant l'armée de Bethlen.
(D'après une gravure éditée à Prague en 1619.)

vainqueurs; la ville de Tyrnau devint leur citadelle, leur école et leur imprimerie, d'où se répandaient des livres consacrés à la confusion des hérétiques et à la glorification du despotisme autrichien.

La famille des Báthory tomba dans une rapide décadence, mais elle conserva quelque temps la principauté. Après Christophe ce fut le jeune Sigismond Báthory, élevé par les jésuites tout puissants sous son règne: les ennemis le l'Ordre furent cruellement réprimés comme conspirateurs, et bientôt le docile enfant s'entendit conseiller de céder tout le pays à l'empereur Rodolphe. Il accepta d'abord, moyennant le duché d'Oppeln en Silésie, un revenu magnifique et la promesse du chapeau de cardinal; déjà il portait le costume ecclésiastique, et l'on prévoyait le moment où la Transylvanie ne serait plus qu'un souvenir, et avec elle toute indépendance hongroise (1599). Puis il se ravisa lorsque son oncle, le cardinal André Báthory, peu soucieux des intérêts du parti catholique, l'eut prié de ne pas laisser sortir la principauté de la famille, et de lui donner tout au moins, à lui, la préférence sur l'empereur. Rien de confus comme les années qui suivirent. Le pauvre prince ne savait à quoi se décider entre les Turcs dont il avait grand' peur, Rodolphe qui lui rappelait ses promesses, le prince Michel de Valachie qui devenait l'allié de la Porte dans l'espoir de recevoir d'elle la principauté convoitée, et son oncle le cardinal qui se faisait tuer dans une lutte avec le prince Michel. Enfin Sigismond partit pour la Bohême: le malheureux pays fut occupé par le général impérial Basta, et pillé avec un soin méthodique dont le souvenir n'a jamais disparu.

Ce sont précisément les ravages et les cruautés de Basta, ses violences contre les protestants dont il confisquait les temples et expulsait les pasteurs, qui ont fini par ruiner les espérances impériales, et par soulever un formidable mouvement. La Hongrie royale souffrait, elle aussi, de la soldatesque de toute race qui préludait aux horreurs de la guerre de Trente Ans, et n'était pas moins redoutée que les Tartares. Un grand seigneur, Étienne Illésházy, osa montrer à la Diète la misère du pays, dont chaque maison était livrée à des garnisaires étrangers, et l'audace de la cour de Prague qui prenait sur elle de désigner les villes dignes d'être représentées à l'assemblée. Illésházy fut accusé de lése-majesté et réduit à s'enfuir en Pologne. La diète de 1604 retentit de plaintes amères; le roi, loin de donner satisfaction, ajouta de son propre mouvement à vingt et un articles de loi votés par l'assemblée un vingt-deuxième article: Aucune atteinte, disait-il, n'avait été portée à la liberté de conscience; mais le roi, zélé pour la religion catholique, voulait combattre l'hérésie et punir les auteurs des discussions religieuses.

Tout dans ce document, le fond comme la forme, semblait calculé pour exaspérer le sentiment magyar. Les comitats du nord-est formèrent une assemblée, présidée par Valentin Homonnay, qui déclara que toutes

les lois récemment votées étaient devenues illégales par cette illégale adjonction. Un étranger presque aussi funeste que Basta, Belgiojoso, qui commandait dans la Haute-Hongrie, eut connaissance de ce manifeste et n'en continua pas moins à chasser les protestants de leurs temples. En même temps il lâchait sur les populations paisibles les Heiduques, tribu guerrière recrutée parmi les paysans ennemis des Turcs, et qui menait



Gabriel Bethlen.

(D'après une gravure du temps.)

une vie à moitié nomade sur les bords de la Theiss. Rien ne put empêcher un mouvement formidable contre la soldatesque étrangère. Un seigneur transylvain plein d'énergie et de talent, Étienne Bocskay, en prit la direction, et trouva un lieutenant admirable dans Gabriel Bethlen, encore trop jeune pour aspirer au commandement suprême. Bethlen profita de ce que la réforme avait fait de grands progrès parmi les Haiduques, pour leur

persuader que la cour de Prague voulait détruire la religion protestante; il les tourna ainsi contre les Allemands qui furent vaincus près de Kaschau. Lorsque Basta vint en personne commander les impériaux, la fortune sembla d'abord changer de camp; mais bientôt l'insurrection fut partout victorieuse, et l'archiduc Mathias eut grand peine à réunir quelques députés pour un semblant de diète à Presbourg.

Une assemblée plus importante, convoquée à Szerencs par Bocskay, le proclama prince de Transylvanie et de Hongrie, déclara traître quiconque ne soutiendrait pas la cause nationale, prononça la peine de mort contre les pillards et proclama la liberté de conscience et l'égalité des deux religions. Le nouveau gouvernement se montra aussi actif que ses adversaires étaient indolents. Un conseil de famille que Mathias prit soin de convoquer fit des démarches auprès de Rodolphe pour obtenir qu'il envisageât la situation dans sa réalité déplorable; tout échoua contre l'inertie hautaine de l'Empereur dout la déchéance fut dès lors résolue dans l'esprit de ses parents. Pour le moment l'archiduc se contenta de négocier en le laissant de côté autant que possible. Il devenait d'autant plus nécessaire de s'y résoudre que le grand-visir Lala-Mahommed concluait une alliance avec Bocskay et posait sur sa tête un diadème en lui conférant par un athnamé la principauté tributaire. Heureusement qu'Illésházy, pacifique malgré la hardiesse de sa parole, se chargea du rôle de médiateur. Après d'assez longs débats dont le point délicat était toujours la liberté religieuse, la paix de Vienne fut conclue (1606).

Bocskay était reconnu à titre heréditaire prince de Transylvanie et du Saint-Empire romain, comte des Sicules, et seigneur de quelques parties de la Hongrie. La liberté de conscience était garantie aux catholiques comme aux protestants. Tout *sérelem* (grief) serait apaisé par la prochaine diète, investie également du droit d'élire le palatin. En l'absence du roi, la Hongrie devait être gouvernée par l'archiduc avec toute l'autorité Souveraine.

Bocskay ne jouit guère de son succès; il ne tarda pas à tomber malade, et mourut après avoir recommandé à ses partisans l'union patriotique et la défense de la liberté confessionnelle. Tous les symptômes semblèrent révéler un empoisonnement; le chancelier Kátay fut mis en prison, mais enlevé et massacré par les heiduques sur la place de Kaschau. La dignité princière fut disputée par Homonnay, Rákóczy et Gabriel Báthory. La Porte était favorable à Homonnay, mais la diète de Kolozsvár préfèra un moment Rákóczy, qui se retira peu après devant Báthory, protégé alors par Gabriel Bethlen. C'était un changement déplorable, pendant qu'un changement heureux s'accomplissait dans le royaume. Rodolphe ne voulant pas exécuter les conditions de la paix, Mathias perdit patience; s'entendit avec des seigneurs d'Autriche et de Moravie pour renverser son frère, et appuyé sur le parti protestant de toutes les provinces, le força de céder la Hongrie, l'Empire et tous ses états sauf la Bohême (1608). La

satisfaction fut immense dans un peuple chez lequel le nom seul de Mathias éveillait les meilleurs souvenirs, et qui voyait l'un des auteurs de



Etienne Bocskay.
(Gravure du temps dans la collection Ernst.)

la paix de Vienne arriver au pouvoir comme pour consoler les Magyars de la mort imprévue du glorieux Bocskay.

Cette heureuse impression ne fut justifiée que dans une certaine mesure, et il ne pouvait guère en être autrement. Les historiens libéraux n'ont pas toujours été équitables envers l'empereur Mathias. S'il est vrai que son caractère vacillant ait fait tort à sa réelle intelligence politique, il est vrai aussi que sa situation était difficile et fausse entre les protestants de Bohême, d'Autriche, de Hongrie, de l'Allemagne entière, qui exigeaient de lui des concessions, tout en le préférant aux autres princes de sa famille, et ses alliés catholiques, ses parents espagnols, l'impulsion donnée dès longtemps à toute la politique de sa Maison. L'archiduc Ferdinand de Styrie, celui qui devait être plus tard le terrible Ferdinand II, avait une



Le roi Mathias reçoit la sainte couronne.
(Gravure du temps dans la collection Ernst.)

position plus nette avec son fanatisme intraitable; il était par là le chef désigné d'un grand parti qui ne pouvait manquer de faire des progrès par sa discipline, et lui-même ne pouvait manquer de devenir peu à peu l'homme nécessaire de ce parti, effaçant toujours plus Mathias, comme Mathias avait supplanté Rodolphe. Les réclamations nationales ne devaient donc obtenir qu'une satisfaction incomplète, et le grand roi de France Henri IV devait faire une place aux Magyars dans les vastes projets de ses dernières années: il comptait, pour les tourner contre la maison d'Autriche, sur leur désir de recouvrer toutes leurs libertés antiques, et même le droit d'élire leur souverain, s'ils ne préféraient se mettre en république.

La question de la monarchie héréditaire ou élective se posa cette fois encore et fut résolue par un moyen terme. Les Ordres voulaient, à la diète de Presbourg, élire d'abord le palatin pour qu'il présidât à l'élection royale, tandis que Mathias entendait faire reconnaître et non pas voter son avènement. Il fut convenu que le palatin serait élu après la proclamation du nom de Mathias roi, mais avant le couronnement, et que cette dignité ne serait jamais vacante plus d'une année. La nation noble obtint d'autres concessions très importantes: les articles de la paix de Vienne relatifs à l'autonomie hongroise reçurent une sérieuse application par l'exclusion des garnisons étrangères et des employés étrangers; la sainte couronne revint dans le pays pour être gardée par un Révay et un Pálffy; en l'absence du roi, le palatin, le conseil royal et un trésorier élu exerçaient toute la puissance souveraine; le nombre des villes ayant droit de représentation étaient strictement limité; enfin la réserve »sans préjudice pour la religion catholique« fut supprimée, et chaque ville, chaque village, chaque famille noble reçut le droit formel de choisir sa confession.

Le nouveau palatin Thurzó, était une nature générense et active, et la gloire du protestantisme hongrois. Il avait un zèle égal pour son pays et pour son Église: pendant qu'il réorganisait l'armée nationale pour lutter à nouveau contre les Turcs, il faisait respecter la liberté de ses coréligionnaires et prenait une grande part aux travaux de leurs synodes. Mais il n'était pas en son pouvoir d'arrêter un mouvement funeste à la Réforme: non seulement la cour, et à défaut de Mathias ses conseillers habituels, cherchaient tous les moyens de recommencer la persécution, mais les armes même de la persuasion passaient dans le camp de la communion romaine. Le cardinal Pázmány, né protestant, devenu ensuite l'élève et la gloire des jésuites, était une sorte de Duperron magyar. Il était même très superieur au controversiste français par le talent d'écrire, et son principal livre le Kalauz (le Guide), a eu le double succès d'un ouvrage d'édification et d'un monument littéraire. Il avait un talent égal dans la chaire, dans la correspondance et dans la conversation, et il se servait avec un zèle infatigable de ces dons si variés pour détacher de la religion protestante les chefs des grands familles, les Esterházy, les Pálffy, les Homonnay, les Forgách. Nous devons remarquer, sans être le moins du monde fataliste, comment dans des pays très-différents et dans des sociétés qui s'ignorent l'une l'autre, des mouvements analogues se produisent en même temps: n'est-ce pas juste à cette époque, pendant la jeunesse de Louis XIII, que la plupart des familles aristocratiques appartenant au protestantisme français retournaient au catholicisme?

La mort de Rodolphe (1612) n'affaiblit en rien ce courant dû tantôt à une habile controverse, tantôt à une brutale pression, et bientôt la mort de Gabriel Báthory (1613) parut une excellente occasion de mettre la main sur la Transylvanie, principal foyer de la résistance protestante. Voici ce qui s'était passé dans cette dernière région: Báthory était un insupportable

tyran qui fatigua bientôt ses sujets de toute nationalité et de toute croyance, et ses alliés, même les Turcs. Les fugitifs appelèrent à leur secours Thurzó, puis Forgách, qui pénétra jusqu'à Hermanstadt, parmi les Saxons exposés plus que d'autres aux violences du prince. Mais une armée de Magyars, de Szeklers et de Heiduques soutint Báthory contre les troupes royales, regardées par eux avant tout comme des troupes autrichiennes, et lui permit de repousser Forgách, qui fit une retraite désastreuse. Le plus grand danger lui vint de Constantinople, où Gabriel Bethlen obtint d'être reconnu comme prince de Transylvanie à sa place. Báthory, traité d'insensé par le grand visir, voyant tous ses sujets l'abandonner en faveur du populaire Bethlen, ne vit plus de salut que dans l'armée royale qu'il rejoignit à Várad. Là un partisan de l'archiduc Ferdinand, le soupçonnant de vouloir se réconciler avec les Turcs en leur livrant une partie du territoire, lui persuada de se promener »dans un coche« et le fit assassiner à quelque distance de la ville.

La maison d'Autriche allait-elle conquérir la Transylvanie? C'était le désir de Pázmány aussi bien que de Klesel, du clergé de Hongrie aussi bien que du clergé allemand. Déjà Pázmány avait fait des efforts inutiles contre la liberté de conscience dans la Hongrie royale: une fois les deux contrées réunies, le succès devenait bien plus facile. Quant au désir de rétablir le royaume dans son intégrité ou de diminuer l'influence ottomane, il ne faudrait pas lui faire une grande place dans les préoccupations du parti jésuite qui recherchait l'alliance de la Porte aussi bien que ses adversaires. Les mêmes motifs politiques et religieux qui faisaient désirer à la cour de Vienne l'acquisition de la Transylvanie décidèrent l'assemblée de Kolozsvár à proclamer prince Gabriel Bethlen. C'était un homme d'État du plus haut mérite, qui pendant tout son règne (1613—1629) fit le bonheur da son pays. Aussi tolérant que zélé pour les croyances réformées, il voulait, dans une région en grande majorité protestante, avoir un chancelier catholique aussi bien qu'un chancelier protestant, et tenir la balance égale entre les deux cultes comme entre les trois nationalités qui acceptèrent également son pouvoir, et en furent récompensés par une sécurité profonde. Il avait une sorte de passion pour l'enseignement public qui se développa de toutes parts, pour la poésie, pour la musique, pour l'Écriture qu'il lut vingt-huit fois d'un bout à l'autre, et dont sa main mourante traçait encore quelques versets.

La politique de ce prince à l'égard du royaume et de la Porte fut d'une excessive mobilité. Au fond son projet différait peu de celui de Henri IV, qui pourrait se résumer ainsi: bonnes relations avec les Turcs tant qu'ils seront nécessaires contre la puissance autrichienne, et dès que cela sera possible, alliance avec toute la chrétienté pour les chasser de l'Europe. Déjà dans les dernières années de Mathias on put remarquer, d'une part le refroidissement de la diète hongroise pour la royauté tou-

jours plus soumise à l'influence de Ferdinand malgré Klesel, d'autre part les efforts du gouvernement pour renverser Bethlen en s'appuyant même sur les Turcs, efforts constamment déjoués.

Mais c'est surtout lorsque Ferdinand fut désigné comme l'héritier de Mathias (1617), que redoubla la défiance du prince Gabriel. Les prévenances de la cour, qui avait au moins besoin de sa neutralité et qui s'empressa de le reconnaître et de traiter avec lui, ne lui cachèrent point le danger manifeste que le prochain avènement faisait courir à sa religion. Ferdinand n'avait-il pas juré, dans un pèlerinage à Lorette, l'extermination de l'hérésie? Bientôt se répandait la nouvelle de la defénestration de Prague, et Mathias ne tardait pas à mourir, emportant avec lui les dernières chances de pacification.

La guerre de Trente Ans venait de commencer, tout près de la frontière hongroise qu'une étincelle belliqueuse risquait bien de franchir. Le nouvel empereur-roi savait qu'il importait grandement à ses intérêts que Bethlen de son côté ne prît pas les armes; il fut momentanément rassuré par le succès d'une mission de Nicolas Esterházy. Nous rencontrons ici pour la première fois l'une des plus *nobles* figures de cette époque, le plus sympathique parmi les disciples religieux de Pázmány, très indépendant de tout homme, fût-ce du roi objet de son dévouement loyal, lorsqu'étaient en jeu les destinées de sa patrie. Bethlen, Pázmány, Esterházy, ces trois noms si différents d'un protestant, d'un cardinal et d'un conciliateur, ont été réunis par la postérité sous ce titre: les trois grands Magyars, et la postérité ne s'est pas trompée, car chacun d'eux à sa manière aimait son pays. Esterházy voulait l'union sous la maison d'Autriche avec certaines libertés, de sorte qu'il s'est trouvé souvent dans une situation fausse entre le parti de la cour et des jésuites qui voulait tout soumettre, et le parti national qui voulait tout affranchir, quitte à tout bouleverser. Très instruit des choses religeuses, comme on le voit par sa correspondance, très pieux sans aucune étroitesse, et réellement à mi-chemin entre les deux Églises comme entre les deux tendances politiques, sa modération même l'a souvent privé de l'influence qu'il méritait.

Bethlen, plus ou moins rassuré par cet ambassadeur qu'il était digne de comprendre, attendit les résultats d'une diète convoquée à Presbourg. La réunion fut différée par l'arrivée des Bohêmes en Autriche et par le fameux siège de Vienne, que Ferdinand soutint avec une obstination héroïque. Remis d'une alarme aussi chaude, Ferdinand put réunir la diète, qui retentit de plaintes amères sur le renouvellement des persécutions, et qui se sépara (le 13 août 1619) sans avoir obtenu d'autre concession que l'envoi d'un magyar, Emerich Liptay, comme ambassadeur de Constantinople.

Le prince Gabriel fut alors convaincu de la ruine prochaine de la religion protestante et de la nationalité magyare, si l'une et l'autre ne

trouvaient un foyer énergique en Transylvanie. C'était aussi l'opinion de Rákóczy et d'autres grands seigneurs de la haute Hongrie qui firent alliance avec lui, et l'opinion des heiduques, bientôt accourus à son camp de Debreczin. Il répandit dans tout le pays un manifeste intitulé *Plaintes de la Hongrie*, et convoqua tous les comitats à une diète générale. D'autres manifestes étaient adressés à différents princes, notamment à ceux d'Allemagne et d'Italie, pour se disculper de tout projet contraire aux intérêts de la chrétienté, et pour justifier par une absolue nécessité l'alliance ottomane. L'assemblée de Kaschau proclama Gabriel gouverneur, Rákóczy capitaine suprême des hauts comitats, et rétablit la liberté de conscience. Mais cette assemblée ne fit que préluder, aux délibérations de la diète convoquée à Presbourg.

La cour défendit aux députés de s'y rendre et tâcha d'empêcher leur réunion, mais l'irritation était profonde, même chez beaucoup de catholiques, et le palatin Forgács se trouva dans l'impossibilité de résister. Bethlen arriva même à Wiener Neustadt, et put envoyer au comte de Thurn un corps de dix mille auxiliaires commandé par Rhédey, qui tint en échec, avec des succès variés, l'armée impériale. La diète ouverte le 18 novembre était donc libre dans ses délibérations; elle resserra son alliance avec la nation bohême, et la situation parut assez critique à Ferdinand pour qu'il désirât négocier. Mais le même motif pressait la majorité de donner satisfaction à ses rancunes accumulées. Aux offres royales, insuffisantes à la verité, répondit le cri des révolutions: Trop tard! Forgách qui défendit courageusement les intérêts de son souverain, faillit être jeté par la fenêtre, comme à Prague Slawata. Sans doute on ne refusa pas un armistice, utilisé pour la mise en pratique de la liberté de conscience; mais on ne put s'entendre, car il aurait fallu abandonner la Bohême, et le 25 août 1620, Bethlen fut proclamé roi de Hongrie.

C'était bien à cette proclamation que pouvait s'appliquer le mot de trop tard! Toutes les mesures étaient prises par les généraux catholiques pour une attaque décisive contre Prague, et les Tchèques une fois écrasés, la lutte devenait très difficile à soutenir. Dans ces circonstances, il suffisait aux troupes impériales de tenir les insurgés hongrois en échec; les Cosaques venaient les aider dans leurs ravages sur différents points du territoire, malgré les désaveux et les excuses du roi de Pologne. Dans l'intervalle Bethlen prenait aux yeux de l'Europe entière le rôle de l'un des chefs du parti protestant. Le duc de Luynes redoutait une prise d'armes générale des Huguenots excités par ces nouvelles lointaines; et la politique extérieure de la France entre Henri IV et Richelieu (1610—1624), était toute favorable à la maison d'Autriche. Le duc d'Angoulême et le comte de Béthune vinrent donc trouver Bethlen à son camp de Presbourg, et insister auprès de lui pour la conclusion de la paix.

Bientôt éclata la nouvelle de la bataille décisive perdue par les

Bohêmes à la Montagne-Blanche, ce qui donna beaucoup de force aux nouvelles démarches des négociateurs français. Le découragement devint général, et Bethlen se vit accuser d'égoïsme par plusieurs de ceux qui l'avaient encouragé jusque-là. Ce sentiment de lassitude augmenta lorsque Ferdinand, libre au nord de toute inquiétude, fit envahir la Hongrie par un mélange de troupes hongroises et de troupes nationales. Bethlen comprit bien qu'il faillait transiger tout en négociant, et il conduisit assez heureusement ses opérations militaires et ses conférences diplomatiques pour obtenir vers la fin de 1621 la paix de Nikolsbourg : il rendait la couronne et renonçait à la royauté ; mais il conservait avec la Transylvanie l'administration de sept comitats et les duchés d'Oppeln et de Ratibor joints au titre de prince de l'empire ; Ferdinand garantit toutes les libertés de la Hongrie ; il promit en ontre à Bethlen le paiement immédiat de 100,000 et le versement ultérieur de 50,000 florins pour l'entretien de ses forteresses.

Le traité de Nikolsbourg, important comme type des arrangements et du mode de vivre adoptés entre l'Autriche et la principauté, ne fut pris au sérieux par personne comme traité definitif. Aux yeux de Ferdinand c'était beaucoup trop pour un vassal rebelle ; aux yeux de Gabriel c'était trop peu pour la défense du protestantisme et de la nationalité. Il suivit avec inquiétude les triomphes de Tilly sur Mansfeld et Brunswick vers la fin de la période palatine, et les persécutions qui brisèrent l'indépendance de la Bohême. Constantinople devint plus que jamais une ressource nécessaire ; il y recherchait non seulement l'alliance des visirs que savait fort bien aborder son habile agent Toldalaghy, mais l'alliance des ambassadeurs des puissances européennes. La difficulté des communications par le continent rendait beaucoup plus accessibles au prince de Transylvanie les représentants de la Hollande, de l'Angleterre, de Venise auprès de la Porte qne les gouvernements de la Haye, de Whitehall ou du palais ducal. Il conclut avec ces agents diplomatiques, malgré les réserves de l'Angleterre, un traité de subsides (1623), et, après s'être rapidement rendu maître de la Haute-Hongrie, se ieta sur la Moravie, se fondant sur l'exécution incomplète de la paix de Nikolsbourg. Il aurait voulu donner la main, en Silésie, à Mansfeld et à Brunswick, mais il apprit leurs nouveaux échecs, remarqua le découragement des Magyars, et conclut la paix de Vienne, qui renouvelait celle de Nikolsbourg. Il voulut même, pendant l'année 1624 qui sépare la période palatine de la période danoise, se rapprocher de la maison d'Autriche et s'entendre avec elle contre les Turcs, pourvu que la liberté religieuse des protestants fût garantie ; son mariage avec une fille de Ferdinand aurait consacré cette alliance.

Ce projet, auquel Bethlen tenait sérieusement, et qu'il reprit depuis, au moins en partie, n'excita que la défiance de l'empereur et de ses conseillers magyars. Ils préféraient encore l'Islam à la Réforme, et au lieu de s'entendre avec la Transylvanie contre les Turcs, ils tâchaient de s'en-

tendre avec les Turcs contre la Transylvanie. Mais ils avaient un adversaire habile qui déjoua tous leurs projets. Étendant le cercle de ses alliances, il demanda et obtint la main de Catherine de Brandebourg, et profita des voyages de ses agents pour se mettre en rapport avec toute l'Allemagne septentrionale. Dans la Hongrie même, apprenant qu'une diète s'était réunie pour élire Esterházy palatin, il se ménageait des partisans tout au moins d'utiles bienveillances, en félicitant le nouveau dignitaire et en conseillant aux Magyars le maintien de leurs libertés. A Constantinople il endormait les inquiétudes de la Porte, et négociait plus que jamais avec les ambassadeurs.

Gabriel, qui reprit les armes de concert avec Christian IV, Brunswick et Mansfeld pour les appuyer contre Tilly et Wallenstein, fut vite refroidi par le spectacle de la désunion et des préparatifs mal dirigés des chefs protestants. La victoire de Wallenstein à Dessau sur Mansfeld le consterna plutôt qu'elle ne le surprit, et c'est tout à fait à contre-coeur qu'il mit sur pied une armée. Bientôt il apprenait la défaite des Danois par Tilly, et l'arrivée de Mansfeld réduit à d'insignifiants débris, poursuivi par son vainqueur et par les troupes du palatin. Bethlen recommença à négocier et à correspondre avec Wallenstein qui ne se souciait point de cette campagne ingrate, avec Esterházy et avec Pázmány lui-même, trop intelligent et trop patriote, malgré ses vues particulières, pour ne pas désirer la paix. Elle était conclue, et avec la Transylvanie et avec la Porte, pendant que Mansfeld, infatigable jusque dans son désastre et jusque dans sa maladie mortelle, formait de nouveaux plans d'aggression contre sa mortelle ennemie.

Le prince Gabriel, cette fois encore, voulut plus que la paix, une véritable alliance. Par là seulement il espérait sauver le protestantisme compromis de tous côtés. Mais ses efforts pour s'entendre à ce sujet avec les deux autres »grands Magyars« ne pouvaient aboutir, Pázmány surtout n'ayant point renoncé à la destruction de toute hérésie, et malgré ses bons rapports avec lui, le désignant toujours à la défiance impériale. Son dernier projet fut d'arriver au trône de Pologne avec l'appui de Gustave-Adolphe; mais il mourut d'hydropisie en 1629 avant l'ouverture de la période suédoise, laissant les meilleurs souvenirs et les regrets les plus vifs à la nation bigarrée qu'il gouvernait depuis seize ans, laissant à l'Europe l'impression d'un grand politique auquel les circonstance avaient fait défaut. Sa veuve Catherine de Brandebourg essaya d'abord de lui succéder: M. de Césy, l'ambassadeur de Hollande, l'électeur de Brandebourg et le roi de Suède voulaient faire triompher ses prétentions de toutes des rivalités, d'Etienne Bethlen comme de Georges Rákóczy. Ce dernier, très populaire, n'en fut pas moins élu: les alliés de Bethlen ne tardèrent pas à voir qu'il serait son plus digne continuateur, et le palatin, renonçant à le combattre, espéra en lui pour le rétablissement de la paix entre Magyars.

Les campagnes de Gustave-Adolphe n'éveillèrent pas en Hongrie, comme on aurait pu s'y attendre, de bruyants échos. La paix avec les

Turcs était plus sérieusement établie qu'à aucune autre époque; la Hongrie royale était soumise à l'influence pacifique d'Esterházy. Quant au cardinal Pázmány, au moment le plus critique il fut envoyé à Rome pour conclure



Georges Rákóczy I.

(D'après une gravure du temps.)

une alliance entre Ferdinand et Urbain VIII, mais il fut accueilli d'une manière froide et évasive qu'expliquent les bonnes relations entre le pape et Richelieu; il prit congé, désespéré du peu de zèle du Saint-Siège pour un projet de grande ligue catholique. Le prince Georges, de son côté,

était un homme d'État plein d'habileté et d'expérience, à la fois trop avisé pour négliger d'entretenir une correspondance amicale avec le héros suédois, et trop prudent pour entrer à corps perdu dans son alliance. Il se contenta d'occuper quelques places fortes en attendant les évènements; après la bataille de Lutzen il traita sur les mêmes bases que son prédécesseur, et assista pendant plusieurs années, témoin discret, incapable de se brouiller avec personne, aux discussions que sa tranquillité relative et son abstention même ne pouvaient manquer d'éveiller.

En effet le palatin Esterházy était fort mécontent, sinon de l'empereur, au moins de ses conseillers. Il préservait depuis longtemps la couronne contre les mécontents, mais il ne parvenait pas à préserver les libertés hongroises contre la couronne. Ce n'est pas seulement des ministres étrangers qu'il avait à se plaindre, c'était aussi de Pázmány et du chancelier Sennyey. Pázmány songeait beaucoup plus à la fondation de l'Université des Jésuites à Tyrnau et aux privilèges et revenus du haut clergé qu'aux libertés nationales, et Sennyey parlait tout au moins avec défiance de son pays. Le palatin se plaignit avec une vivacité croissante que l'on négligeât de convoquer les diètes; conciliateur malheureux, il tâchait de trouver des excuses à ces retards lorsqu'il écrivait aux comitats, mais c'étaient des excuses auxquelles il ne croyait pas lui-même. La diète enfin réunie, on l'accusa d'usurpation de pouvoirs parce qu'il avait fait des levées de troupes en vue d'un retour offensif des Ottomans; on le menaça d'excommunication comme une sorte de faux frère qui aurait voulu irriter les protestants contre les catholiques. Plusieurs fois il offrit au roi de se démettre de sa dignité; mais on le calma, et il sembla que toutes ces querelles dussent finir lorsque moururent à peu près en même temps l'empereur et le cardinal (1637). Il ne restait plus qu'un des trois »Grands Magyars«.

Avec Ferdinand III, prince plus modéré que son père tout en ayant les mêmes opinions, Esterházy devait rencontrer en effet moins de difficultés; mais il avait contre lui le même parti, que l'on peut commencer à nommer le parti aulique, et le parti protestant qui se montrait irrité des nombreuses atteintes portées à la paix de Vienne. Sa situation fut très fausse dans la diète de 1638. Les deputés protestants, fort nombreux, furent sur le point de se constituer en assemblée particulière, et il fallut leur promettre la satisfaction de leurs griefs pour obtenir leur présence au couronnement. Ils se séparèrent assez irrités contre le palatin, pendant que ce malheureux dignitaire, irrité lui-même contre la cour, abdiquait une seconde fois. Mais surtout les nuages s'amoncelaient du côté de la Transylvanie.

Rákóczy était de nouveau en relations suivies avec le camp suédois, surtout avec Torstenson; il entretenait (depuis 1638) auprès de Louis XIII et de Richelieu un envoyé nommé Bisterfeld, et bientôt un de ces négociateurs de second ordre, mais zélés, intelligents, infatigables, comme le cardinal savait les choisir, arriva en Transylvanie. D'Avaugour, n'obtenant

pas immédiatement une alliance formelle, franchit les Karpathes pour négocier avec les Polonais, puis rejoignit l'armée de Torstenson en Silésie; enfin de Glogau recommença à correspondre avec les Transylvains, qu'il tenait au courant des succès remportés au Nord de la France par les armes de son roi contre les Espagnols.

Malgré les efforts d'Esterházy qui le conjurait de ne pas affaiblir et déchirer la patrie devant les Turcs, Rákóczy se décida à conclure un traité avec la France et la Suède (1643). Les principales stipulations portaient que le prince recevrait cent vingt mille écus par an, que la liberté de conscience serait garantie à la fin de guerre, et que les alliés n'élèveraient jamais aucune prétention sur une partie quelconque de la Hongrie ou de la Transylvanie. Pendant qu'Esterházy se débattait péniblement contre tous les partis et tâchait de mettre sur pied des forces sérieuses, Georges prenait les armes. Il sembla un moment sur le point de rejoindre Torstenson en Silésie, et faute d'y parvenir, il lui rendit des services indirects mais considérables dans la campagne de 1644 et au commencement de 1645 par l'inquiétude que sa marche rapide causa à l'Autriche.

Le prince Georges, malgré les efforts de M. de Croissy, n'attendit pas l'issue des longues négociations de Westphalie. Les Turcs le contraignirent à faire sa paix séparée dès 1645, et d'ailleurs une longue guerre n'était jamais entrée dans ses projets. Avant de mourir Esterházy vit une partie au moins de ses désirs réalisés par la pacification de Linz qui confirmait celle de Vienne et garantissait, d'une part, l'égalité absolue des protestants et des catholiques, d'autre part la double autonomie du royaume et de la principauté. La nation tenace des Magyars sortait encore une fois de tant difficultés et de tant pièges, ayant perdu moins de sang que la plupart des peuples de l'Europe, et conservant plusieurs de ses libertés.



Panoplie d'armes hongroise et turques du XVII-e siècle.

(Dessin de Louis G. Jancsó.)



Les magnats conspirateurs.
(Dessin de Charles Cserna.)

CHAPITRE CINQUIÈME.

LES PERSÉCUTIONS ET LES INSURRECTIONS SOUS LÉOPOLD.

Le prince Georges Rákóczy I, que nous avons envisagé comme un habile et prudent diplomate, était aussi un administrateur comparable à Gabriel Bethlen: il avait la même ardeur pour la propagation de la science, et son zèle était partagé par sa femme Suzanne Lorántfi, qui, devenue veuve en 1648, continua de protéger les collèges fondés par son époux. Sa cour était à la fois cérémonieuse et austère; comme son armée, elle était régie par les principes de la religion réformée, avec une incontestable tolérance, puisque le prince engageait ses officiers appartenant à un autre culte à en suivre fidèlement les exercices, et ne blâmait que l'impiété. Il réprimait énergiquement tous les désordres, et interdisait spécialement le duel. Le pays était en général prospère malgré les déplorables résultats des ravages antérieurs.

Malheureusement Georges Rákóczy II ne maintint pas cette heureuse situation; il voulut absolument jouer la grande puissance, rôle que rendaient dangereux l'insuffisance des ressources de la principauté et de redoutables voisinages. Passe encore pour ses relations avec Cromwell (1655). Le tout-puissant Protecteur accueillit avec bienveillance un envoyé de Transylvanie, et se montra décidé à maintenir »la sécurité du pur christianisme.« Cette alliance présentait quelques avantages sans inconvé-

nients ; il n'en était pas de même de l'alliance suédoise. Georges I l'avait entretenue, mais discrètement ; Georges II s'y jeta pour ainsi dire à corps perdu ; il comptait, avec l'appui des Scandinaves, recommencer en Pologne le règne de son devancier Báthory. Cette illusion eut pour conséquence



Georges Rákóczy II.

(D'après une gravure du temps.)

une guerre déplorable, à la fois contre la Pologne et contre les Ottomans qui défendaient d'attaquer la Pologne. Beaucoup de Hongrois périrent ; beaucoup furent prisonniers des Tartares, entre autres Jean Kemény, le principal lieutenant du prince, et l'un des meilleurs prosateurs de la langue magyare au dix-septième siècle.

Dès lors et pendant plusieurs années (1657—1661), la Transylvanie fut le théâtre d'inextricables conflits au milieu des incursions tartares et des interventions allemandes. Voici les faits essentiels qui se dégagent de ce chaos. La Porte exigeait de la diète la déposition de Rákóczy et l'élection d'un autre prince. François Rhédey accepta ce rôle par dévouement, mais dès que cela fut possible il abdiqua en faveur de Georges II et se retira dans ses terres. Ce fut le signal d'une terrible invasion turque, plutôt aggravée que neutralisée par une invasion de Cosaques se disant alliés du prince rétabli. Károlyfejérvár, la capitale, fut saccagée, les habitants tués ou emmenés en esclavage. Désespérés, les États du pays implorèrent l'élévation d'Acatius Barcsay moyennant un très fort tribut payé à la Sublime-Porte. Le grand-visir Keuprili, qui semblait rendre à sa nation l'élan et la force conquérante de ses plus beaux jours, profitait avec joie de tous ces événements pour mettre la main sur les places fortes, et reculer les limites du territoire ottoman.

C'était une raison pour que la cour de Vienne, tout en évitant une rupture ouverte avec le sultan, protégeât le parti de Rákóczy; mais elle le secourut mollement, et ne l'empêcha pas de succomber et de périr dans la lutte. Jean Kemény, reconnu par les États comme son successeur, ne fut pas plus heureux: il voulut à la fois terrifier ses adversaires par l'exécution de Barcsay, et négocier avec les Turcs et avec Léopold; répoussé par les Turcs, tardivement et froidement appuyé par une marche de l'illustre général impérial Montecuccoli, il fut vaincu à son tour et tué dans la bataille. Son fils Simon Kemény aurait voulu tenter encore la fortune en manoeuvrant avec les armées allemandes; mais les Transylvains ne voulaient plus s'exposer à d'affreux ravages qui dépeuplaient et ensanglantaient leur pays, et les garnisons qui les défendaient ne leur plaisaient guère plus que les troupes étrangères qui les attaquaient. Ils acceptèrent donc Michel Apafy désigné par la Porte, et la décadence de la principauté commença: ballottée par tous les orages comme la politique même de son timide souverain, elle ne devait plus que languir jusqu'à ce qu'elle devînt une province des Habsbourg.

La rivalité militaire des Hongrois et des Allemands était aussi la grande question qui agitait le royaume. Déjà sous Ferdinand III (1655), la diète n'avait voulu procéder au couronnement de Léopold, nécessité par la mort imprévue de Ferdinand IV (roi qui n'a jamais régné), qu'à la condition formelle que la dignité de palatin serait rétablie et que le pays serait débarrassé de l'occupation étrangère. Léopold, une fois sur le trône, n'eut garde d'exécuter cette dernière promesse, et l'on se plaignit de tous côtés des soldats de Montecuccoli, qui traitaient la Hongrie en province conquise.

Les assemblées, convoquées à peu près périodiquement, n'obtenaient rien. Celle de 1662 réclama contre des violations continuelles de la paix

religieuse avec si peu de succès, que les protestants cessèrent de paraître aux séances ; du reste elle vota tous les armements nécessaires contre le grand ennemi, et consentit à voir retarder le départ des troupes étran-



Le comte Raymond Montecuccoli.
(D'après une gravure du temps.)

gères. Devant le péril imminent d'une attaque dirigée par le formidable Keuprili, tout antagonisme semblait s'effacer. Pessina, dans son *Ucalegon,* jetait un long cri d'alarme, et denonçait à la paresse des chrétiens les progrès inévitables et comme les étapes du fléau. Lorsqu'on apprit le siège



NICOLAS ZRINYI.

Impr. Athenaeum.



d'Ujvár, victorieusement dirigé par le grand-visir, on crut déjà Vienne assiégée et la terreur se répandit dans toute l'Allemagne.

Même à cet instant suprême la rivalité militaire ne sommeillait pas. Deux systèmes étaient en présence, aussi bien que deux armées; deux généraux se disputaient avec passion, Nicolas Zrinyi et Montecuccoli. Zrinyi était le type du héros magyar, comme son aïeul le défenseur de Sziget; il était cavalier, il était poète, l'un des premiers de son pays; il comprenait la guerre comme une série d'actions brillantes et audacieuses. Sa campagne d'hiver le fit bien voir (1663—1664): par les plus grands froids il surprit des places importantes et galopa jusqu'à Essek, où il incendia le grand pont construit sur la Drave par Soliman le Magnifique. Montecuccoli contemplait de loin, avec une ironie méprisante, ces témoignages de bravoure. Le grand tacticien, nourri dans la forte tradition de Wallenstein et de Piccolomini, et destiné à être un jour le digne adversaire de Turenne, ne prenait pas au sérieux les turbulentes levées de la noblesse magyare ou croate. Il méditait une campagne ou le plan d'une bataille comme une partie d'échecs où son habile et forte main disposait les pièces, les régiments orgueilleux, pillards, mais savamment disciplinés.

Il exhala son dédain pour Zrinyi dans un pamphlet amer, pareil à ceux qu'un vieux maréchal de Napoléon aurait pu diriger contre la garde nationale de Louis-Philippe. Il se moquait de »ces soldats d'insurrection qui n'ont rien de ce qu'il faudrait, incapables dans leur rusticité de manier les armes, et tout disposés à prendre secrètement la fuite.« Il tournait en dérision les récentes opérations du ban de Croatie et »ses plans grotesques dépourvus de méthode«. Chose dangereuse que de s'attaquer à un poète et surtout de se moquer de lui! Le plus mystique ou le plus enthousiaste, si on le pousse à bout, trouvera en lui l'étoffe d'un satirique. Zrinyi répondit par une brochure dont l'anonyme transparent ne trompa personne. Il annonça au fier général qu'il serait à son égard le soldat romain du triomphe, remémorant au plus glorieux et au plus satisfait sa condition de mortel. Il rappela à Montecuccoli que, dans ses diverses campagnes, il avait fait plus de mal que l'ennemi même à la nation qu'il insultait maintenant. Il se demandait si les Hunyade et les autres défenseurs de la patrie ne rendaient pas quelques services avec leur vaillance personnelle, et si cela ne valait pas mieux que de discourir, à la façon de Thersite, contre ceux qui risquaient leur vie.

De telles épigrammes ne pouvaient manquer d'atteindre profondément, et lorsqu'un peu plus tard l'auteur de cette brochure mourut d'une façon mystérieuse, bien des gens soupçonnèrent Montecuccoli d'avoir satisfait les rancunes de son amour-propre.

On ne peut du moins lui refuser de s'être montré grand général dans la campagne de 1664. Ne pouvant défendre la ligne de la Muhr, il se retira derrière le Raab, et, fortifié par l'arrivée des auxiliaires français

sous les ordres de Coligny et de La Feuillade, il attendit le grand-visir. La bataille s'engagea près de Saint-Gothard, des deux côtés d'un demi-



Le comte Nicolas Zrinyi.

(D'après la gravure contemporaine d'Hoffmann.)

cercle formé par un détour de la rivière. Les Turcs franchirent imprudemment cet obstacle, ils commencèrent par bouleverser l'armée chrétienne;

mais la bravoure des Français leur fit éprouver de grandes pertes, et Montecuccoli eut l'idée aussi simple qu'admirable de disposer toutes ses troupes en demi-lune, rabattant des Osmanlis comme un gibier surpris dans une battue formidable et poussant dans les eaux du Raab tout ce qui avait eu le malheur de les franchir. C'était un affreux désastre pour le sultan chasseur, pour le fainéant Mahomet IV, et même pour la grandeur ottomane, qui ne s'en est jamais complètement relevée, malgré ses efforts ultérieurs.

Qu'on juge de l'indignation des Hongrois, catholiques ou protestants, lorsqu'ils apprirent qu'une telle victoire était suivie d'un traité qu'aurait à peine justifié la campagne la plus insignifiante. La paix de Vasvár, qui intéressait directement leur nation et leur territoire, fut conclue sans eux, pour ainsi dire contre eux, car les clauses les plus importantes étaient consacrées à empêcher tout rapport entre les mécontents et les Turcs, lesquels en échange voyaient leur domination augmentée de quatre nouveaux comitats, et des places qu'ils avaient récemment conquises. En un mot c'était un partage de la Hongrie entre la Porte et la cour de Vienne. Qu'avaient donc fait les Magyars? Avaient-ils conspiré avec l'ennemi? Loin de là, il s'étaient prodigués dans la lutte, et lorsque le trop dépendant prince de Transylvanie les avait engagés à se soulever, un des chefs patriotes, le palatin Wesselényi, avait repoussé hautement toute connivence et toute infidélité. Après tant d'efforts on les traitait en rebelles!

Le primat Lippay fut aussi indigné que le palatin, et le mécontentement, toujours plus envenimé par la conduite des soldats de Montecuccoli et par l'arbitraire de chaque jour, plongea dans les couches populaires des racines profondes.

Dès lors la lutte intermittente, et plus souvent sourde que déclarée, soutenue depuis cent quarante ans par la nation contre la maison d'Autriche, prit l'aspect d'un duel en règle, où les deux champions firent assaut, l'un de complots et d'insurrections, l'autre de persécutions et d'exécutions sanglantes. Léopold, et les Jésuites maîtres absolus de son esprit, de sa cour, de son administration, avaient juré d'anéantir la constitution du royaume. Ils le montrèrent bien en convoquant à Vienne une réunion de magnats et de prélats destinés à remplacer la diète; mais même dans cette assemblée dépendante ils trouvèrent une résistance invicinble, et ils n'en retirèrent aucun profit. Plusieurs membres très importants avaient même refusé de s'y rendre; l'archevêque Lippay écrivait à un jésuite: »J'ai juré d'être un loyal et utile conseiller de mon pays, je ne veux pas être appelé traître, l'être encore moins. Je ne veux pas non plus prendre part à des soulèvements.« Telles étaient aussi les dispositions de Nicolas Zrinyi, mais lui se rendit à Vienne quand même on cherchait à l'induire en défiance. Le malheur voulut que ces deux patriotes influents fussent bientôt perdus pour leur pays.



Le comte François Wesselényi.

(Gravure de Jean Cromer dans la collection Ernst.)

Zrinyi, s'étant égaré dans une partie de chasse, fut tué par un sanglier, sans que l'on ait pu constater sur son cadavre la marque d'un coup de boutoir. Lippay mourut à peu près en même temps, et fut remplacé par le prélat Szelepcsényi, disposé à sacrifier toutes les libertés hongroises, pourvu que la cour en revanche exterminât les protestants.

Il n'y avait plus qu'un seul intermédiaire entre les passions extrêmes, le palatin Wesselényi. Sa situation pénible ressemblait à celle de son prédécesseur Esterházy en face des Ferdinand, mais elle était beaucoup plus aiguë. Léopold résumait en lui et portait à leur comble les défauts de ses ancètres, sans avoir leur grandeur, de même que la hautaine lèvre autrichienne, devenue chez lui une difformité véritable, faisait de son visage surmonté d'une immense perruque, la caricature de Charles-Quint. D'une telle figure, il ne fallait rien attendre qui ressemblât à une concession. L'évènement le prouvait d'ailleurs: à toutes les plaintes sur les confiscations, sur les violences de la soldatesque, le ministre Lobkowitz répondait que si les habitants avaient à se plaindre des troupes, les troupes avaient aussi à se plaindre des habitants.

D'autres propos circulaient: »Grâce à Dieu, aurait dit le jésuite Tafferner, vous voilà perdus comme vous le méritez après tout le mal que vous avez donné à la maison d'Autriche.« Et les courtisans disaient également des Hongrois: »Nous allons jeter par terre leurs grands bonnets et leurs plumets, changer en boutons de plomb les boutons d'or et d'argent de leurs grands manteaux.«

Il était surtout évident que l'existence même de la nation et de sa constitution était plus que menacée. Le palatin Wesselényi ne pouvait dès lors se défendre de regarder hors des frontières s'il ne trouverait pas une alliance pour résister au despotisme étranger. Il n'y en avait que deux de possibles, celle des Turcs, celle de Louis XIV. Or la pensée de l'alliance ottomane était insupportable à des chrétiens qui venaient de renouveler l'antique effort des croisades; loin de la provoquer ils commencèrent par la repousser. Wesselényi et ses amis plus ardents, plus ambitieux surtout, Pierre Zrinyi, frère du héros poète, Nádasdy, Frangepán, se mirent en rapport avec l'habile ambassadeur français Grémonville. Le palatin avait horreur des conspirations, comme il le prouvait alors même en repoussant un plan bizarre qui consistait à s'emparer de la personne impériale et à lui dicter des conditions; mais il croyait légitime de protéger son pays en s'appuyant sur le roi de France. Voyant les hésitations de ce grand prince il fit à l'ambassadeur un cas de conscience d'un refus qui rendait nécessaire une alliance avec les infidèles.

En même temps il convoquait la noblesse dans plusieurs assemblées qui ne pouvaient aboutir qu'à une insurrection, mais il mourut prématurément au printemps de 1667.

Les autres chefs, les trois comtes ainsi qu'on les appelait, ne le

valaient ni pour la prudence, ni pour le désintéressement. Pierre Zrinyi, qui avait donné en mariage son héroïque fille Hélène au fils de Georges Rákóczy, songeait à la Hongrie royale pour lui-même, à la Transylvanie pour son gendre. Nádasdy, qui avait des visées moins hautes, ne voulait devenir que palatin. Ils s'accordèrent à rechercher l'alliance de la Porte et



Helène Zrinyi.
(D'après le portrait du château de Fraknó, propriété du prince Esterházy.)

de la France. Mais le grand-visir, occupé dans la Méditerranée, se montra peu disposé à recommencer une guerre de Hongrie, et l'interprète Panajotti tenait au courant l'ambassadeur impérial à Constantinople. Les mécontents espérèrent beaucoup de la guerre de Dévolution entreprise par la France; mais Louis XIV voulait détourner l'Empereur d'entrer dans la

triple alliance de la Haye: »Il refusa formellement de soutenir les mécontents hongrois, et M. de Lionne rédigea la dépêche de façon à ce que le chevalier de Grémonville pût la montrer à l'Empereur. C'était à la fois servir son allié et s'en faire craindre.«

Les trois comtes lui demandèrent encore une fois son assistance, mais il refusa d'encourager une révolte contre un souverain légitime, surtout contre un souverain avec lequel il partageait d'avance la succession d'Espagne. Il ne put atteindre, malgré toutes ces précautions, le résultat qu'il cherchait. »Quoique la France n'eût pris aucune part à cette révolte, la cour de Vienne feignit de croire qu'elle l'avait fomentée.«

Révolte peu sérieuse après tout, mal dirigée par des hommes médiocres, dont le patriotisme magyar a grandement surfait la valeur! Pendant qu'un certain nombre de protestants se préparaient à suivre des chefs catholiques pour défendre la liberté religieuse et nationale, les chefs songeaient à leurs futures couronnes qu'ils se disputaient déjà. Le prince Apafy, mis au courant de leurs menées par son agent auprès de la Porte, se réconcilia avec l'empereur; Rákóczy, son concurrent, assiégea dans la forteresse de Munkács sa propre mère, Sophie Báthory, ennemie passionnée de la Réforme dont elle est parvenue à séparer cette grande famille. Bientôt il posa les armes en recevant une lettre que Pierre Zrinyi, prisonnier, lui écrivait de Vienne sous la dictée de Lobkowitz. Zrinyi et Frangepán, acclamés par une assemblée tenue à Zemplén, avaient à peine levé quelques troupes que la cour profita de leurs hésitations et de leur inquiétude pour leur promettre leur grâce s'ils voulaient se confier à l'auguste clémence. Ils venaient de tomber dans ce piège, et les papiers du défunt palatin, saisis par Charles de Lorraine, faisaient arrêter Nádasdy. Les prisons se remplissaient de complices illustres ou obscurs, réels ou imaginaires. Pendant qu'on cernait le château du noble Étienne Tököli depuis longtemp malade, son fils âgé de treize ans parvenait à s'enfuir sous un déguisement féminin; il évitait ainsi le collège des Jésuites de Prague où le gouvernement commençait à enfermer les jeunes gens de haute noblesse; il allait commencer en Transylvanie cette éducation plus que militaire de chef proscrit, qui devait le rendre au bout de quelques années un formidable adversaire.

L'occasion était belle de terrifier la Hongrie: les ministres de Léopold n'eurent garde de la manquer. Ils commencèrent par un procès criminel qui, malgré toutes les réclamations fondées sur la légalité, fut institué en Autriche, à Vienne contre Nádasdy, à Neustadt contre les deux autres. Des avocats allemands leur furent assignés d'office. Zrinyi se défendit assez bien dans uns mémoire où étaient articulés plusieurs des innombrables griefs de son pays, et qui répondait à l'accusation d'infidélité par une accusation de parjure. Ni sa fermeté, ni l'attitude plus humble de Nádasdy, ne les préservèrent de la sentence capitale, qui fut exécutée le 30 avril

1671. S'il n'y eut pas confiscation totale, les enfants furent soustraits à leurs mères, qui conservaient une pension modique, et Nádasdy avait appris avec désespoir que son fils était dégradé de noblesse.

Une aussi lamentable destinée fit oublier bien des fautes, et la mémoire des »trois comtes« sera toujours entourée d'une auréole aux yeux de la postérité magyare.

L'échafaud de ces grands personnages n'avait servi qu'à donner le signal d'un vaste système d'oppression de la nation tout entière. Non seulement elle était livrée plus que jamais à une exécrable soldatesque de toute origine, mais une arme nouvelle, l'impôt étouffant *(a fogyasztási adó),* était maniée impitoyablement par le cardinal Kolonics. Le haut clergé national s'émut de cette rançon illégale exigée de tous les Hongrois : l'évêque Széchenyi écrivait contre cet abus, le primat Szelepcsényi lui-même s'opposait à la suppression de la constitution et de la dignité palatine. La cour chercha un moyen d'endormir cette opposition plus gênante que toute autre, et n'eut pas de peine à le trouver. Les prélats aimaient leur patrie et leur indépendance, mais ils haïssaient davantage les hérétiques : les hérétiques leur furent donc livrés, pendant que Gaspard Ampringen, grand-maître de l'Ordre teutonique, était installé comme gouverneur avec un pouvoir vraiment dictatorial (1673), et que les populations des frontières transylvaines essayaient de tenir la campagne contre les impériaux.

La persécution prit un double aspect, militaire et juridique. Les soldats étrangers, commandés par le général Kobb d'exécrable mémoire, se mirent à torturer, à empaler, à brûler vifs avec d'affreux et indicibles raffinements, non seulement les insurgés qui tombaient entre leurs mains, mais les hommes les plus inoffensifs des localités les plus paisibles, du moment qu'ils étaient pasteurs ou maîtres d'école protestants. D'autre part, un tribunal exceptionnel, dirigé par le primat, faisait comparaître par centaines les ministres, diacres ou instituteurs luthériens et réformés. On les accusait de trahison à propos de deux lettres suspectes dont cinq ou six d'entre eux tout au plus pouvaient avoir eu connaissance ; mais en réalité on voulait obtenir leur abjuration, leur exil volontaire ou leur démission, triple alternative qui leur était offerte. Ceux qui refusaient subissaient dans les forteresses les traitements les plus cruels, et se voyaient astreints à des travaux qui les épuisaient et les tuaient. Une soixantaine d'entre eux, après avoir résisté aux menaces et aux violonces du jésuite Kellio, furent dirigés sur Naples et vendus au vice-roi espagnol pour servir sur ses galères. Beaucoup succombèrent à ce régime ou aux fatigues du chemin ; les survivants furent délivrés par la flotte hollandaise de Ruyter au moment où elle passait à Naples pour aller combattre les Français dans les eaux de la Sicile (1676.)

Cependant, depuis leur procès, l'insurrection avait gagné chaque jour du terrain : elle se recrutait parmi les patriotes de toute croyance, réunis

sous le nom de *Kurutz*, et les circonstances extérieures lui étaient favorables. Louis XIV, engagé dans une lutte contre la grande alliance dont



Gaspard Ampringen.
(D'après une taille-douce du temps, de Sandrart.)

Léopold faisait partie, n'avait plus le même scrupule à traiter avec des révoltés qui pouvaient par une diversion dégager les frontières françaises.

M. de Forbin-Janson, ambassadeur en Pologne, écrivait dès la fin de 1674 »qu'une révolution générale était imminente en Hongrie, qu'il n'était plus d'accommodement possible entre les réfugiés et l'empereur.« M. de Beaumont venait étudier l'état du pays, et recevait un accueil enthousiaste. L'année suivante M. Akakia, ancien secrétaire du comte d'Avaux, approfondissait davantage la situation, et engageait le prince de Transylvanie et son ministre Michel Teleki à devenir les chefs de mécontents. Mais Teleki comme son maître a passé sa vie dans des hésitations, dont le récit détaillé serait monotone, et qui eurent pour résultat d'ôter toute importance à la principauté. La cour de Saint-Germain, ne pouvant compter sur aucune alliance régulière, montra la même froideur qu'au temps de Zrinyi et de Nádasdy.

M. Akakia et le marquis de Béthune, le nouvel ambassadeur en Pologne, attendaient de grands résultats de la diversion hongroise, pour les délibérations du congrès qui venait de s'ouvrir à Nymègue. Ils pressèrent leur gouvernement d'exécuter ses promesses et de leur donner les pouvoirs nécessaires à la conclusion d'une alliance. Ayant obtenu une réponse favorable, ils firent passer en Hongrie de l'argent et des troupes recrutées en Pologne, commandées par le comte de Boham et M. de Forval. Pendant les deux dernières années de la guerre dite de Hollande, les officiers français, quelque peu aidés cette fois par le prince Apafy et par les Turcs, remportèrent plusieurs succès dans la haute Hongrie, notamment près de Szathmár.

Le chef magyar qui soutint leurs derniers efforts avant que la paix de Nymègue ne les eût forcés à l'inaction, n'était autre qu'Emerich Tököli. Ce brillant et redoutable roi des proscrits prenait comme en se jouant les villes et les forteresses; on entendait le galop de son cheval dans les plaines de la Moravie, et presque aussitôt il retentissait dans les montagnes précieuses dont l'or et l'argent recevaient son effigie. Même privé des secours français, à lui seul il restait assez formidable pour qu'on voulût l'arrêter par un armistice. Il y consentit afin d'épouser la veuve du prince Rákóczy, l'héroïque Hélène Zrinyi, qui apportait elle aussi en dot son héritage de vengeances.

Léopold s'était aperçu de l'inutilité de toutes ses violences: il ruinait ses sujets sans doute, mais il se ruinait avec eux: il tourmentait les hérétiques, mais les hérétiques exaspérés maltraitaient à leur tour les prêtres qui leur tombaient sous la main.

Les hommes religieux, martyrs de la croyance réformée, gémissaient avec une poésie résignée sur la Sion magyare et ses enfants orphelins. Ils chantaient: »O Seigneur Jésus-Christ, hâte-toi de venir! Mon âme est prête à voler au-devant de toi. Si c'est ta volonté, ô Dieu notre père, nous voici prêts à souffrir la mort pour ton fils.« Mais toutes les chansons populaires de cette époque ne sont pas composées sur cette gamme; il y en a qui

respirent l'enthousiasme le plus belliqueux et les haines les plus pressées de s'assouvir.



Le comte Émeric Tœkœli.
(D'après une gravure tu temps.)

L'expérience montrait donc qu'il fallait traiter avec les mécontents magyars, ou tout au moins les diviser par quelques concessions.

Déjà depuis quelque temps la cour de Vienne s'efforçait d'obtenir ce dernier résultat, en accordant le moins possible. Il y eut plusieurs convocations de magnats et d'évêques; certains prélats insistèrent pour que la persécution fût continuée, d'autres demandèrent l'apaisement du pays et semblèrent l'emporter. L'orgueil du ministre allemand Hocher vint remettre tout en question; dans une discussion violente il accusa les neuf dixièmes des Hongrois d'être des traîtres, et les magnats, non sans lui avoir durement répondu, se dispersèrent furieux.

L'intervention de Szelepcsényi aboutit à la réunion d'une diète en 1681, assemblée d'autant plus nécessaire que les Turcs préparaient le dernier et terrible effort qui devait les conduire jusqu'à Vienne. Il fallait absolument céder sur plusieurs points: les protestants furent écoutés dans leurs trop justes réclamations, la persécution fut au moins suspendue et jamais elle n'a retrouvé depuis la même intensité (si ce n'est dans l'année 1687); Paul Esterházy fut élu palatin, la constitution et les lois furent déclarées rétablies.

Mais la paix ne devint pas générale, Tököli n'ayant point obtenu la cession territoriale qu'il réclamait, et comptant d'ailleurs sur l'appui de la Porte, quelque peu sur celui des Transylvains et des Français.

Nous n'avons pas à raconter le siège de Vienne; bornons-nous à constater la part que prirent les Magyars aux évènements de cette terrible année 1683. Tököli avait recommencé la guerre dans la haute Hongrie, où son mariage avec Hélène Zrinyi venait d'augmenter son influence. Il formait avec les Turcs une alliance en règle, vivement et justement reprochée à sa mémoire. Il pressait la marche du grand-visir Kara-Moustapha, puis venait à sa rencontre avec un grand panache de plumes de héron, et se voyait l'objet de la même réception solennelle qui avait honoré, ou déshonoré, Jean Zápolya dans le camp de Soliman. Bientôt il assiégeait Presbourg, tandis que la grande armée ottomane, qui renfermait dans ses rangs un certain nombre de Magyars, attaquait la capitale de l'Autriche. Tout autre était la conduite du palatin qui réunissait aux forces impériales un plus grand nombre de Hongrois, et de Koháry prisonnier qui disait en face au roi des Kurutz: »Tu es l'opprobre du nom magyar.« Il faut d'ailleurs remarquer que Tököli imposait son pouvoir plutôt qu'il ne s'occupait de gagner des adhésions, que les assemblées par lui convoquées se prononçaient contre lui, et que la plupart de ceux qui marchaient sous ses drapeaux ne cherchaient que l'occasion d'abandonner ce chef brillant, mais emporté par des passions excessives.

L'irréparable désastre infligé aux Turcs par Jean Sobieski et le duc de Lorraine dégagea Presbourg, et le charme fut brusquement rompu. Tököli, abandonné par une grande partie de son armée, et ne pouvant s'entendre avec les vainqueurs, fut réduit à son ancien rôle de général des Kurutz, et recommença la guerre de partisans dans la haute Hongrie;



LA BATAILLE DE PÁRI

(D'aprés un gobelin contemporain ; propriété



Lithogr. Athenaeum.

NY, LE 9 OCTOBRE 1683.

sa Majesté l'empereur et roi François-Joseph.)



Jean Sobiesky, roi de Pologne.
(D'après une peinture du temps au château de Fraknó.)

mais il subit défaites sur défaites. Alors il voulut recourir au pacha de Várad, qui, lui attribuant tous les malheurs de l'armée ottomane, le fit arrêter et conduire à Belgrade. Sa captivité acheva de décourager ses partisans : toutes les villes se rendirent, excepté la forteresse de Munkács, défendue par Hélène Zrinyi. Fille, nièce, épouse de proscrits, de héros ou de martyrs, elle fit de ce nid d'aigle la dernière citadelle de l'héréditaire et irréconciliable vengeance.

Cependant les armées allemandes rendaient à la Hongrie l'inappréciable service de chasser les Ottomans. Nulle série de campagnes plus



Le château de Munkács.

(D'après une gravure contemporaine.)

glorieuse (1683—1687). A Párkány, les ponts du Danube se rompent sous le poids des Turcs vaincus, qui sont engloutis par milliers. Gran et Ujvár (Neuhäusel), sont délivrés par le duc de Lorraine, après que le héros polonais, qnelque peu brouillé avec les Allemands, est retourné dans son royaume. Bude est assiégée par Stahremberg et Adam Batthyány ; cette fois il s'agit d'une ville du prophète, de la clé de l'empire, une foule dévote a prié avec le sultan sur la place des flèches, et le mufti a fait parvenir dans la forteresse bloquée un fetva qui ordonne à tout fidèle musulman de mourir plutôt que de se rendre. Aussi jamais on n'a vu résistance plus acharnée, et le triomphe est d'autant plus glorieux. Enfin dans ces mêmes plaines de Mohács si fatales jadis, vingt mille Turcs succombent.


LA PRISE DE BUDE
et les heureux succez des armes Chrestiennes dans la Hongrie.
Enfin de l'Othoman l'Empire se diuise
Et les Princes Chrêstiens par tout victorieux
Vont bientot arborer les armes de l'Eglise
Dans toute la Hongrie, et dans mille autres lieux.



LA PRISE DE BUDE EN 1686.

Le découragement est sans bornes chez les musulmans ; le prophète ne défend plus ses conquêtes ni son peuple ; le sultan reste trois jours sans manger, et son jeûne ne l'empêche pas d'être renversé par les janissaires.

Pourquoi faut-il quitter ce spectacle glorieux pour l'Europe chrétienne, malgré les cruautés inexprimables dont les impériaux souillèrent chacune de leurs victoires ; pourquoi faut-il, à côté des héros, stigmatiser les bourreaux insatiables ? Une amnistie avait rassuré tous ceux que les violences du gouvernement avaient précédemment jetés dans l'insurrection. Mais le cruel Caraffa, chargé d'occuper la haute Hongrie, crut ou feignit de croire



Antoine Carafa.
(D'après une gravure du temps.)

à une nouvelle conspiration, prouvée selon lui par un voyage de quelques nobles dames. Il obtint de Léopold l'institution du tribunal exceptionnel d'Eperjes, qui mériterait mieux que celui du duc d'Albe l'épithète flétrissante de tribunal de sang. Une odieuse boucherie commença, d'autant plus odieuse qu'elle était accompagnée de mensonges juridiques. Pendant la moitié de l'année 1687, sur un échafaud en permanence, des bourreaux décapitèrent, pendirent, tenaillèrent, rompirent vives toutes les victimes que désignait à des juges sans indépendance la réaction politique ou religieuse. La terreur fut générale, l'indignation le fut aussi.

Léopold espérait non sans motif qu'un gouvernement à la fois victorieux et implacable obtiendrait d'une assemblée tout ce qu'il voudrait. Or

le but que ses devanciers et lui-même poursuivaient depuis longtemps, c'était la transformation de la royauté élective en monarchie héréditaire. La Diète de 1687 fut donc saisie de ce projet de loi qui modifiait profondément la constitution du royaume. Son attitude fut très digne ; elle ne se laissa pas épouvanter par les gémissements lointains des victimes ; elle déclara qu'elle n'accorderait rien si l'on n'arrêtait les supplices, et si l'on ne mettait en liberté les prisonniers. C'est seulement lorsqu'elle eut reçu satisfaction qu'elle laissa couronner sans élection l'archiduc Joseph. Il fut du reste convenu que la nation reprendrait tous ses droits en cas d'extinction de la descendance masculine des Habsbourg ; et que dans tous les cas le nouveau souverain devrait prêter serment de fidélité aux lois fondamentales. La seule concession à ce point de vue fut la suppression de l'article 31 de la Bulle d'Or, contenant le droit à l'insurrection. Une amnistie générale fut proclamée, et la capitulation acceptée par Hélène Zrinyi mit fin à toute résistance.

Pendant qus le royaume de Hongrie, progressivement délivré des Musulmans, devenait héréditaire, la soumission de la Transylvanie se préparait peu à peu (1685—1689). L'habile et inconstant ministre Michel Teleky avait fini par se décider en faveur de l'Autriche contre la France, le parti des mécontents et l'alliance ottomane. Il s'entendit avec l'empereur pour que Michel Apafy II, encore enfant, fût reconnu comme le successeur de son père.

En cela comme en bien des choses, les promesses ne coûtaient rien à Léopold et à ses conseillers. Dans la suite des campagnes contre la Porte, les villes transylvaines furent occupées par les généraux impériaux comme des villes conquises, l'avènement de Michel II à titre de prince tributaire fut une comédie. En vain Nicolas Bethlen obtint-il en sa faveur l'intercession des ambassadeurs des puissances protestantes : on décida qu'il ne gouvernerait qu'à sa majorité ; le prince de Lichtenstein vint le prendre pour le conduire en Autriche, et finalement la Transylvanie se trouva être devenue une province comme la Styrie ou la Carniole. Il est vrai qu'un diplôme dans toutes les règles stipula le maintien des libertés des *trois nations* et des quatre Églises ; mais les violences des soldats, l'arbitraire de la nouvelle administration, fournirent de nombreuses recrues à l'insurrection de François Rákóczy.

Avant de raconter cette dernière et stérile tentative, suivons les armes impériales et royales dans leurs principaux engagements contre les Turcs (1688—1698). Louis de Bade, excellent général, recommença les campagnes de Hunyade au sud du Danube, et l'on s'attendit à la prise de Constantinople. C'était prématuré : il fallut, après quelques succès mêlés de quelques revers, se borner à combattre sur le territoire du royaume. La bataille de Salankemen (1691) fut un nouveau désastre pour le croissant : le vieux Chalèl avait annoncé la défaite, et le dernier des Keuprili, ne voulant pas



TRIOMPHE DES LIBERATEURS DE LE I



NGRIE DE LA SERVITUDE DES TURCS.

Impr. Athenaeum.

survivre à sa honte, se revêtit d'un caftan noir, et marcha au-devant d'une balle libératrice.

Il est vrai que les années suivantes furent mauvaises : Tököli venait



La bataille de Zenta.
(D'après une gravure du temps.)

d'envahir la Transylvanie avec une audace inouïe, par des chemins qui effrayent le simple piéton ; après lui, et par diverses routes, les hordes tar-

tares pénétrèrent dans le pays. Un nouveau sultan, l'énergique Moustapha II, reprit avec succès l'offensive, écrasa devant Lugos Veterani et Lichtenstein qui périrent avec la moitié de leur armée. Tout semblait remis en question lorsque le prince Eugène de Savoie prit le commandement.

Ce héros chétif et infatigable, à la figure longue, sèche et ardente, avait conquis ses insignes de général devant Gran, devant Bude, devant Belgrade. Il allait fonder sur les bords de la Theiss sa réputation de grand capitaine. Il atteignit le camp des Turcs auprès du pont de Zenta, l'enveloppa dans le demi-cercle offensif de son armée, lui coupa brusquement l'accès du pont et extermina tout ce qui n'avait pas pris la précaution de s'enfuir (1697). Un butin immense tomba entre les mains des vainqueurs avec le sceau impérial si redouté pendant des siècles, et maintenant bafoué. Bientôt le traité de Carlovitz ne laissait plus aux Turcs en Hongrie qu'un territoire entre la Theiss et le Maros, maigre débris de leur vaste domination.

CHAPITRE SIXIÈME.

FRANÇOIS RÁKÓCZY ET LA DERNIÈRE INSURRECTION (1703—1711).

Le nom le plus connu de l'histoire hongroise, en dehors de la période contemporaine, est certainement, après celui des Hunyade, le nom du prince François Rákóczy. La littérature et la musique, le souvenir de Saint Simon et d'une marche nationale fréquemment jouée dans les concerts, s'accordent à préserver sa mémoire de l'oubli parmi les nations occidentales. L'étendue de ses négociations diplomatiques, notamment avec la France, et la coïncidence de son insurrection avec les années les plus dramatiques de la guerre de la succession d'Espagne, lui assurent une place importante dans l'histoire générale de son temps. Il maniait avec esprit et facilité, sinon toujours avec correction, la langue française, de sorte que ses écrits de divers genres sont accessibles au grand public, et peuvent être cités dans l'original.

Ce jeune prince, étant le petit-fils des souverains de la Transylvanie et des héroïques Zrinyi, avait été dès sa naissance (1676) doublement suspect à la cour de Vienne. Élevé par les Jésuites, il ne désarma pas

facilement la défiance de Kolonics ; il y réussit pourtant, eut la permission de voyager en Italie, épousa une princesse de Hesse et sembla vivre tranquille dans ses domaines restitués. Des relations mystérieuses, dans les-



La princesse d'Hesse-Rheinfels, femme de Francois Rákóczy II.
(D'après une peinture du temps.)

quelles on a pu reconnaître un système de provocation, furent suivies par lui avec un officier liégeois nommé Longueval, qui le trahit et le fit arrêter. Conduit à Neustadt, dans la prison de l'infortuné Zrinyi son aïeul, il

rédigea une protestation contre cette violence, et s'enfuit grâce à l'assistance d'un officier prussien. Il parvint sans encombre en Pologne, et s'aboucha secrètement avec l'ambassade française, qui parut d'abord assez embarrassée de sa conduite : on était au début de la Succession d'Espagne, et l'on se souciait médiocrement d'étendre le champ des hostilités. Mais en 1703 il n'y avait plus de ménagements à garder, l'antique alliance fut renouvelée, et le prince, muni de quelques secours et surtout de promesses pour l'avenir, rentra dans sa patrie, où le parti Kurutz se soulevait.

La paix de Carlovitz avait profondément irrité le sens légal des Magyars : leur sort était réglé bien plus avantageusement qu'à Vasvár, mais cette fois encore sans leur participation. D'ailleurs les confiscations et les violences des administrateurs et de la soldatesque étaient loin d'avoir cessé. Chose plus grave encore, le gouvernement voulait profiter de ses succès militaires pour étouffer la constitution. Des prélats et des seigneurs furent appelés à Vienne. On ne s'attendait pas à les voir repousser le plan des Jésuites : établissement d'une contribution perpétuelle, suppression des lois spéciales à la Hongrie, annulation de la diète. Une autre mesure dont on attendait beaucoup, aurait divisé la nombreuse noblesse magyare en deux catégories ; les plus riches auraient reçu des titres de princes, comtes, barons, les autres auraient été en quelque sorte réduits en roture : projet admirable pour rompre l'unité de la nation, décomposée en courtisans et en sujets corvéables. De qui allait venir la résistance ? Ce ne fut pas du palatin, ce fut de Széchenyi, l'archevêque patriote de Kalocsa : »Est-ce ici, dit-il, que nous devons délibérer sur les affaires du royaume ? Cette noblesse acquise par le sang de tant de braves gens, sera-t-elle perdue pour tous ceux à qui il vous plaira de l'ôter ? Nos lois déclarent infâme, non seulement un particulier, mais un corps tout entier qui, sans le consentement des États donné en pleine diète, oserait accorder ou offrir des subsides au roi ; et inférez de là qu'il ne convient pas à cette assemblée de mettre seulement en délibération les affaires dont il est question ici«.

La réunion applaudit et se dispersa sans vouloir rien entendre de plus. La colère du parti Kolonics fut grande contre l'archevêque et le bruit se répandit même qu'on avait essayé de l'empoisonner. Széchenyi resta aussi modéré qu'intrépide, et après avoir résisté aux Jésuites, il s'efforça pendant plusieurs années d'empêcher la révolte, puis de désarmer Rákóczy par ses négociations. L'empereur avait aussi des conseillers de modération, entre autres le prince Eugène. Le vainqueur de Zenta témoignait la plus grande admiration pour l'héroïque famille des Pálffy et pour la valeur hongroise, non seulement dans la noblesse, mais chez l'homme du peuple »ce que, disait-il, notre cour ne comprend pas suffisamment«. Mais les conciliateurs n'avaient pas beau jeu. On voyait un article de la paix de Carlovitz fermer à jamais l'entrée du royaume aux Hongrois qui avaient passé en Turquie dans la guerre précédente ; et l'on s'indignait de voir



FRANÇOIS II. RÁKÓCZY.

Impr. Athenaeum.

une puissance jalouse de son rôle catholique jeter une foule de chrétiens dans les bras de l'Islam. Ainsi différentes causes contribuèrent au soulèvement beaucoup plus populaire qu'aristocratique, dont le prince François venait prendre la direction.

La contrée à moitié plate, à moitié montagneuse dominée par Munkács, la vieille forteresse opposante, en était le premier foyer, comme elle devait en être, sept ans plus tard, le dernier asile.

De là, l'insurrection se propagea rapide comme la flamme, vers la fin de l'année 1703, et dans l'hiver de 1704 ; elle gagna la Transylvanie



Fuite de Rákóczy de la prison de Wiener-Neustadt.
(D'après une gravure du temps.)

d'une part, de l'autre elle assiégea ou emporta les places du centre et de l'ouest, elle franchit le Waag, elle envoya ses éclaireurs jeter l'épouvante dans les environs de Vienne. Elle apparaissait donc comme une formidable menace pour l'Autriche entamée par l'électeur de Bavière, et mise à deux doigts de sa perte par les projets d'invasion de Villars, le brillant vainqueur de Friedlingen et de Hochstett.

C'est le plus beau moment de Rákóczy : l'Europe le regarde avec espérance ou avec terreur, il va joindre les Franco-Bavarois sous les murs de Vienne, et faire tomber du même coup les projets des Habsbourg sur l'Espagne. C'est aussi pour nous le moment d'étudier les chances intérieures de son soulèvement et sa situation diplomatique.

Les premiers insurgés étaient pour la plupart des paysans armés de bâtons, de faux et de mauvais fusils, tellement dépourvus d'instruction militaire qu'on ne savait à qui confier les fonctions de caporal; de plus enclins à la boisson et à l'indiscipline, et extrêmement jaloux de la noblesse. Avec tous ces défauts ils ne manquaient pas d'élan ni d'enthousiasme; ils se montraient capables de vaincre les petits corps de troupes et les généraux médiocres que la grande guerre d'Allemagne et d'Italie laissait à la disposition du gouvernement. La noblesse, d'abord tout entière défiante, fut rassurée par quelques bons règlements disciplinaires de Rákóczy: une partie des nobles continuèrent à bouder dans leurs châteaux, ou s'enfuirent à Vienne, mais d'autres, plus nombreux chaque jour, prirent le parti contraire. Si les Pálffy restaient inébranlables, un Esterházy, un Károlyi, celui-ci politique très habile, comptaient parmi les chefs, mais ils n'étaient point toujours d'accord avec le prince, ni surtout avec son alter-ego Bercsényi, intelligent, mais bizarre personnage que son ami désabusé a décrit plus tard en ces termes: »Son génie paraissait dur et insupportable à ses inférieurs; il était inconsidérément mordant et satirique dans la familiarité, léger dans la gravité, aigre et méprisant dans la répréhension; opiniâtre estimateur de ses propres sentiments, il méprisait la plupart du temps ceux d'autrui; éloquent en paroles, hésitant dans l'action, vague et indéterminé dans le conseil, il attribuait toujours aux autres les mauvais évènements«.

La zizanie des généraux, la jalousie mutuelle des paysans et des nobles aggravaient les difficultés au point de vue militaire. Pour soutenir les premiers succès, il aurait fallu une bonne infanterie; or »la noblesse tenait à honte d'y servir: le proverbe était commun, que c'était le métier d'un chien de marcher toujours à pied; que l'homme devait se servir des animaux pour se faire porter«. On pouvait déjà prévoir qu'une résistance forte et habile userait, et finalement briserait l'élan magyar: »La nation avait cela de commun avec toutes celles qui ignorent la science militaire, qu'elle était prête d'entreprendre tout avec impétuosité; mais elle s'en désistait aisément dès que les idées ne répondaient pas aux espérances.«

Deux obstacles plus graves encore venaient des questions de race et des questions religieuses. Un mouvement de la plus haute importance pour l'ethnographie de l'Europe orientale s'était accompli en 1690: toute une population serbe avait franchi la Save et le Danube pour s'établir dans les régions sanglantes et dépeuplées de la Hongrie méridionale, et la politique de Léopold lui avait accordé de grands privilèges. Ces Serbes ou Rasciens étaient les ennemis-nés des Magyars; ils leur témoignèrent une première fois leur haine en combattant avec fureur, comme leurs frères les Croates, les lieutenants de Rákóczy. Quant à la question religieuse, voici comment elle se présentait.

Le prince était catholique zélé, et répugnait à rendre aux protestants

les temples qu'ils réclamaient, d'autant plus qu'il craignait de déplaire à Louis XIV. Pourtant il était obligé de se concilier l'élément protestant, mais il rencontrait de ce côté beaucoup de défiances, habilement exploitées par la cour de Vienne: ella faisait trève à ses projets séculaires de conversion forcée, et les partisans zélés qu'elle comptait dans la population réformée et surtout luthérienne, excitaient leurs coréligionnaires en sa faveur.

Toutes ces causes d'une prompte désillusion facile à prévoir n'empêchaient pas l'insurrection d'être une cruelle épreuve pour la maison d'Autriche. Telle était bien l'opinion du prince Eugène. Il connaissait Rákóczy pour avoir été quelque temps avec lui en relation de voisinage; il était trop clairvoyant pour s'exagérer sa valeur, il lui faisait même tort en parlant de »ses ruses«, de »son hypocrisie«. La grande passion d'Eugène, sa haine insatiable de Louis XIV, n'en était pas moins contrariée par cette diversion qui ne pouvait sans doute pas ruiner l'Autriche, mais qui pouvait lui faire manquer sa guerre de Succession. Il était effrayé de l'insuffisance de Schlick, le premier général opposé aux rebelles; il accepta un moment, entre deux campagnes, le commandement en chef, et malgré sa sympathie habituelle pour les Hongrois, malgré la supériorité de sa nature qui le préservait des basses férocités d'un Rabutin ou d'un Heister, tous deux la terreur du pays dans les années suivantes, il avait résolu d'en finir »autrement qu'avec de l'encre et du papier«. Il prit des mesures défensives énergiques, fit fortifier aux endroits dangereux le passage du Danube et de la March, envoya la sainte couronne à Vienne, et pressa vivement les levées d'hommes et de chevaux dans les contrées fidèles. A ce point de vue, la mauvaise volonté des comitats l'impatientait; moins encore que la conduite des Jésuites, qu'il accusait de jouer jeu double et de conspirer pour amener le succès des Franco-Bavarois. Selon toute probabilité l'insurrection n'aurait pas duré longtemps si elle avait conservé devant elle un pareil adversaire.

Eugène dut aller joindre Marlborough pour vaincre à Hochstett l'armée de Tallard et de Marsin; pendant plusieurs années il ne vit plus la Hongrie, mais il ne l'oubliait pas, il conseillait les plans de campagne, les nominations de généraux, il se réjouissait ou s'indignait selon les nouvelles reçues.

Les dispositions des puissances étrangères n'étaient pas aussi simples, ni aussi invariables. Les puissances maritimes étaient embarrassées comme Louis XIV, et pour des raisons semblables. L'Angleterre et la Hollande ne pouvaient pas, vingt ans après la révocation de l'édit de Nantes et la révolution de 1688, laisser écraser par leur allié l'empereur, les restes malheureux, mais encore très considérables, du protestantisme hongrois. Or l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne, Stepney, protestant résolu, attribuait »au cardinal Kolonics et à d'autres fanatiques le projet d'extirper la

religion, sous prétexte de supprimer la rébellion«. Il écrivait à Marlborough: »Je suppose que Votre Grâce a l'intention de poursuivre la guerre contre la France, et non pas d'exterminer la religion protestante en Hongrie et Transylvanie«. Enfin il était en guerre avec les Jésuites, dont il signalait la singulière attitude.

D'autre part, ces mêmes puissances maritimes, engagées dans une



Noble magyar du temps de Rákóczy.
(D'après une gravure anglaise contemporaine.

lutte formidable contre la France, ne pouvaient voir qu'avec regret une diversion en sa faveur. Elles voulaient empêcher une étincelle de gagner Constantinople, et faire observer par le grand-visir le traité de Carlovitz, malgré les efforts de l'ambassadeur français pour obtenir une alliance avec Rákóczy. Elles agissaient directement auprès de ce prince, auprès de Bercsényi qui les écoutait volontiers; Bruyninx entrepenait secrètement un voyage à son quartier général. »Je lui représentai, écrit le négociateur

hollandais, le peu de fonds qu'il y avait à faire sur tous les traités avec la France, qui sacrifiait ses peuples, ses amis, son propre sang, alliances, serments, et tout ce qu'il y avait de plus sacré, à son intérêt et ambition.« Ne réussissant pas dès l'abord, les ambassadeurs multiplièrent les négociations, avec la magnifique persévérance néerlandaise ; elles recommencèrent chaque année leurs tentatives de médiation, comme Rechteren s'en rendait



Noble magyare du temps de Rákóczy.
(D'après une gravure anglaise contemporaine.)

le témoignage dans l'hiver de 1705 à 1706: »Nos actes prouveront suffisamment que nous nous sommes donné toutes les peines du monde pour induire les Hongrois qu'ils répondent à nos propositions réitérées, et après que nous voyons qu'ils gardaient le silence avec étude, et qu'ils tâchaient d'éluder toute la négociation sous de faux prétextes, nous les pressons vivement.«

Louis XIV et ses ministres, Chamillard et le marquis de Torcy, entendaient parler de ces négociations, qui leur déplaisaient souverainement,

et leur faisaient craindre d'avoir été pris pour dupes. Rákóczy crut devoir d'abord les rassurer au point de vue des intérêts catholiques, d'autant plus qu'il avait entendu dire que le Pape détournait le roi très chrétien de son alliance. Mais la grande inquiétude des politiques français était de le voir conclure une paix séparée. Son envoyé à la cour de France, l'intelligent et sceptique baron de Vétésy, parvint à détourner l'orage en rejetant sur Bercsényi la faute des négociations avec la médiation des puissances maritimes, et sur les manœuvres inquiétantes de l'Électeur de Bavière les hésitations de Rákóczy. L'Électeur était réellement soupçonné de ne travailler que pour lui-même, et c'est avec Marsin que le prince entretenait par des espions une correspondance militaire avant la bataille de Hochstett. Depuis ce désastre il n'était plus question de se rejoindre à travers 'Allemagne, et c'est par Constantinople que se continuaient le plus souvent les relations, comme au temps de Bethlen-Gábor. Louis XIV rassuré écrivait de Marly: »Mon cousin, j'ai reçu avec plaisir par la lettre que vous m'avez écrite la continuation de vos sentiments sur ce qui me regarde, et votre zèle pour le bien de votre patrie.«

Les hostilités continuaient sur tous les points. Il y eut notamment une campagne brillante de Károlyi à travers le Danube gelé, du côté de Vienne. Les officiers français étaient maintenant nombreux à la tête des rebelles. Le premier d'entre eux, le marquis Desalleurs »était d'un âge fort avancé, mais assez vigoureux; il entendait la guerre; il était sobre et patient, d'une conversation agréable et fort spirituelle, mais caustique; il ne parlait que sa langue; il ne faisait aucune dépense, et il ne traitait pas avec moins de froideur les intérêts de son roi que ceux de la nation; il ne gardait pour elle aucun ménagement devant le peu d'officiers français qui lui faisaient la cour.« Le chevalier de Fierville et le colonel de Lamothe étaient plus aimés, ainsi que deux huguenots réfugiés, de Rivière et Bonafoux. Malheureusement il y avait à côté d'eux des hommes moins capables et moins sûrs, et même les meilleurs étaient souvent en lutte avec les nobles hongrois, surtout avec les chefs populaires, tels qu'un nommé Botian, qui n'avait aucune idée de la tactique moderne. Vauban combattait à côté des soldats de Pierre l'Ermite: on peut juger de la confusion qui présidait aux opérations d'une telle armée. La défaite de Tyrnau n'eut pas d'autre cause. Le prince vaincu en convient spirituellement: »Depuis la guerre de César contre les Gaulois, je ne crois pas qu'il y en ait eu une pareille. En lisant les Commentaires de ce grand capitaine, j'ai retrouvé le génie des Gaulois dans les Hongrois; mais en vérité je ne trouvais pas des Césars dans les généraux de l'empereur. Herbeville força les redoutes, gagna une bataille, je l'ai vu traverser des déserts et conquérir la Transylvanie sur moi, quoique je n'aie remarqué en lui aucune des qualités de César«.

L'incohérence d'un côté, la médiocrité de l'autre, prolongèrent les



Combat des Kurucz.

(D'après un dessin contemporain de Rugendas.)

hostilités sans évènement décisif jusqu'en 1707, année pour laquelle avait été décidée la convocation de la diète d'Onod. Il y avait eu auparavant des conférences, soit entre Magyars, soit avec les délégués de l'empereur ou des puissances alliées : l'assemblée de Szécseny avait reconnu Rákóczy chef régulier de la confédération formée pour la défense de la liberté, avec un conseil de vingt-quatre sénateurs ; plus tard aux conférences de Nyitra, le nouvel empereur Joseph I lui avait fait proposer de grands avantages personnels pour conclure la paix, et sur son refus, lui avait fait tenir ce langage : »Vous vous fiez aux promesses de la France, qui est l'hôpital des princes qu'elle a rendus malheureux par le manquement à sa parole. Vous serez du nombre et vous y mourrez«. De plus la diète de Maros-Vásárhely l'avait intrônisé comme prince de Transylvanie. Malgré tout il n'y avait pas eu d'assemblée générale destinée à fixer la situation légale de l'insurrection.

Or Louis XIV désirait vivement, comme il le faisait comprendre à Vetés, qu'une véritable diète augmentât les embarras des impériaux en proclamant la déchéance des Habsbourg. L'habile et dévoué chargé d'affaires n'avait pas eu de peine à comprendre le vrai but de cette politique : l'Autriche aurait perdu la couronne de Saint-Étienne au profit de l'électeur de Bavière, Rákóczy conservant la Transylvanie ; dans le cas où le projet ne serait pas entièrement réalisé, Joseph I aurait toujours assez à faire dans ses États pour négliger la cause de son frère Charles en Espagne, et la guerre de Succession, chaque jour plus onéreuse pour la France, serait terminée. La diète d'Onod, malgré quelques signes de mécontentement brusquement réprimés par Bercsényi, proclama la déchéance de la maison d'Autriche. Vetésy, qui aurait préféré que l'on s'arrangeât avec l'empereur, témoigna du chagrin de cette nouvelle ; il était convaincu que le prince était dupe de l'Électeur, dupe lui-même de la France. Son opinion, malgré les promesses réitérées du roi, ne changea point pendant la campagne de 1708 ; elle devint une certitude lorsqu'il fut allé se jeter aux pieds de l'Électeur pour implorer de lui une franche réponse, et lorsque ce prince lui eut répondu qu'il accepterait la couronne de Hongrie seulement si la France lui assurait de larges communications — ce qui était précisément l'impossible.

Les mécontents se trouvaient donc, après leur maladroite résolution d'Onod, ne savoir que faire du trône déclaré vacant. Rákóczy avait en même temps sur les bras une autre couronne encore plus chimérique. Le tzar Pierre le Grand lui proposait de le faire reconnaître comme roi de Pologne : il était dangereux de refuser, dangereux d'accepter à cause de Charles XII tout-puissant, qui n'avait pas encore subi son désastre de Pultava. Le principal tort de ces combinaisons stériles, dénouées par une acceptation platonique, fut d'augmenter la mésintelligence avec les officiers français. Rákóczy écrivait au marquis Desalleurs : »J'ai peur que notre



Alexandre Károlyi.

(D'après un tableau contemporain appartenant au comte Louis Károlyi.)

controverse ne finisse pas plus tôt que celle des Jésuites avec les Jansénistes«. Le sentiment populaire était que les Français voulaient éterniser la guerre. Résultat: la victoire du maréchal Heister à Trencsin (4 août 1708), victoire qui livra aux Autrichiens une grande partie de la Haute Hongrie, et après laquelle les affaires ne firent plus qu'empirer.

Moins que jamais Vetésy compta sur la France épuisée. Laissons-le raconter une scène humiliante de la terrible année 1709: »Le roi ordonna en ma présence à M. Torcy, que s'il avait des fonds faits pour les 50 mille écus, comme j'en ai assuré S. M., de vous les faire remettre sans aucun retardement. Au sortir de l'audience de S. M. j'ai été à celle de Torcy, qui déclama avec beaucoup d'aigreur contre V. A. S., l'accusant d'être la cause de la décadence des affaires d'Hongrie, et il m'a dit bien expressément que le roi était bien bon de vous donner encore lesdits 50 mille écus, puisqu'il est assuré que V. A. S. est déjà d'accord avec l'empereur, ou qu'elle le sera incessamment. Et il me déclara qu'il ne vous fera tenir l'argent que lorsqu'il sera assuré que vous êtes résolu à continuer vos services au roi.« Dès lors Vetésy ne continua plus ses relations avec la cour que par acquit de conscience, malgré de longues négociations avec la Russie que personne ne pouvait prendre au sérieux, et il exhorta son maître à se réconcilier avec l'Empereur.

Les évènements qui se succédaient eurent bientôt montré qu'il n'y avait pas autre chose à faire, sinon pour Rákóczy, au moins pour la nation. D'habiles tacticiens, Starhemberg, Heister, Sickingen, avaient de 1708 à 1710 fait perdre à l'insurrection ses dernières chances. Joseph I était un souverain beaucoup plus bienveillant et modéré que son père; de son côté il désirait vivement une entente. Bercsényi était tombé dans l'exécration générale, Rákóczy venait de partir pour la Pologne afin de se rapprocher des secours du tzar, lorsque le troisième chef, Alexandre Károlyi, entama les négociations définitives (janvier 1711), qui lui semblaient être pour sa patrie une inéluctable nécessité. Le prince ne parut plus en Hongrie que pour signer la paix de Szathmár, puis il retourna en Pologne et de là partit pour la France. Le traité juré au nom de l'empereur Joseph qui venait de mourir, stipulait une amnistie générale, et rétablissait sur leurs bases essentielles la constitution et les lois magyares.





Armes des Kurucz.
(Dessin de Charles Cserna.)

LIVRE SIXIÈME

LA HONGRIE AUTRICHIENNE.

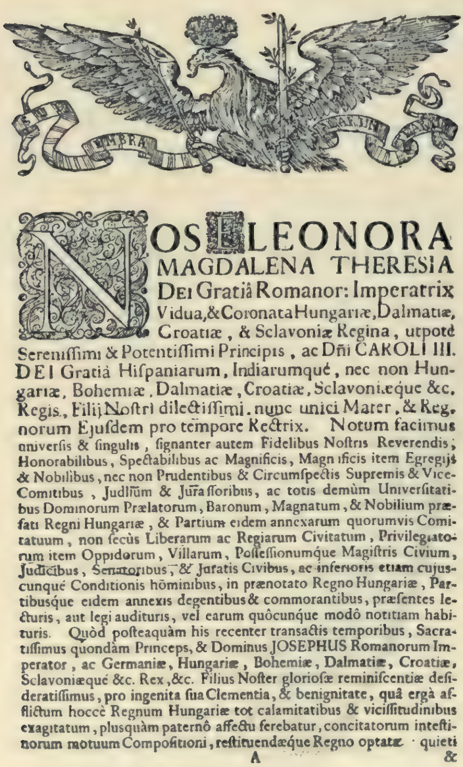
(1711—1815.)

CHAPITRE PREMIER.

LE PRINCE EUGÈNE, CHARLES VI ET LA PRAGMATIQUE SANCTION (1711—1740.)

La paix de Szathmár, coïncidant avec l'avènement du père de Marie-Thérèse, ouvre une grande période dans l'histoire des Hongrois, de la monarchie autrichienne, et de l'Europe diplomatique. Désormais la vallée moyenne du Danube, loin de figurer, dans le système général des alliances, parmi les pays hostiles et funestes à la maison de Habsbourg, deviendra comme le pivot de sa politique et son plus ferme soutien, jusqu'au moment où les nouvelles idées libérales et le réveil moderne des nationalités feront voir les questions sous un nouveau jour.

L'archiduc Charles était à Barcelone, où il soutenait péniblement contre Philippe V ses prétentions au trône d'Espagne, lorsque Joseph I mourut et le laissa héritier de l'Empire. Dans ces circonstances, il était urgent de prévenir tout mouvement et même toute inquiétude en Hongrie, par une prompte ratification du traité conclu sous le feu roi. Le prince Eugène, qui était depuis longtemps et qui devait rester longtemps encore le bon génie de la maison d'Autriche, s'empressa d'y apposer sa signature, la meilleure des garanties, entre celles de l'impératrice veuve et des ministres. Dans les premiers jours de 1712, Charles VI arrivait à Vienne, d'où il convoquait la Diète des Presbourg pour le 3 Avril.


NOS ELEONORA MAGDALENA THERESIA DEI Gratiâ Romanor: Imperatrix Vidua, & Coronata Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ Regina, utpotè Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis, ac Dñi CAROLI III. DEI Gratiâ Hiſpaniarum, Indiarumquè, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque &c. Regis, Filij Noſtri dilectiſſimi, nunc unici Mater, & Regnorum Ejuſdem pro tempore Rectrix. Notum facimus univerſis & ſingulis, ſignanter autem Fidelibus Noſtris Reverendis, Honorabilibus, Spectabilibus ac Magnificis, Magnificis item Egregijs & Nobilibus, nec non Prudentibus & Circumſpectis Supremis & Vice-Comitibus, Judlium & Juraſſoribus, ac totis demùm Univerſitatibus Dominorum Prælatorum, Baronum, Magnatum, & Nobilium præfati Regni Hungariæ, & Partium eidem annexarum quorumvis Comitatuum, non ſecùs Liberarum ac Regiarum Civitatum, Privilegiatorum item Oppidorum, Villarum, Poſſeſſionumque Magiſtris Civium, Judicibus, Senatoribus, & Juratis Civibus, ac inferioris etiam cujuscunquè Conditionis hominibus, in prænotato Regno Hungariæ, Partibusque eidem annexis degentibus & commorantibus, præſentes lecturis, aut legi audituris, vel earum quôcunque modô notitiam habituris. Quòd poſteaquàm his recenter transactis temporibus, Sacratiſſimus quondàm Princeps, & Dominus JOSEPHUS Romanorum Imperator, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæquè &c. Rex, &c. Filius Noſter glorioſæ reminiſcentiæ deſideratiſſimus, pro ingenita ſua Clementia, & benignitate, quâ ergà afflictum hoccè Regnum Hungariæ tot calamitatibus & viciſſitudinibus exagitatum, plusquàm paternô affectu ferebatur, concitatorum inteſtinorum motuum Compoſitioni, reſtituendæque Regno optatæ quieti
A &

Frontispice du texte du Traité de Szathmár.

Dans l'intervalle de sourdes intrigues s'agitaient. Les magnats qui avaient lutté contre Rákóczy ou fermé aux *kurucz* la porte de leurs châteaux avaient une peur extrême de l'amnistie et de la restitution des biens confisqués ; ils éprouvaient une terreur qu'ils voulaient faire partager au souverain. Fort heureusement, les hommes distingués de la haute aristocratie, Paul Esterházy, Alexandre Károlyi neutralisèrent ces efforts et obtinrent du roi Charles, prince naturellement modéré, ennemi des résolutions extrêmes, une large interprétation des clauses relatives à la restitution des biens et à l'amnistie.

C'est aussi dans ce sens, avec quelques réserves, que le traité de Szathmár fut enregistré par la Diète. Cette assemblée eut à s'occuper une première fois de la succession dans la ligne féminine. Rien ne fut encore décidé sur cette question délicate ; mais après le couronnement de Charles, une loi vivement désirée rendit à la nation de droit d'élire son roi en cas d'extinction de la ligne masculine. On venait d'apprendre que les puissances maritimes se retiraient décidément de la lutte, et l'empereur, réduit à ses seules forces, avait besoin du dévouement de tous ses sujets. La reprise des hostilités et une brusque invasion de la peste interrompirent les délibérations. Les armes impériales ne furent pas heureuses dans la dernière campagne, et bientôt

le traité de Rastadt (1714), complétant le traité d'Utrecht, rétablit la paix européenne. La diète hongroise fut alors de nouveau convoquée, et siégea cette fois assez longtemps (sept. 1714 — juin 1715). Nicolas Pálffy devint palatin, et la situation difficile du royaume fut réglée par une imposante série de lois.

Un grand nombre de ces articles portent l'empreinte de la réaction



Charles III. en costume de gala hongrois.
(D'après une gravure du temps à la Galerie nationale de peintures.)

et du parti aulique. L'amnistie était restreinte beaucoup plus que par les déclarations précédentes ; Rakóczy, Bercsényi et quelques-uns de leurs partisans étaient déclarés ennemis publics du roi et de la patrie, punis de l'exil perpétuel et de la confiscation de tous leurs biens meubles et immeubles. Un délai était fixé, après lequel on n'aurait plus le droit de réclamer de la grâce royale la restitution des biens confisqués. La terrible accusation de lèse-majesté atteignait maintenant une foule de délits prévus,

et non seulement le coupable, mais ses enfants et parents. On espérait étouffer par la terreur toute velléité de révolte.

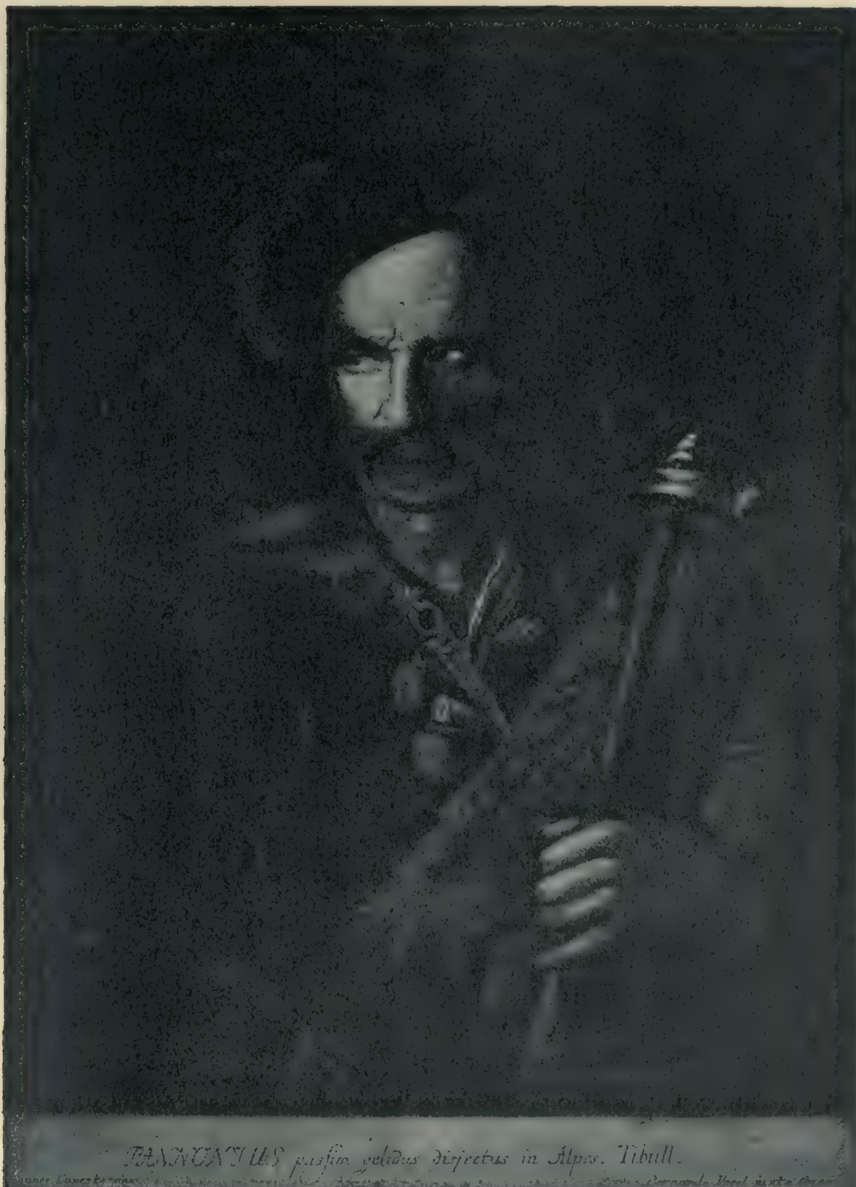
L'autonomie nationale pouvait s'inquiéter du principe désormais admis de l'armée permanente, de la subordination des administrations royales aux administrations autrichiennes, de la couronne fixée à Presbourg, trop près de la frontière. Mais se que l'on pouvait surtout regretter, c'étaient les progrès de l'intolérance religieuse. Les protestants étaient plus que jamais traités en rebelles. On n'admettait nulle part que le culte réformé pût ètre célébre en public et qu'un mariage pût être conclu par un pasteur. Si les atroces violences du siècle précédent leur étaient épargnées, les protestants entraient dans une période de persécution relativement bénigne qui n'était guère moins pénible à supporter. Toutes les réclamations échouèrent en 1715 et dans la suite du dix-huitième siècle, les protestations énergiques de l'Angleterre, de la Prusse et de la Hollande ne firent jamais qu'augmenter la violence du parti aulique.

La Porte était toujours une redoutable voisine. En Juillet 1716, le grand visir franchit le pont de Belgrade et marcha sur Pétervárad; il y trouva l'armée autrichienne, qui attendit d'abord son attaque, et prit ensuite l'offensive: les janissaires culbutèrent l'infanterie allemande, mais ils furent ensuite mis en complète déroute par la cavalerie. Cette victoire fit tomber Temesvár entre les mains des chrétiens, et mit fin pour jamais à l'occupation musulmane.

La campagne de 1717 fut encore plus brillante. Eugène franchit le Danube et assiégea Belgrade. Avec une étonnante rapidité, il éleva contre cette place formidable, du seul côté où elle soit accessible, des ouvrages en terre dont les traces n'ont pas disparu. Le nouveau grand visir essaya de le prendre entre son armée et les remparts; mais, surpris au milieu de son sommeil et incapable, au milieu d'un brouillard intense, de rallier ses troupes, il essuya la plus terrible des défaites. Le surlendemain, la garnison capitulait. La diplomatie occidentale, craignant de voir Rákóczy traiter avec la Porte et soulever la Hongrie, pesa de tout son poids sur le Divan pour le faire consentir à la paix: un congrès s'ouvrit à Passarowitz. Un traité, le plus glorieux que l'Autriche-Hongrie ait jamais signé (1718), délivra entièrement des Turcs la rive droite du Danube et de la Save, et attribua à Charles VI Belgrade, avec la Serbie jusqu'au Timok et la Valachie jusqu'à l'Olt.

C'est alors que la maison d'Autriche mena avec habileté l'affaire de la *Pragmatique Sanction*. L'archiduchesse Marie-Thérèse, une enfant de cinq ans, était en 1722 l'héritière nécessaire des Habsbourg. On sait que la grande préoccupation de Charles VI pendant tout son régne fut d'assurer à cette enfant sa vaste succession. Dejà en 1713, avant la paix de Rastadt et pendant que la succession d'Espagne était encore disputée, il avait pris un arrangement de famille pour que ses biens pussent passer dans sa des-

cendance féminine. Il sentait la nécessité de faire agréer cette disposition aux États de ses divers royaumes ; le plus important sans comparaison,



Noble hongrois du temps de Charles III.

(Gravure de Kupeczky à la Galerie nationale de peintures.)

mais aussi le plus difficile à faire adhérer, était le royaume de Hongrie. Le cour s'assura d'avance l'acceptation des diètes fort dépendantes des autres pays, l'Autriche, la Bohême, la Croatie et la Transylvanie.

En 1722, la Hongrie avait grand besoin de paix intérieure et d'un gouvernement suffisamment libéral, mais avant tout durable et de transmission facile et bien réglée. L'empereur-roi ne pouvait souhaiter des dispositions plus favorables. Avec beaucoup de bon sens, il désirait éviter toute pression gouvernementale sur la diète; il préférait que le mouvement d'adhésion se produisît spontanément dans l'assemblée elle-même. Szluha, personnage très important parce qu'il était protonotaire du palatin, soutenait avec insistance que l'on ne devait pas faire supporter le poids de la couronne à une aussi faible fleur que la petite princesse, que le roi Charles n'avait que trente-cinq ans et pouvait fort bien avoir encore un fils, que Léopold avait eu des enfants à un âge plus avancé. C'était une défaite; le vrai motif était la crainte que l'on éprouvait de voir la Hongrie absorbée dans la masse des Etats autrichiens.

Charles VI réussit complètement à dissiper cette inquiétude. Le 27 juin, journée parlementaire mémorable, Szluha, qui fut le premier à se montrer satisfait des promesses de liberté et d'autonomie, prononça un grand discours où étaient réunis tous les exemples nationaux ou étrangers, tous les souvenirs de la valeur et de la fidélité des aïeux, tous les arguments tirés de l'intérêt national et monarchique. Il termina en poussant un *vivat* qui fut accueilli par les cris de Vive la maison d'Autriche! Vive la descendance féminine! Une députation de soixante membres fut envoyée à Vienne et reçue à merveille par le souverain. Quelques jours plus tard, le roi, heureux de l'empressement de ses sujets et de leur initiative, vint ouvrir régulièrement la diète de Presbourg, qui commença la série de ses travaux par deux articles établissant la Pragmatique Sanction comme loi fondamentale du royaume, avec le maintien de tous les droits et de toutes les libertés.

Les princesses de la maison de Habsbourg, les filles de Léopold I aussi bien que celle de Charles VI, pouvaient hériter de la couronne de Hongrie; tous les Etats se trouveraient gouvernés par le même souverain. A la cour de Vienne, on prétendit que la Pragmatique Sanction avait créé une seule et unique puissance, on voulut que la Hongrie format avec les autres Etats un seul Etat à caractère nettement germanique: il se serait donc agi, selon elle, d'une *union réelle*. Ce ne fut qu'après de longues luttes et d'amères déceptions que le compromis de 1867 reconnut au lien qui unit la Hongrie à l'empire d'Autriche un caractère *personnel* et que s'établit le système dualiste qui implique l'indépendance et l'égalité de l'une et de l'autre.

Déjà la diète de 1722—1723, d'une déplorable étroitesse sur plusieurs questions, mais très ferme sur le terrain constitutionnel, n'obtint qu'une partie des réformes qu'elle réclamait. Ces concessions étaient toutefois importantes. Il devait y avoir une diète au moins tous les trois ans. Le roi promettait de résider dans le pays lorsque l'état de l'Europe le per-

mettrait ; en son absence, un conseil de lieutenance *(helytartótanács)*, présidé par le palatin, devait expédier toutes les affaires, et ne recevoir d'instructions que du roi seul, sans aucun mélange avec l'administration des provinces. Les comitats étaient formellement soustraits à l'arbitraire des *főispán* nommés par le pouvoir. Le conseil devait s'occuper tout spécialement de relever le commerce et d'améliorer les moyens de communication.

Il était temps en effet de remédier à la misère générale et de sortir la Hongrie des questions de légalité pour la mettre dans la voie du progrès matériel. Charles VI entendait assez bien ces questions, beaucoup mieux que ses ancêtres fanatiques, et sa postérité devait y trouver sa vraie force et son meilleur levier. On connaît les services qu'il rendit au port d'Ostende et à celui de Trieste; il fit aussi de Fiume un port franc, il creusa le canal de la Béga. Enfin il acheva de constituer les confins militaires, la grande oeuvre d'Eugène et de Mercy, oeuvre à la fois politique, militaire et agricole.

Cependant le mécontentement devint peu à peu général durant les dix dernières années du règne, que l'on pourrait appeler la décadence temporaire de l'Autriche (1730—1740). Les Magyars supportaient déjà avec impatience l'ingérence étrangère lorsqu'elle était représentée par un homme éminent et bienveillant à leur égard comme le prince Eugène. Ce fut bien autre chose lorsqu'on vit baisser l'influence de ce grand capitaine vieilli, lorsque la médiocre camarilla qui a trop souvent dirigé l'Autriche absolutiste, inspira de nouveau ses conseils et commanda ses armées.

Dans le guerre de la succession de Pologne deux partis se trouvèrent en présence : celui de Stanislas Leszczinski, soutenu par son gendre Louis XV, l'Espagne et la Sardaigne, et celui de l'électeur de Saxe Auguste III, soutenu par l'empereur d'Autriche. Cette lutte, conduite avec cruauté, aboutit à la paix de 1739: si Auguste III garda le trône de Pologne, Charles perdit Naples, la Sicile, le Milanais, ainsi que la Lorraine !

L'Autriche, alliée de la Russie, croyait le moment venu de faire essuyer de nouveaux désastres à la Turquie dégénérée, et de lui prendre de nouvelles provinces. Elle ne doutait pas du succès : les Wallis, les Neiperg, les Seckendorf, se croyaient dignes de remplacer Eugène. Elle ignorait les ressources que possédait encore son ennemi.

La guerre de 1737 à 1739 fut déplorable et presque honteuse. L'incapable état-major était livré aux querelles de coteries : le triumvirat de Schmettau, Hildburghausen et Seckendorf était dans les plus mauvais termes avec Wallis, Neiperg et le duc de Lorraine. L'armée portait la peine des discordes de ses chefs. Les marches, quelquefois excessives, étaient ordonnées à contresens sous une chaleur torride ; le pain était moisi ; les médicaments faisaient défaut ; la mortalité était effroyable, et les généraux se renvoyaient les accusations de concussion et de négligence. Après quel-

ques succès partiels, la triple invasion entreprise en Serbie, en Bosnie et en Valachie, fut repoussée par le grand-visir.

Ce fut bien pis dans les campagnes suivantes, lorsque la forteresse d'Orsova capitula au bout de quatre semaines, lorsque les fautes énormes de Wallis et de Neiperg amenèrent, malgré les prodigieux efforts de Pálffy et de la cavalerie magyare, le désastre de Kruzka et par suite la perte de Belgrade. Les Turcs demandèrent à la Porte de ne conclure la paix qu'après la réoccupation de Bude. Cependant un traité fut signé à Belgrade qui rendit aux vainqueurs presque tout ce qu'ils avaient perdu à Passarowitz. Le marquis de Villeneuve, ambassadeur de France à Constantinople, n'avait pas laissé échapper une telle occasion d'abaisser à nouveau les infatigables rivaux des Bourbons, en leur rendant pour toujours impossible de jouer un rôle important dans la politique orientale.

La cour se vengea, non sans quelque raison, sur les généraux vaincus, et les enferma au Spielberg, à Graetz, à Glatz en Silésie. Charles VI ne se plaignit pas, mais le chagrin lui rongea le coeur, et il mourut inquiet au sujet de l'oeuvre de toute sa vie, et de sa fille Marie-Thérèse, que les Magyars allaient sauver.





Marie-Thérèse.
(Gravure contemporaine de la collection Ernst.)

CHAPITRE DEUXIÈME.

LES DIÈTES, LA GUERRE ET LA COUR SOUS MARIE-THÉRÈSE. (1740—1780.)

»Il ne faudrait pas trop compter, en cas de malheur, sur l'engagement pris par les Hongrois d'être fidèles à la descendance féminine«; écrivait après la diète de 1722 un sceptique ambassadeur vénitien. Le politique italien ne connaissait pas bien le peuple cavalier du Danube, et l'esprit d'héroïsme qui le porte à secourir les infortunes royales. Mais nous ne nous faisons pas une idée beaucoup plus juste des Magyars lorsque nous leur reconnaissons un dévouement spontané et irréfléchi. La noblesse hongroise a été dans cette circonstance, comme dans bien d'autres, une nation à la fois chevaleresque et légiste.

Marie-Thérèse, fille de Charles VI et femme de François-Etienne de Lorraine, parût à la diète de couronnement convoquée à Presbourg. L'assemblée était sous l'impression des griefs accumulés pendant les dernières années du règne de Charles VI; elle retentissait de plaintes amères et pour la plupart légitimes. Toutefois l'état déplorable de la monarchie et l'influence des deux familles connues par leur dévouement traditionnel, du juge du pays Jean Pálffy, et du primat Esterházy, disposaient déjà la majorité à faire des sacrifices et à se contenter de promesses. Mais à qui la couronne allait-elle être décernée? Le primat désirait que ce fût au duc de Lorraine conjointement avec son épouse, et beaucoup de magnats adhéraient à ce projet, éminemment conservateur. Mais les Ordres, les

députés, peu confiants dans le respect de ce prince pour leurs libertés, mécontents de l'initiative prise par la Chambre haute, craignaient de voir l'administration du royaume confondue avec celle des états héréditaires.

Cependant, Marie-Thérèse se trouvait dans une situation toujours plus difficile: Frédéric II, qui avait brusquement envahi la Silésie, prenait ses quartiers d'hiver à Breslau, tandis que ses hussards poussaient jusqu'à la frontière hongroise; et devant cet exemple, surgissaient les prétentions les plus diverses. L'Electeur de Bavière, qui comptait sur la défection des Hongrois, fut vite détrompé: un appel aux armes de Jean Pálffy (26 janvier 1741) fut entendu; le comitat de Pesth promit seize cents hommes et le cercle des Cumans quatre cents; les hussards hongrois, commandés par Festetics, Ghyllányi et Baranyai, combattirent courageusement, et tout d'abord avec succès, sur le champ de bataille de Molvitz.

La scène imposante du 20 juin 1741, où l'on vit la jeune reine, accouchée récemment de celui qui devait être Joseph II, monter en costume national au château de Presbourg et y recevoir l'assemblée, mit fin à toute discussion sur l'attribution de la couronne. Cette femme héroïque serait non pas la reine-épouse, mais le roi, comme Marie, fille de Louis d'Anjou, avait été non pas la reine, mais le roi. Dès le 25 juin, Marie-Thérèse fut couronnée, et son zélé partisan Jean Pálffy élu palatin.

Mais les nouvelles funestes arrivaient coup sur coup. Le refroidissement de la diète devenait extrêmement dangereux: où trouver des ressources, et que faire si, au lieu d'un soulèvement royaliste, un soulèvement contraire à la dynastie se déclarait? Un conseil tenu le 7 septembre réunit aux ministres allemands les grands dignitaires magyars et un certain nombre de leurs compatriotes. Ils proposèrent à la reine d'avouer à la nation toute l'étendue du péril et de l'appeler aux armes. La reine accepta bravement ce parti, et ne fit aucune attention aux craintes de ses ministres, qui voyaient déjà recommencer l'insurrection de Rákóczy. Elle parut devant l'assemblée en habits de deuil, et après les discours hongrois du primat et du chancelier, elle prononça un discours en latin, émouvante déclaration de confiance envers sa chère Hongrie: »Triste et abandonnée de tous, nous nous adressons aux Illustres États et Ordres pour défendre nos pays héréditaires et l'Autriche. Le sort de la Hongrie, le nôtre, celui de nos enfants ne dépendent que d'eux. Attaquée par le monde entier, nous en appelons à la fidélité du pays, à l'ancienne bravoure des Hongrois, à leurs armes invincibles; et nous prions les Illustres Etats et Ordres d'éloigner le plus vite possible ce danger et d'exécuter avec la plus grande rapidité les décisions prises.« L'impression fut générale et profonde lorsqu'on vit couler les larmes royales. Marie-Thérèse apprit à connaître la nation, qui ne veut céder aucun de ses droits, mais qui est prête à tout donner quand on sait lui parler; l'assistance poussa d'une seule voix le cri fameux: »*Vitam et sanguinem pro Rege nostro Maria Teresia.*«



Marie-Thérèse.

(Gravure du temps d'après le tableau de Meytens.)

Toute difficulté n'était cependant pas résolue. L'assemblée décréta la levée de la noblesse et de trente régiments réguliers, mais non sans renouveler l'expression de ses griefs ; et la reine se montra profondément reconnaissante, mais non sans réclamer avec insistance la participation de son mari au gouvernement. Un refus mutuel fut la première réponse à ses prétentions opposées. Toutefois sous la pression des évènements et sous l'influence de la séance mémorable dont nous venons de parler, tous les obstacles s'aplanirent. Le duc François fut admis à prêter serment comme prenant part au gouvernement du royaume, et le jeune Joseph fut présenté solennellement aux délégués de la nation. D'autre part, la reine se décida, non sans peine, à répondre d'une manière satisfaisante aux demandes de l'assemblée, et l'on se sépara au milieu d'un enthousiasme guerrier.

Malgré son âge, Jean Pálffy se mit à la tête des troupes hongroises ; ses généraux furent François Nádasdy, Joseph Esterházy et Alexandre Károlyi. Dans toutes les opérations importantes de la guerre de la Succession d'Autriche, les Magyars ont joué un grand rôle non pas seulement les Magyars, mais les Slaves hongrois, surtout les fameux pandours du baron de Trenck. La dernière guerre contre les Turcs avait été l'une des plus féroces : ce n'étaient que ravages, incendies, mutilations. Rien d'étonnant dès lors si les cavaliers du Danube, soit dans la période défensive de la lutte, soit dans l'invasion de la Bavière et d'une partie de l'Alsace, ont laissé dans les populations occidentales le souvenir de hordes barbares ; ils ne se figuraient pas une autre espèce de guerre que celle dont ils avaient été victimes. Ils aidèrent Khevenhüller à reconquérir la Haute-Autriche ; Nádasdy franchit le Rhin et prit Lauterbourg. La reine remerciait le palatin des services que lui rendaient ses compatriotes : »Vous connaissez, lui disait-elle, l'amour que j'ai toujours ressenti pour cette nation qui, m'est si chère, et la confiance que j'ai toujours eue en elle. Aussi n'y a-t-il rien que je ne sois prête à faire pour elle en témoignage de ma reconnaissance« ; ce fut elle qui eut bientôt de nouveaux services à leur demander !

Frédéric le Grand, qui avait déposé les armes une fois maître de la Silésie en vertu du traité de Breslau, les reprenait en 1744 et envahissait la Bohême. L'occasion lui parut bonne pour renouer des relations anciennes et intermittentes avec les Hongrois, et l'état-major prussien répandit un manifeste pour les détourner d'envahir la Silésie et leur rappeler les bienfaits qu'ils avaient reçus de la Prusse. De son côté, Schwerin écrivait dans le même sens à Jean Pálffy ; mais aucune de ces démarches ne pouvait réussir. L'élan royaliste redoublait loin de s'épuiser ; un conseil, réuni à Presbourg, autorisa le palatin à proclamer l'insurrection générale, dont les levées nombreuses combattirent en Bohême, puis en Italie jusqu'à la fin de la guerre.

La paix de 1748 à 1756 est la période la plus brillante du règne et surtout de la cour de Marie-Thérèse. Celle-ci avait compris sa situation

et ses devoirs à l'égard de ses sujets, dont elle voulait sérieusement le bonheur ; seulement elle comprenait ce bonheur d'une certaine manière qui n'est pas la nôtre à nous hommes du XIX siècle, amis de la couleur locale et du développement original des nationalités. A ses yeux, plus les nobles hongrois deviendraient des courtisans braves et instruits, oublieux des modes et du caractère de leurs aïeux, plus leur bonheur serait complet. Les descendants des grandes familles furent donc invités à séjourner à Vienne ou dans les châteaux de Schoenbrunn et de Laxembourg, témoins pendant l'été de fêtes splendides. Quitte à porter elle-même dans certaines occasions leur costume national, l'impératrice-reine les y fit renoncer peu à peu.

Elle changea également l'éducation des esprits et les visées de l'ambition. Les grandes familles acceptèrent, recherchèrent même les titres de princes, de comtes, de barons que les ancêtres n'avaient portés que par exception, et que beaucoup d'entre eux auraient méprisés. Elles formèrent ainsi toute une hiérarchie de haute noblesse, qui fut une branche de l'aristocratie allemande et autrichienne, se mêlant aux autres rameaux par de fréquents mariages, que l'intelligente souveraine excellait à préparer. Elles prirent l'habitude de parler l'allemand plutôt que leur langue maternelle assez mal notée, et plutôt que le latin, remis à la mode comme langue officielle par la réaction religieuse, mais condamné à une irrémédiable décadence par les besoins et les inventions de la société moderne.

Les jeunes gens étaient élevés au Theresianum, où tout s'apprenaiten langue allemande. Plus tard (1760), ils formèrent la garde du corps, la *nobilium turma*. Le règlement qui instituait cette compagnie la présentait comme un hommage rendu aux exploits militaires de la nation qui occupait le premier rang parmi les peuples fidèles. Mais il est évident qu'elle avait aussi un but politique, ainsi que l'ordre Saint-Etienne fondé à peu près en même temps, et ce but était la fusion de la Hongrie avec ou plutôt dans l'Autriche allemande.

Difficile était la fusion de l'administration des deux pays : il n'était pas aisé d'atteindre la vraie noblesse magyare, le peuple immortel de Verbőczy. Sans aucun doute, le régime constitutionnel répugnait à tous les instincts de la grande reine ; il fallait pourtant l'admettre, le tourner si possible, mais jamais ne le heurter de front. Le gouvernement procéda par règlements administratifs de façon à changer peu à peu tout l'esprit et tous les ressorts des services publics sans violer et sans imposer aucune loi. Lorsqu'il en fallait de nouvelles, seulement alors la Diète était convoquée.

Dans l'intervalle des deux grandes guerres tout le système des alliances européennes fut renversé ; la cour de Vienne s'unit étroitement à celle de Versailles grâce au prince de Kaunitz qui allait diriger pendant quarante ans la diplomatie autrichienne. Une guerre formidable (qui fut la

guerre de Sept ans) se préparait contre Frédéric. La diète de 1751 fut convoquée pour voter les subsides nécessités par ces projets et l'épuisement du trésor.

Le vieux palatin Jean Pálffy avait cherché à dissuader la reine de demander une augmentation d'impôts, la prévenant que ce procédé la ferait accuser d'ingratitude. La mort du fidèle dignitaire fut une perte pour la couronne et une perte aussi pour la nation. Du reste, Marie-Thérèse, suivant son historien, M. d'Arneth, ne manquait point de reconnaissance, mais elle ne pouvait s'empêcher de constater que la Hongrie, formant à elle seule plus du tiers de la monarchie, ne supportait guère que le dixième des charges de l'État. Or, l'armée permanente, qui atteignait à près de deux cent mille hommes dans la guerre de succession, avait besoin d'être augmentée plutôt que diminuée. La reine croyait donc pouvoir réclamer de ses fidèles sujets une augmentation de douze cent mille florins. La Chambre des magnats, pénétrée de l'esprit aulique, était disposée à y consentir. Les députés au contraire, présidés par Georges Fekete, combattirent vivement les prétentions royales dans des discours prononcés en langue nationale, langue de l'opposition à cette époque. L'irritation fut calmée par une réponse royale qui rappelait les beaux jours du couronnement, et les subsides furent votés. Marie-Thérèse, enchantée de cette condescendance, vint faire un séjour, non pas à Presbourg seulement, mais à Pesth, au coeur du pays.

L'enthousiasme ne survécut point au départ de la reine. Une question très grave aux yeux de la noblesse, plus grave qu'une question d'impôts, vint le refroidir. La reine, comme son père, voulait encourager le commerce ; elle venait de faciliter les échanges avec la Bavière et Venise ; et la satisfaction causée par cette mesure avait aplani quelques difficultés. La meilleure manière d'ouvrir largement cette voie à l'activité hongroise était d'encourager la peu nombreuse bourgeoisie des villes en étendant les privilèges des villes libres royales à quelques nouvelles cités. Le gouvernement y trouvait d'ailleurs son profit en limitant par ce seul fait l'action et les privilèges de la noblesse, et en se faisant, au besoin contre elle, des partisans. Aussi rien ne pouvait être plus désagréable à la diète de 1751 que l'élévation de Győr, de Komárom, de Zombor et de Ujvidék au rang de villes libres royales. La majorité voyait avec effroi grandir la représentation de la bourgeoisie, nécessairement dépendante du gouvernement par la reconnaissance et par l'intérêt. Des orateurs réclamèrent avec vivacité contre une politique acharnée à l'abaissement de la noblesse et à l'affaiblissement des comitats. Le palatin récemment élu, Louis Batthyány, n'avait pas l'autorité de son prédécesseur : l'assemblée ne voulut reconnaître aux quatre cités aucune participation à la législature. La reine, surprise et irritée, prononça la dissolution de la Diète au milieu des plus amères récriminations.

Cette rupture, ou plutôt cette brouille, ne dura pas : entre la reine et le peuple chevalier il ne pouvait y avoir qu'un peu de coquetterie politique ; la réconciliation était inévitable. Malgré l'ingérence croissante de l'administration germanique, et des plaintes aussi fréquentes qu'inutiles, la Hongrie ne se montra pas moins dévouée dans la guerre de Sept Ans que dans la précédente. On vit abonder les sacrifices volontaires en argent et en vivres, en hommes et en chevaux. L'opération la plus brillante de cette guerre souvent malheureuse, l'occupation de Berlin en 1760, fut l'oeuvre du comte Hadik et de ses cavaliers magyars. L'épuisement n'en était pas moins général, après tant d'efforts stériles suivis de la paix de Hubertsbourg. L'accroissement de la dette publique et le parti pris de ne diminuer grandement ni les dépenses de l'armée ni celles de la cour, nécessitèrent la convocation de la diète de 1764, où la nation noble, malgré son bon droit sur la plupart des points, devait, sur le plus grave de tous, se donner d'irréparables torts.

Le courant général du dix-huitième siècle entrainait vers les réformes sociales les souverains absolus aussi bien que les plus hardis philosophes. La suppression du servage à tous ses degrés figurait au premier rang dans ce qu'on pourrait appeler le programme du siècle. Or, la servitude rurale s'était introduite dans la légalité hongroise beaucoup plus tard qu'en Occident, et plus tard aussi elle devait s'y maintenir. La noblesse magyare, nous l'avons dit maintes fois, était beaucoup plus nombreuse que celle d'aucun autre pays ; elle se regardait non comme une aristocratie, mais comme un peuple, comme le seul véritable peuple. Elle traitait toujours mieux ses paysans, elle ne demandait pas mieux que de les traiter mieux encore ; mais tout ce qui tendait à changer les relations légales entre les différentes classes provoquait immédiatement sa fureur : il lui semblait qu'un complot était dirigé contre la nation elle-même. Marie-Thérèse, au contraire, se trouvait doublement engagée à réclamer une réforme du régime féodal, d'abord, par les idées du siècle auxquelles ses instincts charitables ne pouvaient entièrement échapper, ensuite par la nécessité d'une meilleure assiette de l'impôt, puisqu'elle le voulait plus sûr et plus productif : pour que l'impôt rendît davantage, il fallait qu'il eût pour base la terre, élément stable, et non pas cet élément mobile, la personne noble ou non noble de celui qui la cultivait.

Les Ordres rédigeaient leurs cahiers, leurs innombrables griefs, et ne voulaient rien accorder avant d'en avoir obtenu le redressement. Assurément ils avaient raison de réclamer contre les empiètements de l'administration allemande sur le conseil de lieutenance, la chancellerie hongroise, la chambre hongroise des finances, contre les attributions arbitraires de gouverneurs militaires récemment créés, contre le despotisme paternel qui se glissait partout. Seulement, ils n'auraient pas dû se refuser, par ténacité légale, à toute amélioration du sort des paysans. Malgré les visites répétées



Le comte André Hadik.

(Gravure du temps à la Galerie nationale de peintures.)

de la famille impériale, ils ne voulurent entendre parler ni de règlementation féodale, ni d'augmentation d'impôts, ni d'une organisation systématique de l'insurrection de la noblesse. De la Chambre basse l'opposition s'infiltra dans la Chambre des magnats, où un dignitaire ecclésiastique déclara que les Ordres avaient raison de s'opposer à la formation d'une nouvelle armée permanente; il reçut à son tour les remerciements des députés, avec un distique latin qui le proclamait »orateur de la patrie et voix du peuple.« Devant cette double et inquiétante manifestation, Marie-Thérèse, plus irritée qu'elle ne l'avait jamais été, refusa les services de sa garde du corps hongroise et retourna à Vienne. Les députés alors, avant de se séparer, voulurent calmer sa colère en votant l'augmentation d'impôt, mais sans aucun règlement féodal.

Cette fois, l'impératrice-reine était brouillée avec le parlementarisme hongrois, qui était loin d'être irrepréhensible. Mais elle ne se crut pas dispensée pour cela de travailler au bien de ses dévoués sujets. Au contraire, c'est depuis ce moment et pendant les quinze dernières années de sa vie qu'elle a développé entièrement son système de fusion et d'assimilation. La mort de son époux l'empereur François (1765), dont elle devait porter le deuil jusqu'à sa dernière heure, et l'avènement de son fils aîné Joseph II à l'empire, la laissèrent libre de consacrer plus de temps à son cher royaume, qu'elle gouverna d'une main maternelle, adroite et ferme, en évitant également les plaintes et les discussions. Le palatin, mort en 1765, ne reçut pas de successeur; le duc Albert de Saxe-Teschen, marié à l'une des archiduchesses, s'établit à Presbourg comme lieutenant-général au milieu d'une cour brillante, souvent visitée par l'auguste veuve en vêtements noirs.

Dans leurs propres voyages, Marie-Thérèse et Joseph s'étaient aperçus de la continuation de la crise rurale et convaincue de l'urgence d'un règlement nouveau. La mauvaise volonté de la Diète détermina l'imperatrice à s'en occuper elle-même. Des conseillers auliques furent chargés de préparer un *urbarium* qui est resté, jusqu'à la grande assemblée de 1832, la base de la règlementation féodale. Désormais les paysans étaient libres d'aller s'établir où ils voulaient, et d'élever leurs enfants comme bon leur semblait, aussi bien pour une profession libérale que pour le travail paternel. Leurs procès étaient évoqués devant la juridiction du comitat, et les redevances étaient assujetties à un taux proportionnel. C'étaient la de sérieuses améliorations, et il est fâcheux que l'amour-propre nobiliaire en ait laissé l'initiative à la royauté. Comme on pouvait le prévoir, l'urbarium ne pénétra pas en quelques jours dans toutes les régions du territoire; il y eut des refus, des luttes violentes de paysans à seigneurs. La famille royale compta même sur ces déplorables incidents pour faire cesser la résistance: »La petite bataille en Hongrie, écrivait l'empereur, fera, je crois, son effet. Les paysans sont exécutés, quitte à en donner de même un exemple vis-

à-vis des seigneurs, S. M. fera ce qu'elle voudra.« Ce n'est toutefois qu'au bout de six années que les dispositions nouvelles furent respectées partout.

L'enseignement fut complètement réorganisé sous le règne de Marie-Thérèse. Elle transféra l'Université de Nagy-Szombat à Bude, y ajouta une faculté de médecine, en rendit l'entrée accessible à tous par la création de bourses d'études. Elle s'occupa surtout de la classe moyenne en créant de nombreux gymnases; dens son fameux rescrit »*Ratio educationis,*« elle s'intéressa également au peuple: si elle ne rendit pas l'instruction obligatoire, elle encouragea tous les efforts qui avaient pour but de la rendre plus générale.

La Hongrie eut non seulement une crise féodale, mais une crise ecclésiastique. C'est vers la fin de ce règne que fut supprimé l'ordre des Jésuites, longtemps si influent à Vienne, si acharné contre l'autonomie hongroise, bien qu'il ait donné à la Hongrie quelques hommes distingués et ne manquant pas d'une sorte de patriotisme. Le gouvernement se préoccupait déjà des couvents et de l'extension menaçante de leurs propriétés. Marie-Thérèse, tout en créant de nouveaux évêchés, limitait le nombre des moines; à quelques égards elle préparait le *joséphisme.* Elle diminuait la puissance [politique du clergé, même séculier, en décidant que les évêques ne rempliraient plus les fonctions de főispan des comitats. Mais elle ne perdait rien pour cela de sa dévotion exclusive. Les protestants, traqués de toutes parts, en butte aux séductions les plus flatteuses comme les plus grossières, avaient beau se plaindre des spoliations, des enlèvements d'enfants, des conversions forcées: ils n'obtenaient qu'une réception gracieuse, et la tolérance était ajournée. C'est sans doute la question religieuse autant que la question d'unité territoriale qui décida la reine à faire pencher, en faveur des Magyars contre les Serbes du Banat, la balance longtemps hésitante de sa politique.

Elle avait d'abord créé une sorte de ministère spécial pour représenter ces populations auprès de son gouvernement; c'est ce qu'on appelait l'*Illyrische Hofdeputation,* longtemps dirigée avec beaucoup d'énergie par le comte Ferdinand Kolowrat, qui soutenait que le Banat relevait de la monarchie autrichienne et non pas de la couronne hongroise. Mais ensuite, pour remplir ses promesses à la Diète du couronnement, elle réunit aux comitats de Bács, d'Arad et de Csanád les confins militaires de la Theiss et du Maros (1750). Ce fut pour ces tribus guerrières une véritable désolation de se voir assujetties aux institutions maudites des Magyars: deux chefs, Hrvat et Tutelja, émigrèrent en Russie avec des troupes nombreuses. Le gouvernement, craignant de voir convertie de nouveau en désert une contrée qu'on avait eu tant de peine à repeupler, ouvrit une enquête qui se trouva funeste au clergé gréco-serbe. Dès lors il poussa à l'union avec tant de violence qu'il provoqua une insurrection en 1755: l'établissement



Inauguration de l'Université de Bude.

(Gravure du temps, appartenant a l'Université.)

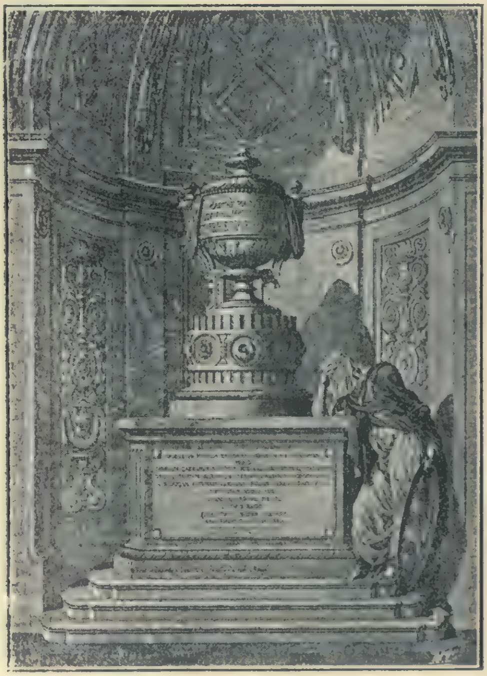
des Jésuites fut brûlé ainsi que trente châteaux de la noblesse magyare. La cour, ayant triomphé de cette émeute, revint à des moyens plus conciliants, mais sans éprouver plus de bienveillance pour les Slaves et leur Eglise. Les délégués croates à la diète de 1764 se prononcèrent contre eux malgré la communauté de race et de langue; et un congrès préparé par le comte Hadik aboutit à un règlement qui pliait décidément les Serbes sous la légalité hongroise. Ils perdirent bientôt leurs juges nationaux; enfin le Banat fut réincorporé au royaume de Hongrie en 1779, et forma les trois comitats de Torontal, Temes et Krassó.

La nation fut heureuse de cette mesure qui lui restituait l'intégrité de son territoire. Le premier partage de la Pologne (1773) lui valut la rétrocession des villes de Zips autrefois aliénées par Sigismond, et dont elle n'avait jamais accepté la perte. Aussi malgré le chagrin causé par la suspension de la vie constitutionnelle, Marie-Thérèse fut-elle jusqu'à sa dernière heure vraiment populaire, car elle agissait en reine de Hongrie patriote. Dans son zèle pour les intérêts matériels de ses sujets, elle faisait du district de Fiume un district hongrois, leur donnant ainsi un débouché maritime. Elle faisait droit dans la mesure du possible à leurs perpétuelles et inévitables réclamations de peuple agricole, producteur de matières premières contre le système douanier auquel tenaient les industiels allemands d'Autriche. Cependant on a pu dire qu'au point de vue économique »le long règne de Marie-Thérèse ne fut qu'une série d'essais impuissants et contradictoires«.

Elle eut encore avant de mourir l'occasion de faire appel à un dévouement éprouvé tant de fois, lorsque s'ouvrit la courte guerre de la succession de Bavière. L'empereur, qui à vrai dire souleva cette question malgré sa mère, n'avait pas changé de manière de voir au sujet de son futur royaume; il en parlait toujours avec une haute estime mêlée d'un peu d'ironie et d'une nuance de sourd mécontentement: »Les Hongrois, écrivait-il à Léopold, ne veulent pas tant de troupes, et par conséquent nous n'oserons pas les y mettre.« — »Il faudrait quelqu'un qui lui expliquât bien (au jeune archiduc Maximilien) le système de Hongrie en général, et qui, par les pièces justificatives qu'il prendrait à mesure des archives, lui en ferait connaître tous les ressorts.« — »Maximilien a commencé à répéter le droit hongrois avec un conseiller, je ne sais pas si cette partie lui paraîtra fort intéressante.« Lorsque les hostilités se préparèrent contre la Prusse, Joseph II se montra fort irrité du peu d'empressement que l'on mettait à rassembler les recrues, il se plaignit des lenteurs éternelles des comitats. La vieille reine alors employa son expérience à lui faire comprendre »cette nation glorieuse« éprise des formalités légales, et la nécessité éventuelle de convoquer une diète, perspective qui d'ailleurs ne lui souriait nullement.

»La Diète de Hongrie, lui écrivait-elle, est ordonnée pour le 1 octobre (1778), ne pouvant plus tôt. Vous aurez douze mille recrues à la

place de huit mille. Je dois dire que tout le monde s'empresse, et le chancelier, le primat, Pálffy, Forgács sont déjà dans leurs comitats, et travaillent et donnent le branle. Je dois cette justice à tout le monde et vous embrasse tendrement.« — »Je ferai mon possible d'obtenir le mieux, mais cela ne peut se promettre d'une multitude de gens bien intentionnés, mais pleins de préjugés « — »J'ai fini hier avec ces Messieurs qui étaient ici. Point de diète, et on fera l'augmentation. Je leur dois cette justice qu'ils se sont déclarés avec zèle et promptitude. En cas de plus grand besoin, l'insurrection et la diète restent encore en réserve, mais Dieu nous en préserve.« Malgré ce souhait peu enthousiaste, Marie-Thérèse ne cessait de combattre la mauvaise humeur croissante de son fils qui parlait avec dédain »des propositions que les Hongrois font sonner si haut«. Elle appréciait à leur juste valeur ces propositions, qui revenaient à de grands sacrifices en hommes et en argent, mais que la paix de Teschen rendit heureusement inutiles. Lorsque l'hydropisie l'emporta quelques mois plus tard, l'affection mutuelle des Magyars et de leur reine n'était plus obscurcie par les nuages que des torts mutuels avaient soulevés plus d'une fois.



Deuil de la Pannonie au décès de Marie Thérèse.
(Gravure d'après le dessin contemporain de Lazare Somsich.)

CHAPITRE TROISIÈME.

JOSEPH II ET LE CENTRALISME (1780—1790).

Le prince de Ligne disait à lord Malmesbury, quelques mois avant le réel avènement de Joseph II: »Ce sera un homme qui aura des velléités et qui ne les satisfera jamais. Son règne sera une envie continuelle d'éternuer.« Le grand seigneur belge, ou plutôt le grand seigneur cosmopolite qui comptait »six ou sept patries«, n'avait qu'à moitié raison et ne se trompait qu'à moitié sur le compte du souverain laborieux et réformateur. Le profond respect, l'affection mêlée d'un peu d'effroi que lui inspirait sa mère, aussi bien après qu'avant son élévation au titre impérial, avaient réduit Joseph II à se replier sur lui-même dans un travail presque solitaire, partagé seulement avec quelques amateurs de philosophie et d'économie politique. L'esprit de Marie-Thérèse n'avait aucune influence réelle sur le sien; les règlements minutieux qu'elle avait faits pour son éducation n'avaient eu d'autre résultat que de lui donner des habitudes systématiques et un goût exagéré pour la méthode en toutes choses: »Il comprimait tous ses bons mouvements lorsqu'il pouvait croire qu'il allait y céder.« Sa vie physique, morale et intellectuelle était assujettie à une lente et continuelle contrainte, d'abord imposée, puis acceptée, volontaire même, et devenue finalement une seconde nature. Il était arrivé à un mépris absolu des obstacles intérieurs ou extérieurs, de la tradition, de l'expérience accumulée; il cachait sous une enveloppe allemande le tempérament de la Révolution française.

C'était déjà une contradiction que d'apporter les instincts d'un peuple novateur dans le gouvernement d'États très variés sans doute, ici absolus, là constitutionnels, mais tous traditionnels et aristocratiques. Le règne tout entier a souffert d'une contradiction plus grave encore. Les réformes depuis longtemps méditées et classées dans cette tête mathématique convergeaient toutes vers un but unique: former des pays autrichiens un Empire qui fût un État moderne, dégagé le plus possible des diversités établies par l'histoire de chaque race, en même temps que des lois ou de l'état social du moyen âge. Or ce projet d'un peuple unique, rendu heureux par un souverain économiste et philosophe, supposait l'adhésion des nationalités, avant tout l'adhésion de la plus importante, de la nationalité hongroise, et

à défaut de leur adhésion, leur soumission. Malheureusement Joseph II, qui n'avait pas les allures persuasives, n'obtint pas, ne rechercha même pas la première, et il ne parvint pas à la seconde. Nous aurons à signaler deux autres contradictions, l'une économique, l'autre religieuse, qui ont rendu inévitable l'échec de plusieurs de ces projets. Le peuple magyar sera au premier rang dans cette lutte.

Il fut tout de suite inquiet en voyant le nouveau roi différer son couronnement: c'était pour le début une grande faute, une faute qui fit échouer ses projets de centralisation et de germanisation, une faute logique à vrai dire, car il était résolu à ne jamais être le roi de Hongrie, et à gouverner ses provinces hongroises de son cabinet de Vienne. L'activité de ce cabinet fut prodigieuse dès les premiers jours et ne se démentit pas jusqu'à la fin. Les courtisans furent les premières victimes de ce travail acharné: l'empereur avait toujours détesté l'étiquette espagnole qui avait entouré son enfance, et le luxe de la cour, prodigieux sous Charles VI, maintenu encore sur un pied très onéreux par Marie-Thérèse; il restreignit toutes les dépenses de ce genre, y compris de nombreuses pensions, et se fit par là une foule d'ennemis très dangereux, parmi lesquels il faut certainement ranger plus d'une famille hongroise. Vint ensuite une ordonnance réclamant des notes périodiques et détaillées sur tous les fonctionnaires: la bureaucratie devait être le grand ressort de la machine moderne rêvée.

La crise ecclésiastique signalée par la suppression des Jésuites n'était point terminée. Joseph II, loin de vouloir y mettre fin, l'accepta, l'étendit, et rompiten visière avec tout ce que les idées de son siècle et ses propres idées lui commandaient d'anéantir. Il ne partageait point les opinions dogmatiques des philosophes; il était chrétien convaincu, il était même catholique sincère, mais il regardait les vastes biens du clergé, surtout ceux des moines pour la plupart dégénérés, comme un fléau économique, et le gouvernement du clergé par la cour de Rome comme un fléau pour l'État; enfin il voulait une sorte de tolérance dans les limites des diverses communions chrétiennes, car les déistes en étaient exclus, et ne lui paraissaient dignes, on le sait, que de recevoir des coups de bâton. Une ordonnance promulguant des principes de liberté générale plutôt que des articles de loi, et une ordonnance accordant les premiers éléments de la liberté de la presse, ne furent que les préliminaires d'une série de mesures relatives aux questions religieuses.

Les évêques hongrois et les protestants attendaient, dans des sentiments naturellement fort divers, les effets de l'initiative royale. Joseph crut sérieusement les satisfaire les uns et les autres. Ses conseillers, Rautenstrauch, Molinari, Sonnenfels, étaient ainsi que lui des partisans décidés de l'épiscopat, et croyaient le servir en le débarrassant des ingérences pontificales en haut, du monachisme en bas, et en lui recommandant de supprimer le culte du Sacré-Coeur, les indulgences et certaines processions,

qui leur paraissaient des abus et des scandales. Diverses ordonnances interdirent aux communautés de communiquer avec leurs généraux résidant à Rome et d'envoyer de l'argent au dehors, exigèrent le *placet* royal pour la publication des bulles du pape, biffèrent les deux bulles *Unigenitus* et *In coena Domini*, enfin remplacèrent le nom du pontife par celui du roi dans le serment que prêtaient les nouveaux évêques. Joseph II fut surpris en recevant une lettre du cardinal primat Batthyány qui était un vrai manifeste contre toutes ces décisions; mais il resta inébranlable. Lorsque Pie VI fit son célèbre voyage à Vienne pour obtenir que l'Empereur retirât ses décrets, et notamment ses prétentions à la nomination des ecclésiastiques dans le Milanais, tous les évêques hongrois vinrent lui rendre visite, protestation significative contre ce qu'on devait bientôt appeler le *Joséphisme*.

Leur irritation venait d'être portée au comble par l'édit de tolérance, qui n'était pourtant qu'une demi-mesure. Les protestants avaient désormais le droit de fonder une église et une école partout où se trouveraient cent familles de leur communion. Ils ne pouvaient être astreints à aucun serment contraire à leur croyance, et ne pouvaient être inquiétés ni recherchés du fait de leur religion. En cas de mariage mixte, si le père était catholique tous les enfants devaient être catholiques; si le père était protestant, les filles devaient être catholiques, mais les fils protestants. Cet édit de tolérance, grand progrès sur l'état légal antérieur, devait être, dans ses principales dispositions, le plus durable des titres de gloire de Joseph II. Toutefois il fut mal accueilli. Les protestants, qui l'avaient acclamé d'avance comme la fin de leurs maux, furent médiocrement satisfaits des réserves qu'il renfermait encore, et surtout désenchantés par la manière dont il fut appliqué. Même sous ce nouveau régime ils n'avaient pas le droit d'expliquer dans leur catéchisme pour quoi ils n'étaient pas catholiques. D'autre part les évêques étaient outrés de tant de concessions à l'hérésie, et faisaient partager leur irritation à plusieurs comitats, qui déclarèrent ne pas enregistrer l'édit.

L'empereur n'était pourtant ni un incrédule, ni un indifférent, et il tenait à le faire savoir. Il déclarait que son plus cher désir serait de voir tous ses sujets embrasser librement le catholicisme. Seulement quel catholicisme? Il devenait de plus en plus évident que ce serait un catholicisme réformé, et presque entièrement dépourvu de monachisme: dans la seule Hongrie cent quarante couvents étaient fermés, et plus de quinze cents religieux ou religieuses recevaient des pensions alimentaires leur vie durant. L'instruction des ecclésiastiques était, aux yeux de Joseph II, d'une pitoyable insuffisance: des commissions furent chargées par lui de préparer toute une réforme pédagogique, capable de former des prêtres aussi éclairés que pieux. Ces divers projets, aussi bien qu'un vaste plan d'instruction populaire, étaient de nature à susciter autant de partisans et d'admirateurs que

d'ennemis ; mais les vues politiques du réformateur allaient soulever contre lui une résistance invincible.

Joseph, nous l'avons vu, n'avait pas supporté sans irritation, dans les dernières années du règne de sa mère, les lenteurs et les difficultés qui lui



L'empereur Joseph II.

(Gravure du temps.)

semblaient être le génie même des comitats. Il regardait la dignité de palatin comme inutile et dangereuse, et ne voulait pas entendre parler de réunir la Gallicie à la Hongrie. Une fois au pouvoir, il se promit de réduire son dévoué, mais turbulent royaume à la condition de simple province, et de

le dépouiller de sa constitution. Sa franchise hautaine et cassante n'admettait pas les lentes séductions de Marie-Thérèse, et son humanité, comme les idées de son temps, n'admettaient pas davantage les violences de Léopold. Il attendit son succès d'un système d'ordonnances et de règlementation inexorable. De longues circulaires expliquèrent le régime politique qu'il voulait installer partout, et qui a depuis été désigné sous le nom de centralisme. Pour commencer, les affaires furent concentrées dans la chancellerie hongroise et le conseil de lieutenance; ce conseil, composé et réorganisé suivant les plans impériaux, fut établi à Bude, non point pour que l'ancienne capitale nationale reprît son rang, mais pour que, de ce point central du royaume, les ordres parvinssent plus rapidement aux extrémités.

Malgré quelque peu de pédantisme et d'affectation, sa conduite était véritablement grande; elle aurait pu séduire à sa manière et entraîner la nation, malgré le sourd mécontentement de quelques fonctionnaires, si la nation ne s'était pas sentie menacée dans son existence même. Le 7 avril 1784, Joseph II ordonna que la sainte Couronne lui fût apportée à Vienne pour être gardée avec les autres couronnes dans le trésor impérial. C'était contraire à toutes les lois et à toute l'histoire de la Hongrie; plusieurs comitats firent des remontrances, ils ne reçurent même pas de réponse et l'ordre fut exécuté. Bientôt après, le latin fut supprimé comme langue officielle, par cette raison qu'une langue morte ne pouvait être conservée plus longtemps. Puis l'empereur demanda à la chancellerie et au conseil de lieutenance si le hongrois était propre à l'expédition de affaires: les deux corps augustes, convenablement dressés, répondirent négativement. Joseph écrivit alors à un magnat: »Je suis le souverain de l'empire d'Allemagne; mes autres étaits ne sont que les membres d'un corps dont je suis la tête. Si la Hongrie était le premier de mes États, c'est sa langue que je choisirais.« Il fut donc résolu que l'allemand deviendrait la langue officielle; on tuait du coup le magyar, et quant au latin on lui donnait dix-huit mois pour mourir (mai 1784—novembre 1785).

Joseph II n'avait sans doute pas conscience de l'immense gravité de l'acte qu'il accomplissait: il ouvrait une période toute nouvelle, et qui est loin d'être fermée aujourd'hui, de l'histoire de l'Europe orientale. Désormais les nationalités, qui prenaient conscience d'elles-mêmes, allaient pour ainsi dire s'incarner dans leur langue, et la lutte des langues allait donner une sorte de drapeau, facile à reconnaître et à suivre, à la lutte des races qui est tout ensemble la vie et le fléau de notre temps. Si nous nous bornons au pays dont nous racontons les annales, nous remarquerons que la décision arbitraire de Joseph II a préparé, par voie de réaction, ses destinées contemporaines. Sous Marie-Thérèse, le germanisme était resté une mode, s'infiltrant peu à peu de la cour dans la haute noblesse, et de la haute noblesse dans la petite. Il y avait bien déjà, vers la fin de ce règne, une

sorte de protestation de la langue nationale et une première renaissance littéraire, mais nul n'avait à se plaindre, et ceux qui adoptaient l'allemand le faisaient en toute liberté. De la sorte trois langues existaient parallèlement : le latin, organe de l'administration, surtout dans ses rapports avec la cour de Vienne, et souvent de la tribune ; l'allemand, fréquemment employé dans les relations sociales, dans les affaires avec les négociants



Costumes hongrois en 1790.
(Collection Ernst.)

étrangers ; enfin le magyar, parlé non seulement dans le peuple, mais dans les assemblées politiques, et devenu depuis le seizième siècle une langue littéraire.

Lorsque Joseph II, supprimant le latin et écartant le magyar, imposa partout l'allemand, les comitats, à défaut de diète, firent retentir les plaintes les plus amères, sans rien obtenir. Alors ce fut comme un mot d'ordre

dans toutes les contrées centrales du royaume et dans les vallées transylvaines, partout où vivaient la langue nationale et le patriotisme: nous avons négligé nos devoirs envers nous-mêmes, envers nos ancêtres et leur gloire, et nous en sommes punis; désormais ne parlons entre nous que notre propre langue, et par un patient travail à la fois poétique et grammatical, préparons-lui un grand avenir politique. Pas d'insurrection, pas de résistance illégale, même contre un souverain qui viole toutes les lois: la lyre et le dictionnaire nous vengeront mieux que le fusil.

Ce grand réveil, comme il arrive toujours, avait eu ses précurseurs, chez lesquels on peut distinguer deux générations différentes, les contemporains de la Pragmatique Sanction, et les contemporains de Marie-Thérèse. Parmi les premiers il faut remarquer, à côté du prosateur Mikes dont nous avons cité les lettres de Turquie, Paul Ráday, un ancien secrétaire de Rákóczy, rallié par patriotisme à la maison d'Autriche et à la succession féminine, voyageur, orateur et poète dont les cantiques ont fait retentir les temples réformés de Debreczin; et le pasteur Bél (Mathias Bélius), l'un des fondateurs de l'histoire et de la philologie nationale. Les successeurs de Bél, Bod, Pray d'autres encore, ont vécu sous Marie-Thérèse, comme le baron Laurent Orczy, volontaire poète qui arma à ses frais un régiment de cavalerie, le baron Amade, son émule de lyrisme et de bravoure, et l'ecclésiastique Faludi, confesseur en langue magyare dans Saint-Pierre de Rome et poète bucolique. Cette dernière triade ne manquait pas d'un certain patriotisme littéraire: si Faludi était avant tout un traducteur de Virgile, c'est dans la forêt de Bakony qu'il faisait chanter son Corydon magyar, et il célébrait les victoires de Nádasdy; le baron Orczy ne dédaignait pas d'adresser une de ses pièces au pauvre peuple des paysans, et il chantait la Patrie, »la terre dont Dieu lui-même a dessiné les limites«.

Toutefois, il faut convenir que, jusqu'en 1772, la littérature magyare du XVIII siècle avait manqué d'ensemble et de mouvement: l'un et l'autre lui furent donnés par l'ardent Bessenyei et par ses camarades de la garde noble de Marie-Thérèse. L'habile souveraine n'avait pas prévu qu'en réunissant de jeunes Magyars dans une grande capitale, où le mouvement d'idées de l'occident pénétrait plus facilement que dans les châteaux paternels, elle créerait un foyer d'ardente imitation de la littérature française. Ces jeunes gens, dans les moments de loisir que leur laissait leur service, étudiaient le français après l'allemand, et dévoraient, après les poetes du siècle de Louis XIV, Montesquieu et Voltaire. L'idée leur venait ensuite qu'ils ne devaient pas garder pour eux tous ces trésors, qu'ils devaient les traduire dans leur langue, et ensuite se les approprier par des imitations de plus en plus indépendantes. Ce que du Bellay avait été pour la France en fondant la pléïade et en écrivant l'*Illustration de la langue française,* Bessenyei le fut pour la Hongrie, et le français joua dans ce pays le rôle qu'avaient joué le grec et le latin dans la France du seizième siècle. C'est dans des



Mathias Bél.

(Frontispice de l'ouvrage de ce savant intitulé: Notitia Hungariae.)

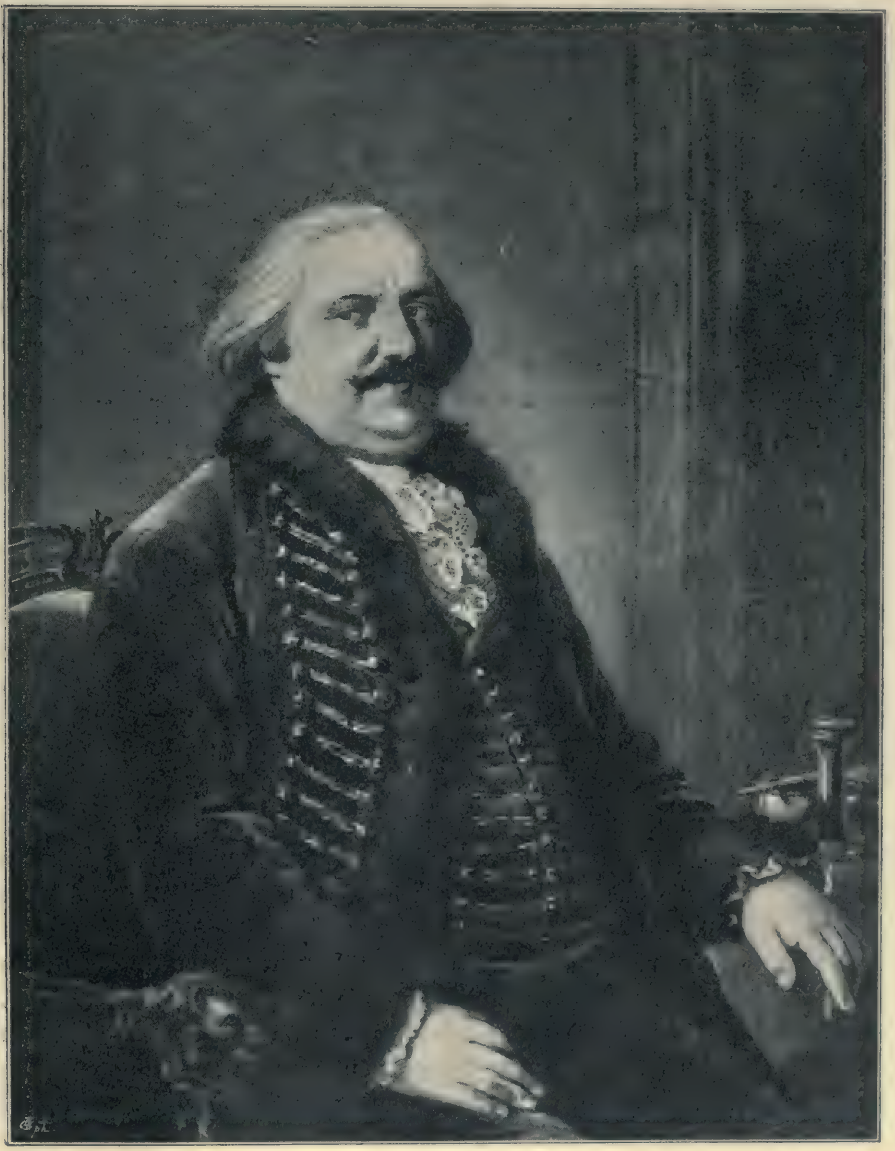
vers pareils à l'alexandrin français qu'étaient composées les tragédies d'Agis et de Ladislas Hunyade. La Henriade était le modèle d'un poème sur Matthias Corvin, arrêté par la censure, et la vie de Jean Hunyade rappelait à la fois la manière de la *Grandeur des Romains* et celle de l'*Essai sur les moeurs*.

Autour de Bessenyei se groupait l'école française, avec Ányos qui traduisait La Calprenède et Marmontel, avec Péczely, ancien étudiant de Genève et d'Utrecht, qui traduisait les tragédies de Voltaire et les *Nuits* d'Young tout en enseignant la théologie; avec de modestes étudiants transylvains qui allaient introduire dans leur pays les comédies de Molière, non sans affubler les personnages de noms et de costumes magyars. L'école française n'était déjà plus la seule: l'école classique traduisait ou imitait les poètes anciens en empruntant leurs rhythmes, et l'école populaire voulait se dégager de toute servitude exotique en chantant les héros nationaux.

C'est au milieu de tout ce mouvement que parurent les édits de Joseph II en faveur de la langue allemande; ils le fortifièrent au lieu de l'enrayer. Plus que jamais on chanta dans des poèmes épiques, plus que jamais on fit paraître sur la scène les Hunyade, les Zrinyi, les Báthory. Un grammairien poète, Révai, fit subir à la langue un travail d'épuration, d'assouplissement, qui devait la rendre digne de ses destinées nouvelles. Les premiers journaux hongrois, fondés depuis quelques années, continuaient à paraître; deux recueils littéraires, le *Magyar Muzeum* (1788) et l'*Orphée* étaient fondés. Enfin les efforts de Révai et de Bacsányi préparaient la création d'une Académie nationale.

Joseph II, loin de réussir dans ce que nous appellerons son centralisme linguistique, pouvait s'apercevoir du merveilleux effet que ses tentatives produisaient en sens opposé. Il eut peut-être l'idée de chercher une compensation du côté des Slaves, des Serbes du Banat. La tzarine Catherine II chercha certainement à lui donner cette idée, comme le prouveront deux passages de sa correspondance, surtout rapprochés l'un de l'autre (1781—1783): »Il serait de mon devoir de recommander aux bontés, aux vertus de S. M. les vrais croyants de l'Église grecque, mais cela serait inutile; je suis sûre qu'ils seront toujours prêts à combattre pour Elle, contre qui Lui plaira, et je connais son humanité.« — »Le voyage de S. M. en Hongrie, dont Elle veut bien m'informer, ne laissera pas que de donner à rêver à messieurs les Barbons (les Hongrois), chez lesquels le dire et le faire sont choses si différentes.« La grande impératrice inaugurait cette habile et d'ailleurs toute naturelle politique de la Russie, qui, depuis son règne, protège surtout les Slaves et les fidèles de la communion grecque; elle se trouvait facilement d'accord avec Joseph II, esprit très différent du sien, fort peu diplomatique et calculateur, mais froidement enthousiaste d'égalité, de justice, d'instruction populaire. Ces sentiments venaient en

aide à son animosité contre les nobles magyars et lui persuadaient de protéger contre eux les Serbes du Banat, sacrifiés par Marie-Thérèse dans ses dernières années. Ces populations, malgré leur peu de goût pour le



Le baron Laurent Orczy.

(D'après un tableau contemporain.)

germanisme de l'Empereur, se voyant bien traitées par lui, prirent leur parti de son despotisme universel, et devinrent en quelque mesure ses alliés.

Tout autres étaient les dispositions du royaume : la colère y grandissait chaque jour. Une mesure très simple en apparence fit éclater un véritable conflit. Le gouvernement ordonna un recensement général, qui devait ètre la base du recrutement (août 1784). La méthode suivie fut celle de la bureaucratie moderne, méthode rationnelle et égalitaire confondant tous les rangs, toutes les classes, et ne tenant nul compte de l'autonomie des comitats. Les assemblées protestèrent de toutes parts contre ces procédés dégradants pour la noblesse. Joseph II, trouvant cette attitude menaçante, envoya des troupes sous prétexte d'une revue, vint passer quelques jours à Pest, et tâcha de calmer l'irritation par quelques entretiens bienveillants. N'obtenant pas le succès qu'il espérait, il déclara les fonctionnaires, les seigneurs et les prêtres responsables de la paix publique. Plusieurs comitats se mirent à entraver les opérations du recensement, et ne cédèrent que lorsque le gouvernement, se montrant prêt à employer la force, envoya des garnisons dans les localités où commençaient les troubles : deux comtes suprêmes furent destitués, c'était un Batthyány et un Forgács, appartenant à la haute aristocratie, d'habitude si fidèle et si soumise.

Une Jacquerie, dont le recensement fut l'occasion plutôt que la cause, vint encore tout envenimer. Les paysans valaques de Transylvanie, sous les ordres d'un nommé Horja, incendièrent plus de cent châteaux et brûlèrent les villages de leurs adversaires. Les Magyars remarquèrent, avec étonnement d'abord, ensuite avec fureur, l'inertie calculée, suivant eux, des officiers allemands, qui laissaient le mal s'étendre et se propager. Ils se déterminèrent à prendre les armes, ce qui menaçait le pays d'une affreuse guerre de races. Un ordre impérial finit par donner une vive impulsion à la résistance, et les troupes inpériales terminèrent cette lutte qui avait coûté la vie à plus de cinq mille personnes (1785). Sans faire attention aux accusations de complicité qui s'élevaient contre son gouvernement, Joseph promulgua une patente qui confirmait et même complétait les règlements féodaux de Marie-Thérèse, en donnant aux paysans la liberté personnelle et presque l'entière propriété.

Il venait de prendre une résolution plus grave et surtout plus contestable, celle de briser la constitution intime de la Hongrie, cette autonomie provinciale que les Léopold et les Caraffa n'avaient qu'à peine suspendue, et qu'avaient respectée les musulmans. Les comitats furent presque annulés, leurs assemblées supprimées, et l'*alispan*, nommé par le gouvernement, révoqué au besoin par lui, concentra tous les pouvoirs. Déjà la Hongrie et la Transylvanie ne comptaient que comme deux des treize gouvernements de la monarchie ; maintenant le pays était partagé en dix cercles gouvernés chacun par un *kreishauptmann*, capitaine de cercle, titre qui est resté depuis dans la mémoire nationale comme un type et un symbole de despotisme étranger. Dans chaque cercle un représentant de la chambre royale s'occupait des questions de finances. Il est impossible

d'imaginer un défi plus périlleux au passé et à la tradition de tout un peuple.

Des mesures excellentes, comme on le remarque toujours lorsqu'il s'agit de Joseph II, accompagnaient ces mesures brutales, et se trouvaient malheureusement compromises par celles-ci. L'élément judiciaire, suivant le principe de Montesquieu, était nettement separé de l'élément politique ou



Serfs et nobles du temps de Joseph II.
(D'après une gravure contemporaine.)

administratif. Les tribunaux seigneuriaux étaient supprimés; toute une hiérarchie, pareille à celle de la France contemporaiue, régissait l'ordre judiciaire. Au dessous de la table septennale, organisée en cour de cassation, venaient les tables de cercle et trente-huit tribunaux de première instance. Un semblable projet, fort bon par lui-même, était gâté par l'arbitraire qui y avait présidé, et par les vues de centralisation excessive

qu'il dissimulait à peine. L'empereur aurait voulu subordonner la chancellerie hongroise et la table septemvirale au gouvernement et à la haute chambre de justice de Vienne. Les soins et les difficultés de ses dernières années ne lui en laissèrent pas le loisir.

Les questions économiques occupaient maintenant la première place dans son esprit. Joseph II était assurément l'homme de sa vaste monarchie qui avait le mieux étudié la science nouvelle de la formation et de la circulation des richesses, soit au point de vue des principes, soit dans les ressources réelles de chacune de ses provinces. Il était profondément imbu de la théorie des physiocrates : comme Quesnay, comme Turgot, comme beaucoup de membres de notre future Constituante, il était l'adversaire des douanes, au moins des douanes intérieures de province à province, mais surtout l'adversaire des privilèges de personnes et de classes, qui empêchaient l'impôt de s'appuyer sur sa véritable base, la terre et les produits de la terre. Avec cette préoccupation agricole et foncière qui a été le trait distinctif de l'économie politique naissante, le fertile Hongrie devait attirer et attirait, en effet, toute son attention. Il la croyait destinée, comme la Belgique, à un développement inoui de richesse que favoriserait une grande route, la *via josephina*, continuée jusqu'à l'Adriatique. Ses partisans de Bude ayant voulu lui élever une statue, il répondit qu'il n'avait pas assez fait pour leur pays, qu'il accepterait lorsqu'il aurait fait comprendre aux Hongrois les vrais rapports d'un prince avec ses sujets, et couvert la Hongrie de routes et de canaux.

Joseph n'était donc pas, tant s'en faut, un adversaire économique de cette nation ; mais ses projets se nuisirent et se combattirent mutuellement. Rien n'était plus difficile, alors comme aujourd'hui, que de satisfaire à la fois l'Autriche occidentale, pays relativement industriel, et la Hongrie, pays exclusivement producteur de matières premières. Les douanes intérieures qui séparaient ces deux pays, déplaisaient à l'industrie autrichienne parce qu'elles lui faisaient payer plus cher les produits naturels hongrois, et chargeaient, à leur entrée en Hongrie, ses produits manufacturés. D'autre part, les douanes générales de la monarchie, favorables à l'industrie autrichienne qu'elles protégeaient contre la concurrence étrangère, étaient doublement préjudiciables aux Hongrois, qui se voyaient obligés d'acheter les objets fabriqués en Autriche, et qui ne pouvaient plus livrer leurs matières premières à l'industrie ou à la consommation étrangère. C'était donc une tâche impossible de plaire à la fois aux deux pays et sur tous les points ; mais le bienfaisant et malencontreux souverain trouva le moyen de mécontenter doublement son royaume. Voici comment :

Ses principes physiocratiques ne l'empêchaient pas de vouloir à tout prix le développement de l'industrie autrichienne, non point parce qu'elle était l'industrie de l'Autriche proprement dite, mais parce qu'elle était l'industrie de la monarchie, car il n'aurait pas demandé mieux que de voir

s'élever des fabriques hongroises. Le colbertisme fut donc adopté, et des droits très forts, quand ce n'était pas la brutale prohibition, frappèrent les produits étrangers, à la grande joie des manufacturiers de Vienne ou de Bohême. Lorsqu'une députation de négociants de Presbourg vint réclamer, l'empereur leur répondit : »Vous n'avez été jusqu'ici que les commis des Anglais, des Français et des Hollandais.« Il fut donc inflexible sur ce point, comme toujours. Quant aux douanes intérieures, son désir était de les supprimer ; seulement, dans un but politique, il commença par les rendre écrasantes, de telle sorte qu'elles fussent non pas favorables, mais insupportables à la noblesse magyare. Il fit savoir au chancelier qu'il voulait amener ainsi cette noblesse à subir un nouveau système d'impôts, à la faire capituler, pour ainsi dire, dans une diète que l'on convoquerait exprès lorsqu'on serait certain du résultat. En attendant, il fit procéder à un vaste travail cadastral (1786—1787), qui fut poursuivi avec énergie, malgré la mauvaise volonté générale et des difficultés de toute sorte.

On voit que Joseph II avait travaillé avec une persistance merveilleuse à l'édifice de son impopularité. Les difficultés ecclésiastiques, politiques, administratives, commerciales, rien n'y manquait sinon une guerre malheureuse : sa mauvaise destinée lui devait de combler ce vide. Malgré son humanité réelle, il aimait la guerre ou se figurait l'aimer, parce qu'il se tenait très droit et vivait simplement. Trop jeune lors de la guerre de Sept Ans, il avait vu avorter la guerre de la succession de Bavière : une guerre contre les Turcs, préparée avec Catherine II dans le fameux voyage de Tauride, lui parut une occasion de gagner des batailles, de reprendre la série des croisades et d'ouvrir les provinces turques au commerce autrichien ; tandis que Marie-Thérèse n'avait jamais voulu entendre parler d'aucun projet oriental. L'empereur eut le plaisir de refuser le rôle de médiateur à la Prusse qu'il détestait ; mais la campagne insignifiante que le maréchal de Lascy et lui même dirigèrent, mit fin à la réputation militaire qu'on s'était plu à lui accorder. La fièvre et la peste décimèrent l'armée, et le souverain rentra dans sa capitale, malade surtout de découragement et de chagrin. Pourtant il se raidit encore ; il exigea du blé, des soldats. Les comitats ayant profité de l'occasion pour demander le retrait de toutes les nouveautés, il fit enlever de vive force les provisions nécessaires à ses troupes. Une vaste insurrection était sur le point d'éclater.

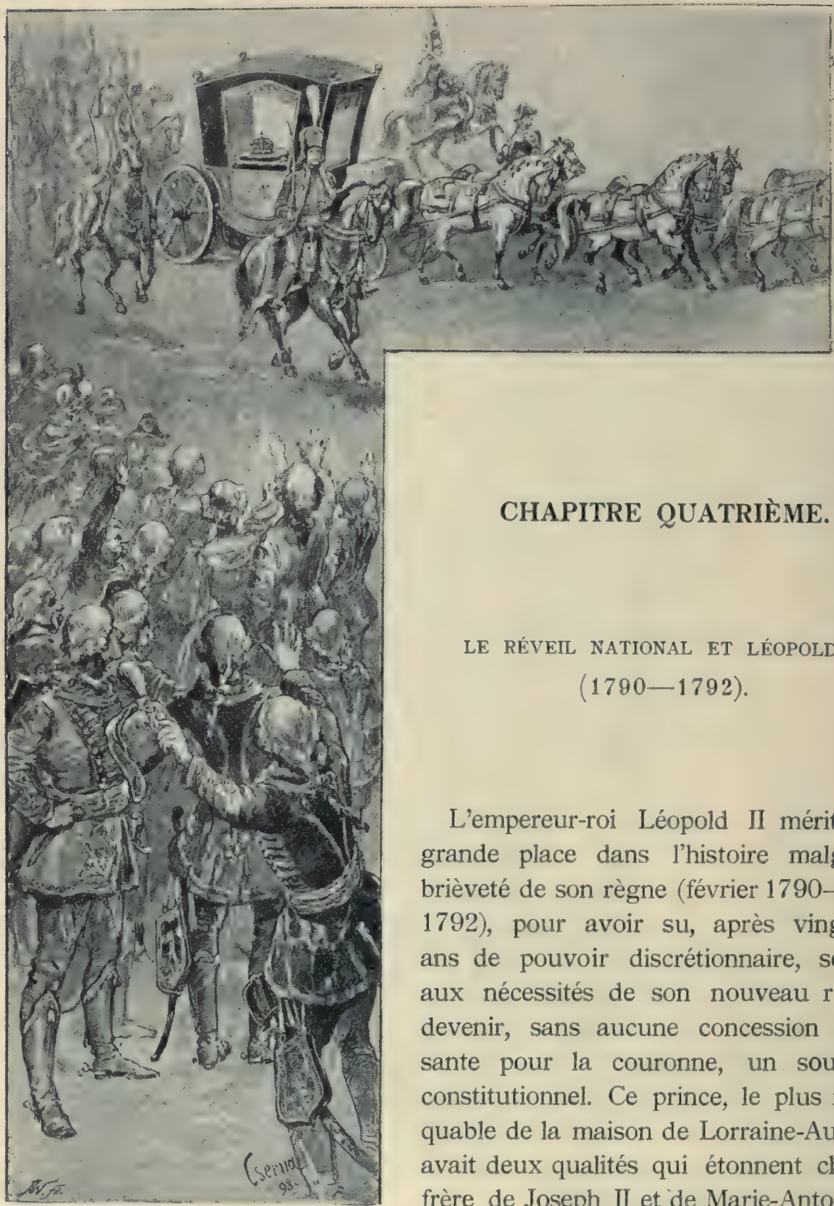
Les succès de Laudon et de Hadik dans la campagne de 1789 ne modifièrent point l'opinion publique, et ne consolèrent point le malheureux empereur. Les fardeaux qu'il avait soulevés de ses mains honnêtes et énergiques retombaient sur lui et l'écrasaient de leur poids. Encore un effort pensa-t-il : effort plus chanceux que tout le reste, il inquiéta la propriété noble en créant un bureau central du terrier, et en ordonnant de réunir dans les archives générales les titres authentiques dispersés dans



Le maréchal Laudon.

(Gravure du temps à la Galerie nationale de peintures.)

tout le royaume. La table septemvirale elle-même remontra qu'il était nécessaire de convoquer une diète ; réclamation dont l'empereur ne daigna pas s'occuper, car il exigea immédiatement du blé et des conscrits pour la campagne de 1790. Les comitats déclarèrent dans leurs assemblées que toutes les demandes du gouvernement étaient illégales, et qu'on ne devait pas y donner suite. Pour la première fois, Joseph, menacé par l'insurrection de Belgique, céda à moitié : il promit de convoquer la diète lorsque la guerre serait terminée. Cette concession vague ne suffisait plus ; les comitats pressèrent le grand juge du pays de convoquer d'office une assemblée nationale ; plusieurs d'entre eux supprimèrent les ordonnances royales et le notifièrent au gouvernement. Les mécontents se mettaient en rapport avec les ministres du roi de Prusse Frédéric-Guillaume, tout prêts à une rupture avec l'empereur. Joseph II, par sa patente du 28 janvier 1790, se déclara vaincu, supprima presque toutes ses ordonnances, l'édit de tolérance excepté, et renvoya aux Magyars leur sainte couronne. Bientôt il mourut, brisé par cet effort sur lui-même, laissant un des noms les plus honnêtes à la fois et les plus contestés de l'histoire : exemple mémorable de l'impuissance des principes abstraits et des projets méthodiques à vaincre la résistance tenace des traditions historiques et la force moderne des nationalités.



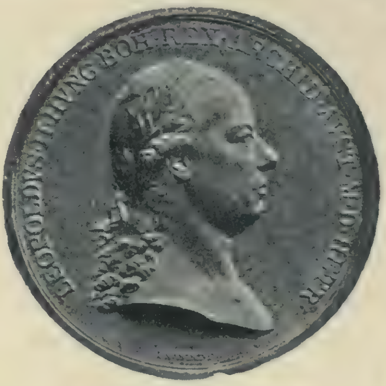
Transport triomphal de la Sainte Couronne.
(Dessin de Charles Cserna.)

CHAPITRE QUATRIÈME.

LE RÉVEIL NATIONAL ET LÉOPOLD II.
(1790—1792).

L'empereur-roi Léopold II mérite une grande place dans l'histoire malgré la brièveté de son règne (février 1790—mars 1792), pour avoir su, après vingt-cinq ans de pouvoir discrétionnaire, se plier aux nécessités de son nouveau rôle, et devenir, sans aucune concession avilissante pour la couronne, un souverain constitutionnel. Ce prince, le plus remarquable de la maison de Lorraine-Autriche, avait deux qualités qui étonnent chez un frère de Joseph II et de Marie-Antoinette : il aimait à faire connaître les motifs de ses résolutions, ce qui l'amenait à les discuter et à recevoir sans hauteur de bons conseils. Mieux encore, il ne se hâtait jamais, disant que l'on devait procéder, en politique comme dans les sciences physiques, par expériences. Cette rare qualité lui était bien nécessaire pour tirer d'une mauvaise situation sa monarchie compliquée, de tous temps exposée à de nombreux ennemis et récemment menacée par le mouvement révolutionnaire.

Les assemblées des comitats se réunissaient d'elles-mêmes, et l'on y entendait les discours les plus menaçants, évidemment inspirés par le serment du Jeu de Paume et par la déclaration des Droits de l'homme. Seulement dans ce pays conservateur, au lieu d'affirmer des principes abstraits, on remontait volontiers à la constitution primitive du pays pour réclamer les libertés perdues. L'esprit de Sieyès et l'esprit de Hampden se disputaient ces âmes passionnées, mais vraiment politiques. Le comitat de Pesth, le plus radical de tous, déclarait que les illégalités commises sous le règne précédent avaient fait déchoir la dynastie, la couronne n'étant héréditaire que depuis un siècle, et moyennant certaines conditions qui venaient d'être violées: le pays retournait donc de plein droit à sa primitive liberté d'élection. Sans aller aussi loin, le comitat de Zips prévoyait un refus du roi de rendre à la nation ses libertés, et croyait que la Hongrie ne ferait qu'user de légitime défense en appelant au trône une nouvelle famille. Enfin Bihar et quelques autres comitats modérés réclamaient une prompte convocation de la Diète, qui exigerait du roi un serment constitutionnel, et qui l'appellerait, seulement après cette cérémonie, à exercer le pouvoir. Toutes ces motions adoptées par les comitats étaient effrayantes pour la couronne, car d'une part la convocation des États du pays était nécessaire, et d'autre part les réunions locales faisaient prévoir à quels dangers exposerait une grande assemblée, surtout en Hongrie, où les électeurs traçaient à leurs députés, non point par de simples conseils, mais par le mandat le plus impératif, la ligne de conduite qu'ils devaient suivre.



Médaille de Léopold II.

Chaque particulier se mettait au niveau de l'enthousiasme national. La mode se transformait, comme honteuse d'avoir si longtemps suivi l'étranger. Les femmes ne s'habillaient plus de leurs longues robes allemandes et ne voulaient plus être des »Mademoiselles«. On revenait à la langue magyare avec une telle ardeur que les professeurs étrangers, prévoyant qu'elle ne tarderait pas à dominer souverainement, l'apprenaient pour ne pas se trouver bientôt sans ressources. Quelques exagérés, assez nombreux pour former la majorité dans un comitat, voulaient que l'on rejetât tout ce qui était venu de l'étranger, toute la civilisation occidentale, et que pour retremper le vieux sang magyar on revint à l'ancien genre de vie des Scythes, au moins dans l'éducation des enfants. La gloire des héros apparaissait radieuse pa rdelà les siècles de tristesse vite oubliés. On chantait Arpád, le conquérant fondateur du royaume, et Jean Hunyade la vainqueur des Turcs.

Peut-être cette vénération pour le héros national et ce retour à la vieille gloire des croisades ont-ils contribué aux défaites des Turcs. Les Hongrois envahissaient l'Empire turc sans s'inquiéter de servir du même coup la cause autrichienne: ils ne songeaient qu'aux succès du roi de Hongrie, sans aucune mauvaise pensée contre Vienne et contre l'empereur. Les nouvelles de la guerre étaient reçues avec un enthousiasme dont le poëte Baróti se faisait l'interprète: »Nous avons vaincu, ô Magyars, et vaincu deux fois, . . le croissant turc a été renversé par nos bras foudroyants, . . le sang de nos pères innombrables tués à Várna et à Mohács a été vengé: Joseph lui-même s'incline et rétablit nos lois. Notre sainte couronne revient, et avec elle une joie éternelle. — Réjouis-toi, ma douce patrie! Tu peux aussi te réjouir, Autriche, la couronne est solide sur ton front lorsque le Magyar te protège. Regarde ce peuple avec douceur, et n'oublie pas sa conduite à ton égard. La vieille liberté est le premier trésor de cette noble nation.« La Hongrie, on le voit, ne séparait pas sa gloire militaire de son indépendance et de sa constitution.

Jusqu'ici nous ne trouvons aucune différence marquée entre le mouvement hongrois et le mouvement français contemporain, si ce n'est que le roi de Hongrie étant un étranger, le réveil devait être surtout national: dans les deux pays même élan, même foi. Mais Alexis de Tocqueville, qui blâmait la Révolution française d'avoir sacrifié l'esprit de liberté à l'esprit d'égalité, aurait pu faire le reproche inverse à la Hongrie de 90. Le réveil national se conciliait avec un redoublement de l'esprit aristocratique: les projets les plus réactionnaires se recommandaient par un air de retour pieux aux vieilles coutumes. La noblesse grande ou petite des comitats qui allait avoir la majorité dans la diète, ne voulait plus entendre parler des réformes humanitaires de Joseph, même de Marie-Thérèse, en faveur des paysans. Certains comitats déclaraient que ce n'étaient pas les paysans qui avaient à se plaindre des seigneurs, mais bien les seigneurs des paysans, et qu'au lieu de faire des règlements pour adoucir le servage, il fallait revenir aux anciennes rigueurs. D'autres érigeaient cette opinion en doctrine, disant que la Providence avait voulu qu'il y eût des rois, des nobles et des serfs. Parmi les réformes récentes, une seule trouvait grâce devant leurs yeux, la tolérance accordée aux protestants. Pourquoi? Parce que la petite noblesse était en partie protestante, et parce que la persécution étant venue des étrangers, la liberté religieuse était un succès national. En toute autre chose, la noblesse voulait détourner au profit de ses privilèges les mots de constitution et de liberté.

Le parti démocratique, peu nombreux, mais puissant par l'énergie de ses chefs, revendiquait ces grands principes pour tous les citoyens; il se recrutait plutôt dans les grandes villes, mais ne disposant pas de la liberté de la parole, il fut réduit à répondre par des pamphlets anonymes à l'élo-



Couronnement de Léopold II.
(D'après une gravure du temps.)

quence fougueuse de ses adversaires. Ces écrits, circulant de main en main, produisirent un grand effet dans les masses. Peu s'en fallut qu'il n'y eût çà et là des prises d'armes contre les privilégiés; mais l'attitude martiale de la noblesse ne laissait pas d'espoir aux paysans. Quant aux habitants des villes, ils récusaient leurs conseils municipaux qui étaient censés les représenter et qui étaient réellement formés par la noblesse. Ils nommaient des contre-conseils, qui correspondaient de ville en ville, et se transmettaient le signal de la résistance: ce redoutable moyen d'action était imité des comitats qui jugeaient nécessaire de s'entendre avant les élections.

Léopold, dès les premiers jours de son arrivée à Vienne, avait convoqué la Diète pour le mois de juin: on s'occuperait alors du serment royal, du couronnement; aucun changement ne serait adopté sans l'aveu de l'assemblée; le roi s'engageait à ne jamais se mettre au dessus de la constitution.

Rien de plus rassurant, et toutefois les patriotes se montrèrent fort mécontents parce que Léopold affirmait son droit héréditaire en vertu de la Pragmatique Sanction de son aïeul Charles VI, et ne subordonnait point l'exercice du pouvoir royal au consentement de la Diète. Le comitat de Pesth, toujours radical, déclara que les droits du roi devaient venir du peuple, et proclama la nécessité d'un nouveau pacte avec cette maison d'Autriche qui avait si souvent trompé la Hongrie. Il s'indignait que l'on accordât plus aux Belges révoltés qu'aux Magyars qui réclamaient tranquillement leurs droits. Il repoussait bien loin l'idée d'une diète soumise à la pression des troupes étrangères.

Léopold, qui dès le mois de mars se mettait au courant de sa nouvelle royauté, sentit qu'il avait parlé trop brusquement, et baissa le ton sans s'avilir. Il maintint sa convocation, mais la Diète devait tenir une session préparatoire à Bude, dans la vieille capitale, loin de tout secours étranger. Le conseil de lieutenance, qui gouvernait au nom du roi, dut publier des ordonnances propres à calmer les esprits, surtout à satisfaire les patriotes aristocrates et le clergé. Tout n'était pas bon dans ces mesures prudentes, qui continuaient la destruction du joséphisme, en ce qui concerne l'enseignement et la juridiction civile. Ce retour au passé avait l'avantage de calmer la défiance, pas complètement toutefois, puisqu'il fut question d'une levée de la noblesse pour protéger la Diète; mais la majorité ne crut pas cette mesure nécessaire et la trouva sans doute injurieuse pour le roi.

Les élections générales, dont on avait perdu l'habitude, mais non le souvenir, se firent avec ardeur dans tout le royaume; presque tous les comitats choisirent leurs représentants dans le parti aristocratique, et leur imposèrent le devoir de conserver, avec l'indépendance et la constitution, les privilèges nobiliaires. Puis les députés se mirent en route vers cette vieille forteresse de Bude qui, depuis les victoires de Soliman le Magni-

fique, n'avait javais ouvert ses portes aux États du pays. Ils auraient pu se croire en marche vers les plaines de Rákos où jadis les nobles hongrois délibéraient tout en armes et à cheval. Le poète Baróti semblait les encourager dans cette illusion archaïque: »Je vois les chemins couverts de peuple; le noble va brandissant son épée devant son cheval qui bondit. — Jour béni, jour de résurrection, j'entends la vieille langue, le vieux costume réjouit ma vue.«

La Chambre haute était présidée cette fois par le comte Charles Zichy, car la dignité de palatin était vacante. Deux cent vingt-cinq princes, comtes, barons du royaume étaient venus occuper leur siège héréditaire; à côté d'eux, trente-huit écclésiastiques, archevêques, évêques, prieurs des bénédictins et des prémontrés reconnaissaient pour leur chef le cardinal-primat Batthyány. Le délégué du roi, le *personal,* président de la Chambre basse, était pour lors l'intègre jurisconsulte Joseph Ürményi. Le clergé était representé par trente-cinq chanoines ou abbés élus par les chapitres; les villes libres royales, élément bourgeois, comptaient soixante-dix-neuf représentants. Mais prêtres et citadins n'étaient là que pour la forme: toute la puissance de la Diète appartenait, nous l'avons déjà vu, aux cent deux députés des comitats, c'est-à-dire à la noblesse des campagnes. Eux seuls figuraient dans les séances préparatoires où les questions étaient une première fois discutées et déjà presque résolues; et ce qui leur donnait encore plus de force, c'est que les députés des quatre cercles (au-delà, en deçà de la Theiss — au-delà, en deçà du Danube) délibéraient séparément comme les bureaux de nos assemblées. Les prêtres et les délégués des villes arrivaient donc aux assemblées générales sans être instruits de la discussion; d'ailleurs ils ne disposaient que d'un nombre de voix insignifiant, tandis que chaque comitat avait son suffrage à exprimer.

Le 10 juin eut lieu la séance d'ouverture, et, comme toujours, dans chacune des Chambres deux discours furent prononcés, l'un par le président laïque, l'autre par le principal ecclésiastique. Le personal Ürményi parla avec la plus entière indépendance: il exprima avec force sa joie de voir l'assemblée réunie, sa haine pour le despotisme »dont le nom seul fait horreur à une nation libre«, son désir de voir respecter toutes les opinions, fussent-elles en minorité, et de contribuer pour sa part au soulagement des pauvres. Le cardinal et le chanoine attaquèrent la mémoire de Joseph II, et rappelèrent quel respect on devait aux institutions des ancêtres. Les premières motions portèrent aussi l'empreinte d'un esprit de vengeance contre le régime déchu. Almássy accusa la royauté de haute trahison, ce qui revenait à proclamer la déchéance d'après ce principe reconnu en Hongrie: *Nota infidelitatis rumpit filum successionis.* Benyovszky demanda, sans succès il est vrai, que les grands dignitaires de la couronne fussent privés de leurs titres avant d'être réélus par la Diète. Une autre motion voulut que les membres de la Diète s'engageas-

sent à ne recevoir ni pension, ni dignité, ni titres de la cour sans l'agrément de l'Assemblée. Plusieurs membres de la haute noblesse, fort bien en cour, s'opposèrent à cette décision.

Dans quelle langue seraient rédigés les procès-verbaux des séances ? Il fut décidé que ce ne serait pas seulement en latin mais en magyar, ce qui revenait à proclamer la langue hongroise langue officielle, la loi ne faisant en cela que confirmer la sentence rendue par l'opinion.

Étranger à ces passions, et se tenant soigneusement à distance, Léopold négociait avec les puissances étrangères pour n'avoir plus rien à redouter du dehors, et pour conquérir au besoin le droit de parler ferme à la Diète. La Turquie persistait dans la lutte, parce qu'elle se sentait soutenue par la Prusse ; la Prusse menaçait toujours, parce qu'elle comptait sur la diversion turque : les deux questions se tenaient et devaient être résolues l'une par l'autre. Déjà la convocation d'une assemblée et la satisfaction générale en Hongrie avaient diminué les chances de Frédéric-Guillaume ; les défaites continuelles des Turcs et la sécurité qu'inspiraient à l'Angleterre les procédés de Léopold amenèrent la Sublime Porte, découragée, à ne plus refuser un congrès pacifique, lequel dut se tenir à Sistova. En même temps le cabinet de Berlin acceptait la conférence de Reichenbach, qui mettait fin au différend austro-prussien. La crainte de la révolution rapprochait les deux princes ; le parti féodal s'emparait du pouvoir en Prusse, et le chefs de ce parti, MM. de Woelner et de Bischofswerder, se lièrent étroitement avec Léopold. Dès le mois de juillet 1790, la coalition était, non pas formée, mais préparée contre la France.

Le roi de Hongrie, ou l'empereur (nous pouvons lui donner ce titre deux mois à l'avance), avait joué une partie difficile. Il en était justement fier, et, lorsque la Diète, voulant étendre ses attributions aux affaires étrangères, réclama l'envoi d'un ambassadeur hongrois à Constantinople, Léopold conseilla aux députés de s'occuper de l'intérieur. Il témoigna la même jalousie sur la question vitale de la monarchie autrichienne, l'unité de l'armée. Y aurait-il une armée magyare, une armée croate, une armée tchèque ? Mais c'était le fédéralisme, la dissolution de l'empire. Y aurait-il, au contraire, comme par le passé une armée autrichienne composée de régiments levés dans les diverses parties de l'Empire, et commandée par des officiers nommés arbitrairement ? C'est ce que voulait Léopold. Le colonel comte Festetics et le capitaine Laczkovics posèrent le redoutable problème : ils demandèrent que les régiments magyars fussent cantonnés en temps de paix sur le territoire national, que tous les officiers fussent magyars, et que dans cette langue fût fait le commandement militaire. Quelques jours après ils furent arrêtés, malgré la lettre royale qui appelait le noble comte à siéger à la Diète. L'Assemblée demanda des explications, reçut des réponses évasives et n'insista pas.

La hauteur et la promptitude deployées par Léopold dans ces affaires de politique extérieure et d'organisation militaire, contrastent singuliè-

rement avec la lutte patiente qui précéda son couronnement. La Diète aurait voulu imposer au roi un nouveau pacte, un nouveau serment préliminaire du couronnement : c'était la volonté formelle des électeurs qui regardaient comme insuffisant le pacte de Charles VI, violé par Joseph II, périmé pour ainsi dire. Par exemple, Léopold aurait dû s'engager par des articles formels, pour lui et pour ses successeurs, à ne pas gouverner la Hongrie avec ses courtisans de Vienne, par simple édit royal, à respecter les volontés de l'Assemblée, tant pour les relations extérieures et pour la fixation des frontières que pour les affaires intérieures. La diète devait être convoquée dans les trois jours après l'avènement de chaque prince, et, faute de cette convocation, elle se réunissait de plein droit. Il est vrai que ces preuves de défiance ne s'adressaient qu'au passé et à l'avenir de la dynastie, nullement à Léopold : on lui disait que, s'il devait régner éternellement, toutes les garanties seraient inutiles.

Mais le roi, peu sensible à cette politesse et décidé à ne pas laisser mettre en question son droit héréditaire, se cramponnait avec la ténacité autrichienne au pacte de sa mère et de son aïeul. Lorsqu'après de longs débats on lui demanda de se rendre à Presbourg pour son couronnement et d'en choisir le jour, il se plaignit d'être invité si tard, et refusa derechef le nouveau serment qu'on exigeait de lui. Il savait que les patriotes tenaient beaucoup à cette cérémonie antique de couronnement, et qu'ils craindraient d'impatienter leur roi par de plus longs délais, de le faire renoncer peut-être à cette fête solennelle. La Diète éprouva en effet quelque inquiétude, et à juste titre ; car Léopold, qui parlait toujours, et très sincèrement, au nom de la liberté de conscience et d'une égalité relative, se créait peu à peu, avec les protestants, les habitants des villes et les Serbes de Hongrie, un parti très sérieux. D'ailleurs, s'il repoussait des formules dictées par la défiance, il déclarait qu'il respecterait les droits illimités de la Diète en matière législative. Il n'y avait donc plus de raisons pour ne pas accepter les conditions royales, et il y avait du danger à les repousser. Le 15 novembre fut fixé d'un commun accord, mais redoutant un peu la turbulence de la noblesse armée, le roi voulut être entouré, le jour du couronnement, de ses cuirassiers de Lobkowitz.

Le couronnement de Léopold ouvre une nouvelle phase de cette histoire. On a vu jusqu'ici le réveil à la fois national, libéral et aristocratique d'une noble nation, sous un roi qui, dépouillant peu à peu et avec prudence le monarque absolu, était arrivé à l'intelligence parfaite de ses nouveaux devoirs. Maintenant, l'accord existe : il est attesté par une fête plus sérieuse que celle du Champ-de-Mars, où quelques mois plus tôt le peuple français avait acclamé la malheureuse soeur et le malheureux beau-frère de Léopold. De grandes réformes vont se préparer, et le roi gardera presque toujours le rôle d'un souverain sincèrement constitutionnel, respectant les volontés de la Diète, mais faisant intervenir son initiative pour

corriger les excès de l'intolérance aristocratique. Tel est le spectacle que nous offre la Hongrie de 91 : beaucoup de détails intéressants pour les seuls Magyars, seront naturellement écartés de notre récit.

Un peuple enchanté de pouvoir adorer son roi ! Presbourg offrit ce spectacle au mois de novembre 90. Un roi qui s'empressait de convoquer la diète, un roi qui rétablissait la langue magyare, un roi qui reconnaissait la souveraineté nationale et le primitif droit d'élection, puisqu'il venait se faire sacrer suivant l'ancienne coutume, couronné du diadème de Saint-Étienne, lançant son cheval sur la colline royale, brandissant son épée vers les quatre points de l'horizon pour défier les ennemis de la patrie ! Aussi jamais le cri de *éljen*, le vivat hongrois, ne retentit avec plus de force, surtout lorsqu'on apprit le rétablissement de la dignité de palatin. Il appartenait à la Diète d'élire ce haut dignitaire : elle trouva courtois et chevaleresque de choisir un fils du roi, le très jeune archiduc Alexandre, dont la courte vie et la fin tragique ont vivement ému l'imagination des Hongrois.

On se rappelle que les projets étaient élaborés dans les réunions des cercles, où siégeait la noblesse des comitats. Il n'est donc pas étonnant que ces réunions préparatoires aient rédigé les programmes les plus avancés. L'assemblée adopta finalement les lois suivantes, à la fois garanties d'indépendance et garanties constitutionnelles. Le couronnement d'un nouveau souverain doit avoir lieu six mois au plus tard après son avènement. La sainte couronne doit rester à Bude. Le roi résidera quelquefois en Hongrie. Le palatin doit être toujours là pour veiller à l'exécution des lois. Le roi doit conserver le royaume et ses frontières dans leur intégrité. Il ne peut s'occuper des affaires hongroises qu'avec des conseillers magyars ; il ne peut appliquer à la Hongrie les lois qui régissent les autres États de Sa Majesté. La Diète sera convoquée au moins tous les trois ans ; elle possède souverainement le pouvoir législatif, on ne peut lever, sans son approbation, ni un florin, ni un conscrit.

La cause protestante avait aussi ce mérite d'être à la fois ancienne et toute nouvelle. Malgré les membres intolérants du clergé, Léopold se montra on ne peut mieux disposé. Tous les comitats, excepté deux, avaient inscrit le rétablissement de la liberté réligieuse dans le mandat de leurs députés, et la commission nommée par l'assemblée rédigea un projet fort libéral en dix-sept articles. Mais le parti clérical, très fort même dans l'assemblée, tint une réunion chez le second prélat du royaume, l'archevêque de Kalocsa : on convint de résister au projet de loi. Le 8 février 91 s'ouvrit devant la Diète ce débat mémorable, où l'esprit persécuteur du XVII siècle et l'esprit généreux du XVIII-ème siècle luttèrent avec acharnement. Joseph Boronkay déclara que la foi catholique s'opposait à la liberté de conscience, que la Hongrie était le royaume de Marie, et que l'on ne pouvait chasser la mère de Dieu de son royaume sans attirer sur le pays toutes

les calamités. Tel fut l'avis de nombreux députés, du comte Étienne Illésházy et du cardinal primat Batthyány. Mais un membre laïque de la même famille, le comte Aloys Batthyány, rappela éloquemment que les souffrances des protestants avaient toujours coïncidé avec les souffrances de la patrie, que la liberté de conscience était un droit sacré, et que les lumières du siècle rendaient le refus impossible. Le projet, soutenu victorieusement par un Forgács, un Zichy, un Ürményi, par les plus grands noms catholiques de la Hongrie, reçut force de loi. Une traduction abrégée de ces dix-sept articles laissera voir les abus qu'il y avait à réformer, et fera connaître l'esprit libéral et de la Diète et du roi en matière religieuse.

1. Liberté inviolable du culte, des églises, des cloches, des écoles, des tombeaux. — 2. Plus de distinction entre le culte privé et le culte public : tout culte peut être public. Les évangéliques peuvent réparer leurs églises, en construire de nouvelles ; seulement une commission mixte fera savoir au comitat s'il y a assez de fidèles et assez d'argent pour entretenir un nouveau lieu de culte. Les catholiques ne seront point obligés d'y travailler, ni les évangéliques de contribuer à la construction des églises catholiques.

3. Les ouvriers évangéliques membres d'une corporation, ne pourront être obligés par aucun règlement à suivre les processions. — 4. Pour mettre d'accord autant que possible l'ordre et la liberté, il y aura non seulement des consistoires, mais des synodes. — 5. Les évangéliques pourront avoir, sans parler des écoles de grammaire, de hautes écoles pour tous les enseignements. Ils pourront nommer, révoquer leurs professeurs sous la haute surveillance royale. Pour les études théologiques, ils pourront imprimer tels livres qu'ils voudront, mais sans attaques contre la foi catholique ; le censeur sera responsable. — 6. Les protestants ne donneront rien aux prêtres catholiques. — 7. Les pasteurs visiteront librement les malades et les condamnés dans les prisons. — 8, 9. Les protestants n'auront pas à jurer par la Vierge et les Saints. — 10. On ne pourra leur reprendre leurs fondations d'écoles, d'hôpitaux, de maisons de pauvres, ni les capitaux destinés à les entretenir.

11. Les consistoires continueront à se prononcer sur les questions de mariage. — 12, 13. La conversion au protestantisme étant contraire aux lois catholiques, le roi examinera s'il n'y a pas légèreté. Il est sévèrement défendu de séduire un catholique. — 14, 15, 16. Les enfants issus de mariages mixtes suivront tous la religion du père, s'il est catholique ; si c'est le père qui est protestant, les garçons seuls le seront comme lui. Les ménages mixtes sont sous la direction du clergé catholique. — 17. Pour la paix de la société, les évangéliques doivent observer extérieurement les fêtes catholiques. Il est défendu sous peine d'amende aux propriétaires et maîtres de maison protestants de détourner leurs vassaux ou leurs domestiques des cérémonies religieuses.

Ainsi la Hongrie se tirait sans grande difficulté de ces questions politiques et religieuses, qui chez nous produisirent l'émigration, la mort du roi, la terreur. Au contraire, les questions d'égalité sociale résolues en France par la nuit du 4 août, se heurtaient contre les traditions de la noblesse magyare.

On connaît les trois classes inférieures qui réunies formaient la majorité des habitants : les paysans serfs, les citoyens des villes libres royales, les Serbes du banat. Entre eux tous, ils n'avaient que peu de moyens de faire entendre leur voix : l'humanité de Léopold et sa politique s'accordèrent pour leur en fournir l'occasion. Il voulait confirmer aux paysans la liberté personnelle, le droit de s'établir où ils voudraient, et supprimer les punitions corporelles. Mais il rencontra l'opposition des comitats, qui, dès son avènement, avaient déclaré nécessaire un retour à l'ancienne sévérité. Les députés de Zips, pays montagneux situé dans les Karpathes du Nord, mirent en avant un argument économique : nos paysans, disaient-ils, s'ils sont libres de se déplacer, ne manqueront pas d'abandonner notre sol difficile à cultiver, et descendront en foule dans la plaine fertile. Pour qui connaît l'étonnante fécondité de la *puszta* magyare, cette crainte n'avait rien de chimérique. Elle n'entraîna pourtant pas la majorité, qui voyait l'attitude menaçante des paysans. Si tenace que soit le pur Magyar, il est avant tout politique et se fait aux circonstances ; il est d'ailleurs généreux pour les faibles comme pour son roi. Le comte Pálffy proposait à la Chambre des magnats de ne plus faire supporter aux pauvres contribuables les frais de la Diète. Les paysans eurent décidément le droit de changer de séjour : tous les ans à la Saint-Michel, le seigneur et les magistrats du comitat délivreraient des passeports à ceux qui voudraient émigrer Quant au reste, il parut imprudent de supprimer au pied levé de vieilles lois et de vieilles moeurs : une commission fut nommée pour faire une enquête sur l'état des campagnes et pour adresser un rapport à la Diète suivante. Les seigneurs tenaient à leur droit de punition corporelle que Léopold voulait abolir : on représenta au roi que ces punitions pouvaient être diminuées, limitées par des règlements nouveaux, mais que les abolir indistinctement, ce serait ruiner la propriété noble. Le roi n'insista pas.

Moins nombreux, les habitants des villes étaient plus intruits, mieux préparés à se défendre. Une classe moyenne, qui manqua toujours à la Pologne, qui avait longtemps manqué à la Hongrie, une bourgeoisie sérieuse s'était formée surtout depuis un demi-siècle. Aujourd'hui la Hongrie est loin de s'en plaindre : les bourgeois, qu'ils soient magyars ou allemands d'origine, sont d'excellents patriotes qui réclament tous le titre d'homme hongrois, *magyar ember*. Mais à la fin du dernier siècle, la défiance à leur égard était extrême ; le grand nombre d'étrangers qui se trouvaient dans leurs rangs et le nom de villes libres royales, même quand il remontait à plusieurs siècles, semblaient les désigner comme les

satellites du roi allemand. Le rôle de Léopold était difficile : sans inquiéter la noblesse, il voulait encourager une partie très active et très utile de la population (comme grand-duc de Toscane, il s'était surtout occupé de progrès matériels) ; quelle ressource d'ailleurs pour son pouvoir qu'un tiers-état hongrois capable de faire contre-poids à la noblesse !

La plupart des bourgeois s'occupaient de commerce ou d'industrie ; ceux-là ne demandaient que la paix et une bonne organisation municipale. Tout autre était l'ardeur de ceux qui entraient dans les carrières libérales, médecins, avocats, professeurs, employés de l'état ou des comitats : la nuit du 4 août et les décrets de la Constituante avaient produit en eux une effervescence déjà préparée par la lecture des philosophes français. Quelle n'avait pas été leur indignation. lorsque dans la session préparatoire, les cercles du Danube proposèrent d'exclure de toutes les dignités laïques ou ecclésiastiques, ceux qui ne seraient pas nés magyars et nobles ! Une brochure avait paru presque aussitôt en latin en magyar : *Reflexiones cunctorum Hungariae civium non nobilium* . . . L'auteur anonyme était censé parler à la Diète. Il dressait devant elle, comme un fantôme menaçant, la France révolutionnaire dégagée des entraves féodales, et sommait les députés, dans leur intérêt même, de faire des lois égales pour tous et de songer au bonheur de la patrie. L'exclusion n'avait pas été prononcée, mais la bourgeoisie n'en fut pas moins indignée, se voyant abandonnée par ses propres députés, qui n'avaient rien dit contre le projet de loi. Les grandes villes, Pesth, Presbourg, etc., envoyèrent au roi une adresse collective pour le supplier d'accorder aux cités royales une représentation sérieuse au lieu de ces nobles qui n'allaient à la Diète que pour occuper des fauteuils. Telle était la situation lorsque, les affaires des paysans une fois réglées, on en vint à la bourgeoisie. Léopold insistait pour qu'elle fût admissible à tous les emplois.

Le génie fédéraliste des comitats se manifesta violemment. Quatre d'entre eux, croyant qu'il s'agissait de donner au pouvoir central le droit de conférer les dignités locales, déclarèrent que si cette mesure était adoptée, ils avaient ordre de leurs commettants de se séparer de la Diète. Cette menace fut, comme elle le méritait, mal accueillie ; elle affaiblit plutôt qu'elle ne fortifia le parti réactionnaire, et la majorité, cédant à moitié comme elle l'avait fait pour les paysans, répondit au roi quelle trouvait fort juste son désir de donner les emplois au seul mérite, mais que si l'on voulait augmenter les aptitudes légales de la classe moyenne, il fallait une enquête et des lois nouvelles. C'est aussi par un compromis que fut résolue la question des nouvelles villes libres royales. Le roi avait-il le droit d'en augmenter le nombre indéfiniment ? Déjà deux fois, sous Marie-Thérèse, on s'était plaint de l'extension de ce privilège à de nouvelles cités. Maintenant il s'agissait des villes telles que Temesvár et Carlsbourg, que leur importance croissante désignait naturellement. On s'entendit pour leur

reconnaître le précieux titre, mais en priant le roi de consulter désormais la Diète. Léopold déclara qu'il se rendrait toujours à une opposition sérieuse et, pour contrebalancer les nouveaux progrès de la bourgeoisie, quelques voix de plus furent données aux districts militaires des Cumans et des Heiduques.

Ainsi les exagérations de l'esprit aristocratique, nettement accusées par quelques orateurs, allaient s'adoucissant grâce au tact parfait d'un prince qui savait ménager la fierté de la noblesse, et qui s'adressait à son intelligence politique. Ce qui le prouve mieux encore, c'est la nomination par la Diète de nombreuses commissions qui devaient, l'année suivante, après une enquête attentive, faire leur rapport sur les besoins du pays. Jamais on n'a vu plus large programme : le mécanisme du pouvoir central et des pouvoirs locaux, la fondation d'une langue nationale, le sort des paysans, l'instruction publique, rien n'était oublié. La Hongrie marchait donc, non sans peine, dans la voie excellente du conservatisme modéré et progressiste, où l'Angleterre a fourni une carrière si glorieuse. En attendant que ces réformes mûrissent, il fallait s'occuper des questions propres à la Hongrie. Les *trois nations* de Transylvanie se plaignaient de n'avoir pas recouvré en même temps que le reste du royaume l'exercice de leurs libertés : c'est seulement dans l'été de 91 qu'elles leur furent rendues, et que la diète transylvaine fut convoquée. Mais les patriotes magyars, tout en s'intéressant aux libertés locales, désiraient vivement que la principauté fût un jour réunie à la mère-patrie. Un jeune officier, Alexandre Kisfaludy, bien connu depuis comme l'un des plus grands poètes de la Hongrie, était alors en garnison dans le pays : il témoignait dans ses lettres une vive douleur de voir l'élément magyar faire si peu de progrès. Dans une réponse au roi, la Diète hongroise exprima l'espoir de voir un jour la réunion s'accomplir.

D'autre part les Serbes semblaient vouloir se mêler davantage à la nation en demandant des sièges à la Diète pour leurs prélats de l'Église d'Orient. Mais la politique de Léopold, alors engagé dans un débat difficile au sujet de son couronnement, n'était pas de fortifier l'unité hongroise : il voulait avoir dans son parti les Serbes comme il avait les bourgeois, et il les autorisa à tenir un congrès national sous la présidence d'un Allemand, le baron Schmidfeld, gouverneur de Pétervardin. Les Magyars blâment vivement et Léopold qui favorisait ainsi les tendances sécessionistes, et les Serbes, hôtes de la Hongrie, qui retournaient contre elle l'hospitalité accordée depuis un siècle. Les Serbes pouvaient répondre que, tenus dédaigneusement à distance par les Magyars, ils voulaient former au moins un groupe indépendant.

Le congrès serbe fut précédé de reunions officieuses, où parurent les officiers allemands des régiments frontières, comme les Serbes ennemis jurés des Magyars. On y tint les propos les plus violents contre la Hon-

grie, contre ce peuple de brigands venu de l'Asie et qu'il y fallait renvoyer; on déclarait les Magyars bien ingrats envers le gouvernement autrichien qui avait transformé en hommes de vrais Orang-Outangs. Dans le congrès les tendances restèrent les mêmes: obtenir de Vienne un gouvernement séparé, un congrès serbe, un territoire distinct. Vainement un Tekeli, nom illustre dans l'histoire de la Hongrie, montra qu'il y avait trahison, ingratitude à se séparer ainsi d'un peuple hospitalier, qu'il y avait folie à compter sur des courtisans plus que sur la nation magyare: la haine de race l'emporta. Mais Léopold ne pouvait prendre sur lui un pareil démembrement de son royaume: il fallait le consentement de la Diète, et la Diète déclara à plusieurs reprises, à la fin de 90 et dans le cour de 91, que la séparation était impossible, que les Serbes avaient été reçus comme hôtes et non comme peuple indépendant; mais elle admit qu'on leur donnât tous les droits des Magyars et que l'Église grecque fût officiellement reconnue. Le débat se termina par ce compromis, ou plutôt par cet arrangement tout naturel: une fois encore l'assemblée aimait mieux renverser les barrières élevées par l'orgueil de race que de livrer le pays à la guerre civile et au démembrement. On peut se demander si Léopold, avec sa finesse habituelle, n'avait pas mis en avant la question serbe dans l'espoir qu'elle recevrait cette solution.

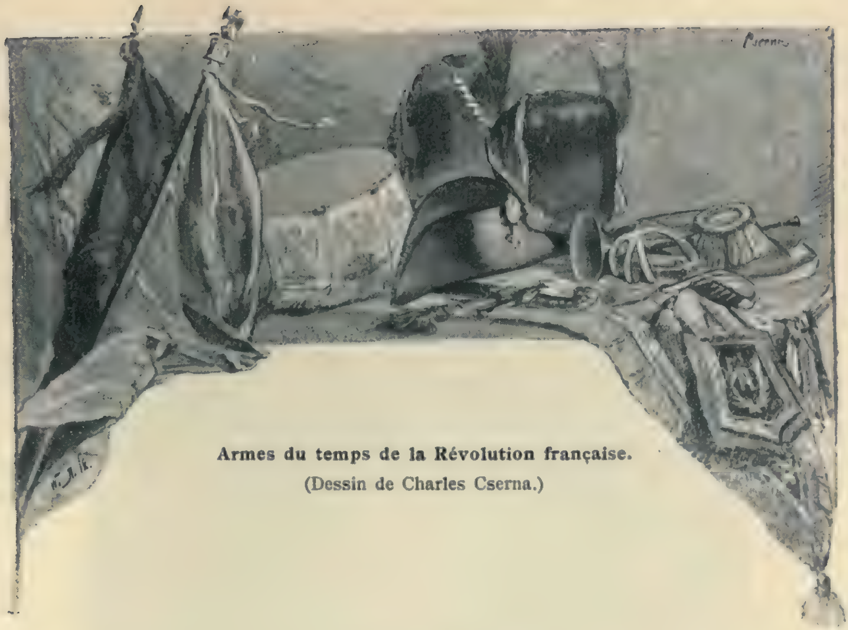
Il ne faudrait pourtant pas croire que la législature se soit terminée sans aucune difficulté. Plusieurs députés trouvaient que l'esprit de résistance mollissait devant les concessions du souverain et que l'on revenait trop à la funeste habitude de tout attendre de lui. L'un d'eux, Charles Jezerniczky, se plaignait avec amertume que le texte, voté par la Diète, de plusieurs articles du diplôme royal eût été changé, que l'on menaçât l'indépendance des comitats, fondement de toutes les libertés, que l'on créât une chancellerie particulière pour les Serbes, laquelle laissait soupçonner l'arrière-pensée d'un démembrement, enfin que l'on demandât au roi, comme les enfants peuvent le demander à leur père, un remède pour tous les maux.

La faveur avec laquelle ce discours fut écouté prouva que la susceptibilité magyare ne désarmait pas devant la royauté, si aimable et si conciliante qu'elle se montrât. L'enthousiasme royaliste de cette noblesse ne lui avait donc point fait perdre sa vigueur; ses concessions lui avaient été dictées par la raison seule, non par la mollesse ou la crainte. Les grands dignitaires écrivirent à Léopold qu'il fallait prendre en considération les plaintes de Jezerniczky. Le roi répondit de la façon la plus rassurante: la chancellerie serbe du banat était une pure subdivision administrative; il était convenu derechef que les affaires de la Hongrie seraient roujours étudiées avec Sa Majesté par des conseillers magyars. Quelques menues concessions de forme achevèrent la réconcilation, et une nouvelle visite du roi lui valut un excellent accueil, ainsi qu'aux archiducs François et

Alexandre, l'héritier de la couronne et le palatin. Le 9 août 1791, la session de la Diète fut terminée, les commissions de réforme devant contiuner leurs travaux. Le roi et l'assemblée avaient le droit d'être contents de leur ouvrage, et ce qui est plus rare encore, le droit d'être contents d'eux-mêmes.

Et pourtant les nuages s'amassaient : ils allaient couvrir la Hongrie comme le reste de l'Europe. Léopold, frère de Marie-Antoinette, beau-frère de Louis XVI, chef du saint-empire, crut devoir faire violence à ses instincts pacifiques et s'accorder avec les émigrés français comme avec la noblesse prussienne contre la Révolution. Débarrassé de la guerre turque par le congrès de Sistova auquel prit part le noble magyar Esterházy, il eut une entrevue à Mantoue avec le comte d'Artois, le 20 mai 1791 ; quelques semaines plus tard, il resserra ses liens avec Frédéric-Guillaume par la fameuse déclaration de Pilnitz qui fut si fatale à Louis XVI. Ces démarches, commandées peut-être à Léopold par les devoirs impériaux et par l'honneur de famille, ne faisaieut pourtant que préparer la coalition. Il fut assez heureux pour ne pas voir une guerre qui l'aurait mis en contradiction avec ses sentiments naturels et avec son passé. Comme roi de Hongrie, la mort le frappait dans toute sa popularité, avant que les nécessités d'une lutte terrible ne l'eussent entraîné à quelque oubli de son rôle constitutionnel. Il mourait laissant la renommée d'un prince perfectible sans faiblesse et ferme sans obstination.





Armes du temps de la Révolution française.
(Dessin de Charles Cserna.)

CHAPITRE CINQUIÈME.

FRANÇOIS II, LA RÉACTION ET LES JACOBINS.

Un jeune prince est appelé brusquement au pouvoir par la mort imprévue de son père dans un temps d'effervescence et de révolution: toutes les couronnes sont en danger; un autre roi, prisonnier de son peuple, est engagé dans une voie fatale qui le conduit à la mort. Dans les états mêmes du jeune prince retentissent depuis deux ans les mots, si dangereux ailleurs, de patrie et de liberté. Autour du trône, des conseillers d'absolutisme et de rigueur, mal écoutés depuis longtemps, ne cessent d'inquiéter et de gémir pour ressaisir la faveur souveraine: ne peut-on pas s'attendre à un règne de réaction? Jamais l'archiduc François, héritier à vingt-cinq ans de la Hongrie, de la Bohême et de l'empire, n'oublia ses premières impressions de roi: elles s'incrustèrent dans son cerveau défiant et gâtèrent ses bonnes qualités par des manies despotiques.

Son avènement est du 1 mars; presque aussitôt il réclamait le rétablissement du pouvoir absolu de Louis XVI et la restitution des domaines allemands en Alsace; dès le 20 avril, le ministère girondin obtenait une déclaration de guerre contre le roi de Hongrie et de Bohême: les hostilités allaient commencer. Il fallait des troupes et de l'argent; il

fallait surtout que, les premières ressources épuisées, on pût compter sur des réserves animées d'un bon esprit. Le gouvernement de Vienne fut servi à souhait par les brusques changements de l'opinion en Hongrie.

Nous avons vu la noblesse magyare tenir victorieusement le drapeau



François II.
(D'après une gravure du temps.)

national et le drapeau de la liberté; le reste de la nation comptait sur le roi plus que sur la vieille constitution de la Hongrie. Or, si la noblesse était, par esprit chevaleresque, on ne peut plus royaliste, même quand elle résistait au roi, elle était on ne peut plus aristocratique par intérêt. Déjà

elle avait médiocrement goûté les actes égalitaires de la Constituante; mais l'hostilité de l'Assemblée législative, la captivité toujours plus dure de Louis XVI, l'émigration maintenant excusable puisqu'elle semblait nécessaire, indignèrent sincèrement les nobles magyars. Ils s'intéressèrent à la famille royale de France, aux pauvres enfants captifs qui avaient dans leurs veines le sang des rois de Hongrie. D'ailleurs, la contagion révolutionnaire ne pouvait-elle pas embraser leurs châteaux et les chasser de leurs domaines! Qu'était-ce à côté des trônes ébranlés, des privilèges méconnus, qu'une minutie de chancellerie, un article de diplôme, ou même une vraie garantie de liberté? L'ordre politique et social était en péril, c'était un nouveau *roi Marie-Thérèse* pour qui il fallait mourir. Il n'y eut pas cette fois un serment juré publiquement; ce fut un engagement tacite renouvelé sans cesse dans tous les coeurs; sur les champs de bataille de Marengo ou de Wagram, parmi ces milliers de cadavres, il faut chercher autre chose que des victimes de l'or anglais et de la cour de Vienne.

L'horreur des nouveautés était naturellement profonde dans l'aristocratie. Elle eut un singulier résultat: elle refroidit l'enthousiasme pour la langue magyare. Le grand élan de 1790 s'était ralenti dès l'année suivante, même sous Léopold et dans la diète de Bude. A vrai dire, les avocats de cette cause lui avaient nui à force d'ardeur: imposer à tous les habitants du pays une langue difficile, contraire au génie des Slaves ou des Roumains, c'était un excès justement combattu par le ban de Croatie ou l'évêque d'Agram. Il valait mieux, comme allait le faire la loi de 1792, créer sérieusement l'enseignement du magyar pour préparer son triomphe. Malgré cette loi, tout faisait croire que le grand mouvement s'arrêtait. On avait chaque jour plus de peine à trouver des souscripteurs pour les publications; le drame hongrois n'était pas heureux en spectateurs, les écrivains en lecteurs, et beaucoup d'hommes de lettres tombèrent dans la misère. En toutes choses, les classes conservatrices commençaient à se défier de l'indépendance.

Le cabinet de Vienne profita, non sans une grande habileté, de ces dispositions nouvelles. Il changeait, lui aussi: avec le vieux Kaunitz allait s'éteindre la tradition modérée de Marie-Thérèse. Déjà grandissait l'influence du baron de Thugut.

L'histoire ne présente pas de personnage moins sympathique. Ce parvenu, fils d'un batelier du Danube, n'a même pas l'air de fierté aristocratique qui rehausse les types les plus déplaisants de la réaction. Ce défenseur fanatique du trône et de l'autel ne croyait ni à l'autel ni au trône. Voilà, disait Catherine, un ministre jacobin qui s'entendra avec ses collègues de Paris; mais le hasard tourna d'un autre côté son énergie jacobine, et il fit tomber les têtes des libéraux hongrois. D'ailleurs, homme de notes secrètes et d'arrêts de grâce calculés, il savait prendre des airs de prudence et de modération. Il allait bien se garder de heurter de front les Magyars.

Mieux valait flatter leur orgueil en faisant de la guerre contre la France une question de patriotisme; respecter extérieurement la constitution, mais éloigner toute nouveauté par crainte du fantôme révolutionnaire. La diète fut convoquée à Bude: elle devait se réunir le 20 mai, le couronnement était fixé au 6 juin. Une députation fut reçue à Vienne par ces paroles de l'empereur-roi: »Je pleurerai mon père avec mes sujets. Vous n'aurez pas à vous repentir de votre confiance; je serai le plus ardent ami de la constitution et des lois.«

Le 3 juin, le jeune roi ouvrit la diète: il accepta le pacte constitutionnel de son père, et fit des concessions nouvelles sur quelques articles auxquels on tenait beaucoup, tels que le délai maximum de six mois pour le sacre de chaque nouveau souverain. Trois jours plus tard il fut couronné, et un peu après lui la jeune reine, au milieu d'un enthousiasme sans bornes. Chacun se déclara prêt à soutenir une si juste cause contre la France, et le palatin fut un interprête fidèle des dispositions générales en demandant des levées exceptionnelles: Tout fut voté, hommes et argent. Le cadeau de joyeux avènement fut magnifique. Un drame populaire en magyar compara François II à Mathias Corvin. Péczely mourant célébra le début du règne.

Que devenaient cependant les réformes promises? On se rappelle que, la noblesse ayant trouvé moyen de s'entendre avec Léopold, neuf commissions d'enquête avaient été nommées. Leurs travaux ne se ressentaient pas trop de l'égoïsme aristoratique: l'esprit de Joseph II, moins l'arbitraire, l'esprit du XVIII siècle y dominait. Mais c'est bien de cela qu'il s'agissait maintenant! On devait se rendre à un appel d'honneur dans les plaines de Belgique et de Lombardie. D'ailleurs toutes ces nouveautés pouvaient être des concessions à l'esprit révolutionnaire. Elles ne furent pas oubliées; elles restèrent comme des germes féconds pour l'avenir, mais elles furent différées en faveur de la grande cause. Plus les armées autrichiennes furent malheureuses, moins il parut prudent de s'occuper des questions intérieures, si ce n'est pour écraser les complices de la Révolution. La Diète aurait pourtant voulu que la Transylvanie fût réunie au territoire hongrois, que cette réunion fût tout au moins préparée; et que les régiments levés en Hongrie eussent toujours des officiers magyars, et formassent comme une armée indépendante. Nous avons vu le paisible Léopold étouffer brusquement cette question naissante; elle était encore moins acceptable en 1792 et dans la terrible année 1793.

C'est en 1794 que la réaction triompha tout à fait par la mort de Kaunitz et la dictature de Thugut, qui, suivant l'énergique expression de M. Horváth, briganda pendant sept années le gouvernement de l'Empire. La Hongrie ne tarda pas à s'en apercevoir. Le mouvement littéraire que nous avons essayé de retracer se heurta contre une censure obstinée et médiocre. Les livres d'histoire, non seulement par les appréciations qu'ils

pouvaient contenir, mais par les faits même qu'il était impossible de passer sous silence, se rendaient suspects du moment que ces faits étaient de nature à déplaire au gouvernement. Bacsányi se voyait dénoncé pour des vers il est vrai très violents. Il se plaignait de ce que la poste refusait d'expédier l'argent au *Magyar Museum.* Il disait: »Le Magyar sera toujours le plus grand ennemi du Magyar.« — Un peu plus tard: »On appelle jacobin quiconque sait penser et parler;« — enfin: »on veut introduire chez nous l'inquisition espagnole«.

Toute explication libérale dans les chaires était formellement interdite: se jouer de cette défense, c'était encourir une destitution infaillible; on pouvait risquer plus que cela, nous le verrons bientôt. Ces abus de la censure étaient si arbitraires que plusieurs comitats osèrent s'en plaindre, quoique la mode ne fût pas à la résistance: ils s'exprimèrent parfois dans un beau langage: *supplicia de studiis sumere, res indigna: punitis ingeniis gliscit auctoritas.* Ces réclamations ne furent pas écoutées, et toute marque d'indépendance devenait un titre de persécution. Les dignités laïques, ecclésiastiques même, furent conférées, toutes les fois que cela était possible, aux favoris de la cour de Vienne. Le prétexte était le salut du royaume; si bien que, toujours pour sauver le royaume de Hongrie et sa constitution, la réaction mina insensiblement l'indépendance même du pays, pour laquelle on avait naguère montré tant d'ardeur. La camarilla de Thugut attira peu à peu dans ses attributions les affaires hongroises, en témoignant un grand attachement pour la lettre de la Constitution. C'était une oppression respectueuse, caressante, fondée sur l'espionnage et les influences secrètes, mais qui n'arrivait que plus sûrement à faire de la Hongrie une simple province de l'Autriche, province héroïque et utile.

Les ennemis des protestants ne furent pas moins habiles en les accusant de jacobinisme, reproche que l'on faisait à la même époque, et tout aussi justement, aux patriotes polonais. La noblesse polonaise voulait fortifier la royauté, la rendre héréditaire: jacobins! Les protestants hongrois, souvent nobles ou riches, attachés jusqu'à l'entêtement à la constitution aristocratique, on ne peut plus conservateurs: jacobins! Ce nom magique excusait tout; il servit de prétexte à une persécution, fort bénigne si on la compare à celles de Léopold I, mais signalée par des faits d'une certaine gravité.

Quelquefois, enlevés par ordre épiscopal, les enfants catholiques étaient autorisés à quitter leurs parents protestants. On n'avait pas le droit de conduire au temple des catholiques même majeurs; et, si cette défense était violée, le pasteur avait ordre de chasser les intrus de son service religieux. Les évangéliques de plusieurs villages ne pouvaient obtenir une sépulture honorable, même dans le cimetière dont ils avaient donné le terrain. Le pasteur de Teplitz préparait à la mort une femme protestante en lui parlant de la foi bienheureuse en Jésus. Le curé, qui venait d'entrer,

déclare que la foi catholique est la seule dans laquelle on puisse être sauvé, et menace de faire arrêter le pasteur. D'autres ne pouvaient même pas commencer leur mission consolatrice. Les habitants d'une vallée du comitat de Trencsin avaient reçu de Joseph II l'autorisation de se faire protestants. Le comitat, où le parti persécuteur avait par exception la majorité, leur enjoignit de suivre le culte catholique, et punit les récalcitrants de la prison. Cela parut tellement fort à l'empereur qu'il se mit en colère : »Ils seront, dit-il, toujours fous dans ce comitat !« Plus d'une fois, il se montra désolé de ce qu'on lui apprenait, jura qu'il allait donner des ordres : la réaction était plus forte même que sa toute-puissante volonté.

Dans certains villages, la majorité protestante faisait presque tous les frais du culte catholique. Ailleurs, les jeunes gens qui ne se convertissaient pas étaient menacés tous en masse du service militaire. Certaines corporations expulsaient les travailleurs protestants, lesquels, dans d'autres endroits, étaient forcés de réparer gratuitement l'église catholique. Ces tracasseries, ces vexations, ne firent réellement aucun mal au protestantisme hongrois : lorsque, vers le début de notre siècle, la tolérance fut rétablie dans les moeurs (elle n'avait jamais disparu des lois), les dissidents ne se trouvèrent pas en moins grand nombre. Leur patriotisme même n'avait point souffert : justement irrités contre le clergé catholique, ils prodiguaient leur sang pour leur pays et leur roi. Plus d'un poète protestant animait de son ardeur lyrique l'antique valeur magyare contre les soldats de la liberté. Les pasteurs si malheureux priaient Dieu pour le succès des armes de Sa Majesté ; et ils ne peuvent être soupçonnés d'hypocrisie : ils détestaient sincèrement, comme impie et sanguinaire, la Révolution française.

Il y avait pourtant trop d'esprits libéraux en Hongrie, pour qu'une pareille réaction, politique, intellectuelle et religieuse, ne provoquât aucune indignation, aucune résistance. On ne pouvait vivre avec l'unique préoccupation de la guerre, et, dans l'intervalle des nouvelles ou des préparatifs, ou devait s'effrayer du chemin parcouru en sens inverse du réveil national. Des dignitaires tels que Charles Zichy, Ürményi, Haller, Batthyány, ne pouvaient assister les bras croisés aux exploits d'un Thugut. Les comitats savaient au besoin s'exprimer sévèrement sur les courtisans de Vienne, qui »privés de toute science solide et de toute vertu assiègent le trône et ne peuvent se créer des mérites qu'en exagérant la puissance royale«. (3 décembre 1792). Malheureusement, parmi les patriotes mécontents de ce qui se passait, il y avait deux partis divisés sur les questions les plus graves, et dont l'antagonisme seconda, comme nous le verrons bientôt, la merveilleuse habileté de la cour. Ces deux partis, nous les connaissons déjà, mais leur attitude politique a totalement changé : les aristocrates sont devenus des conservateurs royalistes, les démocrates, naguère suppliants devant le trône, sont maintenant révolutionnaires.

Le parti aristocratique était à la fois plus nombreux et plus fort, car on peut supposer qu'il avait pour adhérents beaucoup de bourgeois et de paysans attachés à la vieille constitution. Ses prétentions étaient alors fort modestes: faire respecter les lois établies, écarter des affaires hongroises les ministres étrangers, revendiquer l'indépendance légale de la nation avec le plus grand respect et le plus grand dévouement pour le roi. Rien de plus raisonnable, et, à cause de cela même, rien de plus gênant pour les ministres réactionnaires. Comment vaincre une résistance si tranquille; quel procès intenter à des hommes constamment appuyés sur la loi? Pouvait-on leur faire approuver de force le système d'espionnage et la censure arbitraire? Ils offraient une seule prise, que l'on ne négligea pas en attendant mieux: ils étaient en très bons termes avec le frère du roi, le palatin Alexandre; on les accusa de vouloir élever au trône le palatin.

C'était bien insuffisant, et surtout déplorablement vague: rien qui justifiât une terreur militaire. A quoi bon d'ailleurs? L'Autriche qui combattait au moyen des soldats magyars et d'officiers magyars, ne pouvait pas, à moins de suicide, écraser la Hongrie. Il fallait absolument trouver un moyen d'exalter la fidélité des patriotes et d'endormir leur esprit de résistance. Ce moyen, le parti démocratique se chargea de le fournir. Il était fort peu nombreux et tout à fait désorienté, ayant perdu son ancien appui, la royauté. La réaction avait éclairci ses rangs, et, par un effet non moins naturel, exaspéré les incorruptibles. Le Contrat social et la Déclaration des Droits de l'Homme étaient plus que jamais leur drapeau, et les scènes de la Révolution leur modèle, maintenant que la cour était toute réactionnaire.



Ignace Martinovics.
(D'après un tableau contemporain.)

Quatre hommes de nature bien différente, mais tous les quatre pleins d'intelligence et d'activité, se concertèrent pour organiser dans le royaume une propagande démocratique, et pour tendre la main à la Révolution française.

Ignace Martinovics, quoique né à Pesth, n'était pas magyar de race; il ne l'était pas davantage de caractère ni d'esprit. C'était un remuant petit homme, maigre et bilieux, infatigable, doué de toute la facilité des Slaves à parler les langues étrangères, et de toute leur souplesse à recevoir les idées des peuples étrangers. Très-mobile dans ses impressions, dépourvu de consistance morale au point d'inspirer le mépris à ceux qui l'avaient bien étudié, mais capable de passions vivement senties et communicatives, il était né pour faire un redoutable agitateur.

Entré de bonne heure, et pour faire ses études, dans l'ordre des franciscains, il ne fut jamais sérieusement ecclésiastique. Il ne s'occupa des moines que pour dénoncer à Joseph II les prisons souterraines d'un couvent de Bude. L'empereur réformateur, pour le soustraire aux persécutions que lui valait cette indiscrétion courageuse, l'envoya à Lemberg, où il devint professeur de philosophie. Léopold fit grand cas de ses connaissances variées, de son activité intelligente, peut-être encore de ses travaux d'alchimie; ou sait que la manie des sciences occultes a été longtemps héréditaire dans la maison d'Autriche, et qu'il y eut une recrudescence générale de cette manie vers la fin du dernier siècle. Martinovics, pourvu d'un titre de conseiller et d'une lucrative abbaye, remplit plusieurs missions diplomatiques, dont une auprès de Louis XVI. Il revint en Hongrie avec une admiration sans bornes de la Révolution française et de ses principes.

Hajnóczy, vrai magyar, homme tout d'une pièce, s'était donné corps et âme au jacobinisme. Il parlait continuellement des héros de la Convention, il se proclamait sans-culottes. Ne sachant pas qu'un chef populaire doit être soigné dans sa tenue, comme le furent Robespierre et César, il affectait de porter des habits déchirés, disant que la propreté dans les vêtements nuisait à la pureté de l'âme. Il ne sortait pourtant pas de la populace: fils d'un pasteur, il avait reçu une bonne éducation, et s'était bientôt fait publiciste. Ses brochures, encore modérées, sur la diète et sur les impôts, avaient attiré l'attention; il était devenu alispán d'un comitat, puis conseiller royal.

Laczkovics paraît avoir été le plus remarquable des quatre chefs: l'énergie de la conspiration était en lui, comme la souplesse en Martinovics. Fils de l'alispan du comitat de Pesth, devenu officier de bonne heure, il s'était signalé dans la guerre contre les Turcs comme un vrai fils de Hunyade. Il est permis de le croire ambitieux: taille fière, nature hautaine, née pour le trône, dit son compagnon de captivité Kazinczy. Au moins patriote, il ne pouvait supporter que des Magyars fussent commandés par des étrangers: de là, une pétition qui l'avait fait arrêter, puis destituer. Depuis quatre ans il était sans emploi; Léopold, qui lui avait promis une compensation, était mort au moment de réaliser sa promesse. Une amertume personnelle s'ajoutait donc chez Laczkovics à des passions sincères. Déjà très instruit, il mettait à profit ses loisirs pour étudier la situation du pays. Un écrit qu'il avait publié depuis son départ de l'armée révélait une partie au moins de ses opinions, et du programme des démocrates. Par deux côtés Laczkovics se rattache étroitement à notre dix-huitième siècle, et se montre plus français que hongrois: par l'amour de la logique quand même et par la défiance du clergé. Les sociétés, dit-il, ont besoin de principes clairs comme les sciences: ces principes sont l'égalité et la liberté. La constitution hongroise, fondée sur les privilèges,

manque donc de principes. Les prêtres devraient être exclus de la diète et de toute fonction politique : ils devraient être payés par le trésor et n'avoir pas de biens en propre. Les seuls rois qui aient bien mérité de la patrie sont Mathias Corvin et Joseph II, parce qu'ils ont résisté à l'ignorance et au fanatisme. Cependant Laczkovics reste bien de son pays en voulant non pas l'Assemblée unique, mais deux chambres, l'une réservée aux magnats et à la petite noblesse, l'autre aux bourgeois et aux paysans, ce qui eût détruit le caractère aristocratique de la chambre basse. On voit que cette concession à l'esprit politique de la Hongrie dissimulait, elle aussi, un projet radical.

Le quatrième chef, Szentmariai, avait l'âge de Saint-Just et sa calme beauté : nul ne peut dire s'il en aurait eu la cruauté impassible. Il était enthousiaste de Rousseau, de l'abbé Raynal, et, chose plus surprenante, de Montesquieu. Il était secrétaire dans une grande famille, celle du vicechancelier Ladislas Orczy. Enfin ces quatre hommes de naissance ordinaire avaient trouvé un auxiliaire zélé dans le noble comte Jacob Zsigray, homme savant et d'une imagination ardente, bouillante nature d'artiste et de patriote.



François Szentmarjay.
(D'après un tableau contemporain.)

Que voulaient donc ces conspirateurs ? La réponse n'est pas aussi facile que l'on pourrait s'y attendre. Il y a eu complot selon toute vraisemblance, puisque l'échafaud s'est élevé plusieurs fois, et qu'une foule de nobles jeunes gens ont langui dans les prisons de l'Autriche ; mais jamais procès criminel n'a été entouré de plus de mystère. Le gouverne ment a publié le moins possible, et le plus possible étouffé toute autre publicité que la sienne.

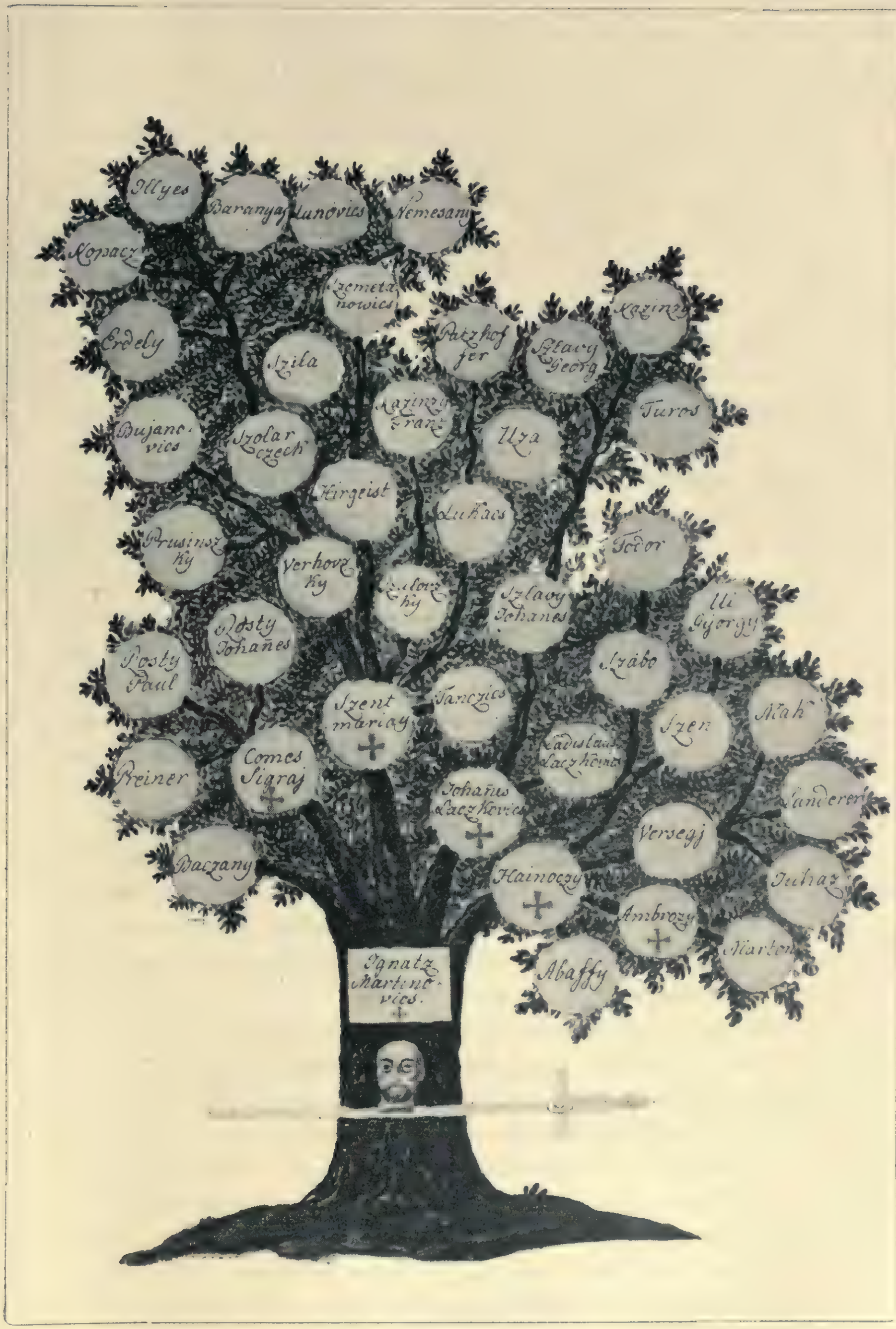
Les souvenirs des survivants, lesquels ont survécu précisément parce qu'ils étaient peu engagés dans l'affaire ; une histoire plus que partiale des jacobins hongrois par le conseiller Szirmay ; enfin le texte des sentences : voilà tout ce qui peut nous renseigner. — Si cette société secrète avait dirigé un attentat contre la personne royale ou contre le gouvernement établi en Hongrie, si elle avait essayé une prise d'armes ou simplement réuni les éléments d'une insurrection, les juges n'auraient pas manqué de le dire : or, leur silence sur ces divers points est complet. Manoeuvres

contre la sûreté de l'État, contre les principes de la société, contre les lois divines et humaines, tels sont les crimes que l'on déclare punir. En réalité il s'agissait tout simplement d'une propagande des principes démocratiques et de la franc-maçonnerie. Une sorte de catéchisme, dont tous les exemplaires saisis furent brûlés depuis par la main du bourreau, renfermait les principales doctrines des jacobins français. La diffusion de ce catéchisme était, il faut le dire, organisée d'une façon formidable : chacun des adeptes devait instruire secrètement au moins deux personnes, qui, une fois convaincues, de prosélytes devenant aussitôt apôtres, devaient à leur tour faire des conversions. Tous les efforts de la censure venaient se briser contre ce moyen de propagande qui, par l'attrait du mystère et du fruit défendu, était bien autrement puissant que les journaux sur des imaginations vives.

Ce système avait bien un danger ; il supposait de l'honnêteté chez toutes les personnes auxquelles on s'adresserait. Il y eut des misérables qui dénoncèrent. On raconte que le domestique de Martinovics, en brossant les habits de son maître, laissa tomber des lettres, les parcourut, et voyant qu'elles renfermaient de redoutables secrets, les porta à la police. Suivant un autre récit, le peu respectable ecclésiastique aurait été trahi par sa maîtresse. La cour de Vienne, tenant les principaux fils du complot, put remonter jusqu'aux quatre chefs, qui s'étaient partagé les quatre cercles de la Hongrie pour donner plus de discipline et plus d'action à la société. On résolut de frapper, mais avec prudence. On s'essaya sur une étoffe moins résistante que le caractère magyar, sur la paisible population de Vienne : on fit grand bruit d'un petit complot analogue à celui des jacobins hongrois. Un procès jugé à Vienne habitua à voir arrêter, condamner, sous les prétextes les plus vagues, et fit planer sur tous les esprits une sorte de terreur judiciaire : la voie était ouverte.

Depuis le mois d'août 1794 jusqu'en février 1795, ce fut en Hongrie comme une fièvre d'arrestations. A mesure que l'on connaissait mieux cette conspiration aussi ramifiée que peu sanguinaire, aux chefs succédaient les complices, aux complices les suspects ; tel qui s'était retiré de la société secrète trouvant qu'elle allait trop loin, était poursuivl comme s'il eût adhéré à toutes ses doctrines. Aucune protection ne suffisait : inutile de s'adresser à un puissant magnat, même au palatin Alexandre ; inutile de s'enfuir, comme le comte Zsigray, sous un déguisement : l'arrestation était inévitable. Elle se faisait quelquefois à minuit, soit pour trouver plus sûrement le criminel au refuge, soit pour frapper de terreur par un appareil de torches et de voitures roulant dans les rues silencieuses.

L'effroi était si général que plus d'un proscrit prévint par une mort volontaire un procès dont la sanglante issue ne faisait doute pour personne. Fodor, surpris dans son domicile, obtint quelques minutes de répit pour mettre ordre à ses affaires, et se brûla la cervelle dans son cabinet.



L'arbre symbolique des martyrs.

(Dessin du temps dans la bibliothèque du Musée national.)

Joseph Kraly, venu récemment de Croatie, n'attendit pas qu'on vint l'arrêter, il se tua dans la chambre qu'il occupait à l'hôtel des Sept-Électeurs. Un autre tenta dans son cachot un horrible suicide : il avala du verre pilé et s'écorcha les veines avec des morceaux de verre, mais on accourut à temps pour le sauver.

Environ cinquante accusés de haute trahison remplissaient les cellules de la forteresse de Bude. Presque tous étaient jeunes : l'un deux n'avait que seize ans, un autre dix-neuf, c'était un nommé Hirgeiszt, admirablement beau, nature tranquille, douce et fière. La plupart avaient moins de trente ans. Ils n'étaient pas tous de race magyare : les noms l'indiquent avec vraisemblance, quoiqu'il faille en Hongrie se défier beaucoup de ce genre d'induction : Bujanovics, Pruzsinky, Lonovics, Szolarcsik étaient sans doute d'origine slave ; l'imprimeur Landerer était un allemand de Presbourg. La plupart étaient Magyars. Au point de vue religieux il y avait une certaine diversité : beaucoup étaient protestants, ce qui est suffisamment expliqué par la réaction religieuse ; des fils de pasteurs, des jeunes gens qui avaient fait leurs études dans les écoles protestantes ou qui même y étaient devenus professeurs. La majorité était cependant catholique, et l'on serait surpris de trouver des paulistes, des franciscains, au milieu de jacobins pareils, si l'on ne savait que le clergé en Hongrie n'est pas aussi distinct de la société laïque que dans les autres pays de la catholicité. Ces ecclésiastiques compromis dans la société secrète ne se regardaient pas comme engagés par leur caractère, pas plus que ne le serait en pays protestant un simple ministre ou un ancien étudiant en théologie.

La tendance générale de la société, nous la connaissons par ce que nous avons dit des écrits de Laczkovics : elle était on ne peut plus contraire à la domination cléricale. Les plus modérés restaient fidèles à la nuance de Joseph II. D'autres, Abaffy par exemple, exécraient le clergé et peut-être voulaient le détruire. Presque tous les accusés appartenaient à des professions libérales, ou faisaient leurs études pour s'y préparer : avocats, médecins, professeurs, fonctionnaires de second ordre, cette classe moyenne instruite, eu tout pays assez ambitieuse, détestait, nous l'avons vu, l'esprit aristocratique de la constitution. Autrefois liguée avec Léopold contre la noblesse, l'accord établi entre François et les nobles contre les progrès révolutionnaires la reduisait à conspirer pour se faire une place. Quelques membres des grandes familles étaient pourtant compromis et arrêtés, un Illésházy, un Esterházy, un jeune baron Révay, mais l'autorité, se trouvant très embarrassée de si nobles prises, et voulant faire bien comprendre qu'il s'agissait d'un complot de sans-culottes, écarta les grands noms du procès par des mises en liberté sous caution, ou même, pour le baron Révay, par un élargissement complet sous prétexte d'extrême jeunesse. Les hommes du peuple, les paysans, presque tous ou très sou-

mis ou très attachés au vieux régime, ne figurent pas davantage dans cette affaire, qui a bien le caractère d'une conspiration de la bourgeoisie libérale. Parmi les avocats, un certain Paul Őz nous apparaît comme une digne et belle figure. Lorsqu'il arriva devant le tribunal, Ürményi s'écria avec une noble franchise: Je le connais, il devrait être sur mon siège et non sur le banc des accusés.

Plusieurs poètes venaient y prendre place, ceux du moins qui ne s'étaient pas engagés sous les drapeaux de la réaction. En effet, pendant le règne trop court de Léopold, il n'y avait eu qu'une seule tendance politique dans la littérature magyare, nous avons essayé de la déterminer; depuis 1792 deux écoles se dessinent. Virág, Berzsenyi, Csokonai excitent leurs concitoyens contre la France; les autres tournent au jacobinisme, s'entendent avec Martinovics et partagent son infortune.

Verseghy était un assez singulier prêtre catholique: comme prédicateur il avait beaucoup de succès, mais ses grandes préoccupations étaient tout autres. Il avait traduit en magyar un drame allemand, les *Enfants de l'Amour,* en même temps qu'il étudiait la musique et composait ses sermons. Il eut l'idée de traduire aussi la *Marseillaise* et en fut cruellement puni: arrêté au millieu d'une froide nuit de décembre, il attendait son arrêt de mort.

Bacsányi ne faisait que commencer une vie pénible, toute traversée de misères et de dangers. Il avait déjà traduit Ossian; de plus jurisconsulte et professeur, il avait étudié les premiers siècles de l'histoire nationale et les avait fait revivre dans un recueil intitulé: *L'héroïsme des Magyars prouvé par d'anciens exemples.* De là il avait passé à l'éloge de la Révolution française, et une pièce qu'il composa sur se sujet causa une irritation incroyable. Elle fut arrachée du *Magyar Museum*, l'auteur poursuivi de gîte en gîte et finalement arrêté. Nous aurons l'occasion de retrouver sa triste destinée, qui ne l'empêcha pas de rester quarante ans encore un des vrais poètes de son pays.

Kazinczy commençait une non moins longue carrière; sa figure, charmante et expressive jusque dans sa vieillesse, brillait alors de son premier éclat: nul conspirateur plus séduisant, si toutefois il a conspiré. Jurisconsulte sorti d'une noble famille protestante, la réaction lui avait fait perdre un emploi considérable. Il était donc certainement mécontent, mais on ne voit pas bien en quoi il s'était mêlé de la société secrète, ni pourquoi il fut arrêté dans la nuit du 14 décembre. Les notes qu'il a laissées sur ses compagnons de prison nous sont utiles pour éclaircir un peu cette ténébreuse affaire.

Il fut moins heureux qu'un autre poëte, le jeune officier Kisfaludy: depuis longtemps sollicité par Martinovics, qui lui inspirait plutôt de l'éloignement, il avait promis qu'il assisterait à une réunion. Le soir même les arrestations commençaient, il n'avait pas eu le temps de se compromettre.

Sa carrière militaire ne fut point entravée : on le verra plus tard prisonnier en Provence, mettant à profit ce loisir forcé pour s'inspirer du souvenir de Pétrarque et de Laure, germe fécond de ses poésies ; il défendra bientôt les Alpes de Carinthie contre Bonaparte, la ligne du Rhin contre Jourdan.

Enfin Szentjóbi, le plus jeune, avait perdu comme protestant la chaire de rhétorique qu'il tenait de Joseph II. Il avait fait ensuite ses études de droit et était devenu sous-secrétaire du comitat de Bihar, fonction qu'il menait de front avec la poésie. Il avait fait jouer un drame de *Mathias* au couronnement de François, et publié dans le *Magyar Museum* une vie du roi Marie-Thérèse. Lié pour son malheur avec Martinovics, il fut arrêté au moment où il allait se séparer de la société secrète. Tels étaient les accusés les plus marquants.

Ils furent d'abord conduits à Vienne, et parurent devant une commission. C'était un hardi coup de main d'arracher des Magyars à leurs juges naturels, et de les traduire sous les yeux des ministres viennois, devant un tribunal arbitrairement formé. Il y eut partout dans le royaume un cri d'indignation contre cet excès d'audace : ceux mêmes qui blâmaient les conjurés et qui les trouvaient dignes des peines les plus sévères, ne purent supporter une pareille atteinte à la dignité nationale. Le comitat de Pesth, après une séance fort agitée où parurent au premier rang un Keglevich et un Teleky, envoya au roi une adresse énergique. Il témoignait sa surprise d'un acte aussi illégal, et reclamait les accusés pour les faire juger par leurs concitoyens.

Le gouvernement s'aperçut qu'il avait commis une faute et la répara sans mauvaise honte. Le roi répondit que nul ne tenait pas plus que lui à la constitution, et qu'il ne comprenait pas des soupçons pareils : il annonçait le retour des accusés à Bude. Ils arrivèrent bientôt, et le procès commença pendant que continuaient les arrestations. A vrai dire ce n'était là qu'une concession de forme. Thugut réfléchit que les sentences auraient bien plus de portée si elles étaient prononcées par des juges hongrois. Le difficile était d'obtenir des sentences conformes aux voeux de la cour de Vienne. Il y réussit à merveille, et trouva l'homme qu'il lui fallait dans le procureur-royal, grand mendiant de faveurs, accusateur servile qui pensait se faire bien payer les têtes qu'il obtiendrait. L'ambition de ce magistrat dut être bien implacable pour triompher de ses terreurs : redoutant toujours le poison ou le poignard, il s'enferma dans une chambre inaccessible de la forteresse de Bude, gardée jour et nuit par des soldats, et refusa toute nourriture qui ne viendrait pas des cuisines du palatin. Se sentant dès lors à l'abri, il résolut de demander les peines les plus sévères contre ces démocrates ennemis des lois divines et humaines, et de diriger les débats vers d'inévitables condamnations.

Il fallait pour cela faire subir à la loi une interprétation fort large. On paya d'audace ; on s'appuya sur un édit de 1498, car il fallait

remonter trois siècles en arrière pour trouver une définition assez complaisante de la haute trahison. Entre autres preuves on allégua contre toute vraisemblance une somme de cinq millions qu'aurait reçue Kazinczy des Jacobins français. L'accusateur en était aux expédients les plus ridicules; il n'aurait pu supporter une discussion sérieuse avec la défense: il s'arrangea donc pour que la défense ne fût pas libre. Il désigna les défenseurs! Les accusés ne purent choisir que sur une courte liste d'avocats justement suspects de complaisance envers l'accusateur, car ils lui devaient ou attendaient de lui quelque chose. D'autres avocats auraient accepté cette tâche dangereuse, mais ils ne purent se faire jour jusqu'aux prisonniers: on les écartait par des menaces ou par un serment surérogatoire que leur dignité leur défendait de prêter.

Tout cela était si odieux que l'on peut se demander comment des nobles Magyars ont pu accorder à ce triste personnage les têtes de leurs concitoyens. La raison d'État parut tout justifier: parmi les juges, il y en avait que la Terreur française avait jetés dans une réaction aveugle. Les autres, qui n'avaient point renoncé à leurs idées libérales, croyaient habile et politique de montrer que la cause constitutionnelle n'avait rien de commun avec les principes subversifs venus du dehors: l'exécution des conjurés, ordonnée par des patriotes, ne laisserait à la cour de Vienne aucun prétexte pour opprimer la Hongrie au nom de l'ordre social.

L'échafaud des cinq principaux conspirateurs s'éleva le 20 mai 1795. au milieu de troupes assez nombreuses pour empêcher tout désordre. Ils moururent noblement. La tête du comte Zsigray ne tomba qu'au troisième coup: la foule maudissait le bourreau. Laczkovics, cédant à un dernier mouvement d'ambition, se prit à dire: »Il y a plus de monde aujourd'hui que pour le couronnement du roi.« Il cria en français à Szentmariai qui gravissait le deuxième les marches de l'échafaud: »Szentmariai, bon courage!« et il mourut lui-même après avoir entonné l'hymne d'Horace *Justum et tenacem propositi virum.* Hajnóczy montra une parfaite impassibilité qui le fit comparer à Socrate. Martinovics, dégradé solennellement de la prêtrise, mourut le dernier.

Parmi les autres accusés, quelques-uns furent acquittés, d'autres condamnés à dix ans de prison, enfin OEz, Kazinczy, Verseghy, Szentjobi, Landerer et cinq autres furent condamnés à mort. A vrai dire, on comptait sur la clémence de Vienne, et ce qui le prouve bien, c'est que lors de la revision du procès, Bacsányi et trois autres condamnés à la prison, furent condamnés à mort pour les principes dangereux contenus dans leur défense: la certitude de la grâce pouvait seule excuser cette rigueur inouïe. En effet, tous ceux qui demandèrent leur grâce l'obtinrent: Őz et Szolarcsik refusant de la demander, leur exécution fut résolue. C'était pourtant chose pitoyable de faire mourir deux hommes intègres qui n'étaient pas bien coupables, même au point de vue du gouver-

nement, puisqu'on était décidé d'avance à leur faire grâce. Mais Szolarcsik avait dessiné sur le mur de sa prison un arbre renversé, dont les racines, au nombre de cinq, portaient les noms des cinq martyrs du 20 mai avec cette inscription : *laetius e trunco florebit.* Cette imprudence fut peut-être avec la défense trop éloquente de son compagnon d'infortune, ce qui causa leur perte à tous deux. Le 3 juin, l'échafaud se releva : Őz voulut parler à la foule, mais le bruit des tambours étouffa sa voix.

Les condamnés à qui on avait fait grâce de la vie furent dirigés sur les diverses forteresses de la monarchie, la plupart sur Kufstein, dans le Tyrol, près de la frontière de Bavière. Là, dans un site admirable dont ils ne pouvaient guère jouir, ils furent astreints à toutes les rigueurs du *carcere duro.*

La traduction de *la Marseillaise* avait particulièrement déplu, puisque Verseghy languit neuf ans dans les cachots, sans autre répit que des voyages en voiture cellulaire entre Kufstein et Graetz, entre Graetz et Brünn. On dispersait les condamnés magyare pour les empêcher de se retrouver en trop grand nombre. On évitait même de les laisser trop longtemps séjourner dans une prison, où ils auraient pu former des liaisons durables, malgré toutes les précautions des geôliers ; en effet, Kazinczy, que l'on a gardé six ans, habita trois forteresses : le Spielberg, Kufstein et Munkács. Le Spielberg méritait déjà sa réputation tragique : Kazinczy resta longtemps dans un cachot souterrain et humide où sa santé s'altéra gravement. Il fallut une visite de l'archiduc palatin Joseph, pour faire donner au poëte malade une chambre plus saine.

Aussi se termina, sur l'échafaud et entre les épaisses murailles des prisons, la tentative de la démocratie bourgeoise pour miner l'antique constitution du pays et tendre la main à la Révolution française. Cet épisode si peu connu, à peine aperçu dans la marche foudroyante des grandes guerres, a eu sur ces guerres mêmes et sur la situation de l'Europe, une influence réelle. Les modérés disparurent de la scène politique : l'approbation qu'ils avaient donnée aux mesures violentes ne leur servit de rien ; leur chef, le palatin Alexandre, mourut pendant un feu d'artifice, accident qui fut regardé, injustement d'ailleurs, comme un attentat de la cour contre un prince dangereux par sa popularité. Le parti réactionnaire remporta une victoire momentanée sans doute, mais assez durable pour imprimer un grand élan national à la lutte contre la France, et pour étouffer le mécontentement de certains comitats. Les conjurés de 1794 n'avaient donc guère réussi à rapprocher leur pays de la France révolutionnaire. Ils n'avaient pourtant pas inutilement sacrifié leur vie : une première fois ils avaient habitué leurs compatriotes à des notions d'égalité ; ils laissaient les germes d'un parti réformateur qui, répudiant leurs exagérations, mais acceptant leurs principes, se mettra à l'oeuvre plus tard.

CHAPITRE SIXIÈME.

LES GUERRES CONTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA DIÈTE DE 1802.

Les Hongrois ont combattu presque sans interruption, pendant vingt-deux ans, la République française et l'Empire, souvent vaincus, souvent mécontents, jamais infidèles. Mais ils n'ont pas toujours apporté dans cette lutte le même enthousiasme et la même conviction. Nous les verrons tantôt se borner à leur strict devoir militaire, tantôt dépasser en ardeur et en dévouement tous les autres champions de la monarchie autrichienne. Ces alternatives ont sérieusement influé sur les résolutions de la cour de Vienne et de la vieille Europe. Elles tenaient à la situation intérieure du pays, mais le pays lui-même ressentait le contre-coup de la politique générale: par exemple les sentiments d'horreur que faisaient éprouver les excès de la Révolution accentuèrent le dévouement royaliste des Magyars.

Avant 1795, ni les officiers, ni les soldats de marquèrent parmi les troupes de la Coalition. Les grands commandements n'étaient pas confiés à des Hongrois: on les subordonnait à Cobourg, à Clerfayt, à Wurmser. Le prince Esterházy brilla peu dans la campagne de 1792, lorsque sur les bords du Rhin il fut opposé à Custines.

Le ton du poète Barcsányi, qui n'épargnait pas au gouvernement les accusetions et les invection, pouvait faire redouter à la Autriche de sérieuses difficultés, surtout lorsque les prétentions jalouses des Alliés rendaient les Hongrois plus nécessaires. Dès 1794, lorsque le ministère anglais faisait acheter le moindre secours par d'humiliantes insistances, et dictait impérieusement les plans de campagne; lorsque les États-Généraux de Hollande négligeaient de se défendre et laissaient mourir de faim leurs défenseurs; enfin lorsque de Prussiens et Thugut rivalisaient de mauvais procédés, il n'était certes pas indifférent de pouvoir compter sur les nobles Magyars: on leur fit une plus grande place. Ils étaient d'ailleurs pleins de mérite, et nous voyons qu'on leur confiait des entreprises délicates. Kray et Mészáros sont chargés de s'entendre avec Pichegru lors de son complot royaliste. Alvinczy, infatigable et ardent général, saura fort bien s'acquitter d'une négociation avec les États-Généraux, ou de la tâche ingrate d'assurer l'entretien d'une armée. On le désigne pour envahir l'Alsace et proclamer Louis XVIII. C'est presque toujours avec éloge qu'il est parlé dans la cor-

respondance impériale des généraux Ott et Gyulay. Les soldats étaient au niveau de leurs chefs; ils partageaient l'affreuse misère de l'armée autrichienne et son patient courage. Sans argent, sans chaussures, presque sans nourriture et sans vêtements par un hiver terrible, et ne pouvant pas comme les Français se consoler par la victoire, íls se signalaient dans la défaite par leur résistance héroïque.

Depuis 1796 le parti démocratique, décimé par l'échafaud ou par la *prison dure*, cessa de faire entendre sa voix. Les adeptes qui lui restaient, préservés de toute contagion étrangère par de sévères règlements de douanes, se découragèrent ou se convertirent. Les prodigieux succès de la France, la rupture avec la Prusse, la détresse de l'Autriche ne firent qu'exalter le dévouement des Magyars. Alors, comme dans toute leur histoire, ils ne surent rien refuser à leur souverain délaissé, tandis que ce même souverain entouré d'alliés ne trouvait en eux que résistance ou froideur. Leur imagination orientale fut singulièrement fascinée par le jeune capitaine qui détruisait leurs armées comme en se jouant, et qui, dépassant en rapidité victorieuse tout ce qu'on savait des Turcs et des Mongols, menaçait comme eux la Hongrie. Ils l'admirèrent, le haïrent et le combattirent avec passion.

De son côté l'empereur François, frappé de l'épuisement de ses pays héréditaires, avait toujours plus besoin de la Hongrie. Mais l'indestructible constitution exigeait, pour des levées et des impôts exceptionnels, une convocation de la diète: on était même déjà en retard d'une année puisqu'elle devait être réunie tous les trois ans. Que de plaintes, que d'exigences allaient se produire! Tant que cela fut possible, on différa. Les grandes familles firent des sacrifices pour la cause de la féodalité et de la religion. Le prince Esterházy arma 620 conscrits et envoya 15,000 mesures de blé. Le cardinal-primat Batthyány préleva sur les immenses revenus de son diocèse 50,000 florins, 50,000 mesures d'avoine, et se chargea d'entretenir encore un régiment. D'autres magnats et d'autres évêques montrèrent, dans la proportion de leurs revenus, une égale générosité: mais tout cela fondait devant Bonaparte. L'archiduc Joseph n'eut pas de peine à montrer que l'état de l'opinion devait exclure toute inquiétude, et que l'assemblée se montrerait bien disposée. Ce prince préludait au rôle libéral et conciliant qu'il devait garder pendant un demi-siècle. Il avait aussi une vue personnelle: la Diète seule pouvait le proclamer légalement palatin du royaume. Il obtint la convocation pour le 6 novembre.

Dans la séance d'ouverture, l'archiduc Joseph et le primat parlèrent aux magnats en langue latine. Les députés entendirent deux discours en magyar, l'un du personal Joseph Nagy, l'autre du chanoine Vantsai, où il était vaguement question de la Constitution et du pays. Le cardinal s'exprima avec énergie, et s'efforça de représenter la guerre comme une croisade. Célébrant les récentes victoires de l'archiduc Charles sur Jourdan

et l'armée d'Allemagne, il exprima l'espoir de voir le crucifix rétabli en France pour la confusion, l'humiliation, et, avec la grâce de Dieu, pour la conversion des impies.



Noble magyar insurgé.
(D'après une gravure du temps.)

Le lendemain, le roi parut en costume national avec la veste, le manteau et les bottes d'un colonel de hussards, avec le bonnet de fourrure orné d'une plume de héron. La figure triste et prudente de François II devait produire un singulier effet dans cet équipage. Il ne dit rien de bien

nouveau : une grande confiance dans le dévouement de ses sujets, une haine sincère contre les ennemis de la religion qui ne manqueraient pas, s'ils parvenaient en Hongrie, de voler et l'argent et les femmes ; enfin, l'inévitable comparaison avec la Diète qui sauva Marie-Thérèse : ce souvenir chevaleresque avait le privilège de ne pas vieillir. Le discours royal réussit parfaitement. Les secours nécessaires furent votés avec une grandeur barbare ; 20,000 boeufs devaient servir à la nourriture de l'armée, avec 2.400,000 mesures de blé offertes par la noblesse. Cinquante mille conscrits, et dix mille chevaux auxquels on consacrait quatre millions de mesures d'avoine, durent combler les vides faits par l'épée de Bonaparte. En cas d'invasion, une levée en masse était promise.

Une pareille magnificence semblait conférer à l'assemblée votante le droit de faire entendre ses réclamations. Il y en eut d'assez vives sur les droits d'exportation que payaient les produits hongrois. Le commerce des vins de France rencontrant de grands obstacles dans les pays du Nord, les vins de Hongrie pouvaient trouver d'excellents débouchés du côté de la Russie ; on s'irritait de voir le gouvernement rendre cette exportation presque impossible par des règlements minutieux ou des droits abusifs. Il fut répondu que l'on mettrait la question à l'étude, ce qui était plus que vague ; et deux députés qui parlèrent énergiquement des droits de la nation se virent expulsés en bonne forme. L'assemblée ne se montra point susceptible comme c'était l'habitude lorsque la liberté de parole était mise en question, et se sépara tranquillement après le remerciement royal (10 déc.). La diète de 1796 ne peut donc compter parmi les grandes assises du peuple magyar. Elle ne voulut ni résister ni délibérer ; elle ne fut qu'un appel, écouté avec enthousiasme, à un dévouement déjà éprouvé, et une manifestation militaire de l'ancien régime contre la Révolution. A ce point de vue seulement, elle pourra marquer dans l'histoire.

Mais ne croyons pas qu'elle fût désapprouvée par l'opinion publique : le journalisme, tenu en bride depuis le fameux complot, ne faisant que végéter, la poésie en tenait lieu. Elle fut toute politique et belliqueuse de 1797 à 1799. Des hommes dont la vie honorable et simple prévient tout soupçon de platitude, soutinrent contre les Français la cause royaliste, intimement unie à la nationalité. Ils l'auraient au besoin soutenue contre les Prussiens qu'ils poursuivaient d'une vieille rancune, rappelant avec plaisir l'occupation de Berlin par les Hongrois de Hadik dans la guerre de Sept Ans.

Le vieil Alvinczy, récemment porté au commandement en chef de l'armée d'Italie, faisait des efforts héroïques pour délivrer Mantoue, et méritait, même dans ses revers, les remerciements de son roi.

La noblesse s'armait à la hâte, non sans les déchirements que produisent dans les familles ces levées subites de jeunes gens.

L'archiduc Charles arrivait cependant à Leoben, où se concluaient les

fameux pliérminaires. Ce jeune prince apparaît pour la première fois dans notre récit, mais il occupait déjà une grande place dans l'imagination des Hongrois. Quelques mois plus tôt, à la fin de sa victorieuse campagne de Würzbourg, il avait reçu une députation de la Diète, qui venait le féliciter. Plus récemment encore, au combat de Tarvis, entouré par les Français, presque prisonnier, il avait dû son salut à des hussards, commandés par le colonel Fedák, qui périrent presque tous en le délivrant. Une sympathie mutuelle s'établit dès lors entre le grand général et le brave peuple : elle ne se démentit jamais. L'archiduc n'avait pourtant rien du Magyar : figure calme et recueillie, calculateur prudent, il ne rappelait guère l'élan furieux d'un Hunyade.

Les préliminaires de Leoben n'arrêtèrent point la levée de la noblesse. Elle arrivait nombreuse et ardente au rendez-vous désigné, Szombathely, près de la frontière de Styrie. Les cercles du Danube, dont l'effectif fut complet dès le mois de juin, avaient pour chefs deux grands seigneurs : le prince Esterházy et le comte Pálffy. Ceux de la Theiss, plus éloignés, ne réunirent les contingents qu'un peu plus tard, sous les généraux Splényi et Mészáros, excellents dans les commandements secondaires. La palatin commandait en chef cette armée de 30,000 hommes portée à 40,000 par les levées des Croates.

Cependant la paix de Campo-Formio amena le licenciement de la noblesse. Mais cette paix si glorieuse pour la France n'était qu'une trève ; la cour de Vienne ne désarma pas sérieusement, parce qu'elle sentait derrière elle des troupes fraîches et dévouées.

La guerre avait coûté au royaume de Hongrie plus de cent mille hommes et trente millions de florins. Ces énormes sacrifices, peut-être dissimulés en partie, ne refroidirent point les Magyars pendant la seconde coalition. Les terribles campagnes de 1799 et de 1800 furent en grande partie leur ouvrage. Les soldats se signalèrent dans toutes les batailles ; leurs généraux parurent au premier rang.

Il faut avouer que le commencement fut blâmable. Les hussards du colonel Babarczy occupaient les environs de Rastadt lorsque furent assassinés, à leur départ du Congrès, les plénipotentiaires de la République. Ils partagèrent la responsabilité de ce crime avec la cour de Vienne, qui avait tout au moins donné l'ordre d'arrêter les ambassadeurs et de prendre leurs papiers. La discussion de ces faits obscurs ne rentre pas dans notre sujet : les hussards de Babarczy ne peuvent être accusés que d'avoir brutalement dépassé une consigne déjà coupable, mais qui s'imposait à eux au nom de l'obéissance militaire. A peu près en même temps (5 avril 1799), le maréchal baron de Kray méritait les éloges de M. Thiers, qui l'appelle un officier brave, expérimenté, et des historiens allemands les moins favorables à la Hongrie. Pendant que le général républicain Schérer essayait de forcer la ligne de l'Adige, Kray débouchant rapidement des montagnes de Vérone,

le surprit et le battit à Magnano. Cette bataille faisait perdre aux Français la Lombardie, pendant que la victoire de l'archiduc Charles à Stockach les forçait à la défensive sur les bords du Rhin.

Sans la jalousie mutuelle des Russes et des Autrichiens, et sans la prodigieuse habileté de Masséna dans la campagne de Zurich, la France était envahie. »Lorsqu'on apprit que Mantoue était retombée au pouvoir des alliés, Csokonai écrivit un furieux petit poème intitulé *la Victoire de la Justice (az igazság diadalma).* Il est curieux de voir quelles idées politiques s'exprimaient en Hongrie dans cette dernière année du siècle, si troublée et si sanglante, lorsque se préparaient en France la restauration du pouvoir personnel, lorsque l'opinion de l'Allemagne était partagée entre le réactionnaire Gentz et les partisans, suivant lui trop nombreux, de la Révolution.

Le publiciste hongrois commence par une invective contre le sainte Justice: que faisait-elle, où se cachait-elle lorsque »l'âme cruelle de la France« couvrait l'Europe de ruines et de sang? Pourquoi n'a-t-elle pas combattu la chimère moderne, le monstre aux têtes renaissantes? Oh! elle vivait encore; elle attendait l'heure propice pour »faire tomber devant le Seigneur l'idole parisienne«. Où donc est la source de tout ce mal? Dans la violation de la legitimité. Le sang de la famille royale, des innocentes victimes parentes de l'Empereur François »crie vengeance au ciel et à Vienne«. L'empereur a la glorieuse mission d'assurer le triomphe de la justice. Il faut que l'aigle invincible de l'Autriche parvienne jusqu'au Louvre, devenu une »caverne de brigands« et y rétablisse les fleurs de lys. Henri IV (dont le poète fait un immense éloge) et Louis le Grand auront un digne successeur dans Louis XVIII. Tous ceux qui aident l'empereur dans cette grande tâche méritent des louanges: le czar Paul, dont les armées effrayent à la fois l'Asie et la France (rien n'est plus rare que d'entendre un Hongrois parler favorablement de la Russie); le sultan Sélim, qui arrivera bien à débarrasser la belle Égypte des brigands français — le roi Georges d'Angleterre qui règne sur l'Océan — surtout le brave Kray et son armée magyare.

Ainsi parlait un noble jeune homme, dont la carrière était compromise à chaque instant par une indépendance turbulente, et qui ne peut être accusé de servilisme; journaliste en même temps que poète, et journaliste populaire, on ne peut supposer qu'il exprime une opinion purement personnelle. Nous avons vu d'ailleurs que ce langage concordait avec les dispositions évidentes de la Diète, la conduite militaire des Hongrois et les publications contemporaines.

Le 18 brumaire et l'avènement de Bonaparte au Consulat ne changèrent rien. Les Hongrois restèrent, soldats et généraux, la plus grande force de l'Autriche. Kray fut opposé à Moreau. Si son plan fort ingénieux ne put empêcher le général républicain de passer la Forêt noire, il montra

du moins dans son compement d'Ulm et dans sa retraite nécessaire une remarquable fermeté. Zách était le chef d'état-major de Mélas, et le général Ott le premier de ses lieutenants. Ott, vainqueur de Miollis, »enveloppant



Le palatin Joseph.
(D'après une gravure du temps.)

tous les forts qui couvrent la ville, montra les couleurs autrichiennes aux Gênois épouvantés«. (Thiers.) Digne adversaire de Masséna, il reçut un peu plus tard la reddition de Gênes.

Marengo, cette journée si disputée, fut presque une bataille magyare.

Dans l'engagement préliminaire de la Chiusella, le général comte Pálffy exécuta une charge de cavalerie digne de ses ancêtres, et tomba glorieusement. Le général comte de Hadik, fils d'un héros de la guerre de Sept Ans, inaugura la grande bataille par le redoutable choc de son corps d'armée. Le corps de Splényi et les hussards affrontent la garde consulaire; la cavalerie de Ott force à la retraite le général Lannes. A trois heures Mélas, se croyant victorieux, rentrait dans Alexandrie pour annoncer à Vienne son triomphe, laissant à Zách le commandement en chef; mais l'arrivée de Desaix changea complètement la face des choses, et les Hongrois prirent autant de part au désastre que naguère au succès: Hadik fut tué, Zách fait prisonnier, la cavalerie de Ott saisie d'une panique.

Quelques semaines plus tard, les Français prenaient la route de Vienne, et la levée de la noblesse fut ordonnée de nouveau. La lettre royale demandait franchement des sacrifices en rapport avec les désastres subis. Les cavaliers nobles s'armèrent avec l'inévitable lenteur de soldats improvisés: cette arrivée tardive et par petits détachements fut peut-être le salut de l'Autriche, qui put ainsi échelonner sa réserve sur la route de Vienne et amortir le choc des Français. On ne pouvait espérer mieux dans l'affreux désordre où se débattait l'empire. Le système de Thugut, défiance et entêtement, produisait tous ses fruits. L'archiduc Charles, partisan de la paix, était presque en disgrâce, et quand il reparut, c'était trop tard. L'armée périssait de misère en attendant que Moreau lui donnât le coup de grâce. Le malheureux empereur ne savait à qui s'en prendre et remplaçait le maréchal de Kray par son propre frère, le fatal archiduc Jean: on sait quel en fut le résultat, la déroute de Hohenlinden.

Huit jours plus tard un nouvel appel était adressé à la noblesse hongroise que commandèrent de bons généraux, Mészáros, Splényi, Benyovszky, puis Ott, Dévay, Gyulay, sous le commandement suprême d'Esterházy. Nul doute que des préparatifs aussi sérieux n'aient soutenu M. de Cobenzel dans les négociations de Lunéville, et ne lui aient valu des conditions meilleures. La disgrâce de Thugut était un soulagement pour tout le monde, et l'Autriche conservait à peu près ses limites de Campo-Formio. Les Magyars avaient donc servi puissamment l'Autriche et dans la guerre et pour la paix. L'empereur les remercia chaudement de leur concours, et déclara qu'il n'avait rien plus à coeur que le bien-être et les progrès de sa chère Hongrie. Mais cet éloge royal coûtait cher: cent millions de florins, deux cent mille hommes.

La nation était plongée dans le deuil et le découragement. Que de familles avaient perdu, avec les garçons enlevés à la charrue par la réquisition, leur avenir et leur espoir! Que de champs mal cultivés par les vieux parents ou les enfants trop faibles! Trois fois, en 1794, 1795, 1800, la récolte fut si maigre, la disette si terrible, que les préjugés contraires à la libre circulation des grains reprirent faveur, et que les

comitats s'adressèrent au gouvernement pour obtenir que l'exportation du blé fût interdite.

L'exportation des vins de Hongrie aurait pu enrichir le pays ; mais les troubles de Pologne avaient arrêté tout commerce du côté de la Russie, et la cour de Vienne, au fond plus irritée contre la Prusse que contre ses ennemis déclarés, gênait les échanges avec l'Allemagne du Nord et les alliés de la France. Restaient, pour acheteurs, les Autrichiens des pays héréditaires qui faisaient les prix à leur guise sur le marché hongrois.



Le comte Benyovszky.
(D'après une gravure du temps.)

Les mines de Hongrie et de Transylvanie alimentaient de numéraire le trésor autrichien. En revanche le papier imposé par le Gouvernement s'était multiplié, et était tombé dans un profond discrédit. Les mesures violentes employées pour le soutenir à son taux fictif échouaient comme toujours. En septembre 1800 le comitat de Csongrád écrivait : »Les années s'écoulent et l'exportation du numéraire (on l'employait en effet au paiement des armées), l'émission des billets de banque nous rendent la vie, non pas difficile, mais impossible. Personne n'a de confiance dans ces valeurs fic-

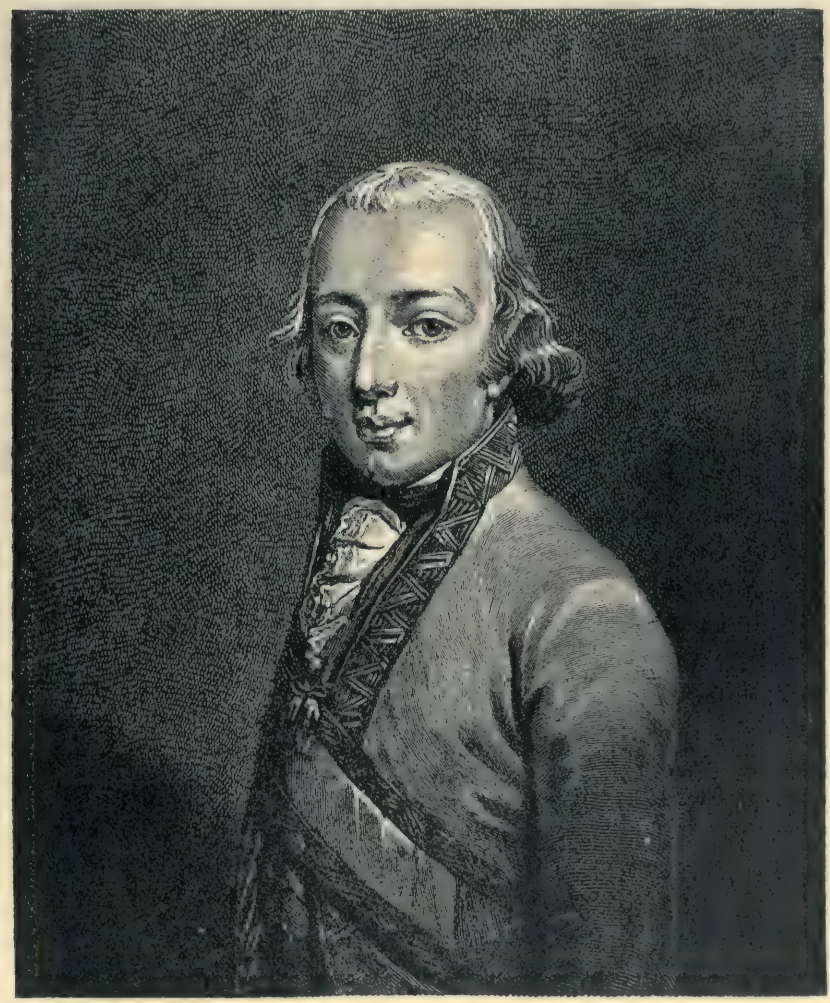
tives. Les riches perdent leur fortune; les pauvres, même lorsqu'ils sont payés de leur travail, meurent de faim, parce qu'ils ne trouvent pas à changer leur papier.« Pour comble de malheur, la monnaie de cuivre, si nécessaire aux petites bourses, partageait, quoique sur une moindre échelle, le discrédit du papier: la pièce de douze kreuzer n'était plus acceptée que pour dix, ou même pour neuf kreuzer.

Eh bien! cette misère fut salutaire aux Magyars; elle leur fit envisager avec moins de fanatisme la guerre et ses résultats; elle leur rappela qu'ils avaient aussi bien des devoirs de dignité envers eux-mêmes que des devoirs de dévouement envers leur roi. S'ils souffraient aussi cruellement, c'est qu'ils avaient laissé méconnaître les vieilles libertés, et leur administration financière indépendante garantie encore une fois par Léopold. Comment revenir à l'état de choses légal? Par une manifestation tranquille et respectueuse. Dès lors le mot de diète nationale s'impose à tous les esprits et sort de toutes les bouches. Depuis dix ans on l'avait oublié, car la Diète de 1796, nous l'avons vu, n'était qu'un appel aux armes. Partout on s'étonne d'avoir laissé passer sans se plaindre l'année 1799, date régulière d'une nouvelle convocation. La paix d'Amiens vient d'être signé, l'Europe entière se repose; aucune nécessité ne peut excuser un plus long retard.

Enfin arrive la lettre royale fixant l'ouverture de la session au 2 mai 1802, »pour s'occuper du bonheur du pays, du peuple contribuable, de la bonne justice«. Il y avait un autre but, qu'on se gardait bien d'indiquer. L'archiduc Charles avait reçu de grands pouvoirs pour réorganiser l'armée; il savait mieux que personne quelle était l'importance des régiments hongrois. Mais la sympathie de l'archiduc ne s'étendait pas jusqu'à la vieille constitution, dont les lenteurs et les résistances lui paraissaient un obstacle à la grandeur militaire de l'Autriche. Il aurait voulu que la Diète se dessaisît une fois pour toutes de ses droits, en votant un nombre fixe de conscrits annuels. Les comitats, ignorant cette arrière-pensée de la Cour, et se rappelant les promesses du roi lors de la dernière assemblée, commencèrent activement leurs discussions. Le vieil esprit aristocratique inspira le choix des députés, et les mandats qu'ils reçurent prouvent à la fois et l'énergie de la noblesse sur le terrain de la constitution féodale, et son étroitesse lorsqu'il s'agit de réformes. Cependant beaucoup de députés comprenaient bien l'importance des questions commerciales, et une brochure, dont l'auteur s'appelait Bredeczky, attaqua vivement le système douanier qui sacrifiait la Hongrie aux provinces allemandes.

Au jour indiqué, les députés se réunirent sous la présidence du personal Semsey, qui prononça en langue magyare un discours très convenable, exempt de flatterie comme de hauteur. Il félicita le roi, et c'était justice, d'avoir de lui-même, sans y être forcé par les circonstances, demandé les conseils et l'appui de ses sujets. Il fit également l'éloge de la constitution nationale, seule inébranlable dans la confusion universelle. Cet éloge con-

tenait, il est vrai, une réserve: on devait songer au bien de la société, mettre les intérêts de tous au-dessus de son intérêt égoïste, et ne pas croire qu'une constitution fût imperfectible: adroit acheminement aux réformes projetées par l'archiduc. Le langage libéral du XVIII siècle était habilement retourné contre la noblesse constitutionnelle.



L'archiduc Charles.
(D'après une gravure du temps.)

François II en convint avec une franchise pleine de promesses: »Maintenant, dit-il, que la paix est conclue, je veux étendre ma sollicitude sur le royaume de Hongrie, sur le pays qui m'a secouru avec le plus d'efficacité dans mes guerres, qui par son étendue, sa population, sa fertilité, le caractère noble et valeureux de ses habitants, est le rempart de

la monarchie. Mon voeu est de m'entendre avec les États pour accroître la prospérité publique et mériter la reconnaissance de la nation.«

Quel ne fut pas le désappointement lorsqu'on en vint aux véritables projets de la cour: Les troupes hongroises devaient conserver pendant la paix leur effectif complet, et pour subvenir à cette dépense nouvelle, l'impôt serait augmenté d'un million de florins. Or, les classes contribuables ayant déjà bien assez de charges à supporter, le surplus devait être obtenu par une augmentation du prix du sel pesant sur tout le monde. Le chancelier Aczél avait soin de dire que les nobles magyars n'étaient pas sujets à l'impôt, mais qu'ils devaient songer au soulagement des pauvres. Plusieurs précautions étaient prises pour amortir l'explosion du mécontentement. Les États furent invités à élire les gardiens de la couronne; nous savons combien cet emblême de l'indépendance nationale a toujours été cher au coeur des Hongrois.

La jeune impératrice-reine, épouse en secondes noces de François II, s'appelait Marie-Thérèse: autre prestige. La présence d'une souveraine dont le nom seul faisait revivre un généreux souvenir, enthousiasma les députés. Ils discutèrent les propositions royales sur un ton modéré, par crainte de manquer à la galanterie chevaleresque: ils étaient prêts à satisfaire le roi, déclaraient-ils tranquillement, pourvu qu'une plus juste organisation financière les mît à même de supporter des charges nouvelles. Mais lorsque le gouvernement déclara formellement qu'il n'entendait pas aborder les questions commerciales, et que l'on devait se borner à voter de l'argent et des hommes, l'indignation devint si vive que la reine, jugeant sa présence au moins inutile, cessa de venir.

Ainsi, dans cette diète pacifique, dans cette assemblée tenue en 1802, année de repos universel, la question militaire était aux yeux de l'Autriche la seule dont il valût la peine de s'occuper. Si l'on présentait des projets de finances, c'était encore pour augmenter l'armée. Le désarmement n'était qu'un simulacre; la paix de Lunéville n'était pas plus durable que la paix de Campo-Formio. Le Directoire avait fourni d'excellents prétextes pour rompre en 1799; Napoléon devait en fournir d'excellents pour rompre en 1805; mais ni la République ni l'Empire n'ont à se reprocher d'avoir déchiré ces deux traités morts en naissant. Chaque fois qu'elle était abattue, l'Autriche sacrifiait une province et un ministre; mais des provinces qui restaient, un ministre nouveau faisait sortir une armée nouvelle: Après Thugut Cobenzel, après Cobenzel Stadion, après Stadion Metternich. Ce rôle n'est pas sans grandeur, mais il faut l'envisager tel qu'il est. La politique de l'Autriche fut constamment belliqueuse, et son attitude en face du peuple dont nous racontons l'histoire le prouve victorieusement.

Il fallut en venir à la discussion détaillée du projet militaire. Sur deux points fort graves la lutte fut longue et violente, parce qu'il s'agissait moins encore d'organisation de l'armée que de politique intérieure. Les

troupes hongroises, nous l'avons vu, comprenaient les régiments réguliers levés en Hongrie et *l'Insurrection*, formée en grande partie de cavalerie noble; de sorte que le système des armées permanentes et le système des milices nationales existaient côte à côte. Le gouvernement, qui redoutait l'esprit indépendant, même lorsqu'ils se dévouaient, des nobles Magyars, voulait laisser l'insurrection au second plan, et former une nombreuse armée régulière. Les députés tenaient beaucoup à leur droit de se lever pour la défense du pays; ils y tenaient un peu par patriotisme, un peu pour se rendre nécessaires; ils craignaient qu'une plus nombreuse armée permanente, composée surtout de paysans, pliée à l'obéissance passive, ne devînt un dangereux instrument de despotisme.

Ce même esprit de défiance mettait la Diète en conflit avec la cour sur une seconde question essentielle: à qui appartient-il de fixer le nombre des conscrits et la durée du service? Le gouvernement ne contestait pas le droit de l'assemblée, mais il désirait que l'assemblée s'en dessaisît volontairement, dans l'intérêt de la monarchie, et votât l'augmentation demandée, non pas pour trois ans, jusqu'à la prochaine session, mais pour toujours. Sur ce point capital, les députés montrèrent une admirable fermeté: rien ne put les faire renoncer à leur droit constitutionnel. La cour vaincue en opiniâtreté, dut se résigner à n'obtenir que pour une courte période l'accroissement de forces militaires qu'elle réclamait.

C'était un grave échec; mais les Hongrois, habitués depuis dix ans à une obéissance enthousiaste, semblent avoir été étonnés de leur propre résistance. D'ailleurs, les magnats formaient un parti gouvernemental qui comptait même dans la chambre basse de nombreux adhérents. Aussi la cour reprit-elle l'avantage lorsqu'il s'agit de fixer les années de service et l'effectif. Assurément rien n'était plus contraire à l'esprit magyar qu'une levée forcée, même pour les troupes régulières, et qu'une limite (maximum ou minimum) de temps à passer sous les drapeaux. Pourtant la Diète, après de longues discussions entre les magnats et les députés, accorda six mille recrues par an pendant la paix, douze mille en cas de guerre, avec obligation de servir pendant dix ans, ce qui portait les forces permanentes de la Hongrie, sans préjudice de l'insurrection et des levées exceptionnelles, à soixante mille hommes sur le pied de paix, à beaucoup plus en cas de guerre prolongée. Il était facile de calculer que, dans un danger sérieux, le royaume pourrait mettre en ligne cent cinquante mille hommes.

Le gouvernement remporta un autre succès, mais illégal et dangereux. Il demandait deux millions de florins de plus pour le budget de la guerre, et ce chiffre, en face de semblables armements, paraît à coup sûr modéré; mais la situation financière de la monarchie était si mauvaise qu'il était difficile d'obtenir encore quelque chose des contribuables ordinaires. La cour éleva brusquement le prix du sel d'un florin six kreuzer par quintal, ce qui faisait contribuer les nobles autant que les roturiers. L'indignation

fut grande, et pas tout à fait désintéressée, chez les députés, qui votèrent de mauvaise grâce.

Le but réel de la convocation était à peu près atteint, et ce que le gouvernement n'avait pas obtenu, il savait bien qu'aucune insistance ne le lui donnerait. Dès lors il n'eut plus qu'un désir : faire oublier ses promesses, en retarder indéfiniment l'exécution. Mais il ne pouvait guère étouffer les discussions que lui-même avait fait naître. Une commission étudiait les intérêts économiques du pays et interrogeait les négociants des grandes villes, Pesth, Presbourg, Bude, Raab : elle produisit ses conclusions, fort modérées. Elle ne réclamait pas l'indépendance absolue des intérêts hongrois, mais une conciliation avec les intérêts des autres provinces, des droits d'exportation moins forts, des règlements de douane moins gênants. Le roi, peu touché de ces ménagements, fit quelques promesses vagues de traités de commerce, et jeta dans l'assemblée un brandon de discorde, le projet d'une banque nationale.

La maison de Lorraine a plus d'une fois montré, en ce qui concerne le progrès commercial et l'égalité civile, plus de largeur d'esprit que les députés nobles. Cela pouvait être bonté naturelle, ou ruse politique. En effet, les passions soulevées par une question de dignité et d'indépendance, étaient brusquement refroidies par une proposition de réformes contraires aux privilèges. Le projet de banque, soutenu par les magnats partisans de la cour, déplut aux représentants des comitats, parce qu'il fallait bien trouver des fonds pour créer cette banque, et parce que ces fonds devaient être fournis, en définitive, par la noblesse. D'étranges discours furent prononcés : le commerce de la Hongrie, dit un député de Nyitra, ne vaut pas la peine qu'on s'en occupe. — La noblesse, disait un autre, ne doit fournir que le service militaire ; quant aux autres charges, elle en supporte déjà beaucoup trop, elle n'en veut pas de nouvelles. — Conclusion : nommer une commission qui enterre le projet. Ainsi fut fait, et les Hongrois non nobles durent avoir une idée peu avantageuse de leurs législateurs.

Les passions aristocratiques une fois déchaînées ne s'arrêtèrent plus. Beaucoup de nobles vivaient dans les villes, et, ne possédant pas de terres, ne faisaient nul usage de leurs priviléges ; ils demandèrent à ne rien payer, même dans les villes. — On remarquait avec effroi le déboisement croissant du pays. Les magnats auraient voulu que le gouvernement fît respecter les lois d'intérêt général qui s'y opposaient ; mais les députés des comitats répondirent que, leurs forêts leur appartenant, ils avaient le droit d'en faire ce que bon leur semblait. La proposition n'eut pas de suite. Une discussion très vive s'engagea sur le droit de chasse. La noblesse ne voulut rien abandonner de ses droits, et la nation des lièvres, suivant une satire composée, par un député, envoya remercier la Diète de ne l'avoir pas livrée aux paysans.

Si l'assemblée s'occupa des rapports de la Hongrie et de l'Autriche,

ce fut pour réclamer au nom de vieux souvenirs historiques la réunion de la Dalmatie, en vertu d'anciens droits féodaux la réunion de la Gallicie. Le gouvernement répondit tout naturellement qu'il avait rattaché la Dalmatie à ses nouvelles possessions de Venise, que la Gallicie n'avait jamais obéi à la couronne de Saint-Étienne. Lorsque la majorité demanda que la session fût prolongée, la cour déclara ne point s'y opposer, pourvu que les frais d'entretien fussent supportés, non plus par les pauvres contribuables, mais par les députés eux-mêmes : c'était fort spirituel, et d'un effet immanquable. Les députés, avec un empressement peu édifiant, se résignèrent à la dissolution. Le roi déclara dans la séance finale du 31 octobre qu'il était très satisfait des députés, et que les députés devaient être satisfaits de lui, car il avait accordé tout ce qui n'était pas contraire à l'intérêt de la monarchie. Ainsi finit la Diète de 1802, provoquée par de grands besoins, inaugurée au milieu de grandes espérances : la Hongrie n'en recueillait que stérilité et déception. Le gouvernement, fortifié par l'égoïsme étourdi de l'opposition parlementaire, se retrouva plus absolu que jamais, libre de jeter dans une guerre nouvelle la nation fatiguée.

Et pourtant la situation de la Hongrie dans les trois années qui précédèrent la campagne d'Austerlitz, prouve qu'elle ne perdait pas son temps. Après un long effort de dévouement royaliste, elle comprenait qu'au lieu de compter sur la Cour elle devait agir d'elle-même. L'engourdissement produit par la confiance diminue peu à peu ; l'initiative nationale ne cesse de grandir.

Dans l'ordre des intérêts matériels, le gouvernement se montrait chaque jour plus intraitable. L'exportation du blé n'était permise que par mer ou avec la Turquie ; or, ni la Turquie, ni les pays lointains n'avaient besoin du blé de l'alföld. L'exportation de la laine était frappée d'un droit énorme, douze florins par quintal : les étrangers cessèrent d'acheter la laine hongroise. A vrai dire ce n'était pas une mesure fiscale, elle serait allée à contresens. On voulait forcer les habitants de l'empire à fabriquer les étoffes de laine. D'après les idées économiques alors répandues en Autriche, il n'y avait rien là de bien blâmable. Personne n'avait l'intention de nuire à la Hongrie : mais en fait, ce pays tout agricole, producteur de matières premières, se trouvait sacrifié à l'industrie de Vienne ou de la Bohême, qui achetait la laine à bas prix.

Les comitats, n'ayant rien à espérer du pouvoir, reprirent pour leur propre compte les projets de 1791. La plaine fertile arrosée par le Danube et la Theiss subissait des inondations qui la rendaient chaque jour plus marécageuse, et les plus belles récoltes pourissaient sur place, faute de routes convenables pour les transporter. Des travaux de dessèchement furent entrepris, un beau canal creusé du Danube à la Theiss permit de passer de l'un à l'autre cours d'eau sans faire un grand détour. Une bonne route de commerce rejoignit le port de Fiume. L'agriculture était fort arriérée :

les chefs des grandes familles se mirent à encourager ses progrès par une noble imitation de l'aristocratie anglaise. Le comte Georges Festetics fonda près du lac Balaton une école pratique d'économie rurale; le prince Eszterházy envoya des jeunes gens en Angleterre pour étudier les méthodes et les importer ensuite dans leur patrie. Il s'occupa aussi d'une société pour le commerce des vins avec les pays du Nord, mais cette fois le succès fut médiocre.

Dans le sens politique et littéraire les efforts ne furent pas moindres. Ce n'était plus seulement l'insouciance de la cour de Vienne, c'était sa



François Kazinczy.
(D'après une gravure de 1791.)

mauvaise volonté qu'il fallait combattre. Toute association était interdite depuis Martinovics, et la moindre accusation politique était terrible. L'année même de la diète, l'échafaud s'élevait pour deux avocats, Zsarnóczy et Mikol, coupables, disait-on sans preuve, de haute trahison. Ces procès étaient d'ailleurs fort rares à cause de l'ignorance entretenue à dessein dans le public. Très peu de journaux étaient tolérés, et encore leur était-il défendu de raconter ce qui se passait en Europe, à moins de copier la feuille officielle. La langue nationale était fort mal vue. Le gouvernement,

qui favorisait d'un subside considérable le théâtre allemand de Pesth, ne faisait rien pour le théâtre magyar. Il aurait voulu que l'allemand devînt la langue de la conversation et du commerce, et que le latin redevînt celle de l'enseignement et des affaires publiques.

Mais un peuple parle toujours la langue qu'il veut parler : c'est ce que prouvèrent une fois de plus les Magyars. Le théâtre national fut soutenu par des souscriptions, et ne cessa de prospérer. A quelques pas de là, dans cette intelligente ville de Pesth, vrai foyer de patriotisme, le comte François Széchenyi, le père du célèbre homme d'État, conçut le projet d'élever un monument où l'on réunirait les livres, les tableaux, les armes, les antiquités diverses qui permettraient de faire revivre le passé de la Hongrie : le musée national fut construit dans un style un peu froid, mais grandiose, et sur une place assez vaste pour recevoir les collections qui viennent chaque année l'enrichir. La poésie magyare venait de perdre le jeune et ardent Csokonay ; mais Kazinczy sortait de prison, Verseghy et Bacsányi vivaient moins misérablement. A côté de Berzsenyi qui avait à peine vingt-cinq ans grandissait toute une génération dont le chef, réservé à une longue et glorieuse carrière, était Alexandre Kisfaludy ; son poème d'amour était toute une révélation pour la littérature magyare, il a inspiré la nation pendant un demi-siècle. Mais la guerre approchait.



CHAPITRE SEPTIÉME.

LA CAMPAGNE D'AUSTERLITZ ET L'OPPOSITION EN 1807.

L'avènement de Napoléon à l'empire changea brusquement la situation des souverains en face de la France, et même en face de leurs peuples. La Révolution s'incarnant dans un homme, leur rôle était maintenant de combattre cet homme. Au fond ils ne changeaient pas d'ennemi, mais ils devaient changer de tactique. On ne pouvait accuser la France impériale de propager le désordre, de détruire la religion, de ruiner la noblesse; il eut été trop facile d'opposer à ces attaques l'ordre qui régnait en France, le concordat, les titres conférés par Napoléon. On put dire avec plus de vraisemblance que la monarchie révolutionnaire voulait détruire l'indépendance des peuples, accusation que le nouvel empereur ne se chargea que trop de justifier. Les Magyars accueillirent d'abord ces insinuations avec défiance, et gênèrent cruellement de 1805 à 1808 la politique autrichienne, non point par des révoltes, mais simplement par leur froideur.

François II reconnut Napoléon; mais il déclara peu après que, pour ne pas rester inférieur à ia nouvelle maison de France, il prenait le titre d'empereur héréditaire d'Autriche. Résolution fort grave pour la Hongrie: jusque-là elle était un royaume indépendant, à côté de l'empire électif d'Allemagne. Maintenant elle allait devenir une province autrichienne, héréditaire comme la Styrie ou le Tyrol. Rien ne pouvait être plus désagréable aux Hongrois; aussi l'empereur leur donna-t-il par deux fois, en 1804 et en 1807, la formelle assurance que rien ne serait change à leur condition, et qu'il ne serait jamais pour eux que le *roi* de sa Hongrie bien-aimée.

Le moment approchait où l'on allait être obligé de faire appel à la constitution du royaume. L'Autriche s'unit à la Russie et conclut avec l'Angleterre un traité de subsides: 25 millions pour les préparatifs de guerre, 100 millions par an pendant toute la durée des hostilités. Ces sommes énormes pour l'époque supposaient la mise sur pied de toutes les troupes disponibles. Douze mille conscrits furent appelés, indice certain d'une guerre prochaine, mais ils ne suffisaient pas. Dès le 30 août, la Diète fut convoquée pour le 13 octobre: les circonstances extérieures,

disait la lettre royale, et l'intérêt que nous portons à nos sujets nous ont fait un devoir de réunir tout de suite l'assemblée; nous avons confiance en vous.

Cependant la guerre éclatait, plus mal préparée que jamais du côté de l'Autriche. L'archiduc Charles, plein de pressentiments lugubres, acceptait par pur dévouement le commandement secondaire de l'armée d'Italie. L'homme important était le feld-maréchal Mack, qui ne manquait pas, suivant M. Thiers, de capacités administratives, mais triste général, justement chansonné depuis. La cour de Vienne était vouée à l'absolue médiocrité. La capitulation d'Ulm le fit bien voir. La nouvelle de ce grand désastre arriva juste à point pour que la Diète ne pût rejeter les demandes royales, et pour que l'opinion redevint, dans une certaine mesure, favorable au gouvernement; car le Magyar ne doit rien refuser à son souverain dans le malheur.

Et pourtant la guerre n'était point populaire: la cour ne tarda pas à s'en apercevoir. Le 17 octobre le personal Semsey ouvrit la Diète par un discours embarrassé. Il voulut faire croire que l'assemblée était convoquée pour reprendre les projets de réforme; mais un péril imminent pouvait bien, il en convenait, changer le but de la réunion: »il ne faut pas délibérer lorsque la maison brûle«. L'orateur du clergé dans la Chambre des magnats, l'archevêque Kolonics, y mit plus de franchise. Il accusa nettement l'empereur des Français d'avoir violé la paix et de se proposer comme but l'entière conquête de l'Autriche. Puis, avec une émotion qui de la part d'un soldat eût fait sourire, mais qui était touchante chez un vieux prêtre, il appela la bénédiction de Dieu sur ces jeunes princes qui allaient commander les armées: »Non, Dieu ne permettra que leur sang innocent soit répandu par la fureur des ennemis: il leur donnera la victoire.«

Dans le discours du roi on peut remarquer, avec le regret de différer encore les réformes intérieures et l'expression d'une entière confiance dans ses sujets, une phrase haineuse contre son futur gendre Napoléon: »L'empereur des Français a confiance dans sa fortune, dans les forces de son peuple qui soupire pourtant après le repos: il a rendu inutiles tous nos efforts pacifiques. Non content d'un si vaste empire, sans respect ni pour la majesté des autres souverains ni pour les peuples, il affecte de dicter partout ses ordres accompagnés d'injurieuses menaces.« Cette phrase, que personne, croyons-nous, n'a relevée jusqu'à présent, renferme déjà toute la politique de la Sainte-Alliance avant 1815: se présenter en libérateur des peuples, même du peuple français.

L'archiduc Joseph insista plus franchement que jamais sur sa situation de palatin du royaume. Son discours fut celui d'un patriote magyar: il parla bien du dévouement que l'on devait au meilleur des princes, mais il établit que son premier devoir était de défendre la constitution. Il dit plusieurs fois *nous autres Hongrois*, et s'il se déclara prêt à donner

l'exemple de la bravoure, c'est comme chef d'une nation généreuse et comme ayant dans les veines du sang d'Árpád. Ce discours fit déjà pressentir la conduite de l'archiduc pendant la guerre.

L'assemblée vota, mais froidement, de mauvaise humeur. La cherté était devenue extrême; on se voyait menacé d'une famine que les horreurs de la guerre allaient accroître encore. Il fallut la marche des Français sur Vienne, qui permettait de redouter l'invasion du sol hongrois, pour faire voter, à côté de l'armée régulière, la formation d'un corps de cavaliers nobles et d'un corps de fantassins non nobles. C'était beaucoup aux yeux de la majorité, bien peu aux yeux de la cour qui aurait voulu la levée en masse. Il fallut se contenter de ce que l'on obtenait. Encore y avait-il des conditions sous-entendues. Pendant la discussion sur la levée des troupes, on vit reparaître avec une singulière insistance la question de la langue nationale. Il fut déclaré que la langue ne faisait qu'un avec la nation, avec son caractère et sa gloire, que la loi de 1792 étant devenue insuffisante, il fallait une loi complémentaire. D'après le nouveau projet, non seulement les comitats pouvaient rédiger en magyar les actes qui les concernaient, mais ils pouvaient entretenir dans cette langue leur correspondance avec le gouvernement; l'enseignement se ferait en magyar. On demandait aussi, preuve d'amère défiance, la suppression des rapports secrets, des dénonciations anonymes, l'entière liberté de parole dans les assemblés des comitats. — Pressé par un plus grand péril, le roi céda: des articles furent ajoutés à la loi de 1792. Quant à l'espionnage, il n'y a pas de loi au monde qui puisse l'empêcher.

Le 7 novembre, la Diète terminait ses séances au milieu de l'impatience générale; chacun avait les yeux fixés sur la Grande Armée qui accomplissait les plus belles opérations militaires de tous les temps. Le rôle des soldats magyars est beaucoup moins remarquable dans la campagne de 1805 que dans les guerres précédentes: ils se battirent comme les autres, avec la bravoure ordinaire de l'armée autrichienne. Ils se signalèrent toutefois dans l'engagement de Caldiero, entre l'archiduc Charles et Masséna. On sait que Masséna était chargé par Napoléon de conquérir la Vénétie et de pousser devant lui l'armée autrichienne d'Italie, pendant que le corps de Marmont, détaché de la Grande Armée, empêcherait l'archiduc de rejoindre en Moravie les empereurs François et Alexandre: une rencontre sérieuse eut lieu sur la forte position de Caldiero, occupée par les Autrichiens. La victoire fut très disputée, et les deux adversaires ne manquèrent pas de se l'attribuer. L'archiduc, presque battu au premier choc, dirigea lui-même »la meilleure infanterie autrichienne« dit M. Thiers: c'étaient les fantassins d'Esterházy. Le régiment subit d'énormes pertes, mais ramena la victoire. Cependant une nouvelle attaque de Masséna vint accroître le péril, et pour le conjurer il fallut cinq bataillons de grenadiers magyars et croates. Enfin les Français menaçant de tourner par la droite

la position de Caldiero, l'infanterie de Splényi et les hussards de Kerekes assurèrent à l'archiduc le succès de la journée. Ainsi le veulent les historiens autrichiens et hongrois; mais cette victoire eut les conséquences d'une défaite, car elle ne gêna point le plan de Napoléon.

La frontière hongroise, vers le milieu de novembre, se trouva menacée de deux côtés, au sud-ouest par la Styrie, au nord-ouest par la Moravie: la Grande Armée était à Vienne, l'armée d'Italie sur le Raab. C'est en ce moment-là, dans les quinze jours qui précédèrent Austerlitz, que le rôle des Hongrois devient curieux, et leur froideur manifeste. M. Horváth en fait peser la responsabilité sur la cour de Vienne qui, par son système d'espionnage et de bureaucratie, avait produit une apathie universelle; la preuve en serait dans l'accueil indifférent, plutôt favorable, que firent aux Français les habitants des provinces autrichiennes. Napoléon n'avait point encore tourné les peuples contre lui. Il connaissait à merveille la puissance des nationalités, comme le prouve maint endroit de sa correspondance, et l'un de ses plus vifs désirs était de se les rendre favorables. Il voulait être populaire à Vienne; il protégeait les Viennois, plaignait leur détresse, les croyait avec raison mécontents de la guerre. L'amitié des Hongrois lui eût été bien plus précieuse: elle eût paralysé les efforts de l'Autriche et tenu en échec la Prusse et la Russie. Le nation et le palatin ne démentirent pas entièrement cette espérance.

Le palatin avait reçu les pleins pouvoirs de l'empereur, lorsque celui-ci quitta Presbourg afin de rejoindre Alexandre en Moravie. Estimant que son devoir lui était commandé par les opinions pacifiques du pays, il résolut de préserver la Hongrie des malheurs de la guerre, quitte à encourir la disgrâce de son frère et les soupçons de la Cour. Sa présence étant nécessaire à Pesth-Bude, il laissa à Presbourg, tout près de la frontière, le général Pálffy avec l'ordre de déclarer aux généraux français la neutralité de la Hongrie: si les Français voulaient absolument violer cette neutralité, mais dans ce cas seulement, il devait recourir aux armes. Décision grave chez un prince de cette maison de Habsbourg qui, par la solidité des liens du sang et par l'intime union de la famille, compensait la diversité de ses États!

La longue et irréprochable vie politique de l'archiduc Joseph doit le défendre eontre tout soupçon de trahison. Mais on conçoit l'irritation de la cour fugitive, réduite à implorer sur son propre territoire la protection des Russes, lorsqu'elle apprit que les Hongrois, ayant mis en sûreté leur sainte couronne derrière les remparts de Munkács, se souvenaient fort peu du péril de leur roi, et lisaient avec plaisir la proclamation du palatin affirmant en langue magyare qu'il avait sauvé le pays.

Cependant le maréchal Davoust approchait de Presbourg. Il reçut les propositions de Pálffy et répondit avec empressement que l'empereur serait heureux de contribuer au bien-être d'une nation aussi digne de respect

qu'il voulait bien, à charge de revanche, considérer la Hongrie comme neutre. Pálffy écrivit en français: »Le commandant des troupes françaises voudra bien donner des ordres pour que les colonnes de l'armée française qui entreront dans les districts du royaume *d*'Hongrie n'y commettent aucun excès, attendu qu'aucune sorte d'opposition ne sera faite aux troupes françaises.«

Le ton des pourparlers était donc on ne peut plus amical; mais le comte Pálffy reçut à son grand étonnement un message très froid du Palatin, lui rappelant que la neutralité de la Hongrie était chose soumise à l'approbation de Sa Majesté. Pálffy avait pourtant suivi ses instructions au pied de la lettre; mais l'archiduc, alarmé des soupçons qui se faisaient jour au camp de Moravie dans l'entourage impérial, voulait, sans rien changer au fond de ses résolutions, couper court à l'intimité qui allait s'établir entre les deux armées. Davoust, surpris à son tour, fit occuper Presbourg par la division Gudin. C'était d'ailleurs l'ordre de l'empereur, mais il s'agissait uniquement d'occuper une position militaire importante sur le Danube, le général ne devait point enlever aux habitants l'administration de la ville, et les Hongrois ne se trouvèrent soumis à aucune contribution de guerre.

L'effroyable défaite de la coalition dans les champs d'Austerlitz enleva toute importance aux négociations que nous venons de raconter. Mais la correspondance de Napoléon nous révèle un redoutable plan politique qui aurait pu faire plus de mal que ses canons mêmes à l'ennemi. Les vieux souverains tâchaient de soulever contre l'empereur parvenu, avec les répugnances de l'ancien régime, le mécontentement des peuples. Napoléon avait peut-être le vague pressentiment que c'était par là qu'il devait périr: il aurait voulu rendre aux rois, pour ainsi dire, la monnaie de leur pièce, en se posant comme le champion des nationalités opprimées. Cette lutte à coups de peuples ne date pas de 1813, ni même de la guerre d'Espagne; elle remonte aux débuts de l'empire.

Dès les premières inquiétudes que firent éprouver à Napoléon les armements de l'Autriche (décembre 1804), il écrivait à François II: »Une guerre ne produirait que de nouvelles »charges pour nos peuples.« Il déclarait au Corps législatif que l'empereur d'Autriche consacrait à la prospérité de ses finances, au progrès du commerce, le repos que lui conseillait l'intérêt de ses sujets. Pendant sa marche sur Vienne il écrivait au duc, bientôt roi de Wurtemberg: »Les Russes pillent, brûlent et bâtonnent d'une manière si effrénée que les peuples d'Autriche et de Bohême nous appellent à grands cris pour les délivrer de ces singuliers alliés.« Peu avant la bataille d'Austerlitz, il s'adressait directement à François II, l'engageant à terminer cette guerre horrible, s'il ne voulait pas détacher entièrement de lui ses propres sujets.

Mais c'était surtout des Magyars que se préoccupait Napoléon. Il ne croyait pas (avec raison cette fois), à la spontanéité de leur dévouement;

il ne croyait pas à »ces 80,000 Hongrois, qu'on fait parler dans les gazettes comme s'offrant à la cour de Vienne pour combattre la France«. Pendant les marches savantes qui devaient amener la capitulation d'Ulm, il s'avisa que les gazettes n'étaient pas un si mauvais moyen d'exciter les peuples: »Monsieur Fouché, dit-il, il me semble que les journaux n'animent point assez l'esprit public. Nos journaux sont lus partout, surtout en Hongrie. Faites faire des articles qui fassent connaître aux Allemands et aux Hongrois combien ils sont dupes des intrigues anglaises; que l'empereur d'Allemagne vend le sang de ses peuples pour de l'or.« Parmi les officiers généraux compris dans la capitulation se trouvèrent plusieurs nobles magyars, un Gyulay, un Stipsics, un Mecséry. Le comte Gyulay dut plaire infiniment à son vainqueur, car il devint pendant le reste de la campagne l'intermédiaire entre les deux armées pour les propositions d'armistice. Napoléon recevait des renseignements plus précis à mesure qu'il avançait, témoin cette phrase qui résume on ne peut mieux les griefs de l'opposition: »Les Hongrois se plaignent d'un gouvernement illibéral, qui ne fait rien pour leur industrie, et se montre constamment jaloux de leurs privilèges, et inquiet de leur esprit national.« Il ajoutait: »En Hongrie comme en Autriche, on est persuadé que l'empereur Napoléon a voulu la paix, qu'il est l'ami de toutes les nations et de toutes les grandes idées.«

La paix de Presbourg le fit renoncer à tout projet hostile contre »ce squelette de François II que le mérite de ses ancêtres a placé sur le trône«, portrait peu flatté d'un futur beau-père. Cependant il ne perdait pas de vue les Hongrois, et le *Journal de Mayence*, feuille impérialiste, comparaît Napoléon à Mathias Corvin. La cour de Vienne était indignée de l'attitude de cette nation: elle ne lui envoyait pas, comme aux autres provinces, des lettres de remerciement, et les Allemands de l'empire publiaient contre eux les brochures les plus moqueuses.

On avait beau faire: Le traité de paix créait à la Hongrie une grande situation. Francois II renonça bientôt à son titre d'empereur du Saint-Empire germanique, qui n'avait plus ancun sens. Dès lors, la couronne de Saint-Étienne devenait la première de ses couronnes. Tant que le souverain de l'Autriche était resté le chef de la nation germanique, Vienne, ville allemande, restait aussi la seule capitale possible. Tout lien étant rompu entre la Confédération du Rhin et les possessions autrichiennes, le centre de l'empire se trouvait déplacé: il était au grand coude formé par le Danube dans sa marche vers le midi; il était sur le rocher de Bude, ou de l'autre côté du fleuve, dans la commerçante ville de Pesth, où commence la vaste plaine. Telle était aussi l'opinion des deux esprits les plus clairvoyants de la France et de l'Allemagne. Talleyrand soumettait à Napoléon un plan qui consistait à écarter l'Autriche de l'Allemagne et de l'Italie, et à tourner son ambition vers le Danube intérieur. Gentz écrivait avec plus de précision encore à Jean de Müller que Vienne devait cesser d'être capitale, que les

provinces allemandes devaient être désormais les provinces frontières, et la Hongrie le centre de l'empire.

Il s'agit maintenant de raconter comment retentirent dans le cabinet de Vienne, et dans une assemblée hongroise les échos d'Iéna et de Friedland, comment la tenace Autriche profita du court répit qui lui était offert, et comment la tribune magyare, entre les exigences royales et les menaces de l'étranger, demeura ferme et patriotique.

Napoléon n'était pas alors préoccupé de la Hongrie comme il le fut deux ans plus tard: mal renseigné peut-être sur ce qui s'y passait, il la confondait avec les autres peuples de la monarchie autrichienne, dont l'attitude ne cessait pas de l'inquiéter. Pendant les sept premiers mois de 1806, il s'échappe souvent, dans sa correspondance, en paroles amères et défiantes: le nom de Cobenzel le met en fureur; il ne croit pas que la retraite de ce ministre ait été sincère; il ne peut souffrir que l'on parle de Cobenzel pour être ambassadeur; il constate que la faction de Cobenzel est toujours puissante à Vienne. A chaque instant il prescrit au vice-roi Eugène de tout préparer en Dalmatie contre l'Autriche. Il lui défend de laisser porter aux dames de Milan des décorations autrichiennes. Il menace de sa colère les États allemands qui osent recevoir des agents autrichiens. Il s'indigne que l'on tolère à Vienne les libelles injurieux pour la France, que des journaux en apparence inoffensifs envoient manuscrits à tous leurs abonnés. Par une ruse singulière, et qui montre à quels détails imprévus descendait ce grand esprit, tout en renvoyant chez eux les prisonniers autrichiens de la guerre précédente, il recommande de faciliter leur désertion dans les petits États d'Allemagne. Napoléon n'avait donc aucune confiance dans la durée de la paix de Presbourg.

Mais depuis le mois d'août 1806, la coalition de la Prusse et de la Russie devient trop redoutable pour que l'empereur affronte un ennemi de plus. Il se flatte de trouver dans l'Autriche une alliée, et de désarmer ses vieilles rancunes par des preuves sincères d'amitié. Il écrit lettre sur lettre à son beau-fils Eugène pour que rien dans le royaume d'Italie ne décèle une arrière-pensée hostile, et pour que le mot d'ordre pacifique soit donné aux journaux. Maître de Berlin et confiant dans sa persistante fortune, il remplace M. de la Rochefoucauld, ambassadeur à Vienne, par le général Andréossy; mais son but, en faisant succéder à un diplomate de l'ancien régime un artilleur de la Révolution, n'était pas, comme on l'a cru, d'intimider François II; il était simplement de mettre dans ses propositions d'alliance plus de rondeur et de netteté. A Posen, à Eylau, pendant la terrible campagne d'hiver qui retenait la Grande armée à cinq cents lieues de la patrie, il écrit à M. de Talleyrand: »La tranquillité de l'Europe ne »sera stable que lorsque la France et l'Autriche ou la France et la Russie marcheront ensemble.« Mais ses nouveaux projets sur la Pologne et l'anéantissement de la monarchie prussienne lui inspirent l'idée d'offrir la

Silésie en échange de la Gallicie; toutefois il n'impose point cet échange: »L'Autriche veut-elle conserver la Gallicie? je ne m'en mêle en rien. Veut-elle traiter publiquement ou secrètement?«

L'Autriche ne répondait à ces avances que par un silence menaçant ou par des dépêches d'une obscurité inquiétante. M. de Stadion, esprit cultivé, assez libéral, patriote germanique, et le seul des ministres autrichiens qui dût trouver grâce devant les historiens nationaux de l'Allemagne, ne voulait pas plus que son souverain de l'alliance française. L'archiduc Charles, que Napoléon croyait être toujours, avec le palatin de Hongrie, le chef du parti de la paix, recevait de pleins pouvoirs pour réorganiser l'armée. Pendant que les Français conquéraient la Prusse, la milice autrichienne, créée par ce grand administrateur, doublait les forces de la monarchie, et retrempait dans l'énergie populaire le vieil empire épuisé.

Mais on ne pouvait procéder avec les Hongrois comme avec les sujets soumis et dévoués des États héréditaires. Il y avait une constitution à respecter, et la Diète seule pouvait faire des lois sur l'armée. Le gouvernement payait la faute qu'il avait plusieurs fois commise en défendant à la noblesse magyare de former des rassemblements militaires pour s'exercer aux manoeuvres. D'ailleurs, quand il y aurait eu des levées disponibles, il fallait de l'argent pour les entretenir, et la Diète seule pouvait voter les impôts.

La cour de Vienne éprouva une grande répugnance à convoquer encore une fois cette assemblée, qui s'était montrée si querelleuse en 1802, si froide en 1805. Tout faisait prévoir une sérieuse résistance: l'impôt ordinaire était payé difficilement, et le palatin Joseph, dans un voyage au nord du royaume, constatait une misère trop réelle. La guerre était plus que jamais impopulaire: en cas de rupture avec Napoléon, pouvait-on envisager sans effroi un conflit constitutionnel? L'ennemi perdu dans les glaces de la Pologne ne se trouverait-il pas subitement encouragé par la pensée qu'il a derrière lui un peuple sympathique? et si la Pologne et la Hongrie allaient se souvenir de leur vieille alliance, alors qu'elles succombaient glorieusement sous les coups des janissaires dans les plaines de Varna?

Sans aller aussi loin, ne pouvait-on pas craindre que l'écho d'une diète tumultueuse ne parvint au camp de Napoléon et ne l'éclairât sur les manoeuvres de l'Autriche? Aussi l'empereur François voulut-il éluder la grande assemblée en appelant à Vienne un certain nombre de magnats, sorte de conseil officieux dont les délibérations secrètes ne pourraient faire aucun mal, et dont on pouvait pressentir les complaisantes résolutions. C'était bien peu connaître l'esprit juridique du pays: se réunir hors du royaume, se réunir sur une désignation arbitraire, se réunir en lieu et place de la diète, e'était une triple impossibilité. Ils le déclarèrent à l'empereur, et il fallut envoyer des lettres de convocation le 8 février 1807, le jour même de la bataille d'Eylau.

Deux mois allaient s'écouler avant l'ouverture de la session: ce long délai contribua sans doute à prolonger l'indécision diplomatique de l'Autriche, qui, formant un singulier contraste avec la persistance de ses préparatifs militaires, exaspérait Napoléon. »La maison d'Autriche, écrivait-il, ne sait elle-même que faire, et dès lors il est bien difficile de la pénétrer . . . Faites-moi connaître ce qu'il faut faire pour se l'assurer: ce doit être mon premier intérêt.« Il ordonnait à Eugène et à Andréossy d'avoir »l'oeil sur l'Autriche«. Dans les dépêches qu'il recevait »je vois,« disait-il, »l'armement de l'Autriche; du reste ce sont des projets que personne ne peut ici bien savoir.« Il constatait un mauvais vouloir évident chez les officiers du corps autrichien qui observait la frontière de Gallicie. Il répondait à ces procédés par de nouvelles levées en France, et ne reculant pas devant un ennemi de plus, il écrivait à Talleyrand: »Tout en désirant fort la paix avec l'Autriche, je ne me trouve pas dans une situation telle qu'elle ait à regarder longtemps.« Toute cette correspondance est du mois de mars.

Le 5 avril les magnats et les députés devaient être réunis; le 9 eut lieu la séance d'ouverture. C'était encore André Semsey qui présidait en qualité de personal la Chambre basse, mais cette fois il avait une tâche plus difficile. Les élections s'étaient ressenties du mécontentement général, et les comitats avaient choisi plusieurs jeunes gens pleins d'ardeur, décidés à ne pas laisser mentir la lettre royale qui avait convoqué la Diète »pour s'occuper des réformes et du bien-être du pays«. Cette génération oratoire n'a pas eu, comme celle qui lui a succédé, le bonheur de retentir dans toute l'Europe: Széchenyi, Kossuth, Deák sont des noms illustres hors de leur patrie; la Hongrie seule connaît la gloire de Paul Nagy.

Le personal Semsey fut prudent, comme il importait de l'être en face d'une assemblée où l'opposition était très forte. Il compara le bonheur de la patrie sous le plus clément des princes aux souffrances des pays voisins, ravagés par la guerre. Une heureuse transition, sur l'Europe attentive à ce qui se passait en Hongrie, lui permit d'indiquer, mais légèrement, la nécessité des sacrifices. Comme correctif il se hâta d'introduire la perspective des réformes »impossibles à différer«. L'orateur du clergé, le chanoine Joseph Király, exhorta non moins vaguement les députés à rester dignes de leurs ancêtres.

La Chambre des magnats demandait moins de ménagements. La haute noblesse n'était plus, comme en 1790, à la tête du mouvement libéral: une génération nouvelle avait grandi dans la haine de la Révolution, cela fut encore plus visible cette fois qu'en 1802. En outre, la politique de séduction exercée depuis quelques années avait fait contracter à beaucoup de magnats des obligations personnelles envers la Cour. Aussi les discours d'ouverture furent-ils bien plus explicites que dans la Chambre basse; le palatin déclara que les travaux de la paix étaient comme toujours le plus cher souci du roi, mais qu'il n'y avait pas de salut pour un

pays qui ne se prépare pas à la guerre. Ce vieil axiome, appuyé sur l'exemple des Lacédémoniens et de Jean Hunyade, était significatif dans la situation où se trouvait l'Europe. L'archevêque de Kalocsa rappela les malheurs de la guerre précédente qu'il attribua à l'insuffisanse des ressources militaires: c'est à peine, dit-il, si l'ennemi ne nous a pas conquis pendant que nous délibérions. La conclusion se présentait d'elle-même: pas de long débats, et de l'action!

Les propositions royales étaient désolantes; un seul article sur les progrès du commerce et sur une meilleure gestion financière, semblait être mis là pour la forme. Le gouvernement demandait, »vu la nécéssité de méditer la guerre en temps de paix«, qu'il y eût des levées régulières fixées une fois pour toutes, et qu'on levât un impôt extraordinaire pour faire face aux nouvelles dépenses militaires. C'est là-dessus que la Diète devait délibérer, avant de pouvoir songer aux réformes.

La Chambre basse irritée rédigea, non sans une discussion de plusieurs jours, un projet de loi directement contraire à celui du gouvernement. La guerre était dénoncée comme la cause de tous les maux du pays, et la Cour était mise en demeure de promettre que jamais elle n'engagerait des hostilités sans le consentement de la nation. Ce n'est pas que l'on refusât de délibérer sur la levée de la noblesse, sur les mesures à prendre pour la mieux exercer et la réunir plus facilement; mais il n'y avait aucune concession à espérer sur le vote périodique de trois ans en trois ans. Ces articles du projet avaient une portée immense: ils opposaient la milice nationale, indépendante, presque volontaire, à l'armée régulière impériale et royale, ils désarmaient l'Autriche. D'autres articles du projet concernaient les finances; ils demandaient que l'on réduisît les droits de douane, que l'on mît un terme à l'émission du papier-monnaie avili, que les mines de Hongrie et leurs produits fussent entre les mains des autorités hongroises, et que le prix du sel ne fût pas augmenté. Enfin on réclamait l'exécution des réformes promises en 1792.

Les députés eurent à soutenir leur projet, non pas contre le gouvernement, mais contre la Chambre haute. Les magnats le rejetèrent, et il fallut plusieurs fois en adoucir le ton pour qu'ils voulussent bien y adhérer. Sans que le fond des réclamations eût changé, le projet n'apparaissait plus que comme un simple exposé des voeux de la Diète. Dans un discours prophétique, Nagy s'éleva bien au-dessus des minuties de la discussion; il annonça que dans un prochain avenir la crise financière, envenimée par de fausses mesures, aboutirait à la ruine universelle: c'est ce qui est arrivé en 1811.

L'insistance des orateurs et de la majorité sur la question du papier monnaie suggéra au gouvernement une manoeuvre très habile. C'est désormais pour remédier au mauvais état des finances qu'il demanda des sacrifices, et pour y amener plus doucement les députés, il leur adressa un

message très conciliant qui promettait de nombreuses réformes. Sans plus tarder, il permit l'exportation des grains, et restitua aux Magyars la gestion de leurs mines. Il est vrai que l'on devait bientôt se plaindre du peu de réalité de ces concessions. Les sacrifices furent votés avec largeur, et si l'on se rappelle les choix aristocratiques faits par les électeurs, avec désintéressement, les nobles ne s'épargnèrent point. On accorda un sixième du revenu de tous les droits féodaux et de tous les immeubles seigneuriaux, un sixième de revenu des commerçants, des artistes, des industriels, des fermiers, un centième de la valeur de tous les biens meubles indistinctement. Tout cela bien voté, on s'occupa de l'armée, et les deux systèmes opposés, celui de l'archiduc Charles et celui de la noblesse, se rencontrèrent dans une lutte acharnée.

L'archiduc ne poursuivait pas tout à fait le même but en Hongrie que dans les provinces allemandes, où il avait organisé une nombreuse landwehr. Ce qu'il voulait dans ce pays, c'était plus de précision et de régularité dans les levées, et que les députés renonçassent à remettre tout en question ; que le gouvernement opérât toutes les années un tirage au sort, et disposât des soldats hongrois comme des soldats tyroliens. A quelques égards ce système était le meilleur : il faisait peser les charges plus équitablement sur toutes les localités du royaume ; il mettait des bornes à l'arbitraire des comitats.

Mais la majorité, ne perdant pas de vue le maintien de la paix, ne voulait pas se dessaisir d'un puissant moyen de contrôle et de résistance respectueuse. Elle voulait au contraire revenir à l'ancien système, si vicieux qu'il pût être, comme plus conforme an génie national, système d'après lequel la noblesse avait le droit aussi bien que le devoir de se réunir en *insurrection*, et d'après lequel les troupes régulières se recrutaient comme il suit. Le chiffre total voté par l'assemblée était réparti entre les villes et les comitats. Les autorités locales offraient une compensation pécuniaire à ceux qui viendraient s'engager. Mais comme les jeunes gens savaient qu'ils pouvaient être soumis à des officiers allemands, à un commandement fait en langue allemande, et que le moindre manquement les exposerait à des peines sévères, l'enrôlement volontaire ne répondait pas à la nature belliqueuse des Magyars. Les vides étaient donc comblés par des désignations arbitraires ; c'était souvent un moyen de se défaire des mauvais sujets, mais ils n'acceptaient pas toujours leur sentence, ils s'échappaient, devenaient brigands. Ce mauvais système avait l'avantage de laisser une grande initiative aux autorités locales, et d'écarter la main de l'Autriche.

Les députés tenaient à ce mode de recrutement, tout prêts d'ailleurs à voter le chiffre annuel de neuf mille conscrits, mais seulement pour trois ans, et moyennant qu'il fût fait droit aux éternelles réclamations sur les douanes, les mines, la monnaie et le papier. La lutte recommença de plus belle avec les magnats, qui voulaient accorder douze mille conscrits et

toutes les demandes de la cour sans condition. Pendant six semaines les plaintes les plus amères retentirent contre le gouvernement qui sacrifiait les intérêts du pays, et voulait achever sa ruine par une guerre nouvelle. Les jeunes gens qui assistaient aux discussions comme délégués des absents, faisaient un tel vacarme qu'un jour le président dut les rappeler à l'ordre collectivement, et leur faire sentir qu'ils étaient admis aux séances pour prendre de l'expérience en respectant leurs aînés.

Cependant Napoléon écrasait les Russes à Friedland et presque aussitôt se rapprochait d'Alexandre. Entièrement rassuré par l'entrevue de Tilsitt, il donnait un libre cours à son mécontentement contre le ministre autrichien qui lui avait toujours déplu: »J'ai reçu les lettres de la cour d'Autriche, écrivait-il à Talleyrand dès le 24 juin. L'ensemble de tout cela me démontre qu'on ne voulait pas négocier et qu'on voulait tenter le sort de la guerre.« »Il serait temps, dit-il un peu plus tard, que M. de Stadion mît un terme à ses petites chicanes et à ses plates manoeuvres.« Enfin il traçait le programme d'une lettre que M. de Champagny devait envoyer à M. de Metternich: »Vous avertissez partout de se tenir prêt à marcher pour la défense de la patrie; quel ennemi vous menace? Vous mettez toute la population sous les armes; vos princes parcourent les champs comme des chevaliers errants . . . L'empereur veut encore ignorer vos armements. Faites qu'on licencie cette garde nationale qu'on lève chez vous, laissez en repos vos cultivateurs, vos soldats; ménagez votre argent et ne menacez personne.«

Telles étaient les dispositions du vainqueur. Celles des Hongrois envers leur souverain prenaient dès lors une haute gravité, d'autant plus qu'ils s'exprimaient sans ménagement sur les questions extérieures. Nagy osa évoquer devant ses compatriotes le spectre de l'empire napoléonien grandissant, grandissant toujours, et comme résultat inévitable la chute de l'Autriche et de la Hongrie. Ce discours fit un effet prodigieux: la majorité un peu fatiguée de la résistance des magnats et de la Cour, commençait à faiblir; mais l'ardente parole de Nagy la réveilla plus décidée que jamais. Le gouvernement voulut séduire les opposants par des titres ou des emplois: quelques-uns acceptèrent, ce qui, d'ailleurs, n'était point regardé comme déshonorant; mais la plupart tenant bon, il fallut en venir aux grands moyens avec le chef du parti.

L'Autriche tenait en réserve une arme imprévue: on était brusquement appelé à Vienne pour entendre la parole royale, *ad audiendum verbum regium.* Le récalcitrant se trouvait en face de son roi qui lui parlait en audience intime, priant, menaçant tour à tour. Que faire contre la bonhomie de François II? On demandait à Nagy non de se démentir, mais de se taire: il se tut. Le mot d'empire français ne fut plus prononcé, et l'on vota une sorte de compromis: les douze mille conscrits furent accordés, puis on rétablit l'ancien mode de recrutement, et une somme de deux cent mille florins fut destinée à faciliter les engagements volontaires.

Mais la législature n'entendait pas donner carte blanche au gouvernement. Deux occasions de le prouver se présentèrent, toutes deux lorsqu'on s'occupa de l'insurrection. Une commission présidée par Ürményi déclara dans son rapport qu'une paix durable était nécessaire au pays, et que la guerre la plus inévitable ne pourrait jamais être faite sans le consentement de la nation. D'autre part, la chambre des magnats fut troublée par un incident qui n'était guère dans ses habitudes. Le zèle de quelques-uns de ses membres les portait à promettre au roi des secours extraordinaires : on se demanda si des offres pareilles étaient permises. Le baron Nicolas Vay, chef de la minorité imposante, s'écria qu'on arriverait ainsi à donner les commandements militaires, comme on ne le faisait que trop pour d'autres emplois, à des imbéciles riches et zélés. Ce qui augmentait encore la gravité de ces paroles, c'est que le baron Vay était le général de l'insurrection, et certes ne parlait pas sans de bons motifs. Il fut destitué, ce qui parut une atteinte à la liberté de la parole ; et il fallut pour apaiser les députés revenir sur cette fausse mesure. Mieux encore, il fallut que le gouvernement déclarât qu'il n'entendait en aucune façon gêner l'entière liberté des orateurs.

L'assemblée paya cher un tel succès. On la trouva importune, parce qu'elle avait donné tout ce qu'on pouvait en attendre, des soldats et de l'argent ; une fois encore elle se trouva leurrée dans ses projets de réformes. Un message royal arriva comme la foudre : les sacrifices consentis par la Diète étaient reçus par le roi avec reconnaissance ; mais le moment n'était pas venu de supprimer le papier et de retirer du commerce la monnaie de cuivre, si mauvaise qu'elle pût être. Quant aux réclamations sur les douanes, on ne peut, disait-on, permettre l'exportation du bétail ; celle de la laine continuera à être frappée d'un droit de 16 florins le quintal, car les fabriques de Bohême et d'Autriche doivent être protégées par une loi qui leur assure la matière première à bon marché. L'exportation du vin sera permise, mais à condition que les marchands hongrois achèteront autant de vin d'Autriche qu'ils auront vendu de vin de Hongrie à l'étranger. Cette bizarre économie politique, où l'on ne reconnaît guère l'intelligence de Stadion, était couronnée par cette déclaration plus irritante encore, que l'on devait se séparer au plus vite, remettant les réformes à une prochaine session.

Se voir à ce point dupe, et pour la troisième fois en trois ans ! Au milieu de la consternation générale, plusieurs députés s'écrièrent avec indignation que tout était rompu. Nos mandats, disaient-ils, nous autorisent à de grands sacrifices, mais dans l'intérêt de la patrie, et non pour fournir des armes contre elle. Nous avons voté des hommes et de l'argent parce que le gouvernement s'était engagé à nous satisfaire : lui-même déchire le contrat.

Lorsqu'un nouveau message vint presser l'assemblée de rédiger les lois déjà votées, et lui assigna le 15 décembre comme limite extrême de

la session, l'indignation redoubla, et la majorité composa un résumé vigoureux des griefs de la Hongrie. Le texte un peu long de ce mémoire n'intéresserait guère le lecteur français ; il suffira d'en faire comprendre la tendance générale. La nation est déclarée indépendante au point de vue politique, financier, commercial ; elle n'a renoncé par la Pragmatique-Sanction qu'à l'élection du roi. En un mot, la Diète proclamait le principe de l'union personnelle comme seul conforme aux lois et aux traités d'un passé de trois siècles.

L'éloquence de Nagy semblait avoir détruit dans les esprits la timidité réactionnaire et les scrupules royalistes. Elle eut encore, avant la clôture de la Diète, le temps de rendre deux grands services, et le mérite de braver les préjugés de l'assemblée. L'élévation constante du prix du sel était un fléau pour les classes pauvres : dans les ardentes discussions que chaque législature consacrait à cette question, il s'agissait de constitution, de légalité, mais fort peu des souffrances populaires. Nagy aborda courageusement ce point de vue : s'élevant au-delà des bornes strictes de la question posée, il envisagea dans son ensemble la condition de cette population nombreuse, peu ou point représentée dans les chambres, à la Diète, et que l'on ne devait pourtant ni condamner à la misère, ni priver des droits de citoyen. L'Assemblée frémit de ce dangereux langage, et Nagy perdit un instant sa popularité. Un cri s'éleva, une brutale insulte : »Assez de sottises,« *ne stultizet!* Tant le libéralisme hongrois était encore exclusif ! N'importe, l'idée généreuse était semée, elle devait grandir.

La langue nationale, cet éternel emblème d'indépendance, dont les progrès, nous l'avons vu, avaient un sens plus politique encore que littéraire, fournit au grand orateur un succès moins laborieux. Cette fois, au lieu de devancer l'opinion de ses concitoyens, il ne faisait que la suivre ou l'accompagner. Un poète, Berzsenyi, un grand seigneur, le comte Dessewffy, montraient le même zèle pour cette cause, et la même véhémence contre ses adversaires attardés, qui pour se faire bien venir en cour, voulaient employer le latin comme langue politique, l'allemand comme langue usuelle.

Le mouvement était général en faveur de la langue magyare. Il l'était d'autant plus que le gouvernement avait montré plus de froideur. On s'était d'abord adressé à lui pour la fondation d'une grande société d'encouragement ; il refusa, s'opposa même à une réunion générale qu'on voulait tenir à Pesth. Dès lors les comitats et les citoyens s'occupèrent eux-mêmes de l'entreprise, et comme de raison, ils réussirent bien mieux ainsi. Les comitats s'engagèrent par lettres à traiter en langue magyare toutes leurs affaires ; ils demandèrent aux ecclésiastiques de prêcher dans cette langue, aux instituteurs d'en faire leur principal enseignement. Nagy trouva la vraie formule du patriotisme hongrois : »La nationalité est un trésor plus précieux que la constitution elle-même ; car la constitution peut être rétablie, non la langue qui est la nationalité même.«

La Diète de 1807 a été féconde dans l'ordre des idées sinon dans l'ordre des faits. Elle a préservé la langue natale, les anciennes institutions et le pacte fondamental. Dans une époque de terreur militaire et de compression de la pensée, elle a fait entendre des paroles de paix et revendiqué la liberté de la tribune.

CHAPITRE HUITIÈME.

LUTTE NATIONALE CONTRE NAPOLÉON (1808—1809).

En quelques mois tout change. La nation et le roi sont d'accord contre Napoléon, devenu le grand ennemi; la Diète retentit de paroles belliqueuses, et vote avec enthousiasme tous les sacrifices; les particuliers et les comitats dépassent par leurs offres les concessions de l'assemblée. La presse, la tribune, la poésie enflamment les citoyens du désir de vaincre ou de mourir. D'où cela vient-il? On peut répondre sans crainte: d'une cause unique, des entreprises de Napoléon contre l'Espagne. L'exemple espagnol, comme disent les Allemands, par une contagion subite changea la situation mutuelle des peuples et des souverains. Un trône s'écroulait, et du même coup une nation perdait son indépendance: n'était-ce pas instruire toutes les nations à se serrer autour de tous les trônes? Napoléon est désormais perdu, car il a tourné contre lui les masses populaires qui, par leur neutralité ou leur sympathie, faisaient sa force contre les rois. Cette vérité reconnue trouvera une preuve de plus dans l'histoire intérieure de l'Autriche et du peuple magyar.

»Eh! eh! mon cher Zichy, disait François II à son ministre des finances, les peuples, aujourd'hui, pèsent d'un grand poids dans la balance.« Et il s'empressait de transformer sa politique. Les idées qu'il redoutait autrefois comme révolutionnaires ne pouvaient plus que le servir; il fut le premier à les accueillir, car les autres princes d'Allemagne ne voulaient pas ou n'osaient pas encourager les associations patriotiques, et le grand ministre prussien, M. de Stein, venait vivre en Autriche, comme dans les seul pays où l'on pût franchement détester la France.

A Vienne même, Gentz dans ses écrits, Schlegel dans ses lectures publiques, prêchaient l'union contre le brigand français au nom de la dy-

nastie et de la liberté. Partout dans les États héréditaires habituellement si tranquilles, l'agitation fermentait d'elle-mème et n'avait pas besoin du zèle des fonctionnaires chargés de la stimuler. En Bohême et surtout dans le Tyrol, les opérations de la landwehr se faisaient avec une ardeur royaliste, qui semblait presque révolutionnaire à Stadion et à l'archiduc effrayés de leur oeuvre.

Napoléon se doutait bien que tout ce mouvement, sans réussir encore à l'abattre, sauverait l'Espagne et les Anglais par une toute-puissante diversion. Il comprenait que l'arme décisive était retournée contre lui, et son discours à M. de Metternich (août 1808), prouve une connaissance très précise de ce qui se passait en Autriche, peut-être aussi une sorte d'effroi précurseur de sa propre infortune: »*Vous avez mis en mouvement toute votre population;* vos princes ont parcouru vos provinces; vos proclamations ont appelé *le peuple à la défense de la patrie* .... Si ce n'avait été qu'une organisation nouvelle, vous l'auriez exécutée avec plus de lenteur, sans bruit, sans dépenses, sans exciter *au dedans une si prodigieuse fermentation,* au dehors une si vive alarme. . . . Rien de tout cela n'a pu ètre fait sans de très grands frais, et cependant vous-mêmes vous convenez du mauvais état de vos finances; votre change, déjà si bas, a encore baissé; les opérations de votre commerce en ont souffert. Votre empereur ne veut pas la guerre, votre ministère ne la veut pas; les hommes distingués de votre monarchie ne la veulent pas; et cependant le mouvement que vous avez inspiré est tel que la guerre aura lieu malgré vous et malgré moi. Vous avec laissé croire que je vous demandais des provinces, et votre peuple, par l'effet d'un mouvement national et généreux que je suis loin de blâmer, s'est indigné, il a couru aux armes.

Tout ce discours s'appliquait parfaitement aux Hongrois quoique Napoléon ne les ait pas spécialement désignés: la noblesse, grande ou petite, fut indignée de l'entrevue de Bayonne, et de ce renversement des Bourbons par un révolutionnaire. La ferveur royaliste, très compromise depuis plusieurs années, se réveilla subitement au printemps de 1808.

On crut que la couronne de Saint-Étienne suivrait la couronne de Ferdinand le Catholique. Un bruit répandu, sans doute à dessein, par la cour, attribua cette ambition nouvelle à Lucien Bonaparte, le seul prince de la famille qu'il restât à pourvoir: il apprenait, disait-on, la langue magyare depuis plusieurs années pour se naturaliser d'avance. On prêtait, moins absurdement, à Napoléon, des paroles de colère contre la noblesse hongroise, ce qui faisait dire au comte Dessewffy: »Il sait, ce grand tiran, que les Hongrois sont de petits tirans qui ne veulent pas être tirannisés.«

La presse, n'étant plus dangereuse, fut laissée beaucoup plus libre. La censure leva la consigne qui empêchait de publier tout renseignement venu du dehors, et le journal de Kulcsár, les *Nouvelles du pays et de*

l'étranger, proposaient le peuple espagnol comme un modèle à imiter. Enfin la Diète elle-même, cette assemblée qu'on venait de clore presque de vive force, était devenue au bout de six mois une ressource assurée pour le Gouvernement : aussi fut-elle de nouveau convoquée pour le 28 août. Le but que l'on se proposait n'était un mystère pour personne, mais on ne pouvait annoncer officiellement des préparatifs de guerre contre l'adversaire invaincu qui faisait trembler à Erfurt les princes d'Allemagne, et semblait devenu le meilleur ami du Czar. Il fallait un prétexte pacifique, un couronnement par exemple, la cérémonie la mieux faite pour éblouir l'imagination des Hongrois. Mais quel prince couronnerait-on ? Il était naturel de songer à Ferdinand, à l'archiduc-héritier, mais ce jeune prince était malade : on imagina de couronner la nouvelle impératrice Marie-Louise, troisième épouse de François II.

Il y avait pourtant des précautions à prendre : les discours de Nagy avaient produit dans le pays une profonde impression. Il fallait éloigner cette puissante parole : le prince Esterházy s'en chargea. Premier magistrat du comitat de Soprony qui avait élu Nagy l'année précédente, il usa de son immense crédit sur les électeurs, et leur demanda d'écarter leur glorieux représentant comme personne désagréable, *persona ingrata.* Nagy n'accepta point une lutte inégale, car le triomphe même l'aurait mis dans une fausse situation : il ne se présenta plus comme candidat. Les autres chefs de l'opposition furent, ou écartés comme Nagy, ou séduits par des titres et des emplois, ou entraînés par l'élan général.

L'office du personal se trouva donc bien plus facile que l'année précédente : le seul point délicat était de ne pas trop éveiller l'enthousiasme prêt à jaillir, et des précautions durent être prises, non contre la froideur de l'assemblée, mais contre ses passions. Étienne Aczél, choisi par le roi, fut d'une extrême prudence et d'une exquise galanterie. On aurait pu croire que les magnats et les députés du royaume n'avaient été convoqués que pour faire honneur à une princesse »ornée de tous les dons de la nature et de tous ceux de l'éducation.« Jamais l'union n'aurait été si parfaite entre les Hongrois et leur reine (si ce n'est au temps de Marie-Thérèse). Cette adroite paranthèse introduisait la question politique : non seulement la reine, mais le roi étaient rivés au coeur de la nation par une chaîne de diamant. La constitution eut aussi sa part d'éloges, avec la liberté qui produit les sacrifices. On avait vu bien des fois, on pouvait voir encore entre le roi et ses sujets une émulation de vaillance.

L'archiduc-palatin et l'archiduc Ambroise primat du royaume, en leur double qualité de frères du roi et de grands dignitaires, répondirent au discours royal sur un ton encore plus énergique : »Montrons à l'Europe que la seule nation qui ait de nos jours conservé sa liberté légale a aussi conservé la valeur de ses ancêtres ; montrons ce que vaut le Magyar intimement uni à son prince. Je n'en disconviens point, ce ne sont pas de

petits sacrifices que réclament le salut public, le bonheur de la patrie, la défense du royaume; il faut un grand courage et une grande tension de forces.«

Le primat répondit à Napoléon, qui se faisait comparer à Mathias Corvin dans le *Journal de Mayence,* par un rapprochement moins flat-



L'archiduc Charles-Ambroise.
(D'après une gravure du temps.)

teur: »Il faut nous rappeler cette époque à jamais douloureuse du roi Louis II, alors que les Hongrois, ne faisant nulle attention à la marche de Soliman, au lieu d'agir en héros avec rapidité et courage, perdaient leur temps en vaines disputes, et succombaient pendant leurs discours.« En tout autre occasion il eût été fort imprudent de tenir un pareil langage devant

une assemblée délibérante à laquelle on demandait beaucoup. Mais cette opinion était bien celle de la majorité, qui ne songeait qu'aux armements, et qui applaudissait à ces paroles d'Aczél devenu moins circonspect: »Toutes les fois que nous couronnons un nouveau roi, nous lui faisons jurer qu'il reconquerra les provinces séparées de la couronne de Saint-Étienne. Comment donc pourrait-on affirmer que le système politique de la Hongrie est uniquement défensif? On ne peut pas dire non plus que toute agression soit injuste.«

Ainsi l'habile personal qui avait commencé par des compliments galants, finissait par une déclaration du guerre.

Étudions d'abord la marche de la discussion pendant la courte durée de cette diète; nous en verrons ensuite les résultats. La question militaire s'imposait à tous les esprits, et il n'y eut aucune divergence quant à la nécessité des préparatifs. Pourtant les lois fondamentales n'étaient point oubliée, et le palatin n'obtint pas, comme il pouvait s'y attendre, sans aucune résistance, un vote de confiance illimitée. Le roi avait-il le droit de lever l'insurrection sans convoquer la diète? Plusieurs députés déclarèrent que cette troupe toute nationale ne pouvait être levée que dans le cas légal de défense, et que l'assemblée seule en était juge. Cependant il fut accordé qu'en cas d'urgence imprévue le palatin, le primat et le ban de Croatie auraient le droit de réunir la noblesse armée, à cette condition, toutefois de convoquer au plus tôt la diète à l'endroit que les circonstances permettraient de choisir. Cette désignation vague fait voir que les Hongrois s'attendaient à être brusquement envahis, et que devant cette menace ils ne croyaient point pouvoir fixer un lieu de réunion pour les États.

Ce que l'on a peine à croire, et ce qui prouve une fois de plus la persévérance autrichienne, c'est qu'à la veille d'une lutte aussi solennelle, la cour se montra mal disposée pour les exercies militaires de la noblesse. Les objections étaient pitoyables: on apprend déjà un peu dans les écoles . . . . peu de soldats très exercés valent mieux que beaucoup de soldats mal exercés, etc. On oubliait qu'il y avait pire encore: peu de soldats nullement exercés. Nous verrons que le gouvernement paya cruellement cette obstination par le désastre de Raab.

Sur presque tous les points la discussion fut tranquille et brève, comme entre gens tacitement d'accord. Si les exercices de la noblesse armée faisaient redouter au pouvoir une tumultueuse indépendance, tout le monde convenait qu'une école militaire destinée à former des officiers devenait chaque jour plus nécessaire. La reine contribua pour une somme de cinquante mille florins à cette fondation, et le Primat proposa de donner à cette école le nom de *Ludoviceum*. La jeune reine accepta avec effusion cette galanterie d'un nouveau genre. Chaque nouvelle épouse servait la cour de François II en ravivant les souvenirs de Marie-Thérèse et du légendaire dévouement.

Dès la trente-cinquième séance, en y comprenant celles de pur cérémonial, les questions à l'ordre du jour étaient épuisées. Les réformes commerciales furent demandées, mais avec peu d'insistance, et le roi promit de s'en occuper plus tard. Puis il remercia chaleureusement ses sujets: »Hongrois chers à mon coeur, vous avez fait ce qui était digne de vos ancêtres et de votre caractère. L'Europe verra notre accord, notre résolution de verser pour notre antique constitution jusqu'à la dernière goutte de notre sang. Nous étions unis, nous sommes unis, nous resterons unis jusqu'à ce que la mort nous sépare.« Rarement un remerciement royal a été plus complètement justifié par le dévouement d'un peuple. Les Hongrois accordaient plus en 1808 par pur enthousiasme, que les menaces, les prières et les intrigues n'avaient pu obtenir en 1807. Rien ne prouve mieux que, par sa guerre d'Espagne, Napoléon venait de se frapper au coeur.

Vingt mille conscrits sont ajoutés aux douze mille votés précédemment: donc trente-deux mille hommes de troupes régulières sont levés en quelques mois dans le seul royaume de Hongrie, Quant à l'insurrection, chaque famille noble doit être représentée par un de ses membres combattant soit à pied, soit à cheval. Si la famille possède trois mille florins de revenu, le service doit être fait par un cavalier, si le revenu est inférieur à trois mille florins, le jeune noble peut combattre à pied, mais il est toujours libre de servir à cheval, et dans ce cas il ne devra s'entretenir à ses propres frais que s'il possède deux mille florins de revenu; autrement il sera payé sur une caisse spéciale, dite caisse de l'insurrection.

Les biens d'Église, évêchés, abbayes, doivent se faire représenter dans des conditions analogues. Les villes fourniront leur contingent s'il devient nécessaire. Les districts privilégiés des Jazyges, de Cumans et des Heiduques donnent autant de cavaliers que le revenu des biens du district comprend de fois trois mille florins. Et si tout cela ne suffit pas encore, on promet au roi une levée en masse. Chacun devant payer de sa personne, il est interdit de choisir un remplaçant à moins d'être empêché par la maladie, par une fonction importante, ou par l'habit ecclésiastique. La levée étant une manifestation nationale, ce sont les autorités magyares qui auront à s'en occuper: le palatin fera connaître aux comitats le nombre d'hommes nécessaire, et chaque comitat fera en quelque sorte l'assiette de cet impôt du sang.

Il est bien entendu toutefois que l'insurrection est consacrée à la défense du sol natal, et qu'elle ne sera forcée de combattre hors du territoire hongrois que pour repousser l'ennemi des provinces héréditaires envahies.

Pendant l'hiver de 1808 à 1809, l'empereur François resserra son alliance secrète avec l'Angleterre, et les Hongrois, comme les autres peuples autrichiens, s'habituèrent à la cruelle idée d'une guerre imminente. Personne ne fut étonné lorsque le 19 février, le gouvernement annonça que le maintien de la paix était impossible, et fit appel à toutes les forces

du royaume, aux villes comme à la noblesse: les trois cent mille hommes déjà sous les armes ne suffisaient pas pour écraser ie grand brigand de l'Europe. On comptait pourtant sur la bienveillance de la Russie: le double jeu d'Alexandre lui réussissait à merveille. Si Napoléon parlait à chaque instant de l'amitié du czar, le cabinet de Vienne comptait sur lui après une mission secrète de Pozzo di Borgo. La noblesse hongroise y croyait pareillement, d'après les dispositions que montraient les troupes russes de la frontière. Cette espérance est souvent exprimée dans les lettres du comte Dessewffy: »Je crois, dit-il, le 16 mars, que notre cour a pour amis les Anglais, les Turcs et les Russes, et sera secourue par eux.« Au plus fort de la guerre il écrira encore: »Notre coeur se réjouit des troubles de Pologne , car elle espère qu'ils ne feront que hâter les secours de la Russie.«

Le palatin et le primat jugèrent nécessaire d'exciter encore l'ardeur belliqueuse des Hongrois. Il parcoururent le pays, haranguèrent les assemblées des comitats. Au comitat de Pest, le plus influant sur l'opinion publique, l'archiduc Joseph tint un discours où l'on remarque ces paroles: »Il n'est plus question de savoir si nous faisons la guerre ou si nous voulons conserver la paix; il s'agit de savoir si nous garderons notre constitution et nos lois, ou si nous aurons à déplorer la perte du nom magyar luimême.«

On demanda des chevaux, de fourrages, du blé. Le roi dissimulait d'autant moins l'illégalité de ces réquisitions qu'il les savait pardonnées d'avance: »Je sais bien, disait-il que pour tout cela il faudrait une diète, mais le péril ne permet pas d'hésiter. Vos pères, dans les deux guerres de Sept Ans, ont largement fourni sans votation tout ce qui était nécessaire. Tenez pour assuré que cette illégalité ne laissera pas de traces dans le gouvernement de l'avenir.«

Si Napoléon avait connu cette pièce jouée aux applaudissements des Magyars dans les premiers jours de 1809, ce terrible agresseur des nationalités, qui les a comprises mieux que personne alors même qu'il les combattait, n'aurait pu se défendre de pressentiments sinistres. Les peuples en étaient donc arrivés là: les rancunes les plus justes s'évanouissaient! On ne voulait se souvenir ni des cachots d'Olmütz, ni de l'éloquence étouffée en 1807!

Voici, d'après un témoin oculaire, comment la guerre se préparait dans les lointains comitats, entre gentilshommes campagnards (la lettre du comte Dessewffy est datée du 13 mars, un mois avant l'ouverture des hostilités).

»Le grand ispán (le premier magistrat du comitat) est venu hier et a tenu des conférences. Il a transporté l'assemblée d'une vive colère contre Napoléon, ce trompeur des rois et des peuples; il vient de recommencer, il se tient au milieu de la salle vêtu de son plus beau costume...

— Andreossy a quitté Vienne. Un courrier avec qui je viens de causer rapporte que le peuple ne l'acclame plus (Napoléon) lorsqu'il paraît à son balcon, et que beaucoup de personnes portent des vêtements de deuil . . . Le courrier aurait continué son récit, mais j'ai dû entrer en séance pour avoir une bonne place.« — Dessewffy raconte ensuite une discussion assez vive au sujet des demandes d'hommes et d'argent. Un membre de la réunion n'a pu s'empêcher de crier: Ce Napoléon est vraiment un homme extraordinaire! *(Rendkivül való ember)*

»Demain une commission s'occupera de former le régiment de cavalerie. Jean Bernáth s'est levé pour déclarer que les insurgés de 1805 n'attendaient qu'un ordre pour se lever de nouveau, et ne comprenaient pas qu'ils n'eussent pas encore reçu cet ordre. Albert Sztáray a dit qu'il lèvera cinquante hommes à ses frais: vivat! vivat! Lónyay fait la même proposition: vivat! vivat! Le grand ispán donne six mille florins: vivat! vivat!« Le soir venu, nombreux toasts *inter pocula.*

Le lendemain de fête n'amène aucune froideur. Chose étrange! pendant tout un mois l'émulation persiste. Des centaines de chevaux sont livrés à bas prix, quelquefois donnés. Les ressources commencent à s'épuiser; n'importe, les florins arrivent encore. Partout même enthousiasme. Les fils uniques ne profitent pas de la loi qui les dispense du service; plusieurs enfants de la même famille s'arment au lieu d'un seul. Des présents immenses en nature, surtout du blé et des chevaux, sont envoyés par les nobles et par le peuple. Le prince Esterházy arme deux cents chevaux, l'archevêque de Kalocsa cent vingt; le primat lève tout un régiment de hussards.

Dévouement sans espérance, voilà le plus admirable. Chez tous ceux qui écrivent et qui parlent, il n'y a qu'une manière d'envisager l'avenir, aussi désolante que possible. Au théâtre, lieu d'illusion s'il en est au monde, Verseghy ne parle que de dévouement dans la défaite, d'ardeur jusqu'à la mort. Dessewffy écrit tristement: »Nous arrivons à de mauvais jours.« Enfin à quels héros s'adresse Kisfaludy pour leur demander de la force et des exemples . . . ? Aux vaincus les plus célèbres: »O Zrinyi, Léonidas, Régulus, grands coeurs, grandes âmes patriotiques, gloire éternelle à vous!«

La cinquième coalition »commence la réaction de l'Europe contre l'empire, et signale l'alliance des dynasties, des peuples, du sacerdoce et du commerce.« On ne peut mieux définir le caractère nouveau de cette guerre, ni mieux résumer le manifeste autrichien qui fut rédigé par Gentz: le grand pamphlétaire de la contre-révolution signale à la vengeance de l'Europe, sur le ton aigre et violent qui lui appartient, la misère engendrée par le blocus, la spoliation des États de l'Église, les attentats de Napoléon contre le roi et le peuple d'Espagne. Gentz pensait beaucoup à la Hongrie; il la considérait, nous l'avons dit, comme la partie vitale de la monarchie.

Sans apprécier bien haut la constitution hongroise, il était personnellement lié avec les familles de la haute noblesse, les Esterházy, les Zichy. Son manifeste s'adressait merveilleusement aux passions des Magyars.

Nous n'avons pas à raconter comment l'offensive hardiment prise en Bavière par l'archiduc Charles, fut déjouée par une manoeuvre admirable de Napoléon, comment en quelques jours la gauche fut écrasée à Abensberg, le centre à Eckmühl, l'arrière garde à Ratisbonne. Remarquons seulement que ces désastres coûtèrent à l'Autriche une grande partie de sa cavalerie, et qu'il fallut s'adresser pour combler les vides, au peuple cavalier par excellence. Presque aussitôt deux nouveaux régiments sont créés. Dès le 10 avril le palatin fait un premier appel à l'insurrection nationale, et s'occupe sérieusement, mais trop tard, de l'organiser : une commission de huit membres s'occupera de la caisse spéciale et des paiements, le général Étienne Végh des provisions, le docteur Eckstein du service des hôpitaux. Bientôt une nouvelle proclamation conclut à la victoire ou à la mort. Le premier mai, Vienne étant menacée, l'impératrice-reine Marie-Louise et l'archiduc héritier Ferdinand viennent chercher un asile au château de Bude : grand encouragement pour les Hongrois, dont le royalisme est sans bornes au jour du malheur. Aussi chaque comitat presse-t-il ses préparatifs, et l'archiduc Joseph est-il bientôt informé qu'il peut convoquer la noblesse à un rendez-vous général ; le 9 mai dans un conseil de guerre, il désigne comme lieu de réunion la ville forte de Raab (en hongrois Győr), située sur la rivière du même nom, à peu de distance du Danube. C'est un pays coupé de bois et de marécages, où la résistance pouvait sembler facile : de grands évènements allaient s'y accomplir.

Cependant les nouvelles désastreuses se succèdent ; le 13 mai les Français pénètrent dans Vienne bombardée. C'est un bien autre péril qu'en 1805 ; on ne peut compter ni sur la Russie ni sur la Prusse, tout au plus sur le lointain appui de l'Angleterre qui promet une descente dans les Pays-Bas. La grande armée de l'archiduc Charles va risquer le tout pour le tout dans les plaines du Marchfeld, près des villages d'Essling et de Wagram. L'armée d'Italie, après sa victoire de Sacile, se voit forcée de reculer devant le vice-roi Eugène qui la poursuit jusqu'aux frontières de Hongrie. Marmont, parti de la Dalmatie, alors française, passe sur le corps de Gyulay pour rejoindre Eugène, puis l'empereur. Les insurgés du Tyrol sont isolés, condamnés à périr. Napoléon disperse, concentre ses troupes comme en se jouant. Les défenseurs de l'Autriche découragés, sont séparément battus et dans l'impossibilité de se rejoindre.

François II était donc à la merci des Hongrois : fidèles à sa cause quelle que fût à son égard la persévérance de l'infortune, ils lui assuraient un refuge ; la Hongrie était impossible à occuper tout entière, à moins d'affronter une seconde Espagne, une Vendée gigantesque. Si au contraire un mouvement subit les jetait dans les bras de Napoléon, la monarchie autri-

chienne n'existait plus. Aussi la nation magyare fut-elle le même jour, presque à la même heure, invoquée, sollicitée, presque courtisée par les deux adversaires. Voici d'abord la proclamation du palatin :

»Magyars, je vous ai dit ce qu'il fallait faire pour rester une nation libre et heureuse. Je vous ai dit que le roi éprouvait une ferme confiance dans votre fidélité et votre héroïsme.

»Cette confiance, nous en voyons une preuve éclatante. La reine et la famille royale sont au milieu de nous. Notre roi chéri confie à notre protection ce qui lui est plus cher que la vie.

»Reconnaissants de cette confiance, prouvons nos sentiments par nos actes. Nous autres Magyars, nous faisons d'autant plus qu'on se livre à nous davantage.

»Nos héros se réunissent pour défendre le trône et la patrie. Ceux que leur emploi ou quelque autre exception légale dispense de ce devoir contribueront à la défense en donnant des vivres, un cheval, des munitions, des vêtements. On peut ainsi, hors du champ de bataille, prendre part à la victoire.«

Tout cela était bien trouvé, ingénieux, et arrivait droit à son adresse. Mais la proclamation de Napoléon est un chef-d'oeuvre, et nous devons la reproduire d'un bout à l'autre, quoique elle ait été publiée dans plusieurs recueils.

Au quartier général à Schoenbrunn, le 15 mai 1809.

»Hongrois !

»L'empereur d'Autriche, infidèle à ses traités, méconnaissant la générosité dont j'avais usé envers lui, après trois guerres consécutives, et notamment après celle de 1805, a attaqué mes armées. J'ai repoussé cette injuste agression ; le Dieu qui donne la victoire, et qui punit l'ingrat et le parjure, a été favorable à mes armes : Je suis entré dans la capitale de l'Autriche, et je me trouve sur vos frontières. C'est l'empereur d'Autriche, et non le Roi de Hongrie, qui m'a déclaré la guerre. Par vos constitutions il n'aurait pu le faire sans votre consentement. Votre système constamment défensif et les mesures prises par votre dernière Diète ont assez fait connaître que votre voeu était pour le maintien de la paix.

»Hongrois ! le moment est venu de recouvrer votre indépendance. Je vous offre la paix, l'intégrité de votre territoire, de votre liberté et de vos constitutions, soit telles qu'elles ont existé, soit modifiées par vous-mêmes, si vous jugez que l'intérêt des temps et les intérêts de vos concitoyens l'exigent. Je ne veux rien de vous, je ne désire que vous voir nation libre et indépendante. Votre union avec l'Autriche a fait votre malheur ; votre sang a coulé pour elle dans des régions éloignées, et vos intérêts les plus chers ont été constamment sacrifiés à ceux de ses états héréditaires. Vous formiez la plus belle partie de son empire, et vous n'étiez qu'une province

toujours asservie à des passions qui vous étaient étrangères. Vous avez des moeurs nationales, une langue nationale; vous vous vantez d'une illustre et ancienne origine; reprenez donc votre existence comme nation! Ayez un roi de votre choix, qui ne règne que pour vous, qui réside au milieu de vous qui ne soit environné que de vos citoyens et de vos soldats! Hongrois, voilà ce que vous demande l'Europe entière, qui vous regarde; voilà ce que je vous demande avec elle. Une paix éternelle, des relations de commerce, une indépendance assurée, tel est le prix qui vous attend si vous voulez être dignes de vos ancêtres et de vous mêmes.

»Vous ne repousserez pas ces offres libérales et généreuses, et vous ne voudrez pas prodiguer votre sang pour des princes faibles, toujours asservis à des ministres corrompus et vendus à l'Angleterre, à cet ennemi du continent qui a fondé ses prospérités sur le monopole et sur nos divisions.

»Réunissez-vous en Diète nationale, dans les champs de Rákos, à la manière de vos aïeux, et faites-moi connaître vos résolutions.

NAPOLÉON.«

Jamais on n'a mieux dit à une nation ce qui pouvait la convaincre et l'entraîner. Les parties brillantes et poétiques de cet écrit pourraient être un fruit naturel de l'imagination de l'auteur. Napoléon avait parlé aux populations de l'Égypte un langage fait pour elles et qui les avait captivées: il pouvait aussi bien enlever les applaudissements des Magyars. Mais ce qui confond, ce qui paraît inexplicable, c'est la connaissance de ce peuple, de son histoire, de son esprit juridique, de sa constitution, de ses rancunes. Il n'y a pas un mot qui ne réponde à quelque passion, qui ne fasse vibrer une corde sensible. Ajoutons que ce prodigieux document a immédiatement paru en langue magyare, et que les exemplaires répandus en Hongrie étaient écrits dans cette langue.

Il y a là toute une histoire que les seuls érudits hongrois ont éclaircie. Le poète Bacsányi était, on s'en souvient, un des condamnés de la conspiration jacobine, et dans la prison de Kufstein il s'était lié avec le citoyen Maret, ambassadeur de la République arrêté par les Autrichiens. Depuis 14 ans, les deux amis de prison avaient suivi des voies bien différentes: Bacsányi végétait dans une médiocrité voisine de la misère; Maret, duc de Bassano et secrétaire d'État, suivait l'Empereur dans cette campagne. Dès l'arrivée des Français à Vienne, le duc de Bassano se souvint du pauvre poète, qui lui avait sans doute parlé de sa langue maternelle et de ses espérances patriotiques. Il le fit chercher et trouva en lui un excellent traducteur. Je crois avec M. Horváth que là ne s'est pas borné le rôle de Bacsányi, qu'il a pris part à la composition de cette pièce, qu'il a ajouté quelques expressions quelques traits tellement fidèles à l'esprit

national qu'un étranger, si grand homme qu'il fût, ne les aurait jamais inventés: »Le système défensif«, »les constitutions soit telles qu'elles ont existé, soit modifiées par vous-mêmes«, la »langue nationale«, »l'illustre et ancienne origine«, les »champs de Rákos«, autant de passions, dont la manifestation révèle la main d'un vieux patriote. Quoi qu'il en soit de cette hypothèse, il est certain que Bacsányi a traduit la proclamation, que le gouvernement autrichien en étant instruit, le poète dut se réfugier en France, et que, de retour dans sa patrie, il fut persécuté pendant de longues années par le peu oublieux gouvernement.

Napoléon comptait grandement sur sa proclamation: il recommandait à ses généraux d'en prendre avec eux et d'en distribuer de nombreux exemplaires: ainsi firent Eugène, Davoust, plus tard M. de Narbonne. Mais en même temps, ce qui était contradictoire, il donnait au vice-roi son beau-fils l'ordre de franchir la frontière hongroise. Les Magyars n'écoutèrent pas la proclamation, qui d'ailleurs ne fut connue que dans un cercle restreint. Ils ne virent que leur territoire violé, levèrent l'arrière-ban de leur noblesse, et firent une première réponse à Napoléon sur le terrible champ de bataille d'Essling.

Dans cette lutte de deux jours, qui est comptée par les Autrichiens comme une victoire, puisque Napoléon recula, par nos historiens comme une victoire rendue seulement incomplète par la rupture des ponts du Danube, le rôle des Magyars fut aussi grand que dans les batailles de la seconde coalition. Napoléon dans son bulletin n'a remarqué que l'épisode du cimetière, où sept cents hongrois furent, dit-il, passés au fil de l'épée. M. Thiers, dans son magnifique et scrupuleux récit, considère naturellement l'armée autrichienne dans son unité militaire, et n'entre pas dans le détail des nationalités. Mais l'archiduc a rendu pleine justice à ses soldats magyars, et l'historien national, M. Horváth, n'a eu garde de les oublier. Le premier jour (21 mai), les fantassins de Gyulay et les hussards eurent les honneurs de l'attaque, et repoussés d'abord revinrent victorieusement à la charge. Entre Aspern et Essling c'est la cavalerie française qui entoure les fantassins hongrois; ailleurs encore les hussards de Stipsics s'emparent d'Enzersdorf.

Le lendemain c'est le bataillon de Zách conduit par l'archiduc lui-même qui frappe les derniers coups. Les Hongrois avaient donc commencé et terminé la sanglante bataille.

Déjà l'insurrection levée dans les domaines du primat et dans le comitat de Nyitra, très rapproché de la frontière, venait de se montrer au milieu des troupes régulières de l'Autriche. Le mouvement, loin de se ralentir, fut encore accéléré par la grande nouvelle; en quelques jours huit mille cavaliers nobles des comitats du Danube se trouvèrent au rendez-vous de Győr. L'empereur s'aperçut qu'il s'était trompé sur les dispositions des Hongrois en disant dans son neuvième bulletin, qui précéda immédia-

tement celui de la bataille d'Essling: »Il n'y a encore aucune levée en Hongrie. Sans armes, sans selles, sans argent, et fort peu attachée à la maison d'Autriche, cette nation paraît avoir refusé toute espèce de secours. Il ne parla plus que de »corriger messieurs les insurgés.«

Le repos de six semaines qui sépare Essling de Wagram ne concernait que les deux grandes armées de Napoléon et de l'archiduc Charles: les armées secondaires pouvaient continuer leurs opérations. L'empereur ordonna au vice-roi Eugène de marcher sur Raab (Győr): »Cette ville est une excellente position au centre de la Hongrie. Elle est comme le réduit du grand camp retranché où l'ennemi espère réunir et exercer toute l'insurrection hongroise, et où il fait d'immenses travaux.«

Dans quel état se trouvait cette milice qui venait, par détachements successifs, renforcer l'armée en retraite de l'archiduc Jean et se mesurer avec notre armée d'Italie? Nous pouvons le pressentir d'après les lettres de Dessewffy, qui nous a montré l'ardeur, mais aussi l'épuisement de son comitat. Lorsqu'il arrive à raconter les derniers préparatifs, c'est bien autre chose: plus de chevaux (en Hongrie!); les pistolets, les épées, on s'en procure avec peine, il faut aller de porte en porte si l'on veut en emprunter, chose singulière dans ce belliqueux pays, mais qui s'explique par l'horreur persistante de l'Autriche pour tout exercice militaire indépendant; peu de vêtements appropriés à la tenue de campagne. L'argent est encore ce que l'on trouve le moins. Les vivres seuls abondent, ce qui est un attrait de plus pour l'ennemi.

Les princes de la famille impériale ne négligeaient aucun moyen pour réparer l'énorme faute de leur politique, cette défiance qui maintenant paralysait les efforts des Hongrois en faveur de leur souverain. L'archiduc Maximilien commandait un corps d'observation en Transylvanie, pays soustrait d'ailleurs à tout danger immédiat. Le 10 juin, le comte Kolowrath lui offrit, à Kolozsvár, un banquet de 300 couverts. Le prince porta un toast qui commença par une phrase magyare et continua en mauvais latin. Toute cette noblesse fut enchantée d'avoir entendu six mots de la langue nationale sortir d'une bouche archiducale: Quelle mobilité d'impressions, et en même temps quelle persévérance patriotique!

Mais nous avons vu combien, même en 1809, les chefs distingués de l'armée et de la politique autrichiennes, Charles, Stadion, l'empereur se défiaient des moyens révolutionnaires. Ils voulaient à la fois exciter les peuples et enchaîner leur élan. Calcul funeste à leur monarchie! Les vingt mille hommes qui s'acheminaient vers Raab à la rencontre de l'archiduc Jean ne manquaient pas d'ardeur, nous en avons eu maintes preuves, mais ils n'avaient aucune idée de ce qu'était une bataille, une manoeuvre; à la première occasion sérieuse ils devaient perdre la tête. Ils savaient tout au plus se servir de leurs armes, et ces armes étaient en mauvais état: beaucoup de pistolets n'avaient même pas de chien. L'octogénaire

Alvinczy dirigeait cette administration avec une mollesse qu'expliquent son âge et les fatigues d'une carrière militaire de soixante ans. Il s'attira, dans les derniers jours de sa vie, les imprécations de ses concitoyens, et la faute n'en était pas à lui. Enfin, un autre mauvais résultat du manque d'exercice était l'extrême lenteur de la levée. Eût-on toute l'ardeur possible, il n'en fallait pas moins attendre d'être équipé pour une campagne. Les cercles de la Theiss arrivèrent trop tard.

Les Hongrois occupaient près de Raab une forte position, protégée par des marais, et qui excita, dit la tradition magyare, l'admiration de Lauriston : le général français aurait même avoué plus tard que si cette position avait été conservée, l'armée d'Eugène n'aurait pas osé attaquer. Mais il s'agissait de recevoir les troupes épuisées de l'archiduc Jean ; quelques bataillons furent envoyés à leur rencontre. Dans la vallée du Raab ils livrèrent à des détachements français quelques combats peu importants. Le bataillon de Pesth, attaqué sérieusement dans les marais de Karako, résista pendant deux jours, et protégea par cette diversion la retraite de l'archiduc. Il fallut, pour triompher de cette troupe héroïque, une canonnade qui tua ou blessa grièvement sept cents hommes, au témoignage du commandant Gosztonyi. Le 13 juin, Jean venait réunir à l'insurrection inexpérimentée les débris de ses bandes aguerries : la bataille devait se livrer le lendemain. Les Magyars chargent ici cruellement le chef de l'état-major de l'archiduc, si ce n'est l'archiduc lui-même. Ils déclarent qu'il a causé la perte de la bataille en abandonnant, par incapacité ou par une sorte de jalousie, l'excellente position occupée par les Hongrois depuis plusieurs jours : ne serait-ce point une trahison, se demandent-ils, injustement sans doute. Il est certain que les Français occupèrent une position élevée, d'où leur artillerie, protégée par un bois, pouvait tirer tout à son aise, et que la cavalerie noble de Hongrie, magnifiquement vêtue du costume national, était aussi mal placée que possible sous le feu des canons français et le long d'un canal qui gênait ses mouvements.

La lutte commença vers une heure de l'après-midi par les décharges de l'artillerie française qui furent d'abord patiemment supportées par la cavalerie hongroise ; mais à la fin, exaspérée de son inaction, elle essaya contre les Français la vieille charge nationale, la charge de Hunyade, aveugle, furieuse, et qui se change en déroute si elle ne triomphe pas soudainement. Le canal, les marais, les décharges redoublées des canons français, plus que tout cela, l'inexpérience de cette noblesse, lui firent prendre la fuite et entraînèrent la défaite de l'armée autrichienne, bientôt achevée par la cavalerie de Montbrun. Cependant quelques bataillons de l'infanterie reformèrent leurs rangs, trop tard pour continuer la bataille, mais à temps pour permettre à l'armée régulière de l'archiduc de se retirer en bon ordre jusque dans Comorn, la ville imprenable.

Il y eut encore avant le choc décisif de Wagram, pendant l'armistice

de fait entre les deux grands adversaires, plusieurs petits engagements où se montrèrent les Hongrois. Un détachement commandé par le comte Szapáry fut envoyé de Comorn pour faire une reconnaissance : elle rencontra le général Lamarque et le combattit avec acharnement. Deux sim-



L'archiduc Jean.
(D'après une gravure du temps.)

ples soldats se signalèrent : Melegh, six fois blessé, voulut pénétrer à travers la troupe ennemi jusqu'au général, l'atteignit en effet, et parvint à s'échapper. Mlinarik combattait malgré douze blessures ; il fallut qu'il perdît le bras droit pour qu'on pût l'emporter loin du champ de bataille. Le soir même Kisfaludy les vit tous deux à l'ambulance, défigurés, mourants.

Comment vous sentez-vous? leur demanda-t-il. — Ce qui nous fait de la peine, répondit l'un d'eux, c'est de ne pouvoir plus rendre la pareille aux Français qui se moquent de nous.

Cependant il devenait impossible de défendre la ville de Raab, autrefois redoutable place forte, mais qui n'était plus en rapport avec le nouveau système de guerre. Le général Péchy convint avec Eugène qu'il livrerait la place si dix jours après la bataille il n'avait pas reçu de secours. Le vice-roi ne crut pas nécessaire de terminer lui-même une opération aussi peu importante, et s'en alla rejoindre la Grande Armée, en laissant devant Raab le général Narbonne, homme éminent de l'ancien régime, qui devait bientôt remplir une mission plutôt politique que militaire. Le 24 juin, Péchy livra la place suivant les termes de l'armistice et M. de Narbonne prit le commandement.

Deux jours plus tard, Davoust marchait sur Presbourg. Il devait attaquer, non pas la seconde capitale de la Hongrie, mais la tête, de pont de la rive gauche du Danube qui menaçait d'une agression autrichienne la rive droite tombée entre les mains des Français. Les instructions du maréchal portaient qu'avant de bombarder, il devait envoyer une sommation »pour épargner les horreurs de la guerre à l'intéressante ville de Presbourg.« Là encore les Hongrois se signalèrent, notamment le régiment de Pásztory, mais sans résultat bien appréciable pour l'issue da la campagne.

Comment juger la conduite militaire des Hongrois pendant les six semaines que nous venons de parcourir? Les Allemands se montrèrent sévères: il ne reconnaissaient plus la valeur hongroise; ils se demandaient ce qu'étaient devenues les magnifiques promesses de la diète de 1808. Ce fut le mot d'ordre à Vienne de tourner en ridicule ces beaux gentilshommes qui, pour ne pas gâter leurs costumes d'or et de velours par des blessures reçues en face, avaient préféré ne montrer que le dos à l'ennemi. Il y avait entre les soldats et entre les officiers des deux nations des discours aigres et même de fréquentes provocations, que l'habile impartialité du palatin ne pouvait toujours conjurer. Le palatin lui-même, bien que sa conduite ne prêtât plus aux soupçons qui avaient pu l'atteindre en 1805, était assez mal vu: lui et son frère l'archiduc Jean se renvoyèrent les responsabilités des évènements dans une discussion violente qui eut lieu devant François II. L'empereur impatienté ne put s'empêcher de leur dire: »Vous auriez bien dû être d'accord en face de l'ennemi au lieu d'employer vos forces dans ces querelles inutiles.«

L'appréciation des Hongrois est naturellement toute différente. Mais comme le patriotisme de M. Horváth pourrait inspirer quelque défiance, interrogeons l'ennemi, très bon juge en pareil cas. Les soldats français disaient: »ils sont braves mais non dressés«, ou encore: »voilà des gardes nationaux braves, mais mal exercés, et qui ne feront qu'accroître notre gloire.« Napoléon en parlait quelquefois avec un grand dédain: »Si les

vingt-quatre escadrons qu'on a aperçus sur la rive gauche étaient de l'insurrection hongroise, ce ne serait pas grand chose;« — »le prince Esterházy avec quelques mille cavaliers de l'insurrection hongroise a paru du côté d'Ödenbourg. Nous espérons que vous tomberez sur les derrières de cette colonne et que vous écraserez son arrière-garde« — »ces recrues ne savent pas faire usage de leurs fusils.« Mais l'empereur changeait de ton quelquefois: il regardait la prise de Raab comme un grand succès. Il grondait le vice-roi Eugène d'avoir renvoyé sur parole les officiers prisonniers; et comme son beau-fils lui expliquait qu'il ne les avait point mis en liberté, et qu'il avait exigé leur parole de se rendre à l'endroit par lui désigné, Napoléon se montrait content que l'on n'eût pas imprudemment augmenté le nombre de ses ennemis. — Mais il ne voulait pas non plus les pousser a bout, il continuait à répandre parmi eux son inutile proclamation; il en faisait publier une nouvelle pour promettre son pardon à tous les insurgés qui rejoindraient leurs foyers.

Les Français et leur chef voyaient donc dans les Magyars de l'insurrection des adversaires affaiblis par la défiante politique de leur roi, mais de sérieux adversaires. L'Autriche elle-même a ratifié ce jugement: l'appréciation, loyale comme toujours, de l'archiduc Charles et du palatin, les nombreuses décorations décernées aux combattants hongrois, prouvent que tout le monde à Vienne n'était pas injuste. La cour s'adresse à eux, dès le 25 juin, par une nouvelle levée de quarante mille hommes, épuisement suprême auquel se refusèrent les comitats à cause de la forme illégale de cet ordre, mais que les familles s'infligèrent volontairement. Ces derniers efforts augmentèrent l'armée de l'archiduc Charles, et surtout après l'honorable défaite de Wagram, formèrent peu à peu une précieuse réserve. L'insurrection des comitats de la Theiss complétait son effectif; on finissait par s'exercer très bien. Une nouvelle armée était prête, si l'armistice de Znaym aboutissait à d'inacceptables propositions de paix.

Nous sommes donc arrivés au dernier acte de cette singulière lutte politiqne, à l'intervalle qui sépare la bataille de Wagram de la paix de Vienne. Napoléon ne savait quel parti prendre à l'égard de l'Autriche qui semblait terrassée, mais dont il connaissait bien les racines vivaces. Il songea sérieusement à démembrer cette incorrigible puissance, mais c'était une tentative imprudente si l'on ne prenait pas la précaution de sonder les dispositions des peuples. Ce n'est pas pour rien que Napoléon avait délégué au commandement de Raab un séduisant politique de l'ancien régime, bien plus diplomate que général. M. de Narbonne eut pour mission de faire désirer et si possible de faire demander par les Hongrois une complète indépendance nationale. Il travailla dans ce sens pendant plusieurs semaines, avec un tel succès, s'il faut l'en croire, qu'il en fut presque effrayé, car il craignait de ne pouvoir apaiser les passions qu'il avait déchaînées. La paix de Vienne serait donc arrivée juste à temps pour

sauver l'existence de l'empire. Cette opinion du négociateur nous est transmise M. Villemain dans un fort curieux passage de ses *Souvenirs contemporains*.

N'est-ce point une illusion? Nous nous sommes fait sur cette époque héroïque une légende de victoires généreuses, d'occupations militaires bienfaisantes pour les pays conquis, de propagation des idées françaises par les garnisaires et le bivouac:

> Les nations reines par nos conquêtes,
> Couvraient de fleurs le front de nos soldats.

Le comte Dessewffy nous fait connaître de singuliers détails sur l'occupation française dans les comitats de l'Ouest. Des soldats envahissent le château des Batthyány près de Körmönd, ils n'ont garde, chez un magnat hongrois, d'oublier la cave: bientôt grisés par ces vins capiteux, ils défoncent les tonneaux qu'ils n'ont plus la force de boire, répandent à grands flots le tokay seigneurial, authentique, et s'en vont après cette exécution sacrilège. A Zala-Egerszeg, les autorités du comitat délibéraient dans leur grande salle, lorsqu'arrivent des chasseurs français: l'un d'eux saute sur la table, et pour s'amuser menace de son épée le comte François Batthyány. Le Comitat de Weszprim reçoit l'ordre de fournir trente mille rations de pain par jour, énorme contribution pour un pays déjà éprouvé.

Sur les frontières de Turquie mieux encore: on accuse les Français d'exciter les Turcs contre les Croates. Or il n'y avait pas vingt ans que les chétiens et les musulmans du Danube s'étaient combattus pour la dernière fois. Les Français étaient régardés comme des païens depuis les récentes violences exercées contre le pape, et Napoléon se plaignait à l'archevêque de Vienne que l'on transformât une lutte politique en guerre de religion: il faut convenir que si l'assertion de Dessewffy au sujet des Turcs est exacte, ce qui est douteux, les offìciers français de la Dalmatie ont pris à tâche de justifier les ennemis de leur maître.

Quoique les soldats eussent montré plus de gaminerie que de cruauté, les vaincus n'en revenaient pas de voir les Français, si modérés en 1805, démentir à ce point leur bon naturel: »Sigismond Szögyényi me demanda pourquoi le Français, quittant sa douceur naturelle, est devenu brigand.« Ils remarquaient pourtant que leurs vainqueurs faisaient peu de dommage là où ils trouvaient le seigneur à son poste; et que leur caractère aimable reparaissait volontiers: »Quel charmant, quel joyeux homme que le Français!« Mais par exemple quelle brutalité envers le clergé!

Tout cela porte à croire que M. de Narbonne, et d'après lui nos historiens, se sont mépris sur la prétendue sympathie des Hongrois. Les écrivains magyars s'élèvent avec force contre cette opinion: Majláth affirme que le prince Esterházy se mit à rire lorsqu'on lui proposa la royauté, et partit en fidèle sujet pour le quartier-général; que la proclamation, fort

remarquable sans doute, ne produisit aucun effet, et que tous les exemplaires furent livrés à l'autorité légitime. M. Horváth réfute M. Villemain par le récit des évènements de 1809, qui depuis le premier jusqu'au dernier prouvent la fidélité et même l'acharnement de ses compatriotes. Il cite un mot de Metternich à M. de Narbonne: »Général, vous ne connaissez pas la loyauté hongroise.« Enfin M. Springer allègue avec beaucoup de vraisemblance que la proclamation s'est très peu répandue, et que les Hongrois n'ont pas eu grand mérite à repousser des offres qui furent connues d'un petit nombre d'entre eux.

De son côté Napoléon changeait subiment de système; il pressentait l'hostilité d'Alexandre, et cherchait un allié. Le seul allié possible étant François II, il n'est plus question de démembrer l'Autriche, la paix de Vienne est conclue, et bientôt les fiançailles avec Marie-Louise. Mais les Hongrois ne pardonnèrent pas à Napoléon d'avoir réuni à son empire les pays de l'Adriatique dépendants de la couronne de Saint-Étienne, et la paix fut accueillie par une douleur patriotique. Presbourg envoya à l'empereur, malgré l'appauvrissement causé par la guerre, tout l'argent dont la ville pouvait disposer. Pesth fit entendre un langage respectueux et ferme: »Nous affirmons hardiment que cela ne serait pas arrivé si Ta Majesté avait suivi les conseils de ses fidèles Magyars.« Le roi venait de remercier l'insurrection.

CHAPITRE NEUVIÈME

LA CRISE FINANCIÈRE ET LA DERNIÈRE COALITION.

Les finances ont toujours été le côté vulnérable de l'Autriche. Cette puissance entreprenante au-delà de ses ressources vivait dans une crise presque permanente, mais des accès aigus la mettaient parfois à deux doigts de sa perte. La situation n'a jamais été plus grave qu'en 1811, au lendemain du suprême effort de Wagram. Le papier-monnaie, multiplié sans mesure pour faire face aux exigences de la dernière guerre, était tombé au dixième ou au douzième de sa valeur: on avait peine à trouver 100 florins d'argent contre 1,000 florins de papier, tandis qu'en 1808 la différence n'était que 100 à 200! C'était là une misère commune à tout l'Empire, mais les Hongrois faisaient valoir des griefs particuliers: ils

avaient maintes fois averti que l'on marchait aux abîmes; on avait violé leur indépendance légale, tout en prenant les produits des mines hongroises pour les besoins généraux de l'Autriche.

Mais si le mécontentement grandissait, de son côté, la cour, libre de toute crainte extérieure, et n'ayant plus à faire voter des secours militaires, laissait de côté tout ménagement. M. de Metternich commençait sa longue dictature ministérielle et son système de centralisation absolument contraire à l'esprit des Magyars. Malgré la présence de deux magnats au ministère, le comte Zichy, le comte Erdődy, nul ne se gênait pour attaquer la constitution hongroise comme vieille, rétrograde, abusivement aristocratique. Telle était par exemple l'opinion de Stein, le ministre prussien libéral: à ses yeux une constitution qui laissait dans une condition inférieure les huit dixièmes de la nation, et qui dispensait de l'impôt la grande propriété, devait absolument être changée. Une coalition d'esprits aussi différents que ceux de Stein, de Gentz et de Metternich eût été bien redoutable. si le peuple, souffrant plus que personne de la détresse financière, ne se fût serré autour de la noblesse.

Le comte Wallis, ministre des finances, n'était pas homme à reculer devant des formalités. Dans son gouvernement de Bohême, il s'était rendu célèbre par sa dureté et son minutieux despotisme; un jour que l'on devait jouer *Goetz de Berlichingen* au théâtre de Prague, il supprima comme renfermant une allusion séditieuse, cette menace du chevalier à la main de fer: »Que celui d'entre vous qui n'est pas un boeuf de Hongrie ne m'approche pas de trop près«. Wallis, dans le courant de 1810, essaya d'un emprunt, puis d'un nouveau papier qui eut le sort de l'ancien. Il fallait absolument trouver quelque chose: on trouva. Le 20 février 1811, une *patente* fut envoyée en Hongrie comme dans les autres provinces, avec des considérants détaillés, que nous allons résumer ainsi que l'acte lui-même.

Des malheurs subis (et non causés) par le gouvenement, lui ont rendu nécessaire d'émettre de nombreux billets de banque, dont l'extrême dépréciation cause la ruine universelle. Mais comment y remédier? L'État serait peut-être autorisé par les circonstances à une banqueroute partielle; or, nous voulons l'éviter à tout prix. Voici donc ce que nous avons décidé dans l'intérêt de nos sujets bien aimés: Les billets ne seront pris que pour le cinquième de leur valeur nominale, et ils n'auront cours, ainsi réduits des quatre cinquièmes, que jusqu'au 1 février 1812. D'ici là ils devront être échangés contre les nouveaux billets qui vont être émis sans retard. — Il n'y a pas à craindre que ces nouveaux billets ne se multiplient à leur tour: la commission chargée de les émettre s'engagera par serment à ne pas dépasser le cinquième de la valeur des billets actuellement en circulation; ainsi, au lieu de un milliard soixante millions de papier qui existent actuellement, il n'y aura que deux cent douze millions de florins en papier

nouveau. Cela même n'est qu'une transition: le but du Gouvernement est de remplacer peu à peu ces billets meilleurs par du numéraire métallique. — De même les pièces de cuivre ne seront prises que pour le cinquième de leur valeur nominale. — Que le présent édit soit exécuté sans retard.

Le désespoir fut immense, et non moins générale l'indignation. Quoi! pour toute récompense la Hongrie ne devait attendre de son roi que la ruine! La nation de braves frémit devant ce péril froid et sec de la misère, comme un soldat, éprouvé par le fer et le feu, peut trembler devant un pacifique et misérable avenir. La patente n'atteignit pas moins la constitution que les intérêts matériels: jamais le principe *semmit rólunk nélkülünk* »rien de nous sans nous« n'avait été plus audacieusement violé. Le comitat de Pesth se fit comme toujours l'écho de l'opinion publique. »Nous ne doutons pas, écrit-il au roi, que la mesure ne soit prise pour le bien du pays; mais nous ne pouvons admettre des remèdes pareils, tant qu'ils ne seront pas approuvés par une Diète. Que le roi convoque notre assemblée, il peut être sûr que nous ne reculerons devant aucun sacrifice; mais d'ici-là nous n'exécuterons pas son édit.« »La plupart des comitats adhérèrent à ce modéré, mais ferme langage.

La chancellerie aulique de Hongrie, dirigée par le comte François Koháry, se chargea de répondre par l'ordre d'accepter la patente dans les huit jours. Mais le comitat de Pesth le prit de très haut, s'étonnant que des Hongrois eussent oublié à ce point leur patrie, et que le roi ne daignât pas répondre en personne. Jusque-là, dit-il, on ne sera point tenu d'obéir à des ordres inconstitutionnels, émanant de courtisans qui songent â leur intérêt, nullement à celui du roi. Les comitats furent servis à souhait: François II leur écrivit une lettre inouïe sur leur »insolence,« les menaçant de sa plus grande colère »et des mesures les plus violentes«. De leur côté les États héréditaires obéissaient passivement, non sans beaucoup souffrir: chacun évitait de se procurer plus de papier-monnaie qu'il n'en fallait pour vivre au jour le jour; mais enfin ils obéissaient. Les comitats durent céder, non sans insister sur la misère générale et sur la nécessité d'une convocation.

Ce désir au moins fut exaucé. Le Gouvernement voulait demander à la Diète de garantir le nouveau papier et de faire une loi sur les contrats et les paiements entre particuliers. Aussi ne témoigna-t-il aucune répugnance; mais il mit tout en oeuvre pour décourager les électeurs et les candidats opposants. Des commissaires royaux furent envoyés dans les chefs-lieux des comitats qui venaient de se signaler par leur audace: ils se firent présenter les registres des délibérations, et déchirèrent les pages les plus dangereuses »pour effacer jusqu'aux traces du poison«. »Quelques orateurs furent appelés à Vienne *ad audiendum verbum regium,* c'est-à-dire pour entendre les offres ou les menaces du souverain. Plus d'un fõispán dut s'employer à écarter quelque redoutable adversaire de la Cour; ainsi

le prince Esterházy travailla contre Paul Nagy, lequel se retira de la lutte malgré son intacte popularité. La majorité restait opposante, mais elle était dirigée par Joseph Vay, que la modération de son libéralisme faisait plutôt rechercher que combattre par le gouvernement. Une lettre fort dure de François II donnait pour ainsi dire à la future assemblée le ton qu'elle ne devait pas quiter, celui de la discussion soumise: »On n'a pas montré l'empressement qui convient à des sujets .... On espère sans aucun fondement changer notre volonté; nous demeurons inébranlable dans les décisions que vient de prendre notre gouvernement d'origine divine. Nous ne souffrirons pas que l'opposition se joue de nos nobles efforts. Ceux qui méconnaîtront nos ordres peuvent s'attendre aux effets suprêmes de notre colère, etc.« C'était le vrai discours du trône: on ne peut lui refuser la netteté et l'énergie.

Le 29 août 1811, la Diète s'ouvrit à Presbourg. Le personal était le comte Majláth, chef d'une famille distinguée mais connue pour son dévouement royaliste. Son discours, prononcé en langue magyare, fut un aveu très franc des difficultés où l'on se trouvait, et dont on ne pouvait sortir, disait-il, qu'avec de grands sacrifices. Il trouva moyen d'éveiller, même sur des matières aussi ingrates, l'amour-propre magyar; il rappela qu'il n'y avait pas moins de courage à se résigner froidement qu'à se faire tuer sur le champ de bataille. Le chanoine Benyovszky se borna à un éloge assez banal de la constitution et du peuple hongrois. Devant les magnats, le palatin Joseph, aussi en magyar, parla de la fatalité qui s'était appesantie sur l'Empire, et laissa entrevoir qu'on ne devait qu'à lui la convocation de la Diète. Quant au prélat, son petit discours fut un éloge en règle de l'archiduc palatin. Cette séance d'ouverture ne ressemble point à celles des assemblées précédentes, il n'y a point d'effets à ménager, point de passions à soulever: les orateurs sont très brefs, on est pressé d'en venir aux chiffres. Le roi, dans la troisième séance, se contente de promettre qu'il travaillerait au bien du pays. Le conflit s'engage presque aussitôt entre les propositions royales et les contre-projets de la majorité.

Le gouverneur demande trois choses:

1° Que, pour soutenir le nouveau papier, il soit créé un fonds métallique, et que des 212 millions de florins, valeur totale du nouveau papier, 100 millions soient garantis par les revenus de la Hongrie; — 2° que le pays donne 2 millions de florins par an, sorte de fonds d'amortissement qui permettra de rendre la valeur du papier égale à celle du métal, et de supprimer le papier peu à peu; — 3° que l'impôt pour l'entretien de l'armée soit élevé de douze millions de florins (ainsi même en 1811 l'Autriche voulait être prête à profiter de la première secousse européenne).

La majorité, sans espérer le retrait de l'ordonnance financière, voulait dans sa passion pour la légalité, ou plutôt dans sa juste prévoyance, obtenir le redressement du grief national; elle voulait que le gouvernement

reconnût ses torts, qu'il promît de ne jamais prendre de mesures semblables, à moins que du consentement de la Diète. Elle insistait sur cette belle pensée, que la nécessité même et l'urgence ne peuvent changer la loi tant que l'assemblée n'a pas reconnu cette urgence, cette nécessité.

Au milieu de cet insoluble conflit, un personnage grandit singulièrement, le palatin Joseph : il jouait pourtant un rôle ingrat et difficile, le rôle de médiateur. Il parlait le langage d'un archiduc à Joseph Vay, aux chefs de l'opposition, cherchant à les plier aux demandes de la cour, à les faire entrer dans les voies conciliantes. Lorsqu'il écrivait à l'empereur, son frère, c'était un grand dignitaire de Hongrie revendiquant les droits de ses concitoyens. Malgré toute son habileté, il échoua d'abord. L'orage ne fit que grandir pendant deux mois, non sans cause, il faut en convenir. Comment ! Non contente de faire peser de nouveaux impôts sur un pays ruiné, la cour multipliait par cinq toutes les contributions, car le papier n'était reçu dans les caisses de l'État que pour le cinquième de sa valeur : de telle sorte qu'au lieu de verser dix florins dans le trésor il fallait en verser cinquante. Comment ! Les secours militaires votés avec enthousiasme en 1808, ont inspiré d'autre pensée que d'augmenter les dépenses de l'armée régulière ! Comment ! La Hongrie qui a livré au roi le sang de ses enfants pour des guerres souvent désapprouvées ne reçoit d'autre récompense que l'abolition des garanties légales ! Ainsi récriminait la Diète, avec passion, avec amertume : L'empereur et ses conseillers songeaient à la dissoudre, lorsque le palatin, fort inquiet, partit pour Vienne.

Pendant son absence, qui dura six semaines, la majorité s'occupa de réclamations et de projets. Elle se plaignit des atteintes portées à la liberté de la parole et de la presse, des convocations menaçantes *ad audiendum verbum regium*, qui réduisaient les orateurs au silence, de l'étroitesse et de l'iniquité de la censure, qui laissait paraître les brochures contre la Hongrie et qui interdisait les réfutations. A ces empiètements du pouvoir, on opposait la question plus politique que littéraire de la lanque nationale. Un projet de loi portait : que le conseil de lieutenance correspondrait en magyar avec le pouvoir législatif — que les lois seraient rédigées en magyar — que depuis le 1 janvier 1815 ce serait la langue des tribunaux dans tout le royaume — que tout l'enseignement se donnerait en magyar.

En janvier 1812, le palatin revint à Presbourg. Il avait au moins obtenu que la cour revînt au langage parlementaire. Les exigences royales, quant au fond, ne changeaient point. L'augmentation de 12 millions de florins pour l'impôt militaire était déclarée urgente ; le roi témoignait sa douleur de charger encore les contribuables ; mais il ne pouvait accepter l'ancien papier que pour le cinquième de sa valeur. Tout ce qui avait été fait, avait été bien fait. En d'autres termes, les finances devenaient un secret d'État soustrait à la discussion publique. Les députés, très mécontents encore, et décidés à refuser l'impôt, voulurent cependant répondre au langage plus

poli du prince par des marques de bonne volonté. Dans l'impossibilité de payer en espèces, ils offrirent une nouvelle élévation du prix du sel, deux florins en sus par quintal; ils offraient encore un million de mesures de blé, quinze cent mille mesures d'orge, ce qui devait produire un total de douze millions de florins. Offre très honorable pour la noblesse qui, au lieu de se retrancher derrière ses privilèges, prenait d'elle-même une grande part aux contributions.

Malheureusement ce beau mouvement était gâté par d'aigres réclamations et par des menaces: le roi se crut dispensé de toute reconnaissance, et autorisé aux procédés les plus hostiles, les plus blâmables. Les subsides en nature donnent prise à la mauvaise foi: une mesure de blé peut valoir à quelques jours de distance deux prix fort différents, et lequel de ces deux prix prendre pour base? La Diète évaluait à quatre florins chaque mesure de blé, à deux florins chaque mesure d'orge. Le 21 avril le gouvernement déclara qu'il acceptait le présent offert, mais que jusqu'à la fin d'août il faudrait payer en espèces, ou donner 6 florins au lieu de chaque mesure de blé, 3 florins au lieu de chaque mesure d'orge. En d'autres termes, l'impôt était augmenté d'un tiers. De plus une lettre royale augmenta de quatre florins (neuf au lieu de cinq) le prix du quintal de sel: contribution monstrueuse en tout pays, mais plus encore dans une contrée agricole telle que la Hongrie. Ce n'était même pas une bonne mesure fiscale: l'expérience avait montré qu'en élevant le prix du sel on diminuait la vente, chacun se réduisant au strict nécessaire. Mais c'était avant tout une violation de la Constitution, le tarif du sel ne pouvant être fixé que par la Diète.

L'assemblée eut bientôt à déplorer un attentat d'un autre genre. Le comte Joseph Dessewffy juge sévèrement, dans sa correspondance avec Kazinczy, les opérations du ministre Wallis. Il parle du *cancer financier* qui ne manquera pas de dévorer l'empire d'Autriche; il compare le papier autrichien aux assignats français; il convient bien qu'il faut un remède énergique, mais il le voudrait conforme à la justice. Telles furent sans doute les opinions renfermées dans quelques écrits qu'il distribua à ses collègues: il se vit exclu de la Chambre haute. Enfin les projets de loi présentés par la Diète, les voeux exprimés par elle n'obtinrent que des réponses évasives ou dédaigneuses. Les assemblées précédentes, disait-on, avaient pris déjà bien assez de décisions sur la langue magyare (ce qui était un peu vrai). Les exercices militaires ne pouvaient être autorisés pour le moment. La clôture était fixée au 19 mai.

La majorité furieuse fit éclater un tel orage de reproches que le Gouvernement jugea quelques concessions nécessaires. L'exclusion de Dessewffy fut annulée, et les brochures hostiles à la Hongrie purent être réfutées impunément. Mais si la liberté de parler et d'écrire reçut ainsi quelques satisfactions, il n'y eut rien de changé quant aux finances, à part

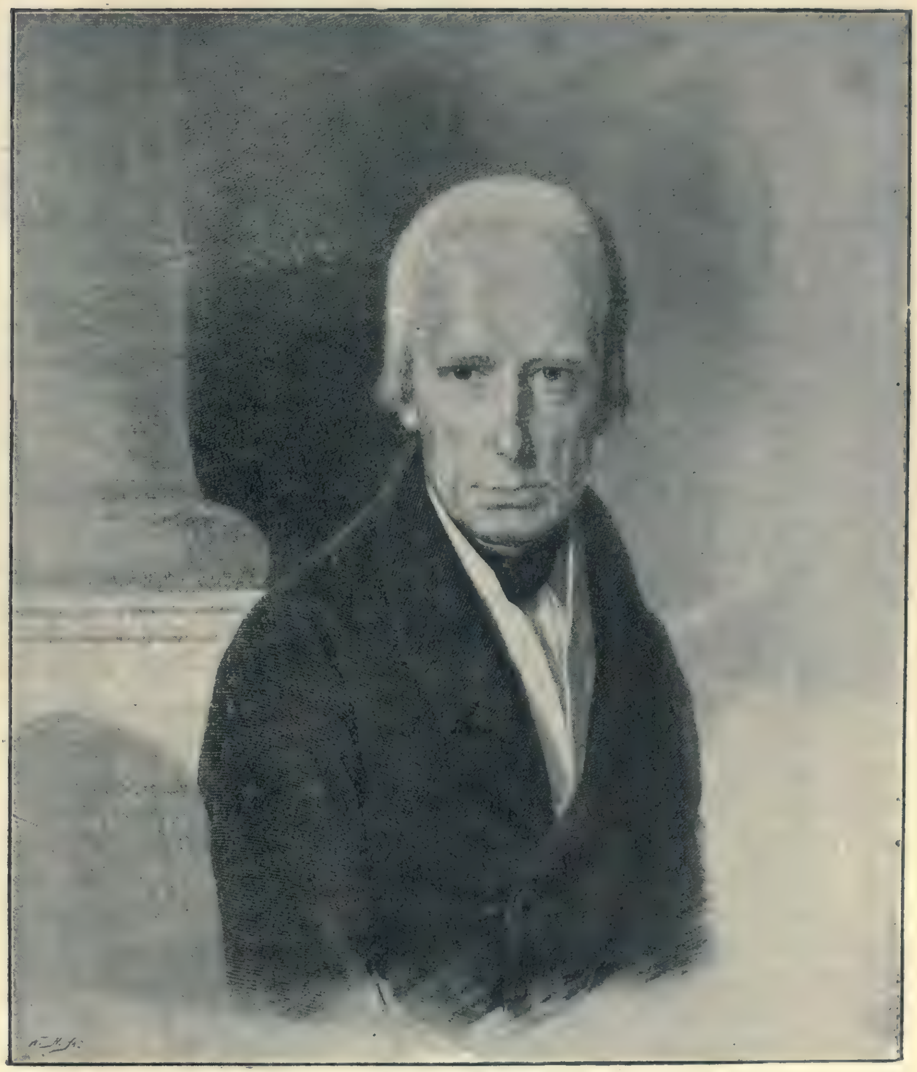
des exigences nouvelles. La question des contrats entre particuliers venait encore tout envenimer. Telle personne s'était engagée, en 1810, à payer dix mille florins à telle autre personne en 1813 : comment le paiement devait-il se faire : en argent ou papier ? Là-dessus aussi il y avait désaccord entre les députés et la cour. Les ministres, trouvant que l'on avait suffisamment mis au grand jour les dangereux mystères des finances, pressaient la rédaction des projets de loi, pour en finir.

On ne pourrait, sans tomber dans une extrême monotonie, raconter en détail les dernières phases de cette lutte. Les modérés de l'opposition eux-mêmes, Vay, Illesházy, déclaraient que mieux valait se séparer sans faire de lois et céder à la force brutale, qu'il fallait envoyer à Vienne une députation solennelle conduite par le palatin. Mais il était trop tard. L'archiduc Antoine vint prononcer un aigre discours de clôture, engageant es députés à se rendre dignes des bonnes grâces du roi. — Et tout fut fini. Les ennemis de la Hongrie (et ils étaient nombreux même parmi les esprits libéraux) frémirent de joie à la nouvelle de ce coup de force. Le découragement visible des députés fatigués d'une si longue lutte semblait condamner une constitution vieillie, et proclamer le triomphe du pouvoir absolu. Mais l'historien libéral de l'Autriche, Springer, en juge tout autrement : il estime que la Hongrie a eu raison de ne pas vouloir être traitée en province esclave. Nous ajouterons que, pour qui envisage dans son ensemble l'Europe de cette époque, le rôle des Magyars devient très grand, parce qu'il est unique : n'était-ce rien de délibérer et de résister en 1811 ?

Elle est cruelle la situation d'un peuple partagé entre l'irritation légitime que fait naître en lui la conduite de son souverain, et son amour-propre blessé par l'ennemi. Tels les Magyars, dans la lutte suprême, durent combattre Napoléon pour le triomphe d'un roi qui venait de violer leurs libertés. Aussi ne devaient-ils montrer cette fois ni leur froideur de 1805, ni leur enthousiasme de 1809. Ils accomplirent leur devoir de chevaliers et de sujets ; ils se souvinrent d'Essling, de Raab, de la paix de Vienne ; ils vengèrent sur l'empire français l'occupation de leur sol par une armée étrangère ; enfin, le parti conservateur se joignit volontieres au grand effort de l'ancien régime pour achever l'oeuvre des coalitions. Mais tout cela se fit sans déploiement de passions politiques : aucun poète ne chanta la victoire de Leipzig ni la prise de Paris ; aucun publiciste n'excita ses compatriotes à prendre les armes ; aucun orateur, de la chaire ou de la tribune, ne prêcha la guerre nationale : il n'y eut en Hongrie ni Gentz, ni Fichte, ni Koerner.

Aussitôt après la dissolution de la Diète, dès le mois de juin 1812, le roi demanda des soldats pour former le corps auxiliaire qui, sous les ordres de Schwarzenberg, devait appuyer l'invasion de la Russie. Chacun comprenait la cruelle nécessité que subissait la monarchie autrichienne, et

s'inclinait sans murmure : le comitat de Pesth fournit 540 hommes, les autres dans la même proportion. Jusqu'à quel point les auxiliaires hongrois ont-ils pris leur part des souffrances de la retraite ? c'est ce que nous ne saurions dire. Toujours est-il que quelques mois plus tard les peuples de



L'empereur François.
(Gravure à la Galerie nationale de peintures)

l'Autriche devaient s'infliger de nouveaux sacrifices pour combattre les Français, leurs alliés d'un jour.

Si l'empereur d'Autriche n'a consommé que le 10 août 1813 sa rupture avec son gendre, il ne faut pas croire qu'il n'y eût pas songé de

longue date. La preuve en est que dès le 23 février il demandait des conscrits au royaume de Hongrie. Les comitats objectèrent que la levée était illégale, qu'il ne pouvait y avoir, à moins de convoquer la diète, que des engagements volontaires et des dons gratuits. Mais le cabinet de Vienne, engagé dans de tortueuses négociations avec toute l'Europe, ne se souciait pas d'une discussion publique. On compta sur l'amour-propre national, qui ne voudrait pas se laisser distancer par le mouvement patriotique de l'Allemagne. Ce ne fut point une illusion : les conscrits, les dons volontaires en blé, en vin, en chevaux affluèrent.

Lorsque l'Autriche, prudente cette fois, eut bien vu que l'Europe conjurée prononçait la ruine de Napoléon, lorsqu'elle lui eut bien fait perdre au congrès de Prague son dernier élan victorieux, elle imprima une impulsion nouvelle à ses peuples. Le 13 juillet, le palatin écrivit aux comitats que la maintien de la paix n'était plus possible ; qu'en un moment si grave on ne pouvait réunir une assemblée, à cause de la rapidité foudroyante des évènements ; que le roi, comptant sur le dévouement de ses sujets, leur demandait surtout d'augmenter leur excellente cavalerie légère.

Cette circulaire eut un succès complet. Seul le gênant comitat de Pesth fit intervenir des scrupules : il n'y eut qu'une voix dans le pays pour remercier le gouvernement de ses efforts pacifiques malheureusement inutiles, et lui offrir tout ce qu'il demandait. Seize mille cavaliers se trouvèrent en quelques semaines, et furent incorporés aux douze régiments de hussards : une rapide cavalerie de 25,000 hommes put être mise en ligne dans les plaines de la Saxe.

La fortune parut d'abord rester fidèle à Napoléon : la bataille de Dresde coûta cher aux alliés, et à la veille de Leipzig François II s'exprimait à peu près dans ces termes : »Ceux qui versent leur sang sous nos yeux méritent bien de n'être pas oubliés par ceux qui vivent auprès de leurs foyers rranquilles. Mes Hongrois si fidèles laissent-ils peser tout le fardeau de la guerre sur nos provinces héréditaires ? Nous recevrons tout avec plaisir, surtout des recrues.«

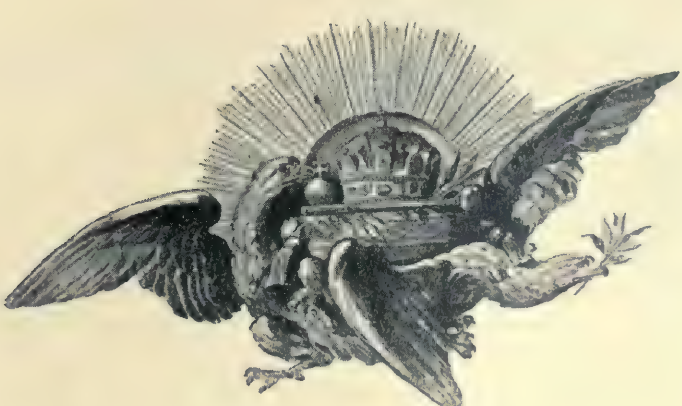
Les comitats se montrèrent bien disposés : »Enfin, répondait le comitat de Pesth, le sauvage ennemi est menacé dans ses propres frontières, et forcé de consacrer à sa propre défense les forces qu'il employa naguère à opprimer les nations .... Nous sommes heureux des victoires de Votre Majesté, qui lui permettront de songer au bien de ses sujets, car la crainte de l'ennemi rendait tous les voeux stériles. Nous ne refuserons aucun secours ; et si la loi interdit toute levée de troupes sans un vote de la Diète, les patriotes sont autorisés à s'engager individuellement.«

Le roi fut contrarié de cette perpétuelle chicane légale, et sans doute se promit d'y mettre un terme lorsqu'il serait assez fort. Les dons volontaires, les engagements volontaires ne faisaient pourtant pas défaut : ils dépassaient même les exigences royales, mais ils avaient un air d'indépendance bien fait pour irriter.

Le 16 novembre, François II écrivit de Francfort pour demander encore 60,000 conscrits destinés à l'invasion de la France. L'espoir d'en finir et de recouvrer la paix fit trouver encore cinquante mille hommes, mais à quel prix! On peut en juger par le comitat de Pesth qui renfermait encore à la fin de 1812 neuf mille hommes ayant de dix-sept à quarante ans, célibataires et en état de porter les armes: plus de deux mille hommes partirent en 1813, deux mille cinq cents contribuèrent à la campagne de France. Donc la bonne moitié en quelques mois! Il est vrai que les derniers arrivés furent dispensés de combattre par l'abdication de Napoléon.

Le 22 juin, l'empereur, de retour à Vienne, remerciait ses peuples représentés chacun par une députation. L'archevêque d'Erlau conduisait les Hongrois. »Je reconnais avec plaisir, dit François, que chaque partie de la monarchie a contribué au salut général. Il y a de grandes blessures à guérir: ce sera l'oeuvre de la paix. Sachez supporter la bonne fortune aussi bien que la mauvaise. Aimez votre patrie, ayez toute confiance en un prince qui n'a d'autre but que votre bonheur.«

C'était là le langage d'un souverain paternel: il annonçait un doux despotisme plutôt que la liberté. L'occasion se présenta bientôt de réclamer la convocation d'une assemblée, alors que la nouvelle du retour de Napoléon mit l'Europe au désespoir. La demande fut éludée, et les soldats furent levés sans résistance; mais Waterloo arrêta tous les préparatifs, et le danger d'une guerre européenne fut pour longtemps écarté. Les Magyars purent se figurer, comme tant d'autres peuples, que, sur les débris de l'Empire français, ils avaient fondé la liberté universelle. Le bronze des canons pris à l'ennemi servit à frapper des médailles qui furent distribuées aux soldats. Elles portaient pour légende: *Europa libertati asserta.* Quelle allait être cette liberté dans la Hongrie du dix-neuvième siècle?



La sainte Couronne.
(D'après un bas-relief du temps de François I.)



Création de l'Académie et canalisation du Danube aux Portes de Fer.
(Dessin de Louis Goró.)



LIVRE SEPTIÈME*

L'ÈRE NOUVELLE.

CHAPITRE PREMIER.

ÉPOQUE DE TRANSITION (1815-1825).

Les années qui ont suivi la chûte de Napoléon furent signalées, au point de vue politique, par une certaine lassitude, conséquence naturelle de grandes guerres, et par une réaction facilement acceptée : l'épuisement était général en argent et en hommes ; c'était assez d'exister et de réparer ses forces peu à peu. Les

* Les deux derniers livres sont surtout l'oeuvre de J. Dolenecz et André E. Sayous.

Hongrois ne tardèrent pas, cependant, à relever la tête, à rétablir les principes constitutionnels, et bien que les dissensions intestines rendissent toute lutte fort difficile, à défendre avec acharnement leurs libertés contre les attaques ouvertes et occultes du gouvernement absolu de l'Autriche.

Tant que le spectre de la Révolution se dressa devant l'empereur, les liens qui l'unissaient à la noblesse hongroise furent plus étroits que jamais : la répression de toute velléité démocratique et des idées libérales demeura le voeu commun, que servit admirablement l'antique constitution du royaume.

Mais, dès que le danger fut conjuré, le gouvernement autrichien reprit ses attaques contre la nation elle-même, et opposa le plus formel des refus aux réformes qui auraient permis au pays épuisé de se relever, puis de se développer. Cette politique sans générosité et sans prévoyance réveilla le pays de sa torpeur ; le désaccord renaissant entre Vienne et les Magyars s'accentua tous les jours.

On voulut appauvrir la Hongrie pour l'incorporer à l'Autriche à titre de simple province, comme s'il se fût agi d'un pays déchu matériellement et moralement ! Mais les Hongrois défendirent leurs droits et cherchèrent à se rendre par eux-mêmes plus riches et plus puissants : l'oeil exercé aperçoit bientôt une certaine vie au milieu des ruines ; ensuite, les forces se concentrent et la nation entière s'achemine par les voies les plus différentes vers un but précis : *la création d'un Etat à caractère national et moderne.*

Ce qui rendit très spécialement ingrats et difficiles les efforts des patriotes éminents, qui travaillèrent à cette oeuvre, c'est que, pour chaque réforme, il fallut une lutte sans trève et sans merci ! Et l'ennemi n'était pas seulement l'étranger avec sa politique d'absorption, mais toujours cette haute noblesse, jalouse de ses antiques prérogatives.

La période qui s'étend entre 1815 et 1849, est pour la Hongrie une ère nouvelle : c'est alors que triomphent les idées libérales et que se comble le fossé qui séparait les différentes classes de la société. La nation hongroise devient *démocratique et une.*

Nous allons retracer dans ce chapitre et dans les chapitres suivants, l'histoire de cette époque, si belle et si riche en luttes émouvantes.

Entre 1815 et 1825, la Hongrie se trouva à une époque de transition. Les idées nouvelles percèrent dans de nombreux esprits, mais le gouvernement autrichien en étouffa toute manifestation publique.

La petite noblesse fut seule à comprendre son rôle. La haute aristocratie, qui ne parlait plus le hongrois, demeurait à Vienne et s'alliait aux familles autrichiennes, s'écarta froidement de toute réforme ; dévouée à la cour impériale, elle demeura insensible aux intérêts de la nation.

Elle était, comme toutes les aristocraties européennes, effrayée des principes posés par la Révolution française ; elle cherchait surtout à en écarter les menaces. Aussi l'empereur et son armée étaient-ils les plus sérieuses

garanties de sa fortune et de ses prérogatives. C'étaient là quatre mille personnes, qui ne songeaient guère qu'à la plus stricte observation des règles de l'étiquette et du savoir-vivre, à l'élégance, à la danse et à l'équitation. Elles trouvèrent leur principal appui dans le haut clergé catholique, qui, pour des motifs voisins et surtout en haine du protestantisme, rejetait les idées libérales.

La petite noblesse, deux cents fois plus nombreuse, était composée en énorme majorité de purs Hongrois; ses autres membres acceptaient volontiers ce titre et s'offusquaient parfois des noms de Slaves ou de Roumains. Elle songeait surtout à la liberté et à l'indépendance politique. Au-dessous d'elle, les »*honorationes*«, les roturiers titulaires d'un diplôme d'avocat ou de médecin, formaient, avec le bas clergé, la classe moyenne, qui exerçait dans les comitats une influence prépondérante et dont les fautes provinrent de sa pauvreté et de sa misère, toujours exploitées par la politique viennoise.

La bourgeoisie des villes était, en majeure partie, d'origine étrangère, surtout d'origine allemande. Elle ne jouissait d'aucune influence et ne figurait point comme parti politique; mais composée de commerçants et industriels, elle penchait plutôt vers la haute aristocratie et le haut clergé, sa clientèle ordinaire.

Les paysans n'avaient aucun droit politique; ils constituaient la »*Glebae haerens, misera plebs contribuens*« et supportaient seuls toutes les charges publiques. Ils travaillaient généralement sur les terres des nobles et du clergé, payaient en argent et en denrées les frais de l'armée permanente et des guerres.

Le décret de Marie-Thérèse qui visait les corvéables, ainsi que les lois ultérieures, avaient bien porté quelques remèdes à leur misérable condition en leur accordant le droit de se déplacer à leur guise, de changer de maître, de tester; mais c'était en vain que dans les comitats ils réclamaient justice.

L'on peut se faire une idée de la triste position de leur classe en considérant qu'un tiers du pays appartenait à l'aristocratie et au haut clergé et un deuxième tiers à la petite noblesse. Les onze millions de paysans, qui ne possédaient que le tiers du sol national, payaient seuls l'impôt pour l'armée et sur les immeubles. Leurs fils faisaient du service militaire, tandis que les nobles n'allaient en guerre que si un décret décidait d'une prise d'armes générale. C'était encore les roturiers qui payaient les impôts de voirie et d'instruction, et qui fournissaient la main d'oeuvre pour l'exécution des travaux publics.

La situation du peuple était des plus misérables: excepté dans les milieux protestants, l'instruction la plus élémentaire faisait complètement défaut; dans de nombreux villages, aucun habitant ne savait écrire; on en était réduit souvent à constater le paiement des impôts par des tailles.

Dans ces conditions, la cour de Vienne avait beau jeu: l'empereur François pouvait régner à son gré sous son ministre omnipotent, le prince le Metternich.

De 1812 à 1825, il n'y eut pas de Diète en Hongrie. La Sainte-Alliance, dont fit partie l'empereur-roi, eut non seulement pour but de garantir aux confédérés la propriété de leurs territoires, mais de combattre toute idée libérale. Le prince de Metternich paraissait tout indiqué pour réaliser cette politique de réaction: il tremblait, dit-on, au seul mot de »liberté«; quant à la liberté elle-même, il la qualifiait de »peste générale«. D'ailleurs, il pensait que la destruction complète de toutes les garanties constitutionnelles était le seul moyen d'incorporer la nation hongroise dans l'empire autrichien.

Dès 1820, l'on était décidé à Vienne à supprimer la constitution magyare; mais les hauts fonctionnaires hongrois s'y opposèrent: tels le palatin Joseph, qui, d'une nature assez douce, avait horreur de la violence, et le vieux prince Etienne Koháry, qui se refusa à deshonorer ses derniers



Papier-monnaie du le règne de François I.

jours par un attentat contre l'antique liberté de sa patrie. On dut différer: le tour de la Hongrie ne viendrait que lorsque l'Italie serait complètement soumise.

L'anéantissement de la constitution de Naples par l'Autriche rendit du reste un service indirect mais sérieux à la constitution hongroise. Les levées de troupes qu'il fallut faire à cette occasion provoquèrent la résistance d'une administration fort soumise habituellement, la chancellerie royale. Un semblable recrutement, dit-elle, ne peut être fait sans la Diète. La convocation d'une assemblée s'imposait donc aux esprits les plus modérés

Le gouvernement passa outre à l'opposition de sa chancellerie; mais il rencontra l'ardente opposition des comitats, lorsque la question militaire se compliqua d'une crise financière (1821—1823), autre résultat de la croisade absolutiste, aussi onéreuse que victorieuse. L'empereur ne voyait d'autre moyen de remplir le trésor que d'exiger le paiement de l'impôt

militaire en argent, ou si l'on payait en papier, deux fois et demi le montant de la valeur nominale. La rareté extrême du numéraire faisait de cette exigence une véritable exaction, cruelle pour le pauvre peuple contribuable, et l'illégalité de la mesure suffisait à elle seule pour indigner. Quinze assemblées provinciales, que Kossuth appela plus tard les »*bastions de la constitution,*« défendirent aux percepteurs de se faire payer en argent.

Cette résistance ouverte, ce cas de »*vis inertiae*« engageait le conflit: la cour l'accepta et résolut de le trancher par la violence. Les chefs-lieux opposants furent visités par des commissaires et occupés par des garnisons menaçantes. Plus d'un orateur fut mis en prison ou tenu aux arrêts dans sa demeure, sans que sa qualité de juge ou d'alispán pût le protéger. Plus d'un sceau fut enlevé, plus d'un registre lacéré, plus d'une assemblée dispersée de vive force. Le comitat de Bars donna l'exemple d'une indomptable résistance. Il chargea Michel Plathy de rédiger une adresse, qui irrita d'autant plus qu'elle témoignait d'une véritable sollicitude pour la royauté: »Très gracieux Seigneur, disait-elle, il n'est pas douteux que de dangereux novateurs nous menacent; on voit se répandre des opinions hostiles aux trônes et à la dynastie; le trône de V. M. elle-même chancelle, et elles ne sont pas sans fondement nos inquiétudes au sujet de la personne royale«. La conclusion naturelle était que les défenseurs de la liberté étaient aussi les meilleurs défenseurs de l'autorité. Ainsi pensait également l'archiduc-palatin; mais sa modération etait soupçonnée de trahison par M. de Metternich et, tombé presque en disgrâce, il ne pouvait faire que peu de chose pour la cause de la légalité et de la justice.

La cour ne savait plus qu'essayer pour briser une opposition paisible, qui ne donnait prise sur elle par aucune insurrection. Elle essaya de répandre la terreur par un procès de haute trahison. L'attitude du procureur général fut alors admirable. Il déclara qu'il n'y avait pas trahison à repousser des ordonnances illégales; lorsqu'il reçut l'ordre formel de rédiger un acte d'accusation, il obéit, mais il laissa en blanc l'indication des lois visées par cet acte, disant qu'il n'en trouvait aucune à citer. Il finit par répondre au souverain mis hors de lui par cette force d'inertie: »Ma vie est entre vos mains, mais les lois de ma patrie et l'honneur de mon roi me sont plus chers que la vie«.

Enfin, les invitations *ad audiendum verbum regium* ne produisant elles-mêmes aucun effet, de guerre lasse la Diète fut convoquée dans l'espérance d'obtenir par l'intrigue et la corruption ce qu'on n'avait pu obtenir par la force.

La Diète se réunit à Presbourg le 11 septembre 1825. Elle commença par procèder au couronnement de la reine Caroline-Augusta; mais elle organisa surtout le parti d'opposition nationale qui fit triompher les voeux du pays et introduisit dans les lois les réformes libérales, sur lesquelles se constitua la *Hongrie contemporaine.*

CHAPITRE DEUXIÈME.

L'IDÉE D'UN ÉTAT NATIONAL (1825—1840).

Détruire la constitution hongroise par la voie constitutionnelle: tel était le secret désir de la cour de Vienne. Les membres de la Chambre des magnats qui appartenaient à l'aristocratie ou étaient des hauts titulaires de l'Eglise catholique, se trouvaient disposés à en aider la réalisation: ils s'étaient toujours défiés des sentiments patriotiques et nationaux de la petite noblesse. Une opposition naissante n'osait faire résistance à l'archiduc Joseph.

Le gouvernement n'avait donc à se ménager une majorité qu'au sein de la chambre basse. Et pour y arriver il ne pouvait employer que la corruption, lors de l'élection des députés.

Jusqu'alors, la classe éclairée de la nation s'était seule présentée au vote de ses pairs; les électeurs, au nombre tout au plus de trois cents par comitat, remplissaient sans bruit leurs fonctions; la compétition n'était pas fort vive: les députés, envoyés à la Diète, ne recevaient aucune indemnité et avaient à faire d'importants frais de représentation.

Le trafic des consciences ne commença que lorsque le gouvernement voulut obtenir une majorité favorable. Il mobilisa contre les hommes les plus intelligents l'énorme masse des nobles, dits »*bocskoros*«, qui, peu fortunés ou sans fortune, se trouvaient dans un état voisin de la misère, et dont le droit d'élection était le seul patrimoine laissé par leurs ancêtres. Les »*taxás*«, qui vivaient sur les propriétés des grands seigneurs et du haut clergé, étaient incapables de résister à toute pression matérielle ou morale: ils devaient servir d'appoint.

A l'approche des assemblées des comitats, les agents corrupteurs *(»kortes«)* envahirent le pays. Ils firent faire ripaille au bocskoros, jetèrent l'argent à pleines mains. Ils furent d'autant mieux reçus que la grande majorité de la petite noblesse ne comprenait pas du tout la nécessité des réformes réclamées: pour elle, la liberté consistait dans l'exemption de tout impôt, dans le droit d'élire ses deputés et les fonctionnaires locaux, et de voter le contingent des recrues, tandis que l'opposition libérale réclamait,

au contraire, l'égalité absolue de tous, et la participation de tous aux charges publiques et à l'impôt.

Le parti patriotique et libéral n'abandonna pas la lutte : n'ayant aucun moyen d'action particulier à opposer aux manoeuvres du gouvernement, il eut recours aux mêmes procédés, au trafic des votes. L'argent ne fut pas ménagé : le triomphe du candidat de l'opposition coûta à Trencsén 60,000 florins, somme importante pour l'époque !

Dans les comitats, où la classe moyenne était faiblement représentée, les grands seigneurs et les hauts dignitaires de l'Église assurèrent le triomphe des candidats du gouvernement ; et les députés des diocèses et des villes *»royales«*, se joignirent à eux.

Dans la Chambre basse, trois partis ne tardèrent pas à se dessiner : le *parti de gouvernement*, composé des députés envoyés par les comitats réactionnaires ; le *parti conservateur*, qui demandait le maintien de l'état actuel des choses ; et le *parti libéral*. Les *libéraux* réclamaient des garanties constitutionnelles, l'extension des droits politiques, l'emploi officiel de la langue hongroise et une éducation nationale. Le défenseur le plus remarquable du *»magyarisme«* fut le député Paul Nagy de Felsőbükk, un des plus grands orateurs de son époque. Etienne de Borsitzky, Etienne de Máriássy, Denis de Pázmándy et Jean de Balogh luttèrent à ses côtés.

L'enthousiasme et la colère de l'opposition ne furent nullement calmés par le *pardon* que le roi demanda solennellement pour toutes les illégalités commises. On vit là une ruse de guerre, comme dans les actes de M. de Metternich, qui se fit inscrire sur la liste des grands seigneurs hongrois et se montra durant le congrès en costume national.

L'empereur s'engagea à respecter désormais les lois de l'Etat, à ne lever aucun impôt qui n'eût pas été voté, et à convoquer la Diète au moins tous les trois ans, à une époque fixée d'avance lors de la dernière réunion. Le Conseil de gouvernement devait protester contre toute mesure illégale ; ceux de ses membres qui mettraient en exécution de tels décrets ou arrêtés, seraient traînés devant la justice criminelle.

Paul Nagy prit en main la cause des contribuables, encore prématurée, mais déjà assurée d'un prochain triomphe. Il aurait voulu que l'on tînt compte de l'impôt illégalement perçu dans le rôle des contributions de l'année suivante. Quelques députés de gouvernement se montrèrent favorables à cette imputation ; Vladislas de Szlány, »*ablegatus absentium*«, c'est-à-dire représentant de la Chambre des magnats à la chambre basse, proposa même que la noblesse supportât à elle seule tous les frais de la Diète et contribuât dans une certaine mesure à l'entretien des routes. Mais les conservateurs repoussèrent l'idée de toute charge qui serait appelée impôt et frapperait leurs »épaules vierges« ; la Chambre des magnats renvoya l'examen de la question de l'imputation au moment où l'on débatterait l'ensemble des réformes financières.



Heliogr. Athenaeum

LE COMTE ÉTIENNE SZÉCHENYI.

(D'APRÈS LE TABLEAU D'AMERLING À L'ACADÉMIE HONGROISE.)

La discussion fut aussi stérile sur tous les autres points. L'empereur s'irrita de ces débats, qui n'aboutissaient à aucune entente entre les deux Chambres. Mais comme les impôts n'étaient pas votés, il ne pouvait dissoudre la Diète!

L'opposition profita d'une telle situation pour obtenir que l'on diminuât les charges du peuple. Le conseil des ministres consentit à abaisser le prix du sel; l'empereur-roi abandonna l'arriéré des trois années de contributions et promit d'encourager l'industrie nationale.



Paul Nagy.

L'opposition insista également sur l'emploi de la langue hongroise. Lors des Diètes précédentes, il avait été inscrit dans la loi que l'enseignement du langage national serait obligatoire dans les écoles, que les personnes sachant le hongrois pourraient seules être admises aux fonctions publiques. Cependant, loin de gagner du terrain, la langue magyare en avait perdu. Un nouveau projet fut présenté: les lois seraient rédigées en latin et en hongrois; les régiments correspondraient dans leur langue nationale avec les autorités publiques. L'on élabora également un projet sur la liberté de la presse.

Au cours des débats, Etienne de Máriássy ayant parlé d'une société

savante de caractère national, Paul Nagy approuva l'idée, mais constata l'absence des fonds nécessaires pour sa création. Un jeune capitaine de hussards, le comte Etienne Széchenyi, que ses contemporains ont nommé le *»plus grand Hongrois«*, se leva et offrit, spontanément, ses revenus de toute une année. Son exemple fut aussitôt suivi par les comtes Abraham Vay, Georges Andrássy et Georges Károlyi, qui firent de généreuses donations. Les statuts de l'*Académie hongroise des sciences* furent aussitôt élaborés et soumis à la sanction du monarque. Son inauguration eut lieu en 1830.

C'est ainsi que Széchenyi débuta dans la vie politique, pour diriger son pays presque aussitôt dans la voie du progrès : navigation du Danube, concours de chevaux, expositions agricoles, société d'économie politique, dans toutes ces fondations on retrouvait la main et le génie pratique de ce grand patriote. Il ne borna pas là son activité, car sa passion pour le progrès matériel de la Hongrie ne lui fit jamais perdre de vue les intérêts de l'intelligence. Ses brochures, et notamment le *Crédit* et *le Monde,* attaquèrent les vieux préjugés exclusifs ; les cercles, les casinos, dont il était le premier souscripteur, s'abonnèrent aux revues et aux journaux étrangers ; son concours fut assuré à toutes les créations littéraires et dramatiques. Rien ne manqua à cette généreuse expansion, rien si ce n'est l'audace politique. Dans sa crainte continuelle de compromettre le dévoloppement paisible du pays par une rupture avec la maison d'Habsbourg, Széchenyi se tint presque toujours à l'écart des discussions un peu vives, et, pendant cette partie de sa vie, son influence parlementaire fut très faible. D'autres que lui allaient être les chefs de l'opposition réformiste.

La Diète de 1825—1827 ne se contenta pas de rétablir nettement les principes constitutionnels, elle fit un certain nombre de réformes particulières : elle ordonna l'ouverture de la *Ludovica Académia,* et s'assura ainsi une influence sur l'éducation militaire des jeunes Hongrois ; elle décida également un recensement général de la population pour permettre une plus juste répartition de l'impôt.

Ce ne fut qu'en 1830 et sous le coup de graves évènements européens, que se développa véritablement la vie politique.

L'empereur s'attendait à la chute du trône légitime en France dès le commencement de juillet 1830, et l'on sait que M. de Metternich ne dissimulait pas ses inquiétudes à ce sujet. Aussi la Diète hongroise, qui aurait dû être réunie auparavant d'après la promesse de l'empereur, était-elle convoquée pour le 8 septembre, lorsqu'arriva la nouvelle des trois journées qui, en justifiant les craintes de la cour de Vienne, lui rendit nécessaire la bonne volonté et peut-être l'appui des Magyars. Il voulait prendre des gages contre toute Révolution en invoquant le loyalisme de la nation et en faisant couronner l'archiduc Ferdinand. Il voulait surtout obtenir une augmentation notable des régiments hongrois, en vue d'une guerre générale, qui n'a pas eu lieu, mais que prévoyaient toutes les puissances.

Il eut bientôt deux grands motifs de sécurité: les tendances toujours très conservatrices de la Chambre haute qui lui permirent de tenir les députés en échec, et surtout l'esprit fort peu révolutionnaire de la petite noblesse, très défiante à l'endroit de la démocratie européenne.

Paul Nagy, dans l'effroi que lui causaient les journées parisiennes, allait jusqu'à dire que jamais danger pareil n'avait menacé le pays, qu'on avait chassé les Tartares, mais qu'on ne chasserait pas la démocratie. Il devint alors si opportuniste qu'on le soupçonna d'être vendu à la cour de Vienne et qu'il dut céder le rôle de leader de l'opposition à Thomas de Ragályi.

Plus d'un patriote, qui avait nourri dans son âme des pensées presque républicaines, se rattachait maintenant avec toute l'ardeur de ses pères à la monarchie légitime, condition essentielle d'un régime aristocratique.

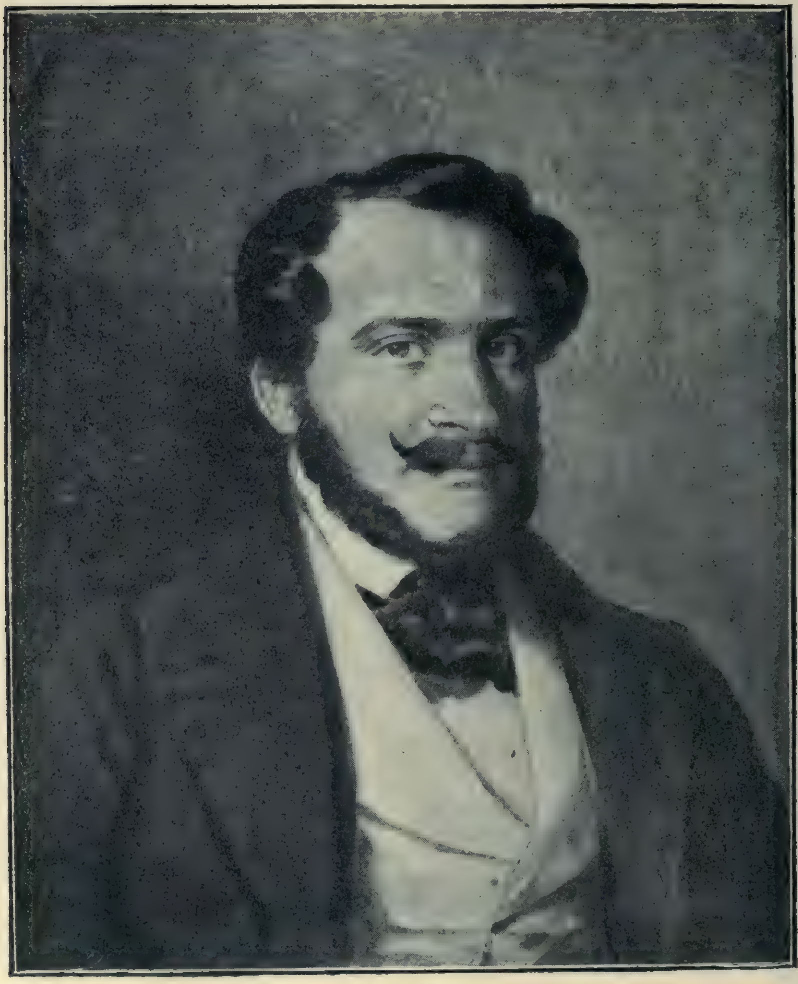
Chacun applaudit au couronnement; et, dans cette première ferveur royaliste, les Magyars renoncèrent à exiger du nouveau souverain, comme ils y avaient songé d'abord, la promesse de résider dans le pays, et d'accorder à ses fidèles sujets la responsabilité ministérielle.

Le sceptre royal une fois mis à l'abri par cette consécration nouvelle, l'augmentation de l'effectif militaire souleva de grandes difficultés. L'opposition libérale voulait bien aider le gouvernement contre la Révolution, mais elle avait conscience de la force nouvelle que les évènements de Paris donnaient aux chambres électives contre les trônes héréditaires, et cette force n'était pas à négliger. D'ailleurs elle savait que les préparatifs militaires menaçaient directement la France, et elle ne pouvait supporter l'idée d'imposer à une nation libérale un gouvernement absolu. Elle déclara, non sans obtenir la majorité dans la Chambre basse, qu'elle ne pouvait accéder aux demandes du gouvernement sans un exposé des motifs, ce qui revenait à s'attribuer le droit de délibérer sur les questions de paix et de guerre. Heureusement, on arrivait aux derniers mois de 1830 et le prompt rétablissement de la monarchie française dans la branche cadette calmait les premières appréhensions.

La plupart des magnats envisageaient la question militaire dans un esprit différent. Toutefois, même dans cette assemblée, on voyait poindre une opposition constitutionnelle; si le comte Széchenyi se retranchait dans une prudente réserve, un de ses amis, un géant, se leva et fit retentir la noble salle des paroles les plus justes et les plus morales sur les déclarations de guerre, sur les vrais sacrifices. »Lorsqu'il s'agit, non pas d'une contribution en blé ou en argent, ni même de notre existence à nous autres qui délibérons, mais de la liberté et du sang du pauvre peuple, la nécessité de la levée de troupes qu'on nous demande doit être approfondie par l'assemblée avant qu'elle ait le droit de se montrer magnanime; c'est une question de légalité, et aussi une question de conscience. S'il ne s'agissait que de nos biens à nous, que de notre vie à nous, oh! alors à cheval pour la Constitution et pour le Roi!«

Celui qui parlait ainsi était le baron Wesselényi, noble magyar de Transylvanie, membre de la Diète provinciale de Kolozsvár (Klausenburg), comme du parlement hongrois.

Jeune encore, il avait déjà son histoire et sa légende. A l'âge de six ans, il hésitait à monter sur un cheval indompté; son père lui cria:



Nicolas Wesselényi.
(D'après l'aquarelle de Nicolas Barabás.)

»Qu'as-tu donc? — J'ai peur. — Un Wesselényi n'a jamais peur«, dit le père, et, d'une main, il pose le petit garçon sur la selle, et, de l'autre, il donne au cheval un coup de cravache qui le fait partir au galop; le cheval fut dompté. A l'âge de dix ans, Wesselényi accompagnait son père à l'assemblée du comitat: la discussion fut vive; on mit le sabre

au poing; et l'enfant sauva peut-être la vie du baron en menaçant de son poignard ceux qui faisaient mine de l'attaquer. Deux ans plus tard, soldat volontaire de douze ans, le plus jeune de l'Europe, il prenait part à la bataille de Wagram. Sa jeunesse, paraît-il, avait été peu austère; le géant n'en était pas moins devenu homme du monde; mais il conservait son goût pour les exercices violents, et il était la terreur des commissaires royaux comme champion du libéralisme dans le comitat de Szathmár.

Sur la question militaire l'hercule de Transylvanie ne rangea qu'un petit nombre de pairs à son opinion, et nous verrons plus d'une fois éclater entre les deux Chambres des dissentiments insolubles. Le Palatin fit tous ses efforts pour obtenir des députés l'augmentation de l'effectif militaire; il l'obtint en acceptant des conditions très importantes: le nouveau contingent de 20000 hommes, en plus de 30000 accordés antérieurement, ne devait être levé que si la monarchie autrichienne était attaquée, et, dans aucun cas, il ne pourrait être appelé à combattre la liberté des peuples, ni à dompter les révolutions étrangères; les troupes hongroises reprenaient leur caractère national et l'on mettait fin aux enrôlements *par force*.

La même Diète retentit de plaintes violentes contre les exigences des prêtres catholiques lors de mariages mixtes, et émit le voeu de voir les assemblées ultérieures se réunir à Pesth.

Dans l'été de 1832, tout s'agita en vue des élections générales. C'était alors, comme aujourd'hui, un moment de fièvre que celui où se produisaient les candidatures, et la publicité du vote, les moeurs belliqueuses de cette nombreuse petite noblesse qui possédait seule le droit de suffrage, donnaient lieu à des scènes violentes ou à de tristes spéculations. Dans plusieurs chefs-lieux, le főispán fit tous ses efforts pour écarter les candidats de l'opposition; en revanche, plusieurs comitats exigèrent de leurs députés le serment d'être fidèles à leurs instructions. A la fin de l'année, la composition de la Diète était complète, et une mémorable législature allait commencer.

Jamais assemblée hongroise n'avait offert un pareil ensemble de talents puissants unis à des caractères énergiques; on peut dire que, de la session de 1833, date l'existence littéraire de la tribune magyare. Deux esprits plus audacieux que Nagy avaient hérité de sa popularité. Balogh, orateur fougueux qui ne calculait pas toujours la portée de ses paroles, était vivement combattu à chaque élection par le comte suprême de Bars, et ce n'était pas sans raison, si l'on en juge par ce catéchisme qu'il faisait apprendre à son jeune enfant: »Quel a été le plus grand des hommes? — Washington. — Quel est le meilleur des gouvernements? — La République. — Qu'es-tu? — Démocrate«. Beőthy, surnommé par ses concitoyens le »*Danton magyar*«, était un gros homme au teint rouge, à la tête enfoncée dans les épaules, avec des petits yeux pleins de malice. Il avait des colères de lion qui faisaient frémir, et des humeurs caustiques dont

ses partisans étaient parfois les victimes. Chacun, du reste, s'accordait à reconnaître la fermeté et la pureté de son caractère.

Si l'on cherchait à reposer son attention sur des figures plus tranquilles, le jeune Etienne Bezerédy fixait bientôt les regards. Dans le mouvement libéral du siècle il avait choisi lès questions philanthropiques plutôt que les questions politiques; plein d'ardeur pour l'amélioration du sort des classes pauvres, il fut le premier à rendre libres ses paysans, le premier à fonder une école sur ses terres; il entrait dans la voie du progrès économique ouverte par Széchenyi. Ses amis l'appelaient en riant »*l'Eternelle Justice*«. Ceux qui ont vu le portrait de Kölcsey n'oublieront jamais



François Kölcsey.
(Lithographie du temps à la Galerie Nationale de peintures.)

cette figure à la fois sombre et douce, pleine de mélancolie et de bonté: on saisit aussitôt que la politique était pour lui affaire de sentiment et qu'il ne pourrait connaître la distance qui sépare la théorie de la pratique.

Nous apercevons dès lors François Deák, qui devint bientôt le chef autorisé du parti libéral. Né dans le comitat de Zala d'une famille de petite noblesse, il commença par être avocat et prendre une part active à la vie provinciale. En 1832, il fut élu député pour la première fois et le demeura par la suite jusqu'à sa mort: il ne refusa de mandat qu'en 1843—1844, parce que le vote populaire était entaché du sang, qui avait coulé lors de la lutte électorale. Deák fit toujours preuve de courage et de persévérance: il mérita vraiment le titre glorieux de »*Sage de la Patrie*«.

Parmi les jeunes gens, qui étaient au sein de la Chambre basse délégués des absents, remplaçants des magnats empêchés d'occuper leurs sièges à la Chambre haute ou des veuves de ces magnats et de leurs enfants mineurs, était un avocat, Louis Kossuth, également bien doué comme journaliste et comme orateur.

Depuis 1833, longtemps avant que son nom fût devenu célèbre en Europe, il s'assura une grande réputation dans son pays en trouvant ce que tout le monde cherchait, un moyen de faire connaître jour par jour les séances de l'Assemblée.

Jusque-là, le public n'était mis au courant que par d'insuffisantes communications aux journaux, fort peu nombreux qui paraissaient à Pres-



Salle des séances de la Table des députés.
(D'après une gravure du temps faite à Londres.)

bourg ou à Pesth, la vraie capitale : les députés eux-mêmes se plaignaient des moindres commentaires qui, suivant eux, donnaient une idée fausse de leurs discours. Plus tard paraissait un gros in-folio contenant le journal de la Diète sous une forme très sèche, peu faite pour attirer les lecteurs. Kossuth eut l'idée de relever au passage, dans des notes rapides, les parties les plus intéressantes de chaque discours, et, le soir venu, il composait un tableau animé, vivant de la séance, dont les nombreuses copies partaient immédiatement dans toutes les directions : lorsque la poste se refusait à les transmettre, les hussards employés au service du comitat venaient les chercher, et la censure était complètement éludée.

Devant une telle vie nationale, le latin devenait tout à fait ridicule. Les magnats se virent obligés d'employer la langue magyare dans leurs

messages et réponses à la Chambre des députés. Lorsqu'ils s'opposèrent à ce que l'on demandât au roi de faire rédiger en magyar toutes ses communications à l'assemblée, se fondant sur l'opinion de l'un d'entre eux, que la ruine du latin serait la ruine de la constitution, Kölcsey porta des coups terribles au parti rétrograde. La haute Chambre finit par renoncer à son *veto* contre le nouveau progrès de la langue nationale et, cette discussion préparatoire terminée, de longs débats commencèrent sur les questions essentielles.

Le gouvernement autrichien insista pour que la Diète formulât un meilleur règlement féodal ; à une condition toutefois, c'est qu'on ne dépasserait pas les limites fort modestes de la philanthropie ministérielle, car il se réservait dans ce cas de tout empêcher : il craignait qu'un affranchissement complet et soudain n'offrît à d'autres provinces un exemple révolutionnaire ; à moins qu'il ne faille voir là, comme le pensent les Hongrois, quelque tentative machiavélique de la part de François II et de Metternich ! Quoi qu'il en fût, la défiance était grande chez les députés vraiment libéraux à l'égard du gouvernement, et leur désir était vif et sincère d'initier les paysans à une liberté complète.

Avec une pareille tendance, on pouvait bien supposer que le projet de loi, longuement préparé et débattu par une commission parlementaire, serait tout autre chose qu'une série de modifications timides. En effet, malgré l'opposition qu'il rencontra, soit dans les séances de cercle, soit dans les séances générales, malgré l'opposition plus vigoureuse encore des magnats, le projet définitivement soumis à l'empereur-roi contenait des progrès immenses : les paysans pouvaient racheter leur terre en toute propriété moyennant un contrat avec leur seigneur ; ils ne pouvaient être atteints dans leur liberté et dans leurs biens que par une sentence régulière, et la justice seigneuriale n'était plus qu'un arbitrage entre paysans. La corvée et les redevances en nature étaient fort adoucies. En un mot, sauf quelques prudentes réserves destinées à disparaître, le régime aristocratique se trouvait restreint à l'exercice des droits politiques, et la liberté civile s'élevait sur les ruines de la féodalité.

C'était un grave échec pour la cour de Vienne, qui voyait surgir, au lieu du nouveau règlement qu'elle avait demandé, une loi capable de doubler les forces de la Hongrie par la réconciliation volontaire de la noblesse avec les paysans. Elle laissa longtemps attendre sa réponse, et finalement invita la Diète à présenter un projet moins radical : dans les derniers mois de 1834, les discussions recommencèrent.

La Chambre haute, voyant sa résistance approuvée par la couronne, se prononça nettement pour le maintien des privilèges et fit plus d'une fois échouer les efforts des représentants. Le parti de la réforme n'en fut que plus disposé à porter le débat sur le terrain politique : il ne s'agit plus seulement d'un progrès dans la loi civile, mais de la nationalité elle-



FRANÇOIS DEÁK.

Impr. Athenaeum.

même, compromise par les haines de castes, et ne pouvant s'appuyer solidement que sur l'union sociale et la confiance mutuelle.

La dîme ecclésiastique survécut à la Diète de 1834, non sans subir de rudes attaques; l'inaliénabilité des terres nobles y survécut également, bien que Kölcsey en ait montré l'injustice et l'inutilité.

Au début de 1835, les réformistes avaient obtenu plus de résultats



Ferdinand V.
(Lithographie de Herr à la Galerie Nationale de peintures.)

qu'ils ne voulaient en convenir: les paysans n'étaient plus à la merci de leur seigneur, à la fois juge et partie, et ne pouvaient plus être arrêtés par son ordre; ils avaient le droit de quitter leur terre en vendant leur usufruit et le droit de conclure un arrangement avec leur seigneur pour acquérir la propriété complète, mais sans rupture du lien féodal; leurs redevances matérielles étaient notablement diminuées. Enfin, ils n'avaient plus à supporter les frais de la Diète, qu'ils étaient seuls à payer jusqu'alors.

Au mois de mars 1835, François II mourut, terminant un des plus longs règnes de l'histoire et un des plus contestés. Les Hongrois l'avaient vu rarement, et ne le regrettaient guère que par acquit de conscience, comme des sujets loyaux. D'ailleurs ils savaient bien que la politique de M. de Metternich ne changerait pas avec la personne du prince.

Il fallait complimenter le nouvel empereur-roi. Une nombreuse députation fut envoyée à Vienne et reçut un accueil solennel. Réunis dans le palais de la chancellerie magyare, plus de soixante membres de la Diète se rendirent à la cour entre deux haies de soldats magyars; Ferdinand les attendait revêtu de leur costume national: la nationalité distincte de la Hongrie était donc reconnue dès les premiers jours du règne.

Toutefois une petite querelle, s'engageant dans l'assemblée de Presbourg entre les magnats et les députés, prouva bientôt que l'on ne serait pas toujours d'accord sur les grandes choses: l'opposition aurait voulu que le roi portât en Hongrie le nom de Ferdinand I; elle dut cependant renoncer à cette prétention, qui eût infirmé le titre héréditaire des premiers Habsbourg.

Une affaire plus grave vint mettre pour ainsi dire à l'ordre du jour la liberté de parler et la liberté d'écrire. Wesselényi subit un double procès, l'un en Transylvanie, qui n'eut pas de suite importante, l'autre en Hongrie, pour un discours prononcé dans le comitat de Szatmár. La querelle s'envenima lorsque Balogh eut déclaré en pleine séance qu'il prenait à son compte les paroles de Wesselényi: son comitat fut mis en demeure de le remplacer; mais les tenaces électeurs de Bars s'empressèrent de l'acclamer de nouveau et de le renvoyer à Presbourg.

Ces incidents donnèrent à la dernière session de la mémorable assemblée quelque chose d'amer et de violent. Les discussions sur la langue nationale et sur l'instruction publique ne furent pas paisibles. Le gouvernement ne put pas ou ne voulut pas empêcher la langue magyare de dominer toujours plus dans les tribunaux et dans l'enseignement; mais, lorsqu'il fut question de grandes fondations universitaires, de théâtres, d'écoles industrielles, la réponse royale fut évasive et hostile.

Durant les trois années qui séparèrent la dissolution de cette Diète et la réunion d'une nouvelle, les questions soulevées précédemment continuèrent leurs progrès dans les moeurs et dans les esprits. Tandis que les hommes modérés s'appliquèrent à dégager toutes les conséquences des lois récemment votées, la jeunesse impatiente, groupée autour de Kossuth, reconnut pour ses lieutenants Pulszky et Szemere, destinés par leur savoir et par leurs talents à une grande carrière, et l'ardent Lovassy, que les vengeances politiques fauchèrent dans sa fleur.

Nourrie des littératures étrangères, surtout de notre littérature révolutionnaire, passionnée pour le travail et pleine de mépris pour l'oisiveté futile, cette vigoureuse jeunesse exerçait une grande influence, plus grande

encore depuis la clôture de l'assemblée. Ses tendances étaient ouvertement démocratiques, et Lovassy se déclarait républicain.

Kossuth n'avait pas renoncé au journalisme : il se proposait de créer, dans l'intervalle des deux législatures, une sorte de lien entre les différents comitats. Le seul titre de sa nouvelle publication : *les Renseignements législatifs,* lorsqu'il n'y avait pas de Diète rassemblée, était une menace.



François Pulszky.
(D'après la lithographie d'Eybl.)

Lovassy et quelques-uns de ses amis furent arrêtés sur l'ordre du procureur royal et enfermés au château de Bade : il n'y eut aucune sentence de mort, mais le chef de la »conspiration« fut condamné à dix ans de forteresse, les autres accusés à des peines moins dures. Kossuth, autorisé par le comitat de Pesth à publier son journal malgré les avertissements judiciaires, fut arrêté : pendant une année entière, il fut tenu au secret

le plus rigoureux et finalement s'entendit condamner à quatre ans de prison. Maladroites rigueurs; l'âme de Kossuth n'était pas de celles que peut abattre la captivité. Lorsque l'usage des livres lui fut enfin permis, il apprit l'anglais et lut Shakespeare. La condamnation de Wesselényi à trois ans de forteresse après un interminable procès, mit le comble à l'agitation.

Aussi est-ce la cause de la liberté individuelle, en même temps que la cause de la liberté de parler et d'écrire, qui allait dominer tous les débats de la Diète en 1839 et 1840.

La Chambre basse ne se trouva pas gravement modifiée par les élections, quoique l'influence gouvernementale fut parvenue à écarter plusieurs opposants; mais les nobles pairs s'étaient recrutés d'une jeunesse que nous pouvons comparer à ces lords de trente ans qui ont offert plusieurs fois à l'Angleterre le rare spectacle de la sagesse unie à l'ardeur: Joseph Eötvös; Ladislas Teleki: la science profonde, le patriotisme intrépide; hélas! pourquoi ne peut-on rappeler sans tristesse le plus grand et le meilleur de tous, le comte Louis Batthyány? A travers sa gloire d'orateur qui le désigna plus tard pour être le chef du premier ministère magyar, on aperçoit l'ignoble potence que devaient dresser pour lui en 1849 les fureurs de la réaction. Les magnats conservateurs eux-mêmes s'apprêtaient à entrer sérieusement dans la lice et à défendre leurs principes autrement que par un éternel veto: les Dessewffy, les Majláth, les Apponyi formaient un parti de résistance qui n'était nullement méprisable.

La politique royale se servit avec habilité de ses otages. Renoncez, disait-elle à l'opposition, renoncez à ces querelles qui aigrissent, qui enveniment tout, et de même que nous avons promis de respecter à l'avenir la liberté électorale, nous respecterons la liberté de parler, et jusqu'à un certain point la liberté de s'associer et d'écrire.

Les derniers mois de 1839 et les premiers de 1840 furent consacrés, sauf divers intervalles remplis par d'autres affaires à chercher un terrain d'entente. Palóczy, sorte de puritain magyar, comparable aux têtes rondes de Cromwell, Szentiványi et Paul Nagy résistèrent victorieusement aux députés rétrogrades, habilement dirigés par Zsedényi. M. de Metternich finit par se prêter à la conciliation essayée par Nagy et l'archiduc-palatin Joseph; l'on convint d'une prochaine amnistie, et une lettre royale donna le vrai sens de cette concession, en reconnaissant que la liberté de parole était dans les lois du pays et qu'elle ne serait jamais violée.

Le printemps de 1840, qui vit sortir de prison les condamnés politiques, fut une époque de réconciliation entre l'Autriche et la Hongrie libérale. Le gouvernement obtint les levées de troupes qu'il demandait, l'opposition l'introduction de la langue magyare dans les finances, dans les communications avec la cour et dans les affaires ecclésiastiques; le règlement de la Diète précédente sur le rachat des terres par les paysans fut complété. En 1840, les orateurs magyars pouvaient être fiers de leur

pays; entourés de gouvernements despotiques, ils avaient sauvegardé les principes parlementaires sans oublier le progrès des classes les plus humbles.

Dès lors, le parti libéral a un programme net et concis. Il veut: 1. un gouvernement indépendant et responsable, 2. une armée nationale, 3. la réunion d'une Diète chaque année à Pesth, 4. la liberté de la presse et et l'abolition de la censure préalable, 5. l'institution du jury, 6. l'égalité des cultes, 7. l'instruction publique obligatoire, 8. la faculté de racheter en tous temps les droits fonciers, 9. l'octroi au peuple des droits politiques et constitutionnels, 10. l'égalité de tous devant l'impôt et pour les fonctions publiques, 11. l'abolition du servage, 12. une banque nationale d'émission.





Porte-drapeau des Honvéds
(Dessin de Charles Cserna.)

CHAPITRE TROISIÉME.

LA RÉFORME ET LA GUERRE D'INDÉPENDANCE (1840—1849).

La satisfaction fut générale après la Diète de 1840. Le renvoi du comte Fidèle Pálffy et la récente nomination du comte Antoine Majláth comme chancelier du royaume produisaient une grande joie et un sérieux apaisement. Mais, dès l'année suivante, on pouvait pressentir qu'entre le royaume à peu près constitutionnel et l'empire absolutiste, il n'y avait qu'une trève, un compromis. Les assemblées locales se vengeaient de leur longue oppression par des sessions fréquentes. Les progrès économiques et une croissante égalité civile ne satisfaisaient plus le sentiment libéral: le mouvement démocratique, déjà si

marqué en d'autres pays, notamment en France, n'épargnait pas la Hongrie. De nouvelles classes de la société réclamaient leur place, surtout les »*capacités*« : écrivains, artistes, avocats, professeurs marchaient en rangs serrés, pleins d'ardeur et d'impatience, à l'assaut des droits politiques. Le comitat de Pesth et plusieurs autres, sans attendre des changements constitutionnels, ouvraient toutes grandes les portes de leurs assemblées, qui perdaient leur caractère nobiliaire et se rapprochaient des clubs, autant par la hardiesse des idées que par la vivacité des discussions.

La littérature ne sommeillait pas : elle faisait revivre puissamment l'âme nationale et était la source vive du patriotisme.

Une nouvelle école, que l'on pourrait comparer au mouvement romantique, travaillait sous la direction de François Kazinczy à assouplir la langue poétique, comme le comte Etienne Széchenyi assouplissait la langue oratoire. Michel de Vörösmarty méritait le titre de »*poète national*« : durant les plus cruelles journées, le peuple se consolait en lisant son »Szózat« (Hymne). La poésie lyrique s'unissait étroitement à la politique démocratique avec les poèmes et les chants populaires d'Alexandre Petőfi et de Grégoire Czuczor ; l'épopée s'y lia également dans le »Toldy« de Jean Arany. Citons encore Alexandre Kisfaludy, qui voulait, disait-il, »par le spectacle des choses héroïques, relever la nation de son apathie«, et dont le nom fut donné à une nouvelle académie de littérature.

La même tendance se manifestait dans l'art dramatique, surtout depuis la fondation du »Théâtre National«. Edmond Szigligeti créait un genre fort intéressant, la comédie populaire, tandis que Charles Kisfaludy, infatiguable, écrivait toute une série de drames.

Alexandre Kőrösy-Csoma gagnait les pays lointains pour rechercher les plus anciens liens de parenté de la nation magyare ; Antoine Reguly faisait dans l'Asie septentrionale, dans l'Oural et sur les bords du Volga des travaux de linguistique. François Toldy étudiait scientifiquement l'histoire de la littérature nationale, et Joseph Bajza apparaissait comme un excellent critique littéraire.

La presse renversait toutes les barrières qu'on lui opposait, et M. de Metternich ne trouvait plus d'objections, même contre le nom de Kossuth. La *Gazette de Pesth (Pesti Hirlap),* à peine fondée, devenait une puissance, une tribune démocratique d'où tombait chaque jour un discours retentissant. Ce journal s'adresse à »la classe moyenne, qui ne se trouve pas assez haut placé pour mettre ses intérèts en opposition avec ceux de la masse de la nation«. Il ne veut pas qu'il y ait désormais de »différence légale entre la nation et le peuple«. Il dit à l'aristocratie : *Avec vous et par vous, si vous y consentez ; sans vous et contre vous, s'il le faut.*

Ce défi était relevé par la noblesse libérale et par son chef, le comte Széchenyi qui fondait le *Peuple oriental (Kelet népe).* »Faites attention, écrivait-il au sujet de la démocratie, là est le péril, le grand péril.« Il



Le comte Etienne Széchenyi en 1848.

(Lithographie du temps, collection Sigismond Pap.)



LOUIS KOSSUTH EN 1843.

Impr. Athenaeum.



LE PONT SUSPENDU ENTRE BUDE ET PEST.

Impr. Athenaeum.

reprochait à Kossuth »de travailler avec les armes de l'imagination et de la colère, de parler au coeur plus qu'à la raison: politique de sentiment, qui produit la confusion des choses et qui aboutit à la guerre civile«. Ainsi se formait le parti »*progressiste modéré*«, qui voulait s'opposer aux tendances antinationales et antipatriotiques du gouvernement autrichien et qui devait involontairement servir ses vues: ainsi commençait une lutte, qui allait durer jusqu'à la Révolution et la traverser même, comme les eaux de deux rivières qui se réunissent sans se mêler.

Entre le journal radical et la feuille libérale, le comte Aurèle Dessewffy créait le *Monde (»Világ«)*, organe du parti conservateur favorable à l'Autriche et à la centralisation, dont les membres les plus éminents étaient Edouard Zsedényi, le comte George Apponyi, les barons Nicolas Vay et Samuel Josika.

Souvent à la controverse imprimée, succédaient les plus vives disputes dans les réunions du comitat de Pesth. Tant de passions coûtèrent peut-être la vie au comte Dessewffy: après une violente querelle, il mourut presque subitement, très jeune encore, plein de talent, d'honneur et d'avenir.

La race, la langue, la religion, ce »*trépied vital*« des peuples, envenimaient, non sans la compliquer, la lutte des radicaux et des conservateurs. Depuis quelques années déjà, les Slaves de l'Autriche étaient sortis de leur inertie séculaire à la voix des poètes et des journalistes, qui leur montraient par delà les temps modernes la gloire de la Bohême au moyen âge, et en dehors des frontières la lutte récente et victorieuse des Serbes contre les Ottomans. En Hongrie même, les Slovaques, frères des Tchèques, commençaient à former avec les Ruthènes, les Serbes et les Croates, sous la protection de M. de Metternich, une ceinture qui menaçait d'étouffer la nation magyare dans sa grande plaine du Danube: un champion nouveau paraissait dans le duel parlementaire entre les Habsbourg et la Hongrie.

L'opinion publique fut longtemps à s'en émouvoir, tant les Magyars étaient habitués à se préoccuper uniquement de l'Autriche; mais à la fin ils comprirent le danger. En Croatie, le vice-chancelier comte Louis Bedekovics était le principal protecteur du parti illyrien; les fonctions publiques y étaient réservées aux membres du groupe ultra-radical. La cour de Vienne faisait tout son possible pour développer les querelles intestines, dont elle voulait seule profiter. Un colonel, ayant fait jouer, en Croatie, par la musique de son régiment des airs moqueurs dirigés contre les Magyars, le comitat de Zala demanda la destitution de cet officier et plusieurs assemblées délibérèrent contre le panslavisme.

Cependant les élections générales de 1843 suspendaient la rivalité des races, et une grave question d'égalité primait toutes les autres: les nobles seraient-ils désormais assujettis à l'impôt. »Dans un État bien ordonné, disait Kossuth avec toute raison, l'exemption d'impôt est une

infériorité civique. En Angleterre, en Amérique, en France, qui donc ne paie pas l'impôt ? Le journalier, le mendiant, celui qui n'a rien. Chez nous, quels sont ceux qui ne paient pas l'impôt ? Nous le savons tous, et nous en rougissons de honte«. Telle était aussi l'opinion des libéraux modérés ; mais les conservateurs, d'accord avec la cour de Vienne, étaient décidés à éviter l'impôt.

Après une campagne électorale, où les conservateurs corrompirent les »bocskoros«, l'opposition se trouva décimée. Sur cinquante-deux comitats, dix-neuf seulement enjoignirent à leurs représentants de réclamer l'égalité de tous devant l'impôt ! Deák refusa de siéger ; on ne vit pas non plus Paul Nagy ; mais le parti libéral eut de nouveaux champions dans Koloman de Ghyczy, Sébastien de Vukovich, Melchior de Lónyay, Denis de Pázmándy, Maurice de Perczel, Ladislas de Szalay, et surtout Barthélemy de Szemere et Gabriel de Klauzál.

La nouvelle assemblée eut la gloire de mettre fin à de longues injustices : les mariages mixtes ne furent plus une occasion de tyrannie religieuse ; les emplois publics et la propriété des terres nobles devinrent accessibles à tous les citoyens. Si les israélites ne virent pas disparaître les anciennes lois d'exception, leur sort fut sensiblement amélioré.

Malheureusement, Széchenyi ne put obtenir l'égalité de tous devant l'impôt, malgré un succès oratoire demeuré célèbre comme le beau costume qu'il mit ce jour-là pour remporter, disait-il, une grande victoire patriotique. La majorité de ses collègues l'applaudit, mais finit par voter dans le sens contraire. Néanmoins beaucoup de nobles se firent inscrire volontairement sur les rôles de l'impôt et Bezerédy recevait de ses paysans une lettre honorable pour eux comme pour lui. »Nous croyons, lui écrivaient-ils, qu'en soulageant les contribuables, vous n'êtes pas descendu jusqu'à eux, mais que vous les avez élevés jusqu'à vous. Dieu vous donne de vivre longtemps et de répandre votre esprit sur le monde entier.«

Un peuple capable de pareils sentiments était digne de continuer ses progrès sans guerre civile ; mais les haines de race planèrent sur cette assemblée et devinrent comme la fatalité de toutes les Diètes hongroises. Les députés croates ne voulurent jamais parler autrement qu'en latin, malgré les malédictions qui s'élevaient contre eux de toutes parts ; et leur obstination demeura la plus forte. Pourtant la majorité fit de nouvelles lois plus explicites que jamais sur l'emp.oi de la langue magyare et plusieurs membres de la Chambre des magnats se prononcèrent avec résolution contre la politique panslaviste.

Dès lors les difficultés avec la Croatie, chaque jour plus compliquées, formèrent un inextricable réseau de haines, que rien ne pouvait plus rompre, ni démêler.

Tel le fut la vraie cause de la rupture avec l'Autriche. Les Magyars étaient furieux de voir le cabinet de Vienne pousser la haine contre eux

jusqu'à faire alliance avec le panslavisme. La défiance de la Diète s'accrût, quand elle vit la mauvaise volonté du gouvernement arrêter toutes les réformes matérielles, tous les progrès du commerce et de l'industrie en établissant d'illégales barrières douanières entre la Hongrie et les États héréditaires. Alors se forma *l'Union défensive* dont les membres s'engageaient à n'acheter que des articles de fabrication nationale.

C'est durant cette Diète que l'opposition se convainquit surtout que, pour sauvegarder les intérêts matériels et l'indépendance du pays, il fallait instituer le régime parlementaire avec des ministres responsables et une



Batthyány et Kossuth.
(D'après une gravure contemporaine.)

chambre élue par le suffrage universel. Les conservateurs demeurèrent, bien entendu, partisans convaincus de l'ancien système bicastérial. Une scission se produisit au sein du parti libéral; mais si les doctrinaires insistaient pour que l'administration demeurât entre les mains de l'État, les deux fractions n'en restèrent pas moins d'accord sur les questions d'un ministère responsable et du suffrage universel.

La Diète se sépara, non sans formuler, sur la proposition de Szentkirályi, un vote de défiance contre le pouvoir. La guerre était déclarée entre les Magyars et la maison d'Autriche.

La cour de Vienne accepta cette lutte en règle: elle attaqua les libertés hongroises à leur source, dans les assemblées des comitats: l'expérience de plusieurs siècles en avait effet montré que ce qui rendait invincible l'esprit résistant des Magyars, ce n'était pas les Diètes convoquées à différents intervalles, c'était l'exercice permanent de la liberté de discussion dans cinquante petits chefs-lieux. Comme on ne pouvait attaquer en face un pareil obstacle, le ministère autrichien, habilement dirigé par un nouveau chancelier magyar, le comte Apponyi et par Ladislas de Szögyény-Marich, qui devint plus tard vice-chancelier, éluda les difficultés légales en paraissant généraliser une coutume admise depuis longtemps.

Le »comte suprême«, de chaque comitat était souvent un grand seigneur, absent une partie de l'année et remplacé alors par un »administrateur«. Un véritable coup d'état du chancelier remplaça les comtes suprêmes, qui lui résistaient, par des administrateurs royaux, lesquels disposant de grandes forces militaires, traitèrent les districts hongrois en pays conquis. L'indignation fut extrême.

L'opposition et l'amertune générales s'accrurent encore davantage, lorsqu'un grand nombre de préfets populaires donnèrent leur démission et furent remplacés par des administrateurs envoyés de Vienne.

Le comitat de Pesth, où Louis Kossuth et Joseph Eötvös condamnèrent ouvertement ces violences, et celui de Zala, où Deák fit une déclaration analogue, interdirent à leurs »*sous-préfets*« (alispán) de remettre le sceau du comitat aux administrateurs et leur enjoignirent de ne prêter main-forte à celui-ci que dans les circonstances où l'intérêt public l'exigerait d'une façon absolue. Cet exemple fut bientôt suivi, tandis qu'on cherchait sous quelle forme on protesterait lors de la prochaine Diète. Le palatin lui-même désapprouvait la cour; car il comprenait que le résultat direct de cette politique serait d'attirer une forte réaction.

Le gouvernement n'en poursuivit pas moins l'oeuvre commencée. Son désir était de défendre envers et contre tous le nouveau régime. Les deux fractions opposées du parti libéral, les »*centralistes*« et les »*municipalistes*« le comprirent et s'unirent étroitement contre l'ennemi commun. Seul Etienne Széchenyi attaqua vivement Kossuth dans son ouvrage »*Fragments de programme politique*« *(Politikai programtöredékek)* et se fit indirectement le défenseur de la cour de Vienne. Les *centralistes* triomphèrent avec Deák; et dès que Louis Kossuth eut renoncé à quelques-uns de ses principes pour permettre une alliance étroite de tous les membres de l'opposition, celui-là dressa le programme de l'opposition (6 juin 1847), dont voici les principales dispositions: ministère indépendant et responsable; parlement élu par le suffrage universel; jonction de la Transylvanie à la Hongrie; liberté de la presse; droit d'association; liberté des cultes; égalité de tous devant la loi et les charges publiques; abolition du servage.

Ce manifeste, le zèle des jeunes gens, avocats, poètes, grands sei-

gneurs, qui parcoururent tout le pays comme des apôtres du libéralisme, enfin le malaise produit en Hongrie comme en France par une mauvaise récolte, telles furent les causes diverses et puissantes des succès de l'opposition dans la campagne électorale de 1847. Alors apparut, pour la première fois, comme député du comitat de Zemplén, un des plus grands hommes d'État de la Hongrie, le comte Jules Andrássy, qui siégea aussitôt parmi les représentants des tendances libérales et nationales. A la Chambre des magnats, l'opposition, conduite par le comte Louis Batthyány, devint plus puissante avec le comte Casimir Batthyány, le baron Albert Wenkheim, les comtes Georges Károlyi et Ladislas Teleky.

La séance d'ouverture, fixée au 12 décembre, n'était pas attendue sans anxiété. L'Europe éprouvait un tressaillement bien plus fort et bien plus général qu'en 1830, et les évènements d'Italie, même avant la grande commotion française, menaçaient directement la monarchie autrichienne. On peut croire toutefois que les grands périls étaient conjurés lorsqu'on vit la famille impériale se montrer aimable pour ses fidèles Magyars, Ferdinand prononcer son discours du trône hongrois, et l'archiduc Etienne succéder au palatin Joseph, mort récemment au milieu d'un vrai deuil national.

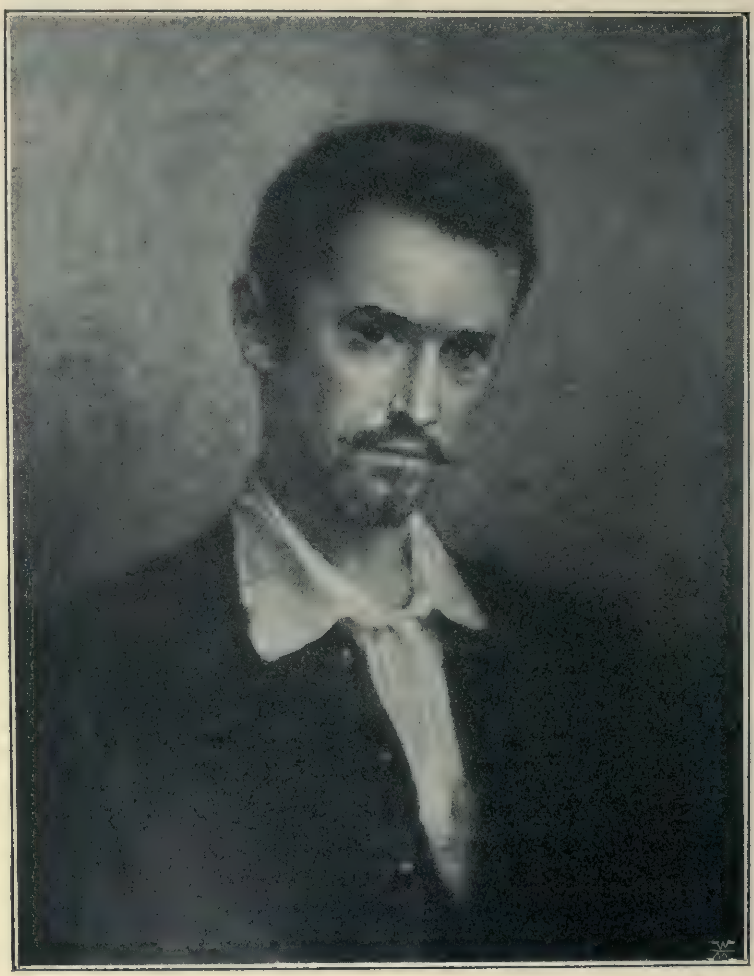
Les trois premiers mois de la session, de novembre à février, ne sortirent pas absolument de la tradition parlementaire. De longues et utiles délibérations portèrent sur la suppression progressive des restes du régime féodal, sur une représentation plus large et plus équitable de la population urbaine dans les assemblées, sur les améliorations matérielles rendues nécessaires par la disette : toutes questions qui prouvaient le progrès des sentiments d'humanité et d'une sage démocratie pratique.

A côté de ces débats, il y en avait de plus graves. Kossuth, élu par le comitat de Pesth avec Szentkirályi, rédigea un projet d'adresse qui dédaignait les précautions oratoires, abrégeait les remerciements, et au lieu d'exposer quelques griefs demandait résolument une réforme générale. Ce projet l'emporta sur une autre adresse proposée par Széchenyi, et fut maintenu malgré l'opposition de la Chambre haute.

Le parti modéré prit sa revanche le 5 février ; il fit échouer non sans peine une proposition de Szentiványi, destinée à rendre désormais impossible le régime des »*administrateurs*«. »Eh bien, s'écria Kossuth, il n'y aura plus de paix entre nous après un tel vote. Que la responsabilité retombe sur la tête de nos adversaires«. L'opinion générale se prononça dans le même sens, et condamna les députés qui avaient refusé d'exprimer par un vote énergique l'indignation de leurs commettants.

La nouvelle du 24 février éclata, pour ainsi dire, sur Vienne et sur Presbourg. Le 3 mars, Kossuth demanda le vote d'une adresse au roi réclamant un ministère indépendant et responsable ; le lendemain, les représentants s'y montrèrent favorables et ordonnèrent l'envoi à Vienne d'une délégation qui soumettrait au monarque lui-même les voeux de l'assemblée.

Les habitants de Vienne, délivrés de M. de Metternich, réclamaient une constitution et la liberté. Aussi, l'archiduc Etienne, inquiet de l'état général des esprits en Hongrie, tomba-t-il en plein désarroi, lorsqu'il allât lui-même chercher les instructions royales. L'on songea, tout d'abord, à enjoindre à la Diète de s'en tenir aux propositions de l'empereur-roi, puis



Alexandre Petőfi.
(Dessin d'Ignace Roskovics.)

à en prononcer la dissolution. Mais on n'osa point cependant affronter la *»marée montante des peuples ressuscités«.*

L'archiduc-palatin, pour calmer l'opposition qui voulait passer outre à la résistance de la Chambre haute, invita lui même les pairs à adopter l'adresse proposée par Kossuth. Les magnats finirent par céder; et la journée du 14 mars fut la nuit du 4 août de la noblesse magyare: la

Diète proclama l'abolition de tous les droits féodaux, qui devaient être rachetés par l'Etat, la participation de tous les citoyens à toutes les charges politiques, le vote des députés par tête substitué au système fédératif et aristocratique du vote par comitat, en attendant l'élection d'une nouvelle assemblée d'après les nouveaux principes.

Les nouvelles de Vienne augmentèrent l'effervescence des esprits: le mouvement révolutionnaire eut son contre-coup à Pesth. Un comité rédigea, en douze articles, »ce que demandait la nation hongroise«. Le poème *Debout Magyars (»Talpra Magyar!«)* fut, malgré la censure, tiré à plusieurs milliers d'exemplaires. La jeunesse, conduite par ses deux poètes Alexandre Petőfi et Maurice Jókai, manifesta dans les rues et déroula le drapeau national; elle se porta devant le palais du comte François Zichy, président du Conseil de lieutenance, pour réclamer la liberté de Michel Táncsics, l'écrivain favori de la la classe populaire qu'une de ses oeuvres avait fait arrêter, et, voyant le gouvernement effrayé céder à son désir, porta en triomphe ce martyr de la liberté de parler et de penser. Tout rentra aussitôt dans l'ordre.

La députation magyare fut reçue avec enthousiasme par la population viennoise et présentée par l'archiduc-palatin à l'empereur-roi, qui s'empressa d'accéder aux voeux de la Diète. L'archiduc Etienne fut nommé »lieutenant gouverneur plénipotentiaire«, tandis que le comte Louis Batthyány fut chargé de former le premier ministère constitutionnel et indépendant. Celui-ci fut organisé le 23 mars. Il représentait, on ne peut plus avantageusement, les diverses nuances de l'opinion nationale et de la société. Son président était le plus libéral des grands seigneurs avec Széchenyi, tout désigné pour le portefeuille des travaux publics; tandis qu'un magnat conservateur, le prince Paul Esterházy, était chargé des délicates relations avec la cour de Vienne. L'instruction publique était confiée au savant et brillant Joseph Eötvös, la guerre au colonel Mészáros. Quel plus digne ministre de la juctice que l'intègre Deák; quel meilleur ministre de l'agriculture et du commerce que l'économiste Klauzál. Enfin un homme d'Etat très capable, aussi ferme que libéral, Barthélemy Szemere prenait l'intérieur, et Kossuth aux finances, représentait ce que l'on pouvait appeler la gauche de ce remarquable gouvernement.

Les premiers périls qui le menaçaient furent aisément conjurés. Il évita les inconvénients d'une brusque démocratie en obtenant le maintien de la Chambre haute, et une loi électorale qui conservait à tous les nobles le droit de suffrage et exigeait des autres citoyens la propriété d'un immeuble de trois cents florins ou un revenu de cent florins. Il eut quelque peine à obtenir, par l'intermédiaire du palatin Étienne, la reconnaissance du ministère en son entier, avec la guerre et les finances et les objections de la cour faillirent donner le signal d'une prise d'armes dans la capitale; mais l'Autriche, sérieusement menacée en Italie et en Allemagne, finit par

tout accorder, et le 10 avril l'empereur Ferdinand vint à Presbourg, où il fut accueilli avec un enthousiasme sans mélange; surtout lorsqu'il eut sanctionné les trente et une lois de la Diète et prononcé en hongrois son discours. Le règlement des affaires communes fut renvoyé à la prochaine Diète.

Le malheur ne vint pas directement des questions politiques, il vint des races rivales qui, soit dans les limites de la Hongrie, soit dans les autres États autrichiens, ne pouvaient supporter le spectacle de ce puissant essor libéral et de cette indépendance et que le parti de la cour, la »*camarilla*« sut exciter à plaisir.

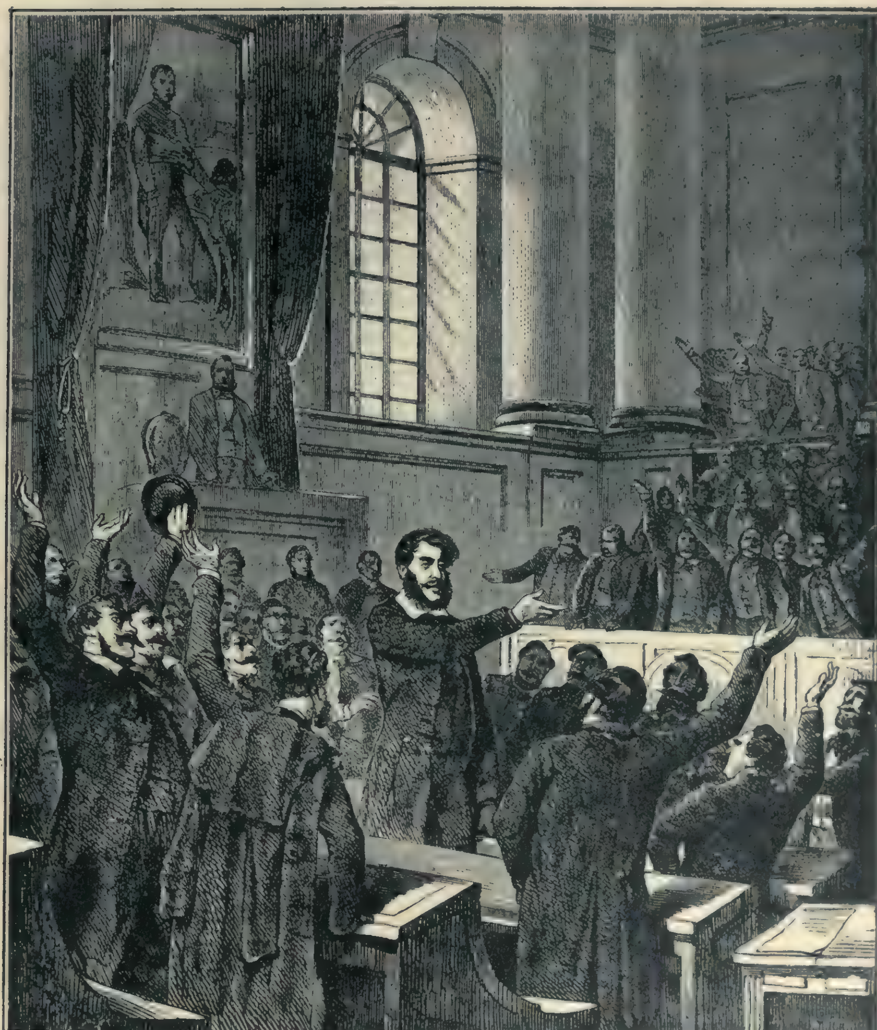
Les Serbes et les Roumains ne voulurent pas voir les avantages qui résultaient pour eux des lois récentes, surtout de la loi électorale; ils ne virent que la grandeur croissante du peuple magyar, les progrès d'une langue qu'un nouveau projet de loi allait répandre comme langue d'éducation sur le territoire tout entier, l'union de la Transylvanie à la Hongrie qui venait d'être proclamée. Ils voulurent que le mouvement national leur profitât à eux aussi, à eux surtout. Deux assemblées, tenues l'une à Carlovitz, l'autre à Balászfalva, prirent des résolutions qui équivalaient au démembrement du royaume et qui furent transmises directement à Vienne sans passer par l'intermédiaire nécessaire du gouvernement hongrois. Déjà les Croates avaient à leur tête le bán Jellachich, qui répondait aux exigences philologiques des Magyars par la dislocation du littoral hongrois et la proclamation de la loi martiale; le pasteur luthérien Hurban, chef du mouvement nationaliste de la haute Hongrie, gagnait la Moravie où il recrutait des troupes pour faire irruption dans les provinces purement magyares. La guerre était imminente, et les absolutistes de la cour s'étaient faits des alliés pour le jour ou ils pourraient prendre leur revanche.

Tant qu'ils eurent à redouter un effondrement général de la monarchie, la Hongrie leur parut nécessaire à ménager: Jellachich fut disgracié, les députations des nationalités diverses auprès de l'empereur reçurent un accueil officiellement sévère, et la Diète se réunit à Pesth le 5 juillet pour entendre le discours du trône le plus rassurant. Le ministre Kossuth ne dissimula point ses inquiétudes patriotiques en venant demander à l'assemblée une levée de 200.000 hommes. La cour espérait le secours des Magyars contre les Italiens, pour se retourner ensuite contre les seuls Magyars qui faisaient opposition à la cour de Vienne. Sur la proposition de Kossuth, la Diète refusa tout subside, ou plutôt ne les accorda qu'à la condition que les troupes marchassent d'abord contre les rebelles de Hongrie.

Lorsque l'assemblée eut voté un amendement aussi respectueux des libertés italiennes que de la Majesté Royale, et surtout lorsque Milan eût capitulé devant Radetzky, l'empereur-roi, faible instrument d'une réaction habilement dirigée, laissa percer ses intentions hostiles.

A la nouvelle d'une attaque à main armée des Serbes de la Basse-Hongrie et après un discours de Kossuth (11 juillet 1848) qui débutait par

ces mots: »la patrie est en danger«, la majorité de la Diète vota, au milieu d'un enthousiasme frénétique, 200.000 hommes demandés par le ministre et les subsides nécessaires pour la guerre à entreprendre. Les »*honvéds*« hongrois battirent les Serbes et les forcèrent à se retirer derrière leurs retranchements de Szent-Tamás.



Discours de Kossuth du 11 juillet 1848.
(D'après une gravure contemporaine.)

Ces évènements n'arrêtèrent pas la cour de Vienne. Le 14 août l'empereur Ferdinand retira tout pouvoir à l'archiduc Étienne et déclara vouloir dorénavant régner seul. Il refusa presque en même temps de recevoir les deux membres du gouvernement hongrois qui allèrent lui

demander de mettre à leur disposition les troupes impériales en garnison en Hongrie pour combattre les populations rebelles, et d'interdire à Jellachich de continuer ses armements. Les confins militaires furent replacés sous les ordres de Vienne, afin de pouvoir mieux les mobiliser contre la Hongrie lorsque la circonstance s'en présenterait. Enfin un rescrit impérial déclara les lois de 1848 en contradiction avec la »Pragmatique Sanction«, qui ordonnait dans l'intérêt général l'existence en communauté: la Hongrie ne pouvait donc avoir en propre ni armée, ni finance, ni commerce, ni diplomatie.

Une députation de cent membres vint au nom de la Diète supplier le souverain de venir lui-même en Hongrie applanir pacifiquement toutes difficultés; mais, par une lettre autographe, l'empereur Ferdinánd loua Jellachich des dispositions prises, l'assura de sa bienveillance et lui déclara compter sur sa fidélité et sur ses services, tandis que sa réponse aux délégués hongrois prouvait combien le faible monarque se trouvait entre les mains de la réaction. Les tendances révolutionnaires n'apparurent qu'alors. Plusieurs politiciens ardents, tels Maurice Perczel et Ladislas Szalay, ne cachèrent pas que, selon eux, une dictature de Kossuth pourrait seule sauver le patrie. Le gouvernement hongrois donna sa démission, mais resta chargé de l'expédition des affaires courantes en attendant la nomination d'un nouveau ministère. Le comte Etienne Széchényi, désespérant de l'avenir, fut frappé d'aliénation mentale. Dès lors les évènements se précipitèrent.

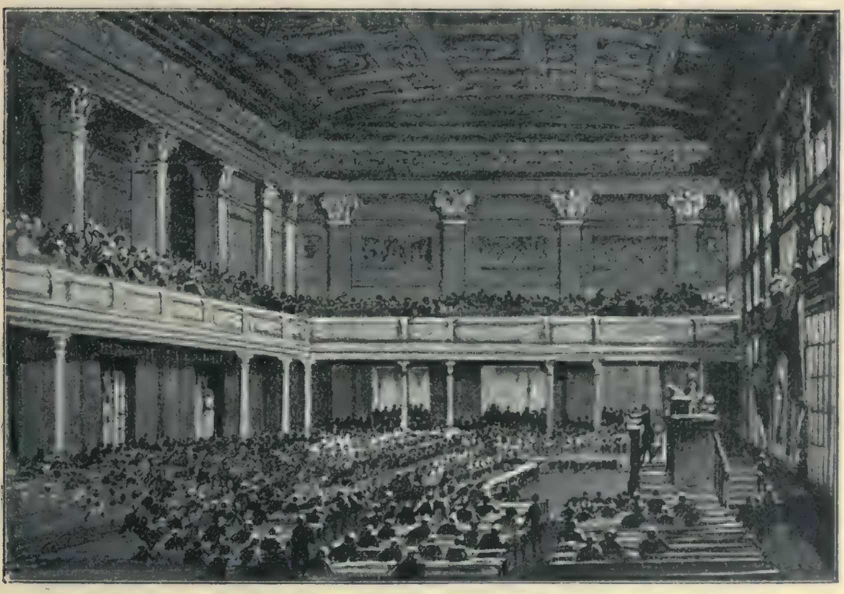
Le 11 septembre, Jellachich passe la Drave avec 30.000 hommes et se dirige sur Pesth; en même temps, Hurban envahit le comitat de Nyitra avec 5.000 tchèques. Mais Kossuth avait tout prévu, et, avant même le départ pour Vienne de la députation, l'armement général et les préparatifs avaient eu lieu; aussi n'eut-il qu'à parcourir les villes hongroises de l'Alföld et à inviter les populations à défendre leur patrie. L'enthousiasme fut général, et la *guerre d'indépendance* commença.

La Diète institua un »*comité de défense nationale*«. Les troupes hongroises dispersèrent à Pákozd (28 septembre 1848) les soldats pillards et incendiaires de l'armée de Jellachich, et rejetèrent presque aussitôt Hurban et ses hordes en dehors du territoire magyar.

Le comte François Lamberg, qui avait été envoyé de Vienne comme »commisaire impérial plénipotentiaire, gouverneur militaire et palatin par intérim« avant ces évènements et dans l'espérance d'une prompte défaite, trouva la Hongrie extrêmement opposée à sa mission, qui comportait l'abrogation de la constitution de 1848, et l'organisation d'un gouvernement sur la base antérieure. Dans sa séance de nuit du 27 septembre, la Diète protesta contre un pareil attentat, et, le lendemain, le peuple arracha de sa voiture le comte Lamberg, au moment où il passait sur le pont suspendu, et le tua.

Croyant que Jellachich avait infligé aux Hongrois quelques notables revers et allait entrer en vainqueur dans Pesth, l'empereur-roi le nomma, le 3 octobre, à la place du comte Lamberg; en même temps, il prononça la dissolution de la Diète, déclara nulles et non avenues les décisions prises par elle et plaça le pays sous le régime des conseils de guerre.

C'était joindre l'ironie à la violence: les Hongrois le comprirent. La comédie que la cour de Vienne crut devoir jouer, ajouta encore à la fureur populaire: un certain comte Adam Récsey, avili par tous les vices et tombé dans l'ivrognerie la plus profonde, fut nommé président du conseil des ministres dans le seul but de faire signer régulièrement la nomination de Jellachich!



Vue de la Chambre des députés en 1848.
(D'après un dessin contemporain.)

La Diète protesta aussitôt, déclara Jellachich et Récsey traitres à la patrie, et transmit le pouvoir exécutif au »*comité de la défense nationale*«, que présidait Kossuth, pour que le pays ne se trouvât point sans gouvernement au moment où l'on se sentait menacé des troubles les plus graves.

Mais, en apprenant que l'empereur préparait une armée pour venir au secours de Jellachich, la population de Vienne, favorable aux Hongrois, s'était soulevée: elle avait pris les armes, s'était battue dans les rues, avait chassé les troupes de la ville, tué le comte Latour, ministre de la guerre, dont elle avait suspendu le cadavre à un réverbère, et fermé les portes de la ville.

Aussi Jellachich se dirigea-t-il avec les restes de ses troupes vers la capitale, tandis que Kossuth envoyait Moga venir en aide à ces

nouveaux alliés. Mais le prince Windischgrätz nommé généralissime des armées autrichiennes, infligea à Schwechat une défaite aux Hongrois : Vienne dut se rendre ; et les efforts de la cour portèrent sur la Hongrie, qui plaçait des troupes fraîches sous les ordres du général Arthur Görgey.



Georges Klapka.
(D'après une lithographie contemporaine.)

Lorsque Ferdinand V eut abdiqué en faveur de son jeune neveu (2 décembre), le nouveau monarque déclara qu'il ne voulait faire qu'un empire de toutes les provinces dont il devenait maître. La Diète hongroise déclara qu'elle ne reconnaîtrait François-Joseph I que lorsqu'il serait couronné roi et qu'il aurait prêté serment à la constitution. La réponse

fut l'entrée en Hongrie de 100.000 hommes sous le commandement de Windischgrätz: Presbourg, Győr, Sopron furent prises; la capitale se trouva bientôt menacée.

La Diète adressa alors au général vainqueur une délégation composée du comte Louis Batthyány, de Denis de Pázmándy, de François Deák et de l'évêque de Csanád. Efforts inutiles, Windischgrätz répondit: »je ne traite pas avec des rebelles«.



le Général Bem.
(D'après un dessin de Barabás.)

Le 5 janvier 1849, il rentrait à Pesth, tandis que la Diète et le gouvernement s'établissaient à Debreczin. La lutte n'était point finie. Louis Kossuth avait toujours confiance; et des succès militaires lui donnèrent bientôt espoir en l'avenir. Görgey et Klapka battirent, au cours d'une glorieuse campagne dans la Haute Hongrie, le général autrichien Schlíck, qui voulait pénétrer dans l'Alföld par la Pologne: à Branyiszka, les honvéds firent une charge à la bayonnette demeurée célèbre dans les annales de la nation magyare. Le général Bem, le »papa Bem« comme disaient ses

soldats, repoussa le général Puchner de Transylvanie en Valachie ; au sud, le général Perczel infligea plusieurs revers aux Serbes soulevés.



Le général Arthur Görgey.
(D'après un dessin de Barabás.)

Kossuth commit alors une double faute, faute militaire et faute politique, en nommant généralissime le général Dembinsky, qui avait joué

un rôle important dans les révolutions polonaises. Le choix d'un général aussi médiocre était fort malheureux, parce qu'il plaçait les troupes sous un homme incapable et blessait l'amour-propre des officiers hongrois. Les Russes, qui étaient demeurés dans une neutralité bienveillante, y virent la menace d'une alliance entre les Magyars et les Polonais et d'une nouvelle révolution.

Dembinsky dirigea son armée sur Pesth, et livra à Kápolna, au gros de l'armée autrichienne, une bataille, qui, au bout de deux jours, demeura indécise par sa faute. Görgey fut nommé à sa place et continua sa marche en avant au milieu des plus brillants succès : le 5 mars, victoire à Szolnok, le 6 avril à Gödöllő, puis à Isaszeg, à Vácz, à Nagy-Salló, et à Comorn.



Le maréchal Haynau.
(D'après une lithographie du temps.)

Windischgrätz ayant trompé le gouvernement autrichien par le récit de victoires imaginaires, le nouveau souverain supprima les lois du pays et partagea celui-ci en quatre provinces par son rescrit du 4 mars. La Diète répondit en proclamant, le 14 avril, la déchéance des Habsbourg et en nommant Kossuth gouverneur-président.

Görgey, qui voulait diriger une guerre de légitime défense contre la dynastie régnante ou plutôt contre les hommes d'Etat autrichiens et la »*camarilla*« de Vienne, et non combattre pour un parti révolutionnaire, demanda en vain que cette décision de la Diète fut tenue pour nulle et non avenue ; ce fut aussi inutilement que les autres généraux montrèrent le même état d'esprit. L'entente entre l'armée et le gouvernement s'en trouva fort affaiblie : c'est ainsi qu'au lieu de poursuivre les vaincus et de profiter aussitôt de son avantage pour annihiler les forces autrichiennes, Görgey dut, sur l'ordre du comité, assiéger Bude. Son succès fut encore éclatant malgré la défense vigoureuse de Hentzi, à qui le successeur de Windischgrätz, disgracié, avait laissé le commandement de la place, pour reformer son armée et tenter dans la plaine le succès des armes.

Mais, les Hongrois perdirent ainsi six précieuses semaines : les Autrichiens eurent tout le temps de préparer une nouvelle lutte et d'obtenir des secours de Nicolas Ier. L'heure des défaites était proche.

Le prince de Paskiewitz entra en Hongrie, en passant par Bukovina

et en forçant les passages de Transylvanie, avec cent quatre-vingt mille hommes et cinq cent quatre-vingt-sept pièces de canon! Jellachich déboucha par la Croatie! Le gros de l'armée autrichienne avec cent soixante-quinze mille hommes et six cents pièces longea le Danube sous les ordres du général Haynau.

A ces trois cent soixante-sept mille hommes et mille neuf cent quatre-vingt-douze pièces, la Hongrie ne put opposer que cent quarante-quatre mille honvéds avec trois cent cinquante pièces!

La bataille de Szent-András décida du sort de la Hongrie: Kossuth remit au général Görgey le pouvoir civil et militaire; Görgey lui-même, acculé à Világos, déposa les armes avec les restes de son armée le 13 août 1849, mais devant le général russe Rüdiger et non devant un général autrichien, pour bien montrer que le vrai vainqueur était l'empereur de Russie.

Malgré les démarches que le tsarévitch fit à Vienne en faveur des prisonniers hongrois, les Autrichiens se montrèrent impitoyables. Dès que les Russes eurent quitté le pays et q la forteresse de Comorn se fut rendue, commença l'oeuvre sanglante de la réaction. Le général Haynau que l'on connaissait déjà sous le nom de »*hyène de Brescia*« fit emprisonner ou exécuter les hommes les plus éminents du pays. Le comte Louis Batthyány ouvrit la marche des victimes; condamné à la potence, il fut l'objet d'une commutation de peine et fusillé le 6 octobre 1849; le même jour, on fusilla à Arad quatre généraux et on en pendit neuf! Des centaines de Hongrois subirent les mêmes supplices; beaucoup furent condamnés à l'emprisonnement et allèrent purger leurs peines dans les prisons de Josephstadt et de Kufstein.

Heureux ceux qui avaient pu, ainsi que Kossuth, passer en pays étrangers, notamment en Turquie, pour se soustraire à ces sanglantes vengeances!

Mais avant d'émigrer Kossuth avait enfoui près d'Orsova la couronne de Hongrie et les insignes royaux: la liberté constitutionnelle étant enterrée, on pouvait enterrer ses symboles!



LIVRE HUITIÈME.

L'OPPRESSION ET LE COMPROMIS.

(1850—1867.)

LE GÉNÉRAL HAYNAU continua, durant toute une année, ses atrocités révoltantes, mais, en juillet 1850, il fut rappelé par la cour de Vienne, qui commençait elle-même à s'inquiéter, sinon à s'émouvoir.

La réaction ne prit pas fin cependant. Le gouvernement voulut »réformer« l'instruction publique, l'administration et la justice, c'est-à-dire lutter, par la voie de l'absolutisme le plus rigoureux, contre la langue hongroise et tout ce qui avait un caractère national.

La Transylvanie ne se trouva plus rattachée au royaume magyare; elle forma une principauté indépendante, ainsi que la Croatie, à laquelle on joignit Fiume et une partie du comitat de Zala. La Hongrie méridionale fut divisée en deux provinces: le Banat et le voyvodat serbe.

Bach, qui avait été à Vienne un des chefs de la dernière révolution et qui n'en était pas moins devenu la plus servile créature du parti ultra-conservateur, chercha à réduire les Magyars à l'obéissance passive par ses *»hussards«*, une multitude d'employés *(Beamte)* tchèques, allemands et slaves, qui abusèrent de leur puissance pour se livrer à de perpétuelles exactions. Les hommes indépendants eurent continuellement un policierà leurs trousses; d'innombrables régiments autrichiens inondèrent le territoire. Les Hongrois durent payer d'énormes impôts directs et indirects, pour couvrir les frais de leur propre oppression.

Le même sort était réservé aux autres provinces: les Croates se virent imposer un régime identique, au lieu de la liberté promise à Jellachich; les Serbes ne furent pas mieux traités.

Le mécontentement général et l'exaspération populaire se traduisirent bientôt par l'attentat, contre l'empereur François Joseph, de Libényi, ouvrier tailleur d'origine hongroise. La cour comprit alors que, pour atténuer les haines, il fallait procéder à de vraies et sérieuses réformes. L'archiduc Albert fut nommé gouverneur général, le code civil autrichien et les lois sur le cadastre mis en vigueur, l'agriculture et l'industrie nationales favorisées.

Les Magyars avaient presque tous perdu leur ancienne confiance en l'avenir politique de leur pays: ceux des émigrés, qui avaient été grâciés, vivaient sur leurs terres et cherchaient, ainsi que toute la nation, une revanche dans le domaine économique. Dans son poème allégorique, *Les Veilleurs*, Jean Vajda a merveilleusement indiqué cet état des esprits.

Un excellent romancier, le baron Sigismond Kemény, chercha cependant à secouer la torpeur générale dans sa brochure »*Après la Révolution*«: courage, disait-il en substance; mais attendez tout, non d'une nouvelle guerre d'indépendance, mais d'une entente avec la dynastie. Sa voix fut peu écoutée: le souvenir d'Haynau, la présence des »hussards« de Bach, tout empêchait de croire à la possibilité d'un accord pacifique. Les émigrés, et particulièrement Louis Kossuth, correspondaient avec leurs amis demeurés sur la terre natale et montraient qu'il ne fallait compter que sur le secours de l'étranger et les résultats d'une lutte sanglante.

En 1854, Kossuth, qui demeurait à Londres, voulut profiter de la guerre de Crimée pour provoquer dans son pays un soulèvement général avec l'appui de l'Angleterre et de la France. Si l'Autriche succombait, les puissances voisines se partageraient les provinces occidentales et la Hongrie formerait avec les petites provinces orientales une Confédération du Danube. Rares furent les émigrés qui crurent à la réalisation d'un projet aussi hardi; le comte Jules Andrássy, très perspicace, ne cacha pas sa méfiance à l'égard de l'empereur Napoléon.

La paix de Paris, qui termina la guerre, eut tout au moins pour effet de laisser l'Autriche complètement isolée: celle-ci avait abandonné la Russie à son malheureux sort et pouvait être certaine de ne plus retrouver l'appui qui lui avait permis de triompher en 1849. La politique pangermanique du comte de Thun, ministre des cultes et de l'instruction publique, unissait, au même moment, Hongrois et Slaves dans une haine commune.

François-Joseph put bientôt s'assurer, lors d'un voyage qu'il fit en Hongrie avec sa ravissante femme, l'infortunée impératrice Elisabeth, de l'état général des esprits: les Magyars attendaient avec impatience une circonstance favorable pour se soulever avec le concours de quelque puissance étrangère. Le premier danger qui menaça ne vint pas cependant de

ce côté, mais du côté des provinces italiennes, qui aspiraient à l'unité nationale.

Napoléon III, qui avait signé avec Victor-Emmanuel un traité d'alliance et désirait obtenir la neutralité de l'Angleterre, reçut Kossuth et l'exhorta à aller défendre au delà de la Manche la cause de son pays, en aidant dans la mesure du possible à la chute du cabinet Derby. Kossuth partit aussitôt, fit des conférences enflammées dans les principaux centres du royaume. Le 11 juillet 1859, un nouveau ministère affirmait ses dispositions pacifiques.



Sigismond Kemény.

Dès le 24 juin, Napoléon battait l'armée autrichienne à Solférino, Garibaldi menaçait le Tyrol et la flotte piémontaise bloquait Venise. Les Hongrois comptaient que les navires français se porteraient vers les côtes de la Dalmatie, jetteraient l'ancre devant Lussin-Piccolo, y débarqueraient avec des troupes françaises des légions composées d'émigrés, qui pénétreraient en Hongrie par la Croatie. Mais l'empereur victorieux avait d'autres soucis que de venir directement en aide à un petit peuple adossé aux lointaines Karpathes.

Cependant Kossuth eut à Velagio une seconde entrevue avec Napoléon, qui l'encouragea à lancer une proclamation aux régiments hongrois

de l'armée autrichienne et à s'occuper avec Georges Klapka de la formation de régiments magyars. Cinq bataillons étaient formés lorsque fut signée l'armistice de Villa-Franca.

Si la conclusion de la paix ruina les espérances des anciens révolutionnaires, la guerre n'en fut pas moins utile à la Hongrie : l'Autriche s'aperçut que l'absolutisme menait l'empire à sa ruine. La haute société autrichienne elle-même reconnaissait qu'une réforme générale des législations politique et sociale pouvait seule éviter un démembrement.

François-Joseph ne tarda pas à s'engager dans cette voie. Il convoqua l'ancien *Reichsrath*, qu'il *renforça* d'éléments nouveaux, et essaya de le faire fonctionner comme parlement central ; mais les Hongrois surent tout à la fois subordonner leur présence à quelques notables avantages et refuser de délibérer sur les questions qui ne devaient pas être réglées en commun. Le *diplôme* d'Octobre réorganisa l'empire sur une base constitutionnelle : tout en se rattachant à la *Pragmatique Sanction*, il voulait tenir compte des évènements survenus depuis plus d'un siècle et chargeait le *Reichsrath* des délibérations sur les *affaires communes*. Le baron Vay fut aussitôt nommé chancelier du royaume de Hongrie et Szécsen ministre sans portefeuille. Mais, si les hommes éminents, qui étaient revenus dans leur patrie après plusieurs amnisties particulières, tels le comte Ladislas Teleky, Ladislas de Szalay, Michel d'Horváth, le comte Jules Andrássy, désiraient sans arrière-pensée un accord définitif entre la nation et la dynastie, ils n'en déclarèrent pas moins le nouveau décret illégal et dans son origine et dans sa teneur, parce qu'il supposait abrogées l'antique constitution et celle de 1848.

Après cet échec de Goluchowski, le chevalier de Schmerling fut chargé de constituer un nouveau ministère ; il défendit, dans la *Patente* du 26 février 1861, l'idée d'un parlement central, qui serait composé des délégués des diverses provinces ; mais son projet échoua piteusement, parce que les principes, que reconnut le compromis de 1867, se trouvaient dès lors dans tous les esprits : deux Etats distincts, indépendants l'un de l'autre et unis par un traité.

La Diète, qui se réunit à Pesth le 6 mai 1861, fut très importante. L'opposition au projet Schmerling se divisa en deux partis : les uns acceptaient comme base d'entente la constitution de 1848 ; les autres ne songeaient qu'à la lutte à outrance.

Le parti qui voulait tout régler pacifiquement, avait pour chef François Deák et se composait notamment du comte Jules Andrássy, du baron Joseph Eötvös, de Gabriel de Kazinczy, de Maximilien Falk et du baron Sigismond Kemény, dont la plume puissante et les vastes connaissances préparèrent le compromis dans une large mesure. C'était là le *»parti de l'adresse«*, ainsi nommé pour vouloir présenter à l'Empereur-Roi une adresse sur les moyens à employer pour aplanir toutes les difficultés.

L'autre parti, dit *»parti de la résolution«*, refusait toute négociation

avant que François-Joseph ne fût couronné et n'eût nommé un ministère constitutionnel: il voulait exprimer les désirs et les volontés de la nation sans *s'adresser* directement à un roi illégitime. Ses principaux membres étaient le comte Ladislas Teleky, Paul de Nyáry, Koloman de Tisza, Maurice Jókai et Emeric Révész. Le comte Teleky, placé entre ses devoirs de citoyen et sa reconnaissance d'amnistié, se donna bientôt la mort. Koloman de Tisza devint alors le leader de l'opposition radicale.

Durant trois semaines se succédèrent les débats les plus violents: de part et d'autre on comptait un nombre de voix à peu près égal. L'»*adresse*« de François Deák finit cependant par être votée par cent cinquante-cinq voix contre cent cinquante-deux.



Kossuth en exil.

L'adresse exposait, avec calme et sagesse, les doléances du pays, elle démontrait à l'aide d'arguments irrésistibles qu'un accord ne pourrait intervenir que sur la base des droits historiques. »Dans l'intérêt de l'Empire, nous sommes prêts, disait-elle, à entrer en pourparlers avec les Autrichiens pour parer, sans préjudice pour notre indépendance et nos droits constitutionnels, aux graves dangers du régime absolutiste.« »Mais, ajoutait-elle, nous ne voulons le faire qu'en pays libre et autonome; c'est d'égal à égal, que nous voulons discuter avec des pays libres et autonomes; et nous nous opposons absolument à toute subordination et à toute fusion dans les domaines législatif et administratif.«

Ainsi, les rapports actuels n'étaient pour Deák que provisoires; à

l'avenir, il ne saurait s'agir que *d'égalité* et de *dualisme;* il n'y aurait donc ni parlement, ni gouvernement communs, mais seulement des affaires communes entre les deux États. Le 8 juin, l'adresse fut remise à l'empereur par le comte Georges Apponyi et Koloman de Ghyczy; mais le monarque, écoutant les conseils de Schmerling, refusa d'en prendre connaissance.

Les deux hommes d'État hongrois donnèrent leur démission et furent remplacés par les comtes Antoine Forgách et Maurice Esterházy, communément détestés de leurs concitoyens.

Dans un rescrit, daté du 21 juillet et contresigné par le chancelier du royaume, la cour de Vienne essaya de démontrer que les liens entre l'Empire et la Hongrie étaient des liens réels, que la constitution de 1848 avait tenté de modifier l'état antérieur des choses et qu'une révolution en avait été la conséquence immédiate. Elle ajoutait qu'il ne pouvait s'agir de négociations ni d'entente, parce que les Hongrois sont tenus d'accepter ce que leur souverain veut bien leur accorder.

D'ailleurs la révolution n'avait-elle pas eu pour effet de couper tout lien entre le passé et le présent, et de transformer le pays en simple province! Le but que désirait atteindre le Gouvernement n'était nullement déguisé: *maintenir etroitement unies toutes les parties de l'Empire.*

Dès que Deák eut connaissance de ce rescrit, il déclara rompues les négociations et répondit à ces prétentions par une nouvelle adresse, où il insista sur le droit du Royaume de disposer librement de lui-même et dénonça les crimes de lèse-droit commis par l'absolutisme autrichien. La Diète, qui la vota le 6 août, et qui refusa d'envoyer des délégués au *Reichsrath,* fut aussitôt dissoute. Mais, avant de se séparer, les députés protestèrent solennellement contre une mesure aussi arbitraire.

On prononça également la dissolution des assemblées de comitat, puis des conseils de lieutenance. Les comitats, enlevés à l'administration des préfets, furent de nouveau confiés aux commissaires impériaux, que l'on sut choisir hostiles à la nation magyare. On perçut les impôts sans autorisation légale. On nomma le général autrichien, comte Maurice Pálffy, gouverneur plénipotentiaire. La liberté de la presse fut encore limitée: les censeurs devinrent impitoyables, les délits justiciables des conseils de guerre. Quant à la liberté individuelle, elle ne se trouva plus qu'un vain principe.

Cette situation, connue sous le nom de »*provisorium*«, dura jusqu'en 1865. Mais ces trois années ne furent pas stériles; c'est alors que surgirent les principaux projets de constitutions.

Un groupe, le »*parti des vieux conservateurs*«, dirigé par Edouard de Zsedényi, voulait que l'on considérât la constitution de 1848 comme n'ayant jamais existé. Mais ces tendances réactionnaires restèrent sans la moindre influence.

Le comte Georges Apponyi choisissait une position intermédiaire entre celle des réactionnaires et celle des libéraux, qui réclamaient le respect de leurs

droits : il désirait que, tout en partant de l'égalité des droits des pays héréditaires et de la Hongrie, on créât un si grand nombre d'»*affaires communes*« qu'on y retrouvât commerce et finances ! La direction des »*affaires communes*« aurait été confiée à un ministre impérial et à une Chambre *(»Diète«)*, où se trouveraient en présence les représentants des deux parlements nationaux et où l'on délibérerait sur les propositions du gouvernement. Il y aurait donc trois Etats : la Hongrie, les États héréditaires et l'Empire.

Mais, n'aurait-ce pas été créer de toutes pièces une nouvelle constitution ? aurait-on pu parler de deux Etats indépendants ? Reconnaissons cependant que ce projet contenait plus d'une indication utile, notamment celle des »*affaires communes*« et celle d'une »*Délégation*«. Il ne plût ni à Vienne, ni à Pesth.

Voyons maintenant les projets du comte Jules Andrássy et de François Deák, qui considéraient tous deux comme fondamentales les lois de 1848 et qui voulaient créer dans les relations avec l'étranger une grande monarchie, tout en conservant à la Hongrie sa situation particulière au point de vue constitutionnel, ainsi que son caractère d'État indépendant.

Leur base commune était la »*Pragmatique Sanction*«, qui établit un souverain commun tant que la dynastie des Habsbourg ne sera point éteinte. Il s'agissait donc de deux États placés sous l'autorité d'une personne unique, appelée »*empereur*« en Autriche, »*roi*« en Hongrie.

L'identité dans la personne physique du monarque entraînait, naturellement, une représentation commune en ce qui concernait les rapports avec l'étranger, l'armée et la défense nationale. La »Pragmatique Sanction« ne mentionne que »*la communauté de défense*«, motif même de l'union personnelle ; aussi n'y a-t-il à proprement parler qu'une seule affaire commune, »la défense«, et ni Andrássy, ni Deák n'en voulaient admettre d'autres. Mais, à celle-ci se trouvent si étroitement liées les relations avec l'étranger et l'organisation de l'armée, qu'il faut y voir, à l'exclusion du vote des contingents et de la législation sur l'organisation du service, un domaine connexe.

Lorsque ce projet fut élaboré, Deák et Andrássy le rendirent public et refusèrent toute autre solution : Deak écrivit, le 16 avril 1865, dans le »*Pesti Napló*«, son fameux article, qui gagna à sa cause la grande majorité du pays.

François-Joseph, comprenant que Schmerling entraînait l'empire à sa ruine et désirant lui-même un accord autant que tous ses sujets, choisit le comte Belcredi comme premier ministre, nomma chancelier du royaume de Hongrie Georges Majláth et trésorier le baron Paul Sennyei, et convoqua pour le 1. décembre 1865 la Diète qui devait enfin réaliser une entente sur le terrain constitutionnel.

Un écho de l'»*article de Pâques*«, de Deák se trouva dans le discours que prononça François-Joseph en ouvrant lui-même la Diète : la



Serment du couronnement de François Joseph I-er.



Héliogr. Athenaeum

FRANÇOIS-JOSEPH I. EN 1867.

(D'APRÈS LA PHOTOGRAPHIE DE RABENDING.)

Hongrie a une antique constitution qu'il faut rétablir, tout en laissant à l'empire son ancienne puissance.

Les deux tiers des députés se rangèrent autour de Deák, qui devint le chef du parti qui porte son nom. Une adresse fut votée, que l'empereur accueillit avec bienveillance et cordialité. Deux commissions parlementaires, l'une de soixante membres, l'autre de quinze, furent nommées pour régler tout ce qui se rapportait au compromis. Leur président fut le comte Andrássy.

Au printemps 1866, le travail d'élaboration était terminé; mais les deux guerres austro-italiennes et austro-allemandes éclatèrent aussitôt: la Diète fut dissoute et l'oeuvre commencée demeura en suspens.

M. de Bismarck chercha un appui contre l'Autriche, non seulement en Italie, mais auprès des émigrés hongrois, qui craignaient une solution pacifique. Le général Georges Klapka forma quelques bataillons dans la Haute Silésie, pour faire irruption en Hongrie, mais ce n'était pas encore ainsi que devait être réglé le différend austro-hongrois: la paix de Prague fut signée trop tôt pour que les pays opprimés aient eu le temps de se soulever.

Sadowa rendit cependant la cour beaucoup plus conciliante et lui fit même presser la solution de la question magyare.

Mandé à Vienne, Deák conseilla à François-Joseph de rétablir l'ancienne constitution et de choisir »*l'homme providentiel*«, le comte Jules Andrássy, comme chef du nouveau cabinet. Le baron de Beust, récemment nommé chancelier de l'Empire, insista dans le même sens auprès du souverain. Une commission mixte composée d'hommes politiques des deux pays, fut chargée d'étudier le projet de compromis.

Cette commission se montra favorable aux idées du comte Andrássy. L'Autriche et la Hongrie formeraient deux États, jouissant des mêmes droits et gouvernés chacun par un ministère responsable devant le Parlement de son pays. En Hongrie, la base de la nouvelle organisation serait la constitution de 1848, modifiée sur quelques points de détail.

La Diète adopta le 19 novembre 1866 ces principes fondamentaux, ainsi que le projet élaboré sur leur base. Vint ensuite le *compromis*, qui fut promulgué sour le titre de loi XII de 1867.

Exposons, dans ses grandes lignes, le *compromis*, *l'Ausgleich*, tel qu'il existe actuellement complété par l'usage, et en laissant de côté les principes généraux que nous avons maintes fois indiqués.

Trois ministres, chargés des affaires étrangères, de la guerre et des finances, siègent à Vienne et y gèrent les »*affaires communes*«. Ils sont responsables devant les Délégations et doivent, avant d'agir, s'entendre avec leurs collègues autrichien et magyar. La coutume autorise d'interpeller à Pesth le chef du cabinet hongrois sur les relations extérieures et le ministre hongrois de la défense sur les questions militaires.

Les dépenses communes sont fixées tous les ans par les »*délégués*« des deux parlements. D'ordinaire, les décisions sont prises séparément par les représentants de chaque pays; mais si, après l'échange de trois messages, un accord n'est pas intervenu entre les deux assemblées, elles se réunissent en assemblée pleinière et votent sans débats. Chaque État doit supporter une quote-part des dépenses, qui n'est pas nécessairement la moitié par suite de l'inégalité de population et de richesse et qui est actuellement le tiers environ. Les ministres autrichiens et hongrois des finances versent leur part contributive dans une caisse spéciale, dont les ministres communs disposent par mandats.



Le château royal.

Une partie de l'ancienne dette impériale est à la charge de la Hongrie, ainsi que les pensions de retraite des fonctionnaires du régime absolutiste.

Il est un certain nombre d'affaires, qui ne découlent pas naturellement de la *Pragmatique Sanction,* mais qu'il est préférable de régler en commun que séparément; ce sont surtout les questions concernant les douanes et le commerce en général, la dette flottante et une banque centrale d'émission. Les affaires douanières et commerciales, de beaucoup les plus importantes, sont réglées par un traité, dont la durée est de dix ans et qui est conclu à la suite d'un accord entre les deux pays: les projets sont rédigés par les ministres des deux Etats, présentés aux deux parlements et sanctionnés par l'empereur.



LA REINE ELISABETH DEVANT LE CERCUEIL DE FR. DEÁK.

Impr. Athenaeum.



LE COMTE JULES ANDRÁSSY.

Impr. Athenaeum.

Les conditions du compromis une fois réglées, François-Joseph se porta fort de leur acceptation par le Reichsrath, puis, par son rescrit du 17 février 1867, rétablit en fait la constitution hongroise.

Le comte Jules Andrássy fut chargé de former le nouveau cabinet : il se réserva, avec la présidence, le ministère de la défense nationale, tandis que le baron Joseph Eötvös acceptait celui des cultes et de l'instruction publique, Melchior de Lónyay celui des finances, Balthasar Horváth celui de la justice, le comte Eméric Mikó, celui des communications, le comte Georges Festetich, celui de la cour, le baron Béla Wenckheim



Koloman de Széll.

celui de l'intérieur, Etienne Gorove celui de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, enfin, plus tard, Koloman Bedekovich celui de la Croatie.

Le gouvernement se présenta le 28 février devant la Chambre des députés et prit aussitôt en mains la direction des affaires.

Alors finit une époque pleine de sang et d'amertume. Les plaies les plus douloureuses se cicatrisèrent presque aussitôt : la Hongrie ne songea plus qu'à son avenir. Dans toute la nation reparut l'ancienne ferveur pour le souverain et sa charmante épouse, qui avait favorisé l'oeuvre du compromis et s'était assurée ainsi l'éternelle reconnaissance des Magyars. Le 8 juin 1867, l'empereur et l'impératrice furent couronnés : l'enthousiasme géné-

ral s'accrut encore, lorsque l'on apprit que le nouveau roi destinait les deux cent mille ducats, votés en don de joyeux avènement, à un hospice pour les honvéds nécessiteux de 1849.

La loi XXX de 1868 unit à la Hongrie la Croatie, l'Esclavonie et la Dalmatie, qui formèrent ensemble un État commun sous le nom de »*Pays de la Couronne de Saint-Etienne.*«

La Croatie eut cependant un gouvernement autonome pour son administration intérieure, la justice, les cultes et l'instruction publique: des chefs de division furent chargés de ces trois services. Le ban, qui devint un grand dignitaire civil, fut mis à la tête des autorités locales: il fut responsable de ses actes devant la diète d'Agram et, comme sa nomination



Le Comte Albert de Apponyi.

eut lieu sur la présentation des ministres hongrois, devant ses chefs hiérarchiques. Pour le contreseing des actes officiels, un nouveau ministère fut créé dans le cabinet magyar.

Toutes les affaires communes sont traitées à Budapest, aussi la diète croate envoie-t-elle quarante de ses membres à la Chambre des députés et trois à la Chambre des Magnats. Quarante-cinq pour cent des impôts directs et indirects perçus sur le territoire croate sont affectés à l'administration particulière de la Croatie.

Fiume et le territoire voisin formèrent le »*littoral hongrois*«, sous le nom de »*Separatum corpus Hungariae Regni Coronae*«. La ville envoie un député à la Chambre des députés et son gouverneur est de droit membre de la Chambre des Magnats.

En vertu des lois de 1848, la Transylvanie est complètement unie à la Hongrie. Les »*confins militaires*« disparurent par la suite: les territoires en deçà de la Drave furent incorporés aux comitats hongrois, les territoires au delà aux comitats croates.

Indiquons les principaux évènements, qui se sont passés en Hongrie depuis le *Compromis*.

Comme double conséquence de l'arrivée au pouvoir de proscrits de 1849, une amnistie générale fit rentrer dans leur patrie tous ceux qui ne s'y refusaient pas comme Kossuth, et l'ancien fonctionnement des comitats recommença. Le ministère Andrássy, qui dura jusqu'en 1871, se signala



Désidère de Szilágyi.

par une loi sur les nationalités, qui constata l'unité du royaume et déclara la langue hongroise langue officielle, et par d'utiles réformes judiciaires, électorales, notamment par la loi Eötvös sur les écoles.

La politique intérieure fut pénible durant quelques années. Le parti Deák eut à lutter contre diverses oppositions de droite et de gauche et, malgré son succès aux élections de 1872, on vit passer rapidement les cabinets Lónyay, Bittó, Szlávy, Wenckheim. Sous ces ministères, la situation financière s'agrava d'une façon presque continue: la construction de nombreux chemins de fer par l'Etat lui-même ou avec sa garantie d'intérêt devint une charge très lourde, que de mauvaises récoltes rendirent plus accablante encore. L'émission d'emprunts demeura un remède insuffisant. Le parti Deák

se dissout alors ; une de ses fractions se joint à une fraction de l'ancienne opposition radicale et forme un nouveau parti qui apparaît au pouvoir avec Koloman de Tisza en octobre 1875 et qui établit une longue stabilité ministérielle.

Les progrès économiques de la Hongrie à cette époque sont dus en une très large mesure à cette durable administration. Koloman de Széll, ministre des finances, fit diminuer d'une façon extrêmement sensible le déficit budgétaire et abandonna en 1878 son portefeuille, lorsqu'il ne put empêcher l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine qu'il jugea contraire aux intérêts financiers de son pays. L'entente commerciale avec la Cisleithanie, la révision de la carte administrative du royaume, les lois sur l'enseignement secondaire, la réorganisation de la pairie forment les principaux actes du ministère Tisza, qui se trouva pourtant en butte à une double opposition, celle du comte Albert Apponyi et celle de l'extrême gauche.

Pendant que s'élaborait la réforme des directions financières (1889) et que se préparaient d'autres réformes financières et administratives, le déclin du long ministère était visible et il tomba sur une question relative à Kossuth exilé. Le ministère Szapáry se déclara résolu à continuer les réformes libérales, notamment en ce qui concernait les comitats et les cours de justice. Il eut des luttes continuelles avec les patriotes de 1849, formant avec MM. Ugron et Irányi deux groupes distincts d'extrême gauche.

A la fin de 1891 et en 1892 grandit la situation de M. Wekerle, ministre des finances, qui conclut les traités de commerce, prépara un beau budget et combina la réforme de la valuta. Les difficultés confessionnelles à propos des actes de l'état civil suggérèrent aux ministres libéraux et plus spécialement au comte Albin Csáky, ministre des cultes et de l'instruction publique, un projet de pure laïcisation ; mais le comte Jules Szapáry se retira et ce ne fut que sous un ministère Wekerle que celui-ci fut voté, avec le précieux concours de M. Désidère de Szilágyi, ministre de justice. La reconnaissance de la religion israélite et la liberté complète des cultes furent l'oeuvre d'un ministère Bánffy, dans lequel Jules de Wlassics avait le portefeuille des cultes et de l'instruction publique.

En 1896, le royaume de Hongrie a salué le millième anniversaire de sa fondation ; et la nation toute entière s'est tournée, pleine de confiance et de courage, vers un avenir, où elle entrevoit l'accomplissement de ses anciennes espérances et le couronnement de ses efforts séculaires.


Cserna

TABLE DES MATIÈRES.